



John Adams Library.

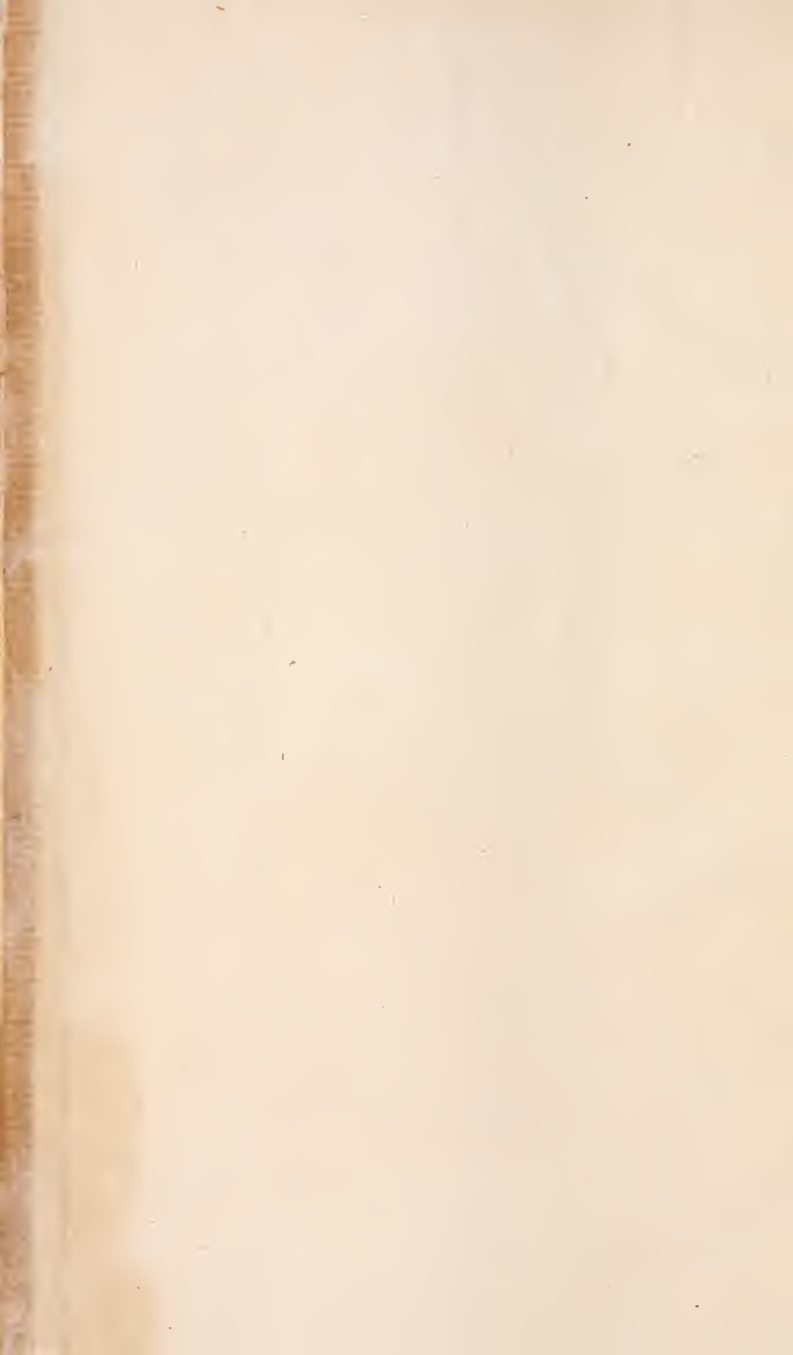


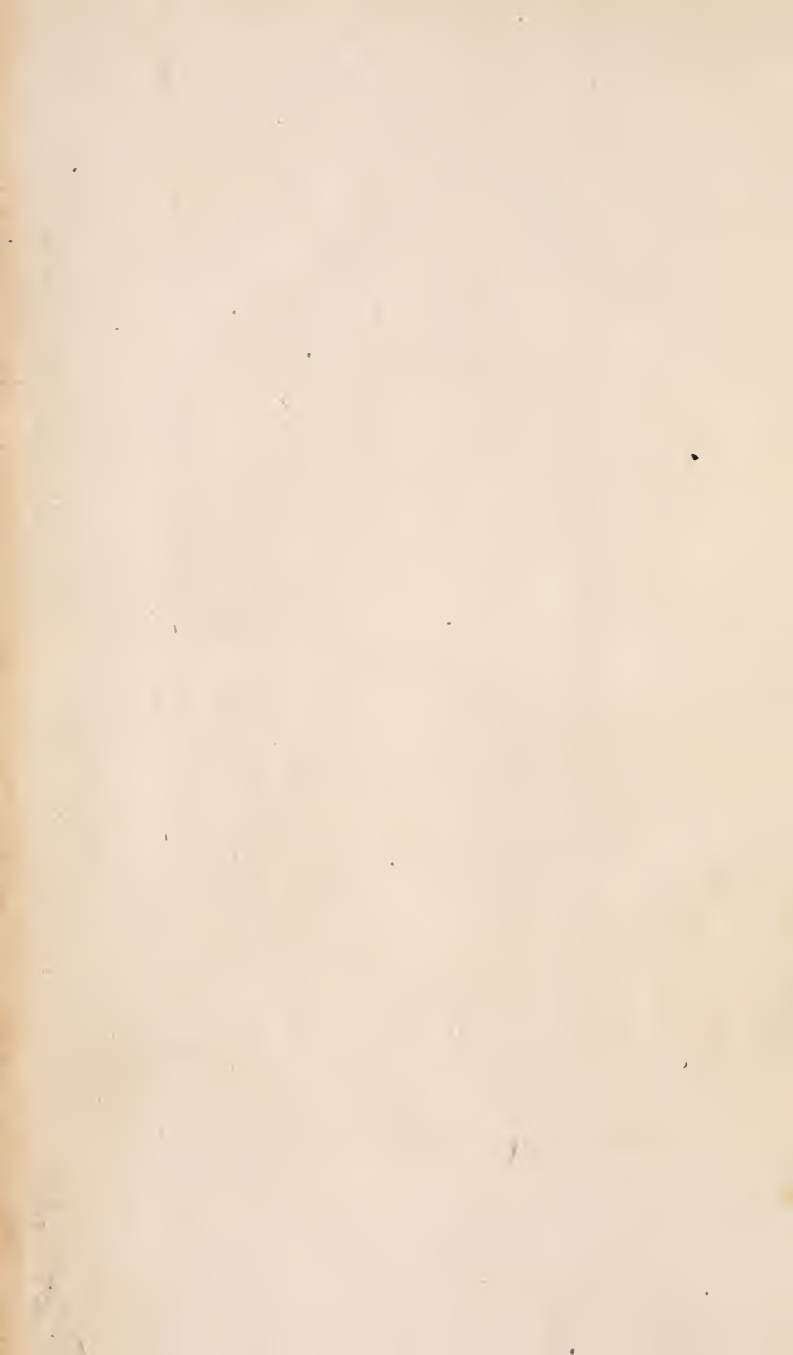
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO.

★
ADAMS
222.11
V. 2 C





LE
POLITIQUE
HOLLANDAIS.

TOME II.



À AMSTERDAM,
chez J.A.CRAJENSCHOT.

XX ADAMS222.11
v. 2 C

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. XXVII. LUNDI, ce 13 AOÛT, 1781.

C H A P I T R E XXVII.

*Sur le Système politique de la ville d'Amsterdam,
divisé en Lettres à l'Auteur du Politiek Vertoog.*

*Lettre 1^{re} sur les traits qu'offre la conduite générale
d'Amsterdam dans les tems anciens relativement
à son Système politique envers les Statbouders.*

Enfin j'ai lu, Monsieur, votre gros livre contre la ville d'Amsterdam; & je crois que vous devez me tenir compte d'un travail aussi pénible, où le dégoût n'a pu être soutenu que par l'indignation. On ne saurait défendre une mauvaise cause avec plus de pesanteur & de mauvaise-foi. Croyez vous, Monsieur, que pour prouver qu'Amsterdam a prévariqué par le canal de son Pensionnaire, il était nécessaire de nous accabler d'un livre de 150 pages & demie in folio? Pour prouver que Mr van Berckel, s'était rendu coupable de leze-Majesté en autorisant Mr. de Neuville à jeter le plan d'un traité éventuel de commerce avec le Sieur Henri William Lée, était-il nécessaire de remuer la cendre de ceux qui sont morts il y a deux siècles ou d'aller fouiller sous les fondemens de notre République fédérative? Je

ne demande pas que vous renonciez à l'accablante érudition, qui caractérise tout ce qui sort de votre plume. Je ne demande pas que vous empruntiez l'esprit des Français que vous dénigrez à présent pour faire de bons mots. (*) Je ne vous accuse point d'avoir pris dans les troubles actuels le parti des Anglais qu'autrefois vous railliez si finement avec l'esprit des autres. Je ne croirai jamais les méchans qui disent que vous êtes devenu le plus zélé défenseur des Théologiens de l'Eglise dominante, après les avoir autrefois insultés avec tant d'animosité & persécutés avec tant d'acharnement. Je ne croirai point que vous êtes celui qui voulut faire proscrire un Libraire pour le débit des livres de ces Théologiens, après avoir vendu publiquement vous même les livres les plus obscènes & les plus impies. Je ne demande point que vous vous gardiez de donner prise sur vous, en attaquant dans le *Politiek Vertoog* ce que vous avez défendu dans les *lettres sur les circonstances du tems présent*. Je n'envie que le livre intitulé *Politiek Vertoog*; & j'aurais seulement demandé, qu'abstraction faite de toute autre circonstance, le livre se fût accordé par-tout avec lui-même & avec la raison. Mais sans doute on ne saurait donner des principes à ceux qui n'en veulent pas avoir. Ils ont beau affecter le ton de la modération & de la sagesse; ils se trahissent toujours. C'est ce que nous verrons par l'examen de votre ouvrage. Il y a des citations & des raisonnemens. Je ne nie point que vous n'ayez percé les profondeurs de l'histoire, et que vous ne sachiez les regles de la dialectique. Mais pourquoi ne pouvez-vous citer sans montrer de la mauvaise foi, ni raisonner qu'en faisant des sophismes? Est ce qu'on ne saurait avoir plus de principes dans ses systèmes que dans sa conduite; seriez vous de ceux qui ne suivent que l'intérêt du moment; qui ne sont pas

(*) Voyez la préface Hollandaise qui se trouve à la tête du voyage de *Volkman*, ou plutôt de la *Lande* en Italie; comparez-la avec les Réflexions de l'Abbé Arnaud, sur le voyage d'Italie par Smoller.

pas délicats sur le choix des moyens pour parvenir ; qui ne sont ni politiques , ni savants , ni raisonnans , parce qu'avec tous les talens possibles on ne saurait l'être qu'en suivant un système régulier ?

J'aurais bien désiré que vous m'eussiez épargné la peine de dévorer les interminables périodes de cette fastidieuse compilation , & que vous vous fussiez borné à votre sujet sans vous jeter dans des digressions étrangères qui font perdre l'haleine & l'attention. Au moins auriez-vous dû donner un bon extrait de votre ouvrage au lieu de consommer tant de papier à faire imprudemment l'éloge de vous-même dans le précis que vous avez intitulé votre *Espit*. Sans doute qu'avec beaucoup de talens , vous n'avez pas celui de rédiger vos propres idées & qu'ainsi vous n'êtes pas plus en état d'écrire un petit livre qu'un gros. Vous n'avez qu'une érudition indigeste & pesante ; & c'est à ces traits que tout le monde s'est imaginé reconnaître l'ancien possesseur de quatorze mille volumes. En vendant cette immense bibliothèque un méchant dirait que vous vous ferez défait en même tems de tout votre esprit , & qu'il ne vous sera resté que la poussière de l'érudition.

Peut-être avez-vous cru épouvanter les gens en leur offrant un gros livre bien long , bien fastidieux ; il n'est en effet que trop de gens dans ce pays , qui ne mesurent le mérite d'un Auteur qu'à la grosseur des écrits qu'il publie ; quelle idée ne doivent-ils pas avoir d'un Auteur qui a écrit un si gros volume en trois mois de temps ? Tous ces incidens vous auront sans doute persuadé que personne n'aurait le courage de vous attaquer , ou du moins de vous lire ; ce qui revient au même ; & vous n'auriez pas alors manqué d'étaler le triomphe que vous auriez remporté dans des climats déserts. Si telle a été votre idée , vous vous êtes cruellement trompé ; il reste encore dans ce pays des hommes qui joignent le zèle aux lumières : l'amour de la Patrie leur a fait surmonter toutes les épines que vous aviez semées dans leur route : quelques-uns vous ont déjà por-

porté des coups sensibles. Encouragé par ces exemples, je vais, en suivant de si nobles traces, montrer à ceux qui n'entendent pas notre langue nationale, qu'il s'en faut beaucoup que l'ouvrage ni l'Auteur aient les qualités que vous avez eu l'audace de vous donner dans *l'Esprit de votre système politique*, dont l'existence n'aurait j'amaï été soupçonnée, si le fameux Gazetier du Bas-Rhin n'avait eu la pitié de la tirer du néant en l'insérant dans ses feuilles, où elles passaient à la faveur du passe-port que cet admirable écrivain donne à tout ce qui sort de sa plume.

La première partie de votre ouvrage est employée à ramasser dans les faits historiques tout ce qui peut montrer qu'Amsterdam s'est toujours prévalu de sa puissance & de sa supériorité, pour dicter orgueilleusement la loi au reste de la République. Cette matière est une question de fait; mais vous avez la fureur de vouloir la développer par des raisonnemens; & ces raisonnemens ne prouvent rien parce qu'ils prouveraient trop, s'ils étaient bons. Suivant vous, *Amsterdam ressemblerait à ces excroissances dangereuses dans le physique, qui en attirant à elles tous les sucs vitaux, dessèchent le corps & en minent essentiellement les forces sous une fausse apparence de prospérité.* Pour prouver cette singulière assertion, vous donnez des faits & des raisonnemens. Voyons d'abord si les faits sont fidèlement rapportés, & nous examinerons ensuite la solidité des raisonnemens que vous en déduisez. Nous rapporterons ces faits dans tout le jour odieux qu'on peut leur donner. Vous vous contentez de commencer par l'année 1639; mais vous auriez pu remonter encore plus haut, ainsi que l'Auteur du *système politique de la ville d'Amsterdam*, mis dans son vrai jour, qui paraît avoir écrit sous votre dictée. Il nous rappelle que cette ville fut une des premières & des plus empressées à accorder les subsides que l'Empereur Charles-Quint demandait, pour faire la guerre aux Protestans d'Allemagne; & que pour la récompenser de son empressement & lui faciliter les moyens de

de mieux persécuter ceux qui rompaient avec les Catholiques, l'Empereur étendit la ban-lieue & la juridiction de cette ville. Tandis que Guillaume I. cherchait à faire modérer les édits contre les Protestans, Amsterdam seule entre tous les membres de la Hollande, les favorisait ainsi que l'inquisition. Elle souffrait que, pour cause de religion, les citoyens fussent enlevés à leur juridiction légitime pour être transportés à la Haye. En 1568 elle se prêta avec tant de zèle aux fureurs de la tyrannie Espagnole que plus de *cent mille habitans* désertèrent la ville. Amsterdam eut encore beaucoup de part aux autres horreurs que les Espagnols exercèrent aux sièges de Naarden & de Haarlem.

Le Duc d'Albe fut tellement satisfait de sa conduite qu'il lui fit accorder plusieurs privilèges utiles à son commerce, aux dépens des autres villes. De ces divers exemples l'Auteur conclut que, pour s'arroger une autorité absolue & arbitraire sur les autres villes, Amsterdam a voulu dans ce tems-là flatter les Comtes de Hollande; ainsi que les mêmes vues d'intérêt lui ont fait, dans des tems postérieurs, traverser les mesures des Stathouders.

En suivant pas à pas nos deux Auteurs, il faut franchir un intervalle de près de quatre-vingts ans : car le *Politiek Vertoog* ne date que de l'année 1639. L'un & l'autre se gardent bien de rapporter l'influence que la ville d'Amsterdam eut dans les affaires mémorables de 1618 & 1619; dans la crainte sans doute ou de s'exposer à la censure des personnes éclairées, en approuvant sa conduite, parce qu'elle était favorable aux vues du Stathouder d'alors; ou de s'attirer le ressentiment des Théologiens de l'Eglise dominante, dont ils sont devenus les zélés champions en la blâmant.

En commençant par l'année 1639 l'Auteur rapporte les fameux démêlés de la ville d'Amsterdam, avec les Etats-Généraux & le Stathouder Frederic Henri; il n'oublie pas l'anecdote de ce marchand, nommé MARSELIS; il porte le soin minutieux jus-

qu'à faire mettre ce nom en lettres capitales; sans doute parce que c'est encore actuellement celui d'une grande maison de commerce d'Amsterdam qui, dans les circonstances présentes, s'est distinguée par son zèle patriotique dans la demande des convois. On fait que ce marchand interrogé par les Bourguemaîtres, pour quelle raison il avait envoyé des munitions de guerre à la ville d'Anvers alors assiégée, fit cette réponse remarquable: „ Les „ Bourgeois d'Amsterdam ont droit de faire leur „ commerce partout; si pour gagner quelque „ chose il fallait traverser l'enfer, je hazarderais „ d'aller y brûler mes voiles.” On fait encore que Frederic-Henri, instruit de cette réponse & indigné de l'indulgence des Bourguemaîtres à ce sujet, dit au Comte d'Estrades, Ambassadeur de France: „ vous voyez la patience qu'il faut avoir avec „ ces brutaux de Marchands. Je n'ai pas de plus „ grands Ennemis que la ville d'Amsterdam. *Mais „ si j'ai une fois Anvers, je les mettrai si bas qu'ils „ ne s'en releveront jamais.*

A peu près dans le même tems la Régence de cette ville eut une dispute très-vive avec les Etats-Généraux qui voulaient mettre à ferme les droits d'entrée & de sortie. Elle fit arrêter trois Conseillers de l'Amirauté qui voulaient agir en conséquence de ce nouveau plan. Le Conseil de la ville refusa même d'écouter une députation que les Etats-Généraux lui firent à ce sujet.

L'Auteur passe à la fameuse année 1650; & quoique jusqu'à présent la plupart même des Ecrivains dévoués au Stathouderat n'aient osé justifier la conduite de Guillaume II, l'Auteur trouve le moyen de représenter celle d'Amsterdam sous le jour le plus odieux. Mais il se trahit par sa mal-adresse, en s'étayant des mémoires d'un Auteur visiblement partial, puisque, dans ces tems orageux, il avait été exposé à la censure publique pour être entré, avec trop de chaleur, dans les mesures du Stathouder.

L'Au-

L'Auteur passe aux années 1670-1672 ; mais il est singulièrement malheureux en s'arrêtant à de pareilles années, pour décrier Amsterdam aux yeux des autres villes & des Stathouders. Il faut en effet réunir l'excès de l'audace à l'excès de la mauvaise-foi, pour vouloir cacher que ce fut principalement à la ville d'Amsterdam qu'alors le reste de la République dut sa liberté, & les Princes d'Orange le rétablissement du Stathouderat.

C'est dans les événemens de l'année 1683 & 1684 que l'Auteur croit triompher, parce que les circonstances des disputes entre le Prince d'Orange & la ville d'Amsterdam paraissent avoir quelque ressemblance avec celles du tems présent. Comme cette époque est un des morceaux sur lesquels l'Auteur s'étend avec le plus de complaisance, nous suivrons fidèlement son recit pour ne rien ôter à la force de ses raisons.

La France, peu contente des acquisitions qu'elle avait faites à la paix de Nimegue, avait au mois de Septembre 1683, fait une nouvelle invasion dans les Pays-bas. Les Etats, qui, l'année auparavant, avaient formé une association avec l'Espagne & la Suède, étaient obligés de prendre le parti de l'Espagne & de lui fournir un secours de huit mille hommes. Guillaume III fit aussitôt proposer par le Conseil d'Etat une levée de 16000 hommes. La plupart des Provinces y consentirent : mais le Comte d'Avaux, Ambassadeur de France auprès des Etats-Généraux, entretenait depuis longtems une correspondance secrète avec la Régence d'Amsterdam. Elle se laissa gagner par ses intrigues, refusa de consentir à l'augmentation, sous prétexte qu'il fallait tenter auparavant, s'il ne serait pas possible d'engager la France à un accommodement. Elle avait nommé une Commission de sept Conseillers pour examiner les dépêches des Députés à l'assemblée des Etats de Hollande, & pour assister le Sénat de la ville de ses lumières. C'est probablement à cette Commission qu'il faut attribuer l'avis motivé qui engagea la ville à s'abstenir de délibérer sur la pétition du Conseil

d'Etat, avant qu'on eût tenté si l'on ne pourrait pas rétablir la paix par des conférences amiables. Amsterdam persista dans sa résolution. Elle finit par proposer qu'au lieu de prendre les armes contre la France, on eût au plutôt à traiter avec elle, en abandonnant l'Espagne à elle-même. A la nouvelle d'une proposition aussi singulière, le Prince-Stathouder ne put s'empêcher d'en témoigner son ressentiment au Bourguemaître van Beuning, un des principaux instigateurs de ces mesures. Il lui dit „ qu'il en
 „ répondrait sur sa tête ; que l'Ambassadeur de France
 „ n'aurait pu s'exprimer autrement ; que le Prince
 „ d'Orange avait autant d'intérêt au bien-être du
 „ pays que la ville d'Amsterdam ; qu'il ne se laisserait
 „ jamais gouverner par cette ville, & moins
 „ encore par le caprice d'un van Beuning.”

Tous les autres Membres du Gouvernement se déclarèrent avec la même chaleur contre Amsterdam. On commença par lui écrire une longue lettre à laquelle elle fit une réponse très-vive. En conséquence on résolut d'y envoyer une députation, & le Prince lui-même se mit à la tête des Députés. Elle parut trois fois dans l'assemblée du Conseil ; enfin le Prince, voyant les Conseillers inflexibles, fit un discours où il dit, entre autre, „ que dans une
 „ constitution comme celle des Provinces-Unies,
 „ divisée en tant de membres divers, ce serait une maxime
 „ intolérable qu'un des Membres voulût dicter
 „ la loi à tous les autres : il menaça en même temps
 „ de mettre en usage son droit d'interposer son
 „ autorité pour étouffer les disputes élevées dans
 „ le sein de l'Etat.”

Le Prince d'Orange, dit le Comte d'Avaux, répéta si souvent qu'il y avait des correspondances illicites avec la France „ que les quatre Bourguemaîtres
 „ Régens se leverent, & après avoir conféré dans un coin de la salle, ils vinrent se rasseoir,
 „ & lui dirent qu'ils convenaient d'avoir eu commerce avec la France, & avec d'autres Etats ; que
 „ c'était une chose indispensable dans une ville aussi
 „ puis-

„ puissante , & d'un aussi grand trafic que la leur ;
 „ mais qu'ils n'avaient jamais eu aucun commerce
 „ dont ils n'eussent rendu compte à l'Etat ; que
 „ pour lui , il avait des Ministres qui entretenaient
 „ des correspondances dans plusieurs Cours de l'Eu-
 „ rope , dont il n'avait pas donné part aux Etats-
 „ Généraux ; qu'ils lui en demanderaient compte un
 „ jour ; mais que ce n'en n'était pas encore le tems.
 „ Il y eut un des Bourguemaîtres qui lui dit que
 „ quand la ville d'Amsterdam aurait eu dessein de
 „ changer de sentiment , elle ne le ferait pas , pour
 „ laisser un exemple à la postérité que tous les efforts
 „ du Prince d'Orange , ni sa personne même , n'a-
 „ vaient pu faire changer les libres résolutions du
 „ Conseil de la ville d'Amsterdam. Le Prince d'Oran-
 „ ge ne put tenir davantage ; il se leva brusquement ,
 „ & sortit outré de l'Hôtel de ville , en disant qu'il
 „ ne voyait que trop les intelligences qu'ils avaient ,
 „ & avec qui ils s'entendaient ; mais qu'il jurait
 „ qu'ils s'en repentiraient.”

La ville d'Amsterdam continua ses correspon-
 dances particulieres avec l'Ambassadeur de France.
 Le Prince d'Orange de son côté , continua ses plaintes
 jusque dans les Assemblées d'Etat , il dit : qu'elle avait
 en vue d'assujettir toute la République à cette Mo-
 narchie & qu'elle exposait l'indépendance & le bien-
 être de l'Etat au plus grand danger. Amsterdam
 n'en fut que plus attachée à ses premiers erremens.
 Le 31 Janvier 1684 , elle donna même une déclara-
 tion où elle s'élevait contre les nouvelles levées &
 déclarait qu'elle ne contribuerait en rien aux fraix de
 l'augmentation résolue à la pluralité. Dans la cha-
 leur de cette dispute , le Prince d'Orange parut à
 l'Assemblée des Etats de Hollande. Il en fit fer-
 mer les portes & ordonna que personne n'entrât ni
 ne sortît. Après avoir exigé le secret & fait sortir
 de l'Assemblée deux des Députés de la ville d'Am-
 sterdam , Messieurs Hooft & Hop , il produisit des
 lettres de l'Ambassadeur de France , qu'il disait avoir
 été interceptées par le Gouverneur des Pays-bas.

Espagnols. Cette découverte & surtout la tournure qu'on donnait aux passages de ces lettres qui regardaient la Régence d'Amsterdam, surprirent étrangement les Députés. On ne parlait de rien moins que de faire arrêter Messieurs Hooft & Hop. Ces deux Députés, s'entendant nommer d'une chambre voisine où ils étaient, en sortirent brusquement & passèrent par dessus l'enceinte d'environ quatre pieds de haut dans laquelle se tenait l'Assemblée. Enfin leurs papiers ayant été ensuite scellés, ils quitterent la Haye furtivement au milieu de la nuit en traversant des jardins de derriere & se rendirent précipitamment à Amsterdam : leur crainte était fondée ; car, par l'inspection des Lettres interceptées, ceux d'Amsterdam avaient 1^{re}. donné au Comte d'Avaux des informations sur la faiblesse de l'Etat & sur ses discordes intestines ; 2^{me}. l'avaient assuré qu'ils ne consentiraient jamais à la levée des 16000 hommes ; 3^{me}. l'avaient instruit sur leurs intrigues employées pour la traverser & sur les Régens qu'ils avaient attirés dans leur opinion, 4^{me}. avaient conféré avec lui sur différentes assurances qu'on leur donnerait en cas de nécessité ? 5^{me}. & l'avaient engagé à délivrer un mémoire bien moins pour être discuté dans les délibérations des Etats-Generaux que pour être répandu dans le public.

L'Auteur du *système politique de la ville d'Amsterdam*, mis dans son vrai jour, représente la conduite de la ville d'Amsterdam sous un jour encore plus criminel l'an 1681. Il insinue qu'elle se ferait concertée avec l'Ambassadeur d'Avaux pour faire tomber tous les Pays-bas au pouvoir de la France, pour changer la forme du Gouvernement & anéantir l'autorité du Stathouder, le tout pour obtenir des avantages particuliers de commerce. Au moins ose-t-il avancer que cette ville avait pour objet de favoriser les projets ambitieux de la France & d'avilir ou diminuer l'autorité Stathouderiene. Pour assurer ce projet, dit-il, la Régence d'Amsterdam était décidée d'appeler les Troupes Françaises dans ce pays, d'y al-
lu.

lumer une guerre civile & par le secours d'un Prince étranger dont les mains fumaient encore du sang qu'il avait fait couler dans le pays , pour en chasser un Prince à qui elles devaient leur salut.

Les deux Auteurs, après avoir noté cette correspondance d'Amsterdam avec un Ministre étranger, comme irrégulière & contraire à la constitution fédérative, passent à l'année 1688. L'écrivain du *Système Politique* tâche d'affaiblir la grandeur du service qu'Amsterdam rendit dans cette occasion à l'Angleterre & à la Maison d'Orange. Celui du *Politiek Vertoog* va plus loin. Il prétend que la ville d'Amsterdam, loin d'avoir entretenu une correspondance secrète avec Guillaume III, au sujet de son expédition en Angleterre, n'a pas même voulu se prêter à l'ouverture que ce Prince jugea à propos de lui faire de ce projet & qu'elle ne refusa pas seulement de lui promettre aucun secours, mais aurait même empêché l'exécution de cette glorieuse entreprise, si les suffrages des autres villes & Provinces ne l'eût forcée à y concourir. A cette occasion cet Auteur sublime jette, comme il s'en vante (p. 12 de son *E/sprit*) un regard, dit-il, de profond mépris sur la mauvaise foi & l'effronterie avec laquelle ce fait est présenté sous le plus faux jour dans un autre ouvrage intitulé *Système politique de la Régence d'Amsterdam mis dans un vrai jour contre l'accusation du Chevalier Yorke*.

L'Auteur du *Politiek Vertoog* termine la première partie de son ouvrage par un dernier trait sur la résistance qu'opposa en 1689 la ville d'Amsterdam aux nominations du Stathouder Guillaume III, lorsqu'il fut devenu Roi d'Angleterre. Il finit par ces réflexions artificieuses, „ Tous les Braves Régens & vrais Patriotes qui cherchent plutôt l'intérêt général de l'Etat que leur grandeur & leur avantage particuliers, avant de tirer des inductions sur le système politique du pays, doivent commencer par croire que tous les systèmes de Gouvernement sont, ainsi que toutes les institutions humaines, sujets à des inconvéniens. En

voyant donc, sous la constitution Stathoudérienne, des inconvéniens qui n'auraient peut-être pas lieu sous le Gouvernement pur des Etats, il ne ferait ni de la justice ni de la bonne politique de conclure que ce dernier est le meilleur, avant d'avoir bien considéré d'un autre côté les autres inconvéniens que la présence d'un Stathouder fait disparaître. Il faut donc, avant de prononcer, balancer bien auparavant & comparer les inconvéniens de l'une & de l'autre constitution. Encore même *cet examen ne doit-il pas se faire dans tous les tems & par chacun*; il faut attendre ces époques où il s'agit de régler la constitution du Pays. Autrement chaque Régent, chaque Membre de l'Etat (*car les Bourgeois sans charge & sujets ne valent pas la peine qu'on parle d'eux*) doit prendre la constitution telle qu'il la trouve, & s'appliquer de toutes ses forces à en favoriser la conservation pour le bien commun. Et comme une expérience répétée a montré suffisamment que le conflit résultant de la Souveraineté, des privilèges & des entreprises particulières des diverses Provinces rend le Stathouderat nécessaire à la République; *outre la voix constante du peuple, que pour bien des raisons, nous ne devons pas peu considérer*, (**) nous devons chercher à maintenir de toutes nos forces la forme de la constitution présente qui repose actuellement sur des fondemens solides & que nous avons jurée de la manière la plus chère : il convient donc que nous rejetions loin de nos regards tous les inconvéniens qui peuvent en résulter, quand ce ne serait que par crainte de pis & que nous ayons toujours de la considération pour le caractère personnel des Stathouders, c'est

(*) Il y a dans l'original (ik laat staan alle onbeampte Burgers en Onderdaanen. Il ne faut pas croire ceux qui disent que l'Auteur méprise souverainement les Bourgeois qui ne sont pas dans les charges, & qu'il n'a d'attention que pour leurs femmes.

(**) Conciliez, si vous pouvez, ces paroles avec celles de la note ci dessus.

c'est à dire un affection vive, une estime sincere & que nous cherchions à fomentier les sentimens pour lui & pour tous ceux qui lui appartiennent, sans soupçon, sans défiance, sans alarmes, & que *nous cherchions à augmenter leur autorité & à diminuer la liberté.*"

„ Il est vrai que tout pouvoir, toute autorité tend au despotisme. Si l'on veut alléguer cette maxime pour légitimer la conduite de ceux qui croient devoir toujours porter un œil attentif sur les démarches des Stathouders, il faut donc aussi convenir d'une autre regle non moins sûre ; c'est que le soupçon & la défiance donnent occasion à la ruse & à de nouveaux efforts pour parvenir au but désiré. Cette reflexion suffit pour terminer la question. Le système d'Amsterdam, relativement aux Stathouders, en l'envisageant sous le point de vue le plus favorable, doit reposer sur ce principe : que l'intérêt commun exige que les Membres du Gouvernement pour maintenir la liberté, traversent le Stathouder dans toute les occasions, & que ce n'est que par là qu'on peut maintenir la balance entre l'influence de l'un, & les droits & privileges des autres. Mais ceux qu'on appelle partisans du Prince qui, regardant la constitution présente comme la meilleure, sont dévoués de cœur aux Stathouders, s'imaginent au contraire, que rien ne saurait être plus funeste à la constitution & à la liberté que de pareilles dissensions ; que c'est bien moins un opposition perpétuelle qu'une harmonie étroite qui peut le retenir dans les bornes de son autorité légitime, & que cette harmonie ne peut subsister que par la confiance & l'affection réciproques ; pendant que d'un autre côté la défiance & les soupçons ne produisant que divisions, chacun veut empiéter sur l'autre & il en résulte un déchirement général qui ne peut produire que les plus grands malheurs : attendu qu'il est très possible que dans un choc pareil, la balance panche du côté des Stathouders qui, dans l'ardeur du ressentiment, pourroient se porter plus loin qu'il ne conviendrait au bien-être du pays & à leur propre avantage, afin de se

mettre pour l'avenir à couvert de pareils inconvéniens. Il est vrai que, dans d'autres pays cette opposition peut être regardée comme un bien & même comme une nécessité. En France par exemple l'esprit de résistance que les Parlemens, les Cours de justice & le Clergé manifestent quelquefois, n'est pas inutile à la chose publique en empêchant l'autorité Royale de dégénérer en despotisme; pendant que l'amour inné dans la Nation pour le Monarque prévient toutes les mauvaises suites de cette opposition. En Angleterre ce même esprit est essentiel à la constitution; & comme il n'est, ouvertement, dirigé que contre les Ministres, il ne sert qu'à les rendre plus circonpects & plus sages dans leurs mesures; sans aucun effet dangereux pour la constitution, sans porter aucune atteinte à la considération personnelle du Roi ni au crédit des deux chambres. Mais, dans notre pays, tout ce qui vient de la Cour devant être considéré comme venant immédiatement du Stathouder; tout le blâme retombe sur lui; ainsi, dans les querelles avec les villes; ces dernières ayant soin de se parer du zèle de la liberté, & des privilèges, il résulte un préjugé fâcheux contre les Stathouders & le Stathouderat, le peuple n'ayant ni le tems ni la capacité de sonder les causes de ces querelles, peut se laisser aisément abuser & le préjugé se trouve au contraire en faveur des villes qui passent toujours pour vouloir défendre les droits du peuple; quoiqu'il puisse arriver souvent que les Stathouders ne mécontentent les villes que pour procurer le bien général de la République, auquel ils sont plus intéressés que personne. Au contraire, il ne faut à des Membres de la Regence qu'un léger soupçon de mécontentement, quelque refus d'emploi, pour les jeter dans le parti opposé aux Stathouders."

Enfin, pour me servir de vos propres termes: *plus les intérêts de Stathouders trouvaient les intérêts de l'Angleterre liés essentiellement avec ceux de la République*, plus la ville d'Amsterdam entraînait vivement dans le parti de la France. Le comte d'Avaux fut la flatter par
les

les avantages du commerce en France & par la jalousie de celui des Anglais. Augmentez , disent les Ambassadeurs Français à cette ville, vos forces au dehors, surtout votre marine : c'est le moyen le plus sûr d'écraser les Anglais, d'étendre votre commerce, d'accroître vos richesses avec votre pouvoir, même dans le sein de la République, si les autres Provinces, si les Stathouders font valoir l'équité en insistant sur la nécessité d'augmenter dans la même proportion les forces de terre, de garder les frontières de la République, de la fortifier en dedans ; usez alors de tout votre pouvoir à contrarier ces vues dangereuses. Tant que la République sera attachée à la France, elle n'en a rien à redouter ; au contraire *les secours suffisent à sa défense par terre* contre tout ennemi quelconque. Vous surtout, vous n'en avez jamais rien à redouter ; votre position vous rassure pour toujours contre tout danger, excepté du côté de la mer, où les Anglais seuls peuvent vous nuire ; & du moment que cette crainte cesse, quel fruit tireriez-vous des forces de terre ? Non-seulement elles ne sont bonnes à rien ; mais on pourrait s'en servir contre vous-même. Défiez-vous de tous ceux qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous. Ils ne sont pas seulement vos ennemis ; ils sont encore les Ennemis de la République entière ; du moins si celui de quelque Province se trouve contradictoire avec le vôtre, il est bien juste que ces petits intérêts subalternes cedent à ceux d'une ville considérable, qui fournit presque un quart des frais de l'Union

Tel est selon vous le langage de la France à la ville d'Amsterdam. Vous ajoutez qu'elle ne laisse pas d'en imposer & de trouver des partisans aveugles jusque parmi les Membres du Gouvernement des autres Provinces. Elle en impose surtout à un grand nombre de politiques, qui n'en sont pas seulement aux premiers élémens de cette science, dont le grand principe est de se défier des apparences.

Je crois, Monsieur, avoir actuellement exposé tout ce que vous avez pu rassembler ou déduire de plus fort

fort contre la conduite de la ville d'Amsterdam relativement aux Stathouders. D'après cette esquisse on ne doutera plus que pour satisfaire son intérêt particulier, elle a toujours traversé le bien général de l'Etat & les démarches Patriotiques des Stathouders; protégé le commerce le plus illicite & tenu les correspondances les plus criminelles. Vous ne pourrez sûrement pas dire que j'ai affaibli vos objections; voyons à présent s'il est aussi difficile d'y répondre que vous avez la présomption de l'insinuer.

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenscbot; à Haarlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, La Veuve Staatman, & Plaat; à Gouda, chez Vander Klos; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst; à Dordrecht, chez Blussé; à Deventer, chez Leemhorst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Ham bourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme à 6 sols & Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre, Estampe allégorique.*

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. XXVIII. LUNDI, ce 20 AOUT, 1781.

Suite du CHAPITRE XXVII.

Sur le Systême politique de la ville d'Amsterdam, divisé en Lettres à l'Auteur du Politiek Vertoog.

Suite de la lettre 1^{re} sur les traits qu'offre la conduite générale d'Amsterdam dans les tems anciens relativement à son Systême politique envers les Stathouders.

Quant aux traits les plus anciens que votre confrere amasse pour décrier la ville d'Amsterdam; ils ne prouveraient rien dans la circonstance présente; puisqu'il ne faut dater le systême d'Amsterdam, que du moment où elle a des rapports avec la République fédérative & ses Stathouders, ou si l'on veut, du moment où sa cause se trouva liée avec celle du parti qui s'éleva contre l'Espagne. Au reste, l'on trouverait dans les traits même de persécution & de délire public, où bien d'autres villes ne furent pas plus irréprochables sur cet article, des traits qui font honneur à l'esprit de tolérance de cette ville. Dans les tems même de la fameuse émigration sous le Duc d'Albe, les citoyens se distinguèrent par des secours secrets & même publics envers ceux qui étaient l'objet du fanatisme Espagnol; & il est

peu de villes qui, dans ce tems là, pourraient se glorifier d'avoir tenu la même conduite. Au reste, l'on fait assez que, dans des tems de trouble & d'orage, la détermination des villes dépendait bien moins de l'intérêt du commerce, que de l'étendue des progrès que la réforme pouvait y avoir faits & du nombre plus ou moins grand des Magistrats qui se trouvaient dans ce parti. Il vaut mieux tirer le rideau sur ces tems de délire où les citoyens, les yeux couverts du bandeau du fanatisme, oubliaient tous les principes, oubliaient même leurs propres intérêts.

Qu'il me soit permis de vous représenter qu'il faut, ou être atteint d'une insigne mauvaise-foi, ou vouloir gratuitement insulter au bon sens du lecteur, pour s'imaginer que cinq ou six faits recueillis dans une période de plus de deux cens ans peuvent servir à montrer le système constant de la ville d'Amsterdam, en voilant avec la méchanceté la plus atroce & la plus grossière, une multitude de faits qui prouvent en faveur de cette ville. Ce n'est pas là ma manière d'agir, ni celle d'un honnête-homme; & il n'y a que des personnes tout-à-fait partiales qui n'aient pas vu que cette façon d'argumenter forme un préjugé terrible contre votre livre & l'Auteur.

L'intention des Ecrivains déchaînés contre la ville d'Amsterdam se trahit visiblement. Ils semblent se défier du parti qu'ils ont pris de l'attaquer pour sa conduite; ils ne cherchent qu'à la rendre odieuse; & pour parvenir à ce but, ils accumulent les traits d'histoire & les exemples; sans penser qu'avec cette manière de procéder on peut décrier ce qu'il y a de plus respectable aux yeux des Nations. Des exemples pourraient servir de fondemens pour établir le système politique qu'aurait suivi la ville d'Amsterdam; si ces exemples n'étaient pas isolés, séparés les uns des autres par de longs intervalles & souvent contredits par des exemples contraires. Il n'y a pas, il est vrai, de règles sans exception; mais, quand les exceptions sont aussi fréquentes que les règles, sur quoi peut-on se fonder?

Am.

Amsterdam resta longtems , il est vrai , sous la domination Espagnole ; mais ne fut-elle pas une des premières à s'opposer au fameux dixieme ? Les Catholiques eux-mêmes ne prêcherent-ils pas publiquement dans son sein contre le Duc d'Albe ? Peut-on porter l'ignorance & l'absurdité au point d'avancer qu'en 1568 elle força cent mille de ses habitans à quitter la ville ? Contenait-elle un si grand nombre d'habitans dans ce tems-là ? S'il y avait eu alors ce nombre de Protestans dans son sein , est-il à croire , d'après l'esprit de résistance & d'audace que ceux de cette religion manifestaient alors , qu'ils auraient obéi si facilement à l'ordre d'abandonner leurs penates ?

La conduite de la ville d'Amsterdam avec le Stat-houder Frederic-Henri , vers l'année 1639 , 1640 &c , surtout relativement à la ville d'Anvers , pourra paraître excusable & même juste aux yeux de bien des personnes ; c'est une de ces questions particulieres où le pour & le contre peuvent être soutenus ; mais , comme je ne fais pas plus flatter ceux que je défends que trouver des torts imaginaires à ceux que j'attaque , je ne ferai nulle difficulté d'avouer que , dans cette circonstance , il me paraît qu'Amsterdam ne consulta que son intérêt particulier préférablement à l'intérêt général. Je suis sur ce sujet du sentiment de l'Auteur du *Tableau de l'Histoire-Générale des Provinces-Unies*. Mais , quoique la ville d'Amsterdam eût la plus grande part aux mesures qui furent prises alors , je suis bien éloigné de jeter tout le blâme sur cette ville seule. Il y avait alors plusieurs autres Membres du Corps politique , attaches au même système. Pour entendre ce point d'histoire , il faut se rappeler que , dans les années 1634 & 1635 , il y eut , entre la France & les Etats-Généraux , un projet pour se partager les Pays-bas Autrichiens. Les Provinces-Unies auraient eu alors la France pour voisine immédiate. Dèsqu'il fut question d'exécuter ce projet , on en sentit tous les inconvéniens. En *Hollande* surtout on redoutait les entreprises formées sur les ports de Bra-

bant ou de Flandre, dans la crainte que leur situation favorable n'y rappelât le commerce. On aimait mieux avoir ces peuples pour voisins que pour concitoyens. On aimait mieux leur voisinage que celui des Français, dont la puissance commençait à faire ombrage. Ces craintes allèrent toujours en augmentant; & Frederic Henri écrivait en France vers la fin de l'année 1640, que, *quoiqu'il est fait tout son possible pour favoriser les desseins de sa Majesté, malgré les remontrances qu'on lui a faites sur cela, malgré la mauvaise disposition des peuples, il croyait qu'il était de la prudence de temporiser pour détruire les soupçons.* Or, ces soupçons étaient occasionnés par les progrès des armes Françaises, quoique combinées avec l'aggrandissement de la République. C'est à cette occasion que le plupart des villes de Hollande & de Zeelande & surtout les villes de Middelbourg, de Flessingue & d'Amsterdam traversèrent toutes les opérations qui tendaient à l'exécution de ce projet, soit par leur opposition dans les délibérations publiques, soit par l'envoi de secours aux Ennemis attaqués dans ces places. Qu'on juge, d'après cet exposé, impartial & fidele, si la ville d'Amsterdam, dans ce tems-là, c'est à dire dans l'action où sa conduite paraît la plus équivoque, est aussi noire que ses ennemis veulent la représenter. Il est singulier que le système de cette ville & de plusieurs autres fût alors précisément celui dont les ardens Stathouderiens sont actuellement les plus zélés partisans. C'est exactement le système de Barriere dont l'Angleterre a su tirer si grand parti pour pouvoir dominer à son gré la République.

Quant aux disputes d'Amsterdam avec les États-Généraux au sujet des Amirautés, c'est une question relative à la constitution & aux privileges des villes, & sur laquelle il est au moins permis de défendre le pour & le contre.

Le second exemple que vous rapportez, est tiré des événemens arrivés l'année 1650. On venait de terminer une guerre de quatre-vingts ans, dont les dépenses, sur-tout dans les derniers tems, avaient augmenté considérablement & tombé presque entièrement sur la Hollande. Cette seule Province s'était

endettée de cent cinquante-trois millions de florins ; & ses revenus ne pouvaient pas suffire au payement des intérêts. En conséquence, les Députés de la Hollande entière proposèrent, pour diminuer la dépense, une réduction considérable dans les troupes de terre ; les Etats-Généraux & le Prince Guillaume II, Stathouder d'alors, consentaient à la réduction ; mais ils s'opposaient à un licenciement aussi considérable que celui, demandé par la Hollande. Amsterdam, il est vrai, était à la tête de l'opposition ; mais elle n'était pas seule dans cette affaire. Les déclamations que vous tirez des Mémoires de Mr. de Capelle à ce sujet, ne tombent sur cette ville plus que sur les autres, que parce qu'elle joua le plus grand rôle dans cette affaire. Guillaume II se mit à la tête d'une Députation pour gagner les villes opposantes les unes après les autres ; mais fut-il mieux reçu à Dort, à Gorcum, à Schoonhoven, à Gouda, à Schiedam, à Delft, à Alkmaar, à Hoorn, à Enkhuizen, à Medenblik, à Purmerende, à Edam, à Monnikendam, à Haarlem, &c. qu'il ne le fut à Amsterdam ? Les Etats de Hollande ne prirent-ils pas alors hautement le parti de cette ville ? Et même les six Députés que Guillaume II. fit arrêter n'appartenaient-ils pas à six autres villes ? Cet emprisonnement & le siège d'Amsterdam peuvent-ils se justifier d'après la constitution ? Aussi un auteur contemporain, voulant disculper le jeune Stathouder est-il obligé (*) de recourir à cette tournure singulièrement remarquable. „ Ce n'est pas, dit-il, „ ce jeune Prince, bouillant, livré à de vils séduc- „ teurs, que nous devons blâmer : C'est notre fai- „ ble, notre facilité à paraître encore plus em- „ pressés à courir au devant du joug que lui à nous „ l'imposer. Par notre aveugle imprudence à lui „ confier un pouvoir exorbitant & dangereux, nous „ conduisions son bras lorsqu'il allait porter le coup „ mortel à la liberté publique : Nous l'avons vu „ les uns avec une lâche joie, les autres avec une froide

(*) *Tableau des Prov. T. VI. pag. 370.*

„ froide indifférence , conduire les Troupes payées
 „ pour nous défendre , à la ruine de la plus florissante
 „ de nos villes & faire jeter dans les fers six de nos
 „ meilleurs Patriotes : le silence fut alors regardé
 „ comme le plus grand trait de courage.”

Le troisieme exemple que vous rapportez de l'an 1670. est singulierement malheureux. Il est vrai que les Députés de Rotterdam , de Delft, & de Hoorn, se plainquirent alors que la ville d'Amsterdam abusant de sa puissance, voulait dominer les autres villes & qu'ils se répandirent en menaces, en disant qu'on pourrait bien y envoyer encore des troupes pour la réduire. Mais vous vous gardez bien de dire à quelle occasion ces paroles furent prononcées? Je vous demande de quel droit vous ôsez alléguer un pareil exemple, pour prouver le systéme d'opposition de la ville d'Amsterdam, aux mesures des Stat-houders; puis qu'elle n'avait donné lieu à ces paroles de ces trois villes, que pour avoir favorisé les intérêts & l'élévation de Guillaume III? Amsterdam fut la premiere des villes de Hollande qui, dès l'an 1669 demanda l'admission du Prince dans le Conseil d'Etat. Elle réussit dans cette démarche & fut même celle qui contribua le plus à lui faire accorder une voix décisive dans le Conseil. Elle fit plus encore : elle engagea la Hollande à conférer au jeune Prince une pension de trente six mille florins; quoique les autres villes n'opinassent que pour vingt-cinq mille. La ville d'Amsterdam ne fit pas éclater moins de zele pour le Prince d'Orange. lorsqu'il fut question d'élever le jeune Guillaume à la Charge de Capitaine-Général. Elle s'interposa non-seulement pour lui faire déférer cette Dignité; mais encore pour empêcher que son instruction ne fût bornée à une seule campagne.

Ce fut surtout dans la fameuse invasion de 1672, que la ville d'Amsterdam fit éclater son zele pour le Prince en particulier & son Patriotisme pour la République en général. On observe qu'on n'y vit pas éclater alors des révoltes comme dans les autres vil-

villes, parceque la Régence fut la première à proposer tout ce qui tendait à favoriser l'élévation du Prince & à prendre des mesures vigoureuses contre l'Ennemi. Elle fut la seule qui s'éleva contre la résolution de traiter avec des vainqueurs insolens. Il s'en faut beaucoup qu'elle ait poussé la condescendance jusqu'à vouloir alors sacrifier la liberté en offrant la Souveraineté à Guillaume III. Au contraire, au milieu de ces tems orageux, elle arrêta souvent l'excessive faiblesse des autres Membres de l'Etat à ce sujet. Quel est l'Auteur qui vous sert de garant dans un fait de cette importance ? Burnet, le plus fameux menteur qui ait j'amaï écrit, Burnet dont les Anglais éclairés rougissent de citer le témoignage, & dont ils ne parlent qu'avec un souverain mépris (*). Voilà l'Auteur que vous préférez au judicieux Wagenaar. En un mot que tous les Auteurs sont bons pour vous, dès qu'ils offrent des traits contre la ville d'Amsterdam ; & vous n'avez aucune foi au témoignage des plus judicieux, quand il est favorable à cette ville. Il est vrai que le Bourguemaître Henri Hooft fut chargé, de la part de la ville, d'aller conférer avec le Prince, s'il n'y avait pas moyen de donner un tour heureux aux affaires, en augmentant sa Puissance & ses Dignités. Mais ces offres de service ne veulent pas dire qu'il ait offert la Souveraineté. Il serait singulier qu'une offre aussi extraordinaire ait resté secrète entre Guillaume III. & Burnet. Il est singulier que Guillaume III eût agi, sur une pareille offre, d'une manière si différente de la conduite qu'il tint, peu de tems après avec les Etats de Gueldre. Mon plan n'est pas de rendre les Stathouders odieux ; ainsi je supprime les circonstances.

(*) Bolingbroke, en parlant des Historiens à consulter, dit qu'il faut lire les plus mauvais & qu'on peut tirer quelque parti, même de Burnet. Hume & D'Alrimple n'en jugent pas plus favorablement.

stances d'une anecdote qui, aux yeux des esprits éclairés, montre la fausseté du récit de Burnet & du vôtre

Le quatrième exemple que vous allez chercher dans l'année 1683, n'est pas plus concluant que les autres. Je ne désavouerai pas que la ville d'Amsterdam ait, dans ce tems-là, traversé vivement les mesures des Stathouders. Mais, pour savoir si elle eut tort, soit en s'opposant à la levée de seize mille hommes, soit en entretenant des correspondances particulières avec l'Ambassadeur de France; il faudrait exposer avec impartialité les faits du tems & les droits des Membres intégrans de notre constitution. Vous insinuez que cette levée était nécessaire pour arrêter les projets ambitieux de Louis XIV. Il n'y a personne qui déteste plus que moi les ambitieux & les Despotes; & Louis XIV. n'est pas à mes yeux un Monarque digne d'une grande vénération. Mais en considérant même sa funeste ambition & ses qualités personnelles, vous qui êtes dans l'opinion qu'on devait actuellement céder aux Anglais, parce qu'on avait tout à craindre d'eux, de quel front pouvez-vous attaquer une conduite semblable dans la ville d'Amsterdam envers Louis XIV en 1683? Je vous avouerai que cette politique n'est cependant pas la mienne. Je crois que toute condescendance à l'égard d'une Puissance ambitieuse & prépondérante ne sert qu'à augmenter son orgueilleuse avidité: je fais que je vous prête le flanc par un tel aveu; mais, avant de juger, il conviendrait de savoir ce que les contemporains pensaient de la querelle qui s'éleva entre le Prince d'Orange & la ville d'Amsterdam. Voici ce qu'on trouve dans Puffendorf, attaché, comme on fait, à la maison de Brandebourg & par conséquent à celle d'Orange. „ Le Prince, dit-il, suivant le rapport fait par van Beuning à l'Envoyé de l'Electeur Frédéric, „ n'avait aucune bonne raison d'être irrité contre Amsterdam qui voulait le sauver malgré qu'il en eût: le Prince se trompait entièrement. Il se fait trop aux Espagnols pour avoir l'argent qu'ils
lui

lui devaient : il ajoutait trop de foi à ceux qui lui disaient que Louis XIV le craignait & qu'il n'y avait qu'à montrer les dents pour obtenir tout de lui. Il ne manquait pas de flatteurs, qui disaient qu'il n'y avait qu'un vaste génie comme le sien qui pût faire échouer les vastes desseins de la France. Il avait plus d'ambition, d'opiniâtreté & de bonne opinion de lui-même qu'il ne fallait. Il était trop dévoué aux conseils des Espagnols, qui voulaient l'engager dans une comédie où il n'entrerait que pour les frais. Il était assez visible que les intérêts de la France étaient absolument opposés à ceux des Provinces-Unies ; mais c'était l'usage d'accuser ceux qui ne voulaient pas faire une guerre pernicieuse, de favoriser les Français.

L'Electeur de Brandebourg était dans le même sentiment ; & l'histoire de ce tems prouve assez que Guillaume III demandait cette augmentation, moins pour intimider Louis XIV, que pour entraîner la République dans une nouvelle guerre avec la France : & comme on n'avait que trop éprouvé le danger du ressentiment du plus impérieux des Monarques & qu'il donnait des assurances réellement sinceres, qu'il n'avait aucun dessein contre la République, le système de la ville d'Amsterdam dans cette occasion était au moins d'une aussi bonne politique que celui de Guillaume III.

Au reste, il s'en faut beaucoup que la ville d'Amsterdam fût la seule de cette opinion. Une partie des villes de Hollande se déclaraient alors pour le même système, malgré les sollicitations & les intrigues du Prince Guillaume. La petite ville de Schiedam ajouta même, en s'élevant contre la résolution des Etats qu'elle protestait contre tous les malheurs que les nouvelles levées pourraient entraîner.

Quant à la correspondance particuliere entre les Régens d'Amsterdam & l'Ambassadeur de France, il convient, je crois, de ne pas décider légèrement si cette ville avait réellement conçu l'affreux projet de livrer la République à la France. Est-il à présumer que, pour des querelles particulieres avec le

Prince d'Orange, cette ville eût voulu sacrifier pour toujours sa liberté qui n'aurait pu manquer d'éprouver le même sort que celle des autres Membres du Gouvernement. Puisqu'on lui suppose un plaisir singulier à traverser les mesures des Stathouders, est-il encore à présumer qu'elle eût voulu se priver pour toujours de ce plaisir, en travaillant à abolir le Stat-houderat ?

Vous n'êtes pas plus heureux dans la question de droit, relative à cette correspondance. Dans quel article de l'Union d'Utrecht, serait-il écrit que des Membres intégrans de la Souveraineté n'ont pas droit de conférer avec les Ambassadeurs des Puissances étrangères ? Vous qui saviez si bien rappeler dans les *lettres sur les circonstances du tems présent*, le discours de la ville de Gouda, contre le projet de se donner à la France en 1585, avez-vous sitôt oublié que l'Ambassadeur, ou si l'on veut l'Envoyé de cette Couronne, le Sieur Pruneaux, parcourut alors toutes les villes des Provinces-Unies, pour gagner les Régens en faveur de ce projet ? Vous qui êtes si profondément versé dans l'histoire, oubliez vous donc que, dans le tems des négociations de Westphalie, les Ambassadeurs de France parcouraient également les villes pour engager les Régens à s'opposer à la paix ? Les lettres de Jeannin, d'Estrades, de Temple contiennent plusieurs autres exemples de ces conférences particulières, même avec d'autres villes que celle d'Amsterdam. Aussi l'Auteur du *Système Politique &c. contre les accusations du Chevalier Yorke*, a-t-il raison de dire, à l'occasion de l'audience publique, donnée à l'Ambassadeur d'Espagne dans le Sénat de Dort en 1662, que par la résolution où cette démarche fut condamnée, il n'est
 „ pas défendu à ceux qui sont Membres du Collège
 „ des Nobles ou des Sénaats des villes ou des Assem-
 „ blées d'Etat, d'avoir des conférences particulières
 „ avec les Ambassadeurs des Princes Etrangers ou
 „ de conférer avec eux sur les intérêts de la Répu-
 „ blique. Les lettres que ceux d'Amsterdam écrivirent le 19 Fevrier & le 8 Mars 1684, montrent
 „ com-

„ combien on avait peu de droit de les attaquer. sur
 „ leurs correspondances avec l'Ambassadeur de Fran-
 „ ce." Aussi le fameux Bynkershoek, pour avoir
 porté ce jugement, n'est à vos yeux qu'un homme
 partial & passionné contre le Stathouderat. Burnet,
 au contraire, pour vous avoir fourni des traits de
 reproche contre la ville d'Amsterdam, est le plus vé-
 ridique des historiens & au-dessus même de Wagenaar.

Vous vous fondez sur ce que les Etats condam-
 nerent l'audience publique donnée à l'Ambassadeur
 d'Espagne. Mais avez-vous oublié qu'il y parut pour
 y recommander l'accession à une ligue défensive avec
 son Roi? Une telle démarche est visiblement contraire
 à la constitution; les Ambassadeurs sont envoyés aux
 Provinces-Unies, & pour se montrer en cette qualité
 comme il arrive dans une audience, ils ne peuvent se
 présenter que devant le Souverain, & non devant des
 Membres particuliers qui, à la vérité, composent
 la Souveraineté du Pays, mais ne sont pas, chacun en
 particulier, des Souverains indépendans. On lit même
 dans la résolution des Etats ces paroles remarquables :
 „ le premier ou le Président-Bourguemaître avant de
 „ faire (pour le Ministre étranger) la convocation
 „ nécessaire de la Noblesse ou du Sénat, commencera
 „ par faire dire clairement à ceux qui la demandent,
 „ sur quoi l'adresse doit rouler." On n'a donc vou-
 lu défendre que les audiences devant une con-
 vocation de la Noblesse ou du Sénat, & par con-
 séquent une audience solennelle auprès des Corps de
 Noblesse ou des Assemblées de Sénats; ce qui n'a au-
 cun rapport à des conférences particulières.

La suite au N^o. prochain.

CHAPITRE XXVIII.

*Sur la Bataille navale livrée entre une Escadre An-
 glaise & Hollandaise le dimanche 5 Août 1781, dans
 la mer du Nord, à la hauteur & à dix-huit milles
 de Kykduin.*

La guerre actuelle commença sous les auspices les
 plus sinistres pour la Nation. Les Anglais sem-
 blaient

blaient alors défier tout l'univers; & jusqu'alors cet orgueil paraissait légitimé par les événemens. La nouvelle de la rupture, quoique attendue, ne laissa pas de répandre une certaine consternation, qui augmenta considérablement par l'enlèvement rapide d'une quantité considérable de nos vaisseaux & par l'invasion de plusieurs de nos établissemens. Le désespoir augmentait en voyant l'Etat rester dans l'inaction & se laisser dépouiller impunément.

Les troubles actuels formeront une des époques les plus intéressantes de notre histoire; surtout par le contraste des opinions & des sentimens des différens partis qui divisent l'Etat. Les uns, pour augmenter le découragement & préférant le parti de l'autorité à celui de la confiance, semblent se plaisir à peindre notre République, comme se trouvant dans le dernier état d'accablement & incapable de jamais se relever. Cette idée leur paraît suffire pour justifier, non-seulement la faiblesse où elle se trouve; mais encore celle où elle doit rester (*). Mais comme des principes erronés & la mauvaise foi doivent toujours se trahir; on les voit soutenir d'un autre côté que la République peut encore se mettre sur terre dans un état à résister à toutes les forces de la France.

Ceux du parti contraire ne nient pas que la Nation ne soit dans un état déplorable de faiblesse & même d'avilissement. Mais, jugeant de la Nation d'après eux-mêmes, ils soutiennent qu'il n'est pas impossible de la voir reprendre sa grandeur avec son courage. En cédant tout à des voisins avides & ambitieux, vous ne faites, disent-ils, qu'augmenter leur audace & leurs prétentions. Mettons-nous dans un état re-

spec-

(*) Voyez les *Conseils mielleux & impartiaux* d'un soi-disant *Batave modéré*, qui sans doute aurait encore été un bien meilleur Patriote, s'il n'eût pas eu des plantations à Demerary ou Essequibo. Voyez surtout les *Lettres sincères* de Reinier Vryaart, celles sur les *circonstances du tems présent* & tant d'autres pamphlets d'écrivains Hollandais qui parlent de leur propre Nation d'un ton dont ses ennemis les plus parriaux rougiraient.

spectable, & nous serons respectés. Nos hommes sont-ils moins courageux, nos femmes moins fécondes, notre pays moins peuplé que dans les tems où tout l'univers retentissait de nos exploits ? La mer n'a-t-elle pas toujours été notre élément, le théâtre de notre gloire & la source de notre prospérité ? N'avons-nous pas, seuls, tenu tête aux Anglais ? Peut-on s'imaginer qu'à peine affectés de la perte d'environ 500 navires, nous ne soyons pas en état d'en mettre cinquante en mer contre l'ennemi ? Est-ce la valeur qui nous manque ? Est-ce l'habileté ? Non, voyez Volbergen que les Anglais ont osé attaquer le premier. Ils se rendirent en forces supérieures auprès du Vice-Amiral Crul & l'avertirent de se rendre avec son convoi. „ Non, répliqua ce héros, „ non, je ne me rendrai jamais tant „ que je pourrai tirer un coup de canon. ” Cette réponse lui coûta la vie ; mais il périt au champ de l'honneur. La conduite du vaisseau le *Zephir*, Capitaine Oorthuyzen & celle du *Castor*, Capitaine Melvill, sont encore fraîches, & déposeront à jamais contre les detracteurs de notre valeur actuelle. Si ces exemples ne suffisent pas, qu'on jette les yeux sur le combat suivant, dont l'éclat doit effacer toutes les mauvaises opinions que notre longue patience & les lâches insinuations de nos propres citoyens avaient donné de nous à l'univers.

Les vœux de la Nation & le besoin du commerce demandoient depuis longtems la sortie de quelques vaisseaux de guerre pour assurer la Navigation & imposer aux Anglais. Enfin une Escadre de six vaisseaux était sortie du Tessel, sous le commandement du Contre-Amiral Zoutman, avec quelques frégates & 60 navires marchands qu'elle devait convoyer vers le Nord. Pour être en état de défense, au cas d'une attaque de la part des Anglais, qui revenaient de ces parages avec des vaisseaux plus nombreux & plus forts, elle devait être renforcée par quelques navires de guerre des départemens de la Meuse & de Zeelande. Mais des vents contraires ont empêché constamment les premiers d'aller en mer. Pour enchaîner les autres dans le port, les Anglais avaient tellement alarmé la Zeelande, par une attaque apparente, qu'il ne paraissait gueres prudent de les laisser sortir. Ainsi les Vaisseaux du dé-

par-

partement d'Amsterdam se trouvaient abandonnés à eux-mêmes. Ils étaient au nombre de six, *l'Amiral de Ruiter* de 68 pieces de canon commandé par le Contre-Amiral Zoutman ; *l'Amiral Général* de 74 par le Chevalier de Kindsbergen, le *Holland* de 68 par le Capitaine Dedel ; le *Prince-Héréditaire* de 54 par le Capitaine Braak ; le *Bata-vier* de 54 par le Capitaine Baron de Bentinck, *l'Amiral Piet-Hein* de 54 par le Capitaine Van Braam ; & la frégate *l'Argo* de 44 Capitaine Staringh. Il y avait neuf autres, tant frégates que vaisseaux armés, mais la plupart eurent ordre de rester en arriere, pour couvrir le Convoi. Cette Escadre était à 55 degrés & 56 minutes de latitude Septentrionale & 5 degré 30 minutes de longitude, à environ trente lieues de la pointe de TerNeus en Norwege. Le 5 Aout, dès la premiere pointe du jour on découvrit dans l'éloignement une grande flotte ; peu-à-peu on la reconnut pour Anglaise ; elle était composée de plus de deux cens voiles, sous la protection de onze navires de guerre & de quatre goulettes. Les Ennemis, après avoir détaché quelques navires pour couvrir le Convoi, avaient encore sept vaisseaux de ligne, un de 94, un de 85, trois de 74, deux de 65 & une Frégate de 44. A la maniere dont les Anglais s'avancerent, on s'aperçut qu'ils s'imaginaient que leur grande supériorité leur procurerait une victoire facile & un riche butin. Leur Amiral Parker qui, dans les années précédentes, avait soutenu si glorieusement l'honneur du pavillon Britannique aux Antilles, s'avança le premier ; mais le Contre-Amiral Hollandais, ayant fait ranger ses vaisseaux en ligne de bataille, était prêt à le recevoir. Le bataille s'engagea un peu avant huit heures. Depuis six ans de guerre, on n'a pas vu de combat plus régulier & plus vif. D'un côté la supériorité des forces, l'expérience des combats navals, l'orgueil d'avoir sinon fait triompher du moins soutenu l'honneur Anglais, le mépris même pour un ennemi qu'on n'aurait pas provoqué si on l'eût estimé. Les Hollandais n'avaient de leur côté que le ressentiment de longues injures & le courage inné dans les marins de cette Nation. Le combat fut soutenu avec une bravoure égale des deux côtés. Le brave Zoutman, presque toujours canonné par deux vaisseaux, donna ses ordres avec le même sang-froid. Son navire était couvert de cadavres & de blessés ; rien ne put altérer la discipline & l'intrépidité de son équipage. Kindsbergen, le brave Kindsbergen, soutint dans les mers du Nord la gloire qu'il s'est acquise dans

dans celle de l'Asie. On le voyait sur le pont , donnant ses ordres avec cette intrépidité qui inspire la confiance ; ses paroles étaient des oracles ; on volait aux ordres comme à une partie de fête.

Tout ce qu'il ordonne est exécuté avec tant de précision & d'activité que deux vaisseaux Anglais de 74 sont obligés de fuir , tour à-tour devant lui , cruellement maltraités. L'orgueilleux Parker , étonné de cette exécution , quitte alors le brave Zoutman ; & pensant avoir bon marché des autres , s'il écrase Kindsberg , il porte sur lui , avec deux autres vaisseaux , l'un de 96 & l'autre de 74 : le feu des Anglais ressemblait à celui de la foudre ; l'ardeur , l'impétuosité , le desir de ne pas perdre le fruit de la journée , animent tous les équipages : Kindsbergen n'est pas intimidé : cent pieces d'artillerie tonnent sur son vaisseau ; son grand mât est rompu ; ses voiles sont déchirées : mais son génie lui reste ; il est soutenu par l'ardeur de ses gens ; il n'échappe pas seulement au danger ; Il triomphe. L'Amiral ennemi est le premier à prendre la fuite ; & ses deux autres vaisseaux ne tardent pas à le suivre. Le brave Bentinck ne s'est pas moins signalé ; mais il n'a pas été aussi heureux. Son vaisseau de 54 canons s'est défendu longtems contre trois vaisseaux Anglais. Sa bravoure , sa présence d'esprit ne se sont pas démenties , jusqu'à ce qu'un boulet funeste lui ait porté à l'épaule une blessure qui fait craindre pour sa vie.

Le Capitaine Dedel avait dans la dernière guerre entre les Français & le Anglais , fait sentir à ces derniers des preuves de la bravoure Hollandaise. Sa valeur s'est soutenue dans cette occasion. Il s'est trouvé pendant tout le combat entre deux vaisseaux Ennemis. Deux de ses Officiers ayant été blessés , firent bander leurs playes & retournerent à leurs postes , continuant leurs fonctions & exhortant l'équipage à une glorieuse vengeance. Son vaisseau , criblé de coups & faisant eau de tous côtés , a été abandonné aux vagues , mais ce n'a été que longtems après la retraite des Anglais : heureusement on a sauvé tout l'équipage , à l'exception de quelques blessés qu'on s'est vu dans la douloureuse nécessité d'abandonner. Staringh , Decker & Welderen , qui ne combattaient que des frégates , se sont signalés par des prodiges de valeur , ils ont combattu comme des Lions. Tous trois ont soutenu le feu de Vaisseaux de ligne ; & quelques-unes de leurs bordées ont causé beaucoup de mal à l'ennemi : Zoutman a 43 morts &

& 90 blessés; Kindsbergen 7 morts & 41 blessés; Bentinck 18 morts & 48 blessés; Dedel 64 tant morts que blessés; Van Braam 9 morts & 58 blessés; Braak a reçu plusieurs coups sous l'eau; on ne fait pas encore le nombre de ses tués & blessés; mais il a été dans un grand danger de périr. Staringh 11 morts & 87 blessés.

La bataille avait duré environ quatre heures; ce fut l'ennemi qui donna le premier le signal de la retraite. Les Hollandais la célébrèrent par des acclamations; on les voyait monter le long des cordages & des mâts, le sabre à la main, provoquant l'ennemi. Ils sont restés trois heures sur le champ de bataille pour le défi & l'attendre; le Convoi n'a pas été entamé: c'est à la postérité à prononcer de quel côté est l'honneur & la victoire.

On ne peut avoir oublié que le Comte de Welderen, en quittant l'Angleterre, prédit aux Anglais qu'ils trouveraient dans ses Compatriotes, un ennemi qui les ferait repentir de leur témérité. Cette prédiction se vérifie. Un seul jour vient d'effacer six années de disgrâce & de pusillanimité. Il est encore parmi nous de ces ames fortes & vigoureuses qui, dans les combats, regardent la mort comme un honneur & n'estiment la vie que pour la victoire. Les Heros qui, jadis, firent trembler l'Angleterre, les de Ruyter, les Tromp, les Wassenaar, renaissent. On nous accusera, peut-être, d'une vanité Nationale; rien cependant n'est plus vrai; cette seule journée éclipsa tout ce que les autres Ennemis de l'Angleterre ont fait de plus glorieux dans cette guerre. Ils n'ont pas encore donné le spectacle d'un combat aussi régulier, aussi opiniâtre. Une dizaine de batailles qu'ils ont livrées sur mer n'étaient proprement que des rencontres; où les vaisseaux des deux partis n'ont jamais formé une ligne réglée de bataille, & où la plupart n'avaient aucune part au combat. Mais dans cette action, tous les vaisseaux se sont mesurés; tous ont eu part au danger & à la gloire; & l'issue a été décisive pour nous; puisque les Anglais ont échoué dans le brillant espoir qu'ils avaient conçu! C'est même trop peu dire, qu'ils ont échoué; leur retraite n'est rien moins que glorieuse: & il est à présumer qu'ils auront désormais pour notre Nation plus d'égards, de respect & d'estime. Ils se prêteront plus facilement à des propositions équitables d'accomodement: ou, s'ils veulent persister dans le projet de nous détruire, nous trouverons, actuellement que notre gloire commence à se relever, des alliés plus faciles & plus généreux.

La Suite au No. prochain.

Aux Adresses ordinaires.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXIX. LUNDI, ce 27 AOUT, 1781.

Suite du C H A P I T R E XXVIII.

Sur le Systéme politique de la ville d'Amsterdam, divisé en Lettres à l'Auteur du Politiek Vertoog.

Suite & Fin de la lettre 1^{re}. sur les traits qu'offre la conduite générale d'Amsterdam dans les tems anciens relativement à son Systéme politique envers les Statbouders.

Là Régence d'Amsterdam ne fut pas plus étonnée en 1683 du reproche d'avoir entretenu des correspondances particulières avec l'Ambassadeur de France qu'elle ne l'a été en 1780 à la découverte du Traité projeté avec l'Amérique. Le Corps des Nobles ayant même proposé dans les Etats de Hollande d'interdire ces sortes de correspondances, les Députés d'Amsterdam repliquèrent avec fermeté „ qu'ils „ ne consentiraient jamais à se lier par de pareilles „ entraves, à moins qu'on ne montrât, ou qu'il y avait „ une loi formelle contre ces correspondances ou „ que la République était en guerre ouverte avec „ les Puissances qui lui avaient envoyé ces Ambassa- „ deurs. Quant à ce que les Ambassadeurs étran- „ gers pourraient leur proposer de relatif à l'Etat „ en général, ils voulaient bien promettre d'en donner

TOME II. C „ avis

„ avis aux autres Membres du Corps politique Ils pen-
 „ faient avoir le droit de conférer avec l'Ambassa-
 „ deur de France en particulier, aussi bien qu'avec
 „ les autres Ambassadeurs étrangers. De pareilles
 „ correspondances devaient leur être permises aussi
 „ bien qu'aux autres Membres du Corps politique
 „ qu'on voyait tous les jours s'aboucher avec les
 „ Ministres des Puissances étrangères ”

„ Telle est la pratique des Républiques fédératives : il en
 est de même en Suisse ; & j'aurai lieu de montrer dans
 la suite que c'est une conséquence nécessaire de consti-
 tutions pareilles & que ces correspondances particu-
 lieres ne sont pas défendues dans la nouvelle République
 Américaine, comme vous le prétendez. Est-il à présu-
 mer que la Régence d'Amsterdam eût tenu le discours
 que nous venons de rapporter, si la Résolution de
 1662 ne s'était pas bornée à l'interdiction des audien-
 ces publiques sans porter atteinte à la liberté des corres-
 pondances particulières ? Les Etats de Hollande eux-
 mêmes ne purent s'empêcher de montrer que tel était
 en effet leur sentiment par une Résolution du 31 Dé-
 cembre 1683. Ils y statuent „ qu'il sera délibéré plus am-
 „ plement par les Membres de la Noblesse & par les Dé-
 „ putés des villes de Dort, de Haarlem, de Delft, de
 „ Leyde, d'Amsterdam, de Gouda, de Rotterdam,
 „ d'Alkmaar, de Hoorn & d'Enkhuizen, conjointe-
 „ ment avec la Chambre d'Avis, *sur le plan qu'il con-*
 „ *viendra de suivre à l'égard des conversations & des*
 „ *correspondances particulières* que les Membres de la
 „ Régence peuvent avoir avec des Ministres étran-
 „ gers.” On proposa, il est vrai, d'interdire ces
 sortes de conférences particulières : mais cette
 proposition même ne prouve-t-elle pas qu'alors elles
 n'étaient pas encore défendues ? Et comme cette
 proposition ne fut suivie d'aucun effet ; les Membres
 du Gouvernement n'ont-ils pas conservé la même li-
 berté qu'ils avaient auparavant ? Ils ne sont donc te-
 nus à d'autre obligation qu'à celle de communiquer à
 la Confédération les affaires qui la concernent. Tel-
 le

le est la force de la vérité que, dans la page 96, vous avez été obligé de convenir du même point; en laissant échapper ces paroles remarquables : „ Nous avons” dites vous, „ montré comment on a „ cherché à empêcher que les villes & les Membres „ particuliers du gouvernement n’eussent aucune cor- „ respondance avec les Ministres étrangers, qu’en- „ suite la ville d’Amsterdam introduisit à ce sujet „ pour principe nouveau *qu’on ne pouvait refuser „ aux villes & aux autres Membres intégrans de „ l’Etat, si non de conclure, du moins de conférer avec „ les Ambassadeurs étrangers sur des affaires relatives „ aux intérêts communs de la République.*” Je crois vous avoir montré que cette coutume n’est point une innovation. S’il est vrai, selon vous, qu’Amsterdam ait fait adopter cette innovation, comment pouvez-vous lui faire un crime de ce qui est devenu d’un usage legitime ? Vous renversez vous-même le fondement de tout votre système. Vous dites, il est vrai, que cette liberté ne s’étend pas jusqu’à pouvoir rien conclure ; mais doit se borner à des conférences ; *afin*, dites-vous, *d’être mieux instruit des choses*. Vous ajoutez en note que tel est aussi le sentiment du Président Binkershoek, dans ses *Quæst. Jur. public. T. II. Sect. 4. p. 213.* Mais ce Binkershoek, que vous avez si fort critiqué sur ce sujet & que vous réclamez à présent comme une autorité favorable, ne dit point les paroles que vous lui prêtez : les voici : *privatim utique licet colloqui de rebus publicis, & licet ea audire per quæ quis doctior & melior ad publica consilia accedat; QUIN & SI VIDEATUR LICEBIT SUFFRAGIUM SUUM ADDICERE.* Ce qui signifie d’après la traduction la plus fidele „ il est donc permis „ mis d’avoir des conférences particulières sur les „ affaires publiques & de s’instruire par là de choses „ qui donnent des lumières & des éclaircissemens pour „ traiter dans les assemblées publiques ; il est même, „ si l’on juge à propos, encore permis d’y donner „ son suffrage.” Comment osez-vous accuser les au-

tres de n'avoir pas traduit fidelement cet Auteur; vous qui avez la mauvaise-foi de lui faire dire précisément le contraire de ce qu'il avance ?

Cette affaire ne fut donc pas poursuivie. Au contraire, peu d'années après, le Prince Guillaume, qui dans cette occasion, s'était si fort emporté contre la ville d'Amsterdam, eut lui-même recours à des correspondances secretes pour un projet d'une bien plus grande conséquence; puisqu'il nes'agissait de rien moins que de renverser le Roi d'Angleterre du trône. Vous avez beau vous élever à cette occasion contre l'Auteur du *Système politique &c. contre les accusations du Chevalier Yorke*; l'exposé fidele des faits montre qu'il a eu plus de raison de comparer cet événement avec ceux du tems présent, que vous n'en avez eu à en tirer des inductions sur les mauvaises dispositions de la ville d'Amsterdam envers les Stathouders. Guillaume & son épouse agissent dans cette occasion, en qualité de Prince & Princessse du sang Anglais, intéressés à la succession Britannique & au maintien de la Religion Nationale alors menacée en Angleterre. Les conférences secretes qu'ils eurent alors avec des Membres particuliers du Gouvernement, pour en tirer des secours en faveur de leur expédition, peuvent donc être comparées aux correspondances avec des Ministres de Puissances étrangères. Les conférences particulieres du Sr Dycveld de la part du Prince avec des Membres de la Régence d'Amsterdam eurent lieu, non-seulement sans aucune autorisation supérieure; mais encore afin de s'assurer d'avance de leur suffrage, quand l'affaire serait mise en délibération dans les Etats. Les trois Bourguemaîtres porterent la condescendance jusqu'à énoncer leurs sentimens par écrit, avec ces mots; „ qu'ils ne pouvaient ni conseiller ni déconseiller la grande entreprise; mais que „ pour ce qui les concernait, ils inclineraient „ pour un secours tel qu'ils le jugeraient convenable d'après leur devoir & leur conscience. Le Prince lui-même ne se méprit pas sur le sens de

de ces paroles & les regarda comme une adhésion tacite à son projet. De quel front peut-on avancer, après cela, qu'Amsterdam, bien loin de favoriser cette entreprise, l'aurait traversée, si elle eût ôsé ? Qui l'empêchait donc de s'opposer au consentement de quatre millions de florins & de neuf mille matelots qui furent alors demandés pour cet objet ? Il est vrai que Messieurs d'Amsterdam réfléchirent beaucoup & parurent même alarmés, avant de prendre cette détermination. Le Bourguemestre Witsen, surtout, avant de se rendre à la Haye, ne put s'empêcher de laisser couler des larmes, & de recourir au secours du Ciel. Mais qui ne voit que cette conduite ne peut être que l'effet de la crainte, que cette entreprise n'entraînant la République dans une guerre avec la France qui, au comble de la grandeur & de la puissance, pouvait profiter du tems où toutes ses forces de terre & de mer seraient arrêtées en Angleterre, pour lui porter le coup mortel. Quand le Prince fait une demande, il ne sera donc pas seulement permis d'hésiter, pas même d'implorer les lumières du Ciel. Une telle conduite, dans un tems où le sort affreux de l'entreprise du Duc de Monmouth, était encore gravé dans tous les esprits, doit-elle passer pour prudence ou pour mauvaise disposition à l'égard des Stathouders ?

Je ne m'étendrai pas sur le dernier exemple que vous tirez de l'opposition manifestée par Amsterdam contre les nominations du même Prince Guillaume III, lorsqu'il fut devenu Roi d'Angleterre. Je serais obligé de détailler bien des faits & de mentionner la lettre qu'il écrivit à ce sujet. En prouvant que cette opposition était fondée, je serais peut-être contraint de montrer la conduite du Stathouder dans un jour odieux ; & rien n'est plus éloigné de mon intention ; n'en déplaise à ces lâches spadassins qui se servent de l'éloignement & de l'anonyme pour intimider des Gazetiers étrangers

qui avaient ôsé copier quelques morceaux du *Politique Hollandais*, imprimé en Hollande.

Que résulte-t-il de ces différens faits recueillis pour noircir la ville d'Amsterdam ? Ou qu'ils sont mal choisis pour montrer son opposition aux mesures des Stathouders, ou que dans presque tous les cas où cette opposition existait, elle était fondée ou du moins innocente. A Dieu ne plaise que je sois de ceux auxquels il suffit d'avoir pris le parti d'un accusé pour le trouver irréprochable dans toutes les occasions. Je méprise ceux qui sacrifient tout à la défense d'une cause; aussi je ne crois pas qu'Amsterdam soit plus reprehensible que ceux qu'on lui oppose: si quelquefois le tort a été de son côté, il ne s'ensuit pas qu'elle n'ait jamais eu raison ? La ville d'Amsterdam peut avoir suivi quelquefois des systèmes erronés; y-a-t-il dans l'espèce humaine des individus ou des Corps qui n'aient jamais adopté que le parti le plus sage & le plus judicieux. Mais quand on veut décrier la conduite d'Amsterdam relativement aux Stathouders & à la République, ne serait-il pas de la justice de comparer aussi la conduite des Stathouders & de la République à l'égard d'Amsterdam ? Puis qu'on veut qu'elle soit leur partie adverse; est-il juste de n'exposer que les raisons de ses Ennemis ? On ne saurait nier que l'opulence & la grandeur ne produisent souvent de mauvais effets sur des Corps politiques aussi bien que sur des individus: mais il est fort douteux, si l'opulence & la grandeur d'une ville commerçante qui offre tant d'objets pour alimenter la cupidité de l'homme & occuper son activité, sont plus dangereuses dans une République fédérative, que l'autorité supérieure & héréditaire d'un seul homme ayant en son pouvoir la distribution des grâces & la nomination de presque toutes les charges.

A vous croire, la ville d'Amsterdam a toujours eu tort dans ses démêlés avec les autres Membres du Gouvernement; & ceux-ci ont toujours eu raison. Telle est la manie des Ecrivains de parti: c'est à cette marque qu'on connaît s'ils écrivent pour découvrir

vrir la vérité. Dans plusieurs occasions la ville d'Amsterdam peut s'être prévalu de sa puissance pour faire passer son intérêt particulier avant l'intérêt général : Je pourrais même citer sur ce sujet des traits qui ont échappé à la maligne érudition de ses détracteurs : mais je suis bien loin d'en conclure qu'elle ait, dans tous les tems, voulu sacrifier l'intérêt général au particulier. Ou plutôt, comme dans des discussions pareilles on ne croit gueres aux vertus morales, il est aisé de prouver que, dans bien des occasions, l'intérêt particulier d'Amsterdam était l'intérêt de toute la République ; & qu'en général il était au moins douteux lequel des deux partis était le plus avantageux à l'Etat.

En avouant même que la conduite de la ville d'Amsterdam ait été jusqu'en 1698 bien singulière à l'égard des autres Membres du Gouvernement, s'ensuit-il que sa conduite actuelle soit également reprehensible ? Parcequ'en 1683 des vues particulières l'auraient jetée dans le parti d'un Monarque avide de guerre & de conquête, faut-il en conclure que la France se trouve toujours dans le même cas vis-à-vis des autres Etats de l'Europe ? Ne faut-il pas changer de système, à mesure que les événemens changent ? En suivant votre méthode qui est celle des esprits bornés ou partiaux, on n'aurait donc jamais dû se lier avec l'Espagne contre la France ; parceque l'Espagne a été longtems regardée comme l'Ennemie naturelle de ce pays. En jetant les yeux sur les dernières révolutions de notre Globe, ne semble-t-il pas au contraire que l'équilibre de l'Europe ayant tour à tour panché pour l'Espagne, la France & l'Angleterre ; nous avons dû tour à tour regarder l'Espagne, la France & actuellement l'Angleterre comme nos Ennemies naturelles ?

Vous finissez votre première partie par des réflexions qui montrent qu'en effet vos adversaires n'en font pas encore, comme vous le dites très-bien, aux *premiers élémens de la politique*. Il n'y a pas même apparence que des esprits aussi grossiers puissent jamais concevoir ce principe subtil de politique que,

dans toute altercation avec les Stathouders, il vaut mieux leur céder que leur résister, & travailler à l'augmentation de leur pouvoir aux dépens même de la liberté ; (*) parceque cette opposition a toujours des

(*) Il y a dans l'original pag. 5. *en hiertoe is vooral noodzakelyk, dat wy er ons met genoeg inſchikken of dezelven (den Stadhouderen) ook tragten hun gezag te vergrooten en de vryheid afbreuk te doen.* Quel brave Hollandais, en liſant ces paroles, ne ſent pas le ſang petiller dans ſes veines, bien plus encore que lorsque vous les prononcez à l'occafion de ces paroles de Linguet, " *que nos ſoldats n'ont de l'eſprit militaire, que ce que peuvent en conſerver des ſoldats enrolés par des marchands.*" Voyez la note du *Politiek Vertoog* pag. 48. ? Il faut en effet pouſſer juſqu'à l'aveuglement l'eſprit de partialité, pour tirer de ces paroles échappées à un Auteur, des préjugés contre l'opinion de la Nation Française à notre égard ; en cachant à deſſein que notre caractere National n'a été attaqué par aucune Nation avec plus d'animofité que par les Anglais. J'ai peine à retenir mon indignation ; je me contenterai cependant de vous traduire au tribunal du public, en expoſant un jour à ſes yeux les paſſages fideles où vous parlez de la *Nation Française* & Anglaiſe dans vos *Lettres ſur les circonſtances du tems préſent* dont vous n'auriez pu dire, pag. 39 de votre *Polit. Vert.* qu'elles ont été compoſées à la hâte, ſi vous même n'en étiez l'Auteur. Que vous ſoyez effectivement celui à qui tout le monde attribue ces deux ouvrages, c'eſt ce qui paraît évidemment par la ſenſibilité, vraiment paternelle, que vous fîtes éclater contre ce Français qui, pour avoir oſé attaquer vos *Lettres ſur les circonſtances du tems préſent*, ne méritait ſelon vous rien moins qu'un infâme banniſſement. Or, perſonne n'ignore quel eſt le Régent d'Utrecht qui s'eſt compromis dans cette affaire, déshonorante pour celui qui voulut perſécuter. En vérité on devrait bien auſſi recueillir les traits de votre conduite pour en compoſer un *Syſteme conſtant*, en ſe rappelant 1^{mt.} votre apologie contre les Auteurs d'un certain ouvrage périodique, 2^{mt.} l'anathême que vous fîtes lancer contre ces Peres de l'Egliſe ; 3^{mt.} vos efforts impuiſſans pour faire condamner le libraire affaire où le procureur vous

des suites fâcheuses & surtout celle d'offrir au Stat-
houder l'occasion d'augmenter son autorité. C'est,
je crois, la première fois qu'un Auteur ait osé avancer
que l'obéissance passive est plus encore que la ré-
sistance, capable d'arrêter les entreprises ambitieuses
du Premier Citoyen d'un Etat libre. Sans doute la
confiance est préférable à la défiance, l'harmonie à
la discorde, l'amitié à la haine : mais la bonne har-
monie, l'amitié, la confiance doivent émaner de
volontés libres : peut-on dire que ces sentimens exi-
stent dans les gouvernemens où il ne serait pas per-
mis de s'opposer aux mesures d'un seul ? Tous les
plus grands génies, anciens & modernes, qui ont
écrit sur les matières du gouvernement, Platon,
Plutarque, Tite-Live, Tacite, Machiavel, Syd-
ney, Montesquieu, Rousseau, Raynal, sont unani-
mement convenus, qu'on ne saurait-êtr trop ja-
loux, trop inquiet sur les moindres démarches des
personnes élevées par leur autorité au-dessus des
autres citoyens. On pourrait dire, encore, que c'est
à cet esprit de résistance que nous devons notre li-
berté & les Stathouders leur autorité présente. C'est
à ce même esprit que les Anglais doivent aussi leur
grande chartre & leur constitution actuelle : c'est sur
ce principe que les Lords & les Communes, solemnel-
lement assemblés, déclarerent que, le Roi Jaques II
ayant fait ses efforts pour renverser la constitution
de

couvrit de ridicule. 4^{mt}. l'idée puérile d'intimider par le
bannissement un Auteur qui avait écrit contre vous ; 5^{mt}.
vos plaintes bizarres contre vos Antagonistes dans cer-
tains papiers, 6^{mt}. les ridicules efforts, qu'on vous attri-
bue pour empêcher le débit de tous les écrits ou vous
êtes attaqué &c. &c. &c. Ces traits doivent suffire. En
voilà en deux ou trois ans presque plus que vous n'en avez
pu citer contre la ville d'Amsterdam en 200 années. Qu'on
demande après cela, lequel des deux est, suivant votre belle
expression, une *excroissance dangereuse* ou de vous, ou de
la ville d'Amsterdam.

de l'Etat & ayant abdiqué le gouvernement , le trône était vacant. Vous avez beau dire que cette maxime ne doit pas avoir lieu à notre égard ; c'est une misérable défaite : une maxime aussi générale ne doit pas souffrir d'exception, sur-tout à l'égard d'une République.

Comment, Monsieur, vous vous dites Régent d'une de nos villes; vous vous croyez en état de donner aux autres des leçons de politique; vous croyez surtout que personne n'est plus profondément versé dans la constitution de notre pays; & vous prétendez introduire une harmonie perpétuelle entre un si grand nombre de Membres de l'Etat. Connaissez-vous le cœur humain? Connaissez-vous bien des hommes dont les opinions se ressemblent? Comment est-il donc possible, que dans un pays où tant de personnes ont leur voix à eux par leur part au gouvernement, & où il y a tant d'intérêts différens, il regne une harmonie pareille; à moins que la voix & le bon plaisir d'un seul n'absorbent la voix & le bon plaisir de tous les autres. Une telle prétention peut-elle venir d'un homme sensé? Une telle harmonie est une belle chose dans le gouvernement Patriarchal d'une famille, ou de quelque petit peuple Nomade renfermé sous des tentes. Mais, dans un état d'une certaine étendue, il suppose nécessairement le despotisme d'un seul, c'est à dire le défaut d'une société d'hommes libres, faisant usage de leur raison, de leur pensée & des droits inhérens à un gouvernement libre. Vous ne pouvez vous empêcher d'avouer qu'il y a dans tout pouvoir une énergie qui le porte à s'aggrandir: s'il ne rencontre aucune résistance, il fera donc des progrès si grands qu'il n'y aura plus dans l'Etat qu'un seul pouvoir, qu'un seul homme revêtu de toute l'autorité: c'est certainement la marche naturelle & inévitable des choses. A cette règle vous en opposez une autre, dites-vous, non moins sûre: c'est que les soupçons & la défiance ne font qu'irriter l'ambition & donner occasion d'imaginer des ruses & de nouveaux efforts pour parvenir au but désiré.

Mais

Mais il faut bien que cette regle ne soit pas aussi sûre que vous la supposez ; puisque vous êtes obligé d'avouer qu'elle n'est pas applicable aux gouvernemens de France & d'Angleterre. Je veux bien omettre combien il est peu sèant à un Auteur , qui se dit Républicain , de comparer l'esprit d'opposition contre un Prince qui n'est dans le fond que le Premier des citoyens à celui qu'on peut manifester à Londres ou à Paris contre un Monarque , qui est , de titre & d'effet , revêtu de la puissance Souveraine. Je vous demanderai seulement , comment vous pourriez prouver d'après l'histoire , que l'opposition aurait des suites plus funestes en Hollande qu'en France ou en Angleterre ? C'est plutôt dans ces deux derniers Royaumes que l'esprit d'opposition a causé des tempêtes ; tandis qu'en Hollande , du moins quand Amsterdam s'est trouvé dans ce parti , elle a été comme ces vents salutaires qui purifient l'Océan & les terres. La conduite de la ville d'Amsterdam a-t-elle jamais produit des effets qu'on puisse comparer aux guerres civiles de France ou d'Angleterre ? De quel front osez-vous avancer que dans ces sortes d'oppositions , le préjugé est toujours contre les Stathouders. Ignorez-vous donc que presque , dans tous les tems , le peuple s'est rangé de leur côté , que c'est le peuple qui les a soutenus , qui les a relevés , qui s'est toujours déclaré pour faire augmenter leur autorité ? Ignorez-vous que , dans tous les tems , cette dignité a été représentée , comme la position la plus favorable où un citoyen pût être élevé ; parceque la distribution des graces & des emplois lui donne un crédit immense sur les Membres du Gouvernement ; pendant que la direction publique des affaires & l'imposition des taxes font retomber naturellement sur les Corps d'Etats & les Régences tout le blâme des revers & des maux publics.

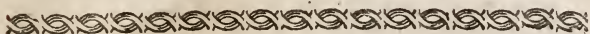
D'après ces réflexions , bien plus fondées sur l'expérience & sur les traits de l'histoire Nationale que les vôtres , qui ne conviendra que l'opposition , non
pas

pas constante & aveugle , telle que vous la supposez ; mais accidentelle & éclairée , telle qu'est en effet celle d'Amsterdam à l'égard des Stathouders , est la balance la plus heureuse de notre constitution , qu'elle a empêché les avantages du gouvernement Stathouderien de dégénérer en despotisme , & n'a ainsi produit que de salutaires effets. Où l'ambition naturelle à tout pouvoir n'aurait-elle pas entraîné les Stathouders , si cette opposition salutaire ne les eût contenus dans les justes limites de leur autorité légitime ? Quel bon Patriote Hollandais ne doit pas envisager avec joie cette heureuse balance à laquelle il doit peut-être le reste de la liberté dont il ose s'honorer ? Aussi n'est il pas rare d'entendre les personnes de bonne foi dans les sept Provinces , dans les places même les plus dévouées aux mesures Stathouderiennes , à Utrecht par exemple , convenir qu'Amsterdam est le dernier rempart de la liberté Belgique. J'en fais assez , pour assurer que bien des Régens qui n'osent s'opposer publiquement à certaines mesures , sont dans le fond du cœur pour l'opposition Amsterdamoise & que quelques-uns même la soutiennent fourdement.

Je finirai ces réflexions , en remarquant que vous accusez faussement Amsterdam de ne vouloir consentir qu'à l'augmentation des forces navales , sous prétexte que son intérêt serait uniquement fondé sur une puissante marine. En combien d'occasions cette ville n'a-t-elle pas consenti à l'augmentation des forces de terre ? Ces dernières années même , où tout exigeait l'augmentation exclusive des forces de terre , elle s'est bornée à demander qu'avant de sacrifier les revenus de l'Etat à cette dernière augmentation , qu'aucun danger , aucune attaque ne rendait nécessaire , on commençât par les employer au prompt rétablissement de la marine dont les dangers les plus grands , les attaques les plus alarmantes prouvaient la nécessité.

Je prouverai dans ma seconde Lettre que vous n'avez pas été plus fidèle en exposant les affaires des Américains que celles de votre pays ; & que les Américains

cains même auxquels vous pouvez avoir eu recours, ne vous ont pas mieux servi que ceux qui sont réfugiés à Londres ne servent le Ministère Britannique, auxquels ils n'ont cessé de montrer depuis sept ans l'Amérique toujours prête & disposée à recevoir le joug. En attendant, j'ai cru devoir insérer ici la lettre suivante que je viens de recevoir d'Utrecht.



C H A P I T R E X X I X .

LETTRE à l'Auteur du Politique Hollandais. Sur la situation civile & politique d'Utrecht, pour l'apologie de cette ville contre ses ignorans détracteurs.

On demande, Monsieur, ce qui se fait & se dit dans notre République d'Utrecht; c'est une mauvaise plaisanterie qu'on veut bien lancer contre nous; la dénomination de République ne nous convient point; qu'on nous laisse celle de Province; nous en sommes contents. Aussi vous prouverai-je combien vous avez tort de nous avoir attaqué dans votre feuille hebdomadaire. Pour vous exposer l'état de notre ville, il faudrait remonter fort haut; & vous verriez partout des témoignages non équivoques de la prévoyance profonde, de l'extrême piété & des mœurs exemplaires de nos braves & vertueux Régens. Vous n'avez, sans doute, pas oublié le fameux édit qu'ils publièrent, il y a trois ou quatre ans; pour défendre les assemblées particulières où des jeunes gens de l'un & de l'autre sexe osaient se produire en public en déclamant des vers de Vondel ou de Feitama. Il n'est personne, pour peu qu'il ait de la délicatesse, qui ne sente les inconvéniens de ces assemblées profanes, que l'on préférerait peut-être aux rendez-vous des églises, qui deviendraient alors désertes; tant l'esprit humain est pervers. Il est vrai que cet édit n'a pas été exécuté à la rigueur; j'ai, moi-même, assisté depuis, à nombre de ces spectacles bourgeois; j'y ai vu la plupart des Régens qui avaient eu part à l'interdiction; mais si ces Régens ne publient pas des édits qui puissent être exécutés, leur intention est du moins excellente. Hélas quel-

quelles suites fâcheuses n'entraîne pas la contagion du mauvais exemple ! Peut-être, afin d'expier cette légère erreur d'un moment, a-t-on imaginé, dans des jours ordinairement consacrés à la joie, à la foire de cette ville, d'interdire toutes sortes de spectacles publics, en dépit de ces mondains qui prétendent que ces sortes d'interdictions donnent souvent lieu à des désordres secrets. Aussi les personnes vraiment éclairées & pieuses reconnaissent la sagesse extrême de cet édit. Elles ne peuvent s'empêcher de convenir que rien n'est plus capable de fléchir le courroux du Ciel irrité & surtout celui des Anglais que nous avons si fort offensés (*). Il est vrai que le *Gazetier* du Bas-Rhin nous a traités de *Capucins* à cette occasion : mais cet Auteur n'est sûrement pas de la bonne Religion, & j'aurais même assuré qu'il ne croit pas à l'Etre suprême ; s'il n'eût pas attaqué par fois les *Jésuites*, ennemis de Dieu. Il est vrai que la ville d'Amsterdam, bien loin d'imiter cet exemple d'édification, laisse les spectacles ouverts en tout tems : mais l'exemple d'une ville aussi perverse, aussi corrompue, aussi grande Ennemie des Stathouders est plus capable de révolter que de servir de modèle. Ainsi l'Auteur du *Politiek Verzoeg* remarque avec beaucoup de sagacité, p. 2. que cette ville ne protège la tolérance & l'exercice public de toutes les sectes non-conformistes, que pour chagriner les Stathouders, qui sont toujours portés pour la Religion-dominante. Heureusement nous avons su jusqu'à présent, nous préserver de la contagion ; le moindre rejeton de ce peuple circoncis de sa main & proscrit de Dieu, dont le nombre est si grand à Amsterdam, n'oserait se fixer un seul jour dans notre ville. Le Roi de Prusse & l'Empereur auraient bien dû prendre des leçons de nous ; avant de se laisser séduire par les charmes dangereux du funeste Tolérantisme.

Si nos Régens se distinguent dans les précautions pour maintenir la pureté des mœurs & de la Religion, ils n'excellent pas moins dans les principes de la saine politique. Pour que le peuple reste tranquille, il faut qu'il soit également dépourvu de pouvoir & de lumières, aveugle & impuissant. Notre situation actuelle est une preuve vivante de la
jus.

(*) Voyez les *Lettres sur les circonstances du tems présent & le Politiek Verzoeg*, où l'Auteur prouve combien nous avons de torts vis-à-vis des Anglais.

justesse de cette maxime. Autrefois tous les habitans étaient distribués en Corps de métier, où les Nobles même étaient obligés de se faire agréer : ces Corps de métier nommaient tous les Magistrats de police & de justice ; ils avaient même beaucoup d'influence dans l'élection de l'Evêque qui, quoique Souverain titulaire, avait bien moins de pouvoir, que n'en ont actuellement les Stathouders. Cette constitution populaire était sujette à mille orages ; & le peuple a été privé de ses privilèges, pour qu'il fût plus tranquille. La conquête de Louis XIV a surtout beaucoup contribué à augmenter ici l'autorité des Stathouders ; en effet, lorsqu'à l'évacuation des troupes Françaises, nous demandâmes à rentrer dans la Confédération ; le Prince d'Orange nous seconda si bien, que nous ne crûmes pas pouvoir mieux reconnaître ses services, qu'en abandonnant aux Stathouders les droits les plus précieux & la nomination absolue de presque toutes les charges & emplois indistinctement. Il peut même déposer ici en tout tems, qui bon lui semble, sans être obligé de rendre raison de sa conduite. Il n'est donc pas à craindre qu'on voie chez nous la moindre étincelle d'opposition ; & vous sentez combien cette heureuse impuissance contribue à la sécurité intérieure.

Pour mieux prévenir tout ce qui pourrait altérer les douceurs de cette heureuse tranquillité, il n'est pas de précautions qu'on ne prenne. Un Ecrivain étranger, qui voudrait écrire contre le système dominant, est d'abord interpellé par le Capitaine du quartier. On lui demande quelle est sa Religion ? S'il répond qu'il est Catholique-Romain ; on l'avertit à la fois, & qu'il doit se faire bourgeois & qu'on ne peut admettre à la bourgeoisie aucun étranger Catholique-Romain. L'Auteur ne pouvant échapper à cette cruelle alternative est obligé de s'exiler ; à moins que la crainte de sa vengeance n'inspire l'esprit de clémence à Mr. l'Inquisiteur.

Quand l'Auteur n'est pas connu, on a recours à d'autres expédiens. Par exemple, il parut, il y a deux mois, un écrit intitulé : *Missive au très vénérable Monsieur Van Goens, Membre du Conseil &c.* Dans cet écrit on tâche assez singulièrement d'insinuer que Mr. Van Goens lui-même est l'Auteur du *Politiek Vertoog*. Ce digne & respectable Régent fit prier, dans la Gazette Hollandaise d'Utrecht du 11 Juin, l'Auteur de cette lettre de lui faire passer son nom & sa qualité ou de venir lui parler en personne ; le dit
Mr

Mr. Van Goens étant, disait-il, incliné à le satisfaire sur toutes les questions que l'Ecrivain de cette *Missive* pouvait être autorisé à lui faire: ajoutant, que cette découverte était absolument nécessaire, pour différentes raisons inutiles à détailler. Ledit anonyme ne s'étant pas découvert, Mr. Van Goens porta le zèle & la prévoyance Patriotique encore plus loin. Le 29 du même mois, il fit insérer dans la même Gazette un avertissement beaucoup plus long, savoir,

„ que l'Auteur anonyme d'un certain écrit intitulé *Missive*
 „ &c. ayant fait connaître dans un avertissement de la Gazette de Nord-Hollande, qu'il n'a point de question à faire à Mr. van Goens, & persistant à garder l'incognito, on se trouve obligé de l'avertir qu'il y a différentes choses sur lesquelles Mr. van Goens, Membre du Sénat & Echevin Régent est de son côté autorisé à demander & exiger satisfaction de l'Ecrivain de la *Missive*. En conséquence ledit Ecrivain est encore une fois interpellé de *la manière la plus sérieuse* de se décider à temps & de venir parler ou de faire passer son nom & sa qualité à Mr. van Goens ledit Auteur anonyme ne pouvant se soustraire à recevoir, en étant requis, une Réponse en son nom & en sa personne d'un quelqu'un auquel il a adressé une *Missive*, désignant son nom & sa qualité; sans se mettre au rang des Auteurs d'écrits incendiaires & de libelles diffamatoires au défaut de quoi . . . les suites fâcheuses qui peuvent résulter de tout ce procédé pour la personne qui se cache sous le nom de *Candidus*, ne pourront être attribuées qu'à sa propre faute; protestant ledit Mr. van Goens d'avance & provisionnellement contre toutes les plaintes que ladite personne pourrait faire ensuite."

Vous m'avouerez qu'on ne saurait porter plus loin l'esprit de charité Chrétienne & la sagesse Patriotique, surtout quand on ne connaît pas les personnes dont on voudrait réprimer la licence, pour le bien & le repos du pays. L'audace des Ecrivains monte effectivement aux plus scandaleux excès. Un Ecrivain de Leide bien connu, à qui on attribuait cette *Missive*, s'en est défendu d'une manière qui montre encore les progrès de la licence. „ Je n'en suis pas l'Auteur, disait-il; & la raison en est claire; c'est que je n'y aurais pas tant menagé Mr. van Goens."

Il est vrai que la *Missive* ne renferme aucune personnalité & qu'on se borne à chercher à y prouver, par des inductions particulières, quel est l'Auteur du *Politiek Vertoog* & combien il est répréhensible. Mais n'est-il pas à craindre que la liberté d'adresser des lettres à des Patriciens ne dégénère en licence; & qu'ils ne perdent le respect dû à la naissance & au rang qui les élève si fort au-dessus des autres hommes, s'il était permis à de vils Plébéiens de les appeler, quand bon leur semble, sur l'arène. Aussi pour n'être pas exposés à des cartels aussi fâcheux, nos sages Régens ont donné depuis peu une nouvelle preuve de leur sagesse. Dans d'autres villes on aurait cherché quelque biais; mais dans la fermentation causée par la fameuse affaire du Duc de Brunswick, nos Souverains ont profité de l'occasion pour interdire la composition, l'impression, ou la distribution publique, ou sous le manteau, de tous les libelles scandaleux ou diffamatoires, de poésies ou estampes, sous quelque nom & titre que ce soit, tendant directement ou indirectement à décrier le Haut Souverain ou le Duc de Brunswick, ou quelqu'autre personne que ce soit au service de l'Etat, sous peine de confiscation des exemplaires, d'une amende de mille florins & d'une punition arbitraire, suivant la gravité du délit. Avouez avec moi qu'un tel édit prévient tous les échappatoires & subterfuges. Les mal-intentionnés auront beau se cacher sous le voile des rêves, des allégories ou des traductions du *Malais*; on les poursuivra dans les derniers aziles où ils cherchent à se retrancher. Afin même de moins se tromper, on supposera toujours le sens le plus odieux aux passages tant soit peu suspects. C'est ce que l'on vient de voir dans une affaire qui concerne notre Gazetier. Il avait osé avancer que si l'Escadre d'Amsterdam avait été renforcée des vaisseaux de la Meuse & de Zélande, le 5 de ce mois, elle aurait remporté la victoire la plus éclatante sur les Anglais. Les Magistrats, justement irrités de cet excès d'audace, se sont assemblés. Ils sont d'abord convenus qu'on devait la réprimer. Il ne s'agissait plus que de décider quel genre de châtement l'on infligerait à ce licencieux Gazetier. Quelques uns, dit-on (car je ne garantis que le fond de cette histoire) opinaient aux peines les plus rigoureuses; mais le sentiment le plus modéré l'a emporté: & ce qui montre combien nos Régens savent allier la dou-

ceur

ceur à la sagesse, c'est qu'ils se sont bornés à une réprimande sévère qui a été faite audit Gazetier.

„ Etonnante aventure? s'est écrit à cette occasion, ” le rédacteur Ecrivain de la Gazette de Nord-Hollande. „ C'est „ donc un crime que d'oser dire, d'après la vérité, que „ douze vaisseaux auraient plus opéré que sept? Ou bien „ serait-il défendu de désirer que la flotte de l'Etat eût „ remporté la victoire? Y aurait-il des gens qui verraient à „ contre-cœur qu'elle ait combattu vaillamment & n'ait „ pas été vaincue? Peut-on soutenir des principes aussi „ opposés à cette liberté que nous avons achetée au prix de „ tant de sang & de biens? n'est ce pas se montrer indigne „ de fouler la terre libre de la République Belgique?”

Vous conviendrez avec moi qu'un pareil langage fût-il appuyé sur la raison même ne saurait être toléré; à moins d'exposer nos vénérables Régens à la perte de ce respect si nécessaire pour le maintien de leur autorité & de la tranquillité publique.

C'est sans doute, d'après ce principe Patriotique, que vous les verrez bientôt sévir contre votre *Politique Hollandais*. Ils ont déjà cité deux fois deux libraires de cette ville. A la première citation on leur demanda pourquoi leurs noms se trouvaient au nombre de ceux annoncés comme distributeurs de cette feuille? Ils répondirent que l'annonce s'était fait sans leur aveu, suivant l'usage assez fréquent dans ce pays. On leur dit qu'ils devaient protester contre cet abus de leurs noms. Ils demandèrent un ordre formel, qu'ils pussent exhiber au libraire qui avait fait cet usage de leurs noms. On ne jugea pas à propos de les satisfaire à cet égard: mais le 17 de ce mois, le libraire Wild sans aucun avertissement préliminaire, reçut ordre d'un officier de la justice de le suivre devant le Magistrat. Le grand-Bailli commença par l'avertir qu'il devait répondre à toutes les questions qu'on allait lui faire. Ledit Wild eut l'audace de protester contre cette citation, qu'il qualifia d'irrégulière & d'incompatible avec les droits des bourgeois. Le Secrétaire ne laissa pas de faire lecture des articles. Il lui demanda s'il n'avait pas vendu une certaine feuille intitulée le *Politique Hollandais*? Quel en était le Distributeur, l'Imprimeur, l'Ecrivain ou le Rédacteur? On lui fit plusieurs autres questions, relatives au même ouvrage. Ledit Wild eut l'insolence de dire que ces questions ne le touchaient aucunement, & qu'il ne pou-

pouvait même répondre que par le dédain à cette sorte d'inquisition. G. T. Paddenburg fut cité de la même manière; mais il ne se trouva pas à la maison; il mérite une poursuite d'autant rigoureuse, que son nom se trouve à la tête de la requête de nos libraires contre la dernière interdiction des livres & qu'il donne toutes les semaines une feuille périodique intitulée *De Post van den Neder-Rbyn*, dont bien des passages ont droit d'irriter des Patriotes qui ne pensent pas comme ceux d'Amsterdam. En vain l'Auteur de cette dernière feuille se retrancherait sur sa naissance & sa modération; je serais en état de lui prouver qu'on a eu grande raison de l'associer aux libellistes du tems, que, d'après le dernier édit, il n'est pas moins repréhensible que le *Politique Hollandais*.

Ne voyez vous pas, Monsieur, dans la conduite audacieuse de ces libraires, les conséquences de cette licence effrénée qui commence à s'introduire dans notre pays? Aussi ne douté-je pas que les dernières recherches au sujet du *Politique Hollandais* ne soient poussées plus loin, & que si l'Auteur ou les Auteurs, (fussent ils une légion) sont tant soit peu soupçonnés, on ne voye bientôt paraître un décret public qui ne sera pas plus doux que celui que le Parlement de Paris vient de lancer contre l'Auteur de *l'Histoire Philosophique & Politique*. Ainsi, Monsieur ou Messieurs, prenez vos précautions sur ce sujet. Chantez la palinodie, pour conjurer l'orage, & désarmer le bras armé de la foudre prête à vous écraser: afin même de montrer au public que vous êtes disposés à vous convertir, publiez la lettre que j'ai pris la liberté de vous écrire pour votre avantage, autant que pour la défense de la ville d'Utrecht.

Note sur la Lettre précédente.

Nos lecteurs ne trouveront pas mauvais, que nous laissions cette lettre sans réponse: nous nous bornerons à donner dans un des Nos. prochains la requête des libraires d'Utrecht, avec de nouvelles remarques pour montrer que la plus grande liberté de la presse ne peut produire que du bien & ne saurait alarmer que ceux qui ont des intentions perverses ou des reproches à se faire. Nous prions ceux qui auraient de pareilles lettres à nous communiquer sur l'état des autres villes ou Provinces, de nous les adresser en toute confiance;

nous

nous les publierons avec la même fidélité ; quelles que soient leurs opinions particulières sur les affaires politiques.

P. S. On trouve dans la Gazette du Bas-Rhin (No. 64 & 65) deux articles très-singuliers. Le Rédacteur y publie des lettres de soi-disant *bonnêtes-gens* qui, avec la plus honnête modestie, se contentent de le menacer de lui *casser bras & jambes* ; pour avoir copié des infamies que des scélérats, entre autres le *Politique Hollandais*, font publier contre, dit-on, les Maïfors d'Orange & de Brunswick. Tout cela est d'un grand ridicule ; il serait au comble si ces terribles spadassins avaient jugé à propos de mettre leurs noms au bas des lettres. Des hommes qui se cachent sous le voile de l'anonyme pour intimider, ne sont guères à craindre. Il faut même pour commettre le crime, une certaine audace.

N. B. Nous n'avons différé la suite de nos réflexions sur la bataille navale du 5 de ce mois, que pour en parler avec plus de certitude & de fidélité, en comparant nos récits avec ceux des Anglais.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenschoot ; à Haarlem, chez Walree ; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray ; à la Haye, chez J. van Cleef, La Veuve Staatman, à Gouda, chez Van der Klos ; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst ; à Dordrecht, chez Blussé ; à Deventer, chez Leemborst ; à Groningue, chez Huyzingh ; à Nimegue, chez Van Goor ; à Arnhem, chez Troost ; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme à 6 sols & Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre, Estampe allégorique.*

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XXX. LUNDI, ce 3 SEPTEMBRE , 1781.

Suite du C H A P I T R E XXVIII.

*Sur la Bataille navale du 5 Août 1781, dans
la mer du Nord, sur les Bancs du Dogre, dont
on peut lui donner le nom.*

Les combats de mer ne sont jamais décisifs à moins qu'un des partis ait une grande supériorité sur l'autre: l'inconvénient de ces combats à forces à peu-près égales, ne se borne pas à détruire, gratuitement, un grand nombre des hommes les plus utiles; les deux partis, après s'être fait beaucoup de mal, ne manquent jamais de s'attribuer, chacun, la victoire. Quand ils ne peuvent en montrer les preuves par l'exposition des bâtimens enlevés ou coulés à fond, ils ne manquent pas d'assurer que l'ennemi n'a dû son salut qu'à la célérité de sa fuite. L'homme impartial qui veut juger les faits est d'autant plus embarrassé dans cette opposition, que les relations les plus authentiques sont celles où l'erreur est tissée avec le plus d'art, soit par des omissions qu'il est rarement à même de suppléer; soit par une tournure qui donne à l'événement une face toute-faite différente de la véritable. Ajoutez à cela que les rapports des témoins oculaires se contredisent souvent & que la vanité Nationale empêche toujours la vé-

rité de paraître toute nue. Les différentes batailles qui se sont livrées depuis le commencement de la guerre actuelle viennent à l'appui de ces observations. Pour en sentir encore mieux la vérité & pour donner, suivant le plan que j'ai adopté, un récit fidele des événemens, je vais insérer les relations Ministerielles des deux Amiraux Hollandais & Anglais; ces deux pieces méritent, par leur importance, de passer à la postérité.

R A P P O R T du Souffigné Contre-Amiral à S. A. S. Mgr. le Prince d'ORANGE, *Statbouders-Héréditaire*, Capitaine-Amiral-Général des *Provinces-Unies*, &c. &c.

DIMANCHE, 5 Août 1781, à la pointe du jour entre trois & quatre heures du matin, nous vîmes un grand nombre de Navires étrangers au *Nord-Nord-Ouest* de nous : Nous préparâmes tout pour le Combat; le Vent était *Nord-Est* petit frais & notre cours était *Nord-Ouest*; nous fîmes le signal de se ranger en Ligne de Bataille à la distance de la longueur d'un cable les uns des autres & nous nous avançâmes. Le Cutter *l'Ajax*, Capitaine Comte de Welden, vint en attendant faire rapport que la Flotte que nous voyions, était un Convoi Ennemi, qui avait mis à la voile le 26 du mois passé du *Sund*, sous l'escorte de onze Navires de Guerre *Anglais* & de quatre Cutters. A 7 heures lesdits Navires de Guerre arborerent leurs Pavillons *Anglais* parmi lesquels il y en avait un de Vice-Amiral, vinrent sur nous, leur Convoi restant au Vent; je fis le signal de virer. & nous vîmes ainsi rangés en Bataille nous placer à *l'Est-Sud-Est* & fîmes éloigner nos Navires Marchands à *l'Ouest*; nous vîmes que les huit Navires de Guerre *Anglais*, qui venaient en Ligne sur nous, étaient des Navires de 60, 70, 90 & un de 40 canons. A huit heures, le Vice-Amiral *Anglais* étant à travers au lof de moi, ils tournerent avec nous & la Bataille commença; au moment le feu fut très vif de part & d'autre, & toute notre Ligne fut engagée. Elle était composée des Navires suivans: Le *Erf-Prins*, de 54 pièces de canon; l'*Amiral-Général* de 74, l'*Argo* de 44, le *Batavier* de 54, l'*Amiral de Ruiter* de 68, l'*Amiral Piet-Hein* de 54, & le *Holland* de 64

Je

Je fus très vivement & assidument canonné par deux gros Vaisseaux ; le Combat dura jusqu'à onze heures & demie ; il fut rude & sanglant. Nos Navires , le mien y compris , étaient alors fort désarmés , & avaient reçu tant de dommages , qu'ils étaient hors d'état de pouvoir manœuvrer plus longtems. Le Vice-Amiral *Anglais* doit avoir également souffert , car il vira pour lors au Vent vers l'*Est*. A midi nous fîmes retirer le signal d'engager , & nous nous éloignâmes vers l'*Ouest* pour réparer nos dommages & Navires autant qu'il serait possible , étant tous extrêmement endommagés par le feu continuel & un Combat si long. Nous nous aperçûmes aussi , que le Vice-Amiral *Anglais* vira de bord à midi & demi avec ses Vaisseaux au *Nord-Ouest* & ils y restèrent flottant pour réparer aussi leurs dommages. Parmi lesdits Navires nous en vîmes un à trois ponts , dont le grand hunier tomba hors de bord. Nous nous trouvâmes à midi selon notre estime à cinquante-cinq degrés , cinquante-six minutes de latitude *Septentrionale* , & par conséquent à la pointe de *Ter-Neus* en *Norvege* au *Nord-Nord-Est* un tiers *Nord* trente milles de nous.

Comme tous les Navires de Guerre avaient été mis hors d'état de défense , nous fîmes aussi le signal au Convoi de s'enfuir avec les Frégates le *Medenblik* & la *Venus* , & de se mettre suivant les circonstances hors de danger , pour n'être pas prises ou tomber entre les mains de l'Ennemi. En prenant le large , le *Batavier* , dont la Verge de misaine était *sens-dessus-dessous* & qui avait perdu son hunier d'artimon , tomba presque à bord. Son Officier cria pour nous dire que son Capitaine était blessé , & le Navire si délabré qu'il ne pouvait plus le gouverner. J'envoyai deux Frégates pour l'assister & le remorquer en cas de besoin ; mais avant qu'elles fussent arrivées près du *Batavier* , qui avait été mis hors d'état de manœuvrer , il tomba Vent arrière & vint près de nous. Le Capitaine de *Kingsbergen* envoya une Chaloupe avec le Capitaine *Abreson* , où était le Capitaine *Staringh* , pour faire rapport qu'ils étaient bien maltraités ; je leur dis qu'aussitôt , que nous nous serions tant soit peu remis , & qu'il serait possible de gouverner les Navires , je ferais le signal de faire voile pour rentrer. Le Capitaine *Dedel* donna le signal de grands dommages , le Capitaine *van Braam* d'embarras ; je donnai le signal à la Frégate le *Zephyr* de s'approcher ; elle me rapporta , qu'elle avait parlé

au Capitaine van Braam, & que son Navire avait quelques coups sous l'eau; je la détachai directement pour porter aux Capitaines van Braam & Dedel tout secours possible & assistance.

Cependant le Capitaine Dedel tira divers coups de détresse & dirigea son cours au *Sud* vers la Côte de *Hollande*. Je donnai le signal au Capitaine van Woensel de venir me parler, & le détachai vers le Capitaine Dedel, pour l'assister, demeurer près de lui & chercher un Port. Entre quatre à cinq heures je donnai signal de partir; sur quoi tous les Navires, qui étaient auprès de nous, après avoir répété le signal au Capitaine de Kingsbergen, se retirèrent le mieux qu'il purent, avec les voiles dont ils pouvaient encore faire usage. Je m'approchai du Capitaine Braak, qui nous cria avoir eu divers coups sous l'eau & avoir fait beaucoup d'eau, mais qu'elle diminuait considérablement par les pompes; le soir nous vîmes tous les Navires faire voile avec nous.

L'Amiral de Ruiter a beaucoup de morts & de blessés; il est, aussi bien que tous les autres Navires, endommagé au Corps, à la Mâture & aux Agrêts; de sorte que j'espère que l'occasion nous favorisera, avec l'aide de Dieu, de pouvoir gagner un Port de la République.

J'envoie la présente par Mr. le Capitaine Comte de Welderen, qui pourra faire en personne un plus ample rapport de tout à V. A. S. J'ai l'honneur de me recommander à la gracieuse Protection de V. A. S., & de me dire avec respect, de V. A. S., le très-humble & très-obéissant Serviteur.

(*Etait Signé*)

J. A. ZOUTMAN.

„ A bord du Navire de l'Etat *l'Amiral de Ruiter*, étant
„ à la voile dans la Mer du Nord, le 7 Août 1781. *Kyk-*
„ *duin Sud* quart d'*Est* dix-huit milles de nous.”

Nota. Sur tous les Vaisseaux les Officiers & l'Equipage ont montré un courage intrépide & ont combattu en Lions, aussi bien que sur mon propre Vaisseau; j'en ai été extrêmement content, d'après les informations que j'en ai reçues jusqu'à présent.

De

*Dépêche du Vice-Amiral Parker , datée en mer
le 6 Août à bord du vaisseau la Fortitude.*

M O N S I E U R .

HIER matin , nous rencontrâmes l'Escadre *Hollandaise* avec un Convoi considérable sur les bancs du *Degre*. J'avais heureusement l'avantage du Vent , car autrement mon Convoi se serait trouvé en danger par le grand nombre de leurs grosses Frégates. Ayant séparé les Vaisseaux de Guerre des Navires Marchands , & fait un Signal pour conserver le Vent , je m'avançai , après avoir ordonné une Attaque générale. L'Ennemi forma sa Ligne , qui consistait en huit Vaisseaux à deux Ponts , armures à Stribord. Notre Ligne , y compris le *Dolphin* , était composée de sept Vaisseaux. Il n'y eut pas un coup de tiré de part & d'autre , avant que les deux Lignes fussent à la demi-portée du Mousquet. La *Fortitude* étant alors vis-à-vis l'Amiral *Hollandais* , l'Action s'engagea & se soutint par un feu continuel pendant trois heures & 40 minutes. Alors il ne fut plus possible de gouverner nos Vaisseaux. Je fis un effort pour former la Ligne , afin de recommencer l'Action ; mais je trouvai que la chose était impraticable. Le *Bienfaisant* avait perdu le Perroquet de son grand Mât , & le *Buffalo* sa Vergue de misaine. Le reste des Vaisseaux n'étaient pas moins endommagés dans leurs Mâts , leurs Agrêts & leurs Voiles. L'Ennemi ne paraissait pas dans un meilleur état. Les deux Escadres restèrent quelque tems vis-à-vis l'une de l'autre ; enfin les *Hollandais* se retirèrent , prenant , avec leur Convoi , la route du *Texel*. Nous n'étions pas en état de les suivre.

Les Officiers & tous ceux qui servaient à bord , se sont comportés avec une grande bravoure ; & l'Ennemi n'a pas montré moins de courage. La *Fortitude* a été extrêmement bien secondée par le Capitaine Macartney , du Vaisseau la *Princesse-Amélie* ; mais il fut malheureusement tué dès le commencement de l'Action. Le Lieutenant Hill vient d'acquérir beaucoup de Gloire , en soutenant si bien la conduite de ce brave Capitaine.

Comme il y avait grande apparence que nous serions engagés dans une nouvelle Action , le Capitaine Macbride me rendit service , en se chargeant aussitôt du Commandement de l'*Artois*. Cet Officier , quoique grièvement blessé dans

l'Action, refusa de me quitter, avant qu'elle fût achevée. Le Capitaine Graeme, du Vaisseau le *Preston*, a perdu la Bras. Vous trouverez ci-inclus le Dérail des tués & des blessés, ainsi que du dommage que les Vaisseaux ont essuyé. Les forces de l'Ennemi étaient, je crois, bien supérieures à ce que *Leurs Seigneuries* avaient pensé. Je me flatte qu'Elles seront convaincues que nous avons fait de notre côté tout ce qu'il était possible de faire. Je suis, MONSIEUR, votre très-humble & très-obéissant Serviteur.

H. PARKER.

„ P. S. Nos Frégates ont découvert ce matin un Vais-
 „ seau de Guerre *Hollandais*, qui a coulé bas, ayant 22
 „ brasses d'eau. On pouvait voir la cime des Mâts; la
 „ Banderole en flottait encore au gré des Vents, & le Ca-
 „ pitaine Patton l'ayant enlevée, me l'a remise. Je
 „ crois que c'est le second Vaisseau de la Ligne, de 74 pie-
 „ ces de canon.”

LISTE des morts & blessés dans l'Action du 5 Aout
 contre l'Escadre *Hollandaise*, des Vaisseaux la *Fortitude*,
 20 morts, 67 blessés; du *Bienfaisant*, 6 morts, 21 blessés;
 du *Berwick*, 18 morts, 58 blessés; la *Princesse-Amélie*,
 19 morts, 56 blessés; du *Preston*, 10 morts, 40 blessés;
 du *Buffalo*, 20 morts, 64 blessés, & du *Dolphin*, 11 morts,
 33 blessés. Total, 104 morts, 339 blessés, en tout 443,
 tant morts que blessés.

LISTE des Officiers tués & blessés. Du Vaisseau la *For-
 titude*, les Lieutenans Waghorne, Harrington, Hirichley;
 un Pilote & le Contre-Maître, blessés. Du *Bienfaisant*,
 le Canonnier blessé. Du *Berwick*, les Lieutenans Salphey
 & Maxwell, le Capitaine Campbell & le Lieutenant des
 Mariniers Stewart, six des Appointés blessés; le Pilote &
 deux Appointés tués. De la *Princesse-Amélie*, le Capitaine
 Macartney & un Canonier tués; les Lieutenants Hill, Smith
 & Legger blessés. Du *Preston*, le Capitaine Graeme & le
 troisième Lieutenant blessés. Du *Buffalo*, le premier Lie-
 tenant & le Contre-Maître blessés. Du *Dolphin*, le Lieu-
 tenant Dabby tué, & le Contre-Maître blessé.

P. S. Le Lieutenant Rivett rapporte „ que la Flotte Mar-
 „ chande, venant de la *Baltique*, & composée de plus
 „ de 100 Voiles, a continué son Voyage sous un Convol
 „ convenable avant que le Combât commençât; on l'attend
 „ à tout moment dans les Ports d'Angleterre.”

„ La Flotte de l'Amiral Parker était, durant le tems du
 „ Combat, composée des Vaisseaux suivans. La *Fortitude*
 „ de 74 canons, monté par le Vice-Amiral Parker & le
 „ Capitaine Robertson; la *Princesse-Amélie* de 80, Capi-
 „ taine Macartney; le *Berwick* de 74, Capitaine Fergu-
 „ son; le *Bienfaisant* de 64, Capitaine Braithwaite; le *Buf-*
 „ *falo* de 60, Capitaine Truscott; le *Preston* de 50, Ca-
 „ pitaine Graeme, le *Dolphin* de 44, Capitaine Blair;
 „ l'*Artois* de 40, Capitaine Macbride, la *Latona* de 38,
 „ Capitaine H. Parker; la *Belle-Poule* de 36, Capitaine
 „ Payton; la *Cleopatra* de 32, Capitaine Murray, & le Cut-
 „ ter la *Surprise* de 10, Lieutenant Rivett.”

En comparant le rapport de l'Amiral Hollandais, avec les autres relations qu'on a publiées sur la même affaire, on voit évidemment qu'il n'a combattu qu'avec six vaisseaux de ligne & deux frégates, l'*Argo* & la *Bellone*. Il est vrai que les Anglais n'avaient aussi que six vaisseaux de ligne; mais tous ces navires étaient beaucoup plus forts en canons; ils avaient en outre deux frégates, le *Dolphin*, qui s'est distingué; & l'*Artois* dont ils ne font aucune mention; quoiqu'une telle frégate de 44 ou si l'on veut de 40 canons n'ait pu rester simple spectatrice du combat. Aussi a-t-on su, par des relations particulières, (*voyez le London-Courant* 20 *Actt*) qu'elle se trouva dans la ligne au commencement de l'action & qu'après avoir lâché plusieurs bordées, elle reçut ordre de croiser au vent pour la protection du Convoi : mais que ce Convoi ayant bientôt disparu, puisqu'il avait ordre de poursuivre le voyage, il se trouva qu'à l'issue de la bataille le Capitaine de l'*Artois* fut à portée de passer sur le vaisseau la *Princesse-Amélie*, pour en prendre le commandement. Il faut donc convenir qu'il y eut dans la ligne de bataille, un nombre pareil de vaisseaux de ligne & de frégates des deux côtés; mais que les Anglais avaient en leur faveur non-seulement un nombre supérieur de canons, mais encore l'avantage des calibres; puisque la grosseur des canons est toujours proportionnée à celle des navires. Le calcul le plus exact porte le nombre des canons Anglais à 486 & celui

des Hollandais à 448. (*) A l'exception de l'état des forces de part & d'autre, que la honte ou la vanité ne déguisent que trop souvent, il faut avouer que les deux relations sont assez fideles. Elles s'accordent à dire que les Anglais avaient encore l'avantage du vent, qu'ils chercherent les premiers à combattre, que la bataille s'engagea d'abord entre les deux Amiraux, qu'elle dura près de quatre heures avec un égal acharnement des deux côtés & qu'elle ne cessa qu'à l'instant où les deux partis, également las & maltraités, étaient hors d'état de continuer. On ne peut refuser aux Anglais la gloire d'exceller dans les guerres navales; & tel doit être le mérite d'un peuple insulaire, navigateur & libre. Les Hollandais se trouvent à peu près dans la même position; ils habitent un pays à fleur d'eau coupé de tous côtés par des fleuves, des bras de mer ou des canaux où ils sont obligés de se retrancher contre l'élévation de l'Océan par tous les secours que l'art le plus ingénieux & le travail le plus opiniâtre ont pu imaginer. Aussi, dès qu'ils ont été libres, les Hollandais ont élevé leur gloire navale au plus haut degré. Leurs flottes militaires protégerent par-tout la supériorité de leurs flottes marchandes. Ils acquirent le sceptre de la mer. L'Angleterre voulut le leur disputer; ils combattirent long-tems avec des forces inégales; & cette opiniâtreté contre les revers leur conserva du moins une honorable rivalité. La supériorité, dans la construction, dans la forme des vaisseaux donna souvent la victoire à leurs En-

ne,

(*) Etat réel des Forces de part & d'autre.

<i>Flotte Anglaise.</i>		<i>Hollandaise.</i>	
La Fortitude .	74.	L'Amiral de Ruiter	68.
Princesse-Amélie	80.	L'Amiral. Général	74.
Berwich .	74.	Hollande . . .	64.
Bienfaisant .	64.	Erf-Prince . . .	54.
Buffalo .	60.	Piet Hein . . .	54.
Preston .	50.	Batavier . . .	54.
Dolphin .	44.	Argo . . .	44.
Artois . . .	40.	Bellone . . .	36.

nemis : mais les vaincus ne firent point de perte décisive.

L'honneur soutient la valeur d'une grande Nation, & le Patriotisme celle d'une petite. Il n'y a point de Patriotisme où il n'y a point de liberté : le dernier combat montre donc que la Nation n'a pas encore perdu son énergie & sa liberté. Il fait à la fois & l'éloge de nos marins & l'apologie de la Nation.

Si donc on ne peut s'empêcher d'avouer que nous avons encore des ressources dans notre courage, il faut convenir aussi que nous conservons cette modestie, qui accompagne toujours le vrai mérite, & qui convient à une Nation inférieure luttant contre une plus puissante. C'est ce que l'on voit évidemment dans le récit plein d'une noble simplicité de notre Amiral.

Au contraire, si l'on ne peut s'empêcher d'admirer le courage, avec lequel les Anglais se soutiennent actuellement contre un si grand nombre d'Ennemis qu'ils ont osé provoquer, on ne peut s'empêcher d'un autre côté d'être indigné du ton léger & dédaigneux dont ils parlent de leurs Rivaux. Le fameux Chevalier Rodney, que des succès faciles & imprévus ont d'abord exalté, ébloui, s'est surtout distingué dans cette carrière de forfanterie Nationale. A l'en croire, il n'a pas vu d'ennemi qui ne se soit, ou rendu, ou enfui, ou n'ait tremblé à son approche. Il faut avouer qu'effectivement il a bien soutenu, l'année dernière, dans un tems où il était inférieur en forces, la gloire Britannique dans les Antilles. Mais la conquête de St. Eustache plus encore que la perte de Tabago, vient de lui imprimer une flétrissure que ses lauriers ne couvriront jamais. Parker, au contraire dans ses diverses expéditions a toujours su rendre justice à ses ennemis. Il a senti sans doute qu'il diminuerait sa gloire en ôtant au mérite de ses Rivaux. Il relève son courage & celui de sa flotte, en faisant l'éloge de la valeur Hollandaise. Mais si la prudence & la vérité lui arrachent cette sorte d'aveu, la honte de s'avouer vaincu peut aussi l'avoir engagé à des omissions artificielles qui trompent souvent autant que de calomnies.

ses assertions. C'est ce qu'il a sûrement fait, soit en omettant le nom des grosses frégates qui équivalaient presque à des vaisseaux de guerre dans le combat, soit en diminuant le nombre des morts. Ce nombre se trouve en effet, suivant les relations particulières, beaucoup plus grand qu'il n'est marqué dans la lettre Ministerielle du Sieur Parker.

Il faut être vrai. On ne saurait regarder ce combat comme une victoire d'aucun des deux partis. Si les Anglais n'ont pu réussir dans le dessein de conduire dans leurs ports les trophées d'une brillante victoire; ils ont du moins obtenu l'avantage d'avoir forcé notre flotte à discontinuer son voyage, en rentrant dans les siens. Il est vrai que cet avantage est un pur effet du hazard; les Anglais se trouvant près de leurs côtes vers lesquelles ils dirigeaient leurs cours, ont gagné en y arrivant aisément. Mais les Hollandais, sortis de leurs ports pour une destination éloignée, ont perdu en se voyant obligés d'y rentrer.

D'après ces divers détails, il est facile d'apprécier la gloire due à chacun des deux partis, pour que le siècle présent y trouve une leçon instructive & les siècles futurs un tableau fidèle. Après avoir ainsi montré notre impartialité, il nous est sans doute permis d'entrer dans certains détails qui font un honneur particulier au pays dont nous sommes citoyens.

Qu'on se figure vingt de ces masses mobiles & flottantes que le génie de l'homme a osé suspendre sur les abîmes, hérissées de tous côtés de bouches d'airain qui vomissent le fer, la flamme & la mort. Cette horrible mêlée dura près de quatre heures; grand nombre de combats, livrés depuis le commencement de la guerre entre de plus puissantes flottes, n'ont rien offert de semblable. C'est à l'Amiral qu'est due la gloire d'une si périlleuse journée: la ligne de la bataille, la disposition des forces, les changemens qui doivent soutenir le navire qui plie ou appuyer celui qui commence à triompher, viennent de son génie & de ses lumières. Mais il ne
peut

peut disconvenir qu'il a été puissamment secondé par l'ardeur des équipages. Puisque nous écrivons pour l'instruction des contemporains & de la postérité, nous ne déguiserons pas que si cette ardeur eût encore été plus facile à diriger, l'issue eût été plus favorable & la perte moins grande. Le vaisseau monté par le brave Zoutman, quoiqu'il ne fût que de 68 canons, soutint d'abord le choc de celui de l'Amiral Anglais, monté de 78 qui ne tarda pas à être renforcé de la *Princesse - Amélie* de 80 ; pendant plus de deux heures il effuya tour à tour le feu de ces deux colosses flottans. Kinsbergen s'est signalé par la discipline que son équipage a observée : la docilité, la précision, le calme, avec lesquels on obéissait à ses ordres multiplièrent, pour ainsi dire, les procédés de son navire. Il eut la gloire de mettre deux vaisseaux Anglais hors de combat & de sauver la frégate l'*Argo*. Sa conduite a été le triomphe de la manœuvre ; c'est l'art de donner dans un combat, à son navire, avec la plus grande rapidité & la plus exacte précision, & toujours à propos, la situation la plus avantageuse pour attaquer ou éviter l'ennemi. C'est l'étude la plus importante d'un Officier de mer. C'est la manœuvre qui décide presque toujours la victoire.

Il faut, cependant, avouer que c'est l'expérience qui donne cet avantage & que cette expérience doit être du côté de la Nation la plus accoutumée à gouverner de grands navires de guerre & à livrer des combats. Nouveau trait à remarquer en faveur des Anglais. Nouvelle preuve qu'on ne saurait trop s'accoutumer dans les tems de paix aux manœuvres nécessaires dans les guerres & que les campagnes que le brave Kinsbergen a faites chez l'Etranger n'ont pas été perdues pour la Nation. C'est en servant sous Turanne que l'immortel Duc de Marlborough apprit à battre les Français.

Le courage des diverses Nations prend une teinte du caractère propre à chacune. La vivacité du Français éclate dans sa manière de combattre, pleine de
feu

feu & de hardiesse. L'impétuosité bouillante de l'Anglais paraît aussi dans ses attaques , aussi ardentes qu'opiniâtres. Mais les Hollandais, plus flegmatiques, conservent jusques dans l'ardeur des combats, ce sens-froid qui caractérise la Nation. Pendant que les autres peuples cherchent à noyer, dans l'ivresse du courage, l'idée de la mort, frappant de tous côtés ses victimes, le Hollandais fait l'envifager d'un œil sec : il ne pense qu'à son devoir : il ôse même affronter la mort la plus certaine ; nos annales sont remplies de traits de nos marins qui ont mieux aimé périr en faisant sauter leur navire que de se rendre à l'ennemi. Telle a, sans-doute, été la cause de la perte de cet Armateur (*) qui, combattant un Anglais à forces inégales & ne pouvant plus choisir qu'entre le fer & la mort, a préféré ce dernier parti à celui d'être conduit en triomphe en Angleterre. C'est, dit-on, le *Dappere Patriot*, un de nos premiers Armateurs, qui a donné cet exemple affreux de désespoir héroïque. Peu s'en est fallu que le *Bataavier*, commandé par le Capitaine Bentinck, n'ait, dans la bataille avec l'Amiral Parker, donné le même exemple à l'univers. Le Baron avait, dans le commencement de l'action, reçu la blessure funeste qui devait terminer sa glorieuse carrière. Son vaisseau était foudroyé par le feu de deux navires Anglais de force supérieure : le Capitaine en second, se voyant dans le plus grand danger, fit demander les ordres au jeune héros qui se mourait : il reçut pour réponse qu'il devait tout risquer & périr plutôt que de se rendre. Ses gens avaient déjà prévenu cette réponse. Tous avaient unanimement déclaré qu'il ne fallait jamais se rendre & s'ensevelir dans les flots plutôt que de fuir devant l'Anglais.

Le Capitaine Dedel mérite les plus grands éloges ; la mort s'est longtemis présentée à ses regards avec toutes les horreurs qu'elle entraîne sur le plus terrible des élémens. L'état déplorable de son vaisseau

at-
(*) Il combattait le *Cameleon* navire du Roi le 15 d'Août.

attestait son courage ; qu'on se représente ce Capitaine, après la plus sanglante journée, voyant les flots entrer de tous côtés dans son navire, s'élever jusqu'au milieu des deux ponts, dans une nuit affreuse, dont un tonnerre épouvantable & de fréquens éclairs augmentaient l'horreur, obligé de se sauver avec son équipage sur de frêles bâtimens & d'y abandonner des blessés que le danger pressant empêche de sauver. Telles sont les suites douloureuses des fureurs de l'homme contre son semblable. Encore la Nation regarde comme un avantage que cette perte ainsi prolongée ne puisse offrir un trophée à l'ennemi. Le vaisseau du brave Dedel périt ; mais la Hollande triomphe. Car c'est triompher que d'avoir soutenu le combat contre des forces supérieures par la nature des vaisseaux, le nombre & le calibre des canons, sans parler de l'avantage des vents qui, dans les combats de mer, sont d'un si grand poids ; & surtout d'avoir vu l'ennemi abandonner le premier le Champ de bataille. Il est vrai que les Hollandais n'étaient gueres en état de le garder longtems ; mais les Anglais n'étaient pas mieux traités : aussi l'Amiral Parker n'a pas été insensible à cette espece de défi ; il a fait un effort pour renouer sa ligne ; mais le signal qu'il a donné, n'a été répondu que par autant de signaux de détresse qu'il avait de vaisseaux. Pendant que les Anglais se voyaient ainsi réduits à la douloureuse nécessité de reculer ; on voyait les Hollandais prouver, par leurs acclamations, qu'il ne leur manquait que l'avantage du vent, pour aller à la poursuite. On les voyait monter les uns par les sabords, les autres par les haubans, le sabre à la main, criant à l'ennemi qu'ils avaient encore des boulets à son service, pour le payer de tous les outrages qu'il avait fait au pavillon de la République.

Quoiqu'il ne soit rien transpiré de particulier sur les autres vaisseaux de ligne, commandés par les Capitaines van Braam & Braak ; on fait qu'ils n'ont pas soutenu des attaques moins vives que les
au.

autres : le nombre de leurs morts & blessés, l'état de leurs vaisseaux, en font des preuves frappantes.

Jeune & vaillant Bentinck, qu'il me soit permis, avant de terminer ce récit, de répandre quelques fleurs sur ta tombe ! Bentinck ! à ce nom tous les cœurs sont émus, surtout ceux qui ont connu cette aimable franchise, ces graces naturelles, cet air martial, tous les talens du corps & de l'ame, que la nature t'avait prodigués. Cette beauté mâle, cette taille avantageuse, cette force extraordinaire, semblaient nous rappeler les Hercules & les Thésées que les siècles héroïques admiraient : avantages qui paraissent devenir tous les jours plus rares ; soit que l'espece humaine s'altère d'âge en âge, soit que cet affaiblissement ait pour principe l'oubli de ces exercices vigoureux qui faisaient autrefois une partie essentielle de l'éducation. Hélas ! tous ces avantages extérieurs ne seront bientôt que poussière : il ne restera plus que la mémoire de tes services & de tes talens : mais ce souvenir sera éternellement cher à la Patrie : il animera le cœur de nos guerriers ; il entretiendra jusqu'à la dernière génération la flamme sacrée du Patriotisme : ton ombre sanglante sera toujours présente à leurs yeux, les excitera à la vengeance, à la gloire, en un mot à l'amour de la Patrie qui est la source de toutes les vertus.

Peut-être quelque tendre amante se préparait à entrelasser de myrthes la couronne de lauriers que tu allais cueillir au service de la Patrie. Le danger que tu aurais couru, la gloire que tu aurais remportée, t'auraient rendu encore plus cher, plus aimable à ses yeux. Les belles aiment les héros : le sexe le plus faible & le plus timide semble chercher un appui dans le courage & la force de l'autre.

Hélas ! Jeunesse ! Graces ! Beauté ! Force ! tout est moissonné avant le tems par l'impitoyable faux de la mort. Généreux Bentinck, tu l'as vu, d'un œil tranquille ; s'avancer par degrés : elle t'environnait de ses voiles & ton courage survivait aux restes de ton corps qui tombait en lambeaux. Tu ne désirais
la

la vie que pour employer le bras qui te restait au service de la Patrie : des parens, des amis, une sœur tendre & chérie fondaient en larmes autour de ton lit de douleur ; & de ta bouche défigurée, & à demi glacée sortaient encore pour eux des paroles de consolation. Lorsque tes yeux furent pour toujours fermés à la lumière, qui d'entre nous n'a pas été attendri ? *Il est mort.* À ces mots tous les citoyens, ceux même qui ne connaissaient que ton nom, ne purent se défendre d'une douloureuse sensibilité. Une foule innombrable s'est empressée d'honorer ton convoi funebre ; & ta tombe, placée à côté des héros morts en servant la Patrie, sera longtems arrosée de nos pleurs.

Indépendamment du tribut payé ici bas aux héros, l'Être suprême ne les laisse pas, sans doute, sans récompense. Il est trop indulgent pour s'irriter de ces erreurs légères qui ne changent rien au système qu'il a établi. Bentinck ! ton ombre généreuse voit dans ces séjours d'une éternelle félicité, l'illustre & vaillant Macartney dont les Anglais pleurent la perte avec autant d'amertume que nous avons pleuré la tienne. Il n'y a plus de rivalités, d'inimitiés dans les célestes régions. Vos deux ombres ne gémissent-elles pas en voyant chacune des deux Nations chercher à noyer sa douleur dans l'idée que la mort de l'un de vous répare celle de l'autre ? L'homme est donc le plus grand ennemi de l'homme ! Nations, que tant de liens devraient réunir, jusqu'à quand aurez-vous le fer levé pour le plonger dans le sein l'une de l'autre ?

Cette ardeur destructrice, que le Patriotisme consacre & que la Philosophie n'envisage qu'avec horreur & dédain, n'est pas encore prête à se ralentir. Cet enthousiasme, si juste quand il s'agit de défendre son existence & son honneur, passe dans toutes les classes des citoyens. Tous s'empressent de faire passer des secours aux blessés transportés dans les aziles de l'humanité. Je n'oublierai pas, dans cette occasion, le trait d'une femme de la populace, qui montre à quel point le Patriotisme est exalté dans la République & surtout à Amsterdam.

sterdam. Elle allait voir son fils qui se trouvait au nombre des blessés portés à l'hôpital. „ Cou-
 „ rage , je te félicite d'avoir répandu ton sang
 „ pour la Patrie ” dit elle en le voyant : „ elle sera
 „ pour toi une nouvelle mere qui ne t'abandon-
 „ nera pas dans cet état , ” ajouta-t-elle , „ en
 „ appercevant qu'il avait perdu le bras. ” Il m'en
 „ reste encore un pour la servir , „ reprit aussitôt
 le jeune homme. „ J'espère pouvoir encore l'em-
 „ ployer contre ses ennemis ? „ Bon ! Bon ! ” s'écrie
 alors cette courageuse mere. „ Et moi je jure ,
 „ que si l'on veut équiper un bâtiment monté par
 „ des femmes , je serai la première à voler à
 „ bord. ” Cette femme est octogénaire. Est-il , dans
 les annales de Sparte ou de Rome , un trait supérieur à
 celui-là ? O Patrie ! objet de l'amour des cœurs
 libres & sensibles , qu'il est doux de faire sur tes
 autels le sacrifice de ses jours ! Ce sentiment
 paraît un délire aux esprits froids & raisonneurs.
 Mais que sont dix , vingt , trente , quarante an-
 nées de plus ou de moins de cette périssable exis-
 tence ? Quelle est pénible à celui qui voit sa
 Patrie couverte d'outrages , & prête à périr ! Quel
 sacrifice doit-on craindre de faire , pour lui rendre
 la gloire & le bonheur !

*La suite au N^o. prochain , & la Lettre à l'Au-
 teur de la feuille hebdomadaire intitulée le Po-
 litique Hollandais par un vrai Hollandais ; avec
 la Réponse.*

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement , tous les
 Lundis à Amsterdam , chez J. A. Crajensschot ; à Haar-
 lem , chez Walree ; à Leide , chez Luzac & van Damme ,
 & Les Freres Murray ; à la Haye , chez P. F. Goffe , J.
 van Cleef , van Drecht & La Veuve Staatman ; à Gouda ,
 chez Van der Klos ; à Rotterdam , chez Bennet & Hake , & J.
 Bronkborst ; à Dordrecht , chez Blussé ; à Deventer , chez
 Leemborst ; à Groningue , chez Huyzingh ; à Nimegue ,
 chez Van Goor ; à Arnhem , chez Troost ; à Bois-le Duc ,
 chez J. H. Pallier , à Hambourg , chez J. G. Virchaux
 & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On
 trouve chez l'Éditeur de ces feuilles. *L'Amériquiade*
Poëme ; 6 sols & Voltaire reçu aux Champs élysées
par Henri quatre , Estampe allégorique.

L E

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXI. LUNDI, ce 10 SEPTEMBRE, 1781.

CHAPITRE XXX.

LETTRE à l'Auteur de la Feuille Hebdomadaire intitulée le Politique Hollandaïs, par un vrai Hollandais (non sur des objections mal fondées; mais sur des passages qu'on prétend mal traduits.)

M O N S I E U R,

Comme j'avois souhaité, dès la lecture du fameux mémoire intitulé *Politiek Vertoog*, en admirant le ton que l'Auteur s'étoit donné dans cette fastueuse production, de voir une réfutation modérée & complète de ses maximes, je reçus avec empressement celle de vos feuilles dans laquelle vous commencez à vous ériger en adversaire contre lui. Cependant, quoique par certaines raisons qu'il n'est pas nécessaire de détailler, je me sentisse porté à juger la réfutation que vous avez annoncée très-désirable, pourvu qu'elle fût entreprise par une personne habile dans la discussion des affaires qui regardent notre politique, je vous assure que malgré la préoccupation dont j'étois imbu dans ce sens, l'ardeur à vous lire se rallentit d'abord en parcourant les premières lignes de votre écrit. Quoi donc! me dis-je à la première réflexion, un écrivain qui jouit déjà des plus grands applaudissements donnés par prédilection à ses ouvrages, ce sublime écrivain auroit-il besoin pour s'assurer du succès de ses productions, de commencer par un début si choquant en accablant son adversaire d'injures? Je veux croire, Monsieur, qu'ayant trouvé la lecture du *Politiek Vertoog* si pénible, vous ayez envisagé la tâche

TOME II E que

que vous vous êtes imposée comme devant être plus pénible encore. En ce cas que doit-on attendre de votre mauvaise humeur ? Il seroit peut être à souhaiter que vous en eussiez déjà assez de dégoût, pour n'en pas causer davantage à ceux qui continueront à lire vos feuilles hebdomadaires. Pourquoi en imposer d'abord en disant qu'on ne sauroit défendre une mauvaise cause avec plus de pesanteur & de mauvaise foi, que l'auteur qui nous a accablé de son gros livre, le *Politiek Vertoog* ? En vérité, Monsieur, vous ressemblez à ces réfutateurs d'opinions hérétiques en théologie, qui, parlant tout seuls en chaire, pensent qu'on leur tienne compte des injures dont ils accablent ces opinions, & qui même dans leurs écrits ne rougissent pas d'étayer la prétendue vérité par ces subterfuges pusillanimes. Pourquoi reprocher à l'auteur du *Politiek Vertoog* la longueur de son livre : comme s'il n'étoit pas plus convenable à la grandeur du sujet de le traiter avec toute l'érudition dont on se sent capable, que de la transformer, faute de lumières, dans des brochures superficielles ? Si vous eussiez mieux aimé à lire & à réfuter des feuilles volantes, qu'un traité où il paroît que l'auteur a été rempli de la dignité de son sujet (*); vous savez, Monsieur, qu'il y en a de toute sorte & de tout calibre dans les circonstances présentes, parmi lesquelles vous n'auriez eu qu'à choisir ; mais je vous crois trop sensé pour le penser sérieusement, & j'aime mieux vous croire un peu de cette mauvaise foi d'écrivain, dont vous avez cru appercevoir le joint (avec la pesanteur des matières dans le *Politiek Vertoog*).

Mais Monsieur ! Pour prouver que l'auteur s'étoit rendu coupable de mauvaise foi, en tâchant de mettre sous les yeux, non de la populace ignorante, mais des personnes de distinction & d'un certain rang, qui sans doute sont le plus à même d'en juger, un traité des plus solides, étoit il nécessaire de tant d'insligations à l'égard de son caractère ? Etoit-il nécessaire de secouer la poussière de quatorze mille volumes, parmi lesquels, si je vous comprends bien, il y en a eu qui ont montré le goût universel de leur possesseur ? *Je pense que toutes vos reflexions personnelles paroîtront encore plus méprisables aux yeux de celui que vous attaquez, qu'aux miens : sans cela je m'y aurois intéressé peut-être, quoique je ne le connoisse nullement en particulier.*

Je

(*) C'est sans doute une idée nouvelle qu'un livre a plus de dignité à proportion de son poids & de son volume : cela rappelle M^{de} la Baronne de Thunder-ten-Tronckh dans *Candide*.

Je n'entre pas en discussion, si le mérite du *Politiek Vertoog* souffre aucun rabaissement, en vertu des qualités d'esprit que vous supposez à son auteur, qui semble n'avoir cherché que de faire éclater du bon sens & de la fermeté dans le fil de ses raisonnements. J'examine encore moins s'il est parvenu à cette fin, & si l'état des choses doit être considéré sous le point de vue où il les met : c'est ce que je souhaite de voir vérifié, ou bien dueiment réfuté par des explications qui n'aient pas même l'ombre de partialité. Je n'ai pas dessein de vous décourager de votre entreprise : je doute même, comme je l'ai déjà insinué, que le *Politiek Vertoog* soit à l'épreuve de la pénétration de gens qui voudront faire servir leurs lumières à découvrir ses défauts. Je n'ai en vue que de vous faire sentir l'inconvénient où vous vous êtes jeté, en débutant de la manière que vous avez fait, & de vous prier de faire quelque attention aux indications que je prendrai la liberté de vous donner, concernant quelques passages, par où il paroît que vous n'avez pu suivre fidèlement le récit de l'auteur, faute de savoir assez bien la langue Hollandaise.

Vous m'accorderez bien, Monsieur, qu'il ne tire pas à conséquence si je ne m'exprime pas d'une manière élégante, ni même grammaticale en François. Je ne suis qu'un Hollandais, Monsieur ! soit dit à l'écrivain célèbre qui a fait l'honneur aux Hollandais d'écrire l'histoire de leur pays, & qui, s'il daigne en donner un jour la suite, n'aura qu'à se louer, j'espère, des beaux traits que la conduite & la caractère des Hollandais lui auront fournis. Je pourrai donc attendre de vous une indulgence pour les fautes du stile que je ne vous accorderois pas volontiers pour les bévues de traduction.

En sautant pag. 7. l. 2 de dessous, où il y auroit dû être qui avoit engagé la ville &c. & tous les endroits de cette nature, il me tombe premièrement sous les yeux l'endroit pag. 8. l. 49 où vous faites rapporter l'auteur du *Politiek Vertoog*, comme si Wagenaar eût dit que le Prince d'Orange „ menaça de mettre en usage son droit d'interposer son „ autorité pour étouffer les disputes élevées dans le sein de „ l'état.” Les paroles du Prince Stadhouder dans la citation du mémoire, lesquelles vous pouvez avoir voulu suivre, sont : „ qu'il n'ignoroit pas qu'il étoit obligé de présenter sa médiation aux différends des membres, mais qu'il „ se croyoit obligé également de soutenir le droit que chacun des membres avoit de ne pas souffrir que son opi-

„ *nion fût prédominée par celle des autres membres.*” Arrangez, s’il vous plaît, ces paroles en bon François, mais sans faire mention d’aucune menace, d’aucun droit ni d’aucune autorité du Prince Statboudier : vous pourrez juger alors de la différence du sens qu’elles portent, d’avec celui que vous leur avez donné.

Pag. 12. Vous avez bronché contre une expression qu’il faut que vous trouviez bien énergique en Hollandais, puis-que vous employez tant de termes pour en exprimer le sens. Ne pourroit on pas le rendre ainsi : *Autrement chaque régent, chaque membre de l’état (combien davantage donc tous les bourgeois & sujets sans charge) doit prendre &c.* Au reste pour consoler les bourgeois de ce qu’il ne vaudroit pas la peine de parler d’eux (ce que l’auteur n’a pas dit) vous faites une petite digression en note, par laquelle il faut croire que vous comptiez de faire poliment un petit compliment à leurs femmes. Pour ce qui est de concilier cette expression de l’auteur avec celle que l’on trouve immédiatement après, je suis persuadé que l’on le pourra faire sans mon secours à présent.

Il est nécessaire, dit ensuite l’auteur, que nous rejettons loin de nos regards les inconvénients qui peuvent résulter quelques fois de la constitution présente, qui demande absolument le Stadhouderat, quand ce ne seroit que par crainte de pis, & que sur-tout nous ayons toujours de la considération pour le caractère personnel des Stathouders, c’est à dire, une affection vive, une estime sincère, & que nous cherchions à inspirer ces sentiments à autrui, chacun à ceux qui lui appartiennent, sans soupçon, sans défiance, sans avoir de perpétuelles allarmes, COMME SI LES STADHOUDERS AVOIENT EN VUE D’AUGMENTER LEUR AUTORITÉ ET DE RETENIR LA LIBERTÉ.

Ô Monsieur ! Pourquoi m’avez vous donné lieu d’indiquer cette dernière expression par des lettres capitales ? N’avez vous pas fait imprimer avec un caractère distinctif, que l’auteur du *Politiek Vertoog* a dit : *qu’il convient que nous cherchions à augmenter l’autorité des Stadhouders, & à diminuer la liberté ?* Je vous proteste que ç’a été cette surprenante retorsion qui m’a fait prendre la plume, pour en avertir ceux de vos compatriotes ou des étrangers, qui n’entendant pas le Hollandais, comptent de pouvoir se fier à votre fidèle récit, par lequel vous vous proposez, pag. 7., de ne rien ôter à la force des raisons de votre adversaire. Je
pour

pourrois croire qu'en y ajoutant vous avez eu en vue de renchérir sur la présomption de celui-ci, comme vous le donnez à sous-entendre à la fin de votre feuille. Quoi qu'il en soit, comme je ne puis savoir quel usage vous prétendez faire des expressions que vous imputez si inconsidérément à l'auteur du *Politiek Vertoog*, je compte que s'il s'en trouve dans la suite de votre réédition, qui trahissent de même votre incapacité à lire votre auteur, mon dégoût à les lire, pourra fort bien être soutenu par l'indignation : mais qu'il vous pourroit être plus utile & vous procureroit plus de lecteurs, si vous ne m'obligiez pas à continuer mes remarques.

J'ai l'honneur d'être &c.

R É P O N S E.

M O N S I E U R,

Je me suis toujours piqué de bonne foi. Je puis, dans ma conduite ainsi que dans mes écrits avoir donné dans quelques-uns de ces écarts qui échappent à la faiblesse humaine. Content de ne rien écrire ni faire qui blesse la bonne-foi & la probité, je n'ai jamais aspiré à la gloire d'être mis au rang des saints ou des hommes infaillibles : je fais aussi que dans la société il y a des règles & des devoirs qu'on ne peut franchir sans s'exposer, si non à l'animadversion des loix, du moins au mépris des honnêtes gens qui, dans les cœurs encore susceptibles de remords, est une pointe encore plus cruelle que les flétrissures publiques.

C'est s'exposer à ce mépris que d'adopter dans ses écrits des principes qu'on dément dans sa conduite ; que de persécuter après avoir prêché la tolérance. Il est de la plus méprisable lâcheté d'attaquer par l'autorité supérieure ceux qui n'emploient d'autres armes que l'éloquence des paroles ; de vouloir sévir contre les personnalités injurieuses après les avoir employées le premier. J'ai promis, il est vrai, de m'interdire les personnalités ; mais si celui dont j'atta-

que les écrits, se produit en personne dans laquelle : est-ce ma faute, si les coups tombent sur son corps ? Ne s'est-il pas, de gayeté de cœur, exposé à des désagrémens personnels ? Si la conduite particulière d'un homme peut former un préjugé contre ses écrits, c'est sans doute dans un pareil cas ; dans un cas, dis-je, où l'Auteur est supposé avec raison changer d'étendard suivant ses intérêts, & n'offre rien de constant que l'ardeur à vouloir, sans délicatesse sur le choix des moyens, imposer silence à quiconque ôse publier des principes différens des siens. Je déteste l'intolérance assez ordinaire aux Ministres des Religions dominantes ; mais quand elle se borne à des écrits polémiques, je ne crois pas qu'on puisse leur répondre autrement que par des écrits.

Vous supposez, Monsieur, que je suis un Auteur jouissant déjà des plus grands applaudissemens : vous me prenez, quoique très gratuitement, pour quelque écrivain célèbre qui aurait écrit l'histoire de ce pays : d'après l'estime que vous paraîsez avoir conçue pour cet écrivain célèbre, que penseriez-vous d'un Régent qui l'aurait confondu avec ces folliculaires faméliques dont l'ignorance trahit la cause méprisable qui leur met la plume à la main ? Que penseriez-vous du même Régent : s'il avait voulu bannir cet Auteur, parce qu'il avait ôsé se défendre ; quoique sans recourir à des personalités, puisqu'il ne reconnût son agresseur qu'à la menace du bannissement ? Que penseriez-vous du même Régent, d'avoir voulu étouffer le *Politique Hollandais* ; pour avoir rapporté innocemment cette anecdote ? Que diriez-vous de ce même Régent d'avoir recours aux plus vils artifices, pour faire sévir contre les libraires auxquels il attribuait la distribution de cette feuille ? L'anecdote est trop piquante pour être passée sous silence. Un nommé Winter vint, dernièrement, chez le libraire Wild, lui demander des numéros du *Politique Hollandais*, feuille Française & par conséquent prohibée comme très dangereuse pour la Bourgeoisie d'Utrecht. Le dit Winter venait, disait-il, de la part de quelques étrangers, logés

à l'hôtellerie du *Nouveau Château d'Anvers*. Le libraire, homme pénétrant & rusé, se défie de ce message; il affecte de dire hautement que cette brochure est un ouvrage défendu; & qu'indépendamment des suites afflictives, il est un citoyen trop docile pour manquer au respect dû à ses Magistrats, qui ont cru de leur sagesse de défendre l'entrée d'une production aussi monstrueuse. En même tems, il presse le messager d'amener ces étrangers dans sa boutique; celui-ci, craignant de se trahir, le lui promet; mais comme il était incapable de tenir sa promesse, le Sieur Wild le fait citer en justice & le force à confesser qu'il était venu de la part d'un Membre du Conseil & Echevin-Régent. On dit même qu'il a nommé Mr. van Goens; mais cela n'est gueres croyable. On assure du moins que l'instigateur était présent à cette scene, une des plus piquantes que l'imagination la plus romanesque pourrait jamais créer. On dit que le libraire demanda alors ou que l'instigateur fût puni comme infracteur d'une interdiction à laquelle il avait eu part; ou comme une de ces ames de boue qu'un vil intérêt engage à de lâches délations; ou comme un ennemi perfide qui n'ayant pu le faire tomber dans ce piège, pourrait avoir recours à d'autres moyens pour le perdre.

Je n'assure point que Mr. van Goens soit l'Auteur du *Politiek Vertoog*. Vos libraires, Messieurs Bennet & Hake, qui ont débité & annoncé publiquement cet ouvrage, sont plus que moi en état de vous instruire à cet égard.

Je demande seulement quel ménagement peut mériter un homme qui n'en a pour personne, qui transforme la plus respectable des fonctions en celle de délateur, ou d'escroc, ou d'ennemi perfide?

Quel ménagement mérite un homme qui traite les courageux de *Capelle* de têtes brûlées?

Quel ménagement mérite un homme qui ne pouvant s'empêcher de rendre hommage à la vertu de Mr. van Berkel, ne laisse pas de l'accuser de Leze-Majesté & de le condamner comme tel à perdre la tête?

Quel ménagement mériterait d'un Auteur qui estime les Nations Française & Hollandaise, celui qui les peindrait comme les plus odieux & les plus vils des peuples ?

Je pense que tout écrivain, quelle que soit sa conduite particulière, ne doit jamais être attaqué que par la plume; tant qu'il n'emploie pas d'autres armes. Mais, lorsque, dans un dispute qu'il a commencée, il a recours aux injures, aux anathèmes, aux proscriptions, aux bas artifices, il mérite sans doute d'être dévoilé : pourquoi ? Parceque sa conduite est liée à ses écrits; & que, quand il s'agit de matières politiques, elle en est souvent la clef. La repréfaille est légitime; elle est nécessaire; elle est même modeste : le mot pour rire ne fait qu'une piqure légère & momentanée : mais une proscription, un bannissement, un emprisonnement, une punition corporelle, peuvent faire le malheur de ma vie & la ruine de mon libraire.

Après vous avoir ainsi exposé le droit que j'ai de rire aux dépens d'un homme qui veut me couvrir de fers ou me percer de traits, je vais vous prouver que je n'ai rien de cette mauvaise-foi d'écrivain que je lui reproche. Vous citez contre moi plusieurs passages où vous insinuez que je veux induire en erreur sur le sens de l'Auteur que j'attaque. Un seul mot suffit pour me disculper de l'imputation de mauvaise foi. Les deux principaux passages que vous me reprochez d'avoir tronqués, je ne me suis pas contenté d'en donner la traduction; j'ai cité les paroles originales en Hollandais. Vous avez dû voir que c'est en général ma méthode, lorsque les passages paraissent délicats. Je puis me méprendre sur le sens d'une phrase; c'est un défaut d'infailibilité; mais je ne cherche point à induire en erreur de propos délibéré; ce qui serait un défaut de bonne-foi; j'ai cru pouvoir l'attribuer à l'Auteur que j'attaquais; parce qu'il est impossible qu'un homme aussi savant ignore les traits d'histoire qui prouvent contre son système.

Je serai toujours disposé à convenir des erreurs que les personnes plus éclairées que moi, peuvent me faire remarquer; je n'hésiterai jamais à revenir des écarts que je pourrai faire dans la carrière immense & épineuse où je me suis engagé: vous m'avez rendu un véritable service en prenant la peine de les relever; & j'avoue que dans la page 72 ci-devant vous avez raison; & que l'Auteur du *Politiek Vertoog* s'est contenté de dire (pag. 25) que nous devons avoir une affection sincère, une confiance entière pour les Statbouders, nous appliquer à inspirer ces sentimens chacun de nous à ceux qui nous appartiennent, sans être dans une défiance & une allarme perpétuelles; comme si les Statbouders avaient en vue d'augmenter leur autorité, aux dépens de la liberté. Mais cela nôte rien au fil de mes raisonnemens; puisqu'ils tendent à prouver que cette défiance & cette opposition sont non-seulement inséparables de la constitution; mais qu'elles y sont utiles & même nécessaires.

Ce que vous me reprochez (page 10 de votre brochure & page 71 ci-devant) n'est pas une erreur. Pour approfondir cette affaire, je ne me suis pas contenté du récit de l'Auteur du *Politiek Vertoog*: j'ai consulté l'*Histoire de la Patrie*, les *Négociations du Comte D'Avaux* & l'*Histoire d'Amsterdam*: D'Avaux Tom. II. dit que le Prince représenta positivement les malheurs terribles qu'Amsterdam s'attirerait par son refus. L'Historien d'Amsterdam (T. I. Liv. XX. pag. 673. de l'*Edition in folio*) met ces paroles dans la bouche du Prince d'Orange *dat het, in een staat als deeze, uit zo veele leeden bestaande, een onverdragelyke grondregel was, dat een lid alle de overigen zou willen regeren... dat hem niet onbewust was, hoe by, in dezelfde boedanigheid, gebouden ware de geschillen onder de leeden te bemiddelen*. Je crois que ces paroles renferment assez clairement une menace; & qu'elles sont de Wagenaar, puisqu'il est l'Auteur de l'*histoire d'Amsterdam*.

Quant à celles-ci, *ik laat staan alle onbeaampde Burgers en onderdaanen*, qui veulent dire en effet, à plus forte raison les Bourgeois sans charge & sujets; on

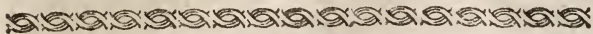
voit bien quelles ne sont pas traduites par ces mots les *Bourgeois sans charge & sujets ne valent pas la peine qu'on parle d'eux* : aussi ai-je cité les termes Hollandais, que je n'ai voulu rendre que d'une manière ironique ; parce que l'Auteur dans un endroit semble vouloir attribuer tous les droits aux seuls Régens ; & que dans un autre il dit que la voix du peuple ne doit pas être comptée pour rien.

Quel ménagement doit on avoir pour un homme qui, sans connaître Mr. de Neufville dont la famille est établie de tems immémorial à Amsterdam, le nomme un étranger, un Français, ou du moins d'une origine Française, un nommé Neufville *enfin*, ourdisseur de cette *trame* le tout en vue d'*attirer à son comptoir* préférablement à tout autre les *commissions en tout genre des Américains*, au mépris des *défenses sévères & réitérées de L. H. P.* ; qui accuse ce négociant d'avoir engagé la République dans la guerre la plus ruineuse, la plus funeste en tout sens avec son plus ancien & son plus *fiaele* allié ?

Quel ménagement mérite un Regent qui passe aux Anglais les plus outrageantes provocations & accumule les torts sur sa propre Nation, non sur le fondement d'aucune iniquité publique, mais sur des plans innocens qu'il s'efforce de présenter sous des traits horribles.

Vous m'obligerez certainement, Monsieur, de continuer vos remarques sur telle erreur que votre sagacité pourrait découvrir dans mes écrits ; je ne cherche que la vérité : me fût-elle apportée par mon plus grand adversaire, je volerais au devant d'elle, pour lui rendre hommage. Pour la faire triompher on ne doit craindre ni le dégoût ni l'indignation. Quant au dégoût, si j'en juge d'après l'air tous les jours plus satisfait du libraire ; il ne paraît pas que vous ayez encore à craindre ce sentiment en lisant ces feuilles. Quant à l'indignation elle ne peut-être occasionnée que par la mauvaise foi : l'erreur involontaire ne mérite que la pitié. Si vous jugez même à propos de me faire passer directement vos remarques, sans les livrer à l'impression ; vous pouvez compter que je les pu-
blierai.

plierai avec la même fidélité. C'est dans ces sentimens de respect pour la vérité & pour tous ceux qui peuvent me donner des lumieres que j'ose me dire &c.



*Fin du Chapitre XXVIII. sur la Bataille navale
des Bances du Dogre.*

Il est étonnant que, dans un pays qui n'a pas son égal pous les établissemens de bienfaisance & de charité, ceux qui, dans le service de la Patrie, ont été mutilés de façon à ne pouvoir plus gagner leur subsistance, n'aient pas d'azile où ils puissent aller finir leurs jours comme en France & en Angleterre. On leur donne une somme proportionnée à la valeur des membres qu'ils ont perdu; mais cette somme consommée, ils ne leur reste plus rien; il faut qu'ils errent le long de nos canaux en mandiant, ou qu'ils préviennent les horreurs de la mendicité en s'y précipitant, ou qu'ils aillent se confondre avec ceux que l'inconduite ou la misere rassemble dans les autres établissemens érigés par la bienfaisante humanité.

Temminck, Hooft, Rendorp, Elias, l'idée sublime de faire disparaître ces inconvéniens est digne de vos grandes ames! Je vois déjà des invitations Patriotiques qui ne se bornent pas au projet d'un hôpital d'invalides, puisque l'on ne projette rien moins que d'assurer des ressources aux veuves & aux orphelins que la guerre fait. J'espère, dans la suite exposer un projet, pour lever les difficultés qui résultent de la nécessité où sont tous les Membres de la République de participer à ces plans de bienfaisance Patriotique.

On sait que la marine des Provinces-Unies est dispersée dans quatre ports différens où sont établies les quatre Amirautés de la Généralité; celle d'*Amsterdam*, celle de *Rotterdam* ou de la *Meuse*, celle de *Zéelande*, celle de *Harlingue* ou de *Frise*. Il n'y a dans cette dernière que des frégates; encore sont-elles nécessaires pour la protection des côtes de cette Province. Il se trouvait en Zéelande quelques vaisseaux de ligne & des frégates; mais leur immobilité est aisée à justifier d'après les alarmes que les Anglais avaient

avaient eu l'art d'y répandre par l'apparence d'une descente. L'inaction de ceux de la Meuse était plus difficile à colorer, à la première nouvelle de la bataille; aussi le bruit s'est-il répandu que les vaisseaux de ce département avaient eu ordre de ne pas partir: les soupçons, dans ces tems de trouble, furent portés si loin qu'on attribuait ce prétendu contre-ordre à la résolution de livrer la flotte d'Amsterdam aux Anglais. Un bruit aussi grave & d'une conséquence aussi fâcheuse n'a pas tardé à être démenti, d'abord par une protestation publique de l'autorité d'où cet ordre devait être émané, ensuite par la publication des témoignages des Capitaines & des Officiers à qui ce contre-ordre devait être intimé, s'il eût existé. Il paraît, d'après leur rapport, que le départ n'a manqué que par le défaut du vent, du tems du soleil & de la lune nécessaires: car la faveur de toutes ces circonstances doit se combiner pour qu'un grand navire sorte de la Meuse. Il faut être vrai dans la relation des événemens actuels; puisque nous prenons, pour les rapporter fidèlement, le tems suffisant pour avoir les éclaircissements nécessaires. Il faut être vrai, dis-je; car, quoique ces feuilles aient plus d'importance par le tems où elles sont publiées que par leur mérite réel: peut-être pourraient-elles tomber, dans la suite, entre les mains de quelqu'un qui voudrait y puiser des lumières pour la connoissance des faits actuels. Aussi ne déguiserons-nous pas que le retard de ces vaisseaux, dont la jonction aurait procuré une victoire signalée & des avantages immenses à la République, peut être attribué à des causes que le zèle de la Patrie ne saurait envisager sans indignation & sans douleur. Il a paru une Requête, d'abord en Hollandais dans la Gazette de Nord-Hollande, puis en Français dans le numero 69 de celle du *Bas-Rhin*. que nous consignerons dans un des Nos. suivans; parce que c'est une pièce authentique.

On voit par cette requête qu'on n'a pas eu besoin de contre-ordre pour empêcher les convois de partir; puisque des causes *inconnues* aux Bourguemaîtres même & aux autres Membres de l'Amirauté de

de Rotterdam, en ont retardé l'équipement; qu'il ne fut donné aux négocians pour préparer leurs navires, qu'un tems que l'on savait ne pouvoir leur suffire; & qu'à la nouvelle du départ du Convoi d'Amsterdam; on ne leur offrit pour le réjoindre que trois petits batimens, l'un de 10 canons, l'autre de 18 & le dernier de 14; escorte trop faible pour être acceptée dans un tems où les mers étaient infestées d'armateurs ennemis.

Ainsi se vérifie le desir des Anglais de ne faire la guerre qu'à la ville d'Amsterdam. Elle seule joue un rôle, dangereux, mais brillant. Elle seule vient de rendre à la République son ancienne splendeur & montrer aux Nations qu'elle n'avait pas encore perdu son énergie. Si donc les forces navales d'une seule de nos villes ôsent ainsi se mesurer avec l'Angleterre; que sera-ce quand la persuasion progressive des esprits & la nécessité du danger commun auront ramené l'harmonie & l'union. Qu'il soit permis de remarquer ici qu'Amsterdam ne serait pas la seule ville maritime qui aurait lutté contre de grandes Puissances. Venise, Lubeck, Dantzich, ont, dans les tems modernes, soutenu des guerres contre plusieurs Etats ligüés. La Rochelle a tenu tête à toutes les forces du Roi de France, quoique ce Monarque fût encore assisté du secours des Provinces-Unies. Amsterdam est actuellement, dans un cas encore plus favorable; ayant une cause commune avec les ennemis nombreux de l'Angleterre. Si toute la République n'était pas entrée dans sa querelle, ce serait une question singulière d'examiner si Amsterdam étant, par des incidens inexplicables, exposée toute seule aux traits hostiles du ressentiment Britannique, elle n'aurait pas, outre le droit de se défendre qu'on ne peut lui contester, également celui d'attaquer? Il serait curieux d'examiner la maniere dont on disposerait des conquêtes qu'elle pourrait faire en son particulier.

Mais, dans un tems où les bons citoyens doivent s'appliquer à réunir tous les esprits dans les mêmes opé.

opérations contre un Ennemi commun, dans un tems où tant de mal-intentionnés veulent faire passer la pusillanimité pour prudence, de pareilles questions sont hors de saison. Un Auteur Patriote ne doit rien oublier pour montrer la nécessité des mesures unanimes & vigoureuses. Il ne saurait trop exhorter ceux qui ont voulu jouer le rôle ridicule de Rivaux d'Amsterdam, à abandonner la guerre qu'ils ont déclarée à quelques barbouilleurs de papier, qui ne peuvent changer l'opinion publique, & à jouer un rôle plus noble & plus important; en portant tous leurs efforts vers les véritables ennemis de la Patrie au dehors.

Il ne s'agit plus de questions polémiques. Il s'agit d'une attaque sérieuse & générale que nous essayons. Les Etats-Généraux, toutes les Provinces de l'Union ont épousé la querelle. Nous aurions beau dire aux Anglais : vuidez avec Amsterdam les disputes que vous pouvez avoir avec cette ville; ils seront sourds à ce langage; ils ne feront aucune distinction; tout bâtiment sorti d'un de nos ports indistinctement sera de bonne prise. Aussi a-t-on justement remarqué (*) qu'il n'y a que des ennemis secrets de la Patrie qui puissent prévenir actuellement le Peuple contre la ville d'Amsterdam. Nous devons développer tous nos efforts pour soutenir avec gloire la querelle où nous sommes engagés & prévenir les suites qui résulteraient de l'indolence & de la désunion. La querelle est devenue commune: la honte, ainsi que l'honneur, réjaillira donc sur la Nation entière. La Providence semble combattre pour nous. Encore un effort & nous verrons la fierté de l'ennemi s'ébranler. Il ne faut pas se former des idées chimériques. Il ne faut pas croire que les Anglais rendront les établissemens qu'ils ont pris; à moins qu'ils n'y soient forcés par la victoire ou par des équivalens. La paix ne dépend que de l'Angleterre. Tant qu'on ne lui portera pas des coups sensibles, on verra la
guerre

(*) *De Post van den Neder-Rhyn*, No. 32.

guerre traîner en longueur ; les canaux de notre commerce s'obstrueront peu à peu , & les sources de nos richesses se tariront. Cette dernière action nous fait un honneur infini ; mais c'est une erreur grossière ou un mensonge insidieux que d'avancer que ce coup étonnera les Anglais & les rendra plus dociles à un accommodement. Ils ne sont pas hommes à faire des cessions gratuites.

Hélas ne résulterait-il donc rien de tant de gloire acquise & de tant de sang répandu ? Oui, on en voit déjà de salutaires effets. Cette action donne une grande prépondérance à la ville d'Amsterdam. Les autres Membres du corps politique se piqueront aussi d'entrer dans le rôle brillant qu'elle joue. Cette louable rivalité passera dans toutes les parties de la République. Tout le monde sentira que , dans un tems de guerre avec l'Angleterre , c'est trahison que de proposer des plans favorables au système Anglais ; & c'est ici qu'il convient de remarquer que le Mémoire de la ville d'Amsterdam contre le Duc de Brunswick a produit les plus heureux effets. Quand il n'aurait fait qu'intimider ceux qui auraient eu intérêt à empêcher le départ de nos escadres ; ce serait un grand avantage. Son audace, augmentant par le succès, tiendra les mal-intentionnés dans l'effroi. Quand même, a fort bien remarqué un de nos braves écrivains Patriotes, il serait aussi vrai qu'il est faux, qu'Amsterdam eût donné à l'Angleterre des motifs suffisants d'aggression, ce ne serait pas à présent le tems de traduire cette ville aux yeux de toute la Nation : ce reproche ne peut servir qu'à ralentir l'ardeur nécessaire pour sauver la Patrie des attaques d'un agresseur dangereux. Quiconque, dans ces circonstances, cherche à répandre que la cause de la guerre doit être imputée à la ville d'Amsterdam & non à la Cour d'Angleterre, est un ennemi de la Patrie ; il a beau se targuer du titre de partisan du Prince ; il a beau peindre les vrais Patriotes comme des ennemis de la Maison d'Orange ; c'est lui même qui est le plus
grand

grand ennemi de cette Maison, dont le bonheur & l'éclat sont essentiellement liés au bonheur & à l'éclat de la République. Ce conseil, sorti de la bouche d'un homme qui tient par le sang à cette illustre Maison, annonce le courage, le bon sens & l'impartialité : il est vrai que dans un gouvernement éclairé & légitime, toute vérité est bonne à dire ; mais est-ce une vérité bien évidente qu'Amsterdam soit coupable ? Et, dans un tems d'orage populaire où de pareilles assertions sans preuve suffisante, peuvent devenir fatales au calomniateur, n'est-il pas très-imprudent de les hasarder ? Le peuple fera toujours contre l'ennemi public de la Patrie & contre ceux qui passent pour le favoriser. Dans une crise violente, ces derniers seraient les premières victimes qu'il immolerait à la fureur de son ressentiment.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez *J. A. Crajenschoot* ; à Harlem, chez *Walree* ; à Leide, chez *Luzac & van Damme*, & Les Freres *Murray* ; à la Haye, chez *P. F. Goffe*, *J. van Cleef*, *van Drecht & La Veuve Staatman* ; à Gouda, chez *Van der Klos* ; à Rotterdam, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkborst* ; à Dordrecht, chez *Blusse* ; à Deventer, chez *Leemborst* ; à Groningue, chez *Huyzingh* ; à Nimegue, chez *Van Goor* ; à Arnhem, chez *Troost* ; à Bois-le Duc, chez *J. H. Pallier*, à Hambourg, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Éditeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées* par *Henri quatre*, Estampe allégorique.

L E

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXII. LUNDI, ce 17 SEPTEMBRE, 1781.

CHAPITRE XXXI.

*Sur les intérêts actuels de la République des Provinces-
Unies des Pays-bas.*

Il est bien difficile, pour peu qu'on soit versé dans les histoires & surtout dans celle de ce pays, de garder son sang-froid, en entendant dire que les Anglais sont nos meilleurs amis, nos alliés naturels. Je ne suis pas surpris que dans un tems, où l'ambition & l'orgueil de Louis XIV, devaient réunir la plupart des autres Etats de l'Europe contre sa dangereuse prépondérance, l'Angleterre ait été représentée comme l'alliée naturelle de la République. Quoiqu'on pût dire la même chose de plusieurs autres Etats qui faisaient alors cause commune avec nous & que des qualifications pareilles perdent beaucoup de leur force à proportion de leur étendue, je veux bien encore accorder que l'Angleterre était dans ce tems-là notre alliée naturelle. Mais que, dans un tems où l'on ne sentait son voisinage ou son existence que par les outrages redoublés qu'elle nous faisait essuyer, que dans le tems actuel où elle nous fait la guerre la plus inique, la plus acharnée & la plus dangereuse, il y ait des Hol-

TOME II. F lan.

landais qui prostituent en sa faveur le nom sacré d'amie & d'alliée , c'est un égarement qu'on ne peut voir sans indignation. Citoyens aveugles ou perfides, vous chérissiez l'ennemi de l'Etat au point de lui donner le nom d'ami ; ne seriez vous pas aussi des ennemis de la Patrie ? Ennemis d'autant plus dangereux que vous vivez dans son sein & que peut-être quelques-uns d'entre vous ont leurs voix dans les délibérations publiques ?

Citoyens aveugles ou perfides, je vous le demande au nom de la Nation, au nom de la raison, au nom de la Patrie, dites à quel titre les Anglais seraient à présent nos alliés naturels ?

Ils sont nos voisins. Et les Français que vous appelez ennemis naturels sont-ils à une distance plus grande de notre territoire ? L'histoire de tous les peuples & l'expérience journalière ne nous apprennent-elles pas que les antipathies les plus violentes ont toujours régné entre les peuples les plus voisins ?

Ce sont nos frères en Jésus-Christ ; ils professent la même Religion que nous. Nous serions exposés à tomber au pouvoir de l'Ante-Christ, si nous perdions leur alliance. Quel rapport y-a-t-il entre la Religion & la Politique ? Celle des Anglais est-elle effectivement la même que la nôtre ? Leur zèle actuel pour la Religion Protestante se porte, il est vrai, jusqu'à détruire les chapelles, les ornemens du culte Catholique & les maisons de ceux qui passent pour les protéger. Mais croyez-vous que le parti opposé à ces fanatiques, le parti le plus éclairé de la Nation, ne nous verrait pas avec plaisir arborer l'étendard de l'Eglise Romaine, si, à ce prix on voulait lui donner les trésors de Notre Dame de Lorette pour remplir le vuide de ses coffres ? Et la Religion est-elle une circonstance essentielle dans une alliance ? N'avons-nous pas été liés aussi étroitement avec des Etats Catholiques ? Les meilleurs alliés des Anglais ne sont-ils pas les Portugais, c'est-à-dire le peuple attaché avec le plus de superstition & d'intolérance aux pratiques de l'Eglise Romaine ?

« Ils exercent la même profession que nous ; ils sont , comme nous , navigateurs & commerçans. Hélas , oui , ils sont , pour notre malheur , navigateurs & commerçans. Nous ne le savons que trop. Si nous voulions l'oublier , ils nous en empêcheraient bien ; oui , nous aurons toujours ensemble les querelles que la jalousie de métier cause perpétuellement entre les peuples comme entre les particuliers. »

Il n'est qu'un seul rapport où l'Angleterre puisse être envisagée comme notre alliée naturelle. C'est qu'elle est intéressée à nous soutenir contre la France , si , jamais , elle avait des projets ambitieux sur notre Etat. Il s'agit de savoir actuellement si la France est pour nous une voisine aussi redoutable qu'elle l'était du tems de Louis XIV ?

La France n'était redoutable autrefois que parce qu'elle ne voyait autour d'elle que des Etats ou énervés , ou faibles , ou mal gouvernés , qui ne savaient pas réunir contre elle une masse de forces supérieures à la sienne. Les choses sont bien changées. Nous avons vu la Maison de Brandebourg , que jadis on distinguait à peine des autres petits Etats de l'Empire , balancer seule les forces combinées de l'Empereur & du Roi de France. La Maison d'Autriche , par la vaste étendue de ses possessions , & surtout par une administration généralement douce , sage & ferme , & tout récemment par d'importantes acquisitions en Pologne , forme une autre Puissance capable de tenir tête à la France. La Russie , qui n'existait pas , joue un grand rôle dans la balance de l'Europe , & peut ajouter un grand poids au bassin où elle se trouve. Il n'y a gueres apparence que l'Angleterre soit désormais gouvernée par des Princes stipendiés , ainsi que Charles II , par un Roi de France ; & qu'un Ministre Britannique dise encore à son Maître ; qu'il vaut mieux être le vassal du grand Monarque de France que l'esclave de ses sujets orgueilleux. Ces observations qu'on pourrait beaucoup étendre , prouvent que les tems ont absolument changé & qu'il faudrait une révolution d'événemens extraordinaires , pour que la France reprenne jamais la même prépondérance & inspire à l'Eu-

rope les mêmes allarmes qu'elle répandit au milieu du regne de Louis XIV. Je dis au milieu ; car la fin de ce regne fut flétrie par d'accablans revers. Louis XIV parlait déjà d'appeler à son secours l'arrière-ban ou la noblesse de ses Etats pour aller s'enfavelir avec elle sous les débris de son trône chancelant. La prépondérance de la France n'a duré que depuis la paix de Nimegue en 1678 jusqu'à la fin du même siècle ; ce n'est qu'un instant comparé à la durée de celle des Romains, de celle de Charlemagne ou de celle de Charles-Quint.

Si nous jetons nos regards sur les mers, nous avouerons, avec notre impartialité ordinaire, que la perspective est un peu différente. Nous ne pouvons croire, avec le méprisable Auteur des *Lettres sur les circonstances du tems présent*, que les Anglais n'ont qu'à paraître pour faire rentrer la marine Française dans le néant. Son alliance avec l'Amérique Septentrionale, ses conquêtes dans les Antilles, sont des bases assez solides pour l'accroissement futur de la marine marchande - qui soutient toujours la marine guerrière. Mais à la paix, l'Angleterre aura sans doute les mêmes avantages ; elle sera toujours une île fertile, une pépinière de marins & de commerçans. Sa puissance ne sera plus, il est vrai, en état de tyranniser les Nations ; mais elle aura toujours assez de pouvoir pour empêcher que la France ne tyrannise à son tour. D'ailleurs que devrait-il résulter des alarmes qu'on cherche à nous inspirer sur les progrès de la marine Française ? Une observation bien naturelle : puisque nous sommes aussi une Puissance navale & même plus navale que terrienne, nous devons créer une marine respectable, pour imposer à ceux qui seraient tentés de nous insulter & pour ajouter un grand poids du côté de ceux avec qui nous ferions cause commune.

Nous n'avons point d'allié naturel en Europe : l'Espagne pourrait le devenir, comme je l'ai déjà insinué : mais ce qui est très-naturel & très-nécessaire, c'est que nous fassions une alliance au moins
pour

pour le moment avec ceux qui ont à combattre le même ennemi. Toute l'Europe s'étonne de nous voir hésiter à prendre un parti si raisonnable ; les siècles futurs s'étonneront surtout que nous n'ayons pas saisi une occasion unique de faire l'alliance , la plus avantageuse & la plus naturelle qui pouvait s'offrir , celle avec les Etats de l'Amérique Septentrionale. Ce peuple qui forme un Empire , tous les jours plus redoutable , n'a cessé de nous tendre les bras ; il nous invite encore par les motifs les plus puissans , non-seulement de conformité de Religion & de gouvernement , bien plus grande que celle que nous avons avec l'Angleterre ; mais encore par tous les intérêts de commerce & de politique qui lient les sociétés , encore plus fortement que tous les autres motifs. Les circonstances actuelles sont sur le point de donner lieu à plusieurs discussions avec les citoyens de cette nouvelle République : nous n'avons pas même pensé à faire des réglemens dans les cas où des vaisseaux des deux Nations réciproques seraient repris sur l'ennemi commun.

Les affaires ne sont plus comme elles étaient du tems de Guillaume III. Il faut donc suivre des principes différens. On ose même assurer qu'en les adoptant , le Prince qui est à la tête de la République pourrait donner à l'Etat , un éclat , une influence aussi grande que celle qu'on lui vit prendre dans la guerre de la succession.

Oui , Illustre & Respectable Chef d'une République libre , la carrière la plus brillante est ouverte devant vous. Vous pouvez jouer un rôle qui rendra votre nom immortel dans les annales de l'histoire & cher à tous les peuples de l'univers. Qu'il soit permis à un citoyen plein d'affection pour vos qualités personnelles & de respect pour l'éminente dignité dont vous êtes revêtu , de vous dire quelques vérités que vous n'entendrez jamais de ceux qui briguent votre faveur : votre meilleur ami est celui qui ose parler avec le plus de liberté. Déposez un moment toutes les insinuations défavorables

ses qu'on ose répandre contre ceux dont le langage conserve une hardiesse Républicaine. Daignez vous représenter que celui qui s'adresse à vous est un descendant de ces vieux Patriotes qui soutinrent la République contre la tyrannie Espagnolle, & qui croyaient avoir, non-seulement en formant des confédérations, mais chacun en particulier, le droit de représenter ouvertement au Souverain dans des tems critiques, ce qu'ils jugeaient utile au bien de la Patrie. La maniere dont un Prince écoute la vérité est la pierre de touche de son caractère.

L'époque où vous vintes au monde fit concevoir les plus heureux auspices à la Nation. Ses vœux vous appelaient avec tant d'ardeur, qu'elle vous reçut comme un enfant du Ciel, comme un bienfait particulier de la Providence. Quand vos qualités personnelles se découvrirent, quand ce front ouvert & serein, ces manieres libres & populaires se développèrent à nos yeux, nous espérames voir renaître les siècles d'or de la République. A considérer la fabrique intérieure de notre constitution, l'opposition des intérêts des Membres divers, & les dangers des prérogatives des Corps Aristocratiques, on ne peut s'empêcher d'avouer que le Stathouderat est l'heureux contre-poids qui tient le tout dans un juste équilibre, & le grand ressort qui donne le mouvement à toute la machine. Dans les disputes, & surtout dans celles où la politique est mêlée, il n'y a que trop de personnes qui donnent dans les extrêmes; mais les citoyens éclairés & justes regarderont toujours le Stathouderat & surtout la réunion de tous les Stathouderats sur une seule tête, comme l'événement le plus heureux qui pouvait arriver à la République. Un seul Stathouder devient le nœud qui resserre les différentes parties de la confédération; le centre où tout aboutit; l'ame qui donne le mouvement aux délibérations dans les périls pressans; la regle qui dirige tous les efforts vers un même but, qui fait un Etat de plusieurs Etats.

Voilà tout ce que peut être & ce qu'est effectivement

ment un Stathouder, quand il suit l'intérêt commun & l'impulsion générale. Prince! Ouvrez les annales de la République qui sont aussi celles de vos prédécesseurs, de vos ancêtres. Vous y verrez que les plus distingués parmi eux, Guillaume I, Guillaume III, & le plus aimable de tous, votre illustre Pere, n'ont donné un tour heureux aux affaires intérieures, que lorsqu'ils se sont bornés à diriger l'opinion Nationale: mais ceux qui ont voulu la traverser, au lieu d'être le nœud, le centre, l'axe & la regle de l'Etat, ont brisé la machine, ou se sont brisés contre elle. C'est au cours de l'opinion populaire que vous devez votre élévation; elle est donc fondée sur la base de la confiance publique.

Les bons citoyens s'appliqueront toujours à maintenir la constitution fondée sur le Stathouderat. Il nous faut un Magistrat suprême dont l'œil actif & pénétrant veille sur la conduite des Magistrats subalternes qui pourraient faire servir l'indépendance où ils sont du peuple à leur intérêt particulier. Il nous faut un Général dont la dignité impose aux gens de guerre & dont la présence & les faveurs encouragent ceux qui servent la Patrie. Un pareil Chef doit donc être lui-même au-dessus du soupçon de suivre un intérêt particulier qui serait opposé aux dispositions générales de la Nation.

Plusieurs fois, votre bouche incapable de seindre a confondu ceux qui avaient osé vous attribuer des principes favorables aux ennemis de l'Etat. Dans la confidence des conversations particulières, ainsi que dans la solennité des Assemblées publiques, vous avez montré toute l'indignation d'un ardent Patriote, également contre tous les Etats dont la conduite vous paraissait injurieuse à la dignité de la République.

Je n'attaquerai point ceux qui soutenaient alors que l'Angleterre n'était pas la Puissance qui nous causait les plus grands maux, & dont les menaces nous annonçaient les plus grands dangers. L'événement ne les a que trop démentis. Sur toutes les plages du globe, nos na-

vigateurs, nos commerçans ont souffert des avanies ruineuses & des humiliations cent fois plus intolérables. Nous n'avons pu défendre nos possessions éloignées; & nous ne devons qu'à la multitude des ennemis de l'Angleterre, le bonheur de n'avoir pas encore tout perdu.

La nécessité de faire sortir notre marine du néant où elle était, où elle est encore plongée, devient donc tous les jours plus grande. Tout projet qui tendrait à retarder cette heureuse opération; à traverser les vœux de la Nation vers cet objet, est donc, actuellement, plus que jamais, hors de saison. Les forces & les trésors de la Nation doivent donc être réunies vers ce seul & grand objet. La manière glorieuse dont nous sommes sortis d'un engagement terrible & dangereux, en montrant ce que nous pourrions faire avec des forces plus grandes, a porté, sans retour, l'attention générale vers un point d'où il serait dangereux de vouloir la détourner.

Peut être convenait-il auparavant de demander une augmentation de forces de terres, combinée avec celles de mer. Mais, actuellement, ce système ne convient plus. Nous n'avons pas trop de nos ressources actuelles pour échapper au danger terrible qui menace les fondemens même de notre existence.

Les Anglais ont osé porter l'imposture (*) & l'audace jusqu'à insinuer que cette guerre était concertée entre les deux Maisons de Hanovre & d'Orange, pour amener une révolution dans notre gouvernement. Ces ennemis présumptueux s'étaient flattés d'un soulèvement général qui favoriserait leurs idées chimériques & leurs projets ambitieux. Vous ne sauriez donc prendre trop de précautions pour dissiper les défiances dangereuses, que les rumeurs sinistres peuvent répandre.

Pour connaître la vérité, il ne faut pas consulter quelques flatteurs & courtisans, intéressés à la déguiser: il ne faut pas même faire fond sur les déclarations des Corps dont les Membres dépendent généralement de votre faveur: il faut la chercher dans la voix du peuple: il ne faut même

(*) *London Courant August.*

même pas, sur cet article, croire ceux qui sont intéressés à le représenter autre qu'il ne pense; imitez ces Princes, ces Monarques même, qui ne dédaignèrent pas de descendre du trône, pour se confondre dans la foule de leurs sujets, & saisir le langage de la vérité sur ces lèvres naïves, qui n'ont aucun intérêt de feindre.

Les citoyens éclairés sont bien loin de vous attribuer la dangereuse pensée d'élever votre autorité sur les débris de la liberté publique. Si ceux qu'on accuse de vous être le plus opposés eussent nourri un soupçon aussi injurieux, ils auraient pris un ton bien différent de celui de la plainte. Ils ont soigneusement distingué entre un Prince aimable & rempli d'excellentes dispositions & ceux qui lui ont inspiré des mesures fausses, entre les vertus privées de l'homme & les vices de l'administration. Si l'on n'avait fait cette distinction, qu'on dise qui serait le plus à plaindre ou du sort de votre Altesse ou de celui de la Nation? Elle ne vous confond pas encore avec ceux qu'elle regarde comme les auteurs des systèmes pervers qui l'ont réduite à l'état de faiblesse où elle se trouve.

Notre constitution n'a pas établi que le Stathouder ne pourrait faire aucun mal. Ainsi vous pourriez, sans mauvaise intention, donner lieu aux plus terribles malheurs. Dans le tems qu'il vous était facile de régner sur les cœurs, on croirait que vous n'auriez cherché qu'à traverser les bonnes dispositions des meilleurs Patriotes; qu'au lieu d'adapter votre conduite à leurs opinions & à leurs intérêts, vous n'auriez cherché qu'à les contredire; qu'au lieu de chercher des conseils dans les personnes revêtues de la confiance Nationale, vous n'auriez prêté l'oreille qu'à des étrangers odieux & suspects. A la tête d'une des premières Nations maritimes de l'univers, on pourrait vous regarder comme la cause des insultes qu'elle a souffertes six ans entiers; & que votre crédit & votre influence n'auraient été employés que pour traverser ceux qui proposaient les mesures les plus propres à faire respecter la Nation.

Encore un coup, Prince Illustre! Prévenez les suites de la désunion. Elle a toujours produit des effets terribles dans un tems où les attaques d'un ennemi étranger se joignaient aux mouvemens des divisions intestines. Les corps les plus froids s'échauffent par l'opposition; la collision fait sortir des étincelles de ceux qui sont les plus durs. L'ardeur de parti en politique peut produire des suites aussi terribles que le zèle en fait de Religion.

Il n'est aucun homme sensé qui ne préférât les inconvéniens même du Stathouderat aux horreurs des émeutes populaires : Il est d'un bon citoyen de travailler à maintenir la forme de la constitution actuelle : cette maxime n'était pas inconnue en 1747. Si elle eût été suivie , le Gouvernement présent n'eût , sans doute , pas existé : ceux qui ont la plus grande part à une constitution fondée sur des émeutes populaires , ne sauraient donc prendre trop de précautions. Dans ce cas , le vœu d'un citoyen qui regarde l'unité de Stathouderat , concentré dans une seule famille , comme le meilleur remède aux défauts de notre constitution , chercherait une ressource dans une refonte générale , & y intéresserait le peuple en lui rendant ses droits primitifs. Les hommes s'éclairent de plus en plus sur les principes des administrations politiques ; il est impossible d'arrêter la masse des lumières qui pénètrent jusques dans les dernières classes : dans une nouvelle crise le peuple ne s'oublierait peut-être pas , comme auparavant. Peut-être déjà quelques-unes de ces grandes âmes qui méditent en silence sur la prospérité des Gouvernemens & sur le bonheur de leurs concitoyens , préparent quelque un de ces plans qu'il est si facile de faire adopter dans un tems de fermentation.

Toutes ces idées paraîtront creuses & ces craintes chimériques à ceux que l'habitude de gouverner , sans opposition aveugle. Mais quiconque risque de perdre l'affection d'une Nation brave & respectable , ne saurait prendre trop de précautions. La tranquillité personnelle , la confiance Nationale , le salut de l'Etat , les établissemens futurs d'une brillante famille , de si puissans motifs peuvent-ils être balancés par un futile point d'honneur ! Les gens éclairés ne sont-ils pas inclinés à soupçonner cette conduite , & le peuple à s'abandonner à ces plaintes , qui découlent de la défiance & qui produisent peu à peu les révolutions ?

Prince ! tout n'est pas perdu. L'amour de la Nation pour votre famille & pour votre autorité , vit encore au fond de tous les cœurs. Les bontés & les honneurs que vous avez prodigués aux héros dont le courage a relevé la dignité de la Nation , ont réveillé ce doux sentiment. L'idée de retrouver encore le digne rejeton des libérateurs de la Patrie & des fondateurs de la liberté , a fait une impression qui montre que l'affection générale est dans vos mains. Oui , vous pouvez , par le plus légitime & le plus noble des moyens , devenir le Prince le plus absolu qui fut jamais. Voyons à présent quel rôle brillant vous pouvez jouer au dehors.

La guerre a produit de grands maux ; mais les suites n'en ont pas encore été aussi terribles que notre faiblesse don-

donnait lieu de l'appréhender. Nous avons encore des ressources; il ne nous manque que de savoir les employer.

C'est une mauvaise politique que de fonder ses espérances sur le résultat des négociations pacifiques. Elles n'ont jamais eu & n'auront jamais d'éloquence qu'à proportion qu'elles sont soutenues par l'éloquence du canon. Il n'y a que la force qui fasse respecter un Etat: les Rois n'ont point de parens: leur avantage passe toujours avant les considérations, ou les arrangemens de famille: c'est folie que de compter sur une Cour artificieuse qui exige rigoureusement l'observation des Traités faits avec elle, sans jamais manquer de prétextes pour éluder la force de ceux qui traversent ses intérêts.

Les Anglais sont, dit-on, consternés des suites imprévues de la dernière action: soit: ils commencent à se repentir: soit: ils ne croyaient pas trouver de si rudes guerriers dans les marins de notre Nation: soit: mais si nous ne poursuivons vivement ce premier succès, si nous ne tirons parti de l'ardeur qu'il a répandue dans nos marins pour les employer, & de l'enthousiasme de la Nation, pour en tirer les subsides nécessaires, tout ce sang, toute cette gloire ne sont-ils pas perdus? recouvrerons nous, je n'ose dire les vaisseaux qu'on nous a enlevés, du moins les établissemens qu'on nous a pris?

La politique doit se plier aux circonstances. Celle de l'Europe est tournée toute entière vers l'Amérique. Que les hommes d'Etat fassent leur étude de cette grande révolution & qu'ils se persuadent une fois que l'indépendance Américaine est un roc inébranlable sur lequel se briseront tous les efforts de la Grande-Bretagne. C'est en s'attachant à cette idée grande & vraie que la France & l'Espagne ont su, malgré une multitude d'erreurs politiques, se maintenir contre la Grande-Bretagne: c'est, pour vouloir s'étourdir sur cette grande vérité, que la Grande-Bretagne, malgré la sagesse & l'habileté de ses opérations, n'éprouve & n'éprouvera que des revers. Oui, la bonté du projet de la France & de l'Espagne sauve les suites de leurs opérations mal combinées, & plus mal exécutées: les sublimes opérations de la Grande-Bretagne manqueront toujours parceque le projet de subjuguier à la distance de mille lieues, une Nation puissante qui s'est procuré l'indépendance par son courage, est de la dernière absurdité.

D'après cette observation, impartiale, simple & vraie, il est aisé de voir quelle doit être notre conduite politique. Croyez-vous que les Anglais nous tiendraient compte des ménagemens qu'on leur marquerait dans cette occasion? La guerre n'en

n'en admet point , n'en souffre point. Au contraire, avec quelle vénération votre nom ne serait-il pas prononcé par tous ces peuples neufs & sensibles, si vous vouliez contribuer au maintien de leur indépendance? En garantissant leur constitution, ils pourront garantir la nôtre, & donner par là un nouveau fondement à votre puissance. Jamais alliance ne fut plus naturelle, jamais occasion ne fut plus favorable pour secouer à jamais le joug de la Grande Bretagne. Jamais nous n'eûmes plus d'intérêt à nous lier avec les autres Puissances qui sont engagées dans la même querelle. Une combinaison d'opérations ne manquera pas de donner la loi à la Grande Bretagne. Un accommodement rapide, une pacification générale feront place à une guerre qui pourrait durer dix, vingt, trente ans & qui, quelque parti que nous prissions, ne laisserait pas de nous exposer à des maux perpétuels.

L'indépendance de l'Amérique est un événement dont les suites se feront sentir dans toutes les parties du globe. Tous ceux qui auront contribué à ce grand événement joueront un rôle brillant dans l'histoire. Prince! vous pouvez y avoir plus de part que qui que soit. L'Angleterre, obligée à la fin de s'aboucher avec un de ses ennemis, conservera encore assez d'orgueil pour ne pas tourner d'abord ses regards vers ceux qui l'ont provoquée : elle commencera par s'adresser à la Hollande. Au moins, en combinant nos opérations avec les autres Puissances belligérantes, ferait-elle obligée de tout tenter pour nous attirer à un accommodement particulier. Sur la proposition seule de cet accommodement, ne pourrions-nous pas élever l'édifice d'une médiation aussi honorable qu'importante? Prince! Votre autorité dans la République, vos liaisons de sang avec la Maison qui regne en Angleterre, ne vous promettent elles pas la plus grande influence dans cette brillante transaction?

Tant que vous ne prendrez pas ce parti, on croira toujours que des conseillers pervers, des étrangers ignorans cherchent à vous persuader que votre intérêt est lié à celui de l'Angleterre. Vos meilleurs conseillers doivent être ceux qu'une partie de la Nation vous a déjà proposés; & que l'autre partie propose avec la même ardeur, quoiqu'elle ne le fasse pas paraître. Avec de pareils conseillers vous serez toujours sûr de la confiance Nationale; avec eux vous ne trouverez plus aucune opposition; avec eux vous porterez l'Etat au plus haut degré de puissance & de splendeur.

On vous trompe, en vous représentant la ville d'Amsterdam comme l'ennemie de votre autorité, de vos intérêts. Eloignez de vos conseils ceux qui n'ont plus la confiance de la Nation.

tion. Tous les citoyens s'empresseront de se sacrifier pour vos intérêts : Vous régnerez effectivement alors, non sur des esclaves courbés sous le joug, mais sur des cœurs libres & volant au devant de vos desirs.

Lettre de Mr. van Lynden.

Ces observations ne font pas le fruit d'une imagination exaltée ou licencieuse. Le Mémoire de la ville d'Amsterdam contre le Seigneur Duc de Brunswick, n'est pas le seul document dont nous avons étayé nos raisonnemens sur cette affaire. La démarche de Mr. De Lynden, en refusant l'Ambassade de *Vienne*, donne à cette démarche une importance d'autant plus grande, que ce Ministre, auparavant Ambassadeur à la Cour de Suede, respectable par ses talens & ses vertus, s'est trouvé à portée de juger à fond de l'administration intérieure des affaires, relativement aux intérêts avec les Puissances étrangères.

Hauts & Puissans Seigneurs. „ Ayant l'honneur, depuis l'année 1766, d'être député à l'assemblée de *V. H. P.*, de la part de la Province de *Zélande*, par une commission permanente, je crois, sans blesser en aucune maniere le respect dû à *V. H. P.*, pouvoir m'adresser à elles, non par requête, mais par lettre, pour leur faire mes sincères remerciemens de ce qu'elles ont bien voulu déferer à la prière que je leur ai faite, de me démettre & me dispenser de la commission qui m'avait été décernée auprès de la cour de *Vienne*, à raison de certaines circonstances.”

„ Quoique je me rappelle avec toute la satisfaction & la reconnoissance possible, les marques particulières de confiance & d'approbation que *V. H. P.* ont données à mes efforts, faibles, mais bien intentionnés pour le bien-être de la République, durant ma résidence en *Suede*; & quoiqu'elles servissent à m'encourager à accepter le poste qui m'avait été conféré, d'envoyé-extraordinaire de *V. H. P.* à la cour de *Vienne*, d'autant plus que me trouvant encore à *Stokholm*, j'avais reçu de la part de M. le Prince de *Kaunitz-Riëtberg*, l'assurance authentique, que ma nomination ne feroit pas désagréable à cette Cour, ainsi que cela a été confirmé par le témoignage de M. le Baron de *Reischach*, j'ai été néanmoins convaincu, par un examen réfléchi de moi-même, ainsi que des circonstances, où la République se trouve relativement à son administration politique intérieure, de l'impossibilité de lui rendre actuellement aucun service en pays étranger, conformément à mon zele bien intentionné pour la Patrie, ainsi que de
lui

lui être utile avec cet effet, qu'exigeroient mes sentimens patriotiques & l'importance des affaires qui peut-être seront à traiter à la Cour de S. M. I., & qu'ainsi il étoit à préférer pour moi d'être dispensé de cette commission. J'ai eu l'honneur de communiquer amplement à S. A. S., M. le Prince d'Orange, comme chef suprême de cette République, les motifs qui ont dû me porter principalement à cette résolution; & je ne crains point d'exposer pareillement à V. H. P. mon grief bien-fondé, à ce que je crois, & qui se réduit principalement à ce „ qu'étant, tant à titre de ma naissance que de ma charge, membre de la régence de cette République libre, je suis obligé d'aider à maintenir sa forme fondamentale de gouvernement; savoir, *l'Alliance Fédérative des sept Provinces Souveraines*, ayant à leur tête un Prince de la sérénissime Maison d'Orange-Nassau; de recuser au contraire toute influence d'étrangers, quelque illustre que soit leur naissance, ou quelque puissans qu'ils soient en autorité, & de m'y opposer, afin de conserver l'honneur & l'indépendance de l'Etat. Jusqu'où ces sentimens de devoir & d'amour envers la Patrie peuvent s'accorder avec le crédit, que je crois que M. le Duc Louis de Brunswick a dans les délibérations de l'état : c'est ce que je laisse volontiers au jugement éclairé & équitable de V. H. P. & de l'Union entière : C'est aussi à elles à décider, si & jusqu'où il a été fait par le susdit seigneur duc, lors de la majorité de S. A. S. Mgr. le Prince Stadhouder en 1766, des efforts pour se faire nommer & reconnoître consultant ou conseiller unique du chef éminent de cette République, afin de dispenser par là S. A. S. de se former, d'entre les régens & les ministres de l'Etat les plus capables & les plus affidés, un conseil où tous les intérêts de la République, tant à l'égard de l'intérieur que de l'étranger, seroient convenablement pesés, considérés, & préparés, afin d'être mis ensuite à exécution par la Puissance souveraine & exécutive; établissement qui, approuvé & reçu dans des gouvernemens monarchiques & même despotiques, paroît être d'autant plus applicable à cette république, non-seulement à raison de sa forme de gouvernement compliquée, qu'aussi parce que l'exemple de Mrs. les Stadhouders précédens en démontre suffisamment la nécessité & l'utilité. Soumettant ces réflexions au jugement de mes supérieurs légitimes, je déclare au reste, que je reconnoîtrai toujours de bon cœur les services singuliers, que le susdit seigneur Duc a rendus en sa qualité de tuteur de S. A. S.

da.

durant sa minorité, comme aussi j'ai contribué dans ce tems tout ce qui dépendoit de moi, conformément à mon devoir, pour aider à alléger le poids qui lui avoit été imposé, & pour concourir à sa satisfaction personnelle. C'est aussi pour cette raison que j'ai donné volontiers mon consentement à la résolution de *V. H. P.* en date du 8 Mars 1766 prise à l'occasion de la majorité de *S. A. S. Mgr. le Statboudier héréditaire*, par laquelle *V. H. P.* ont demandé à *S. M. I.*, en faveur dudit seigneur Duc de *Brunswick*, la continuation au service de cet Etat, & l'ont obtenue, quoique, suivant le peu de lumières que j'ai sur le système politique des cours de l'*Europe*, & à en juger par d'autres circonstances, il n'y eût aucune apparence que la présence & les services dudit seigneur Duc seroient requis par la cour de *Vienne*. Je déclare pareillement, que j'ai pour le rang & les talens militaires de *M. le Duc de Brunswick*, comme aussi pour son illustre naissance, la haute estime que je crois être due à des Princes qui sont au service de l'Etat, & qui sont nés des maisons les plus anciennes & les plus respectables des Princes d'*Allemagne*, comme de celle de *Hesse* & d'autres, dont la République a souvent reçu les services les plus fideles & en recevra toujours, à ce que je m'assure, dans les occasions qui pourront se présenter : Mais, ne reconnoissant pour le reste audit seigneur Duc aucune qualité ni titre pour avoir quelque influence, même indirecte, dans les affaires qui concernent le gouvernement politique de cette République, & persuadé néanmoins qu'il exerce une pareille influence, je me vois dans la nécessité de prier par la présente *V. H. P.* de me dispenser pour le présent de toute mission dans les païs étrangers, tandis que j'emploierai néanmoins, dans des circonstances plus favorables, de très-bon cœur & avec tout le zèle possible, le peu de talens que je puis avoir en telle commission ou poste, dont *V. H. P.* me jugeront capable, pour la plus grande utilité de l'Etat & de la sérénissime Maison *Statboudérienne*, dont les intérêts sont inséparables, & pour lesquels je proteste être animé à la fois de l'attachement le plus sincère, comme aussi je ne cesserai jamais de donner des preuves de mon amour pour la Patrie & du respect avec lequel je suis invariablement. &c."

A la Haie, le 26 Juillet 1781. D. W. van Lynden.

Proposition du Quartier de Westergo.

„ Le Quartier de *Westergo* est dans une indispensable
 „ nécessité, vu les circonstances critiques où se trouve ce
 „ Pays, de représenter aux autres Quartiers de la manière
 „ la plus sérieuse qu'il est plus que suffisamment connu à
 cha.

„ chaque Membre de l'Etat, qu'il regne actuellement parmi
 „ tous les bons Habitans, tant grands que petits, une dé-
 „ fiance & un mécontentement général, sur l'Administration
 „ supérieure des Affaires & particulièrement sur la régie
 „ défectueuse de la Marine de la République; à laquelle
 „ défiance & mécontentement l'envoi de simples vaisseaux
 „ isolés, & la destruction d'une portion considérable des
 „ forces navales du Pays, peu de jours avant que l'*Angle-*
 „ *terre* eût déclaré publiquement la guerre à la Républi-
 „ ques, paraissent malheureusement, ainsi que divers au-
 „ tres choses arrivées avant & après, n'avoir que trop con-
 „ tribué; que de cette défiance & mécontentement il est
 „ résulté une haine à peu près générale contre la Personne
 „ & le Ministère du Seigneur Duc de *Brunswick* qui,
 „ comme Conseiller de son Altesse le Seigneur Prince *Stat-*
 „ *bouder-Héréditaire*, est soupçonné d'être la cause
 „ principale de l'administration défectueuse des affaires;
 „ que de cette défiance & mécontentement des bons ha-
 „ bitans, on peut appréhender les suites les plus funestes
 „ pour le repos Public & pour la Constitution légitime de
 „ cette République; qu'il est du devoir de tout Régent
 „ bien intentionné de travailler à prévenir, autant qu'il lui
 „ est possible: représentant, si, en conséquence, il ne
 „ ferait pas à propos de mettre par une Missive, les dites
 „ Observations sous les yeux de son Altesse le Seigneur
 „ *Stadbouder-Héréditaire* & de témoigner que leurs Hau-
 „ tes Puissances, pour prévenir les suites pernicieuses qui
 „ sont à craindre de cette défiance & mécontentement des
 „ habitans en général, soit pour la tranquillité publique,
 „ soit pour la Constitution légitime de la République, ne
 „ peuvent se dispenser de le supplier de la manière la plus
 „ affectueuse & la plus pressante, de vouloir persuader,
 „ de la manière la plus efficace, le Seigneur Duc de
 „ *Brunswick* de ne plus se mêler de la direction des af-
 „ faires & de quitter la République.

Cet avis a passé à la pluralité de cinq voix contre quatre: les
 cinq votans sont Mr. Swartzenberg *Grietman* ou Bailli de *Menal-*
dumadeel; Mr. Basfeleur, de *Franekeradeel*; MM. Humalda & van
 der Koik, de *Hennaarderadeel*; MM. Swartzenberg & Huber de
Wonzeradeel & MM. Burmania Rengers & Adama, de *Wymbritzeradeel*;
 auxquels s'est ensuite joint Mr. Wiarda, de *Baurderadeel*. Le
 Quartier d'*Oostergo* a tout entier accédé à la même proposition: MM.
 Aylva, Haarsma, Sixma, Bergsma, Scheltinga & plusieurs autres
 se sont en cette occasion, distingués par leur Patriotisme. De cinq
 voix du Quartier de *Zevenwolden* quatre sont déjà enrôlés dans cet avis
 Les villes n'ont pas montré la même ardeur. Cela n'est pas éton-
 nant; car on sait que les Régens y sont moins indépendans de l'au-
 torité que cet avis pourrait ôster.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XXXIII. LUNDI, ce 24 SEPTEMBRE, 1781.

CHAPITRE XXXII.

Sur les véritables dispositions des bâbitans d'Utrecht, sur la liberté de la presse & sur le dernier Edit prohibitif pour prouver que cet Edit n'ayant pas encore la sanction nécessaire pour être mis à exécution, le Politique Hollandais ne peut y passer pour livre défendu.

Les chapitres précédens où se trouvaient certaines particularités piquantes sur un personnage qui s'est compromis par son ardeur pour les principes Anglomanes, ont fait diverses impressions, suivant les dispositions des personnes qui les ont lus. Nous avons reçu quantité de lettres à ce sujet, & s'il faut croire leur contenu, ces chapitres auraient généralement scandalisé. Il est singulier qu'aucun de ceux qui nous ont fait ces observations, n'ait retiré sa souscription; & que dans le tems, où l'on déclamaient contre la licence de ces chapitres, & surtout contre le caractère de l'Auteur, le libraire vît accourir à grands flots les nouveaux souscripteurs. Il suivrait de là qu'il y aurait dans les cœurs en général, la malignité que l'on reproche à l'Auteur; & je ne fais si

TOME II. G ce

ce penchant à lire des fatyres ferait plus innocent que l'audace à les publier ? N'est-ce pas, au contraire, ce penchant qui encourage l'audace des fatyriques ; & qui d'entr'eux hazarderait d'écrire s'il n'espérait d'être lu ? Je n'ambitionne cependant point la dangereuse réputation d'Auteur satyrique ; j'aime ma tranquillité ; je fais que le moindre des ennemis peut faire plus de mal que cent amis ne peuvent faire de bien ; & pour montrer que mon principal objet sera toujours de réconcilier & non d'aigrir, je sacrifie volontiers la triste consolation d'une vengeance particuliere aux importans objets qui peuvent intéresser la Patrie.

Je pourrais dire qu'on ne saurait gueres respecter quiconque ne s'est pas respecté lui-même ; qu'il est même très-utile d'intimider les méchans & surtout ceux qui, dans les affaires politiques, cherchent à faire beaucoup de tort aux auteurs du seul parti qui peut sauver l'Etat ; on pourrait ajouter qu'on n'a parlé que de faits publics ; qu'on n'a révélé aucune anecdote secrète ; qu'on pourrait encore, sans blesser la confidence, ni la vérité, ajouter bien des détails piquans à certains traits de la conduite du personnage : mais le coupable est assez puni : son exemple suffira pour effrayer quiconque voudrait marcher sur les mêmes traces. Puisque ce dernier objet, le seul qu'on pouvait & devait se proposer, est rempli, il serait cruel de pousser plus loin la récrimination : on doit respecter quiconque est censé dans un état où il doit souffrir. Quand même on aurait contre lui des griefs plus forts que Linguet ne pouvait en avoir contre d'Alembert ; il ne faudrait pas imiter un acharnement qu'on aurait condamné soi-même ; & si le ressentiment d'une attaque imprévue fait voler de la main un trait rapide & acéré ; le moment de la réflexion & la défaite de l'ennemi, doivent faire tomber l'arc des mains.

On dira plus encore. On a toujours admiré les talens de cet adversaire. Son génie universel & prématuré promettait à la Patrie un nouveau Gro-
tius,

tius; il pouvait le devenir, s'il eût adopté les bons principes; & l'on n'attribue qu'à cette première erreur, & non à la perversité du caractère, non-seulement les égaremens de l'esprit, mais encore les démarches obliques qui ne pouvaient manquer de compromettre le caractère. On avouera même que, dans la première chaleur, il a pu échapper des expressions peu mesurées : & l'on souhaite vivement qu'une conduite différente fournisse l'occasion de rapporter des traits favorables qui fassent oublier ceux qui ne le sont pas : ce conseil prouve la sensibilité du cœur : c'est le meilleur & le seul conseil pour qui-conque a besoin de rétablir sa réputation. La continuation de la même conduite, la récrimination même contre ceux dont cet adversaire pense avoir, plus que jamais, à se plaindre, ne feraient que l'exposer à de nouveaux désagréments.

Qu'il soit permis de faire encore observer aux censeurs difficiles, que cet homme est & sera sans doute le seul sur qui l'on se soit permis des personnalités; qu'on a prouvé que lui-même se les était attirées; & que la lettre de *J. van Utrecht*, qui a circulé dans la langue Nationale, est bien plus flétrissante pour lui & prouve qu'on n'a rien avancé que sur des motifs raisonnables & sur des fondemens solides.

Pour montrer combien on est toujours prêt de se rendre à la voix de la vérité, on profitera des observations que les critiques ont communiquées; afin de mettre les lecteurs à portée de juger sainement de l'état des affaires dans la province & la ville d'Utrecht.

Il ne faut pas regarder cette ville comme se faisant un point d'honneur de prendre le parti opposé à celui de la ville d'Amsterdam. Le peuple, en général, est peut-être encore plus unanimement qu'à Amsterdam, animé contre les Anglais. Cela n'est pas étonnant; car il a toujours eu moins à craindre des suites de la guerre; & l'on sait que la crainte du danger fait souvent sur l'esprit des négocians plus d'impression que le ressentiment des injures; aussi

n'a-t-on vu qu'un très petit nombre de noms à la tête des premières requêtes des négocians ; & si l'on pouvait faire des reproches à la ville d'Amsterdam , ce serait moins pour avoir montré trop de courage que pour n'avoir pas déployé une plus grande vigueur.

Le Prince ayant pris un parti opposé à celui de la ville d'Amsterdam , il n'est pas étonnant que les Régens de la ville d'Utrecht , qui dépendent de lui plus que ceux d'aucune autre ville , aient suivi le parti de la Cour. Ainsi Mr. van Goens ne serait pas le seul coupable ; il n'aurait fait que céder à la nécessité des circonstances ; on ne devrait pas trouver mauvais qu'il eût porté la partialité plus loin que les autres : c'est un trait de courage ; il ne serait qu'imprudent d'avoir publié ses principes dans un tems où ils ne pouvaient que nuire à l'État & à l'Auteur : & supposant qu'il fût attaché sincèrement à ses principes politiques , on ne pourrait que l'accuser d'avoir si mal pris son tems pour les publier , si les manœuvres obliques qu'il a employées dans cette occasion , n'avaient montré dans sa conduite plus que de l'imprudence.

La plus grande partie des Régens d'Utrecht n'est pas même pour ce qui tend à favoriser le parti Anglomane ; il ne se trouve gueres dans ce parti que quelques-uns de ceux qui ont des fonds en Angleterre : ceux qui le soutiennent avec le plus de chaleur sont des personnes plus fameuses par leur autorité que par leurs talens ; impétueux & violens , ils ne réussissent qu'en portant tout à l'extrême ; semblables à l'agriculteur qui plie une branche du côté opposé pour lui donner la direction qu'il désire. Le grand nombre des bien-intentionnés sont non-seulement étonnés , mais outrés même lorsqu'ils voient qu'ils ne sont que les instrumens de quelques ambitieux & d'un parti qu'un vrai Patriotisme & des lumières plus saines leur font détester. C'est une vérité dont on a vu l'exemple le plus frappant dans le dénouement de la

la scene du Libraire Wild. Lorsqu'au milieu de l'assemblée des Régens , l'ourdisseur de cette trame tomba dans les filets qu'il avait tendus pour d'autres , tous les Membres ne purent s'empêcher de lui lancer des regards d'indignation & de lui demander , avec la chaleur d'un noble ressentiment , si le plus vil des métiers pouvait s'accorder avec la plus respectable des fonctions ? Il n'y eut pas jusqu'au Grand-Officier , dont il osait s'autoriser , qui ne se piquât de montrer qu'il n'avait joué dans cette affaire qu'un rôle innocent , & qu'il n'avait pu se dispenser d'accepter les offres de service qu'on lui avait faites. L'issue de son procès avec le Libraire Otterloo avait en effet appris à ce bon & vertueux Bailli , à ses dépens , qu'il ne fallait pas entrer trop avant dans des insinuations étrangères.

La Requête des Libraires est encore une preuve , que les lumieres & l'esprit de liberté y sont aussi répandus que dans aucun autre endroit. Il n'y a même gueres de ville dans les sept provinces où les bourgeois aisés & les jurisconsultes soient plus instruits & mieux intentionnés. C'est dans cette classe que le peuple choisirait certainement ses Régens , s'il avait , comme autrefois , le droit des élections , préférablement à ceux qui n'ont d'autres titres que de gros héritages ou des fortunes faites dans les autres villes ou dans les Indes.

Requête de la Corporation des Libraires , Imprimeurs & Relieurs de la ville d'Utrecht aux Nobles & Puissans Seigneurs , les Etats du Pays d'Utrecht.

Donnent respectueusement à connaître les Doyens , & Chefs de la Corporation des Libraires , Imprimeurs & Relieurs. Que les Supplians se sont vus dans un très grand embarras & inquiétude par le Placard de V. H. P. du 4 Juillet 1781 , dans lequel , V. H. P. , ont trouvé bon d'interdire & de défendre expressément , la composition , l'impression , la vente , la dissémination & la

„ distribution sous le manteau de tous libelles scandaleux &
 „ diffamatoires, de poésies ou estampes, sous quelle dé-
 „ nomination ou titre que ce puisse être, soit avec ou
 „ sans le nom de l'Auteur ou de l'Imprimeur ni d'en intro-
 „ duire & répandre dans cette Province, directement ni indi-
 „ rectement, qu'on ait publiés ou imprimés ailleurs, ten-
 „ dant soit à diffamer ou décrier le Haut Souverain ou
 „ le Duc de Brunswick ou quelqu'autre personne d'un
 „ rang plus ou moins élevé au service de cet Etat, sous
 „ peine de confiscation de tous les exemplaires imprimés
 „ qui pourraient se trouver dans cette Province & d'u-
 „ ne amende de mille florins à la charge de l'Auteur,
 „ de l'Imprimeur, du Distributeur, Introducteur ou Ven-
 „ deur, pour chaque fois, outre une correction arbitraire,
 „ suivant l'exigence des cas.”

Que les Supplians n'ignorent pas que dès l'an 1702, de pareils Edits ont déjà été rendus par L. H. P. dans cette Province; observant, cependant, que le dernier placard s'étend encore plus loin relativement aux offenses & injures des Personnes d'un rang plus ou moins élevé. Etant en même tems certain que ledit placard de 1702 n'a, depuis bien des années & peut-être jamais, été mis à exécution, dès que ces sortes de libelles nommés diffamatoires étaient revêtus du nom de l'Auteur ou de l'Imprimeur.

Que les Supplians, vu les difficultés & dangers où ils sont engagés dans les circonstances actuelles par ledit placard, & pour prévenir ou détourner, autant que possible, leur propre ruine & celle des autres Libraires, ont jugé à propos de remettre respectueusement sous les yeux de V. H. P. les conséquences qui résulteraient pour quelques libraires de l'exécution stricte du placard mentionné; dans l'espérance que V. H. P. auront la bonté de tourner leurs réflexions sur la proposition des soussignés &, par une détermination amiable, de prendre telles précautions qui paraîtront propres, soit pour *le bien-être du Pays*, soit pour faire disparaître les difficultés qui résultent de ce placard.

Que les Supplians prennent la liberté de représenter à V. H. P. combien ils seraient portés à contribuer ou à faire contribuer aux vues salutaires que V. H. P. ont mises au jour en publiant ce placard; & en conséquence ils reconnaissent très-volontiers que fomenter la discorde & la division, flétrir l'honneur & la bonne réputation de personnes d'un rang plus ou moins élevé est absolument préjudiciable

au bien-être de la chere Patrie. Qu'ainsi les Supplians sont dans la plus forte aversion de vendre tels libelles qu'ils sauraient tendre à des vues aussi funestes ; mais les Supplians sont obligés de représenter en même tems à V. H. P. combien il serait difficile & même impossible à un Libraire de ne pas porter quelquefois atteinte au sens littéral du placard, en vendant des imprimés où quelque personne, d'un rang plus ou moins élevé s'imaginât être diffamée ou décriée, & cela sans que le Libraire en eût la moindre connaissance, ni qu'il pût l'avoir d'après la nature de son commerce. Que V. H. P. seront pleinement convaincues de cela, dès qu'elles auront la bonté de prendre en considération qu'un Libraire est absolument hors d'état de lire tous les imprimés qu'on lui fait passer journellement pour la vente ; qu'ainsi, la plupart du tems, il ignore tout-à-fait le contenu de la plus grande partie des livres & brochures qui se vendent chez lui, à moins qu'un grand débit ne donne occasion à l'un ou à l'autre d'en exposer succinctement le contenu dans la conversation ; qu'aussi souvent il n'entend pas les langues dans lesquelles ces imprimés sont écrits ; que même les titres indiquent si peu le contenu des ouvrages, qu'il est impossible d'en tracer le grand objet ou le but principal, bien moins encore les desseins particuliers ; qu'ainsi il est absolument impossible à un Libraire d'être assez sur ses gardes pour qu'il ne lui arrive pas de vendre un imprimé où quelque personne d'un rang plus ou moins élevé serait décriée ou diffamée. Mais les inconvéniens seraient bien pires, si les Libraires devenaient, d'après l'idée que quelques-uns se forment de l'intention du placard, responsables des interprétations projetées ou non projetées qu'on peut donner à de feints dialogues, à des aventures sous des noms étrangers & à des allégories ; attendu que de pareilles allégories sont quelquefois sujettes à des interprétations bien différentes & souvent très-mal devinées ; de sorte qu'il serait impossible à des Libraires qui ne sont pas interprètes de fables, de poursuivre leur commerce, s'ils étaient responsables des explications énigmatiques de ces histoires voilées : Que l'embarras des Libraires est encore considérablement augmenté par les expressions employées dans le placard ; & qu'ainsi les Libraires sont exposés à des actions & poursuites qui, quand elles ne seraient pas fondées, ne laisseraient pas d'être très-désagréables & très-pernicieuses :

& cet inconvénient se rencontre particulièrement dans ces mots : *tendant à décrier ou diffamer des personnes, d'un rang plus ou moins élevé, au service de l'Etat.* Qu'il est bien difficile de connaître ce qu'on entend par ces personnes d'un rang plus ou moins élevé; à la défense desquelles V. H. P. veulent bien étendre l'exécution rigoureuse du placard; d'autant plus qu'auparavant il est question de *postes & d'emplois plus ou moins élevés.*

Mais les Libraires sont principalement inquiets sur le sens du mot *décrier*. Car, quoique les Supplians sachent bien que *décrier* renferme mésestime, mépris, raillerie & autres choses pareilles; il ne laisse pas d'être vrai que la mésestime ou le mépris des personnes d'un rang plus ou moins élevé, peut avoir des nuances si imperceptibles qu'il n'y aurait que les personnes d'un goût fin & d'une sensibilité délicate qui pussent les découvrir. Ainsi les Supplians sont obligés d'observer respectueusement que le sens de ce *décrier* est étendu si loin qu'il est presque impossible de l'éviter. Les Supplians demandent la permission de prier, relativement à cette expression, V. H. P. de porter leur attention sur l'instruction, particulièrement applicable dans cette occasion, que l'Imperatrice de Russie, la savante Catherine II. a conignée dans son nouveau Code S. 446. & suivantes en ces termes: „ Si le crime de Leze-Majesté est écrit dans les „ loix sous des expressions trop illimitées, il ouvre la por- „ te à quantité d'abus: par exemple, les loix de la Chine „ prononcent la peine de mort contre ceux qui manquent „ de témoigner à l'Empereur l'estime qui lui est due. Mais „ les loix n'ayant pas déterminé en quoi consiste ce „ défaut d'estime, (cette mésestime, ou mépris) on peut „ en faire naître un grand nombre de prétextes pour, sui- „ vant qu'on le juge à propos, *ôter la vie à ceux que l'on „ veut perdre & abîmer ainsi de fond en comble une fa- „ milie que l'on veut ruiner.* Deux personnes qui étaient „ chargées de rédiger la Gazette de la Cour, y avaient in- „ séré un événement de peu d'importance, mais avec quel- „ ques circonstances qui n'étaient pas conformes à l'exacte „ vérité. On forma contre elles l'accusation suivante; *insé- „ rer des mensonges dans la Gazette de la Cour c'est mé- „ priser, c'est offenser l'Empereur: & sur ce fondement „ les deux accusés perdirent la vie.*”

Que les Supplians ne savent pas bien si dans ce pays la cor-
rection arbitraire qui, pour effrayer davantage, a été ajoutée

à l'amende de mille florins , ne sera pas étendue jusqu'à la peine de mort. Les Libraires sont donc & seront donc, toujours exposés à un extrême danger, tant qu'on ne définira pas le délit & qu'en outre la punition arbitraire subsistera. Que chacun doit surtout redouter ces inconvéniens dans un tems de division : car l'expérience apprend qu'un adhérent zélé des intérêts de l'un ou de l'autre parti peut égarer des personnes autrement honnêtes & éclairées, sur les vraies notions de la vérité & de la justice, & les faire panacher pour des opinions qu'elles auraient condamnées dans des tems plus tranquilles : que les mêmes circonstances de tems augmentent encore la difficulté où est un Libraire de savoir ce qu'il peut vendre ou rejeter, attendu que certains écrits sont par les uns représentés comme contenant des choses ou des vérités très-solides & très-utiles à la société ou à la constitution du pays ; tandis que d'autres représentent les mêmes écrits comme tendant à fomenter la discorde, les partis, le mépris du Gouvernement & la révolte. Que les Supplians ne sont pas assez en état de juger quels sont les écrits qui renferment les vérités politiques les plus saines ; & qu'ainsi ils courent risque de se méprendre & de regarder comme des vérités ce que d'autres regarderont comme des assertions dangereuses ; & comme V. H. P. n'ont pas déterminé quels sont les Auteurs & les sortes d'écrits qu'on peut vendre sans danger & quels sont ceux qu'ils ne peuvent vendre, les Libraires se trouveront dans la fâcheuse position de ne pouvoir vendre que de vieux livres, dans la crainte qu'il ne se trouve dans un nouveau quelque chose qu'une Personne d'un rang plus ou moins élevé jugerait tendre à le décrir ou diffamer. Qu'en outre les Libraires sont tous les jours exposés à être trompés par quelque personne artificieuse (*), qui connaissant un mauvais livre donne ordre à quelque Libraire de le lui procurer : comme le Libraire ne saurait le lire avant qu'il soit arrivé, l'acheteur est dans le pouvoir, ou par lui-même ou par un autre, d'appeler le Libraire en justice pour gagner le tiers de l'amende de mille florins, promise pour encourager les délateurs. Que les Libraires au-

ront

(*) La date de cette requête étant antérieure à l'affaire du Libraire Wild, il faut que l'Auteur ait eu le don de prophétie. Mais il aurait fallu le posséder au suprême degré pour s'attendre que celle-ci serait vérifiée par un Membre de la Régence.

ront donc ainsi bien de la peine à savoir à qui ils pourront se fier, & seront dans une crainte perpétuelle. avec toute la circonspection possible, d'être enlevés ou d'être exposés à être ruinés.

Que par ledit placard on a fort bien pourvu à l'honneur des personnes d'un rang plus ou moins élevé ; qu'ainsi ce remède est fort dangereux pour une classe entière d'hommes qui sont sujets de V. H. P. & qui méritent aussi leur protection immédiate & qui ont toujours crû que V. H. P. cherchent à les préserver, autant que possible, de tout inconvénient : Que par tout ce que l'on a dit, il est visible que ces Libraires qui ne subsistent qu'en vendant les nouveautés seront ruinés, si le placard est mis rigoureusement à exécution. Car ils ne pourront presque rien vendre, sans s'exposer journellement à être ruinés par des amendes ; tandis que les autres se trouveront dans un grand embarras ; & qu'ainsi le commerce de Librairie qui, depuis quelques années, fait dans cette ville beaucoup de progrès, sera considérablement gêné & arrêté au désavantage commun : à quoi il faut ajouter que quelques-uns, quoique très-circonspects, ne laisseront pas d'être infracteurs innocens du placard de L. H. P. car les Supplians se flattent que V. H. P. seront convaincues que les Libraires sont hors d'état de savoir quel est le contenu des livres qu'ils ont à vendre, que les titres ne sont pas des signes certains sur lesquels ils puissent se fier ; que cela devient encore plus difficile, quand, sous le voile d'allégories & de dialogues, on fait allusion à certains événemens ; que spécialement les expressions indéfinies du placard rendent l'infraction presque inévitable, & exposent chaque Libraire à être accusé de vendre des livres, tendant à décrir l'une ou l'autre personne, d'un rang plus ou moins élevé ; qu'en outre, dans ces circonstances, il est presque impossible pour un Libraire de distinguer les imprimés qui sont utiles ou non ; qu'en outre les Libraires sont exposés à être la victime des artifices, enfin à éprouver de grands dommages & une ruine totale : on obvierrait en grande partie à tous ces inconvéniens, s'il plaisait à V. H. P. de laisser, suivant l'ancienne pratique, aux Libraires la liberté de *tout vendre dès qu'il y a le nom de l'Auteur ou de l'Imprimeur*, & qu'ainsi ils sont responsables de ce qu'ils ont jugé bon de publier : Que cependant, les Supplians veulent bien reconnaître que ce parti n'obvierra pas à tous les

in

inconveniëns : mais , puisque la restriction plus ou moins grande de ce commerce occasionnerait d'autres inconveniëns pour un grand nombre de membres de la Société , qui emportent l'autre côté de la balance , ainsi qu'il a été déduit ci-devant ; les Supplians se flattent que V. H. P. auront la bonté de prendre cela en considération ; & de concerter à ce qu'il soit permis à tous les Libraires de vendre tous les imprimés dont l'Auteur ou l'Imprimeur leur est connu , soit en le nommant ou autrement , ou bien qu'il plaise à V. H. P. *de nommer quelqu'un qui , le plutôt possible , examine tous les écrits qui paraissent , & détermine si on peut les vendre ou non ;* ou bien , pour faire disparaître les inconveniëns mentionnés contre l'exécution du placard de V. H. P. & pour la conservation du commerce & la ressource de quelques Libraires , de disposer ainsi que la haute Sagesse de V. H. P. jugera convenir.

Ce faisant &c.

(Signés)

W. J. Reers , A. van Paddenburg , G. T. van Pad-
denburg , G. van den Brink Jansz. , H. Kemink.

Cette requête , à quelques longueurs près inséparables du stile cérémoniel de ces sortes d'écrits , est d'un langage modéré , circonspect & raisonnable. Le passage tiré des loix de Catherine II. est surtout amené fort à propos : mais l'Auteur de la Requête a sans doute oublié qu'il tombait lui-même dans le cas qu'il rapporte ; puisque l'histoire du Gazetier Chinois est la plus frappante allusion de l'aventure arrivée dernièrement au Gazetier d'Utrecht ; & si ce dernier n'a pas été condamné à mort , ce fut , probablement , parce que le fait qu'il avait rapporté , était vrai dans toutes les circonstances. Mais , pour dire qu'un plus grand nombre de vaisseaux aurait procuré une victoire complète , comment peut on offenser des personnes d'un rang plus ou moins élevé , il faut avoir une pénétration plus qu'ordinaire pour le concevoir : on voit par là que l'Auteur de la requête n'a pas tort

tort d'insinuer que cet édit ne peut servir que de prétexte ou de voile à des haines particulières.

Il est singulier que l'édit prenne spécialement sous son égide, les personnes d'un rang plus ou moins élevé dans l'Etat. Comme si elles avaient plus de droits que les autres citoyens à la protection publique; comme si leur position ne les mettait pas, au contraire, à portée de se procurer plus de respect que les plébéiens; comme si les plébéiens ne valaient pas la peine qu'on s'occupât de leur fureté personnelle: une pareille distinction n'est-elle pas odieuse, révoltante & contraire à notre constitution, qui ne connaît qu'une seule classe d'hommes après celle des Nobles?

En général la prohibition des Etats de la manière dont elle est dressée, a donné lieu à bien des réflexions. Il a paru singulier qu'on ait décerné l'amende de mille florins & des punitions arbitraires contre ceux qui parleraient mal du Duc; tandis que le blasphème contre Dieu n'est puni que d'une amende de trois florins.

On a trouvé singulier que le Duc fût le seul nommé dans l'édit, comme s'il était le seul objet que les Etats voulussent prendre sous leur protection. Comment, ont dit aussitôt les personnes même qui ne tiennent à aucun parti, les Etats-Généraux, le Prince d'Orange, la Ville d'Amsterdam, ont été diffamés, décriés dans cent libelles publics; pourquoi leurs noms sont-ils oubliés ou perdus dans des dénominations vagues?

Il serait inutile de multiplier les réflexions, puisqu'on assure qu'en général, & surtout depuis les conséquences qui ont résulté des efforts tentés pour faire des exemples, ceux même qui ont voté pour l'édit, n'ont pu s'empêcher de souhaiter qu'il n'eût jamais existé. Tous les citoyens déplorent l'imprudence de cette démarche, dans des circonstances de divisions publiques, où elle ne peut servir qu'à

qu'à favoriser les vengeances particulieres de ceux qui jouissent de l'autorité. Les Professeurs de l'Université de la ville, qui sont tous respectables, par les vertus, les lumieres & les talens, en ont senti principalement les conséquences. On assure que cette conduite a beaucoup diminué le nombre des étudians : car les parens, surtout les Amsterdammois, attribuant cette conduite à quelque système adopté dans cette ville, craignent d'y envoyer leurs fils, de peur qu'ils n'y puissent des principes odieux. Il est vrai que celui auquel on attribue ces mesures violentes, se passait bien de disciples, étant Professeur ; mais les autres n'ont pas les mêmes ressources ou la même patience.

Mais, dira-t on, la méchanceté peut faire un abus terrible de la liberté de la presse. C'est le devoir des Magistrats d'arrêter la licence, partout où elle se trouve. Il faut qu'ils soient sans pouvoir, ou que les méchans se taisent devant eux. L'impuissance des loix, dans cette occasion, ne tendrait à rien moins qu'à miner la base même de l'état civil, qui subsiste par la concorde, à détruire les principes fondamentaux de la société, les regles générales de tout bon gouvernement, les droits & l'influence des corps dépositaires de la Souveraineté. Par là, les personnages les plus recommandables sont exposés à être diffamés, la Magistrature à être outragée, calomniée : les loix ont toujours été sévères dans ces sortes de cas ; il y a plus : c'est à la dissémination des libelles calomnieux & incendiaires que les deux plus grands hommes de la République, Barneveldt & de Witt, doivent peut-être leur malheur.

Pour répondre à cette objection, mille fois pulvérisée, je commencerai par remarquer qu'il faut être peu instruit dans l'Histoire de ce pays pour ignorer que les libelles les plus envenimés n'auraient jamais fait aucun tort à Barneveldt ni à De Witt, si l'on n'avait soulevé le peuple contre

tre eux par d'autres ressorts. Il est vrai qu'ils se font vus exposés aux traits des libelles les plus effrénés. Mais quelle fut leur conduite dans cette occasion ? ils regarderent comme au-dessous de leur dignité de faire des recherches ; ils sentaient même l'impossibilité d'y réussir dans un Etat constitué comme le nôtre ; ils ne se plaignirent que lorsque ces libelles se produisirent en articulant des faits calomnieux. Ils usèrent du droit qu'a non-seulement toute personne d'un rang plus ou moins élevé dans l'Etat, mais encore tout particulier, de demander les preuves de ces faits &, à leur défaut, la punition du calomniateur. Car on sent que dès que les faits ne sont pas articulés ; l'accusé a, dans l'arsenal même où puise son adversaire, des armes prêtes pour le terrasser. La liberté de la presse, ouverte pour lui comme pour les autres, lui fournit les moyens de confondre l'imposture & de montrer son innocence.

„ Les entraves dont on surcharge la presse, dit un Auteur moderne, invitent à les braver. Il est des maux politiques que prévient la liberté de la presse, & c'est un très-grand bienfait. La police intérieure des Etats a besoin d'être éclairée par des écrits désintéressés. La liberté de la presse sera toujours la mesure de la liberté civile ; & c'est une espece de thermometre pour connaître d'un coup d'œil ce qu'un peuple a perdu ou gagné.”

„ Laissez penser & parler ; le public jugera ; il faudra même rendre justice à qui il appartient. Le plus sûr moyen pour épurer l'imprimerie, c'est de la rendre libre : l'obstacle l'irrite : ce sont les prohibitions, les difficultés qui donnent du relief aux libelles dont on se plaint.”

„ Si le despotisme pouvait tuer la pensée dans son sanctuaire, & nous empêcher de faire voler le trait de nos idées dans l'ame de nos semblables, il le ferait. Mais ne pouvant tout-à-fait arracher la langue

gue au philosophe & lui couper les mains, il établit l'inquisition, répand les satellites, ouvre les caisses, pour intercepter la progression infaillible de la vérité. Vain & puéril effort ! Attentat superflu au droit naturel de la société générale & aux droits patriotiques d'une société particulière ! On a beau craindre ou persécuter le génie ; rien n'éteindra dans ses mains le flambeau de la vérité ; l'arrêt que sa bouche prononce sera ratifié par la postérité, s'il est juste ; désavoué, s'il est injuste."

„ Braves Anglais ! peuple courageux & libre, vous ne connaissez pas cette sorte de servitude ; mais que diriez-vous , si vous appreniez que vos plus zélés partisans parmi nous sont ceux qui voudraient établir des principes que vous abhorrez ? Peuple respectable dans votre audace même, conservez avec soin parmi vous la liberté de la presse ; elle est le gage de votre liberté. Vous soutenez la dignité de l'homme ; & je ne fais si les services que vous rendez par là à l'humanité, à la raison, n'expient pas en quelque façon vos entreprises téméraires contre les braves habitans de l'Amérique."

La suite au No. prochain.

P. S. Un de nos correspondans vient de nous prier de concilier une contradiction qui se trouve, dit-il, dans nos feuilles précédentes. Il demande comment on peut accorder la requête des négocians de Rotterdam avec les certificats donnés sur la non-sortie des vaisseaux de la Meuse ? Dans la requête la cause en est attribuée, positivement, à ce que l'équipement des vaisseaux n'était pas encore prêt ; & dans les certificats, non au défaut d'équipement, mais au défaut du vent, de l'eau & de la lune nécessaires. Nous serons infiniment obligés à ceux qui pourront nous fournir des éclaircissemens sur cet article, sur l'affaire de ce Lieutenant qui a demandé sa démission & qui fait tant de bruit à la Haye, & sur les vraies causes de la perte du vaisseau

seau du Contre-Amiral Bruin, sur le Haaks. En attendant on nous permettra de rapporter ici ces paroles tirées des négociations du Comte d'Avaux, 10 Juin 1683.

„La disgrâce de Tromp ne rendit le Prince d'Orange que plus diligent à faire équiper la flotte: il y *faisait travailler jour & nuit*, avec une application incroyable; il *allait dans toutes les Amirautés visiter les vaisseaux.*”

N. B. Cette flotte ne devait servir qu'à éclairer les mouvemens d'une escadre Française envoyée en Dannemark. La République n'était en guerre avec aucune Puissance.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez *J. A. Crajensbot*; à Harlem, chez *Walrec*; à Leide, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à la Haye, chez *P. F. Goffe*, *J. van Cleef*, *van Drecht & La Veuve Staatman*; à Gouda, chez *Van der Klos*; à Rotterdam, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkborst*; à Dordrecht, chez *Blussé*; à Deventer, chez *Leemborst*; à Groningue, chez *Huyzingh*; à Nimegue, chez *Van Goor*; à Arnhem, chez *Troost*; à Bois-le Duc, chez *J. H. Pallier*, à Hambourg, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, Estampe allégorique.

LE

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXIV. LUNDI, ce 1 OCTOBRE, 1781.

Suite du CHAPITRE XXXII.

*Pour la liberté de la presse & pour prouver que le
Politique Hollandais n'est pas un livre prohibé,
même à Utrecht.*

„ Quand les oppresseurs, ” continue le même Auteur, dont nous ne changeons quelques expressions que pour mieux adapter ses idées aux nôtres, „ quand les oppresseurs croiront imposer silence à la terre, & la dévorer sans qu'elle ose gémir, leurs perfides projets seront éclairés dans toutes leurs profondeurs, leurs fronts seront cicatrisés des foudres sacrés de la vérité: l'opprobre les saisira, pour les vouer au mépris & à l'exécration de la race présente & future.”

„ Jamais un peuple qui sent sa dignité n'enviera les réglemens qui soumettent les pensées au mandat de Mr. le Camus de Neville. On ne conçoit pas comment on ose déclamer contre la France en voulant introduire les maximes de servitude, dont on s'étaye pour la dénigrer. Qui voudra se soumettre à cette barbare inquisition par laquelle Monseigneur le Garde des Sceaux, ou Monseigneur le Chancelier de France, quand il a les sceaux, permet enfin

à une mince brochure d'être étalée & *invendue* sur le quai de Gêvres? Qui pourrait croire qu'il y eut jadis un édit du Roi de France qui défendait au Professeur Ramus de lire ses propres ouvrages? Que peut-il résulter de ces entraves humiliantes & ridicules? Que la gêne ne fait qu'irriter les esprits; qu'un livre n'est souvent lu que parcequ'il est prohibé, & que l'étranger, en l'imprimant, profite de la sottise de ses voisins."

„ On a attribué à la liberté d'écrire, les vices que le luxe a enfantés, tandis que les écrivains ont combattu de toutes leurs forces, les abus excessifs du pouvoir. On a voulu les rendre responsables des mœurs des Grands qui ne lisent point ou qui sont ennemis-nés des écrivains. On a voulu rejeter sur eux tous les désastres qu'ils avaient, pour ainsi dire, prévus & annoncés, & qu'ils avaient cherché à prévenir. Leurs adversaires ne se sont jamais piqués de logique."

„ La ruine de la morale a pris naissance dans les Cours & non dans les livres. Le crime des gens de lettres est d'avoir répandu la lumière sur cette foule de délits qui voulaient s'envelopper de ténèbres. Les puissans n'ont pas vu, sans frémir, tous ces secrets honteux, à jamais dévoilés; ils ont détesté le flambeau & celui qui le portait."

„ On connaît le mot de Duclos: *les Brigands n'aiment point les reverberes*. Le peuple ne fait pas souvent tout ce qu'il doit aux gens de lettres. Quoique peu unis entre eux, ils sont d'accord sur les principes essentiels; ils flétrissent tous les suppôts du pouvoir arbitraire, les reconnaissent sous leurs enveloppes, les dénoncent & les punissent. Ils deviennent l'administrateur inepte & le ridiculisent; ils intimident par une censure vigilante & exacte, jusqu'aux oppresseurs subalternes qui, dans l'ombre, se croient à l'abri de leur justice. Ils savent la rendre à tous les hommes publics, excepté à leurs rivaux. Ils forment très-souvent un cri unanime qui devient l'expression de la raison universelle. Que fera l'autori-

torité contre cette voix puissante qui parle & subjugué par la force de l'évidence ? Rien. Elle n'a plus d'autre parti à prendre que d'être juste & modérée, sans quoi toutes ses fautes seront gravées d'un burin fidele. Elle fait tout pour diviser ce corps, qui, sans un point de ralliement, a cependant un même esprit. Elle soudoie des mercenaires pour souffler le feu de la discorde, pour mettre en mouvement l'amour propre irascible ; mais, au milieu de ces débats, les armes se tournent subitement contre l'ennemi de la liberté & des loix. C'est par les gens de lettres que chaque caractère est connu & apprécié. L'arrêt qu'ils rendent en première instance est ordinairement proclamé par la voix des Nations." Nous avons peu changé à ces paroles tirées du *Tableau de Paris*, écrit par l'Auteur de *l'An deux mille quatre cents quarante*.

Il y avait à Rome un tribunal particulier de censure ; Montesquieu, Rousseau & plusieurs autres génies politiques de la première classe, en ont parlé avec enthousiasme. Ces grands hommes n'ont pas vu que ce pouvoir, remis entre les mains de Magistrats particuliers, n'était qu'une ruse d'Etat que le Sénat avait inventée pour assurer son autorité. Thomas Morus, dans sa belle chimere de *l'Utopie*, s'est épris de cette institution au point qu'il ne veut pas que le peuple puisse censurer les actions de ceux qui le gouvernent ; il prononce la peine de mort contre l'individu dont l'audace ose contrôler les mesures du Gouvernement.

On sent d'abord les suites terribles d'un pouvoir censorial affecté à des particuliers pour la tranquillité, le bonheur & la liberté de penser des autres citoyens. Au lieu d'être un tribunal de bonnes mœurs, ce n'est plus qu'une inquisition déguisée, qui, malgré toutes les précautions, couvrira toujours des vengeances & des iniquités particulières. Tous ces inconvéniens disparaissent, dès que cette censure est abandonnée à tous les citoyens, par la liberté générale de la presse. Quant à la conduite

morale & privée, chacun devient l'inspecteur l'un de l'autre; & si l'ancienne vertu Spartiate, qui serait le principe & le soutien de la vraie liberté Républicaine, pouvait reparaître sur la terre, ce serait cette censure publique qui la produirait; aussi le citoyen de Geneve n'a-t-il pu s'empêcher de remarquer que dans sa Patrie, le penchant des femmes à médire formait une espece de censure très-utile aux mœurs. C'est là le seul espionnage, la seule délation, qui n'emporte avec soi aucune flétrissure. Est-il nécessaire qu'il y en ait d'autres dans un Etat bien réglé? Est-il nécessaire, pour faire observer des loix qui sont une émanation de l'éternelle justice, qu'il y ait des gens vils, sans cœur, justement flétris par l'opinion publique? Le crime & le vice ne sauraient avoir d'azile nulle part; ils peuvent servir aux Chefs des Gouvernemens corrompus & despotiques; mais quiconque ne se sent pas au moins un amour généreux pour la vertu, n'est pas digne d'obtenir jamais le titre d'homme libre & de vrai Républicain; ceux que ce langage austere pourrait effaroucher n'ont sans doute jamais senti les délices de l'innocence & de la vertu: je le demande à ceux même qui, après en avoir goûté les douceurs, se sont laissés corrompre par la contagion générale, s'ils ne voleraient pas à leurs anciens principes, au cas qu'ils vinssent à former la base de l'Etat civil?

Quant à la conduite Ministérielle des personnes publiques, la liberté censoriale de la presse ne produit pas de moindres avantages, en assurant à chaque particulier le droit de porter ses plaintes & ses observations au tribunal public de la Nation & du Gouvernement. Droit redoutable pour ceux qui gouvernent & légitime pour ceux qui dénoncent; puisqu'il tend sans cesse à rappeler les premiers au principe de leur autorité, en les ramenant au niveau des autres hommes.

Ces principes n'ont pas toujours été adoptés unanimement dans ce pays; mais quelquefois on s'en est beaucoup approché. Il n'est pas inutile de

de citer à cette occasion un édit que Les Etats de Hollande rendirent le 19 Juillet 1663 , & qui mérite d'être rapporté, par l'application qu'on peut en faire dans les circonstances présentes. Cet édit est de la teneur suivante :

Les Etats de Hollande & de West Frise, ayant pris en considération que dans leur assemblée, conformément aux obligations de leur emploi & serment, obligations qu'ils sont tenus de remplir pour le bien du Pays en général & des Habitans de Hollande & West Frise, plusieurs matieres de conséquence relativement à l'Etat du Pays ont été proposées, discutées & résolues; & qu'il convient que, dans une assemblée bien constituée des Etats, ce soit en toute liberté que chacun des Nobles & des autres Membres présents, y parle, y raisonne, y donne son avis, & y délibere; & qu'il serait contraire aux droits, liberté & privileges du Pays que quelqu'un fût inquiété à l'occasion de propositions, avis & résolutions pareilles; en conséquence, après une mûre délibération faite & par les Nobles & par les Régences respectives des villes, il a été résolu, statué & décidé que s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que, dans la suite quelqu'un du college ou de l'ordre des Nobles, quelqu'un des Députés des villes, ou de leurs Régens (y compris Messieurs les Conseillers-Committés & les Ministres de leurs Nobles & Grandes Puissances), —, à l'occasion de propositions, remontrances, ou résolutions qui auraient été faites ou prises ou qui pourraient se faire & se prendre, pour le maintien du Gouvernement présent, pour la conservation de la liberté ou autrement, relativement à l'Etat du Pays, ou en conséquence de l'exécution & accomplissement des résolutions & commissions de L. N. P., avec tout ce qui en résulte & qui peut en résulter dans la suite, venait, en quelque maniere, soit au dedans, ou hors du Pays, de Hollande ou West-Frise, être jamais, par voie de fait ou de justice, molesté, inquiété ou endommagé dans sa vie ou ses biens, son honneur, son état ou son office, on le tiendra & considérera comme fait & arrivé contre l'Etat & le bien-être de tout le Pays & de tous les Habitans; & en conséquence le Pays de Hollande & West-Frise se chargera de le tirer d'embarras, de le dédommager & indemniser, soit ceux qui pourraient être molestés, inquiétés

tés ou endommagés en conséquence des choses mentionnées, soit leurs veuves, leurs enfans ou héritiers; sans qu'on puisse y opposer l'éloignement des tems ou la prescription des années; pour qu'ils forment & poursuivent leurs actions & prétentions qu'ils jugeraient légitimes: & ils engagent à cela les biens, les moyens & les revenus publics, sans exception, en quelque Pays qu'ils se trouvent.

*Ainsi fait & conclu à la Haye le 19
Juillet 1663. & après une resumption
itérative, arrêté finalement le 3
Août suivant.*

Cet édit est concluant en faveur de Messieurs d'Amsterdam contre le Seigneur Duc de Brunswick. Mais comme on ne faisait alors que soupçonner les bons principes, l'édit semble borner la liberté de traiter les matieres politiques aux Membres des Régences & aux Assemblées Nationales; & par là il renferme une espece de contradiction; surtout en le rapprochant d'une Ordonnance rendue sur la discipline militaire en 1705. Il y est dit
„ que ceux qui parleront mal des Etats-Généraux
„ ou Particuliers, des Conseillers d'Etat ou de tout
„ autre Membre de la Souveraineté, ou qui diront
„ quelque chose pour les chagriner ou les railler,
„ seront punis sans misericorde en leur personne &
„ leur vie.

Il n'y a dans ces deux édits qu'une erreur essentielle; c'est que ceux qui les ont dressés paraissaient s'attribuer exclusivement les prérogatives de la liberté. Tout le monde ne pourrait s'empêcher d'en avouer les principes; si la protection, promise à ceux qui font des propositions relatives aux intérêts de la Patrie, était étendue à tous les citoyens; & si la punition contre ceux qui pourraient les troubler, était bornée aux voies de fait & violences sur la personne, & analogue à la gravité du délit. Car il serait atroce de punir de mort un homme auquel il serait échappé

pé une plaisanterie sur quelque démarche d'une Assemblée ou Régence, ou d'un de ses Membres.

Liberté générale de publier son sentiment sur la conduite privée & publique de tous les citoyens sans distinction.

Outre la liberté naturelle aux accusés de se défendre par la même voie, celle encore de recourir pour des personalities aux Tribunaux compétens.

De ces deux regles dérive tout le système de la liberté cenforiale ; l'on ne peut s'en écarter sans tomber dans des contradictions ou des inconséquences. Combien ces inconséquences ne seront-elles pas terribles dans un pays où les puissances, exécutrice & législative sont à peu près réunies. Les Colleges de Magistrature forment dans les villes vocantes non-seulement un tribunal judiciaire, mais encore à peu près un même Corps avec les Etats. Ne dépendant du peuple ni par les élections, ni par aucune autre voie, les Régens ont en main le pouvoir le plus redoutable. Les Cours Provinciales de justice forment, il est vrai, un rempart pour la liberté civile. Mais que peuvent les Cours Provinciales, quand on commence par enchaîner leur jugement par de nouveaux édits qu'ils sont obligés de suivre ? Si ces édits peuvent subsister, malgré les réclamations des citoyens intéressés, quelle porte ouverte aux vangeances particulieres, au despotisme aristocratique, le pire de tous ?

D'après ces observations sur la liberté de la presse, il suivrait que l'édit des Etats d'Utrecht sur la circulation des libelles contre les personnes d'un rang plus ou moins élevé, particulièrement contre le Duc de Brunswick serait opposé aux principes généraux de la liberté politique. D'après les fondemens de la constitution, cet édit serait une atteinte mortelle à la liberté civile ; les réclamations contenues dans la requête des Libraires, en auraient arrêté l'exécution. A moins qu'on n'ait montré que cette requête est illégale & que les raisonnemens n'en sont pas fondés, elle détruit toute la vertu de l'édit.

Et c'est ici qu'il convient d'examiner les suites auxquelles s'exposent les citoyens, en abandonnant leurs droits. Autrefois, quand les citoyens d'Utrecht, divisés en Corps de métier, avaient part au Gouvernement, soit par l'élection des Membres de la Régence, soit même par les délibérations sur les affaires publiques, le Corps des Libraires eût sans doute été consulté sur un édit relatif à la Librairie. Actuellement, sans aucune formalité ni procédure, on rend des édits contre eux, on les ajourne, on exige leur serment; & ce n'est que par les moyens d'infraction qu'offrent toujours les mauvaises loix, qu'ils peuvent se dérober aux voies de fait. Ainsi cet édit est encore sujet à un autre inconvénient, celui de ne pouvoir être exécuté. Il est donc impossible que, sous aucun rapport, il puisse passer pour une loi de l'Etat. Ainsi la feuille hebdomadaire, intitulée le *Politique Hollonais*, qu'on prétendait prohibée en vertu de l'édit, peut s'y vendre aussi ouvertement, aussi publiquement que le *Politiek Vertoog* & les *Sept Villages en feu* qu'un de mes amis m'assure avoir achetés chez le Libraire *Ten Bosch*.

Il ne faut pas croire que la liberté de la presse laisse à chacun le pouvoir d'imprimer ce qui lui vient dans la tête, de calomnier, de noircir qui bon lui semble. Non: les mêmes loix qui protègent la personne & la propriété des citoyens ont encore pourvu à sa réputation; les tribunaux sont toujours ouverts; mais ceux qui, pour repousser les traits lancés, ont recours à des tribunaux incompetens, ou à des voies obliques, semblent trahir leur conscience & leur cause.

Toutes les personnes éclairées sur les vrais principes applaudiront toujours à ces paroles prononcées à Londres par l'Avocat Glynn, dans l'affaire de Woodfall, poursuivi pour avoir publié la Lettre de Junius au Roi: „ Quoique parler mal des partisans culiers puisse être une chose blâmable; cependant „ les actes publics du Gouvernement doivent être sou-

„ soumis à un examen public ; & c'est rendre servi-
 „ ce à ses concitoyens que de s'en exprimer librement.”

Qui ne voit les avantages inestimables qui résultent de cette liberté pour le bien public ? Quel moyen plus capable de contenir ceux qui participent au Gouvernement ? Convaincus que toutes leurs actions seront exposées au grand jour, ils n'osent hazarder ces acceptions de personne, ces conivences obscures, ces vexations de détail que l'homme en place se permet, lorsque la prudence le touche plus que la justice. Quoiqu'il s'en faille beaucoup que la plupart des brochures qu'enfante cette liberté, soient des modèles de dialectique ou de bonne plaisanterie, il est certain qu'un objet important pour l'Etat ne manquera jamais de réveiller quelque plume habile qui saisit le vrai point de vue & détermine l'opinion publique. Il peut arriver qu'un homme irréprochable soit la victime d'un préjugé malheureux & que, satisfait de son intégrité, il regarde comme au-dessous de lui de descendre à une justification : en ce cas la vertu trouve sa satisfaction dans elle-même : des tems plus heureux lui rendront justice ; mais le vrai coupable n'a pas le même avantage : le trait le plus faible suffit pour percer une conscience coupable. Oui ; bien loin que la liberté de la presse soit dangereuse pour la réputation des particuliers, elle en peut devenir le rempart. Lorsqu'il n'existe aucun moyen de communication avec le public, chacun est exposé, sans défense, aux coups secrets de la malignité & de l'envie. L'homme en place perd son honneur, le négociant son crédit, le particulier sa réputation ; on ne connaît ni ses ennemis ni leur marche : mais au moyen de la liberté de la presse, l'homme innocent met les choses au grand jour ; il écrase ses accusateurs, par une sommation publique de prouver ce qu'ils avancent.

Il ne faut pas affecter de mépriser l'opinion publique. Alexandre lui-même s'écriait : *ô peuples ! que ne faisons nous pas pour nous procurer vos louanges !*

Dans un Etat où le peuple n'ose s'exprimer que

pour flatter les dépositaires du pouvoir, on peut se méprendre sur l'affection du public : à son défaut on se borne à inspirer la terreur & à trouver de la satisfaction en voyant la multitude éperdue retenir ses plaintes & dévorer ses larmes. Mais, dans un Etat libre, il faut que ceux qui gouvernent entendent les vérités désagréables qui retentissent de toutes parts. Ils sont obligés d'effuyer la plaisanterie, & ce n'est pas la plus mauvaise qui les afflige le moins. Semblables au lion de la fable, il faut qu'ils effuient les coups des ennemis qu'ils méprisent le plus. Ils sont à la fin obligés de renoncer à des projets injustes & pernicieux. Oui, si l'on considère la sensibilité naturelle à l'homme pour l'opinion des autres à son égard, on ne balancera pas à affirmer que s'il était possible que la liberté de la presse existât dans un Gouvernement despotique; &, ce qui ne serait pas moins difficile, qu'elle y existât, sans changer la constitution; elle y formerait seule un contre-poids au pouvoir du Prince. Si, par exemple, dans un Empire d'Orient, il se trouvait un sanctuaire qui, rendu respectable par l'ancienne Religion des peuples, procurât la sûreté à ceux qui porteraient leurs observations quelconques, que de là sortissent des imprimés que l'apposition d'un certain sceau fit pareillement respecter, & qui, dans leurs apparitions journalières, examinassent & contrôlassent librement la conduite des Cadis, des Pachas, des Visirs, du Divan & du Sultan lui même, cette institution y introduirait à l'instant un certain degré de liberté.

Les observations des particuliers peuvent avoir une influence heureuse sur les délibérations publiques. Ce n'est pas la fortune, c'est la nature qui a mis entre les hommes les différences essentielles. La liberté de la presse offre ainsi à ceux qui ont le plus de talens & de connaissances, les moyens de les déployer. Par ce moyen la Nation tient conseil & délibère; lentement, il est vrai, mais sûrement & solidement. Ainsi les faits s'éclaircissent; du choc des diverses réponses & répliques il ne reste plus que des argumens solides.

Quoi-

Quoiqu'il ne soit pas toujours prudent de déferer aux desirs tumultueux d'un peuple excité par d'impétueux Démagogues, il est certain que, si ce peuple persévère dans une opinion que des écrits publics ont longtems discutée, il serait dangereux de se roidir contre lui : c'est alors qu'on peut dire, *la voix du peuple est la voix de Dieu.*

Si les Auteurs qui ont écrit le plus vivement contre la ville d'Amsterdam, avaient fait cette réflexion, importante dans un tems de division & de mécontentement public, l'un d'entre'ux n'aurait pas attiré sur lui le comble de l'humiliation, en provoquant le peuple par sa conduite. En effet, en suivant, dans tous les degrés, les dispositions qu'il a fait éclater, depuis le commencement des troubles, il était aisé de prévoir que la généralité de la Nation se déclarerait contre les Anglais. On fait ce dont le peuple est capable dans ce pays, lorsqu'il a pris son parti. Il n'a pas besoin de remonter à des siècles reculés pour se rappeler les moyens d'imposer silence aux mal-intentionnés.

Lettre à Monseigneur le Duc de Brunswick, traduite du Hollandais.

C'est sous cette vue qu'il convient d'examiner la liberté de la presse & l'opinion publique dans un pays libre. Tous les vrais Républicains conviennent de ces principes ; ce n'est pas sans doute un des moins zélés, qui est l'auteur de la lettre d'un Monsieur de Leeuwaarde au Duc de Brunswick. Quoique nous soyons bien éloignés d'adopter son stile & ses assertions, nous avons cependant jugé devoir la traduire, pour montrer comment on pense dans ce pays & comment on s'exprime dans la langue Nationale.

Sérénissime Prince !

Il est tems, & plus que tems, qu'on vous apprenne à connaître ce que c'est qu'une Nation maltraitée.

Il est encore des Belges libres , qui ne comptant pour rien leur sang & leur vie , ne doivent pas craindre votre Altesse. Il est un grand nombre de Bourgeois qui sont prêts à sacrifier leurs vies & leurs biens pour leur Patrie & pour la Maison d'Orange. La République est sur le point de sa chute ; tous nos concitoyens doivent donc savoir que ce n'est ni sur les Membres de la Régence, ni sur notre cher Stathouder, mais sur vous qu'il en faut rejeter le blâme. Il n'est pas d'homme éclairé qui ne voie que si notre patience extrême ne finit pas, vous aurez bientôt causé la ruine entière de la République. Sans nous permettre aucune dénomination injurieuse , nous ne sommes pas en peine de montrer que si votre unique dessein eût été de sacrifier cet Etat à la Maison de Brunswick, vous n'auriez pas pris des mesures différentes. Pour juger sainement d'un Ministre, ou de quelqu'un , qui, sans porter ce titre, en exerce les fonctions ; il n'est besoin que de faire attention à l'Etat de la Nation. Si l'union regne dans le pays, si l'industrie prospère, si l'Etat est respecté au dehors, nous devons présumer raisonnablement que les affaires sont conduites par un homme d'expérience, de talens & de vertu. Mais si l'on aperçoit au contraire la défiance & le mécontentement, la décadence rapide du commerce, & la perte de la dignité Nationale de la part des autres Puissances, on peut assurer, sans hésiter, que celui qui tient le timon des affaires, est inhabile ou corrompu.

Jetons à présent les yeux sur la situation de la République. Est-il une des sept Provinces, est il même une ville où votre main n'ait semé la discorde ? „ N'en avez vous pas fait transporter le germe jusqu'en Amérique” (*) ?

Dès

(*) Il conviendrait de faire l'histoire des expéditions des Trou-

Des querelles entre notre Stathouder & les habitans, voilà les fruits que vous avez semés dans ce pays (**). Il n'y eut jamais dans la République une époque aussi fertile en défiance & mécontentement.

Quant à ce qui regarde le commerce, jamais il n'éprouva des atteintes aussi terribles. Danois, Suédois, Portugais, Espagnols, Français, Anglais, quel peuple dans l'Univers n'a pas outragé la Nation Hollandaise ? D'après ce tableau qu'on trace votre caractère.

Mais il me semble vous entendre dire que ce n'est pas vous, mais la ville d'Amsterdam à qui l'on doit attribuer tous les malheurs de la République. La conduite de ses Régens a été si souvent discutée ; qu'il serait inutile de s'arrêter davantage sur cette matière ; nous nous bornerons à remarquer qu'en ac-
cor-

Troupes de l'Etat à la Colonie de Surinam ? Il fallait qu'un étranger, qui dans un autre service, n'avait qu'un grade subalterne, y fût revêtu du commandement suprême ; il fallait qu'il répandît la division parmi les Troupes & les Colons : il fallait qu'en revenant écrasé sous le poids de la haine & du mépris, il laissât derrière lui des disputes interminables.

(**) Nous ne rapporterons qu'un seul trait. Les écrits du Baron de Capelle que nous avons devant les yeux, prouvent suffisamment que vous ne vous êtes jamais piqué de veiller aux privilèges & libertés du peuple ; & si l'on veut en voir des exemples, on les trouvera dans l'excellent *Mémoire* du Greffier van den Heuvel, sur la juridiction militaire dans la Province d'Utrecht. Quel autre que vous a, dans cette occasion, donné lieu aux pasquinades sanglantes que l'ignorance du véritable état des choses fit circuler contre son Altesse Sérénissime ? Quel autre que vous est la cause des idées défavantageuses que l'on a conçues hors du pays sur son Altesse ?

cordant même qu'Amsterdam aurait passé les bornes de la circonspection ; la cause en doit être attribuée au mépris où est tombé la partie de l'administration où votre influence s'est fait sentir.

Nous ne suivons dans cette observation que le tableau que vous faites de l'opinion publique : car, auprès de vos disciples, le Prince le plus vertueux & le mieux intentionné est chargé de tout le blâme que vous avez mérité. Tout ce que l'on peut reprocher au Prince, c'est qu'il juge de votre cœur par le sien ; parce que par vos flatteries insinuant, vous avez su couvrir vos desseins. Vous avez profité de sa minorité pour étendre la trame, & peu à peu vous êtes parvenu à l'achever. Mr. de Rhoon, le Baron Charles Bentinck, en un mot tous les amis de Guillaume IV & de la Princesse Royale, auxquels la Maison d'Orange est principalement redevable de son élévation, ont été soigneusement éloignés de la Personne de son Altesse. Le Baron Bentinck ne vit pas d'autre ressource pour échapper aux embarras que votre influence lui causait, que de renoncer à son emploi. Le Professeur Weifs, qui a mérité de tous les Belges-libres pour les sentimens magnanimes qu'il a inspirés à son Altesse, ne fut pas longtems du goût de votre Altesse ; il fut obligé de se retirer en Suisse. Quantité de braves Officiers furent déposés pour faire place aux créatures de votre Altesse ; & voilà la vraie raison d'un si grand nombre d'agens titulaires qui ont mis tant de désordre dans notre armée qu'on chercherait en vain dans toute l'Europe pour trouver la pareille. Les honoraires des Officiers sont réglés de façon, que chacun pourrait vivre d'une maniere analogue à son rang ; mais, sous votre conduite, n'avons nous pas vu des Majors avec des appointemens de Lieutenans ? Que chacun en tire les conséquences. Nous examinerons à cette occasion plus amplement votre conduite en qualité de Feld-Maréchal.

Nous avons parlé des Officiers ; faisons quelque
me.

mention des Soldats. La pauvreté de l'infanterie, aux Suisses près, est si grande, que lorsque les congés furent retirés à l'occasion des querelles avec l'Electeur Palatin, il y eut, en trois mois de tems, plus de trois mille hommes qui désertèrent, pour ne pas mourir de faim. Quelle en était la cause? Votre Altesse seule. Dans l'assemblée des Etats de Hollande on délibéra longtems pour augmenter la paye de l'Infanterie. Si l'on veut considérer qu'une armée dont l'on veut se servir, doit être, suivant les circonstances, exercée, armée; & que l'Etat fera bien ou mal servi, suivant la maniere dont ces précautions auront été prises; qu'on juge à présent de ce que l'on doit attendre de l'armée de la République qui se trouve sous vos ordres. Ce n'est pas la quantité, c'est la qualité des Soldats qui procure les victoires. Les armées Romaines étaient presque toujours inférieures en nombre à celles des peuples qu'elles ont subjugués. Qu'on jette les yeux sur le département de l'artillerie; on y verra toujours la même discorde, la même désunion. Il est vrai que nous pouvons nous glorifier encore d'avoir un héros. Mais ne sera-t-il pas aussi contraint par vos créatures d'abandonner le service du Pays? C'est un général de la plus haute capacité; mais il a le malheur d'être vertueux.

L'Exemple de l'Officier d'Artillerie, Verbrugge, à qui votre influence fatale a fait quitter le pays, n'a pas encore pu l'effrayer. Heureusement les étrangers, toujours impartiaux lui ont rendu justice. Le Roi d'Angleterre, l'ayant mis à la tête de son artillerie, fait voir clairement qu'il n'y pas d'autre délit sur son compte; sinon que les oreilles de Votre Altesse n'étaient par propres à entendre la vérité d'un intrépide & vertueux Hollandais. Ces fortes de querelles n'ont elles pas fait perdre de vue l'intérêt essentiel de la Patrie? Combien d'années se sont passées depuis qu'on n'a coulé des Canons en fonte; quoique la disette n'en ait jamais été aussi grande.

Un homme pareil, Auteur de toutes ces négligences excessives, recevra-t-il de l'Etat le juste salaire qu'il mérite ? il est encore bien d'autres choses qui appartiennent à l'Etat militaire. Les passerons-nous sous silence, tandis qu'il n'est pas d'officier qui ne soit en état de donner des informations là-dessus ? Commençons par porter nos regards vers les frontières de l'Etat. Jetons les yeux sur cette ligne d'eau qui, suivant l'idée du Grand Coehorn, pourrait couvrir la Flandre Hollandaise. Aucune de nos frontières n'est dans un meilleur état ; plusieurs, au contraire, sont tombées en décadence. Un des plus beaux ouvrages du même Ingénieur, bâti pour servir de retraite à l'armée, est dans ce cas.

Nous laissons au jugement de Du Moulin, qui est à la tête des Ingénieurs, si toute une frontière qui depuis plus de 160 ans, sert de rempart à ce pays, & que Coehorn regardait comme imprenable, n'est pas dans une décadence totale, par votre négligence ?

Le peuple de la République n'a jamais bien conçu toute l'étendue des obligations qu'il avait à votre Altesse. Il peut se tenir assuré qu'avant peu l'honnête Du Moulin ira trouver le Professeur Weiss ou l'Ingénieur Verbrugge.

La Suite au N^o. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenschoot ; à Harlem, chez Walree ; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray ; à la Haye, chez P. F. Goffe, J. van Cleef, van Drecht & La Veuve Staatman ; à Gouda, chez Van der Klos ; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst ; à Dordrecht, chez Blussé ; à Deventer, chez Leemborst ; à Groningue, chez Huyzingsh ; à Nimegue, chez Van Goor ; à Arnhem, chez Troost ; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme ; 6 sols & Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre, Estampe allégorique.*

L E

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXV. LUNDI, ce 8 OCTOBRE, 1781.

Suite du CHAPITRE XXXII,

*Et de la Lettre à Monseigneur le Duc de Brunswick,
traduite du Hollandais.*

Nous n'avons pas encore examiné tous vos talens militaires. Le peuple avait déjà reconnu le héros par les opérations annuelles auprès de Waasdorp : mais vous vous êtes surpassé à l'attaque sanglante de Scheveningue. Trois goulettes paraissent sur mer dans le lointain ; à cette vue deux barques de pêcheurs viennent se précipiter sur la côte près de la Haye. Le Prince , l'Etat sont en danger ; vous ne faites qu'un signe : toute la garnison est sous les armes , le canon est transporté à Scheveningue & même traîné jusques sur le port (*). La cavalerie y vole à bride abbatue ; mais n'avons nous pas entendu tous les pêcheurs de Scheveningue s'écrier „ que fait ici la cavalerie ? Si l'on veut nous défendre , il n'est besoin que de nous envoyer du canon.” Peuple innocent & inexpérimenté dans les mystères de la Tactique ! Votre Altesse sentira facilement qu'il faut avoir fait peu de progrès dans cette science pour ne pas regarder comme le chef-d'œuvre

(*) Il en est qui disent que cela s'est fait pour empêcher une descente ; d'autres , afin que si la garnison de la Haye , ayant un engagement avec les cutters , vint à essuyer une défaite , vous trouviez un point de défense qui assurât votre retraite.

vre de l'art, le plan de défense que vous aviez tracé. A votre approche l'ennemi s'enfuit épouvanté. Il ne faut pas oublier la marche que vous fîtes faire au Comte Golawkin dans la nuit la plus épaisse : elle n'a pas peu contribué à faire disparaître la flotte ennemie. La conduite de votre Altesse aurait paru au-dessus du génie d'un Frédéric Henri, d'un Turenne, d'un De Witt, & de notre brave Amiral De Ruiter.

La République est engagée dans une guerre maritime : il nous manque des hommes pour équiper des vaisseaux. Quel moyen plus propre à nous en procurer que celui que votre influence a fait proposer ? Une augmentation de vingt mille hommes de troupes de terre, fera bientôt disparaître la disette des matelots. Les Officiers de mer nous manquent. Les vaisseaux de guerre n'ont pas encore un bon mouillage pour l'hiver. Comment obviez-vous à ces inconvénients ? Votre influence fait paraître au grand jour une pétition ; non pour encourager les Officiers de mer ; non pour creuser un port ; mais pour former trois simulachres de camp qui ne peuvent servir qu'à absorber toute l'attention de notre Stat-houder & à faire tomber la direction entière de toutes les affaires à votre disposition.

Nous finirons par examiner votre conduite dans ces dernières années. Quel autre que vous a empêché que, depuis le commencement des troubles de l'Amérique, la République ne mît sa marine sur un pied respectable ? Quel autre que vous est la cause de la perte de tant de millions que les Anglais nous ont enlevés ? Le peuple est hors d'état de savoir si le Comte de Welderen a fait passer les informations nécessaires ou non ; s'il ne l'a pas fait, il mérite d'être puni ; s'il l'a fait, c'est aux Ministres & Conseillers de son Altesse à en répondre (*). Les

no-
(*) Nous savons de source qu'au commencement de la guerre, un bon citoyen proposa de procurer à l'Etat toutes les informations importantes de l'Angleterre : il fallait une somme de cent mille florins par an, tant que la guerre durerait : mais cette offre ne fut pas acceptée. *Note* du Politique Hollandais.

notules des besognes du Dimanche du Chevalier York, pourraient nous donner le fil de ce labyrinthe. Ces paroles des Ministres de l'Etat à Pétersbourg méritaient surtout d'être remarquées. „ L'En-
 „ voyé Anglais, disent ils, a reçu en même tems
 „ que nous les instructions de Vos Hautes-Puissan-
 „ ces”. Sans déterminer quel est le coupable, il est du moins certain que nous sommes trahis. Il ne nous resterait plus qu'à continuer à vivre dans la pauvreté & l'esclavage sous un Vice-Roi de la Maison de Brunswick, sous l'influence du Ministère Anglais; si nous ne savions le parti que doit prendre une Nation qui depuis tant de siècles a su défendre avec un courage intrépide sa liberté & ses Princes contre toute influence d'étrangers.

De Leeuwarden 20 Mars 1781.

L'Auteur de ce discours est sans doute un de ces Patriotes de mauvaise humeur dont le mécontentement & les malheurs publics auront contribué à aigrir la bile. Il a préféré le stile du Junius Anglais à tout autre; & sans doute, ce qui eût permis à un Anglais sous un Monarque doit l'être à plus forte raison à un Hollandais qui vit dans une République. L'Auteur ne se borne pas à l'examen des talens ministériels & politiques du Duc de Brunswick, les seuls qu'on avait jusqu'alors attaqués; il en veut surtout à ses talens militaires: nous n'avons pas assez de connaissance dans la Tactique, ni des informations assez fideles sur les intrigues de la Cour de la Haye pour juger à quel point les diverses assertions contenues dans cette lettre, peuvent être fondées. Nous avouerons aussi que nous sommes bien éloignés d'imputer au Seigneur Duc tout seul le blâme des malheurs publics. Il a beau avoir la plus grande influence par son crédit sur l'esprit du Prince. Ceux à qui les délibérations publiques sont commises auraient dû montrer tout le courage & la fermeté qu'exigeait le besoin de l'Etat. La plupart dépendent, il est vrai, du Prince; mais ne vaut-il pas mieux renoncer à sa place, quand on

sont l'impossibilité de la remplir d'une manière qui se concilie avec les intérêts de la Patrie?

Nous ne pouvons cependant refuser notre admiration au courage de l'Auteur: voilà comme il est permis de dénoncer à la Nation les hommes publics: c'est à eux à répondre s'ils sont innocens, à abdiquer s'ils se sentent coupables. Cette délation est licite, elle est louable, elle est noble. Qu'il nous soit permis de remarquer à cette occasion que nous n'avons jamais eu recours aux personnalités qu'une seule fois, parce qu'elles étaient liées avec les affaires publiques; que nous ne les avons pas hasardées sur des bruits vagues; mais sur des documens authentiques ou des faits connus de tout le monde.

L'objet de cette feuille étant d'instruire & non de satisfaire la malignité, nous éviterons toujours les personnalités; fussent-elles de la dernière authenticité. Nous n'épousons les querelles d'aucun parti, ni d'aucun particulier: c'est ce dont conviendra Mr. lui-même. Il fait bien dans son cœur que nous n'avons pas épousé la querelle d'un autre: il n'avait qu'à borner ses attaques à nos écrits; nous n'aurions jamais pensé à repousser la violence & la fureur par l'arme du ridicule, la seule que nous eussions dans les mains. On fera plus clairement encore nos principes sur ce point dans le Chapitre suivant.

CHAPITRE XXXIII.

LETTRE à l'Auteur du Politique Hollandais avec la Réponse, pour l'apologie des principes répandus dans cette feuille & la défense du caractère moral de l'Auteur.

De la Haye le 1 Octobre

Mon cher Ami.

Je me hâte de vous annoncer une nouvelle qui vous amusera. En arrivant à la Haye, je me rendis pour acheter des livres chez Pierre Frédéric Goffe,

libraire de la Cour, de S. A. S. &c. &c. &c., qui m'a toujours fourni toutes sortes de livres philosophiques & Républicains, & même les annales du fougueux Linguet qui, au dire de certaines gens, n'a respecté ni notre Nation, ni notre Gouvernement, ni notre Stat-houder. Aussi Linguet, par reconnaissance, fit-il un éloge pompeux des livres que vendait le fusdit Pierre Frédéric Goffe, & principalement de la mauvaise Encyclopédie d'Yverdon, dont il avait une multitude d'exemplaires qu'il ne pouvait vendre. Il ne faut pas être ingrat dans ce bas monde ; la reconnaissance est une belle vertu. Le même Mr. Linguet (nous souhaitons sincèrement que le Ministère de France ouvre les yeux sur l'injustice de sa captivité) dit aussi beaucoup de bien de la Gazette, que le fusdit Goffe publie ou fait publier deux fois par semaine, mais qui ne se vend gueres, quoiqu'elle copie littéralement les anecdotes scandaleuses du Bulletin & ne laisse rien échapper de ce qui peut flatter la Nation Britannique.

Or, pour revenir au fusdit Pierre Frédéric Goffe, j'avais acheté dans sa boutique des livres qu'il m'envoya par son porte-faix ordinaire. Chemin faisant, certaine réflexion me fit desirer de consulter le dernier No. du *Politique Hollandais* : arrivé à la maison, je donnai commission au porte-faix d'aller demander cette feuille. A l'instant je vis les sourcils de cet homme se froncer ; son visage se couvrit de nuages : il me regarda d'un air courroucé :

Comment, Monsieur, me dit-il, dans le patois du bas peuple de la Haye ; je me garderai bien de vous apporter le plus affreux & le plus subtil des poisons : moi, Monsieur, tel que vous me voyez, je l'ai dit & le dis encore au public toutes les semaines dans un écrit que je fais pour conserver la pratique de Mr Goffe ; je l'ai entendu dire dans sa boutique, par deux ou trois Messieurs qui la fréquentent & qui me fournissent les passages Grecs, Latins, & Français dont j'ai besoin.

Ce discours réveilla ma curiosité. Eh connaissez-

vous l'ouvrage, lui dis-je alors ? Le public fait-il que vous travaillez pour lui ?

Non, Monsieur, j'en entends pas la langue où il est écrit. Mais on m'a dit que l'Auteur était un *Français fugitif*.

Mon ami, on vous a trompé, lui dis-je alors. Je connais l'Auteur parfaitement. Il n'est pas de meilleur Hollandais dans les sept Provinces. Si vous entendiez sa langue, je vous conseillerais de lire les Chapitres XVII & XX, & vous avoueriez que l'Auteur n'est pas un Français. Ce n'est pas non plus un *fugitif*. Il ne porte pas de nom de guerre. Son nom est celui de son père qui vit encore & de ses ancêtres dont la réputation a toujours été au-dessus même du soupçon. Par exemple les Messieurs Gosselvos *Baas* (*) ne sont pas des Français fugitifs, comme on le voit bien à leur accent ; mais ils pourraient être issus de Français fugitifs ; parce que leurs ancêtres se seraient échappés de la France sans passe-port du Gouvernement ; ils seraient dans un cas bien différent de celui qui voyageant dans ce pays, avec un passe-port, trouverait des amis & des occupations qui l'y retiendraient.

On m'a dit, continua le porte-faix, que pour gagner d'avantage, il avait fait connaissance avec un certain empoisonneur Bruxellois, qui lui avait indiqué les personnes disposées à sucer le venin, & qu'il avait fini par embrasser le même métier ; en quoi il avait si bien réussi que d'un pauvre Diable de la dernière classe qu'il était auparavant, il s'est vu fêté par des gens de la première distinction qui l'employent pour se venger de leurs ennemis ; & il commence à se montrer parmi les gens comme il faut.

Je vous avoue que j'aurais été indigné de voir qu'on traitât d'empoisonneur, le meilleur de nos Patriotes ; mais le porte-faix qui prononçait ces injures méritait plus de pitié que d'indignation. On voit trop généralement dans les gens du petit peuple une manière de penser basse & rampante ; ils s'imaginent que les

ri-

(*) Ce mot signifie celui qui commande à des manœuvres.

richesses & les honneurs mettent en effet une différence infinie entre les hommes : ceux qui , comme vous , n'en voyent d'autre que celle qu'y place le mérite ou la vertu & le prouvent par leur conduite , peuvent aller de pair avec quelque homme que ce soit. Je ne pus cependant m'empêcher de dire à cet homme qu'on l'avait encore furieusement trompé sur cet article ; que vous n'aviez jamais entretenu correspondance avec un Bruxellois ; que vous n'aviez jamais écrit à Bruxelles relativement à la politique que pour faire rendre justice à d'honnêtes citoyens , outragés injustement ; & que vous aviez tout fait pour détourner d'écrire sur la politique de notre pays ceux qui ne sont pas à portée d'en connaître les affaires.

Ce n'est pas tout. Je voulus savoir si cet homme avait des lumières & des principes ; car les connaissances & la probité peuvent se rencontrer jusques dans les dernières classes de citoyens. Je l'interrogeai sept fois de suite sur les intérêts de notre Pays : sept fois de suite , je n'en pus tirer un seul raisonnement suivi. „ Il ne me répondit jamais que „ ces mots : *les vrais Patriotes ne sont pas ceux d'Am-*
sterdam. La biere de Brunswick qu'on boit à la
Haye vaut mieux que le vin Français qu'on boit à
Amsterdam : les Français & les Américains sont nos
ennemis naturels ; les Anglais nos meilleurs amis &
nos alliés naturels. Ils ont formé une conjuration
 „ exécration. A Utrecht même il y a une société se
 „ signant *Post van den Neder-Rbyn* , impliquée dans
 „ le même complot. Un Ministre déposé est l'adju-
 „ dant général. „ *Ils répandent partout le plus dange-*
 „ *reux des poisons.* ”

Vous avez raison , lui dis-je alors , mais je voudrais bien avoir de ce poison-là. Avec de l'argent.... à ces mots mon homme ouvrit de grands yeux : je vis aussitôt ce que signifiait cette grimace ; je lui mis un florin dans la main ; il sortit & ne tarda pas à m'apporter votre dernier N^o. qu'il m'assura avoir acheté pour trois sols chez Pierre Frédéric Goffe ; je lui avais

donné un autre florin pour son premier message : Ah ! Monsieur, me dit-il alors, que je voudrais bien avoir souvent des pratiques comme la vôtre ; elles me rendraient beaucoup plus que d'écrire une feuille hebdomadaire. Jugez, Monsieur, que je suis obligé de perdre beaucoup de tems à la Halle pour noter les injures que se disent les poissardes ; & que malgré cela ma provision commence à s'épuiser. Notez, Monsieur, que je ne suis payé qu'à proportion du débit, qui jusqu'à présent est encore nul. Je commence à detester celui qui m'a attiré dans ce triste métier ; je commence aussi à me défier d'un homme qui ne fait aucun scrupule de vendre une feuille qu'il fait annoncer pour du poison. Ah ! Monsieur ; soit dit entre nous : j'ai cru souvent tromper ceux qui voulaient me tromper ; mais je me suis appercu qu'il n'y avait rien à gagner qu'avec les honnêtes-gens, tels que vous. Aussi ne ferai-je aucune difficulté de vous avouer tout le mystérieux de mes affaires avec le susdit libraire. Ses Gazettes ne sont lues de personne ; vous m'avouerez qu'on se chagrinerait à moins : la feuille qu'il m'a chargée d'écrire, ne trouvant personne autre, n'est pas lue davantage : quoique dans les cafés il se trouve des gens de toutes sortes de principes, on n'a pas voulu l'y recevoir même pour rien. Vous conviendrez qu'une telle déconvenue est capable d'impatiser l'homme le plus flegmatique. En conséquence, nous avons formé le plan le plus adroit pour faire débiter nos deux gazettes & notre feuille : c'est d'attaquer les auteurs qui ne pensent pas comme nous : comme ils sont très-irascibles, & qu'ils sont lus avec avidité de toute la Nation, on nous attaquera : on nous donnera une importance que nous n'avons pas : je fais de bonne part que le Politique Hollandais a donné au *Politiek Vertoog* en l'attaquant, une réputation qu'il n'aurait jamais eue.

Et comment vous y prendrez vous, mon ami ?

Nous dirons d'abord que tous ceux qui ne pensent pas comme nous sont des méchans, des envieux, des gens soudoyés, des scélérats, des traîtres, des conspirateurs contre l'Etat associés dans cette diabolique trame avec des Ministres déposés.

Mais ne voyez-vous pas qu'en leur attribuant une conspiration contre l'Etat, sans être en état de le prouver, crime le plus affreux qui fut jamais, vous devenez vous-même le plus affreux des calomniateurs ? Comment voulez-vous qu'il y ait une conjuration formée avec un Ministre déposé ; puisque je suis sûr que le Politique Hollandais n'a jamais vu ni connu celui que vous paraissez désigner ? Il serait singulier qu'on fût associé dans une conjuration pareille sans se connaître.

Nous ne sommes pas en peine de le prouver.

Eh Comment ?

Nous assurerons toujours que ce sont des Français fugitifs, ensuite qu'ils se cachent sous l'anonyme.

Mais il me semble qu'il y a dans ces assertions une contradiction manifeste qui en prouve la fausseté. Je conçois bien que vous les appeliez scélérats, empoisonneurs, conspirateurs contre l'Etat, anonymes ; mais je ne me suis pas encore aperçu que vous même ayez mis votre nom à la tête de votre feuille : on ne peut encore vous deviner que par votre stile ?

Nous dirons qu'ils n'ont d'autre compagnie que des laquais avec lesquels ils vont s'enivrer dans le cabaret du coin, & surtout qu'ils font de tristes dîners.

Il est vrai qu'après cela on ne saurait douter que les monstres ne soient à la tête d'une affreuse conspiration où des personnages de la première distinction commencent déjà à entrer.

Nous dirons qu'ils gagnent leur vie à corriger des

préuves, qu'ils sont payés à tant par feuille des libraires.

Corriger des épreuves ! Quelle Horreur ! Recevoir tant par feuille des libraires ! Les monstres ! Les Traîtres ! peut-on douter après cela que nous n'ayons dans le Pays les plus dangereux des empoisonneurs, les plus scélérats des conspirateurs ?

Oui, oui rien n'est plus vrai. Nous les dénoncerons à l'Etat. Nous assurerons que s'ils ne sont pas réprimés, c'en est fait de la République. Ne voyez vous pas, Monsieur, que si les Auteurs du *Politique Hollandais*, de la *Gazette de Nord-Hollande* & du *Post vanden Neder-Rhyn*, sont incarcérés, écartelés, brûlés & leurs cendres jetées au vent ; on ne lira plus d'autre feuille que la nôtre ; elle fera la seule ?

Bravo ! Bravo ! dis-je alors. Vous me paraîsez un homme d'esprit, je suis au désespoir de voir que Mr. Goffe ne fache pas mieux récompenser vos talens. Cela vient sans doute plutôt des principes que vous avez adoptés que du défaut de mérite. N'y aurait-il pas d'autre moyen de vous faire gagner de l'argent ?

Ah ! Monsieur, vous me rendriez le plus heureux des mortels. Pourvu que je gagne de l'argent, n'importe : car, soit dit entre nous, je commence à m'ennuyer de mon métier : je trouve qu'il est plus commode d'écrire tranquillement dans une chambre auprès d'un bon feu quand il fait froid, que d'être exposé tous les jours aux inclemences de l'air & des saisons, en portant des fardeaux dont le poids vous écrase. J'écrirai pour la ville d'Amsterdam, & s'il le faut, contre le Prince.

Vous ne lui avez déjà que trop rendu de mauvais services ; dis-je alors avec indignation : il serait vraiment à plaindre s'il vous avouait pour ses défenseurs ; mais il est trop éclairé & j'ose le dire, trop bien intentionné pour être réduit à cette extrémité. Je ne pus cacher mon courroux ; Amsterdam, lui dis-je, n'a pas besoin de ta plume : il faut écrire autrement que tu ne fais pour trouver des libraires : Garde toi de paraître jamais plus en ma présence, ou. . .

Cette leçon ne fit aucune impression sur cet homme. Se voyant dévoilé, il ne garda plus de mesure. Il accumula contre moi des injures qui souilleraient ma plume, si je les rapportais. Je me hâte de vous instruire d'une scène qui vous prouve encore qu'on ne peut avoir
que

que des ennemis méprisables, quand on écrit avec autant de patriotisme & de bonne-foi que vous le faites.

R É P O N S E.

Je vous avoue que je ne me ferais jamais imaginé que le Politique Hollandais fût mis à la tête d'une bande d'empoisonneurs & de conspirateurs contre l'Etat. Il faut que sa cause soit bien bonne pour ne lui susciter que des accusations qui tombent assez par leur absurdité. Il serait au-dessous de lui de descendre sur l'arène avec d'aussi vils accusateurs : il profitera seulement de cette occasion, pour justifier les principes qu'il a suivis & dévoiler la conduite qu'il a tenue.

Ce n'est pas le Politique Hollandais qui a excité le cri général de la Nation contre les Anglais ; il aurait perdu toute sa rhétorique pour parvenir à ce but, si par l'insolence & la multitude de leurs pirateries, de leurs violations du droit des gens, ils n'avaient allumé le ressentiment de la Nation la plus flegmatique. La guerre était déclarée depuis environ deux mois, lors qu'il ouvrit sa carrière périodique. Ainsi l'on ne saurait jeter sur lui le blâme de la guerre présente & des suites qu'elle entraîne. Il est vrai qu'il y a parmi nous des gens qui ont prétendu & prétendent encore que ce n'est pas aux Anglais, mais à notre Nation qu'il faut attribuer la coulpe de cette guerre : mais le politique a cru devoir soutenir le contraire ; il a pour lui, non-seulement la voix unanime des Nations étrangères, à l'exception du Ministère Britannique, mais encore le manifeste des Etats-Généraux. Malgré le ressentiment National, assez naturel dans une guerre déclarée, il n'a pas nommé les Anglais des bourreaux, des scélérats, des assassins, des monstres &c. Il a su leur rendre souvent justice quand ils le méritaient. Dans un des derniers numeros il les appelle un peuple brave & respectable. On n'a qu'à lire les Chapitres XVII. & XX. pour voir que, pour proposer, avec la France, une alliance dont un intérêt commun paraît montrer la nécessité actuelle, il n'est pas l'admirateur aveugle de cette Nation, ni de son Gouvernement. Il croit qu'il faut être dépourvu du sens commun ou vendu à l'Angleterre pour soutenir encore qu'elle est notre alliée naturelle, & qu'une amie aussi zélée ne refuserait pas de nous rendre tout ce qu'elle nous a pris, sans
que

que nous ayons besoin de sortir de l'état de faiblesse où nous sommes.

Il avoue qu'il ne pourra jamais concevoir comment la ville d'Amsterdam aurait attiré cette guerre pour avoir insisté continuellement pour une augmentation de forces maritimes; ni comment elle aurait fourni un prétexte de rupture aux Anglais, parce qu'un de ses Ministres aurait tracé avec un Américain, un projet de commerce qui ne devait avoir lieu, que lorsque l'Angleterre aurait reconnu l'indépendance de l'Amérique.

Il avoue qu'il a encore pensé que, dans un tems de division au dedans & de guerre au dehors, un Prince, exerçant les fonctions de Ministre ou Conseiller du Chef de la République, ne pouvait que nuire si, ayant perdu l'estime, la confiance & l'amitié Nationale, il s'obstinait à rester en place. Il a cru qu'un Membre intégrant de la Souveraineté avait droit de demander l'éloignement de ce Ministre; quand même il n'aurait à alléguer que les soupçons, la défiance & le mécontentement publics. Il avoue qu'il n'a pu concevoir sur quel fondement la Régence d'Utrecht peut avoir prohibé les 24 & 25 numéros de sa feuille, comme tendans à décrier le Duc; puisque ces numéros ne contiennent aucune accusation injurieuse contre ledit Seigneur qui n'est qu'un Officier de l'Etat, & qu'on n'y raisonne que d'après les principes répandus dans une pièce émanée d'un Membre intégrant de la Souveraineté.

Il croit que les Anglais ont formé, dans la conquête de l'Amérique, l'entreprise la plus absurde qui fut jamais & que leur expérience & leurs forces échoueront dans ce projet.

Il croit que la République n'a autour d'elle aucun allié naturel; mais que, dans les circonstances présentes, elle devait faire alliance avec les Ennemis de ceux qui lui font une guerre qui menace les fondemens de son existence.

Il n'a pas craint de publier que l'alliance la plus naturelle qu'elle pourrait faire dans les circonstances présentes, serait avec les Etats-Unis de l'Amérique. Il a ramassé toutes les objections qu'on peut former contre cette démarche. Il exposera avec sa bonne-foi ordinaire celles qui se trouvent dans les *Considerations* écrites en Hollandais sur le *Mémoire de Mr. John Adams*. Il prouvera par ce *Mémoire* même dont les Anti-Américains parlent avec tant d'emphase, que la République ne saurait trop se hâter de faire cette alliance.

Il a plus d'une fois exposé ses sentimens sur la constitution de la République & particulièrement sur l'utilité
du

du Stathouderat. Il a toujours rendu justice aux bonnes dispositions du Stathouder actuel. Il demande aux personnes impartiales si les écrivains qui le rendent odieux, ne sont pas ceux qui confondent sans cesse sa cause avec celle des Anglais, & si le *Politiek Vertoog*, les *Lettres sur les circonstances du tems présent* & cent autres brochures écrites sur les mêmes principes n'ont pas fait & ne font pas encore plus de tort à Guillaume V. dans l'esprit du peuple que jamais ils n'en pourront réparer ?

Il n'a jamais épousé la vengeance de personne. La seule querelle où il ait employé les personnalités était sienne.

Il n'a, pour humilier ses ennemis, eu recours qu'à des faits publics; il n'est allé chercher ses raisons ni à la poissonnerie, ni sur le port, ni dans la boutique de Mr. Gossé.

Il fera toujours en état de prouver que ce n'est point l'interêt qui l'a conduit dans cette carrière politique. Ceux qui l'y connaissent savent assez que l'interêt n'a jamais été sa passion dominante. Le désintéressement d'un homme de lettres, est à coup sûr un titre de vertu. C'est une preuve du moins qu'il n'a jamais avili ni sa personne ni sa plume.

Il ne faut pas une sagacité extraordinaire, pour voir que le Politique Hollandais est au-dessus des bas motifs qui ne conduisent que trop souvent la plume des écrivains publics. Il ne ménage pas plus l'Aristocratie opposée aux mesures du Prince que les mesures du Prince pour augmenter son autorité par le pouvoir militaire. Uniquement occupé des intérêts du plus grand nombre qui sont ceux de la Patrie & de l'humanité, il ne fait sa cour qu'au peuple qui ne confère ni charges, ni pensions, ni faveurs; il regarderait comme un injure de recevoir des secours de qui que ce soit.

Il dit la vérité sans ménager ni dénigrer aucun parti; il n'écrit rien dont un honnête homme puisse rougir; son audace est celle d'un Patriote zélé qui se développe malgré les dangers: il dévoile les intérêts de la Patrie malgré les cabales; également incapable de bassesse ni de dissimulation; estimant l'honneur mille fois plus que la vie.

Il suit toujours les mêmes principes, sans mandier la protection de ceux auxquels ils peuvent plaire, & sa conduite privée offre si peu de prise à la haine, toute méchante qu'elle est dans un tems de division publique, qu'on est obligé pour le décréditer, de l'accuser d'être Français,

de

de faire de mauvais dîners & d'autres pauvretés pareilles. Il peut aller partout le front levé ; il n'a que des amis dont tout homme s'honorerait ; loin d'avoir part aux libelles où des personnages respectables étaient traduits injustement, il n'a rien négligé pour leur faire rendre justice.

Après avoir ainsi donné sur sa conduite des informations qu'il défie à qui que ce soit de lui contester, il finit par avertir qu'il n'est pas en peine de trouver toujours dans la bonté de la cause des moyens pour confondre ses détracteurs.

C H A P I T R E XXXIV.

LETTRE au Politique Hollandais sur les causes qui occasionnerent la faiblesse de l'Escadre qui se battit au Dogger-banc.

Votre coutume étant de ne raisonner que sur des pièces authentiques, je vous prie d'insérer dans votre feuille la Requête présentée au mois d'Août aux Bourguemâtres de Rotterdam par les Négocians de cette Ville, que vous avez promise ; ensuite un autre document que plusieurs de nos papiers ont déjà publié dans la langue Nationale. Les Réflexions que je vous communiquerai sur ces deux pièces & sur les deux récits opposés que donnent nos feuilles Hollandaises des causes de la non-sortie des vaisseaux de Zéelande à la même époque, satisferont amplement à la demande que l'on fait dans un Post-scriptum d'un de vos derniers numeros.

Aux, Très Nobles, Très Respectables, Mrs. les Bourguemâtres & Régens de la ville de Rotterdam

„ Représentent très-respectueusement les Soussignés Négocians & Habitans de cette ville, que L. H. P. ayant évoqué en partie, au mois de mars dernier, le placard du 26 janvier, en vertu duquel la navigation pour les ports de Flandre & de la mer Baltique avoit été détentée aux vaisseaux commerçans de ce País ; de manière que ce e navigation a été rouverte pour tous les sujets de l'Etat, & que pour cet effet on accorderait les convois nécessaires, les Supplians avoient attendu avec impatience que la promesse concernant lesdits convois se réaliseroit à leur égard ; mais en vain, jusqu'à ce qu'ils apprirent au mois de juin dernier par leurs correspondans d'Amsterdam que les convois se préparaient pour

pour partir au mois de juillet, & qu'en conséquence on équipoit & chargeoit les navires marchands de cette dernière ville. Les Supplians, à leur plus grande surprise, n'ayant reçu jusqu'alors aucune information légale à ce sujet, eurent lieu de craindre que les vaisseaux de la *Meuse* & de *Goeree* ne fussent exclus de la protection de ces convois; c'est pour cet effet que quelques-uns d'entr'eux se sont adressés à la chambre de Mrs. les Bourguemaîtres & à d'autres Membres du College d'Amirauté résidant en cette ville, pour prendre des informations & s'éclaircir sur ce point; mais la réponse qu'ils eurent de l'une aussi bien que de l'autre part, fut que *l'on n'en savoit rien*. Enfin ce ne fut que lorsque la plupart des vaisseaux d'*Amsterdam* furent équipés & frétés, que les Supplians furent avertis par le secrétaire de l'Amirauté de la *Meuse*, que l'on eût à faire partir le plutôt possible pour *Hellevoetsluis* les navires destinés pour la *Baltique*; que ces vaisseaux y seroient reçus sous le convoi, mais que les circonstances critiques ne permettoient pas de s'ouvrir plus amplement sur la manière dont cela seroit exécuté, ni sur le nombre des vaisseaux qui seroient employés pour ce convoi. Cet avis donné aussi précipitamment ne permettant pas aux Supplians de charger & d'équiper leurs vaisseaux avec autant d'épargne que ceux d'*Amsterdam* qui avoient été avertis à tems, ils n'ont ménagé aucuns frais pour effectuer le chargement & le fret de leurs navires, ainsi que pour les faire assurer: ils se sont reposés entièrement sur les soins de ceux qui étoient chargés de régler l'ordre des convois & ont attendu l'occasion favorable pour faire partir leurs bâtimens sous la protection des vaisseaux de guerre de l'Etat, avec une impatience d'autant plus vive, que la saison de l'année étoit déjà trop avancée pour qu'il n'y eût pas à craindre pour le retour des vaisseaux marchands avant l'hiver. Enfin ce fut à leur plus grand étonnement qu'ils apprirent le 3 de ce mois, que le convoi étoit parti le 1^{er}. du mois du *Texel* & du *Vlie*; & le jour après Mrs. *Franco* & *Adrian Dubbeldeemuts* furent informés par une lettre du susdit secrétaire de l'Amirauté de la *Meuse*, que, puisque le convoi étoit parti sans que celui de *Goeree* eût pu sortir, & qu'il y avoit à craindre que le vaisseau de guerre le *Prince-Guillaume* ne fût point en état de sortir assez tôt, eux les Supplians auroient à se déclarer positivement, s'ils voulaient faire partir leurs vaisseaux

seaux sous l'escorte d'une petite frégate de 20 canons d'un cutter de 18, & d'un yacht de 14."

„ Les Supplians n'ont pas été moins indignés qu'étonnés du contenu de cette lettre, qui leur a appris combien peu on a eu égard à leurs intérêts, & qu'après tant d'attente & tout le tems qu'on a mis à régler ce convoi, on ne leur propose, après le départ du même convoi, pour escorte de leurs navires, que 3 petits bâtimens armés qui ne sont d'aucune défense & un gros vaisseau qui, comme tout le monde fait, ne peut sortir de *Goeree* qu'à la faveur du soleil, de la lune & des vents; & qu'ainsi ils devoient hazarder une flotte marchande de 16 à 18 voiles, sous une escorte de 3 petits bâtimens armés, qui seraient obligés de se rendre à la première frégate ennemie qu'ils rencontreraient, ou de chercher leur salut dans la fuite. Il n'est point du ressort des Supplians de juger de la force d'un convoi; mais ils croient pouvoir insister sur ce qu'on leur a promis, savoir un bon convoi, pour la *Baltique*; & c'est sur cette promesse qu'ils ont équipé & frété en partie leurs vaisseaux, dont quelques-uns avoient été assurés chez l'étranger, sous la condition expresse qu'ils partiraient sous une escorte suffisante, au défaut de quoi les assureurs ne seraient point responsables des risques qu'ils pourraient courir. Tout ce que les Supplians ont appris des suites ultérieures de cette affaire ne consiste qu'en des rapports qui leur ont été faits, soit par lettres, soit verbalement de la part de quelques capitaines de vaisseaux de la flotte marchande dans le port de *Goeree*: savoir, que le capitaine de *Bruin* ayant fait venir, mardi dernier, à son bord tous les capitaines des vaisseaux de la flotte marchande, il leur communiqua en substance que puisque le grand convoi était parti du *Texel* & vu que son escorte était trop foible pour les conduire sûrement jusqu'au *Sund*, il remettait à la volonté d'un chacun, ou de se détacher de la flotte ou de faire voile avec lui; mais en ce cas ils devaient s'attendre à être sans cesse exposés, par les vents contraires, à jeter & à lever l'ancre pour se tenir éloignés des côtes d'*Angleterre*: c'est après cette conversation que quelques vaisseaux se sont d'abord séparés de la flotte & que les équipages de la plupart des autres ont été très-mécontents & généralement découragés; ce qui est infailliblement une suite de ce singulier conseil de guerre où l'on a délibéré avec les capitaines des vaisseaux marchands, d'après les avis préalables des teneurs de livres. Les Supplians pensent devoir se borner au simple récit de ce qui s'est passé en cette rencontre, sans ajouter aucune réflexion de leur part, pour ne pas blesser par quelque expression déplacée, le respect qu'ils doivent aux Membres de la haute Régence de ce pays, étant persuadés d'ailleurs que les Nobles & très-Respectables Seigneurs verront clairement la malheureuse situation où ils se trouvent, tant par le traitement que viennent d'essuyer leurs vaisseaux qui se trouvent encore aujourd'hui dans le port de *Goeree*, que par rapport aux frais inutiles qu'ils ont faits pour leur équipement, leurs cargaisons &c. Dans cette persuasion les Supplians s'adressent aux N. Seigneurs, comme protecteurs des droits & privilèges des habitans de cette ville, en les priant instamment d'avoir égard à leur triste situation; & de vouloir prendre pour le redressement de leurs justes plaintes, les mesures qu'ils jugeront les plus convenables dans cette occurrence."

La suite au No. prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXVI. LUNDI, ce 15 OCTOBRE, 1781.

Suite du CHAPITRE XXXII sur
les causes de la faiblesse de notre marine.

Missive de M. N. KOELBERG, *Premier Lieutenant sur le Vaisseau de Mr. Bruin à Mr. le Baron de Lynden, ci-devant Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces Unies à la Cour de Stockholm, & par son Excellence communiquée au Collège d'Amirauté du département de la Meuse, résidant à Rotterdam, en y joignant une Lettre, datée de la Haye le 16 Septembre 1781.*

NOBLES & PUISSANS SEIGNEURS!

Je me suis cru obligé de mettre sous les yeux de Vos Nobles Puissances, la Lettre ci-jointe, qui m'a été adressée par le Premier Lieutenant KOELBERG du Vaisseau de guerre commandé par le Capitaine DE BRUIN; & puisque le contenu de cette Missive intéresse fortement l'Honneur & la Réputation du service de cet Etat, aussi bien dans le sein de la République, que chez l'étranger, & que je ne voudrais pas avoir à me reprocher, qu'une personne qui, sur la réquisition de V. N. P.; a été envoyée ici durant ma commission en *Suede*, eût des raisons de plaintes légitimes, il m'a paru qu'on devait abandonner le contenu de la Lettre susmention-

née à l'examen & à la délibération de V. N. P., pour qu'elles puissent y obvier convenablement si le cas le permet. En attendant, pleinement convaincu de l'équité de V. N. P., j'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite Vénération,

NOBLES & PUISSANS SEIGNEURS !

De V. N. P. le très-humble & obéissant serviteur.

(Signé.)

D. W. VAN LYNDEN.

La Lettre même de M. KOELBERG était de la teneur suivante.

TRES - EXCELLENT & TRES - ILLUSTRE SEIGNEUR BARON & ENVOYÉ !

En conformité de ma promesse, faite à Votre Excellence à mon engagement à *Stockholm*, pour lui mander comment j'étais employé au service de la République, par le College d'Amirauté de *Rotterdam*, je dois, par la présente, informer Votre Excellence, qu'arrivé au mois de Mai passé, j'ai amené en tout avec moi pour le College de *Rotterdam* 35 Hommes, tant Bas-Officiers, Matelots que Soldats, en route, soit en *Suede* ou en *Danemarck*; lesquels, à leur présentation, ont ensuite été répartis sur les vaisseaux respectifs de la République, à l'Amirauté sur la *Meuse*.

Quant à moi, j'ai été placé en qualité de Premier Lieutenant sur le vaisseau le *Prince Guillaume*, sous les ordres du Capitaine De Bruin. A mon arrivée à bord de ce vaisseau, le Capitaine m'ordonna d'y faire une visite exacte pour voir s'il y manquait quelque chose &, dans ce cas, d'y pourvoir. En exécutant cet ordre, je trouvai l'Artillerie dans un mauvais état & non telle qu'elle aurait dû l'être dans
un

un vaisseau qui, depuis plus d'un an, s'est trouvé en commission. Les canons & leurs affûts n'étaient pas dans un état convenable.

1°. Les canons de 12 étaient posés sur des affûts propres à porter des canons de 18; & ceux de 6 sur le château de poupe, de même que ceux du château d'avant, se trouvaient aussi mal disposés, tellement même qu'en faisant un feu continu, ces canons devaient sortir de leurs places & les affûts s'écrouler. Ce qui m'engagea à ordonner aux charpentiers de clouer des planches de chêne entre les affûts & les canons, pour pouvoir nous en servir, faute d'autres affûts.

2°. Nos pièces de 24 entre les ponts, ne sont pas dans le meilleur état possible; les mèches à tampon sont trop larges & mal façonnées. Lorsque je donnai au Capitaine connaissance de ce que j'avais observé; au lieu d'un ordre convenable, la réponse peu satisfaisante était:

Je ne peux y remédier, nous n'obtenons du Pays que les choses de dernière nécessité!

Je trouvai donc plusieurs objets à rectifier; mais, comme Officier subalterne, je me vis réduit à passer pour ignorant dans ces sortes de choses; il est extrêmement chagrinant de voir à la fois & qu'il manque quelque chose, & qu'on n'ose ni ne peut y remédier.

3°. Que semble à Votre Excellence de la situation où se trouvait notre navire, qui depuis plus d'un an est sous les commandement de notre Capitaine De Bruin? Lorsque nous reçûmes l'ordre de son Altesse de mettre à la voile, le Capitaine m'ordonna de charger nos canons de 24 d'un boulet rond & d'un boulet à branches; j'instruisis le Capitaine que la pesanteur du boulet rond était de 25 livres & celle du boulet à branches de presque le double. par conséquent trop pesans, à 8 livres de poudre, pour en attendre le moindre effet. Ce qui porta le Capitaine à m'ordonner de ne charger qu'à boulet rond, ou

comme je le trouverais à propos. Je partis donc avec le Canonier-Major pour faire charger les canons : Arrivés au premier de tribord & prêts à placer le boulet dans la bouche du canon, il ne put y entrer du tout; au deuxième, le Boulet s'arrêta à la distance de deux pieds; à la dixième pièce, du même bord, le boulet resta à deux pieds & demi : Quant au basbord, le boulet s'arrêta à trois pieds dans le canon du milieu; mais dans les autres pièces il ne rencontra heureusement aucun obstacle. Ces canons sont en dedans raboteux & moins larges qu'en dehors; l'intérieur de plusieurs de ces pièces a même été rouillé, au point que je pouvais en arracher les morceaux, & la plupart des lumières de ces canons ont de trop grands conducteurs. Le lendemain, le boulet resta avancé, & le Capitaine envoya demander au Maître des Equipages à *Hellevoet* une partie de boulets de 18, pour en faire usage aux 4 pièces en question; elles nous furent envoyées. Mais je fis observer au Capitaine, que ces boulets n'étaient pas adaptés au calibre de ces pièces; il fit donc en sorte que nous obtînmes quatre autres canons pour remplacer ceux qui manquaient : cependant dans ces canons de remplacement les conducteurs des lumières se trouvent à deux doigts de la ligne centrale. J'en fis mon rapport au Capitaine, qui jugea que cela ne tirait pas à conséquence; quoique je tâchasse de lui faire comprendre qu'il était impossible de tirer droit avec des pièces semblables.

40. J'aurai l'honneur d'informer Votre Excellence, sur ce qui concerne les provisions. L'Equipage obtient par tête une demi-livre de beurre & une livre de fromage, poids léger, par semaine. Le poids consiste en vieux morceaux de fer non étalonnés; ce qui me fait craindre que ce poids soit de beaucoup trop léger & moindre qu'il ne devrait être, d'autant plus, qu'ayant fait, une fois, une deuxième pesée de la ration de fromage destinée à deux ordinaires, en présence du Capitaine, j'en trouvai la

la quantité beaucoup moindre qu'elle ne devait l'être. Sur quoi le Capitaine m'ordonna de faire mettre aux fers le dépenfier ; ce qui me fit croire fermement que celui-ci serait mis au Conseil de Guerre. Mais, à mon grand étonnement, ce même dépenfier a obtenu un brevet de Lieutenant sur le cutter de la République, nommé le *Brak*. Deux fois par semaine on donne à l'Equipage du lard, dont la mauvaise odeur s'exhale dans tout le vaisseau. Ce lard était pire à bord que celui que l'on renvoyait à terre. Des pois gris accommodés avec la graisse de ce lard, que chez d'autres Nations les matelots n'osent manger : les autres jours de la semaine de la morue nageant dans une sauce de moutarde & d'une eau qui a servi à faire cuire les pois : tous les soirs, des pois seuls : jamais de la viande pour l'équipage, à l'exception d'une seule fois pendant mon séjour à bord, où l'on donna de la soupe & de la viande fraîche aux matelots. Quant à l'eau, elle est si mauvaise qu'elle fait soulever le cœur, & les gens de l'équipage n'osent en faire bouillir pour prendre du thé. Outre cela, il leur est défendu d'aller à terre, ainsi que cela se pratique chez les autres Nations, tour-à-tour, pour se rafraîchir & respirer l'air ; mais on les force de rester à bord comme des prisonniers ; & leurs coffres, leurs habillemens, &c. sont mal arrangés & mal entretenus.

4°. Je viens maintenant au traitement des malades, dont chacun reçoit par semaine une demie-livre de beurre, & par-dessus seulement des alimens de malades, consistant en bière de navire, avec de l'orge qui reste du déjeûné, des miettes de Pain bouilli avec un peu de sirop ; quelques-fois de la bouillie de farine cuite à l'eau, jamais de la soupe fraîche ou d'autres alimens propres à rendre aux malades les forces nécessaires. Les malades sont gardés à bord aussi longtems qu'il est possible, avant qu'on les transporte à l'Hôpital de *Goerée*. Il en faut chercher la cause certaine dans le profit que tire le Capitaine, aussi longtems que les malades res-

tent sur le vaisseau, puisque, à ce qu'on m'a assuré, la République donne par jour une indemnisation de 9 sols pour chacun d'eux & le Capitaine en est privé quand les malades sont à l'Hôpital. Lorsque ces pauvres gens y arrivent, on les trouve en si mauvais état que peu en réchappent. Ceux qui meurent à l'Hôpital, sont mis à terre, sans brancard, sans avoir seulement le visage couvert; on ne fait que les jeter dans la fosse & les couvrir. Moi-même, étant tombé malade & ayant été transporté à l'Hôpital, j'appris du Médecin du vaisseau qu'il avait sur sa liste 40 malades, non compris ceux qui se trouvaient encore à l'Hôpital, qui s'étaient blessés en tombant au fonds de la cale; entr'autres un matelot, encore à l'Hôpital, qui s'est cassé la clavicule, a été si mal pansé qu'il reste estropié du bras, parce que l'un des morceaux de la clavicule dépasse l'autre. Au dire de quelques gens de l'équipage, qui depuis 14 Mois ont servi sur ce navire, près de 300 hommes y sont morts dans cet intervalle, y compris un Premier Lieutenant, auquel j'ai succédé. Les maladies qui ont désolé & désolent encore ce vaisseau, sont des fièvres malignes, la gale, le scorbut, des ulcères aux jambes, si dangereuses même qu'on a été obligé de faire à plusieurs amputation des doigts de pieds, ou de jambes : je crois même que l'Equipage a presque entièrement été renouvelé.

5°. C'est une chose étrange, que dès que les convalescens à l'Hôpital apprennent qu'ils doivent retourner à bord sous les ordres du Capitaine de Bruin, ils s'imaginent qu'on les envoie au supplice; telle est la terreur qu'il inspire!

6°. Le vaisseau est trop étroit & pas assez long pour les canons. Lorsque nous eûmes 450 ou 460 hommes à bord, ils furent obligés de suspendre leurs branles sous le château d'arrière, celui d'avant, & le pont aux vaches. Comment ferait-on en hiver, ou dans un climat chaud, avec un équipage de 550 hommes?

Je crois, Noble & Puissant Seigneur, avoir satisfait

fait par cette rélation. Il faut pourtant ajouter que, si je n'étais étranger & retenu par cette considération, je serais porté à mettre sur un meilleur pied les manœuvres de l'artillerie & à placer les effets des matelots sans caisses dans les vaisseaux ressortissans du college d'Amirauté sur *la Meuse*. Ce dernier point me paraît très-nécessaire.

En finissant j'ai l'honneur de me recommander avec une liberté honnête à la protection de Votre Excellence, me nommant avec le respect le plus profond,

Très-Excellent & Très Illustre Seigneur,

Baron & Envoyé,

De Votre Excellence le très-obéissant Serviteur

NICOLAS KOELBERG.

Nos écrivains Patriotes ou non - Patriotes ont fait sur les deux pieces précédentes des raisonnemens à perte de vue. La premiere prouve sans réplique qu'il y a eu dans l'équipement des vaisseaux de la Meuse une lenteur qui ne peut causer trop d'indignation dans un tems de danger & de nécessité pressante.

Le second document montre aussi que celui qui devait préparer & commander les vaisseaux de la Meuse n'avait pas cet esprit d'ordre, de conciliation, de prévoyance, nécessaire pour la fonction délicate qu'il avait à remplir.

Ce qui est certain, c'est que cet Officier n'est pas fortuné; & que le Cardinal Mazarin qui, avant d'employer quelqu'un s'informait toujours s'il était heureux, l'aurait rayé de sa liste. Reste à savoir si, dans ce cas, le Sieur de Bruin n'a pas été le propre artisan de son malheur. Il y a environ trois années qu'il se vit dans la nécessité d'abandonner son vaisseau dans un port de la France pour un trait de conduite qui avait indisposé la Cour contre lui, & l'on

croit qu'il aura conservé depuis ce tems là du ressentiment contre la Nation Française: de là les envieux, qui ne manquent jamais à un homme en place, n'ont pas manqué de le soupçonner d'Anglomanie; comme si l'on ne pouvait haïr les Français sans avoir de l'inclination pour l'Angleterre.

Ce qui est certain, c'est que cet Officier est actuellement en bute aux soupçons, à l'indignation, aux murmures de la Nation entière. Honoré du Commandement des vaisseaux de guerre sortis de la Meuse, montant le Prince Guillaume de 74 Canons, & prêt d'entrer au Texel pour y renforcer la flotte qui avait combattu sans lui au *Dogger-banc*, il a eu le malheur d'échouer. Tout l'équipage a été sauvé avec la plupart des effets contenus dans le bâtiment; mais le navire est perdu. Son malheur a d'autant plus étonné qu'il avait un vent favorable & qu'il n'y a pas de marin qui ne connaisse le banc de sable, appelé le *Zuider-Haaks*, où il a touché: cet accident a été senti d'autant plus vivement qu'on avait alors le plus grand besoin d'un vaisseau de cette importance. Cette affaire sera discutée dans un Conseil de guerre: Il serait téméraire d'en prédire le résultat. Mais qu'on nous permette de faire observer que si Mr. de Bruin ne peut-être convaincu que d'expérience, il faut rejeter la faute de son malheur sur ceux qui l'ont employé. C'est aux Chefs du Gouvernement à discerner le zèle & le mérite, quand il s'agit de conférer un emploi.

La cause qui empêcha également les vaisseaux de Zélande d'aller décider la victoire au *Dogger-banc*, paraît aussi s'éclaircir. Une Lettre de Flessingue du 19 Septembre apprend qu'aucun ordre émané des Etats de la Province ne peut les avoir retenus. Le peuple du moins n'attendait pas qu'on leur envoyât des vaisseaux de la Meuse & l'étonnement fut si grand en les voyant venir à Flessingue, qu'on les prit pour des navires ennemis. On ne fut pas seulement étonné, mais outré; quand l'on fut dans cette ville que la Flotte du Texel avait mis à la voile,
sans

sans ni que ces vaisseaux de la Meuse ni le Baron de Kinkel, qui commandait le *Zuid - Beveland* eussent fait aucun mouvement pour l'aller joindre ; quoiqu'il y eût plusieurs navires marchands prêts à se mettre sous leur escorte.

Leur immobilité causa même un murmure général ; & tout le monde, grands & petits, se demandaient l'un à l'autre, pourquoi le *Zuid - Beveland* de 60 canons & le *Schiedam* de 50, commandé par un Capitaine de la réputation du Capitaine Raw's n'allaient pas en mer ? On a cru que la faiblesse & le danger où se trouvaient alors les Isles de Zélande étaient les causes de cet arrêt ; mais on a su depuis qu'elles étaient, & surtout celle de Walcheren, dans le meilleur état de défense contre toutes les entreprises. Des batteries de canon étaient si bien distribuées, qu'il n'y avait pas d'endroit accessible à l'ennemi qui ne fût bien pourvu d'artillerie. Il y avait dans tous les intervalles de ces endroits, des milices & des troupes réglées pour les garder. Il n'y avait pas à craindre qu'on ne vît aucune des batteries prendre feu, en saluant le Prince à son arrivée pour les visiter, comme cela était arrivé, lorsque son Altesse s'était rendue au *Helder*. Quiconque fait combien il est difficile de faire une descente sur une côte ennemie, quelles forces sont nécessaires pour cet objet, regarde toute crainte sur ce sujet comme ridicule. Ce ne sont pas les navires de guerre arrêtés dans les mouillages qui empêcheraient la descente ; mais une petite flotte qui croiserait çà & là pourrait tomber sur l'ennemi au cas qu'il osât la tenter ; & lui couperait la retraite. Ainsi l'on aurait désiré que le *Schiedam* & les autres fregates stationnées autour de l'Isle Walcheren, eussent pris le large, se fussent jointes avec des frégates des autres Amirautés pour croiser autour de toutes les Isles de Zélande. Les équipages auraient acquis une plus grande expérience par cet exercice, auraient appris à connaître l'état de la mer d'alentour, & à ne pas venir s'échouer sur le *Haaks*, dans un tems calme

& ferein. En un mot, il est certain que jamais les Etats de la Zéelande n'ont su le sujet qui a retenu ces vaisseaux dans leurs ports. On a d'autant plus été affligé de cet accident, que les équipages étaient pleins de feu & que non-seulement ils auraient partagé la gloire du combat de *Dogger-banc*, mais leur auraient procuré l'avantage de s'emparer des 150 navires marchands que les *Anglais* avaient sous leur escorte.

Il paraît sur l'accident de De Bruin une lettre d'un citoyen de Dort, où sont confirmées les principales particularités, contenues dans la première. Elle semble attribuer la faute de ce naufrage au pilote; elle insinue qu'il se serait laissé gagner par un Anglais domicilié à Rotterdam. Ces soupçons n'étant appuyés sur aucune probabilité, ne sauraient être adoptés; ils prouvent du moins qu'on ne faudrait trop se précautionner contre l'esprit de mécontentement qui fermente actuellement dans la Nation.

Le *Gazetier* de la Haye, toujours prompt à la défense du Prince Stadhouder & souvent d'une manière plus propre à lui nuire qu'à le servir, n'a pas laissé échapper cette occasion de signaler son zèle.

Il prétend que tout ce qu'on a publié au sujet des vaisseaux de Zéelande ne sert qu'à rendre odieux le Gouvernement & la Personne du Prince Stadhouder, & qu'on doit en appréhender les plus fâcheuses conséquences, si l'on ne prend des mesures pour arrêter cette licence.

Pour détruire les assertions précédentes, il assure qu'à la fin du mois d'Avril les Etats de Zéelande ont sollicité son Altesse de la manière la plus pressante de leur envoyer des renforts de troupes & de vaisseaux: que son Altesse avait déferé à cette demande autant que le peu de forces de terre & de mer l'avait permis, que le départ des vaisseaux du *Texel* avait été fixé au 8 juillet; & que s'ils eussent pu mettre à la voile dans ce tems-là, un détachement serait allé chercher en Zéelande le vaisseau du Capitaine Kinkel & serait ensuite entré
dans

dans le *Goeree* , pour y prendre aussi les vaisseaux de la Meuse, & pour aller de conservé rejoindre le gros de la Flotte : malheureusement les vents contraires ayant retardé la sortie des vaisseaux du Texel, ont fait échouer ces sages dispositions. Les plus habiles Officiers de marine conviennent que la Flotte aurait, par l'écoulement de la bonne saison, couru risque de ne pouvoir se rendre à sa destination.

Il avoue que les Etats de Zéelande n'ont jamais eu pour objet de leurs délibérations d'envoyer le *Zuid-Beveland* , tout seul pour joindre l'escadre : mais les principaux Membres de la Régence, & les plus éclairés sur les opinions des autres Régens & de la Nation Zéelandaise, ont détourné son Altesse de laisser sortir ce vaisseau, dans un tems où la Zéelande avait tout à craindre d'une escadre Anglaise qui croisait dans les environs. Ils étaient d'opinion que si Mr. Kinkel mettait à la voile sans prendre sous son escorte les vaisseaux marchands, l'esprit de mécontentement éclaterait parmi les négocians intéressés ; & que si la faiblesse de cette escorte les faisait tomber au pouvoir de l'ennemi, la faute en serait attribuée à son Altesse ; & qu'en effet la nécessité ayant obligé le vaisseau le *Zuid-Beveland* de sortir, il n'avait probablement échappé aux ennemis que parce qu'il était accompagné de deux vaisseaux des Indes-Orientales, dont l'un était armé en guerre.

Quelques jours avant la sortie de l'escadre du *Texel* , les Etats de Zéelande avaient envoyé une autre adresse au Prince Stathouder, pour se plaindre de la disette d'hommes & demander d'autres troupes pour remplacer les hommes qui manquaient dans les compagnies distribuées dans la Province. Cette demande, qui fut accordée, prouve que tous les Membres de la Régence ne se croyaient pas également en bon état de défense. Enfin, après le combat du 5 Août, son Altesse ayant demandé à l'Amirauté de Zéelande, composée en grande
par-

partie des principaux Membres des Etats, si elle pouvait, outre le vaisseau le *Zuid-Beveland*, se passer d'un ou de deux autres, pour renforcer la Flotte de l'Etat ; la réponse fut négative, après une mure délibération.

Les pieces suivantes paraissent venir à l'appui de ces assertions.

Extrait des Notules de Leurs Nobles Puissances les Etats de Zéelande, du 19 Avril 1781.

A été trouvé bon & entendu, que son Altesse Sérénissime sera requise par écrit, pour la plus grande sûreté de cette Province, de vouloir y envoyer le plutôt possible, un renfort de troupes & de canonniers, &c. ainsi que quelques vaisseaux de guerre, outre ceux qui se trouvent déjà stationnés ici, afin que les eaux de cette Province & les côtes de la *Flandre* puissent être mieux défendues contre l'entrée dans les embouchures & l'approche d'un nombre de vaisseaux ennemis.

Le 10 Mai 1781.

Le Conseiller Pensionnaire a communiqué à l'assemblée, que les ordres étaient déjà expédiés pour que le vaisseau le *Schiedam* de 50 canons ; les frégates, le *Jason* de 36 canons, & l'*Oranje Zaal* de 24, tous de *Hellevoet*, missent à la voile pour la rade de *Flessingue*.

Le 14 Mai 1781.

Le Conseiller Pensionnaire a communiqué à l'Assemblée, qu'avant-hier au soir fort tard il lui était parvenu un rapport par écrit du Général Major de Dopff, touchant l'approche des vaisseaux : Qu'hier & encore aujourd'hui il avait aussi eu avis de plus d'un endroit, qu'hier après-midi ces vaisseaux étaient heureusement arrivés à la rade de *Flessingue* & s'y trouvaient à l'ancre.

Ces raisons & ces pieces prouvent suffisamment qu'avant le mois de Mai, les Etats de Zéelande ont effectivement demandé des renforts, qui ont été envoyés à leur réquisition. Mais cela ne prouve pas qu'au mois de Juillet, les vaisseaux de Zéelande n'eussent pu aller joindre l'Escadre qui devait sortir du *Texel*; c'était même, suivant la lettre insérée dans la Gazette de la Haye, l'intention de son Altesse; si la Flotte du *Texel* eût pu sortir le 8 juillet. Reste actuellement à savoir si les vaisseaux de Zéelande n'auraient pu se rendre seuls au *Texel*, s'ils eussent couru un plus grand danger quinze jours plutôt que plus tard? Il vaut donc mieux convenir que leur sortie n'a été prévenue que par les représentations faites à son Altesse par des Régens distingués, qui suivant la lettre de la Haye, étaient les plus éclairés sur les dispositions des autres Régens de la Nation Zéelandaise? Mais quelles sont les preuves que ces Régens ont donné un bon avis, un avis conforme aux intentions du reste de la Nation? Le refus que fit l'Amirauté, après le combat du *Dogger-banc*, d'envoyer deux ou trois vaisseaux, ne prouve pas que ce refus ait été fait par les Etats de Zéelande. à moins qu'on ne veuille confondre un College d'Amirauté avec une Assemblée des Etats. La différence est grande; les premiers ne sont que sujets & les autres sont Souverains.

C'est ainsi que dans un Etat libre, les Chefs des opérations publiques sont appelés à rendre compte de leur conduite au tribunal de leurs concitoyens. Aussi le Capitaine de Bruin n'a pas vu d'un œil indifférent les bruits injurieux semés sur son compte. Il a eu le courage de demander le Conseil de guerre qui doit juger sa conduite. Cette hardiesse prévient en sa faveur; aussi ne déciderons nous rien, avant d'avoir vu la sentence des Juges compétens.

En général c'est sur la direction entière des affaires navales que la Nation se répand en plaintes amères. On nous a fait passer à ce sujet une piece que
nous

nous aurions inférée toute entière dans cette feuille, si toutes les assertions nous avaient paru également appuyées de preuves suffisantes. Nous prions celui qui nous l'a communiquée de ne pas trouver mauvais que nous nous bornions à publier les articles qui ne peuvent souffrir aucune contestation.

Traduction d'une Lettre Anglaise dont le brouillon a été trouvé sur le chemin de la Haye.

Mylord!

Suivant les instructions reçues à je me rendis au Helder par la voie d'Amsterdam. J'ai toujours pris les barques & choisi les auberges les plus communes; pour être à portée de mieux sonder les dispositions du peuple à notre égard: je vous avoue que je fus étonné de l'esprit d'animosité & de fureur qui regne dans toutes les classes du peuple contre notre Nation. Il prétend généralement que nous n'avons fait cette guerre que pour nous procurer, en le pillant, les ressources qui commençaient à nous manquer. Je n'ai gueres vu, dans les bourgeois, même à la Haye, qu'un libraire & deux ou trois personnes assidues à sa boutique, qui osassent prendre ouvertement notre parti: il me montra une brochure (*) nouvelle qu'il allait faire paraître pour décréditer la Nation Française: je vous assure, Mylord, que tout ce qu'on peut dire de plus fort contre nos ennemis naturels est accumulé dans cet ouvrage; & pour allumer le zèle des Protestans de ce pays on n'a pas manqué d'y assurer que les Français seraient à présent, aussi bien qu'il y a deux siècles, capables de faire une seconde St. Barthelemi.

Pour

(*) L'Ouvrage est intitulé Lettre d'un Monsieur d'Amsterdam séjournant à Paris &c.

Pour revenir aux Amsterdammois, je les ai vus surtout singulièrement affectés, non pas tant de la perte d'un vaisseau de 74 canons échoué sur le *Haaks* le 14 Septembre, avec le plus beau tems du monde, que de ce que la nouvelle de ce naufrage s'était déjà répandue le 13, vingt quatre heures avant l'événement.

On est surtout étonné quand on compare la fureur actuelle de la Nation avec la facilité avec laquelle on permet d'aller & venir autour des chantiers. Je vous assure que personne n'en ferait autant en Angleterre ni en France, sans risquer d'être pendu : vous en verrez la preuve par les desseins des batteries & du nombre de leurs pieces ci-inclus. On peut même tout voir à travers les pallissades aussi-bien que dans les ouvrages même. Il est singulier qu'il soit si facile de faire des examens dans les ports ; tandis qu'on prend mille précautions pour empêcher la même chose dans les villes frontieres, particulièrement à Mastricht, où sûrement nous ne dirigerons pas nos attaques.

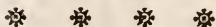
Enfin, après avoir parcouru la côte à mon aise & sans aucun obstacle, je revins dans une auberge au Helder. Elle était pleine de monde. Je m'informai adroitement des noms de tous les Commandans, des divers vaisseaux de guerre, du nombre des corsaires, de leurs forces ; & j'en fis une note exacte. Du Helder j'ai pu voir distinctement la petite escadre Anglaise ; ils ont furieusement peur du vaisseau les *Etats d'Artois*, ils l'ont baptisé le *Stoute-Jan* ; c'est un excellent voilier qui s'approche souvent jusqu'à la portée du boulet. Les bateaux pêcheurs qu'on laisse entrer & sortir, en grande liberté, nous font d'un grand secours pour avoir des informations.

La flotte Hollandaise est rentrée dimanche matin au grand étonnement de tout le monde ; car le vent avait été fort bon : plusieurs navires, *sous pavillon neutre*, sont sortis le même jour pour le Nord. Les pilotes & les autres marins s'écrient unanimement
que

que cela est au-dessus de leur portée : *dat 's ons te geleert en gaat ons verstand te hoven.*

Nous avons vu de fort près le vaisseau du Capitaine de Bruin : on assure qu'il a tourné deux fois à la hausse de la marée : je suis cependant certain qu'il ne fera pas sauvé. Tous les pilotes de ce quartier disent qu'ils ne peuvent concevoir comment un de leurs plus anciens & de leurs plus expérimentés confreres est venu s'échouer là, dans un si beaux tems. Ils demandent tous, si c'est la faute du Pilote ou celle du Capitaine ?

H 18 Septembre 1781.



La Suite au N^o. prochain.

• *Observation sur la feuille précédente.*

Une lettre que nous venons de recevoir prétend que l'Auteur de la feuille hebdomadaire de **Mr. Goffe** n'est pas un Portefaix, mais un ministre réformé. Il serait facile de prouver que quand cette lettre aurait raison, elle aurait encore tort.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenschoot*; à *Haarlem*, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *P. F. Goffe*, *J. van Cleef*, *van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkborst*; à *Dordrecht*, chez *Blusse*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimégue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs, élysées par Henri quatre*, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. XXXVII. LUNDI, ce 22 OCTOBRE, 1781.

Suite du CHAPITRE XXXII sur
les causes de la faiblesse de notre marine.

Pour mettre les lecteurs en état de juger de cette affaire importante nous rapporterons encore les attestations que le Capitaine de Bruin a publiées pour se justifier de n'être pas sorti plutôt de la Meuse.

Le Souffigné ayant vu plusieurs fois dans la Gazette de *Nord Hollande*, & particulièrement dans celle du 17 Août, que l'Ecrivain de cette Feuille, malgré que cela lui avait été contredit, a cherché à soutenir, que les Navires de la *Meuse* ou de la Rade de *Goeree* avaient reçu contre ordre de sortir, pour qu'ils ne pussent pas se joindre aux Navires de l'Etat & au Convoi, qui devaient faire voile du *Texel*, ainsi le Souffigné déclare par la Présente, afin de faire voir au Public, combien de soi méritent de pareils Ecrivains, qui paroissent avoir uniquement pour but de causer des troubles & la désunion, que lui étant Officier commandant de ces Navires & de ce Convoi, n'a reçu autre chose, soit de la part de Son Altesse Mgr. le Prince d'Orange & de Nassau, Stadhouder. Héritaire, Amiral & Capitaine-Général &c. &c. &c., soit de l'Amirauté de la *Meuse*, soit de S. E. Mr. le Vice-Amiral *Harfink*,
TOME II. L soit

soit de Personne quelconque , que des ordres exprès de sortir le plutôt possible & à la première occasion avec le Convoi de la Rade de *Coerte* , & de se joindre de la manière la plus convenable aux Navires , qui devaient sortir ou étaient sortis du *Texel* , & que ces ordres n'ont jamais été contremandés , mais ont au contraire été réitérés de la manière plus précise,

Que de plus les raisons , pourquoi le Souffigné n'a pas exécuté ces ordres , paraissent clairement par les attestations suivantes , lesquelles servent encore à prouver ce qui est mentionné ci-dessus , vu que sans ordre toute l'activité possible pour mettre en mer , n'aurait pu avoir lieu.

Et enfin le Souffigné déclare , qu'il a déjà reçu le 14 Janvier 1781 , l'ordre précis & formel de traiter & combattre tous les Sujets du Roi d'*Angleterre* , comme des Ennemis déclarés des *Provinces-Unies des Pays-Bas* , & d'avoir donné sur ce fondement ses ordres pour cet effet à des Bâtimens légers , envoyés , par occasion , de tems en tems en mer.

(Signé)

ANDRÉ DE BRUIN.

Je souffigné Pilote du *Texel* déclare par la Présente (par pur amour pour la vérité) que j'ai été envoyé par Son Excellence Mr. le Vice-Amiral *Hartfinck* du *Texel* à *Helvoet-Sluis* à bord du Navire de l'Etat le *Prins-Willem* , commandé par le Capitaine de *Bruyn* , à bord duquel Navire , en conséquence de ses ordres , je suis venu le 7 Juillet , pour le conduire dans le Port du *Texel* ; que depuis tout ce tems , il ne s'est passé aucune occasion , quelque petite qu'elle fût , dont le dit Capitaine n'ait cherché de profiter , pour mettre à la voile avec le Navire qu'il commande ; mais qu'à chaque fois le vent a changé & a été suivi d'un vent contraire.

Que le dit Capitaine a employé toutes les peines & les manœuvres sûres & savantes , qu'on peut demander ou attendre d'un Marin , & que les raisons pourquoi il n'a pu mettre en mer , ne peuvent être attribuées à rien autre , qu'à une impossibilité absolue faute d'occasion & d'un vent favorable.

Le même Capitaine ayant été stationné devant la Rade de *Coerte* , place dangereuse pour un si gros Navire , pendant 15 jours jusqu'au 20 du présent , qu'il fut obligé par la tempête d'abandonner cette Place en faisant couper le cable d'une ancre & de mettre son Navire en sûreté devant *Helvoet*.

Don.

Donnant pour raisons d'avoir été continuellement à bord, de l'avoir vu & entendu, & d'être prêt, si cela est requis, de faire serment de ce qui est ci-dessus mentionné.

A bord du Navire de l'Etat le *Prins-Willem*, ancré devant *Helvoet Sluys*, le 21 Août 1781.

(*Etait signé*)

JEAN KOCK.

Nous confirmons pleinement ce qui est mis dans cet instrument, certifiant qu'il a été employé tout ce qui était possible; étant aussi prêts de le confirmer par serment.

A bord du susdit Navire de l'Etat, date comme ci-dessus.

(*Etait signé*)

J. W. van Oldenbarnevelde.

Gen. *Tullingsb*, Capitaine.

J. C. van Overvelde, Lieutenant.

P. P. Frydlund, Lieutenant.

Jacob Haak, Premier Pilote.

Willem Pieter Calst, Second Pilote.

Arend Dirkse Meyers, Troisième Pilote.

Accordé avec l'Original

Jean Weymans, Premier Ecrivain.

Nous tous soussignés Patrons, montant les Navires marchands & avertis de mettre en mer avec le Convoi de *Goe-ré* les 7, 8, 13, 14, 17 & 18 Juillet, lequel devait être escorté par le Capitaine de *Bruyn* Commandant le Navire de l'Etat le *Prins Willem*, déclarons par la Présente, que depuis ce tems il ne s'est pas présenté la moindre occasion, dont le même Capitaine n'ait cherché à se servir, pour mettre en mer avec son Navire & le Convoi; & que pour cet effet il a employé toute l'attention & la vigilance possible; mais que par le calme survenu & suivi de vent contraire, il a été obligé de se remettre à chaque fois à l'ancre; & par conséquent s'il n'a pas mis en mer, cela doit être attribué à une impossibilité absolue & nullement à aucune négligence.

Nous déclarons même que lorsque le susdit Capitaine voulut mettre en mer la dernière fois le 19 du présent, & qu'il a été presque porté à sec, c'était beaucoup entreprendre & cela n'avait point reçu notre approbation, à cause de l'air & des circonstances.

De plus nous déclarons, par un pur amour de la vérité, que lorsque ledit Capitaine nous a parlé de mettre à l'ancre le 7 Août par un vent contraire, le susdit Capitaine

ne nous a nullement représenté cela comme effrayant , mais par maniere de discours & suivant la connoissance d'un marin expert ; c'est pourquoi nous avons aussi jugé nécessaire & entièrement trouvé bon d'ancrer , donnant pour connoissance de cause , d'appartenir au Convoi & ayant vu & attendu jusqu'à ce jour l'occasion du tems & du vent , étant prêts de confirmer par serment en cas de besoin , ce qui est mentionné ci-dessus.

Ainsi passé à la Rade devant *Helvoetsluis* , le 24 Août 1781.

(*Etait signé*)

Sybrand H. Bruynsma.

Jacob Liewes.

Jelle Pieters.

Hendrik Lommerst.

Tjeed Sikkes.

Daniel Uldriks.

Imkz Drost.

And. Allan.

Harne Labrman.

Olge Gerritz.

Daniel Arends.

Jan Tjebbes.

(*Plus bas*)

moi present

(*Etoit signé*)

Foannes Weymans , Premier Ecrivain.
Accordé avec l'Original.

Foannes Weymans , Premier Ecrivain.

Voilà toutes les pieces publiées jusqu'à présent sur les causes directes ou indirectes qui ont empêché la jonction des vaisseaux de la Meuse & de Zéelande avec ceux qui ont combattu au *Dogger-banc*. Si l'on en prend le résumé , on pourra faire les questions suivantes

L'Amiral de *Bruin* a-t-il traité ses équipages avec l'ordre , la prudence & la douceur requises , pour être assuré d'en être obéi fidelement & servi avec zele dans un cas de nécessité ?

Quels sont les Régens qui ont déconseillé à son Altesse de faire sortir les vaisseaux de Zéelande pour aller joindre la Flotte du *Texel* ? La Zéelande ne pouvait-elle effectivement se passer de ces vaisseaux ?

Les

Les certificats publiés par le Capitaine *de Bruin* prouvent-ils suffisamment qu'il n'a pu sortir du Goeree ? Ces certificats ne sont-ils pas démentis par la Requête des Négocians de Rotterdam ? Pourquoi le Capitaine *de Bruin* a-t-il eu recours au témoignage d'un pilote du Texel juge incompetent dans cette matiere & s'est-il dispensé de produire celui des pilotes de Goeree ? Est-il bien vrai qu'il n'a pu se procurer le témoignage de ces derniers & qu'ils déposent unanimement contre lui, comme le bruit s'en est répandu ?

Enfin, est-il bien vrai qu'il a eu souvent avant son départ une brasse, ou une brasse & demi d'eau de plus qu'il n'en avait, lorsqu'il a mis à la voile, & qu'il est sorti ?

Telles sont les questions que la Nation fait actuellement sur ce grand procès ; en attendant que des éclaircissmens suffisans la mettent en état de porter sa décision.

Cette affaire paraît prendre une tournure assez favorable pour le Capitaine *de Bruin* ; puisque l'Amirauté de la Meuse a opposé 282 questions aux inculpations contenues dans la Lettre de Mr. *Koelberg*.

CHAPITRE XXXIII.

A qui l'on doit attribuer la faiblesse où se trouve la République ?

Ce serait une erreur grossiere que de s'imaginer que les deux partis qui divisent actuellement l'Etat, sont éclos de la chaleur de ces derniers troubles. Ils se développerent presque au berceau de la République. Ils l'ont sans doute une suite de la constitution. Il ne paraît cependant pas qu'il y ait jamais eu un systéme réglé ni du côté des Stathouderiens, ni du côté des Anti-Stathouderiens ; & il est de la plus insigne mauvaise-foi de soutenir le contraire. La ville d'Amsterdam fut très favorable

aux Stathouders du tems de Maurice & sous la minorité de Guillaume III; & les Stathouders ont été quelquefois grands partisans de la France contre l'Angleterre; entr'autres Guillaume I, Frédéric Henri & Guillaume II. Il ne serait donc pas impossible que des circonstances semblables ramenassent à peu près les mêmes événemens. Les liaisons de sang entre nos Stathouders & la Maison régnante en Angleterre, forment, il est vrai, un grand point; mais les liaisons de sang sont toujours subordonnées à l'intérêt; & il ne serait pas impossible que l'intérêt reconciliât nos Stathouders avec la Cour de France.

Ces divisions sont une suite de notre constitution; elles produisent de grands maux, surtout quand elles se choquent au dedans au lieu d'agir au dehors contre l'Ennemi, lorsqu'il est question de mettre la République en défense contre le danger d'une agression étrangère. A ce sujet le courier du Bas-Rhin N^o. 80. fait les questions suivantes.

Les *Anglais* ont dit à la République, *si vous continuez à pourvoir les Français de bois de construction, nous vous regarderons comme nos ennemis & vous traiterons comme tels.* Les *Français* lui ont dit de leur côté : *Si vous ne continuez pas à nous fournir des bois de construction, nous vous regarderons & vous traiterons comme nos ennemis.* Or, en admettant que le Prince Stadhouder soit gouverné par Mr. le Duc, qu'on dise ce qu'il pouvait faire dans cette fâcheuse & cruelle alternative? Il a demandé une augmentation dans la marine pour résister aux *Anglais*, & une dans les troupes de terre pour s'opposer aux *Français*. Qui osera soutenir ensuite que c'est la faute du Prince ou du Duc, si, ces augmentations n'ayant pas été accordées, la République s'est trouvée sans défense? Les Provinces maritimes ont voté pour une augmentation dans la marine, & se sont refusées à celle dans les troupes de terre. Les autres Provinces n'ont consenti à l'augmentation dans la marine, qu'à condition qu'elle aurait lieu aussi dans les troupes. On n'a fait ni l'un ni l'autre; les choses en sont restées-là; & à qui en est la faute? ... La Souveraineté de la République appartenant aux *Etats-Généraux*, quant à cette partie,

partie, est-il au pouvoir réuni du Prince & du Duc d'empêcher l'exécution des ordres du Souverain? Mais si les Membres qui le composent sont divisés entr'eux-mêmes, & que cette division mette obstacle à ce qu'on en vienne à des résolutions pour prendre des mesures salutaires, & que par-là tout reste dans l'inactivité, est-ce encore la faute du Prince & du Duc? Tout l'effet que l'influence du Duc sur l'esprit du Prince peut avoir, c'est de le porter à donner tel ou tel avis, de faire telle ou telle proposition, que la Souveraineté peut ou adopter, ou rejeter. Qu'on n'accuse donc plus ni le Prince, ni le Duc des malheurs de la République: Ne voit-on pas encore, que si l'on avait suivi ses conseils, la République s'en trouverait mieux? Le blâme ne peut tomber que sur ceux qui ont rejeté ses avis, & qui, au lieu de mettre la République dans un état de défense, s'y sont opposés, par des vues particulières, contraires au bien de la Patrie. Une fausse politique, la préférence des intérêts particuliers & momentanés sur ceux de la République entière, l'ambition de gouverner, l'esprit de parti, & les haines personnelles, sont les vraies causes de la situation malheureuse & déplorable de la République.

„ N'avez-vous pas encore pu appercevoir le dessous de carte qui se trouve dans tout ce manège, qui trouble notre République & scandalise l'*Europe*? Ne voit-on pas que la haine du peuple, que l'on met en avant, & qui en effet existe jusqu'à un certain point, parce qu'on a su adroitement l'exciter & la fomenter par des libelles, par des écrits satiriques, des estampes &c. n'est que le prétexte, qui cache le dessein, si non de se passer tout-à-fait du *Stathouder*, au moins de lui donner un conseil qui le gêne tellement, qu'il soit dans un véritable état de tutelle; afin que le parti qui poursuit contre lui des mesures aussi violentes, puisse gouverner seul, à son aise & selon ses vues &c.”

On ne peut nier que ces questions ne soient éblouissantes au premier coup d'œil: il y a même du vrai dans plusieurs des observations; mais comme elles paraissent venir d'une personne dévouée à un parti, il serait imprudent de les adopter aveuglément & sans examen. La remarque surtout où l'on insinue que les troubles présents ont été so-

pensées hazardées, ainsi que celle de ces ardens Anti-Stathouderiens qui prétendent que le Prince d'Orange a concerté cette guerre avec la Cour de Londres pour augmenter son autorité. Tant l'esprit de parti est incapable de modération ! Il n'est donné qu'aux personnes dégagées de tout intérêt, de toute liaison avec aucun des deux partis, de peser les choses dans une balance juste : ce que nous allons dire sur les assertions précédentes, montrera si nous sommes en état de faire cette appréciation.

Il est vrai que la République a également été menacée de deux côtés, par la France & l'Angleterre. Elle s'est trouvée dans la triste situation de se faire un ennemi, dès qu'elle favorisait l'une aux dépens de l'autre. Dans cette cruelle alternative, elle n'avait d'autre parti à prendre que de se précautionner contre la Puissance dont elle avait le plus à craindre. Or qui des deux devait lui causer plus d'alarmes ou de la France ou de l'Angleterre ? N'est-ce pas celle qui exerçait sur elle les violences les plus nombreuses & les plus criantes ?

Nous sommes bien loin de vouloir épouser le parti de la France. Mais dans les troubles présents nous ne pouvons lui reprocher que d'avoir exigé, d'une manière peut-être trop impérieuse, que nous soutenions notre droit au transport libre des munitions navales & d'avoir accordé des faveurs aux Membres du corps fédératif, qui se montraient les plus inclinés à ses vues.

L'Angleterre voulait nous forcer à renoncer à une branche de navigation dont elle-même avait juré de respecter la liberté. Nous avions un port libre en Amérique ; & elle voulait qu'il ne fût libre que pour elle. Ses pirateries multipliées & impunies, le pavillon de la République violé dans l'affaire entre Byland & Fielding, la violation du territoire à St. Martin, une multitude d'autres déprédations & atrocités montraient suffisamment de quel côté nous devions diriger nos efforts. La cause de nos malheurs actuels ne saurait donc être attribuée qu'à
ceux

ceux qui ont constamment arrêté la demande d'une augmentation de forces de mer , que le péril pressant & des attaques violentes rendaient nécessaire , en proposant une augmentation de troupes de terre dont nul attaque & nul danger ne montrait l'utilité.

Mais , dit-on , la Souveraineté de la République appartenant aux Etats-Généraux en qualité de Représentans des Provinces respectives , est-il au pouvoir du Prince d'enchaîner leurs délibérations & de s'opposer à l'exécution des ordres du Souverain ? Si les Membres qui la composent sont divisés entre eux & que cette division mette obstacle à l'exécution des mesures , est-ce le Prince qui est le coupable ? Ne fait-on pas que parmi les Députés aux Etats-Généraux , un grand nombre sont attachés à l'Angleterre par l'intérêt particulier de leurs fonds , sans compter ceux qui par leurs places sont totalement dévoués au Stathouder ?

Il faut convenir qu'il y a dans cette dernière remarque des choses qui ne sont que trop vraies : mais telles sont les suites d'une constitution , où le peuple n'a aucune part au gouvernement ; les intérêts particuliers doivent toujours y prévaloir sur l'utilité générale : on ne saurait cependant nier que la force ou la faiblesse de l'Etat dépend beaucoup de ceux qui sont à la tête des mesures exécutives ; & la ville d'Amsterdam le donne clairement à entendre dans sa Lettre contre le Duc de Brunswick.

A ces raisonnemens les partisans de l'Angleterre dans ce pays en ajoutent d'autres , qui ne sont pas moins capables d'augmenter la discorde & de faire naître le découragement dans un tems où l'honneur & l'intérêt de la Nation exigent l'union , le courage & des mesures vigoureuses. Les Anglomanes prétendent que la rupture actuelle avec l'Angleterre expose la République à perdre son indépendance politique.

C'est, disent-ils, au principe fondamental de notre liaison politique avec l'Angleterre que nous sommes , en grande partie , redevables de l'heureux succès de notre

insurrection contre la tyrannie Espagnole, & que les sept Provinces, devenues un Etat Souverain, ont été dans plus d'une occasion délivrées du danger imminent de périr.

On sent l'absurdité de supposer que l'indépendance de la République Belgique soit appuyée sur une étroite liaison avec l'Angleterre : comme si l'histoire & la réflexion ne montraient pas que la République a été très-puissante avant d'être alliée avec l'Angleterre ; qu'elle n'a jamais recueilli de cette liaison que les fruits les plus amers ; comme si l'Angleterre pouvait empêcher les Puissances terriennes qui nous entourent, de réaliser les projets ambitieux qu'elles auraient sur notre territoire ; comme si cette indépendance n'avait pas une base plus solide dans la jalousie de ces Puissances ; ou plutôt, comme si l'indépendance de la République n'était pas plus exposée par la faiblesse & les défauts de Gouvernement intérieur, par les suites funestes du luxe, par les progrès du pouvoir militaire & par l'inexpérience des citoyens dans les armes. C'est dans ce sens qu'un nouveau Démosthènes pourrait nous dire : vous vous répandez en soupçons, en plaintes sur l'ambition de la France ou de l'Angleterre ; mais ne voyez-vous pas que quand l'Angleterre ou la France n'existeraient pas, vous donneriez par votre mollesse, votre inertie, votre indifférence sur le bien public & vos funestes divisions, à d'autres voisins le desir de devenir à votre égard une autre France, une autre Angleterre ?

Il est vrai que les Anglais nous ont assistés contre les Espagnols ; il n'est pas moins certain que leur secours nous a été d'une grande utilité pour nous en affranchir ; mais l'on doit faire attention qu'ils ne nous ont jamais donné ces secours *gratis*, qu'ils ne se sont déclarés en notre faveur que longtems après les Français, que ce fut moins pour nous délivrer du joug Espagnol, que pour empêcher que les Français n'acquissent trop de puissance dans notre pays, & pour s'y établir eux-mêmes sur les débris de notre liberté ; témoins les entreprises du Comte
de

de Leicester, témoins les places de sûreté qu'ils se firent livrer. Avouons donc que ces liens politiques n'ont été de la part de l'Angleterre que des chaînes qu'elle a voulu toujours nous imposer.

Il paraît aussi clair que le jour, continue l'Anglomane, soit d'après les annales de notre histoire, soit d'après celles de l'Europe en général, qu'aussi souvent qu'on s'est écarté du principe d'alliance avec l'Angleterre, comme il est arrivé plus d'une fois sous le Gouvernement de Guillaume III, la République s'est vue sur le bord du précipice & contrainte de retourner à ces principes qui font son salut.

Cette assertion, suite des précédentes, ne dénote que l'ignorance ou la mauvaise foi. Nous ne terminâmes une guerre de quatre vingt-ans avec l'Espagne que pour être engagés dans une autre d'environ trente ans avec l'Angleterre. Ce fut Guillaume III qui jeta le plan de nos liaisons avec l'Angleterre, qui s'était jointe à la France pour nous anéantir. Sa politique n'était fondée, ainsi que le prouvent toutes les histoires du tems, que sur la nécessité de mettre des bornes à la Puissance Française qui était alors la seule Puissance de l'Europe & sur le projet qu'il avait tracé de loin de monter sur le trône de la Grande-Bretagne. Ce Prince ambitieux & rusé nous entraîna dans des querelles dont nous aurions pu tirer de grands avantages, si nous en fussions restés les simples spectateurs: il accumula sur notre Nation un poids de dettes dont nous sentons encore les tristes effets: il porta le coup mortel à notre industrie, en introduisant le système de l'agiotage, système, qui, suivant les bons politiques des deux partis, a ruiné les manufactures Nationales, diminué la population & énérvé la force de l'Erat. Nous fûmes toujours les victimes de ces liaisons politiques; & l'Angleterre se dispensant toujours de ces engagements, suivant ses intérêts ou le caprice de sa Cour, ne s'est jamais fait scrupule de nous abandonner au ressentiment de nos ennemis.

Il est de la plus grande fausseté que l'Angleterre nous ait jamais délivrés d'aucun péril. Depuis le commencement de nos liaisons, les Anglais ont toujours été les premiers engagés dans les guerres où ils nous ont entraînés; nous n'avons alors été exposés à des périls que pour les sauver eux-mêmes. Il est impossible de citer un exemple du contraire.

Mais, dit-on, quiconque met quelque importance à la liberté civile & religieuse, ne peut s'empêcher de gémir en voyant que par l'influence prépondérante d'une seule Province, ou plutôt d'une seule ville, le principe fondamental de notre Etat, l'alliance avec l'Angleterre, commence à perdre de sa force & fait place à des vues subordonnées, savoir les intérêts momentanés du commerce qui ne seront jamais capables de nous procurer la puissance & la solidité que nous avons droit d'espérer de cette alliance. En un mot, nous perdons par ce changement de système notre allié le plus puissant & le plus naturel, le seul sur qui nous pouvions compter avec certitude, dont nous eussions pu toujours espérer des secours & dont nous n'avions rien à craindre.

On aurait beau mettre ce discours dans la bouche d'un Anglais; malgré la partialité qu'on doit lui supposer, ce langage paraîtra toujours absurde à tout homme qui raisonne. Comment? Les Anglais avec qui nous n'avons eu d'alliance un peu étroite que plus de cent ans après l'établissement de la République; les Anglais, avec qui nous avons eu quatre guerres vives & sanglantes; les Anglais qui, soit en tems de paix soit dans les tems où nous faisons cause commune avec le même ennemi, n'ont cessé de nous maltraiter; les Anglais, qui se joignirent en 1672 à la France en disant *defenda est Carthago*; les Anglais, dont les intérêts maritimes sont diamétralement opposés aux nôtres; les Anglais, en un mot, qui ne sont pas en état de nous sauver dans le cas où les Puissances qui nous entourent se concerteraient pour partager notre dépouille; les Anglais, dit-on, sont nos plus grands & nos plus so-

solides alliés , il faut vouloir insulter au sens commun pour d'avancer de pareilles absurdités. Quant à notre liberté religieuse, dire qu'ils en sont les seuls garans & les seuls soutiens , c'est trahir la prévention la plus crasse, ou l'ignorance la plus absolue du système présent de l'opinion en Europe.

Il est beaucoup de personnes qui avouent en effet que nous avons les plaintes les plus légitimes à former contre les Anglais; mais qui ne peuvent pardonner aux Français de nous avoir attirés dans cette guerre, ni aux Américains d'avoir les premiers allumé l'incendie dont les progrès se sont étendus dans tout le reste du globe. Le récit d'une conversation tenue la semaine passée dans la barque d'Amsterdam à Utrecht, pourra montrer à quel point ces reproches sont fondés. Je me trouvais vis-à-vis d'un Officier de marine & d'un Ministre de la Religion. La conversation tomba insensiblement sur la politique.

En vérité, dit le Ministre, (tout ce récit est de la plus exacte vérité) j'ai toujours eu une certaine défiance des Français; c'est une Nation artificieuse & inconstante; ils ont joué un vilain tour aux Anglais.

Comment un vilain tour, dit l'Officier de marine, ont-ils fait la guerre avant d'avoir notifié leur intention? Ne sont-ce pas les Anglais qui, après cette notification, commencerent les hostilités? Je servais, il y a vingt quatre ans, dans la méditerranée: j'ai vu, comment sans notification, sans même aucun indice de rupture, les Anglais commencerent par tout les plus violentes hostilités sur les Français. Mais sans recourir à des tems si anciens ni à d'autres Nations, comment nous ont-ils traités depuis six ans? J'ai toujours aimé les Anglais, ajouta-t-il; mais ce sont des coquins, des scélérats des monstres....

Oui, reprit le Ministre, ce sont des infâmes, ce sont des scélérats; mais ce sont nos alliés, ce sont nos freres en Jésus-Christ.

A Dieu

A Dieu ne plaise, reprit l'Officier, que jamais nous nous fassions gloire d'avoir de pareils freres ni la même Religion; si ce sont nos alliés, il faut avouer que ce sont de perfides alliés, & que des ennemis ordinaires sont moins dangereux que de pareils amis.

Le Ministre ajoutait à chaque periode qu'il avait puisé toutes ses connaissances dans les livres; & pour preuve de ses profondes lumieres, il avança que les Espagnols avaient usé d'une insigne mauvaise-foi en gardant pour eux-mêmes Majorque que l'Angleterre leur avait confiée.

Un Officier de marine Français n'aurait pas manqué de tirer avantage de cette erreur grossiere pour insulter à l'ignorance du Ministre dont les sentimens auraient ainsi différé des siens; mais l'Officier Hollandais, conserva toujours le ton modéré; il releva cette erreur avec le flegme le plus poli; il ne perdait ce flegme que lorsqu'il avait à parler des Anglais; mais en les accablant d'injures, il ajoutait toujours qu'il avait une prédilection particuliere pour cette Nation.

Alors le Ministre tomba sur les Américains, les accusa de rébellion, & surtout d'avoir été les premières causes des maux où la République se trouve actuellement exposée.

Que diriez-vous, reprit alors l'Officier, si je vous prouvais que nous sommes non-seulement la première cause de nos propres malheurs actuels; mais encore de toutes les horreurs de la guerre où les Américains sont exposés.

Le Ministre & moi étions en peine de savoir comment il prouverait cette assertion. Il ne nous fit pas attendre.

Je crois, dit-il, que jamais les Américains ne se seraient soulevés contre George III, si nous n'avions, il y a deux siècles, pris les armes contre Philippe II. Quand les Américains n'auraient pas eu des raisons aussi fortes pour se soulever que nous
en

en avions alors, toujours est-il vrai que notre exemple les a grandement encouragés. Le succès qui a couronné nos efforts leur a servi d'aiguillon ; & je suis persuadé que c'est Guillaumé I. qui a fait naître les Washington, les Franklin, les Adams & les autres Chefs de la révolution Américaine. Je suis persuadé qu'elle n'aurait pas eu lieu sitôt, si nousussions restés sous la domination Espagnole.

La suite dans un autre N^o.

Lettre à l'Auteur du Politique Hollandais.

La conspiration formée dans le pays contre la constitution de l'Etat, n'est pas un vain fantôme. Elle semble avoir été préparée par quelques esprits turbulents & factieux, qui, depuis quelques années, cherchent à répandre dans la Nation le goût dangereux des principes démocratiques. Les anciennes idées sur la constitution s'oblitérent peu à peu ; & si l'on ne met un frein à la licence, nous verrons bouleverser un Gouvernement, si tranquille au dedans malgré le choc des partis ; & à la place nous serons exposés à toutes les horreurs d'une démocratie tumultueuse & féroce. Lisez nos annales, & vous verrez que le Gouvernement populaire n'y a jamais offert qu'un théâtre perpétuel de divisions, de guerres intestines & de massacres. Telles seraient les suites funestes des efforts que vous ne cessez de faire pour inspirer les principes démocratiques ; & peut-être sans le vouloir, avez vous contribué à encourager ces infâmes, ces boute-feux, qui viennent de répandre dans nos villes ce libelle affreux contre lequel le Gouvernement s'est vu obligé de prendre des précautions bien opposées à vos idées sur la liberté de la presse.

De la Haye le 10 Octobre 1781.

NB. Notre courage à publier la Lettre précédente, prouve notre impartialité, notre bonne-foi. Nous répondrons à toutes les allégations qu'elle contient ; lorsque nous parlerons du dernier placard des Etats d'Ut-

d'Utrecht ; mais , comme nous ne savons pas juger sans connaissance de cause , nous attendrons que nous ayons pu nous procurer l'ouvrage proscrit pour juger à quel point il est répréhensible. Les Auteurs de cette brochure auraient bien dû nous en envoyer un exemplaire ; au lieu de les jeter avec profusion sous les pas de gens qui ne savent pas lire ou qui le vendent un prix exorbitant à ceux qui ne lisent que pour satisfaire une vaine curiosité.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam , chez *J. A. Crajenschoot* ; à Harlem , chez *Walree* ; à Leide , chez *Luzac & van Damme* , & Les Freres *Murray* ; à la Haye , chez *P. F. Goffe* , *J. van Cleef* , *van Drecht* & *La Veuve Staatman* ; à Gouda , chez *Van der Klos* ; à Rotterdam , chez *Bennet & Hake* , & *J. Bronkborst* ; à Dordrecht , chez *Blussé* ; à Deventer , chez *Leemborst* ; à Groningue , chez *Huyzingb* ; à Nimegue , chez *Van Goor* ; à Arnhem , chez *Troost* ; à Bois-le Duc , chez *J. H. Pallier* , à Hambourg , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XXXVIII. LUNDI, ce 29 OCTOBRE, 1781.

C H A P I T R E X X X I V .

*Sur les moyens de sauver l'Etat de la crise dangereuse
où il se trouve.*

Il est inutile de s'appesantir sur la crise dangereuse où se trouve l'Etat. Les cris unanimes de toutes les associations de commerce formées dans ce pays, de tous les négocians particuliers, retentissent de toutes parts. Les Requêtes, les réclamations, qu'ils viennent d'adresser presque à la fois au Souverain, pour se plaindre de n'avoir pas eu la protection qu'on leur avait promise & pour demander une indemnisation, annoncent une grande fermentation. Il faut que notre position soit bien terrible; puisque des citoyens désespérés osent proposer les remèdes les plus violens; comme si l'Etat ne pouvait trouver son salut que dans une refonte générale de la constitution. Les esprits s'aigrissent par le sentiment des calamités; & surtout par l'idée qu'on aurait pu les prévenir. Quels que soient les auteurs de nos malheurs, il est certain qu'ils sont de la nature la plus alarmante; & l'on ne peut trop rechercher

les moyens d'en arrêter les progrès & de sauver la Patrie.

Sommes, nous une Puissance terrienne ou une Puissance maritime ? Ou plutôt pouvons-nous imaginer que nous conserverons une marine marchande, sans avoir une marine guerrière qui la protège ? Quand même nous ferions une paix particulière avec l'Angleterre, cette paix serait-elle assurée, si nous ne sommes pas plus qu'auparavant en état de la faire respecter ?

Mais cette paix particulière, dont on ne cesse de faire retentir le son imposant, n'est qu'un piège grossier pour nous tenir dans l'inaction. A quelles conditions, chers concitoyens, cette paix particulière se ferait-elle ?

Vous demanderiez la restitution ou l'indemnisation de toutes les pertes que vous avez essuyées de la plus injuste & de la plus violente des aggrèsions. Croyez-vous que le Ministère Britannique vous accorderait cette demande ? Supposé même qu'il fût disposé à vous l'accorder, serait-il en état, dans l'épuisement où il se trouve, d'acquitter sa promesse ? Est-il à croire, qu'après avoir condamné tant de prises faites en tems de paix, il se relâcherait sur celles faites depuis la guerre ? Vous n'avez donc à espérer aucune indemnisation.

Vous demanderiez aux Anglais la restitution de St. Eustache, de Demerary & d'Essequibo.

Les Anglais vous rendront-ils St. Eustache, eux qui ont mis tant d'importance à cette conquête ; au point de la regarder comme l'acheminement le plus certain à la réduction de toutes les possessions de leurs ennemis en Amérique ? Ce Ministère orgueilleux reviendrait-il ainsi sur ses pas ? Ou plutôt s'exposerait-il aux malheurs terribles dont cette Isle était, selon lui, la source inépuisable ? Ainsi les Anglais ne restitueraient pas St. Eustache.

Lorsque Sir George Rodney faisait, sans sortir de cette Isle, la conquête de Demerary & d'Essequibo & recevait fastueusement l'hom-
ma-

mage des lâches Colons de ces deux derniers établissemens , il les indiquait à la Cour de Londres comme des branches de richesses qu'il feroit facile de multiplier à l'infini. Il avait raison ; & ces deux établissemens pourraient produire des revenus immenses sous une administration éclairée , sage & patriotique. Croyez-vous que les Anglais , voyant tous leurs établissemens sur le continent de l'Amérique Septentrionale échapper de leurs mains & étant exposés au danger de perdre encore leurs Isles , nous abandonneront Essequibo & Demerary ?

Vous demanderez que les Anglais vous permettent de jouir des privilèges de la Neutralité-armée , conviennent de s'en tenir à cette loi *vaisseau franc , cargaison franche* , & ne gênent plus le transport libre des munitions navales.

Mais ne sentez-vous pas que ces trois concessions enchaînées l'une à l'autre ne vous seront jamais accordées , parce que la jouissance de ces avantages a été la vraie cause des hostilités Anglaises & qu'ils auraient alors les mêmes dangers à craindre de notre active industrie. Si ces avantages nous sont refusés ; c'en est fait de notre commerce. Que l'on dise si jamais la guerre pourrait nous causer de plus grands maux ?

Peut-être voudraient-ils vous entraîner à faire cause commune avec eux. Aussi n'épargnent-ils rien , par la voie de leurs émissaires , pour vous donner une idée odieuse des Français (*). Mais à quels malheurs

(*) Mr. Gossé vient d'annoncer emphatiquement , en grosses lettres capitales , dans sa Gazette Hollandaise , une Brochure remplie d'injures atroces contre la Nation Française. „ Les Français , les Parisiens , dit-on , traitent les Hollandais „ qui ne veulent pas se convertir à la Religion Catholique , „ de *Gueux exécrables , d'hérétiques damnés*.” (NB. Que „ les Parisiens n'ont jamais su que le mot de *Gueux* voulait dire *Huguenots*). „ *Les Français ne sont pas moins capables à présent qu'ils ne l'étaient , il y a cent ans , de*

M 2

„ *fai-*

heurs ne vous exposez-vous pas a'ors ? Vous aurez pour ennemis les Nations où vous faites le com-
mer-

„ faire périr de la mort la plus cruelle un partisan de
„ la Religion réformée en France.” (NB. qu'on compte
près de deux millions de Protestans en France qui ne
cachent point leur Religion, & que ce royaume retentit
encore des éloges de Mr. Necker.) „ Les Français n'ont
„ d'autre objet que l'ambition & la vaine gloire & sont
„ prêts pour l'acquérir, à exterminer toutes les peuples du
„ globe. — Les Français ne goûtent pas de plus grand
„ plaisir que de faire du mal & de plonger un royaume
„ dans les calamités qui doivent le détruire de fond
„ en comble. — Quand ils épargnent leurs voisins,
„ ce n'est pas par affection, mais pour des intérêts secrets.
„ La vraie piété n'est, selon eux, qu'une vertu lâche qui
„ ébranle les trônes, qui n'ont de plus grand soutien
„ qu'en inspirant la terreur. Ils jugent que de nombreuses
„ armées sont les meilleurs des avocats, que le bruit du
„ canon est au-dessus de tous les titres; que l'équité n'est
„ qu'un fantôme, & la bonne-foi qu'une erreur; que la ruse
„ est le meilleur moyen de négocier; que les sermens ne
„ sont que des jeux d'enfans pour atraper les sots. En un
„ mot, un Français croit & professe ouvertement que le
„ parjure est juste, & que la fausseté est d'une grande uti-
„ lité; que la mauvaise-foi est la marque la plus vraie
„ d'un Prince; qu'il ne faut pas tenir sa parole & qu'il faut
„ ne compter que sur la force. Quand un Français dit une
„ parole, il pense toujours autrement. Son amitié n'est
„ qu'une inimitié artificieusement déguisée. Les Français
„ ne protègent un peuple que pour en retirer des avantages,
„ ou comme un maître protège ses esclaves. Ils ne vous
„ embrassent que pour vous enfoncer le poignard. Ce sont des
„ loups qui prennent la peau de brebis pour mieux dévo-
„ rer. Leur principal plaisir est surtout de tenir les Hol-
„ landais dans des craintes perpétuelles. Leur Roi se
„ nomme le premier mobile du monde entier, celui qui
„ établit l'ordre dans les élémens & le Monarque suprême
„ à qui les terres & les mers doivent obéir &c. &c. &c.
„ &c. &c. &c.

„ On crie, poursuit l'Auteur, à Amsterdam & dans toute
„ la Hollande, contre l'orgueil & l'insolence des An-
glais :

merce le plus florissant & le plus lucratif. Vous risquerez-vous d'avoir pour ennemis les Américains,

qui
„ glais: mais les Anglais ne font que se montrer comme
„ un peuple intrépide, que rien n'alarme, qui poursuit
„ inébranlablement son objet & qui ne fait d'autre mal
„ que de se conduire autrement que nos négocians n'au-
„ raient désirer. Mais les Français sont cent fois plus or-
„ gueilleux & plus insolens; outre qu'ils sont encore une
„ Nation profane, impie & sans Religion." Si les Français
sont sans Religion, comment peuvent-ils être prêts de
tremper leurs mains dans le sang pour la foi Catholique.

„ On se trompe beaucoup si l'on s'imagine que leur Mo-
„ narque a quelque affection pour notre Nation. Il n'a
„ pour nous que le mépris d'un Despote pour ses es-
„ claves."

Après avoir ainsi traité les Français, voici ce que l'Au-
teur dit de la ville d'Amsterdam. „ Toutes les personnes
„ pieuses ont chaque matin de nouvelles raisons de remer-
„ cier Dieu de ce qu'il n'a pas durant la nuit fait tomber
„ sur la ville une pluie de souffre & de feu & que tout le
„ pays n'est pas englouti. à cause de l'énormité des péchés
„ & des crimes dont on y offense perpétuellement le Sei-
„ gneur, malgré les faveurs qu'il dispense avec tant de pro-
„ fusion au peuple. On ne prêche point dans les églises
„ d'une manière pieuse & chrétienne; car on n'y prie point
„ le Seigneur de retirer le glaive de la guerre & de nous
„ reconcilier avec nos anciens alliés & nos freres en Jesus-
„ Christ.

„ Quant à la Régence de cette ville, elle joue depuis
„ quelque tems un rôle dont ni la République en géné-
„ ral, ni la Maison d'Orange & celle de Brunswick en
„ particulier, n'ont droit d'être satisfaites: un rôle dont les
„ suites seront funestes non seulement à l'Etat, mais à
„ la ville même."

Honnêtes Lecteurs, vous voyez sans doute le but de ces
déclamations lâches & puériles. Vous n'auriez jamais cru,
qu'à la fin du dix-huitième siècle, chez une Nation douce,
éclairée, tolérante, on pût imprimer des atrocités aussi ab-
surdes, si ces passages n'étaient pas traduits littéralement;
d'une brochure qui vient de paraître. Vous n'auriez ja-
mais cru qu'on eût fait une pareille peinture de la Nation
Française, ou nous avons vu des Corps entiers braver
noblement le despotisme & s'immoler au Patriotisme le plus
pur. Vous sentez combien est méprisable non-seulement

qui sont sur le point de former un Etat des plus redoutables ? Vous risquerez vous de voir les Français

celui qui écrit ces horreurs, mais encore celui qui publie une morale qu'on ne peut attribuer à une Nation entière, qu'après en avoir trouvé le modèle dans son propre cœur. Il faut avouer que l'Auteur n'a cependant pas ouvert la carrière. On trouve à peu près les mêmes imputations sur la Nation Française dans les Lettres, sur les circonstances du tems présent, publiées par l'Auteur du *Politiek Vertoog*.

Mais, pour voir quelles sortes d'Ennemis ont la Nation Française & la ville d'Amsterdam dans ce pays, on n'a qu'à lire la seconde Lettre Hollandaise de *Jean d'Utrecht*. On n'y trouve pas de vaines déclamations. Le style n'a rien de brillant ; mais l'exposé simple des faits & les déductions claires qu'on en tire mettent en défaut tous les subterfuges du plus artificieux Rhéteur. Cette manière est un peu différente de celle de ces Barbouilleurs, qui, tout en publiant de longues dissertations sur la calomnie, appellent empoisonneurs & conspirateurs d'honnêtes gens à qui l'on ne peut faire aucun reproche & finissent par traiter tous les Français d'espions du Roi de France : sans faire attention que Louis XVI ne peut avoir d'espion dans un pays avec lequel, loin d'être en guerre, il se trouve au contraire dans une espèce d'alliance & dont il doit desirer la prospérité autant que la sienne, pour que les deux Etats soient plus propres à résister à l'ennemi commun. Les vrais espions dans ce pays sont ceux qui ne cessent d'écrire & de cabaler en faveur des Anglais, nos ennemis Publics & déclarés. Ce nom convient donc plus à un Anglomane qu'à un Français. Ces Anglomanes, tout en priant le bon Dieu, que nous ne devenions pas la proie de satan & de ses chiens dévorans ; ce sont leurs expressions (les chiens dévorans de l'enfer, les cerberes sans doute ou chiens à triple gueule) insultent de la manière la plus inhumaine au supplice de l'infortuné la Motte qui, disent-ils, avec une contenance assurée & d'un air gai monta au ciel le 27 Juin passé, criant, tant qu'il put crier & jusqu'à ce que la corde lui eut coupé le filet, vive le Roi. Personne n'envie ni la profession ni le sort de la Motte. Mais il ne convient ni à un Français ni à un Hollandais d'insulter à son supplice ; puisqu'

çais renverser vos barrières & pénétrer jusque dans le sein de vos Provinces ? Quand nous ferions dans nos forces de terre l'augmentation sollicitée depuis longtems, serions-nous en état de tenir tête à leurs armées nombreuses ?

Ainsi, de quelque côté, que vous vous tourniez, vous n'avez, ni en faisant la paix avec l'Angleterre, ni en vous joignant à elle contre ses ennemis, qu'une perspective sinistre devant les yeux. Vous n'avez rien à espérer que lorsque l'Angleterre sera réduite à la nécessité de vous accorder des conditions équitables.

Citoyens de tous les partis, pesez de bonne foi, s'il vous est possible, ce que vous avez à attendre, en restant dans le même état de faiblesse & d'inaction. Le feu de la guerre ne paraît pas encore prêt à s'éteindre. Que deviendront les restes de notre commerce, de notre navigation, si nous ne lui ouvrons les armes à la main la route libre des mers ? Les Puissances maritimes neutres s'enrichissent de nos dépouilles, élèvent leur grandeur sur nos débris. Elles semblent s'entendre, pour nous endormir dans une fatale sécurité, & nous bercer de perfides espérances. On dirait qu'elles concertent avec l'Angleterre le plan chimérique d'une pacification générale ou particulière, pour tirer avantage de notre sécurité, l'une pour nous ruiner à main armée, & les autres pour nous enlever à petit bruit & sourdement les branches de commerce qui pourraient nous rester.

L'Etat n'a donc plus d'espoir que dans de grands efforts & des armemens respectables. C'est le seul moyen qui nous reste, soit pour ouvrir la liberté des mers à notre navigation, soit pour la maintenir au cas que nous ayons la paix ; soit même pour hâter le retour de cette paix & en consolider la durée en la rendant générale.

Toutes les classes des Citoyens sont également intéressées à la prise de ces mesures. Les propriétai-

res
en cherchant à nuire à l'ennemi commun, il servait à la fois la France & la Hollande. Les Français sont plus généreux. Ils ont versé des larmes sur le sort de Gordon & du Major André !

res des bien-fonds, les négocians, les rentiers même y sont intéressés. La solidité des fonds Anglais diminue à proportion de la durée de la guerre; & si des coups vigoureux ne forcent l'Angleterre à se prêter à des conditions de paix, si l'époque de cet heureux événement est encore bien éloignée; elle fera peu-à-peu hors d'état de faire honneur à ses engagements.

Il ne faut pas chercher à se tromper soi-même. Nous sommes tellement impliqués dans cette guerre, qu'il nous est à peu près impossible d'en sortir de nous-mêmes. Les inconvéniens d'une paix particulière sont si compliqués & en si grand nombre, qu'il est presque absurde d'en nourrir l'espérance. Les Anglomans disent eux-mêmes que nous avons perdu, par cette rupture, le meilleur & le plus sûr de nos alliés. Nous devons donc en chercher ailleurs; & les plus naturels sont les Puissances qui ont à combattre le même ennemi que nous.

On cherche à jeter des soupçons sur la France. Des calomniateurs hypocrites, ayant toujours le nom de Dieu à la bouche, pour distiller le poison avec plus d'art, ont pris à tâche de vous prévenir contre cette Nation & d'exalter vos ennemis. La France vient cependant de sauver un de vos principaux établissemens. Si Louis XVI avait suivi une politique insidieuse & moins noble, il eût abandonné le Cap de Bonne-Espérance à l'avidité ambition des Anglais. Il ne l'eût fait attaquer que lorsqu'il aurait pu en faire une acquisition légitime, en l'enlevant aux ennemis. La générosité de Louis XVI mérite donc toute notre confiance. Il est donc de la saine politique de former une ligue avec ce Monarque & de concerter avec lui les opérations de la guerre.

Mais j'entends plusieurs s'écrier: nous ne pouvons nous liquer avec la France que sous la condition de n'accéder à la paix que d'un consentement commun. La France ayant juré de ne poser les armes qu'en faisant reconnaître l'indépendance de l'Amérique-Septentrionale, nous devenons dès-lors les alliés des

des Américains: or cette démarche n'est-elle pas téméraire & sujette à des inconvéniens terribles? Ne rend-elle pas la guerre interminable?

Les objections les plus fortes sur l'alliance avec l'Amérique se trouvant dans les Considérations sur le Mémoire de Mr. John Adams; nous en donnerons le précis l'ordinaire prochain.

CHAPITRE XXXV.

Réponse à la Lettre insérée dans le No précédent, sur les placards contre la brochure adressée au peuple des Pays-bas.

Avant d'entrer en matière nous commencerons par publier le Placard des Etats d'Utrecht. Et, comme celui des Etats de Hollande paraît dans le tems de l'impression de cette feuille, nous le mettrons à la suite, où sa place se trouve naturellement; & nous suivrons pour ces deux pieces la Gazette Française d'Amsterdam avec les préambules du Gazetteier.

Depuis que la République est malheureusement engagée dans une guerre qu'elle eût sans doute évitée, si l'union au dedans lui eût permis de déployer sur mer ses forces & ses ressources; une multitude de brochures ont été publiées sur les Affaires du tems. Les écrivains ont épousé l'un ou l'autre parti, suivant leurs liaisons, ou leur intérêt, ou leurs principes. Cette guerre de plume a quelquefois dégénéré en éclats violens; & tel qui, ne se bornant pas à la teneur des Edits, a voulu s'en autoriser pour satisfaire des vengeances particulières, a été entraîné dans des Affaires douloureuses. C'est-ce dont on a vu un exemple frappant dans la ville d'Utrecht, qui s'est signalée la première pour mettre un frein à la licence polémique. Cependant ces précautions n'ayant pas été unanimes, n'ont fait qu'irriter des esprits que les discordes & les maux publics avaient déjà agités. Le fiel n'en a été répandu qu'avec plus de profusion dans les brochures politiques; & de cette fermentation est sans doute sortie la brochure dont il est question dans le Placard suivant. Il faut que cet ouvrage soit bien dangereux, par les précautions rigoureuses que l'on prend pour en prévenir la dissémination, jusqu'au tems sans doute où quelque plume habile en réfutera les assertions pernicieuses; car on sait que la seule prohibition ne fait souvent qu'ir-

riter la curiosité. Le Placard en question est de la teneur suivante.

„ Les Députés des Etats de la Province d'*Utrecht* savoir faisons : Que comme il est parvenu à notre connoissance, que nonobstant les forts & sérieux Avertissemens & Publications contre la composition, débit & distribution de Pasquinades, Brochures scandaleuses ou Libelles & Ecrits calomnieux de quelque sorte ou forme qu'ils puissent être, au préjudice de la Haute Souveraineté de ces Provinces, & de ceux qui sont placés dans quelque administration ou direction des Affaires publiques, déjà émanés ci-devant & encore depuis peu, tant par les Seigneurs Etats de cette Province, qu'ailleurs, & la pénalité rigoureuse y statuée contre les Contrevenans; néanmoins l'esprit de discorde, de méchanceté, de calomnie & de sédition a éclaté & s'est répandu dans cet Etat si loin, qu'il n'a pu être jusqu'ici réprimé par de pareils Avertissemens, mais au contraire est parvenu jusqu'à ce degré, qu'il a été imprimé & répandu depuis peu de jours un Libelle très pernicieux sous le titre : AU PEUPLE DES PAYS-BAS, (*Aan het Volk van Nederland*) contenant un grand nombre d'imputations méchantes & calomnieuses contre la Sérénissime Personne de S. A. S. Mgr. le Prince d'*Orange* & de *Nassau*, Stadhouder Héréditaire, Capitaine & Amiral-Général de ces Provinces, contre ses Sérénissimes Pere & Mere de glorieuse Mémoire, comme aussi Mgrs. les Princes d'*Orange Guillaume I.*, *Maurice*, *Frédéric-Henri*, *Guillaume II.* & *Guillaume III.*, Illustres Prédécesseurs de S. A. S., & joignant les efforts les plus séditieux, tendant à renverser non-seulement la forme actuelle de la Régence, mais même à introduire à la place de la Régence dans l'Etat, laquelle y est aussi dépeinte de la manière la plus haïssable, une Démocratie ou Régence du Peuple & faire ainsi tomber la République dans une entière Anarchie, laquelle augmenterait & aggrandirait encore extrêmement les dangers auxquels la chère Patrie est exposée dès-à-présent par une guerre étrangère, jointe à une division intestine : Et prenant en considération, qu'une méchanceté pareille & très-détestable, n'étant pas arrêtée, ne peut avoir d'autres suites, que la Ruine totale & Perte de la Chère Patrie, si Dieu ne le prévient par sa grace, & qu'il convient d'employer tous les moyens

„ pos-

„ possibles pour l'empêcher & punir selon qu'elle mérite: A ces
 „ CAUSES, nous renouvelons ce qui a été autrefois &
 „ dernièrement statué à cet égard par la Publication de
 „ L. N. P. du 4 Juillet de la présente année 1781, &
 „ non-seulement les punitions d'amende, mais aussi de cor-
 „ rection arbitraire, suivant l'exigence des cas contre les
 „ contrevenans y mentionnés, pour découvrir l'Auteur ou
 „ les Auteurs & le Distributeur ou les Distributeurs d'un
 „ pareil Libelle dangereux, comme est celui ci-dessus
 „ mentionné, & afin qu'ils soient punis pour servir d'exem-
 „ ple à d'autres suivant la grandeur d'un tel crime tendant
 „ à la Ruine du Pays; avons trouvé bon de promettre,
 „ comme nous faisons par la présente, une Prime de *Cent*
 „ *Ryders* (*f* 1400) en faveur de ceux, qui en pourront
 „ découvrir ou dénoncer l'Auteur ou les Auteurs, Distribu-
 „ teur ou Distributeurs, de manière qu'ils puissent en être
 „ juridiquement convaincus & punis, tenant caché le nom
 „ du Dénonciateur, s'il l'exige; & nous ordonnons en ou-
 „ tre à tous les Officiers & Juges dans la Ville, Villes &
 „ Pays de cette Province d'employer toute recherche pos-
 „ sible & devoir, sans aucune négligence, dissimulation ou
 „ connivence, pour découvrir & arrêter le susdit Malfai-
 „ teur ou Malfaiteurs, & procéder & faire procéder, com-
 „ me il convient, contre eux, comme séditieux & pertur-
 „ bateurs du repos public, coupables de renverser les fon-
 „ demens du Gouvernement de ces Provinces, & de la
 „ Souveraineté des Seigneurs Etats des Provinces respecti-
 „ ves, & comme les Ennemis les plus dangereux de la
 „ Patrie: Et afin que Personne n'en prétende ignorance,
 „ la Présente sera publiée & affichée où il convient."

Fait à *Utrecht*, le 3 Octobre 1781.

(*Etait Paraphé*) J. TAETS VAN AMERONGEN. *Plus bas.*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Députés.

[*Etait signé*] C. A. Vos.

Ayant imprimé sur la marque le Cachet des susdits Sei-
gneurs Députés en Cire rouge couverte de papier.

La manière mystérieuse dit l'Auteur de la Gazette d'Amster-
dam, dont la brochure, adressée *au Peuple des Pays-Bas*, avait
été dispersée dans les SEPT PROVINCES, faisait mal augurer de son
contenu. Quand l'on ne parle que le langage de la raison & de

la vérité & que l'on n'a que des vues Saines & Patriotiques, on ne craint pas de se montrer au grand jour & de suivre les chemins déjà tracés pour instruire ses Compatriotes, par la voie de l'Impression. Aussi les Etats de cette Province ont-ils jugé à propos de sévir formellement contre cette Production, & de prendre pour en découvrir l'Auteur & en prévenir la Diffémination, des précautions inconnues jusqu'à présent dans cet Etat libre. Si les autres Provinces se signalent dans cette Affaire, comme celles de *Hollande* & d'*Utrecht*, & que l'on rassemble les Sommes promises par chacune, quelle moisson pour celui qui pourrait faire la Délation encouragée dans les Placards ! Voici comment Nos Souverains s'expriment sur ce sujet.

„ Les Etats de *Hollande* & de *Westfrise*, à tous ceux qui verront la Présente, ou en entendront faire lecture, SALUT. Comme il est venu à Notre connaissance que, nonobstant les Placards & Ordonnances, de tems à autre émarés contre l'Impression & la Diffémination d'Ecrits Séditieux & Calomnieux, il s'est depuis peu répandu dans divers Endroits de cette Province, un certain Libelle très-séditieux & calomnieux, intitulé: *Aan het Volk van Nederland*, (*du Peuple des Pays-Bas*;) dans lequel le Gouvernement Suprême de ces Pays, Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince *Stadhouder Héritaire*, ainsi que ses Illustres Prédécesseurs, auxquels, après Dieu, nous sommes redevables de la Fondation, & du Maintien de Notre République, ainsi que de sa Liberté, sont calomniés d'une manière scandaleuse & énorme, & où la bonne Commune est invitée à un Soulevement & à des Mouvements Séditieux.

A CES CAUSES, voulant y pourvoir, sans déroger à Nos Placards antérieurs contre les Pasquinades & autres Ecrits diffamatoires & scandaleux, émarés de tems en tems, & en particulier à Notre Rénovation du 18 Janvier 1691, & Notre Placard du 7 Mars 1754, nous avons trouvé bon, pour la découverte de l'Auteur ou des Auteurs, du susdit Libelle séditieux & calomnieux, intitulé: *Aan het Volk van Nederland*, & de ses, ou de leurs Complices, de promettre une Prime de Mille Ryders d'Or, (Quatorze Mille Florins à celui qui donnera les indices nécessaires, pour que l'Auteur, l'Ecrivain ou l'Imprimeur dudit Libelle, ou tous ceux qui pourraient y avoir eu part d'une autre manière, tombent au pouvoir de la Justice & puissent être convaincus du Fait; & au cas que le Délateur ou Dénonciateur

en

en fût complice : nous déclarons dès à présent de lui pardonner tout ce qu'à cette occasion il pourra avoir mérité contre le Souverain : de plus, il jouira aussi de la Prime en question, & son nom ne sera pas indiqué, mais tenu secret.

Défendant & interdisant, ensuite, très-sérieusement par la Présente, à chacun, de tel état, qualité ou condition qu'il pût être, de réimprimer en aucune manière le susdit Libelle séditieux & calomnieux, de le distribuer, semer ou répandre, sous peine de Confiscation des Exemplaires & d'une Amende de Six Mille Florins, outre, au moins, le Bannissement éternel de la Province de *Hollande* & de *Westfrise* : laquelle Amende reviendra, pour un Tiers, au profit de l'Officier qui fera la Calange ; le second Tiers, à l'avantage du Dénonciateur, & le Tiers restant au soulagement des Pauvres du Lieu où la Calange sera faite. Et puisque quelques Personnes, pour tenir leurs manœuvres illicites cachées, pourraient être tentées de prétexter que le Libelle en question leur eût été adressé sous un simple Couvert, sans pouvoir dire par qui ni de quel Endroit, nous statuons & ordonnons, que tous Imprimeurs, Libraires, & autrement tous & un chacun, auxquels pût être envoyé le susdit Libelle séditieux & calomnieux, intitulé : *Aan het Volk van Nederland*, soit pour vendre, donner en présent, distribuer, prêter ou lire, seront tenus de l'apporter sur le champ & remettre à l'Officier, ou au Magistrat du Lieu de leur Résidence, ou de l'Endroit où ils pourraient le recevoir, sous peine d'être tenus pour Difféminateurs d'icelui &, comme tels, punis de la manière indiquée ci-dessus.

Ordonnant bien expressément à Notre Procureur-Général & à tous Nos autres Officiers, d'exécuter strictement & précisément le présent Placard selon ses forme & teneur, sans aucune dissimulation ni connivence, sous peine de privation de leurs Emplois.

Et afin que Personne n'en puisse prétexter cause d'ignorance, mais que chacun puisse savoir comment il doit se conduire à cet égard, nous voulons que la Présente soit publiée & affichée partout où il appartient & où il est d'usage de le faire.

„ Fait à la Haye, sous le Petit Sceau du Pays, le 19 Octobre 1781. Plut bas se trouvait, Par Ordonnance des Etats.”

(Signé)

C. CLOTTERBOOKE.

A ces

A ces deux documens nous ajouterons une piece non moins importante ; c'est la réponse que les États d'Utrecht ont faite à la Requête de la Communauté des Libraires. Ce Règlement est conçu en ces termes :

Les Etats du Pays d'Utrecht , ayant examiné les considérations & l'Avis de Messieurs les Députés, sans déroger aucunement au placard du 4 Juillet de cette année 1781 , permettent aux Supplians *provisifonnellement* la vente de tous les livres & écrits dont le vendeur connaît l'auteur ou l'imprimeur, dont le domicile est effectivement dans une des sept Provinces ou dans le ressort de la Généralité ; pourvu que les Supplians donnent la connaissance convenable de cet appointement de leurs Nobles Puissances au Seigneur Grand Officier de cette ville & se reglent pour le reste exactement suivant les placards de leurs Nobles Puissances.

Utrecht 12 Octobre 1781.

La Brochure dont nous avons tiré cette dernière piece, contient une multitude de particularités qui pourraient nous servir à rectifier & développer ce que nous avons dit sur les recherches faites à Utrecht au sujet du *Politique Hollandais* ; si la répétition de cette affaire n'était pas devenue fastidieuse & si nous n'avions des matieres plus importantes à traiter. Qu'il nous soit permis seulement de remarquer que Jean d'Utrecht prouve sans réplique que la citation des Libraires à ce sujet était une véritable inquisition, opposée aux privileges d'un pays libre. Et comme il montre, par la déduction des faits, que le Conseil n'a pris aucune part à cette inquisition & que le Grand-Officier, Mr. de Nassau, Vieillard vénérable & débonnaire, ne s'y est prêté que pour céder à la nécessité de certaines circonstances & considérations , ainsi tombent les mauvaises plaisanteries contenues dans une lettre qu'on nous avait écrite d'Utrecht, rapportée ci devant. Aussi avons-nous eu depuis occasion de remarquer qu'il y a dans la Régence & la bourgeoisie d'Utrecht un nombre considérable de bons Patriotes, qui ne demandent que plus de liberté & moins de dépendance, pour se signaler par leur zele & leur courage.

Quant à la Lettre qu'on nous a écrite de la Haye, qu'il nous soit permis de remarquer que des écrits
ain

vains qui publient leurs idées par la voie libre & ouverte de l'impression ne peuvent être accusés de conspiration contre l'Etat. Une conjuration se forme à l'ombre du mystère & de la clandestinité; la liberté de la presse suppose au contraire le grand jour & la publicité. L'imprimerie est un avantage sujet, comme tout ce qui vient de l'humanité, à des inconvéniens : mais ces inconvéniens ont cela de particulier, qu'ils portent leur contre-poison avec eux. Si la liberté de la presse est ouverte à d'insolens démagogues, à de vils calomniateurs, elle n'est pas fermée aux Patriotes éclairés, aux Avocats de l'innocence, à tous les citoyens qui sont en état de faire triompher la vérité, déjà si puissante par elle-même. Oui, la liberté de la presse est sujette à si peu d'inconvéniens, qu'on peut la réclamer généralement comme le privilège commun de l'humanité, & qu'on devrait la permettre dans tous les Gouvernemens, si ce n'est dans un Gouvernement Ecclésiastique, auquel elle ne manquerait pas d'être funeste.

Nous ne devons pas même craindre de cette liberté les conséquences fatales qu'on voyait résulter des harangues des Démagogues d'Athènes ou des Tribuns de Rome. Un particulier lit une brochure seul & de sang-froid. Il n'y a personne autour de lui qui puisse lui souffler l'esprit de sédition. Il n'est pas entraîné par la force & la violence de la déclamation & des talens oratoires. En supposant même que le livre lui inspirerait des idées séditieuses, il ne s'offre à son esprit aucune résolution violente par laquelle il puisse satisfaire sa passion. Il est donc bien difficile que la liberté de la presse, à tel excès qu'on puisse la porter, excite jamais des tumultes populaires & la rébellion. Quant aux murmures & mécontentemens secrets qu'elle peut occasionner, ils s'exhalent en paroles, de façon que le Magistrat peut en prévenir les effets avant qu'il soit trop tard; au lieu que les révoltes sont occasionnées par des ressentimens secrets qui éclatent, lorsqu'on n'a plus de moyen pour les étouffer. Il est vrai que les hommes ont plus de penchant à croire tout ce qu'on peut débiter au préjudice de ceux qui les gou-

gouvernement que ce qu'on peut écrire en leur faveur ; mais ce penchant est inséparable de l'espèce humaine, soit qu'elle soit libre ou non. Un rapport calomnieux peut se répandre avec autant de rapidité & devenir plus funeste qu'une brochure. Il devient plus funeste ; puisqu'il n'y a pas de moyen de le réfuter dans un pays où on ne lirait pas, où les hommes ne seraient pas accoutumés à penser librement & à exercer leur intelligence dans le discernement du vrai d'avec le faux.

La suite au No. prochain.

NB. Nous prouverons que les placards inférés dans ce No. ne sont pas contraires à ce que nous avons dit sur la liberté de la presse. Nous prouverons que quand nous nous serions rencontrés dans quelques endroits avec l'ouvrage pros crit, comme on nous en accuse, nous lui sommes opposés dans les points les plus graves, dans ceux qui sont vraiment criminels, d'après les assertions qu'on lui attribue. Ce qui est certain, c'est que nous aimons trop la Patrie pour avoir trempé dans le dessein exécrationnable d'y augmenter la division & que nous pouvons attester solennellement que nous n'avons eu, ni directement ni indirectement, aucune part à la brochure pros crite ; & que nous n'avons su son existence qu'à la nouvelle des soins qu'on se donnait pour en empêcher la dissémination. Les imputations de nos Ennemis sont singulieres. Tantôt nous sommes les partisans dangereux d'une Démocratie tumultueuse, ensuite les vils esclaves d'une Monarchie despotique. Les Auteurs du *Politique Hollandais* esclaves d'une Monarchie despotique ! en vérité nos Ennemis devraient bien nous calomnier plus adroitement ! Nous ne désespérons pas qu'à la fin ils ne nous accusent d'être *Anglomanes*.

LE
POLITIQUE
HOLLANDAIS.

N^o. XXXIX. LUNDI, ce 5 NOVEMBRE, 1781.

La suite CHAPITRE XXXV.

*Sur les Placards contre la brochure adressée au peuple
des Pays-bas.*

L'expérience montre également que le peuple n'est pas un monstre aussi terrible qu'il plaît aux sup pôts du despotisme de le représenter, & qu'il vaut mille fois mieux le gouverner comme des créatures raisonnables que de le traiter comme de stupides animaux. Avant que nous eussions donné aux autres Nations l'exemple de la tolérance, on la regardait, même en Angleterre, comme incompatible avec l'ordre d'un bon Gouvernement; on ne pouvait concevoir qu'une multitude de sectes religieuses pussent vivre ensemble avec harmonie & tranquillité & conserver le même amour pour la Patrie commune & pour l'une & l'autre. Cette tolérance n'a cependant produit aucune fermentation dangereuse; & l'on doit s'attendre que les hommes étant accoutumés de plus en plus à discuter librement les affaires publiques, perfectionneront leur jugement sur cet article, & seront moins faciles à se prêter à des rapports sinistres & aux cris populaires.

La liberté se perd peu-à-peu, & par des usurpations lentes & progressives. L'esclavage a quelque chose de si odieux pour des hommes habitués à la liberté, qu'elle doit se déguiser sous mille formes, pour les gagner. La liberté de la presse une fois perdue ne se recouvre jamais. On est censé en jouir tant qu'on n'est pas soumis à demander des licences ou permissions, ou que les Magistrats ne sont pas autorisés à prononcer arbitrairement contre les ouvrages qui leur déplaisent. De pa-

II. Tome N reil-

pareilles innovations seraient le dernier effort d'un gouvernement tyrannique. C'en est fait de la liberté si ces sortes d'entreprises réussissent jamais.

Hélas ce n'est pas une brochure qu'en général la centième partie de la Nation ne lit pas, qui donne occasion aux maux publics dont on se plaint. La plume licentieuse d'un écrivain politique n'est guère capable de produire des effets d'une si grande importance. Il est ridicule d'attribuer des calamités nationales au portrait que l'on fait des hommes en place, plutôt qu'à leur caractère & à leur conduite : voilà les vraies causes des mécontentemens & des murmures publics.

C'est une grande erreur que de s'imaginer que les derniers placards rendus contre la brochure adressée au peuple des Pays-bas, soient opposés à nos idées sur la liberté de la presse. La liberté que nous avons réclamée consiste à n'être soumis à aucune censure, à pouvoir publier tout ce qu'on veut : mais l'imprimeur & l'auteur sont, dans ce cas, responsables de ce qu'ils avancent; ceux qui ont à se plaindre d'un ouvrage peuvent alors demander la satisfaction due à la justice outragée. Mais si le libraire, l'auteur ou l'imprimeur se dérobent également à la connaissance des personnes intéressées, si, au lieu de suivre les routes tracées pour publier un ouvrage, ils ont recours à des moyens obliques; ils deviennent dès-lors suspects, & plus les insinuations qu'ils cherchent à répandre sont graves, plus on peut sévir avec rigueur contre eux. Nous ne désavouons pas que le premier Edit des Etats d'Utrecht portant défense de rien imprimer ni débiter au préjudice des personnes plus ou moins élevées dans l'Etat, ne soit contraire à nos principes; car, dans un Pays libre, il doit être permis de tout dire sur les personnes en place; c'est un frein heureux qui les tient dans le devoir, quand ils ont encore du respect pour l'opinion publique. Aussi s'est-il formé de toutes parts des réclamations sur ce sujet & la réponse donnée à la Requête des libraires de cette ville, est une espèce de dérogation à la teneur rigou-
reu-

reuse de l'Edit. Cette prohibition ne pouvait servir qu'à faire prohiber les brochures qui n'auraient pas plu au parti dominant.

On pourrait objecter, qu'à l'ombre de cette liberté il se débiterait une multitude de brochures calomnieuses & séditieuses, imprimées dans d'autres Provinces ou pays & débitées furtivement, pour échapper à la vindicte publique.

Nous répondons qu'il y a dans les sept Provinces des tribunaux ouverts pour recevoir les plaintes légitimes d'une injure mal-fondée. Un citoyen d'Utrecht attaqué mal à propos dans une brochure imprimée à Amsterdam, trouvera dans cette ville des Avocats qui prendront sa défense en main. S'il ne juge pas à propos d'avoir recours à la défense polémique, celle des tribunaux lui fera toujours ouverte. Et c'est pour s'être dérobé aux poursuites de cette dernière, que nos Souverains ont eu raison de proscrire l'Adresse *au peuple des Pays-bas*. L'Auteur de cette brochure est dans le cas de ces contrebandiers qui se servent de voies détournées pour répandre des marchandises dans le pays. Il est vrai que ceux qui sont attaqués dans une brochure anonyme, peuvent confondre leurs accusateurs clandestins par des mémoires publics ; mais souvent on a des raisons pour ne pas se produire dans cette carrière ; dans ce cas cependant on peut exiger du détracteur de produire les preuves ; au défaut de quoi il est, avec raison, dévoué à la vindicte publique comme un homme dont le cœur est pervers & les intentions sinistres & dangereuses.

Quoique nous puissions attester n'avoir aucune part à cette brochure, nous ne sommes cependant pas du sentiment d'un Gazetier de ce Pays qui a ôsé écrire que ce serait donner une preuve d'amour pour la Patrie & la vérité que d'en dénoncer l'Auteur. Nous ne croyons pas que le véritable amour de la Patrie puisse déshonorer. Nous ne croyons pas que les Souverains qui ont pros crit cet ouvrage eussent pu promettre de tenir le nom du délateur secret, s'ils n'eussent cru eux-mêmes, que cette sorte de délation emporte une espèce d'infamie.

L'opinion publique, souvent erronée, est juste sur ce point. Elle ne saurait supposer qu'un homme qui attend pour faire une délation, qu'on puisse la récompenser par de grosses sommes, mérite l'estime qu'on ne peut refuser à des services vraiment patriotiques. En général l'honneur fait une grande partie de la récompense de toutes les professions honorables. Elles sont généralement mal-payées, en fait de gain pécuniaire; & dans ce cas un écrivain politique est d'autant plus digne d'éloges qu'il ne peut avoir d'autre objet que de servir ses semblables; il peut, il est vrai, s'égarer dans son zèle; mais ses intentions sont généralement bonnes. L'opinion publique est au contraire bien différente quant au déshonneur. Le métier d'un boucher, par exemple, est un emploi brutal & odieux; cependant dans bien des endroits il est plus lucratif que la plupart des métiers communs. Un des plus détestables, celui de bourreau, est le mieux payé en proportion du travail qu'aucun des métiers ordinaires. Il est vrai qu'un Etat peut avoir besoin de délateurs, comme il a besoin d'avoir des bourreaux. Il faut donc qu'il les encourage à proportion de la répugnance innée dans tous les cœurs pour ces deux métiers. Il ne pourra jamais changer l'opinion publique sur ce sujet. Par exemple: Philippe V. mit à prix la tête de l'immortel Fondateur de cette République. Guillaume I. avait fait à ce Monarque, qui fut notre Souverain, bien plus de tort que jamais la brochure adressée au *peuple des Pays-bas*, toute exécration qu'elle pourrait être, n'en pourrait causer au Stathouder actuel. Balthazard Gerard, qui mérita la récompense promise par Philippe V, ne laissa pas de mourir déshonoré. L'annoblissement conféré à sa famille pour cette action exécrationnelle, n'a pas même été respecté. Une des sœurs de cet infâme assassin obtint des lettres de noblesse; & ses descendans jouirent de ce singulier privilège jusqu'au tems où Louis XIV s'empara de la Franche-Comté. Cette Province fut à peine sortie de la Monarchie Espagnole que ces lettres de noblesse furent méprisées. Vagnoles, Intendant de la Province, les foula aux pieds; le crime cessa d'être honoré & la famille de Gerard resta roturière.

Ainsi

Ainsi nos principes sur la liberté de la presse ne sont pas opposés aux Edits publiés contre la brochure adressée *au peuple des Pays - bas*.

Quant au reproche qu'on nous fait de chercher toujours à inspirer les principes Démocratiques, on s'est beaucoup trompé, si l'on s'est imaginé que nous ayons eu l'absurdité de projeter l'établissement d'une Démocratie pure.

Nous savons trop qu'une pareille innovation n'aurait que des suites funestes pour le peuple lui-même non seulement dans les circonstances critiques où la République se trouve, mais encore dans des tems plus tranquilles. Nous avons lu avec beaucoup d'attention l'histoire de ce pays depuis les tems les plus anciens; & s'il faut ajouter foi à l'Auteur du *Tableau de l'Histoire Générale des Provinces - Unies*, le moins suspect & le plus étendu sur cette matière, on doit avouer que toutes les fois que le gouvernement de ce pays a trop panché vers la Démocratie pure, effectivement le pays a toujours été un théâtre de massacre & d'atrocités. Mais nous avons remarqué en même tems que lorsque le Gouvernement s'est trop rapproché de l'Aristocratie ou de la Monarchie, il a presque toujours été oppressif; & qu'on n'a vu la liberté politique & civile bien assurée que lorsqu'il y a eu un mélange heureux de ces trois Gouvernemens; comme il a subsisté depuis longtems dans les Provinces de Frise & de Groningue, comme on voit encore des restes dans celles de Gueldre, d'Overysel & même dans quelques villes de Hollande. Lorsque nous avons dit qu'il n'y avait d'autre institution légitime que la Démocratique, nous n'avons pas prétendu que le peuple en Corps dût gouverner; nous avons dit que la Souveraineté résidait ultérieurement dans le peuple ou le gros de la Nation; comme Messieurs d'Amsterdam l'avouent eux-mêmes dans leur Lettre contre le Duc de Brunswick, puisqu'ils donnent le nom de *Populaire* au Gouvernement. Le peuple ne vaut rien pour gouverner; il a, comme dit très-bien Montesquieu, besoin, „ comme les „ Monarques & même plus qu'eux d'être, conduit „ par un Conseil ou Sénat. Mais, ajoute ce grand „ homme, pour qu'il y ait confiance, il faut qu'il

„ en élise les Membres, soit qu'il les choisisse
 „ lui-même comme à Athenes; ou par quelque
 „ Magistrat qu'il a établi pour les élire comme
 „ cela se pratiquait à Rome dans quelques occa-
 „ sions. Le peuple est admirable pour choisir ceux
 „ à qui il doit confier quelque partie de son au-
 „ torité. Si l'on pouvait douter de la capacité na-
 „ turelle qu'a le peuple pour discerner le mérite,
 „ il n'y aurait qu'à jeter les yeux sur cette suite
 „ continuelle de choix étonnans que firent les A-
 „ théniens & les Romains, ce qu'en n'attribuera pas
 „ sans doute au hazard.

Si on lit avec attention les annales de ce pays,
 on verra que ce n'est pas pour avoir eu part à
 l'élection de ses Magistrats que le peuple a donné
 lieu dans ce pays à des guerres civiles & à des tu-
 multes sanglans; mais pour avoir voulu prendre lui-
 même en main les rênes de l'administration. Les der-
 niers troubles intérieurs en 1747 & 1748 ne vinrent
 pas d'une nomination de Magistrats, faite par le peup-
 le; mais de ce que le peuple voulût s'ingérer dans
 les affaires d'administration qui n'étaient pas de sa
 compétence & changer le Gouvernement.

Ces principes sont bien opposés à ceux de l'Au-
 teur de l'ouvrage proscrit. Il veut absolument dé-
 truire le Stathouderat. On dit qu'il en parle en ces
 termes. Ce sont les Anglais qui nous ont donné un
 Stathouder. Si ce présent eût été bon, salutaire,
 avantageux, ils ne nous l'auraient jamais fait. Com-
 parez cette épigramme avec ces paroles du *Politi-
 que Hollandais*!

A considérer la fabrique intérieure de notre Constitu-
 tion, l'opposition des intérêts des membres divers, & les
 dangers des prérogatives des Corps Aristocratiques, on ne
 peut s'empêcher d'avouer que le Stathouderat est l'heureux
 contre-poids qui tient le tout dans un juste équilibre, & le
 grand ressort qui donne le mouvement à toute la machine;
 dans les disputes & surtout dans celles où la politique est
 mêlée, il n'y a que trop de personnes qui donnent dans les
 extrêmes; mais les citoyens éclairés & justes regarderont
 toujours le Stathouderat & surtout la réunion de tous les
 Stathouderats sur une seule tête comme l'événement le plus
 heureux qui pouvait arriver à la République. Un seul
 Stathouder devient le nœud qui resserre les différentes par-
 tie

ties de la confédération; le centre où tout aboutit; l'ame qui donne le mouvement aux délibérations dans les périls pressans; la regle qui dirige tous les efforts vers un même but, qui fait un Etat de plusieurs Etats. Les bons citoyens s'appliqueront toujours à maintenir la constitution fondée sur le Stathouderat. Il nous faut un Magistrat suprême dont l'œil actif & pénétrant veille sur la conduite des Magistrats subalternes qui pourraient faire servir l'indépendance où ils sont du peuple à leur intérêt particulier. Il nous faut un Général dont la dignité impose aux gens de guerre, & dont la présence & les faveurs encouragent ceux qui servent la Patrie.

C'est ainsi que s'exprimait le *Politique Hollandais*, peu de jours avant qu'on répandit la brochure proscrite. On dit que cette brochure accuse encore le Prince de s'entendre avec les Anglais pour ruiner ce pays & parvenir à la Souveraineté. Les Auteurs du *Politique Hollandais* ne sont point du sentiment de Mr. Lufac de Leide (*) qui, dans des écrits sur les De Witt, trouvait qu'il n'y avait pas plus de mal d'aspirer à la Souveraineté que de briguer une charge de Bourguemaître: aussi avons-nous mis ces insinuations répandues à ce sujet contre le Prince aux rang des bruits forgés „ par l'audace & l'impudence. Plusieurs fois” avons nous dit en parlant du Stathouder „ votre bouche incapable „ de feindre a confondu ceux qui avaient osé „ vous attribuer des principes favorables aux ennemis de l'Etat. Dans la confidence des conversations particulieres ainsi que dans la solennité „ des assemblées publiques, vous avez montré toute l'indignation d'un ardent Patriote, également „ contre tous les Etats dont la conduite vous paraissait injurieuse à la dignité de la République.” Non nous ne croirons jamais qu'un Prince qui, dans ses déclarations publiques, parle avec tant de zèle sur le danger de l'Etat & contre ses ennemis, ait dans le cœur une disposition secrète pour eux. Guillaume V n'est pas capable de duplicité.

Nous avouerons franchement à quel point nous avons cependant porté l'audace sur cet article. Nous

(*) Mr. Elie Lufac, qu'il ne faut pas confondre avec l'Auteur de la Gazette de Leyde, si estimée & si digne de l'être.

avons supposé un Stathouder qui eût fait, depuis quelques années, son unique occupation du rétablissement de la Marine & n'eût eu pour objet de ses desseins que l'abaissement de la Grande-Bretagne. Nous pouvons nous tromper; on peut nous réfuter par des raisons, & même par des injures si l'on croit qu'elles peuvent servir; mais nous avons le malheur d'être intimement convaincus qu'alors les affaires auraient été beaucoup mieux. Oui nous avons encore la présomption de croire que si la République portait tous ses efforts vers la mer, faisait avec les ennemis de notre ennemi, l'alliance la plus naturelle qui fût jamais, notre Stadhouder pourrait jouer un des plus grands rôles dans le système de l'Europe, & la paix être bientôt rendue à la République sur une base solide.

Les affaires vont très-mal; c'est la seule vérité sur laquelle tous les partis s'accordent. Encore même, sur ce point, nous sommes nous bien gardés de jeter tout le blâme sur notre bien aimé Stathouder: nous avons toujours rendu justice à l'ardeur de son zèle & à la pureté de ses intentions; à l'exemple de la ville d'Amsterdam, nous n'avons inculpé que les mauvais Conseillers. Le pays était inondé de libelles contre ce Conseiller: nous nous sommes cependant gardés d'attaquer son caractère: nous l'avons toujours représenté comme l'innocent objet des soupçons & des murmures publics: nous ne l'avons accusé que d'un article dont il ne paraît pas qu'il se défende, d'avoir une inclination particulière pour la Nation Anglaise & pour le maintien des liaisons politiques avec ce royaume: encore avons-nous moins représenté ce système comme criminel que comme un système qui n'est pas de saison dans les circonstances présentes. En représentant, à ce Prince, la difficulté de prévenir les mauvaises impressions conçues contre lui, nous l'avons comparé aux Barneveldt, aux De Witt, aux Aristides, à plusieurs autres grands hommes qui, dans une situation semblable, crurent, malgré leur vertu, devoir céder à l'orage, tant pour leur sûreté personnelle que pour le bien de la Patrie. Il n'y a dans cette affaire qu'une chose évidente à considérer. L'influence que le

Duc

Duc a eue sur l'esprit du Prince a-t-elle été salutaire à la Patrie? Si au contraire nous éprouvons quel'Etat va toujours en panchant vers sa ruine, ses conseils ne sont donc pas heureux. Si l'on objecte que plusieurs l'ont traversé dans ses bonnes intentions; puisqu'il n'a pas pu dissiper leurs efforts, il n'a donc pas les talens requis pour vaincre les obstacles & faire le bien. Dans le No. XXXV nous disions ces paroles: „ nous avouons même que nous sommes „ bien éloignés d'imputer au Seigneur Duc tout „ seul le blâme des malheurs publics, il a beau avoir „ la plus grande influence par son crédit sur l'esprit „ du Prince; ceux à qui les délibérations publiques „ sont commises auraient montrer dû tout le courage & la fermeté qu'exigeait le besoin de l'Etat.” Puisque de toutes les accusations formées contre lui, on n'en peut déduire autre chose, sinon qu'il n'a pas été heureux, sa retraite n'aurait donc rien de déshonorant: ne serait-elle pas, au contraire, un sacrifice sublime fait au bien de la Patrie? Voilà les principes que nous avons suivis invariablement. Le plus zélé partisan de la Maison d'Orange & de Brunswick aurait de la peine à s'exprimer d'une manière plus partiiale.

Cependant on a traité les Auteurs du *Politique Hollandais* de scélérats, acharnés contre les Maisons d'Orange & de Brunswick. On en est venu jusqu'à menacer un Gazetier qui s'était borné à en copier des passages, de le faire périr sous les coups. D'après ce trait, quel châtement pouvait-on réserver à l'Auteur lui-même?

Depuis cette époque, on n'a cessé de vomir des horreurs contre les Auteurs de cette Feuille. Il ne faut pas faire grande dépense d'esprit pour cela: il est plus facile d'injurier que de raisonner.

D'abord c'étaient des gens salariés; c'étaient en suite de pauvres diables qui n'avaient pas le sou. C'étaient surtout des étrangers. Etes-vous notre concitoyen? Et que vous importe où nous sommes nés, qui nous sommes, si ce que nous disons est la vérité? Les Anciens demanderent-ils jamais à l'auteur dans quelle contrée il avait reçu le jour, sur quel chêne reposait l'oiseau qui leur annonçait une victoire ou une défaite? Pour être nés à

la source du Rhin ou de la Meuse ou à leur embouchure, nos raisons en sont-elles plus ou moins bonnes? Guillaume I, Maurice, qui ont rendu de si grands services à l'État étaient-ils nés dans ce pays? Le Duc de Brunswick lui-même a-t-il reçu le jour dans quelqu'une de nos Provinces? S'il avait trahi le pays, éviterait-il le supplice des traîtres à la Patrie, sur la supposition qu'il ne serait pas né dans le territoire de la République?

Si quelqu'un nous accusait ensuite d'être un monstre, dont l'on fait les desseins exécrables & les menées infernales &c. &c. nous dirions comme tout le monde: vous vous fâchez, donc vous avez tort; nous regarderions ces déclamations comme trop absurdes pour y répondre autrement que par le silence & le mépris. Comme une trahison contre l'État est une affaire des plus graves, c'est à ceux qui l'annoncent, d'en produire les preuves, faute d'être eux-même les ennemis de la Patrie ou les plus vils des calomnieurs. S'ils ajoutaient; nous sommes sous un bouclier impénétrable; & de ce bouclier il sort des mains longues qui ne sont pas courtes: nous avouerions franchement que nous n'avons d'autre bouclier que notre innocence & d'autre main que celle qui écrit ces lignes; que l'on peut toujours nous trouver devant le tribunal dont nous dépendons. Nous avertirions le simulachre qui se cache-rait sous ce bouclier d'airain & sous ces mains longues qu'il peut exhaler son venin en toute liberté, & que nous sommes persuadés que les honnêtes gens sauront apprécier ceux qui ne savent que dire des injures.

Il n'y a pas de moyens que les Anglomane de ce pays n'aient tentés, pour décourager ceux qui avaient épousé le parti qui leur est opposé. Quoique ces Feuilles soient écrites dans une langue inconnue au peuple & que les Auteurs se soient bornés à la discussion modérée des matières politiques, il n'est pas d'horreur qu'on n'ait vomi contre eux; on les a dénoncés au Souverain, on les a accusés de trahison contre la Patrie; il n'y a que des raisons & des preuves qu'on se soit dispensé de produire. Le *Politique Hollandais* n'a répondu qu'en produisant les injures qu'on deb-

ait

taut contre lui ; & ce n'est pas sa faute si le ridicule est tombé sur les Auteurs. Leur fureur, leur frénésie, n'ont fait que lui prouver la faiblesse de leur cause & leur vain désespoir. On dit même qu'ils n'ont rien épargné pour le confondre en l'appelant Français avec les Auteurs Hollandais de la brochure proscrire & pour le faire envelopper dans la même proscription.

Qu'il nous soit permis d'admirer à cette occasion la conduite de la Régence d'Amsterdam. On a semé contre elle des discours au *Peuple des Pays-bas*, on a composé des *Politick Vertoog* ; on a mis le jeu à sept villages pour les épouvanter ; on a parodié leur *Lettre sur le Duc de Brunswick* : ils n'ont pas même paru faire attention à ces lâches efforts. Chez tous les libraires de la ville d'Amsterdam, nous avons vus, exposer avec la plus grande publicité & se vendre sans aucune restriction, tout ce qu'on pouvait vomir de plus affreux contre la conduite ou le caractère des Régens. Il faudrait que la peinture que la brochure proscrire a fait de tous les Stathouders fût bien hideuse, pour surpasser en noirceur celle que l'Auteur du *Politick Vertoog* a tracée de la conduite constante des Régens d'Amsterdam. Cependant, à la première réquisition du Conseil permanent des Etats de Hollande, les Régens d'Amsterdam, qui n'avaient rien fait à la dissémination de toutes les libelles semés contre eux, prirent des précautions pour empêcher la dissémination d'une brochure où l'on assure, qu'ils sont très-loués & très-exaltés.

Ames impartiales & justes de toutes les Nations, je vous atteste ; comparez cette conduite sage & magnanime de la Régence d'Amsterdam à celle de leurs Antagonistes, & prononcez.

Nous sommes bien loin de penser que notre Bien-aimé Stathouder ait eu la moindre part à tout ce que ses prétendus partisans font dans ce pays, sous le prétexte spécieux de le servir. La politique d'exalter les Anglais, nos ennemis déclarés & de noircir les Français, dans les circonstances où nous sommes, est trop imprudente pour l'attribuer à un Prince dont les lumières sont grandes & les vues patriotiques. Son Altesse n'ignore pas que, dans un tems aussi orageux, elle ne saurait trop éviter tout ce qui peut inspi-
rer des soupçons de partialité pour l'Ennemi & contre les Puissances qui, dans ces circonstances, sont nos alliées naturelles. Qu'il soit permis, à cette occasion, au *Politique Hollandais* de montrer avec quelle ardeur on ôse publier les prin-

principes qu'il a tracés. Quoiqu'il puisse attester n'avoir aucune correspondance avec Mr. de Capellen de Marsch, ni eu aucune connaissance de ce que ce noble Seigneur disoit dans l'assemblée des Etats de Gueldre, combien doit-il être flatté de s'être rencontré presque dans les mêmes paroles avec un Patriote avoué de la plus grande & de la plus saine partie de la Nation.

Lettre écrite d'Arnhem, le 22 Octobre.

L'Assemblée Provinciale de *Gueldres* s'est tenue plutôt que de coutume pour l'expédition plus prompte du consentement de cette Province à la Réquisition, faite de la part du Roi de *France*, d'une Négociation de cinq Millions de Florins, sous la garantie de la République. Croiriez-vous que, quoique le consentement de cette Province ait été donné sans restriction, il s'est cependant trouvé chez nous des Membres du Gouvernement qui n'auraient pas craint de traverfer la Réquisition de Sa Majesté *Très-Christienne* s'il eussent osé. Vous ne sauriez vous imaginer à quel point, dans le tems où nous nous trouvons impliqués dans une guerre aussi malheureuse, l'on ose pousser ici la condescendance pour la *Grande-Bretagne*, & pour ceux qui dans cette Province prennent le parti de nos Ennemis.

Les mots de *guerre avec l'Angleterre* sont bannis de nos Résolutions Provinciales; on n'y parle que de *troubles*: *cette guerre*, c'est le mot le plus fort qu'on ose employer. Vous sentez que cela se fait pour complaire à ceux qui aiment à se laisser séduire par le vain espoir d'une réconciliation prompte & séparée avec l'*Angleterre*. Ne croyez pas cependant que parmi nos Régens, il ne se soit trouvé des Patriotes insistant sur la nécessité indispensable, dans notre situation critique, de reconnaître non seulement avec gratitude les marques d'affection que nous avons éprouvées de la *France*, mais aussi d'agir de concert avec cette Puissance contre l'ennemi commun.

Je fais parfaitement que quelques Nobles du Quartier de *Zutphen*, & particulièrement les Barons de *Heeckeren d'Enkhuizen*, de *Capellen de Boedelhof*, de *Palland*, de *Capellen de Marsch* & de *Heeckeren de Buerse* se sont empressés à diriger les choses de manière, qu'au nom de cette Province on insiste à la Généralité, vu la position désespérée de la République, qui va toujours en empirant, de prendre avec la *France* des Arrangemens pour une Protection réciproque, ou de contracter une alliance for-

mel-

melle avec elle , comme l'unique moyen de réveiller notre activité , & d'accélérer la conclusion d'une paix honorable , qui nous est si nécessaire.

Mais la force des Raisonnemens , les Argumens les plus triomphans de ces nobles Patriotes n'étaient que de vains sons ; on ne pouvait engager le Baron de Nagel , Sénéchal de *Zutphen* à recueillir les voix ainsi que ce Seigneur est néanmoins obligé de le faire suivant les Statuts Provinciaux. Il paraissait même avoir des ordres , pour ne point prêter l'oreille aux propositions relatives à des secours *Français* ; il tâcha , de prouver la grandeur des dangers auxquels la République s'exposerait par une alliance avec la *France* ; & quoiqu'il parlât avec feu , aucun des Membres de l'Assemblée , à l'exception du Baron *van Dorth de Velde* , ne parut convaincu de la solidité de son système Politique.

Le Sénéchal termina sa Harangue en disant. „ *Qu'il aimerait mieux reconnaître l'indépendance des Américains , que contracter une alliance avec la France.*”

Le discours prononcé à cette occasion par le Baron de *Capellen de Marsch* , si connu par son zèle patriotique , est des plus remarquables : En voici la substance.

„ Il était plus que tems , dit ce courageux patriote ,
 „ que , de la part de la République , on répondît aux marques
 „ tant de fois offertes , tant de fois éprouvées de l'affection
 „ de la Cour de *Versailles* , & qu'on marquât un empressement de faire avec cet Etat un Traité de Défense réciproque. Qu'un oubli aussi impardonnable & une politique aussi erronée , étaient d'autant plus incompréhensibles , qu'on savait que l'influence perfide des avides *Bretons* qui avaient entraîné la République sur le bord de sa ruine , avait été connue depuis longtems , même prévue par l'exécution de ses vues insidieuses & perverses ; sans que nous eussions pensé à tems à nous réunir avec le Roi de *France* contre un Ennemi commun. Que l'indolence avec laquelle les affaires étaient conduites dans une guerre aussi malheureuse , fournissait à la Nation des raisons de mécontentement bien fondées ; qu'elle était en droit d'attendre de ses Représentans , leurs nobles Puissances , une alliance avec le Roi de *France* , l'Allié naturel de cette République : afin qu'on pût voir qu'aucuns moyens n'ont été négligés pour parvenir , tant par les secours de dehors , que par une administration vigoureuse au dedans , à arrêter un ennemi redoutable dans sa course , & à empêcher
 „ cher

„ cher la ruine totale de la liberté, de la prospérité & du bien-être de l'Etat.

„ Qu'à cet effet les Etats de cette Province devraient employer tous leurs efforts auprès des autres confédérés pour les engager à prendre de pareilles mesures ; afin qu'au moins, dès à présent, on fassè avec cette Puissance ce des arrangemens bien entendus pour la campagne prochaine : Qu'au défaut de mesures semblables, nous courrions risque de perdre entièrement notre commerce & notre navigation chancelans, & de voir nos possessions *d'Orient & d'Occident* désolées, devenir la proie des ennemis. Que l'une & l'autre étant les fondemens de notre édifice politique, leur décadence en entraînerait inévitablement la ruine.

„ Que rien n'étant plus naturel que d'agir de concert avec les Ennemis de notre Ennemi, c'était un objet de délibération sérieuse, de voir : si l'intérêt de la République n'exige pas d'accepter, sans hésiter d'avantage, les invitations & les offres des *Américains* : Qu'aucune condescendance pour *l'Angleterre* ne pouvait nous empêcher actuellement de nous unir, contre un ennemi commun, avec une Nation aussi brave & aussi vertueuse ; qui, à notre exemple, doit sa liberté à sa valeur & dans ce moment même est encore occupée au soin de se soustraire à la tyrannie de l'ennemi des deux Nations. Qu'ainsi rien ne pouvait nous empêcher de reconnaître l'indépendance de cette nouvelle République. Notre conduite différerait beaucoup de celle tenue par nos ancêtres, qui se liguerent avec les *Portugais*, dès que ceux-ci se couerent le joug des *Espagnols*.

„ Qu'il ne fallait pas douter que ces sortes d'alliances avec les Ennemis de notre Ennemi ne ralentissent bientôt sa fureur, & n'opéassent une paix générale & avantageuse pour nous.”

Mr. *de Marsch*, se trouvait obligé de parler sans réserve à leurs nobles Puissances, comme étant convaincu que le peuple se voyant trompé dans cette attente raisonnée, pousserait plus loin sa défiance & son mécontentement : Demandant ensuite „ si l'on pouvait prendre en mauvaise part que cette Nation patiente, après avoir fourni & prodigué tant de biens & de sang, exigeât qu'on lui rendît compte de l'administration publique ? Le mécontentement & le soupçon gagnaient à vue d'œil ; & les suites terribles d'un pareil murmure étaient inévitables ; chacun, dans notre Patrie marquait son étonnement de ce qu'après avoir fourni des sommes presque, im-

„ mea

„ menfes, notre marine ne fût pas encore devenue affez
 „ respectable pour protéger notre commerce & notre navi-
 „ gation, & se fût trouvée hors d'état de s'opposer effica-
 „ cement à l'Ennemi. Que notre marine, généralement
 „ trop morcelée, avait été détachée avec les suites les plus
 „ dévastreufes. Que la Nation était bien fondée à se plain-
 „ dre de ce que la protection lui eût été refusée pour une
 „ branche de Commerce, en tout sens fondée sur les trai-
 „ tés & dont actuellement les Puiffances du *Nord*, peu dif-
 „ posées à complaire à l'*Angleterre*, s'emparaient entie-
 „ rement.

„ Qu'il méritait réflexion, pourquoi nous n'avions pas
 „ adopté sur le champ la *Neutralité Armée*, mais longtems
 „ après, lorsqu'elle eut perdu sa vigueur.

„ Que l'on avait promis à la Nation de rechercher les
 „ caufes du mal, ainfi que celles de la nonchalance, de la
 „ timidité à la défendre contre un Ennemi aétif.”

Mr. de *Capellen*, donna ici à confidérer : „ S'il y avait
 „ été fatisfait d'une maniere convenable : s'il conftait que
 „ rien n'eût été négligé pour s'opposer aux intrigues interi-
 „ eures & extérieures de cet ennemi. Que l'on favait
 „ bien qu'à cet égard ce n'avait pas été la faute des Etats
 „ de *Hollande*, encore moins celle de la ville d'*Amfter-*
 „ *dam* : Restait donc à favoir, fi des rapports rendus par
 „ les Amirautes, il conftait qu'aucun de ces départemens
 „ fût coupable de négligence, de mauvaife direction ; fi
 „ tous avaient fait de leur mieux pour parvenir, depuis la
 „ Guerre, à mettre la Marine de la République dans cet
 „ état de défenfe requis pour pouvoir efficacement agir
 „ contre l'Ennemi, &c.”

Mr. de *Marsch* repréfenta enfuite : „ Que l'aversion con-
 „ tinue de la nation contre l'influence du Duc de *Brun-*
 „ *swich* fur l'efprit de Mgr. le Prince Stadhouder aurait cer-
 „ tainement les suites les plus fâcheufes : Qu'une politique
 „ prudente exigeait l'éloignement du Duc : Que la Nation
 „ était en droit de la demander, d'autant plus que le Duc
 „ ne s'était pas purgé devant elle du blâme dont il avait été
 „ fi ouvertement inculpé par des Membres respectables de
 „ l'*Union* : Que la déclaration illégale & inconstitutionnelle
 „ de leurs Hautes Puiffances rendue en fa faveur, ne fuffi-
 „ fait pas pour absoudre ce Prince : Que, dans le mani-
 „ ment de cette affaire, la constitution du Gouvernement
 „ avait été négligée : Que les prétentions mal fondées du
 „ Duc n'auraient pas dû former l'objet des délibérations des
 „ Etats de *Gueldres*, & que les Committés de cette Pro-

„ vin-

„ vince à la Généralité étaient reprimenables dans leur conduite illégale à cet égard : Que la Résolution formée par la *Gueldre*, pour flatter & excuser le Duc, était un procédé que la postérité aurait peine à croire, vu qu'elle tendait à mettre dans un jour défavorable les efforts les plus louables, faits par des Membres respectables de la confédération pour la conservation de la Patrie ; efforts, qui néanmoins obtiendraient avec le tems des éloges bien mérités, & qui, selon toutes les apparences, seraient appuyés de plus en plus.

„ Qu'alors la concorde & la bonne-foi pourraient renaître ; mais que, pour parvenir à ce but, il était nécessaire d'éloigner la grande PIERRE D'ACHOPPEMENT, que tout le monde avait en aversion. Qu'on ne pouvait assez s'étonner que le Duc, suffisamment instruit que sa présence tend à la destruction du pays, n'eût depuis longtemps, à l'exemple d'autres personnes publiques, rempli le vœu du peuple.”

Mr. *de Marsch* protesta ensuite : „ Que le sentiment le plus douloureux des maux qui affligent le pays, l'animait à exposer aux peres de la patrie tous ces objets, dans l'intime persuasion qu'on satisferait enfin cette nation malheureuse, afin que les progrès ultérieurs de l'Ennemi fussent réprimés, & qu'un peuple désespéré de demander de soutien, ait enfin des preuves convaincantes que l'on veille à la conservation du pays, que l'on y dispose tout de manière à rétablir ce qui est ruiné, & à venger l'insulte soufferte ; & que pour l'effectuer on ne manquerait ni de courage ni de bonne volonté, comme on l'avait déjà fait paraître d'une manière bien glorieuse.

Mr. *de Marsch* termina sa harangue : „ en disant que pour obtenir les buts proposés, il faudrait, sans perte de tems, former des arrangemens, des traités avec les Ennemis de notre ennemi, comme l'unique moyen, joint à nos propres efforts bien intentionnés, de le forcer à faire & à observer une paix honorable, ainsi qu'à rétablir le droit des gens qu'il avait si indignement foulé aux pieds.”

Aux Adresses Ordinaires.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XL. LUNDI, ce 12 NOVEMBRE, 1781.

La suite du CHAPITRE XXXV.

*Sur les Placards contre la brochure adressée au peuple
des Pays-bas.*

L'Extrait que nous avons inséré du discours de Mr. de Cappelle, dans les Etats de Gueldre, servait à justifier nos principes, en montrant qu'ils sont avoués par les meilleurs patriotes; nous avons vivement regretté de n'avoir aucune correspondance avec ce respectable Seigneur, lorsque nous avons vu paraître son discours, tel qu'il a été prononcé. Nous ne pouvons nous dispenser de publier une piece trop propre à servir de base à nos principes & à répandre des lumieres sur les moyens que nous avons indiqués pour sauver la République; & que la postérité saura trop bien distinguer de la multitude des documens qui ne peuvent servir qu'à augmenter la division; un discours qui respire le zele d'un bon patriote & le courage d'un vrai Républicain. Voici ce discours, d'après une traduction faite avec le plus grand soin.

La Convocation prématurée de cette Assemblée devant servir, en suivant l'exemple des autres Membres du Corps Fédératif, à hâter le Consentement de Vos Nobles Puissances à la Négociation de cinq Millions de Florins, sous la Garantie de cet Etat, me fait, ainsi qu'à tous ceux qui prennent à cœur la situation critique de la Patrie, désirer ardemment que nous entrions enfin dans l'opinion & la per-

suaſion qu'il eſt plus que tems qu'il ſoit répondu de la part de la République aux offres multipliées & même aux marques effectives de l'Amitié de la Cour de *France*, outre une diſpoſition plus qu'apparente de conclure une Alliance étroite avec cette République, Alliance ſi néceſſaire pour parvenir, par des meſures unanimes, à combattre avec vigueur & à réduire à la raiſon un Ennemi redoutable.

V. N. P. ſavent bien par quelles ruſes & cabales les *Bretons*, nos éternels Ennemis, ſont parvenus à conduire, ſoit par leur influence traîtreuſe au dedans, ſoit par leurs attaques perfides au dehors, cet Etat ſur le bord de ſa ruine inévitable; ſans qu'en voyant venir l'orage qui couvrait leurs deſſeins affreux, nous euſſions pris nos précautions à tems pour inſiſter auprès d'un Allié auſſi naturel, auſſi néceſſaire pour nous, afin de ſe joindre à nous contre un ſeul & même Ennemi. Oubli impardonnable! Administration qu'on ne pourra jamais juſtifier & qui demande certainement, un prompt changement. Un changement, N. & P. S., que la Nation attend avec impatience; afin qu'alors on voye en effet qu'on n'a négligé aucun des moyens pour faire échouer les attaques inſidieuſes d'un Ennemi toujours menaçant. Eprouvant déjà de plus en plus les ſuites ameres de cette Guerre malheureuſe, l'indolence avec laquelle on conduit les Affaires, donne ſujet de mécontentement à un Peuple qui eſt prêt de ſacrifier ſes Biens & ſa Vie pour la Patrie. Qui peut déſavouer que la meſure ne ſoit à ſon comble; que cette Nation ne ſoit autorisée à demander à ſes Représentans, à V. N. P., que, ſans délai, ſans perte de tems, avant qu'il ſoit trop tard, on prenne des meſures efficaces pour éviter les progrès d'un Ennemi ſi formidable, ſoit par des Secours de dehors, ſoit par une conduite unanime & vigoureuſe au dedans; d'arrêter le cours d'un Ennemi ſi formidable; afin d'empêcher par-là que la liberté, le Bien-Etre & la Proſpérité n'échappent pour toujours de nos mains. V. N. P. étant ordinairement accoutumées à prévenir les autres Confédérés, je donne à conſidérer ſi V. N. P. ne pourraient pas trouver bon de faire au nom de cette Province, toutes les inſtances poſſibles auprès des Confédérés, pour travailler aux moyens les plus propres & les plus efficaces, afin qu'on faſſe le plutôt poſſible une Alliance avec la *France*, & qu'on ſe décide par les meilleures Combinaifons avec S. M. *Très-Chrétienne* pour la Campagne prochaine. Il n'y a perſonne parmi V. N. P. qui puiſſe révoquer en doute la néceſſité preſſante de prendre ces meſures, à moins de nous expoſer de gaieté de cœur au danger de perdre pour toujours
notre

notre Commerce & notre Navigation sur le point d'expirer ; de voir de plus en plus nos Possessions *Orientales & Occidentales* exposées à être prises ou dévastées par l'Ennemi. Ce sont cependant les Colonnes de l'Edifice de cet Etat, les Sources de notre Prospérité ; leur Décadence & leur Anéantissement doivent entraîner à la fois la ruine de cette République.

Il est donc naturel que nous agissions de concert avec les Ennemis de notre Ennemi ; ainsi je propose aux Considérations sérieuses de V. N. P., s'il ne serait pas à propos pour cet Etat, d'accepter les Offres & les Invitations si affectueuses, si nécessaires & si avantageuses des *Etats de l'Amérique*. Aucune Indulgence, aucune lâche Condescendance pour l'*Angleterre* ne sauraient nous empêcher de reconnaître l'*Indépendance* d'une *République* qui s'est, à notre exemple glorieux, procuré la Liberté par son courage, & qui est encore occupée à se soustraire vaillamment à la Tyrannie de l'Ennemi des deux Nations. Qui nous empêche donc de former des Alliances étroites avec ce Peuple Vertueux & Puissant, qui nous affectionne sûrement plus qu'aucun autre Peuple & nous donne des marques de son inclination. Combien notre indifférence sur ce point diffère de la conduite que tinrent nos Ancêtres, qui, convaincus de la nécessité de se joindre aux Ennemis de notre Ennemi, firent Alliance avec les *Portugais*, au moment que ceux-ci se soulevèrent contre l'*Espagne* ?

Qui ne voit que la formation de pareilles Alliances si nécessaires avec les Ennemis de notre Ennemi, mettra des bornes à sa rage furieuse, & accélérera la conclusion d'une Paix générale & honorable pour nous. Il est de mon devoir, N. & P. S., de vous parler franchement ; parce que je suis convaincu, qu'en continuant à tromper ainsi les espérances légitimes de la Nation, on pourrait augmenter son mécontentement & ses soupçons, déjà assez remarquables. Et certes, N. & P. S., cette Nation patiente, qui, après avoir, jusqu'à présent, fourni & prodigué tant de Bien & de Sang, prendrait-elle en mauvaise part qu'on exigeât des rendemens de compte sur l'Administration publique ? Que l'on insiste à ce qu'on fasse un examen sur les Causes de nos maux ? La défiance & les mécontentemens sont généraux ; qui ne tremble sur les suites affreuses de murmures qui croissent de la sorte ? N'entend-on pas les Petits, aussi bien que les Grands, s'écrier : „ N'est il pas étonnant „ que depuis plusieurs années, après avoir versé des Som-

„ mes presque innombrables pour la Construction de Vais-
 „ seaux, notre Marine n'ait pas encore été mise sur un
 „ pied à faire respecter notre Commerce & notre Navi-
 „ gation, & qu'en général, notre Marine est, avec les
 „ suites les plus déplorables, ou trop morcelée, ou hors
 „ d'état de tenir tête à notre Ennemi ?” Peut-on blâmer
 la Nation d'écarter en plaintes de n'avoir pas eu la Pro-
 tection nécessaire pour les Branches étendues de son Com-
 merce, que les Traités autorisent, attendu que les Puiss-
 sances du Nord, peu disposées à user de condescendance
 avec l'Angleterre, poursuivent & assurent leur Naviga-
 tion sur nos débris ? N'est-ce pas une chose digne de
 Réflexion qu'on n'ait pas accepté l'offre magnanime d'une
 NEUTRALITE ARMÉE, & qu'après avoir hésité sept
 mois entiers, nous y ayons accédé, lorsqu'il était trop
 tard & que nous ne pouvions en réclamer les avantages ?
 Ces Grieffs & d'autres encore donnent à la Nation des
 raisons suffisantes de plainte. Il est vrai qu'on l'avait flat-
 tée d'un Examen de Causes de l'extrême lenteur & non-
 chalance à défendre la Patrie contre un Ennemi redouta-
 ble & actif. A-t-on satisfait à cette promesse ? Travail-
 le-t-on actuellement avec plus d'ardeur & avec le zèle
 requis à combattre un Ennemi odieux ? S'oppose-t-on ;
 comme on le doit, aux suites dangereuses de ses intrigues
 au-dedans comme au-dehors ? Et, quoiqu'on soit pleine-
 ment convaincu qu'il n'a pas tenu aux Seigneurs Etats de
Hollande, encore moins à la Ville d'*Amsterdam*, de faire
 mettre notre Marine dans un état convenable de défense,
 il reste encore à demander s'il paraît suffisamment, d'après les
 Rapports donnés, qu'aucun des Colleges d'Amirautés n'ait
 été en défaut, pour mettre chacun, dans son Département
 respectif, depuis le commencement de la Guerre, & même
 d'agir efficacement contre l'Ennemi ?

Enfin, N. & P. S., n'attribue-t-on pas dans toute l'é-
 tendue des *Sept-Provinces-Unies*, à l'influence que Mgr.
 le Duc de *Brunswick*, Feld-Maréchal de cet Etat, con-
 tinue d'avoir sur l'esprit de Mgr. le Prince *Stadhouder-Hé-
 réditaire*, les Causes principales du malheur & des désa-
 stres qu'essuie ce Pays ? La Nation ne demande-t-elle pas
 à cris redoublés, l'éloignement du Duc ? L'aversion & la
 haine contre ce Prince ne sont-elles pas montées au point,
 qu'une Politique prudente exigerait qu'on écoutât la Voix
 du Peuple ; d'autant plus, que jusqu'à ce jour le Duc ne
 s'est pas encore purgé devant la Nation de ce dont diver-

ses Personnes respectables de l'Union l'ont inculpé si publiquement? La Nation peut-elle se contenter de la Déclaration prononcée par L. H. P., pour absoudre le Duc d'une manière aussi inconstitutionnelle & illégale? Les Résolutions Justificatoires de quelques-uns des Confédérés peuvent-elles, devant le Tribunal de la Nation, laver ce Seigneur du Blâme dont il est inculpé? Qui oserait affirmer que dans cette Affaire tout ait été régulièrement traité, conformément à l'Ordre & à la Constitution du Gouvernement? Et la conduite des Commités de cette Province à la Généralité, tenue à cet égard, n'est-elle pas des plus reprehensibles, au point que je me flatte qu'à l'avenir V. N. P. veilleront efficacement contre de pareilles transgressions des bornes de l'Autorité qui leur est confiée.

Les plaintes & les Prétentions mal-fondées du Duc n'auraient jamais dû devenir l'objet délibératif des Etats de cette Province: La Postérité aura peine à croire qu'on ait pu trouver bon, sans Examen préalable sur la légalité ou l'irrégularité de cette démarche le 21 Juillet de cette année, de prendre à la pluralité de Voix une Résolution Justificatoire & en tout sens flatteuse pour le Duc; Résolution, N. & P. S., qui tend à présenter sous un jour très défavorable les Efforts les plus louables, faits par de respectables Membres de la Confédération pour le Salut de la Patrie; Efforts, cependant, que le Temps couronnera d'une Gloire bien méritée, & qui selon toutes les apparences seront appuyés encore plus vigoureusement. C'est par là que tout espoir de Délivrance n'est pas encore perdu; & si l'Unanimité & la Bonne-foi (dont V. N. P., ainsi que moi, demandent au Ciel le retour) doivent renaître dans notre République, il faut qu'on commence par faire disparaître la grande Pierre d'achoppement, qui est devenue l'objet d'une aversion générale & poussée à son dernier période. Le Duc, à qui l'on attribue une Politique si profonde, pouvant aisément concevoir que sa présence est bien loin d'être utile à la Patrie; il faut s'étonner de ce que ce Prince, à l'exemple d'autres Personnes Publiques, n'ait depuis longtemps rempli le desir & le vœu du Peuple en s'éloignant. N. & P. S., c'est le sentiment le plus douloureux de la situation déplorable de la Patrie, qui m'a porté à exposer l'un & l'autre à V. N. P.; pleinement convaincu que V. N. P. concourront avec les autres Confédérés à s'opposer avec un zèle redoublé aux progrès ultérieurs de Violence externe & interne. & à procurer à une Nation opprimée, outragée

& réduite au désespoir par la privation des moyens de sa Subsistance & de son Bien - Etre , une Satisfaction convenable , en mettant en état de pouvoir rétablir ce qui est ruiné , & venger les insultes qu'on a essuyées ; ce qu'elle pourra exécuter d'autant mieux , qu'elle ne manque ni de bonne volonté , ni de courage ; ainsi qu'elle vient d'en donner des preuves glorieuses.

Or , pour atteindre ce but salutaire & d'une maniere efficace , je suis d'avis qu'à raison des importans Motifs allégués , on prenne de la part de cet Etat , de la maniere la plus propre & la plus convenable , ainsi qu'avec la plus grande célérité , des arrangemens de Protection mutuelle ; que des Traités d'Amitié soient conclus avec S. M. *Très - Cbrétienne* & la République des *Treize - Etats de l'Amérique* , comme l'unique moyen , conjointement avec nos propres Efforts bien intentionnés , de forcer l'Ennemi à faire bientôt une Paix honorable pour nous , à l'exécuter dans tous ses Points , & à rétablir le Droit des Gens , qu'il a si indignement violés. Je ne doute pas que V. N. P. jugeront les Propositions que je viens de faire , dignes de Leurs Délibérations ; & auxquelles , en conséquence , je les sou mets respectueusement. Et puisqu'il ne m'est pas indifférent , N. & P. S. , quel Jugement V. N. P. , la Nation & la Postérité rendront sur ma façon d'agir & de penser dans ces occurences , je requiers que ma Proposition soit insérée dans le Recès de ce Quartier.

L'éloquence qui regne dans ce discours est d'autant plus puissante , qu'elle est appuyée sur des vérités qu'on ne peut contester. On a beau répandre en faveur du Seigneur Duc les déclarations justificatoires de différentes Provinces ; comme la ville d'Amsterdam déclinera toujours l'incompétence de leur juridiction , que les Etats de Hollande eux - mêmes sont intéressés au maintien des privilèges de leur Province particuliere , & que le Seigneur Duc n'étant pas attaqué dans la seule qualité qui l'attache à la confédération , ne peut-être regardé que comme un simple particulier ; ses efforts seront impuissans ; il n'a droit d'appeler ceux dont il se plaint que devant leurs tribunaux compétens.

Avant de quitter cette matiere , qu'il nous soit permis de publier certaines réflexions que nous prions ceux à qui il appartient de bien peser.

L'ac.

L'accusation d'inspirer la révolte est ridicule en elle-même. Un peuple content ne soupire jamais après un changement. On aurait beau mettre des entraves à la liberté de parler & d'écrire lorsqu'il est mécontent; ces précautions ne feraient qu'aigrir le mal: les plaintes qu'on veut étouffer n'en éclatent qu'avec plus de violence quand l'occasion se présente; & les occasions ne sont pas rares dans un Gouvernement qui ne fait pas se faire aimer. En général il vaudrait mieux répondre à des écrits dangereux que de les proscrire: la prohibition fait même soupçonner qu'on ne serait pas en état de les réfuter; & la curiosité de lire ce qu'on défend fait bien vaincre les obstacles qu'on lui oppose.

Dans un Gouvernement libre, il doit être permis d'attaquer ou de ridiculiser les administrateurs inep-tes: ils peuvent avoir de bonnes intentions; mais on ne peut forcer les citoyens à les croire infail-ibles.

C'est une chose remarquable que les partisans de la ville d'Amsterdam n'ont jamais cherché à employer que les armes de la raison & du ridicule; il faut que la cause de leurs Antagonistes soit bien mauvaise; car ils n'ont rien oublié, pour avoir l'au-torité publique de leur côté.

Que penser de ces Ecrivains qui, par la plus noire des ingrátitudes, cherchent sans cesse à décrier une nation dont nous ne recevons que des faveurs, qui a la même cause à soutenir contre l'Ennemi com-mun, de ces Ecrivains qui s'élèvent non-seulement contre les faveurs qu'elle demande, mais encore contre les services qu'elle nous rend! Que penser de ceux qui savent se procurer des piéces secrétes du Cabinet de Londres, qui sont obligés, pour les pro-duire au dehors, d'emprunter le langage des Anglais, qui ne savent pas même déguiser leurs sentimens pour nos Ennemis! Voilà les vrais traîtres, les vrais scé-lérats, les vrais monstres qu'il faut dévoiler & vouer à l'exécration publique. Voilà ceux qui ont des projets exécrables & des menées infernales, & non ceux qui, à l'exemple des meilleurs patriotes, in-

sistent pour qu'on prenne des mesures vigoureuses contre l'Ennemi, & qu'on fasse les alliances qui peuvent le forcer à nous accorder une paix prompte & avantageuse.

L'opposition des partis se développe en Angleterre par des éclats bien violens; il faut rendre justice à cette nation; on n'a jamais vu dans son sein, des citoyens prendre le parti de la France & exprimer publiquement leurs vœux en faveur de cet Ennemi. Il était réservé à la Hollande de donner cet exemple monstrueux: la postérité pourra-t-elle croire que les coupables aient osé réclamer les protections les plus respectables & traiter leurs Antagonistes d'Ennemis de l'Etat? Ces perfides citoyens s'imaginent plaire aux Anglais par ce procédé; mais ils s'abusent: si les Anglais sont trop bons politiques pour n'en pas profiter; ils sont trop éclairés sur les principes de la morale & du patriotisme, pour ne pas mépriser une si lâche perfidie.

Ceux qui nous ont attaqués avaient pour eux des armes supérieures aux nôtres, en adoptant la langue nationale: un avantage aussi considérable pour intéresser le peuple en leur faveur, ne leur a cependant servi de rien: partout ils n'ont essuyé que le mépris, dû à la perversité de leurs intentions & de leur cause. Nous n'avons eu besoin pour les terrasser que de citer leurs propres paroles: ils se sont alors réfugiés dans un antre inaccessible; mais les traits que les lâches lançaient de cet antre perfide sont tombés sur eux-mêmes.

Suite du C H A P I T R E XXXIV.

Sur les moyens de tirer la République de la crise dangereuse où elle se trouve: & particulièrement sur les avantages d'une Alliance avec les Etats-Unis de l'Amérique.

L'Auteur des Considérations sur le Mémoire de Mr. John Adams, commence à montrer sa partialité, en lui disputant avec affectation le caractère dont il est revêtu & les droits de l'assemblée dont émanent ses pouvoirs. N'est-ce pas se montrer Anglais
que

que de décider, ainsi en leur faveur une affaire qui n'est plus douteuse quant au fait & qui, loin de le devenir par une conquête, obtient tous les jours les succès qui doivent assurer le droit. Au moins ce grand procès serait-il encore indéciſ & laiffé à la détermination de l'épée: il aurait donc convenu de ménager les termes en faveur d'une Nation qui peut devenir ſi puiffante.

La première queſtion de l'Auteur eſt de la teneur ſuivante.

„Eſt-il avantageux à la République, dans les circonſtances préſentes, d'entrer en négociation, de faire un Traité avec le Congrès Américain; par conſéquent de reconnaître & déclarer l'indépendance des Colonies Anglaiſes, que ce Congrès *prétend* re-préſenter ?”

„Une telle alliance ſerait avantageuſe, ou dès qu'elle ſerait conclue, ou un certain tems après ſa con-cluſion.”

„Elle pourrait l'être pour les Américains, dès l'inſtant de la concluſion. Car ils ont un grand intérêt à ſe diſculper du crime de rébellion auprès de toutes les puiffances de l'Europe. La couronne d'Eſpagne, quoiqu'en guerre avec l'Angleterre, n'a pas oſé ſe déclarer ſi loin en leur faveur. La France même, en paraiffant reconnaître cette indépendance quant au fait, a déclaré toutefois qu'elle ne prétendait aucunement décider du droit que les Américains pourraient avoir eu de ſe déclarer libres; & cette déclaration n'a jamais été revoquée ou infirmée.”

„La République tirerait de cette reconnaissance ou des avantages politiques pour la guerre actuelle, ou des avantages de commerce pour la ſuite. Quant au premier point, il ſerait abſurde d'imaginer que ces miſérables Américains, dont la marine n'eſt d'aucune conſidération & qui n'ont encore que peu de Corſaires, ne pouvant ni chaffer les Anglais de leur Continent, ni les repouſſer de leurs vaſtes côtes, ni leur cauſer des torts conſidérables ſur mer, malgré la facilité qu'ils ont de ſe joindre aux flottés & aux

Corfaires Français & Espagnols, que ces Américains puissent, par la sanction d'une alliance avec la République, se mettre en état dans le moment, d'apporter à notre patrie quelque bénéfice important contre l'Angleterre, en Amérique ou aux Indes-Occidentales ; & il est inutile de prouver qu'ils ne peuvent nous rendre aucun service sur nos côtes en Europe. S'ils pouvaient nous aider à défendre nos Colonies, ils n'auraient sûrement pas attendu la conclusion d'un Traité avec Notre République, pour défendre l'Isle de St. Eustache ou la reprendre, *comme ayant été un marché ouvert dont la conservation présente leur importait plus qu'à nous mêmes* : car cette Isle devenue Anglaise, nous n'y perdons que de l'argent & du gain ; *mais les Américains y perdent un nerf, un appui irréparable* ; outre que, tout Grand que soit l'intérêt qu'ils y ont, personne ne doutera un moment que le Congrès ait jamais eu la pensée de défendre l'Isle de St. Eustache ou de la reprendre ; *quoiqu'un tiers de ses Habitans ou de ses Commerçans fussent Américains.*"

„ L'avantage de commerce pendant cette guerre, ne serait pour nous de nulle considération. Quant à la livraison des munitions, nos Commerçans, après la déclaration de guerre, sont également libres de la faire s'ils le peuvent ; un Traité avec les Américains n'y peut rien changer. D'ailleurs, la perte de St. Eustache a détruit le seul véhicule de ce commerce. Ainsi, pour naviguer directement aux Colonies-Américaines, il faudrait auparavant se munir de convois, pour conduire les vaisseaux Marchands jusqu'à Terre-neuve, outre une puissante escadre pour couvrir toute la côte de l'Amérique Septentrionale ; ou plutôt, il faudrait chasser totalement les Anglais de ces mers & de leurs postes en Amérique."

„ On pourrait, dirait-on, les faire transporter par la voie de Surinam ou de Curaçao : quand nous serions sûrs que ces établissemens nous restent encore, Surinam ni Curaçao ne sont nullement propres à former un entrepôt de marchandises ; & d'ail-

leurs

leurs, les Américains ayant vu tranquillement la destruction de St. Eustache par les Anglais sans que ni eux ni les Français aient pu s'y opposer, comment pourrions-nous, du moins pendant la guerre, établir un nouveau port, une place de commerce, nous qui ne sommes pas en état de pourvoir nos propres Colonies?"

„ Pour mieux sentir le peu d'avantage que nous pourrions retirer pendant la guerre, en fait de commerce, d'une alliance avec l'*Amérique*, nous n'avons qu'à jeter les yeux sur les Français. Les peuples Américains, dit l'Abbé Raynal, n'étaient pas dédommagés de leur fléau domestique, par une communication facile avec les autres parties du globe. La grande Bretagne avait intercepté leur navigation avec l'Europe, avec les Indes Occidentales, avec tous les parages que couvraient leurs navires. Alors, il dirent à l'univers: C'est le nom Anglais qui nous a rendu odieux; nous l'abjurons solennellement. Tous les hommes sont nos freres. Nous sommes amis de tous les nations. *Tous les pavillons peuvent, sans crainte d'insulte, se montrer sur nos côtes, fréquenter nos ports.* On ne se rendit pas à une invitation en apparence si séduisante. Les Etats vraiment commerçans, instruits que l'Amérique Septentrionale avait été réduite à contracter des dettes, à l'époque même de sa plus grande prospérité, penserent judicieusement que dans sa détresse actuelle elle ne pourrait payer que fort peu de chose de ce qui lui serait apporté. Les seuls Français qui osent tout, osèrent braver les inconvéniens de cette liaison nouvelle. Mais, par la vigilance éclairée de l'Amiral Howe, la plupart des navires qu'ils expedierent, furent pris avant d'arriver à leur destination, & les autres à leurs départ des bords Américains. *De plusieurs centaines de bâtimens sortis de France, il n'y rentra que vingt cinq ou trente, qui même ne donnerent point ou ne donnerent que fort peu de bénéfice à leurs armateurs.*"

Si l'Auteur se bornait à montrer que nous n'avons aucun avantage Politique ou mercantile, à retirer d'une

d'une alliance actuelle avec les Américains, on pourrait encore lui supposer des vues patriotiques ; mais le soin qu'il prend à exagérer les inconvéniens de leur indépendance pour notre commerce, trahit sa partialité pour la Grande Bretagne & le désir qu'il aurait de nous voir joindre à cette puissance, sous le prétexte d'empêcher un événement qui, selon lui, doit nous être si fatal. Écoutons l'Auteur lui-même.

„ Ou le sort de la guerre se décidera subitement à l'avantage des Américains ; ils chasseront les Anglais de leur Continent & les forceront à reconnaître leur indépendance.”

„ Ou bien les Colonies-épuisées seront forcées de rentrer sous la domination de leur ancien Souverain.”

„ Ou bien il sera fait une trêve pour un tems déterminé, ou bien se fera-t-il une paix générale entre l'Angleterre, la France, l'Espagne & les Colonies, *sans que ces dernières restent libres* ; & il pourrait arriver que les premiers se partageraient ces Colonies, arrangement qui serait peut-être le plus naturel & le plus avantageux pour toutes les trois. Dans le cas même où les Colonies ne seraient pas toutes ramenées à l'obéissance de l'Angleterre, cet arrangement serait encore le plus convenable pour toute l'Europe. Peut-être même pourrions nous avoir quelque part à ce partage ; & dans ce cas, une alliance actuelle avec les Américains serait plus nuisible qu'utile ; elle le serait bien encore davantage dans le cas où les Américains seraient obligés de subir la loi des *Anglais*.”

Examinons enfin le cas où les Américains triompheraient promptement & assureraient leur liberté. *Un tel succès est le moins vraisemblable de tous les événemens ; car l'Angleterre ne reconnaîtra jamais d'elle-même l'indépendance des Colonies, celles-ci étant incapables de l'y contraindre.* D'ailleurs, l'intérêt de la France & de l'Espagne consiste uniquement à entretenir la guerre, pour affaiblir la Grande-Bretagne & la tenir occupée, & non à porter aux Colonies des

se.

secours décisifs qui pourraient hâter leur indépendance & donner du relâche aux Anglais. C'est ce qui paraît clairement par une lettre du Sr. A. Gillon interceptée avec les papiers de Mr. Laurens, où il dit qu'il s'est aperçu qu'en France on ne verrait pas de bon œil que l'Amérique eût sa propre marine.

„ Supposant même, *contre toute attente*, que les Américains parvinssent à l'objet de leurs vœux, la France, en qualité de première bienfaitrice, en réclamerait & obtiendrait naturellement les principaux avantages, & notre République ne viendrait que la seconde ou la troisième en considération.”

„ Enfin, supposons que nous fissions alliance avec les Américains & qu'ils eussent tous les succès qu'ils peuvent désirer; alors le commerce que nous ferions avec eux serait des plus nuisibles. C'est ce qu'il est facile de prouver.”

„ Tout commerce est, ou actif, ou d'économie, ou de simple cabotage. Le commerce actif consiste dans un échange de ses propres productions, soit pour de l'argent, soit pour d'autres marchandises. Le commerce d'économie se fait par l'achat de marchandises chez l'étranger; & le cabotage consiste à charger & transporter des marchandises d'un pays à l'autre sur ses propres vaisseaux, pour le compte d'un troisième. Jamais nation ne l'a emporté sur la nôtre dans le cabotage & dans le commerce d'économie. La nation Anglaise, outre un grand commerce actif, fait encore le plus grand commerce actif. Notre commerce actif, au contraire, est peu de chose; il serait nul sans nos Colonies, surtout celles des Indes-Orientales; & sans le peu qui nous reste de nos anciennes manufactures. Notre principal commerce est sur mer: les Hollandais passent pour les voituriers, non-seulement de toute l'Europe, mais encore du monde entier.”

„ D'après ces considérations, que l'on considère les torts que nous feront des rivaux tels que les Américains. Ils entendent le commerce de cabotage, comme il paraît par le 5^e article de leur traité conclu avec la France le 6 Février 1778. Les

Ha-

Habitans de la nouvelle Angleterre y avaient fait tant de progrès avant la guerre que, dès l'an 1756, on les regardait comme les Hollandais des Indes Occidentales. Tout les invite à cette navigation. Les vaisseaux s'y construisent à meilleur marché qu'ailleurs. Ils pourront en tout tems & sans aucun obstacle livrer directement à la France & à l'Espagne ce que nos vaisseaux y transportent de la Baltique & de la mer Blanche. Le trajet de l'Océan Atlantique est plus facile & plus aisé que celui du Golfe de Finlande au Golfe de Biscaye. Nous perdons ainsi les commissions importantes du Nord au Sud; & les puissances du Nord une grande partie de leur commerce de bois, de fer &c. L'Amérique s'élèvera sur nos débris & sur les ruines de ses Bienfaiteurs."

„Quant à notre commerce d'économie, la perspective n'est pas moins effrayante. Jamais les Américains ne se soumettront à recevoir de la seconde main par nos vaisseaux les Marchandises d'Europe qu'ils pourraient aller chercher avec les leurs à la source. Tel traité que le Congrès pourrait faire avec nous à cet égard serait une barrière impuissante contre l'avidité des Négocians particuliers. Ils préféreront peut-être même Embden & Breme à Amsterdam, pour s'y pourvoir des vins d'Allemagne."

„Les Américains ne feront pas un commerce moins actif dans les Indes Occidentales. Ils y porteront des bleds, de la viande, du poisson, du bois de merrain, & toutes sortes de boiseries, pour en rapporter du Rhum, du sucre, des matieres à teindre, non-seulement pour leur propre consommation, mais encore pour les transporter, avec leurs propres productions, à la Baltique contre des toiles de Russie & de Pologne, & les cordages & les voiles dont ils ont besoin. Ils profiteront de la même occasion pour pourvoir le Midi de l'Europe, non-seulement de leurs productions, mais encore de bois, acier, fer, chanvre cru, poix, goudron, thérébenthine, tant à notre préjudice qu'à celui des Puissances du Nord."

„Il ne nous restera plus alors pour le commerce
avec

avec le Nord de l'Amérique que les marchandises qui descendent le Rhin & la Meuse ; encore serait-il aussi facile aux Américains de les venir chercher chez nous qu'à nous de les transporter chez eux. Il ne nous restera plus à leur égard qu'un petit commerce actif ou le débit de nos propres productions ; par exemple, les toiles de Haarlem, les languettes, notre fil à coudre & autres articles de nos Colonies des deux Indes. Encore, pour celles des Indes-Occidentales, les Américains seront à portée d'y commercer directement. Quant à nos marchandises des Indes-Orientales, comme thé, porcelaine, toiles de coton &c. ils iront au meilleur marché, qui sera certainement en Angleterre."

„ Le plus grand avantage que nous pourrions tirer des Américains, serait à l'égard du crédit, en faisant honneur à leurs traites, & leur avançant notre argent à un gros intérêt. Mais il faut considérer que ce commerce d'argent ne pourrait tourner qu'au préjudice tant de notre commerce d'économie que de notre cabotage ; puisque les Américains se serviraient de notre argent pour attirer l'un & l'autre."

„ Il suit de là qu'une alliance actuelle de la République avec l'Amérique serait à tous égards prématurée & tout-à-fait vaine & infructueuse ; parce qu'elle ne tendrait qu'à régler des intérêts à venir, qui peuvent être déterminés de diverses façons imprévues par d'autres événemens antérieurs."

„ Une autre observation, c'est qu'une alliance actuelle avec l'Amérique prolongerait la suite de la guerre, au lieu d'en accélérer la conclusion. Qu'on se rappelle à cette occasion la politique de Jean de Witt. Dans le tems de la guerre avec Cromwel, Charles II, chassé d'Angleterre, offrait ses services aux Provinces-Unies pour aller combattre le Parlement rebelle ; plusieurs opinaient à recevoir ces offres. Mais de Witt (*), s'y opposa, & les motifs qu'il

(a) Voyez le Tableau de l'Histoire Générale des Provinces-Unies, VI. 430.

qu'il en alléguait, furent à peu près tels : qu'en épousant les intérêts du Monarque détrôné, on ne pourroit plus faire la paix sans lui ; qu'une démarche si précipitée ne manquerait pas d'aliéner sans retour les Parlementaires, & d'inspirer à ces hommes orgueilleux & ardents un ressentiment implacable ; qui prolongeant la guerre, porterait un coup mortel à la République & ruinerait, sans ressource, le commerce qui faisait la base de son existence. Il fit sentir que la République, en se bornant à ne défendre que sa propre cause, pourrait d'autant plus aisément se réconcilier avec eux, qu'il y avait tout lieu d'espérer que les revers, l'épuisement de leurs finances & la saine politique ne tarderaient pas à défilier leurs yeux fascinés, & à modérer leurs prétentions ambitieuses. „Et ces reflexions du jeune pensionnaire furent d'un si grand poids auprès le LL. HH. pp. qu'il fut unanimement résolu d'éluder avec adresse l'offre de Charles II & d'éviter soigneusement toute apparence d'épouser ses intérêts contre l'Angleterre ; encore qu'on fût alors entièrement plongé dans la guerre avec cette Puissance.”

„Si la République refusait, il y a 130 ans, de prendre le parti d'un Prince légitime contre l'Usurpateur, quoiqu'en guerre avec lui, uniquement à cause de sa prépondérance ; parce qu'on appréhendait qu'en l'offensant davantage on rendrait la paix plus difficile ; elle doit faire bien plus de difficulté de s'engager dans un parti de rebelles contre le Souverain légitime, quoiqu'enveloppé malheureusement dans une guerre avec ce dernier, & de s'exposer si témérairement à la nécessité de faire dépendre dorénavant sa destinée de celle de l'Amérique, pour la seule cause d'une sâcheuse querelle qui pourrait amener l'entière ruine de la Patrie, sans pouvoir compter, dans la guerre présente, sur le moindre secours de semblables alliés : tandis qu'il nous faudrait avoir à coeur & avancer leurs intérêts autant que les nôtres, partager, à notre pure perte, toutes leurs disgrâces & revers ; sans en espérer le moindre retour.”

La suite au No. prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. XLI. LUNDI, ce 19 NOVEMBRE, 1781.

La suite du C H A P I T R E X X X V .

*Lettre à l'Auteur du Politique Hollandais sur la
Liberté de la Presse.*

De toutes les matieres que vous avez traitées dans votre feuille hebdomadaire, aucune ne m'a plu davantage que vos réflexions sur la liberté de la Presse. Vous rendez un service essentiel à notre patrie, en défendant un avantage d'une aussi grande importance avec tant de zele & de solidité. Vous demandez la clarté du grand jour; c'est la marque d'une bonne cause; vous avez très-bien remarqué que *les Brigands craignent les reverberes*; cette expression aurait dû couvrir de honte ceux qui vous sont opposés à cet égard. Ils ne rougissent point d'appeler les Anglais nos meilleurs alliés, nos freres en religion, les protecteurs de notre liberté. L'exemple de pareils amis ne saurait sans doute nuire. Voici ce que j'ai trouvé dans un de leurs auteurs modernes sur la liberté de la Presse:

Est-il possible qu'un être libre & capable de penser puisse perdre le sentiment de la religion, de la vertu, & de la dignité de l'espece humaine, au point de

désirer le retour universel des ténèbres & de la barbarie, dont nous ne pouvons être préservés que par la liberté absolue de la Presse? Car quel autre moyen pour répandre la lumière & les connaissances dans le monde? On ne saurait trop veiller à cet avantage, le plus cher de tous les privilèges. Est-il menacé, il faut être prêt de sacrifier sa vie pour le conserver; la vie n'est rien sur la liberté. Il faut dire qu'on aimerait mieux avoir les yeux crevés que d'avoir le jugement éteint. On s'accoutume au pire de tous les maux, à l'esclavage. Les Cappadociens refusèrent le présent de la liberté qui leur fut offerte. Cet exemple doit faire trembler tous les vrais amateurs de la liberté.

Sans une liberté absolue & illimitée d'écrire & de publier, il n'est pas même d'ombre de liberté; elle n'est qu'un vain son. Car que veut dire le mot *liberté*, sinon le droit d'exercer, d'instruire & de perfectionner son jugement? Pouvons-nous être vertueux ou religieux, sans le libre exercice de notre raison, sans les moyens de s'instruire? Et peut-on s'instruire, sans la liberté de lire ce qu'on veut & de publier le résultat de ses observations? Quelle chose distingue l'homme de la brute, si ce n'est la culture des arts & des sciences & l'exercice libre de son esprit & de sa raison? N'est ce donc que pour manger, boire, dormir, chanter, & danser avec sécurité que nous avons des administrateurs & que nous payons des taxes? Qu'on nous enlève les arts, les sciences, la vertu, trois avantages liés l'un à l'autre, que nous restera-t-il qui soit digne d'être protégé? Enlever la liberté de la Presse; c'est nous ravir l'usage de la plus noble de nos facultés; c'est emprisonner nos âmes; ce n'est pas vivre, c'est végéter. Détruire les connaissances, c'est imiter les barbares qui crevaient les yeux à leurs esclaves, pour leur imposer un travail plus rude. Le Cardinal de Richelieu, dans son testament politique, ne veut pas que les peuples soient instruits; c'est, selon lui, une bête à

cent

cent yeux ; c'est un monstre qui ne portera jamais le fardeau de bon cœur. D'où il conclut qu'on ne peut établir le pouvoir despotique dans un pays où l'on encourage toutes les sciences. Cette politique est conséquente. Mais parler de liberté, de gouvernement libre, de bien public & de bonheur raisonnable, en posant des bornes pour la Presse, & des censeurs pour les livres, serait aussi absurde que de parler de liberté dans un cachot, avec des chaînes à chaque membre. Hobbès était très-conséquent à ce sujet : il conseille à ceux qui aspirent au pouvoir despotique de faire disparaître tous les livres grecs & latins ; parce qu'ils sont pleins de pensées propres à inspirer les principes & les sentimens de la liberté.

J'espère que notre nation n'aura pas le malheur de tomber dans les mains d'une administration qui n'abhorrerait pas tout ce qui peut tendre à eriger une juridiction nouvelle & arbitraire sur la Presse, ou qui ne regarderait pas un attentat à ce sujet, comme le comble de l'impiété & de la scélératesse. Ne serait-ce pas ravir à Dieu la seule adoration qui lui plaît, celle des cœurs & de l'esprit ?

Quiconque aime le genre humain n'est pas fâché de voir publier des écrits tendans à gâter l'esprit, à égarer le jugement ; car il n'y a pas de meilleur moyen pour les confondre que la liberté de la Presse.

Je déteste la calomnie & la diffamation, autant que je hais la corruption du cœur dont elles émanent ; & j'ai en horreur ces profanateurs de la liberté qui, sous prétexte de la préconiser, ont recours à ces infâmes moyens. Mais je regarde les loix de ce pays comme des moyens plus que suffisans, autant du moins que la prudence humaine peut y remédier, pour réprimer ces infractions & ces abus que je déteste ; & les loix sont en effet, à cet égard, des boulevards très-précieux de notre réputation & de notre liberté. Mais de ce qu'on publie des choses perverses, s'ensuivrait-il qu'on ne devrait rien publier ?

On peut objecter qu'il y a un milieu entre la liberté absolue de la Presse & sa suppression absolue : j'y consens ; mais des milieux tels que les licences pour imprimer sont pires que les abus. Car, quoiqu'on nous dise qu'il ne sortirait des mains des censeurs que de la bonne marchandise, que des mets bons & salutaires, & qu'ils ne feraient que nous garantir du poison ; une telle illusion n'est faite que pour tromper ceux qui ne savent pas porter leurs regards fort loin. Qu'un vrai partisan de la liberté ne se laisse donc pas séduire par des discours aussi trompeurs ; mais qu'il jette les yeux sur les conséquences qui doivent résulter de cette restriction ; il n'y trouvera que le langage insidieux de cette femme citée par l'Auteur des Proverbes, dont la langue insinuante trompe les simples & les conduit à l'autel, comme une victime qu'on doit y égorger.

Ceux qui sont vraiment attachés à la religion (*), à la vertu, à la liberté, trois avantages toujours inséparables, n'ont qu'à se représenter les questions suivantes qui doivent leur servir de catéchisme tous les jours de leur vie.

Quel est notre privilège le plus précieux, n'est-ce pas l'avantage qui nous met à portée de jouir de la religion, de la vertu & du vrai bonheur ? N'est-ce pas notre raison, notre jugement ?

Quel est le plus noble privilège de l'homme ? N'est-ce pas le libre exercice de son jugement, la jouissance de tous les moyens d'avancer dans la carrière des vertus & des connaissances ?

Quelles sont donc les choses qu'un bon gouvernement doit s'attacher à encourager ? Ne sont-ce pas la vertu, la religion & les sciences ?

Peut-on encourager la vertu, la religion & les sci-

(*) A la religion ! oui la liberté de la Presse est favorable à la vraie religion ; on n'a qu'à comparer à cet égard l'Italie & l'Espagne où la Presse est la plus gênée, à l'Angleterre & à la Hollande où elle l'est le moins.

sciences si l'on ôte les seuls moyens de les perfectionner? Quels sont ces moyens, si non la liberté d'écrire & de publier, sans courir d'autre risque que celui d'être réfuté ou ridiculisé?

P. S. Quelqu'un qui s'intéresse à la liberté de la Presse, nous a priés d'insérer le Quatrain suivant en faveur d'une personne fort connue, accusée fausement d'irréligion.

V. G. croit-il en Dieu? La demande est bizarre:
Eh! n'a-t-il pas écrit, en langue un peu barbare,
Un Bericht, pour prouver qu'il est chrétien vraiment?
Un Vertoog, pour montrer qu'il est bon protestant?

Suite du C H A P I T R E XXXIV.

Sur les avantages d'une alliance avec les Etats-Unis de l'Amérique.

Il ne faut pas une sagacité extraordinaire pour voir au premier coup-d'œil les contradictions, les sophismes & les fausses conséquences qui regnent dans les objections que l'on fait sur l'alliance avec l'Amérique. D'abord les Américains sont de pauvres misérables, que nous devons abandonner à leur triste destinée, parce que nous n'avons rien à en craindre ni à en espérer. Ensuite on les dépeint comme des rivaux dangereux prêts à s'élever sur les débris de notre commerce, de notre navigation; & dont l'indépendance doit être fatale à tous les Etats maritimes du Nord de l'Europe. D'abord on ne conçoit pas comment une nation que l'on représente d'un côté sous des traits si désavantageux, serait capable de résister si longtems aux puissans efforts de la formidable Angleterre. D'un autre côté, si l'indépendance de l'Amérique doit devenir si redoutable aux puissances du Nord de l'Europe; sa reunion à un Royaume aussi puissant que l'Angleterre ne la rendrait-elle

pas plus dangereuse encore ? Nous prions l'Auteur de ces objections & nos Lecteurs de relire avec attention les Chapitres XI & XVIII. de ces feuilles ; Quoique le peu d'observations, que nous y avons exposées, fussent pour détruire les siennes ; nous ne laisserons pas de le suivre , dans tous ses retranchemens , pour montrer la faiblesse de ses principes.

Toutes les hypotheses que l'on peut imaginer sur les affaires de l'Amérique, ne changeront rien à l'ordre des choses. Les gouvernemens ne doivent pas régler la marche de leur politique sur toutes les idées romanesques qu'une imagination ardente peut enfanter. On conviendra que sur cet objet il vaut mieux se conduire sur l'état actuel des choses. En supposant même que la République ait à craindre toutes les conséquences que l'on dit devoir résulter de l'indépendance Américaine ; ce serait une nouvelle raison de s'aboucher avec elle pour tâcher de retarder par des traités des suites que tous les efforts ne pourraient arrêter d'ailleurs.

Il pourrait être vrai que d'autres nations retirassent de plus grands avantages que nous, de l'indépendance Américaine ; mais le peu que nous en tirerions vaudrait mieux que le rien qui résulterait de la réunion avec l'Angleterre ; sans parler des conséquences terribles de cette réunion.

Si les Etats-Unis parviennent à se rendre indépendans, l'Europe trouvera bientôt en eux des Rivaux dangereux : les productions de l'Amérique Septentrionale étant les mêmes que celles de l'ancien monde, celui-ci se ressentira bientôt d'une concurrence dans le débit de ses Articles , dont le prix baissera à tous les marchés. L'on peut accorder la supposition, sans convenir de la conséquence ; tout Lecteur impartial, & capable d'embrasser dans ses idées la combinaison des intérêts communs de l'humanité, avouera que, dans ce cas même, loin que la liberté, qui sera accordée à l'Amérique-Unie puisse devenir contraire au commerce de l'ancien monde, on en verrait résulter le bonheur général,

néral, & les Souverains de l'Europe trouveraient leur puissance à la source où les Peuples auraient trouvé leur bonheur.

Trois millions d'hommes, ayant derrière eux de vastes & fertiles contrées à défricher, ne s'appliqueront pas de longtems aux manufactures en grand : Les objets de première nécessité pourront y être fabriqués pour la consommation intérieure ; mais ceux d'aisance & de luxe, qui font une branche principale du commerce de l'Europe, en seront importés dans l'Amérique aussi longtems que celle-ci aura des terres à peupler. L'exportation de l'ancien monde augmentera même à mesure que la population s'accroîtra dans le nouveau, par la liberté qu'il aura acquise.

Quelle sorte de traité, dit-on, ferait l'Amérique avec la Hollande ? Le plus naturel & le plus avantageux que l'on pouvait imaginer. Les États-Unis ont eu le soin de ne rien stipuler, dans leur traité avec la France, qui pût gêner leur droit & leur desir de traiter de même avec les autres puissances. Ils diront ce que leur Ministre Plénipotentiaire a dit dans son Mémoire aux États-Généraux. Il n'est gueres possible d'y rien ajouter.

On suppose d'abord qu'un traité avec l'Amérique ne servirait de rien pendant le tems de la guerre. On avouera que l'Amérique ne se liera jamais par des traités exclusifs de commerce avec aucune nation de l'Europe ; son système doit être d'avoir ses ports ouverts pour toutes les nations indistinctement & d'insister pour un avantage réciproque avec les autres. Telle doit être la base de tous ses traités ; mais ce système ne l'empêcherait pas de faire, à l'exemple de l'Angleterre, un acte pour le commerce & la navigation pour défendre à tous vaisseaux de fabrique étrangère de lui apporter d'autres denrées que celles qui seraient crues & fabriquées chez la nation qui les apporte ? Un tel règlement serait même conforme au système d'impartialité & de bienfaisance générale que l'Amérique doit suivre pour

toutes les nations. On n'a qu'à jeter les yeux sur l'état de puissance & de prospérité où l'Amérique ne peut manquer d'arriver par son indépendance, pour sentir le tort qu'un règlement pareil nous causerait. Un traité de commerce avec l'Amérique pourrait faire disparaître toute crainte à cet égard. C'est un avantage qu'il nous procurerait, non-seulement après, mais encore avant la guerre.

Un second avantage que nous retirerons pendant la guerre d'un traité avec l'Amérique serait un Règlement pour les prises, soit pour celles qu'on pourrait conduire dans les ports respectifs, soit pour celles qu'on reprendrait à l'ennemi commun. On sent combien cet avantage serait en notre faveur; puisque nous aurons toujours plus de vaisseaux repris, que nous n'en reprendrons à d'autres.

Un troisième avantage qui résulterait de ces liaisons pendant la guerre, serait d'en diminuer la durée, si fatale à un pays comme le nôtre, qui ne subsiste que par le commerce & la navigation. Il faut observer à ce sujet que la guerre présente avec l'Angleterre est bien différente de celle que nous eûmes avec Cromwel. Les raisonnemens du Pensionnaire de Witt, contre une alliance avec Charles II, étaient justes; parce que Cromwel ou les Parlementaires étaient alors à peu près dans le cas où se trouvent les Américains; les uns & les autres sont maîtres de fait; & les Anglais n'ont gueres plus en Amérique que Charles II n'avait alors en Angleterre, c'est à-dire des titres & presque rien de plus. Le raisonnement de De Witt tendrait donc plutôt à suggérer des conséquences contraires. Le raisonnement de l'Auteur est encore moins fondé; quand l'on pense que notre guerre avec l'Angleterre est essentiellement liée avec celle de l'Amérique; que l'Amérique est bien loin de se trouver dans la même position où était Charles II, lorsqu'il nous offrit ses services; qu'au moins en supposant le succès douteux, il est plus convenable que nous prenions parti contre un ennemi déclaré; qu'une telle démarche

mettrait sans doute un nouveau poids dans la balance qui lui est opposée; car il faut avouer que, dans l'état où nous sommes, nous servons plus à l'ennemi que nous ne lui nuisons. Il se renforce non-seulement des prises qu'il fait sur nous; mais encore de l'inaction où il nous tient: au lieu qu'un traité avec l'Amérique serait de notre part une démarche qui l'intimiderait, soit par la nécessité où elle nous mettrait de la soutenir par de vigoureux efforts; soit par la force des opérations qui se combineraient entre les puissances ennemies de l'Angleterre. Qu'on pese alors de bonne-foi, en supposant même autant de probabilité pour les succès de l'Angleterre que pour ceux de l'Amérique, si cette démarche ne serait pas plus propre à accélérer la conclusion d'une guerre ruineuse que notre inaction actuelle. Qu'il soit permis de remarquer qu'il ne nous est pas possible de changer d'étendard en prenant parti contre l'Angleterre; qu'une pareille démarche ne l'aiderait pas beaucoup à effectuer la soumission de l'Amérique; au lieu que l'Angleterre est à nos portes; & qu'une heureuse combinaison d'opérations avec la France & l'Espagne peut la forcer à renoncer à l'Amérique; comme l'Espagne fut forcée d'abandonner ses droits sur nos Provinces & même une partie de ses établissemens dans les Indes. Un traité avec l'Amérique hâterait donc la conclusion d'une guerre ruineuse.

Un quatrième avantage serait de nous faciliter, par un traité de commerce, les moyens d'ouvrir des correspondances avantageuses dans toutes les parties de l'Amérique. La quantité de nos fonds, l'intelligence de nos négocians, notre expérience dans la navigation, faciliteraient ces correspondances; & l'on sait combien le commerce est obstiné à rester dans les routes qu'il s'est tracées, quoique souvent il soit contrarié par la nature & par les circonstances. Ces correspondances trouveraient d'autant plus de facilités, qu'on a remarqué, non sans raison, que les Américains avaient un penchant particulier pour notre nation; penchant dont il faut sans doute cher-

cher la cause dans la conformité de mœurs, de Gouvernement & de révolutions historiques.

Il résulterait des observations proposées contre une alliance avec l'Amérique, que non-seulement la Hollande, mais encore tous les autres Etats maritimes du Nord de l'Europe devraient se joindre à l'Angleterre pour empêcher cette révolution : l'Auteur trouve que l'arrangement le plus utile & le plus plausible sur cette partie du monde serait d'en partager les débris entre toutes les Puissances belligérantes. Cette idée n'est pas seulement absurde ; elle trahit encore l'ignorance la plus profonde de la force intrinsèque de l'Amérique, du moins pour la défensive. Le Général Howe a prouvé qu'il n'y avait pas de pays au monde aussi bien situé pour la défensive. Si son témoignage paraît suspect ; il n'y a qu'à s'en rapporter à l'évidence des faits. Qu'on se rappelle que, dans cette dernière campagne, dont les Anglais avaient conçu de si brillantes espérances, les Troupes Britanniques, après avoir traversé sans opposition plus de 300 lieues de pays, détruit des habitations & des forts, n'ont pu se flatter d'être maîtres que du terrain occupé par les Troupes, sans qu'aucun de leurs soldats ait jamais osé s'avancer hors de ses lignes. Qu'on écoute ce que dit à cette occasion un témoin oculaire, le Sr Pownal, qui a longtems exercé les fonctions de Gouverneur dans cette partie du monde ; dans un tems où l'indépendance de l'Amérique n'était pas aussi avancée qu'elle l'est actuellement. A comparer, dit-il, l'état des Colonies insurgentes avec celui des puissances de l'Europe & même du genre-humain entier, on est en droit de conclure que l'Amérique est devenue une puissance trop considérable, pour qu'aucun Souverain de l'Europe puisse se flatter de la réduire. Affermie aujourd'hui sur ses propres fondemens, il est impossible de la renverser ; & pour y penser il faudrait, à une distance de mille lieues, plus de troupes & d'armées qu'on ne peut en employer contre elle. Qu'on interroge un Astronome ; qu'on lui demande si un satellite, venant à acquérir assez de

de poids pour balancer l'équilibre de sa planète, pourrait être retenu par quelque puissance que ce fût de la nature, dans l'orbite qui lui était naturelle jusqu'alors ? Qu'on demande à un pere, si un fils, arrivé à l'âge où le corps & l'esprit ont acquis toute leur vigueur, peut encore être tenu en tutelle, traité & corrigé comme un enfant ? Si l'on demande à un politique Européen quel sera le sort de l'Amérique septentrionale, ne sachant rien que sur des rapports erronés, il répond qu'elle sera ramenée à la dépendance, les faits cependant démentent cette assertion : mais ; au lieu de chercher les causes réelles dans les faits existans, il suit ses premiers raisonnemens, ses préjugés, & ne s'occupe plus qu'à adapter aux faits, avec la multitude, les circonstances qu'il imagine être les plus favorables à son système. Que faut-il répondre à ce prétendu raisonneur ? Il faut le rappeler aux faits. Oui, l'indépendance de l'Amérique est certaine. Tous les efforts infructueux de l'Angleterre pour la réduire le prouvent suffisamment. Il ne s'agit plus que d'en prévoir les conséquences & de se les rendre utiles, s'il est possible : les événemens qui se préparent n'en auront pas moins leur cours, soit qu'on veuille les mépriser, soit qu'on ait la prudence de les faire entrer déjà dans le système de l'Europe.

L'indépendance de l'Amérique est aussi certaine qu'un décret des destins. Une dans l'usage de ses forces, elle fait ce qu'elle peut & ne négligera aucun des moyens qui sont en elle pour s'affermir sur ses propres fondemens. Si les Souverains de l'Europe veulent régler leur conduite sur cette vérité inébranlable, on sauvera la vie à des milliers d'hommes ; on augmentera le nombre des heureux ; on donnera la paix à l'univers. En adoptant des principes contraires, on fait couler le sang à grands flots.

De ce que l'Espagne n'a pas encore reconnu l'indépendance de l'Amérique, on prétend en conclure qu'à plus forte raison nous ne devons pas la reconnaître.

D'abord, croyons nous que le Ministère de France
ne

ne soit pas aussi éclairé que celui d'Espagne? L'exemple de l'Espagne ne prouve donc rien; car s'il s'agit de se régler sur des exemples, celui de la France ne ferait par moins concluant en faveur de cette reconnaissance que celui de l'Espagne le ferait contre cette indépendance. Quel que soit la politique de l'Espagne; soit qu'elle craigne d'autoriser le soulèvement de ses propres colonies, où des semences de révolte commencent en effet à se produire; soit qu'elle soit à l'égard des forces réelles des Américains dans la même erreur que bien d'autres Etats de l'Europe; il est certain qu'elle ne posera pas les armes avant d'avoir fait cette démarche. Quant à la manière dont la France a reconnu cette indépendance, elle était conséquente aux principes adoptés dans les monarchies absolues: la rupture avec l'Angleterre a donné la dernière sanction à une déclaration qui n'était qu'éventuelle: & l'engagement de ne poser les armes qu'après avoir fait reconnaître cette indépendance a levé tous les doutes.

Il est vrai que les Américains n'ont pas de puissance navale: ils paraissent s'être bornés aux armemens particuliers; & quelle que soit la raison de cette politique, il faut avouer qu'elle a eu les plus grands succès: leurs corsaires ou leurs navires marchands armés en corsaire font des prises si considérables, qu'ils sont en état d'approvisionner leur patrie; ils font des voyages assez longs pour apporter les productions de toute l'Europe & des autres parties de l'Amérique.

Il s'en faut beaucoup que les Américains aient attaché à l'Isle St. Eustache l'importance dont les Anglais ont fait retentir le bruit, pour couvrir la perfidie avec laquelle ils s'en sont emparés. Ils se flattaient, il est vrai, de conquérir les treize Colonies à St. Eustache. Mais ni cette conquête, ni celle de Demerary & d'Essequibo, ni la prise du Convoi du brave Krull n'ont avancé leurs succès: au contraire, leurs affaires ont, depuis, toujours été en décadence.

Il n'est pas nécessaire de chasser les Anglais de toutes les mers Américaines pour tirer parti d'un Entrepôt qu'on ouvrirait à Curaçao ou à Surinam pour l'Amérique-Septentrionale. Un pareil entrepôt n'a même jamais été désigné comme un des grands avantages qu'on retirerait de cette alliance pendant la guerre.

Quant au fait cité de la Révolution de l'Amérique par l'Abbé Raynal, on n'en peut tirer aucune conséquence. Pourquoi? Parce qu'il n'est pas conforme à la vérité. Ce grand historien a été induit en erreur sur ce point comme dans bien d'autres. Jamais des centaines de bâtimens ne sont sortis presque à la fois des ports de France pour répondre à l'invitation des Américains qui ouvraient leurs ports à toutes les nations. J'ai consulté un grand nombre d'Américains sur ce point. Ils se sont tous réunis pour assurer qu'à cette époque il n'y eut pas vingt batimens Français qui se rendirent dans leurs ports pour profiter de cette offre. Après avoir ainsi prouvé qu'une alliance avec l'Amérique nous procurerait de grands avantages, sans aucun inconvénient pendant cette guerre; voyons les suites qu'elle pourrait avoir lorsque la paix aurait rouvert la liberté de la navigation & du commerce.

S'il faut ajouter foi aux faiseurs de conjectures, l'indépendance de l'Amérique reconnue causerait les plus grands dommages à notre pays.

D'abord, s'il n'est pas en notre pouvoir de prévenir cet événement, ces prédictions sinistres ne peuvent servir de rien.

En second lieu, cette indépendance ne pourrait pas nous être plus ruineuse que la réunion des Colonies à la Grande-Bretagne.

En troisième lieu, le peu de commerce que nous ferions avec les Américains lorsque leurs ports seraient libres & ouverts à toutes les nations, nous ferait sans doute plus avantageux que le monopole de l'Angleterre, qui d'ailleurs ne pourrait plus borner les Américains aux ports de son royaume.

Il s'en faut beaucoup que l'Amérique atteigne dans peu le degré de grandeur & de perfection, dont elle est susceptible. Son premier soin sera sans doute de peupler le vaste territoire dont le défrichement coûtera encore des siècles : une navigation, un commerce aussi ardent que celui qu'on lui prête dès l'instant de son indépendance, ne peut venir que d'une population nombreuse & rapprochée, comme on le voit par les Etats des autres parties du monde dont le commerce est proportionné à la population.

L'Amérique ne s'est adonnée ni aux arts secondaires, ni aux manufactures, parce qu'elle a trouvé sur son sol des productions, dont l'échange lui procure, à meilleur compte qu'elle ne pourrait les faire, tous les objets que les Arts & les manufactures fournissent. Ce n'est cependant pas qu'ils y soient totalement négligés. Ce qu'on y donne de travail ne pourrait pas suffire pour l'exportation ; les momens, que la terre ne demande point, sont consacrés aux ouvrages de première nécessité, que le pays consomme. — Quand les campagnes auront autant de cultivateurs qu'elles en exigent, & que la classe des ouvriers se sentira trop nombreuse ; alors, comme il n'y a point de Loix pour assigner à un homme une profession plutôt que telle autre, pour lui ôter le choix de l'endroit où il lui plaira de l'exercer, pour fixer le prix de son travail & mettre des bornes à l'étendue de ses entreprises, on verra les manufactures s'établir, se perfectionner, & se répandre avec une rapidité inconcevable. Les Américains s'attachent peu à établir chez eux des manufactures, parce que les ressources naturelles du pays leur donnent un superflu, qui devient la matière de leurs échanges. Le Poisson, le Froment, la Farine, le Riz, le Tabac, l'Indigo, les Bestiaux, les Viandes salées, sont des objets qu'ils trouvent sur leur Sol, & qui entrent dans leur commerce, tant avec l'Europe qu'avec l'Afrique & les Isles de l'Amérique.

Il ne faut que des yeux pour voir que la Hollande tirera un parti considérable du commerce libre de l'Amérique. La richesse de ses fonds, la quantité de marchandises dont ses magasins regorgent en tout tems, l'esprit vigilant & actif des Habitans & l'intelligence de ses négocians lui afflueront les liaisons les plus avantageuses avec les Américains libres.

Il est vrai que la Hollande n'a pas beaucoup de productions de son sol à transporter aux Américains : mais n'est-ce pas l'occasion d'y suppléer par les effets provenant des fabriques & des manufactures de ce pays, & de leur donner leur ancienne prospérité en leur offrant un nouveau débouché par un traité de commerce avec les Américains ?

Les marchandises des Indes-Orientales, les Epiceries & même le Thé, les Etoffes trouveraient un nouveau débouché ; & l'on sent que c'est justement avant la guerre qu'il convient d'ouvrir à ces marchandises la route de l'Amérique ; mais qu'ils trouveraient fermée par la concurrence des Anglais ; si nous attendons la fin de la guerre.

Il y a même beaucoup d'articles particuliers à la République dont elle peut introduire avantageusement l'usage en Amérique ; les Toiles de Haarlem & de la Frise, & les Cotons imprimés d'Amsterdam.

Quant au commerce de cabotage, tous les sophismes ne peuvent prouver contre l'évidence, que la Hollande en peut faire un très considérable avec l'Amérique, soit en y portant les productions des autres nations, soit en rapportant en Europe les productions de l'Amérique. Les Américains sont plus agriculteurs que navigateurs ; ils resteront encore tels longues années ; quand les vaisseaux s'y construisaient à meilleur marché, la main-d'œuvre, les journées du matelot y sont beaucoup

coup plus cheres ; ce qui rend ces voyages plus dispendieux ; & cele donne aux Hollandais la facilité d'en faire le commerce à meilleur marché qu'aucune autre nation.

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenschoot* ; à *Haarlem*, chez *Walree* ; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme* ; & *Les Freres Murray* ; à *la Haye*, chez *J. van Cleef, van Drecht & La Veuve Staatman* ; à *Gouda*, chez *Van der Klos* ; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake, & J. Bronkborst* ; à *Dordrecht*, chez *Blussé* ; à *Deventer*, chez *Leeuwenborst* ; à *Groningue*, chez *Huyzingh* ; à *Nimegue*, chez *Van Goor* ; à *Arnhem*, chez *Troost* ; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade* Poëme ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées* par *Henri quatre*, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XLII. LUNDI, ce 26 NOVEMBRE, 1781.

Suite du C H A P I T R E XXXIV.

Sur les avantages d'une alliance avec l'Amérique.

Je ne sache pas qu'on puisse présenter les suites de l'indépendance Américaine dans un jour plus odieux que celui où les a exposées un des plus ardens & des plus subtils Anglomanes de ce pays. Nous rapporterons ses observations dans toute leur force.

D'abord je vois, dit-il, un nouveau Concurrent nous disputer avec avantage toutes les branches de Commerce que les efforts de nos voisins n'ont encore pu nous ravir. Les Américains cultivent ou exploitent chez eux toutes les denrées que nous vendons du Nord dans le Midi de l'Europe (a). Ils font

(a) Pas tout-à-fait. Car les Américains, plus dignes de foi sur ce point, assurent que le goudron, la poix, la térébenthine & les bois de construction navale ne sauraient être mis dans ce nombre, à cause de la cherté de la main d'œuvre en Amérique, (cherté qui subsistera jusqu'à ce que la population y sera plus grande, c'est-à-dire bien des siècles encore) ces articles ne pouvant jamais être transportés d'Amérique en Eu-

font à portée de faire tout le cabotage & le commerce interlope des deux Continens & des Isles du Nouveau Monde. Par l'étendue de leurs côtes & la fertilité de leur terroir (b), ils peuvent transporter au meilleur marché, & avec le moins d'embaras, les productions de l'Amérique en Europe & réciproquement approvisionner les Isles &c. Il faut même observer que l'industrie croissant toujours comme la population & les richesses, l'Amérique, devenue indépendante de l'Europe quant à la domination (c), le fera bientôt pour les productions. Ces peuples possèdent chez eux, ou à côté d'eux, les matières premières de tous les objets de consommation; ils sauront *bientôt* (d), les employer & leur donner les formes diverses qui les approprient à nos be-

rope à des prix aussi modiques que peuvent le faire les pays à portée de naviguer dans la Baltique. Quant au chanvre, aux cordages & aux toiles à voiles, bien des siècles s'écouleront avant que l'Amérique en recueille une quantité suffisante pour sa propre consommation. Notez bien que celui qui fait cette objection, cherchait à montrer que cette branche de Commerce de si grande conséquence à l'égard de l'Amérique, l'était, suivant cet Auteur, si peu à l'égard des Anglais, qu'il ne valait pas la peine de la protéger contre les prétentions tyranniques de ces derniers.

(b) Les Côtes Américaines seraient-elles moins étendues, leur terroir moins fertile & leur position moins heureuse pour le Commerce des autres parties du Nouveau Monde, si l'Amérique rentrait sous le joug de l'Angleterre?

(c) Quand les Anglais viendraient à bout de reconquérir l'Amérique, seraient-ils en état de borner son commerce à l'ancien monopole, eux qui, même avant le commencement de la guerre, commençaient à en sentir l'impossibilité?

(d) Bientôt? oui quand le pays sera suffisamment peuplé, ce qui dans une longueur de 25 degrés sur une largeur qu'on ne peut définir, ne prendra guère qu'une durée de dix à douze siècles! L'Auteur craint peut-être qu'alors la concurrence des branches politiques ne lui ôte aussi ses ressources littéraires.

besoins réels ou factices : en supposant même que nous puissions leur communiquer l'extravagante multiplicité de nos goûts & que l'ancienneté nous donne la triste prérogative de les rendre aussi frivoles que nous, il n'en reviendra rien à l'Europe ; ils apprendront à se passer d'elle, & ils n'auront pas usé vingt ans de ses cuisiniers, de ses perruquiers, de ses étoffes, &c. qu'ils pourront lui en envoyer des leurs (e). Il y a plus : au moment où l'industrie sera également répandue (f), l'Amérique aura tout l'avantage. Elle possède plusieurs articles de consommation que nous ne saurions ni quitter ni naturaliser chez nous, tandis qu'il n'en est aucun que nous possédions exclusivement (g).

Mais un tel progrès des lumières & de l'industrie demande du tems, & , soit habitude de vivre pour le moment, soit bornes du génie, on limite volontiers les considérations à ce qui est tout près de soi, & les précautions, à un avenir immédiat (h). Le danger que court notre commerce par la liberté des Colonies Anglaises est de ce genre, car il la suivra de fort près. Tant qu'elles ont été soumises à une puissance Européenne, leurs exportations ont été bornées pour la quantité & pour les lieux. Comme il était naturel que la mere-patrie tirât quelque avantage

(e) Hélas ! quelle perte l'Europe ne fera-t-elle pas par cet échange mutuel ? Croirait-on que celui qui débite des conjectures aussi absurdes avait prouvé auparavant que l'industrie d'un pays ne saurait nuire à l'autre. Voyez le *Traité de la Circulation & du Crédit*.

(f) Tremblez Hollandais : Tremblez contemporains, qui vivrez encore dans dix à douze siècles !

(g) Européens de toutes les Nations ; vous êtes perdus, si vous n'empêchez l'Amérique de produire le tabac, l'indigo, les mines d'or & d'argent, les pierreries &c.

(h) Pourquoi donc tous ces raisonnemens sur un avenir éloigné, dont ni vous, ni moi, ni personne n'est en état de déterminer les conséquences, & dont toutes les Nations conjurées ne sauraient empêcher les effets ?

tage de ses avances, en hommes & en choses, elle exigeait que les exportations de ses Colons & leur approvisionnement leur fussent utiles. Otez ces entraves, faites que les Habitans de ce Continent puissent indifféremment jeter dans tous les ports de l'Europe leurs denrées & celles de leurs voisins; les voilà en concurrence avec nous; les bois, les grains, tout ce que nous tirons du Nord sera par eux répandu en Europe; les productions des Isles seront transportées, négociées par eux; leur approvisionnement n'aura pas d'autres canaux. Manqueront-ils de navires, possédant tout ce qui est nécessaire à la construction, ou de matelots sur une telle étendue de côtes? Est-ce du côté de l'expérience, du courage, du Génie des entreprises & des affaires qu'ils feront en défaut? Il n'y a qu'à voir ce qui se passe, & leurs expéditions navales en tout genre, pour juger de ce qu'ils feront avec la liberté & la paix (i), ajoutez les efforts des peuples de l'Europe possesseurs des denrées, & leurs démarches auprès de ces navigateurs pour obtenir d'eux la préférence (k). Pour nous qui manquons de tout, & qui n'avons que notre industrie à opposer à tout cela, avec quel désavantage lutterons-nous contre un peuple nombreux & favorisé, qui apportera de chez lui, ou de chez son voisin, les choses que nous devons chercher & conduire au loin (l)? Il n'est que trop évident que notre commerce souffrira beaucoup de ce

(i) Si la chose est ainsi, pourquoi ne pas se hâter de faire alliance avec des peuples qui deviennent si puissans & si formidables?

(k) Avons-nous d'autres moyens de prévenir l'effet de ces efforts que de faire actuellement un traité de commerce & d'alliance avec les Américains?

(l) A une distance de mille lieues, les Américains seraient-ils pour nous des rivaux plus redoutables que les contrées d'Italie & d'Espagne, qui font le commerce des mêmes productions, ne le font l'une pour l'autre?

ce nouveau concours. A son défaut nous devrions recourir à nos propriétés territoriales : il est sûr qu'en changeant la forme d'administration de nos colonies , en les faisant devenir réellement une partie coopérante du bien de l'Etat, nous pourrions arriver au rang des peuples cultivateurs ; peut-être même n'aurons-nous pas d'autre ressource un jour : mais pour que c'en fût une solide, il faudrait être sûr de pouvoir garder ces terres éloignées ; & à cet égard nous ne sommes pas à l'abri des dangers si l'Amérique Anglaise devient un Etat indépendant (m).

Alors la barrière qui assurait toutes les possessions Européennes se trouve rompue ; ce nouvel ordre des choses rend possible tout ce qui lui ressemble, la nature de la puissance qui s'élève & ses besoins le rendent nécessaire, immanquable. Ce peuple, placé sous des parallèles & dans des climats semblables à ceux qui donnerent autrefois des maîtres au Midi de l'Europe, trouvant chez lui de quoi satisfaire ses besoins & augmenter sa force , cherchera chez ses voisins les richesses & les jouissances qui lui manquent : ce motif lui suffiroit, quand ces peuples ne l'appelleroient pas, pour les aider à secouer le joug de l'Europe (n). On fait ce que peut l'amour de la Liberté : on verra ce que produit le spectacle de la Liberté : on connaîtra trop tard cette vérité. S'il n'était pas naturel que les Colonies du Nord obéissent à l'Angletterre, étant aussi fortes qu'elle, il l'est encore moins que les autres , devenues puissantes par la liberté de celles-ci, demeurent attachées à des maîtres plus foibles & plus exigeants. Prétendra-t-on que l'Amérique Septentrionale soutienne le parti

(m) C'est ainsi qu'on rencontre partout l'esprit qui anime nos Anglomanes ; c'est toujours d'engager l'Etat à se joindre aux Anglais pour réduire l'Amérique, réduction dont cependant, nous aurions bien plus à nous repentir que de l'indépendance.

ti Européen contre ses voisins? qu'après avoir sacrifié à l'indépendance un intérêt réel, elle dispute cet avantage à ses frères, pour favoriser des étrangers avec qui elle est rivale en tout? De telles chimères, également opposées à la nature des choses & à l'exemple de tous les tems, ne doivent pas nous faire illusion. Les passions, les erreurs meurent avec ceux qu'elles ont gouvernés; les promesses, les traités, tout cède à la longue à l'intérêt de l'Etat: lui seul survit à tout & entraîne tout. Or, l'intérêt de l'Amérique indépendante sera d'étendre sa domination sur les sources des richesses, soit par un commerce libre & dans lequel les Européens n'aient aucun avantage, soit par des conquêtes. Qu'opposons-nous à une puissance aussi éloignée de nos coups, que proche des lieux qu'elle voudra frapper? Quelles flottes, quelles armées nous rassureront contre les entreprises qu'elle pourra former, & exécuter avant même que nous en ayions la nouvelle? Nos peuplades amollies fourniront-elles sans cesse des armées propres à combattre une nation d'autant plus forte, qu'à l'avantage du climat elle joindra l'enthousiasme de son nouvel état? Plus on considère tout cela, plus on est frappé de la vérité de ce raisonnement: ce peuple sera intéressé à priver l'Europe de ce qu'elle possède autour de lui: il le pourra; donc il le fera.

Après toutes ces observations l'Auteur conclut par cet aveu remarquable: j'admets, dit-il, que les Américains doivent tôt ou tard secouer le joug de l'Europe; qu'il n'est pas possible qu'une région peuplée & riche reçoive toujours des loix venues de si loin; mais je prétends que leur effet peut être précipité ou éloigné par plusieurs événemens, & surtout par la conduite des Européens: je vois dans l'influence de la constitution & du climat, que les Colonies du Continent Septentrional retiendront ou enchaîneront tout le reste: d'où je conclus que la chaîne
des

des événemens qui rendront les uns après les autres, tous ces peuples à eux-mêmes, commençant au Nord, tout dépend de ce que l'Europe retienne ou abandonne ce premier anneau.

Je ne chicanerai point sur toutes ces belles conjectures; mais en prenant l'Auteur par ses propres raisonnemens, qui lui a dit que le tems de l'émancipation de l'Amérique n'est pas venu; qu'il tiendrait encore à l'Europe d'en retarder l'effet? Les insurrections & les guerres ne sont-elles pas les avant-coureurs certains de ces sortes de révolutions? Ces insurrections, ces guerres ne sont-elles pas des faits évidens? Le peu de succès des Anglais, en Amérique, n'est-il pas une nouvelle preuve que les tems étaient mûrs pour cette émancipation, pour ce déchirement, pour ce schisme?

La guerre actuelle entre la France & l'Angleterre (o), continue l'Antagoniste de l'Indépendance Américaine, est peut-être une des plus importantes qui aient jamais désolé l'Europe (p). L'histoire moderne n'en présente pas dont les suites pussent être aussi considérables. Celle des Romains contre Carthage peut lui être comparée à plus d'un égard; elle décidait de même, non d'une gloire passagère, d'un avantage médiocre, du choix d'un maître; mais du destin des peuples, de la liberté & du bien-être des nations. Alors, comme aujourd'hui, l'on combattait pour des vues éloignées, l'on disputait l'influence d'une partie du globe sur les autres; & à la fin de la guerre commençait un nouvel ordre de choses, & des rap-

(o) La guerre entre l'Angleterre & l'Amérique qui a donné lieu à celle entre la France & l'Angleterre, n'est-elle pas plus importante encore? N'est-elle pas le premier anneau auquel tient toute la chaîne des autres événemens?

(p) *Désolé!* le terme est un peu fort. *Désolé l'Europe*, cela n'est gueres concevable, le théâtre de la guerre étant hors de son sein.

rapports aussi inconnus auparavant (9), qu'ils devinrent importans dans la suite. En effet l'issue de la contestation présente ne décidera pas seulement si les Colonies Anglaises seront libres ou soumises; mais si l'Amérique restera sous la dépendance de l'Europe, ou si elle acquerra l'ascendant de l'aisance & du pouvoir en secouant celui de l'Autorité: car, on ne saurait trop le répéter, il est encore moins dans la nature que nous, Européens, gardions une partie de ces possessions-éloignées, ayant perdu l'autre, qu'il ne l'était de conserver le tout.

L'esprit de conjecture ne saurait, probablement, lire plus loin dans l'avenir. Reste à savoir si ces conjectures réalisées, l'espece humaine en serait plus heureuse: mais c'est ce que les suppôts du pouvoir, les partisans du Ministère Anglais, se dispensent toujours d'examiner.

Quant à nous, que perdriions-nous par l'indépendance générale de l'Amérique? deux ou trois petites Colonies. Mais les avantages que nous retirerions, par la liberté générale de l'Amérique, en commerçant directement avec tout ce vaste continent, avec le Brésil, le Pérou, le Mexique &c. ne seraient-ils pas une compensation plus que suffisante pour la perte de nos colonies? Il est vrai que des Etats producteurs auront toujours de grands avantages: mais la Hollande n'aura-t-elle pas toujours celui d'un sol propre à l'industrie & au commerce universel?

Résumons les avantages que nous tirerons de l'Indépendance des Colonies Anglaises.

Les productions de la Caroline & de la Virginie, que nous n'avions que par la voie de l'Angleterre, seront une source ouverte à notre navigation, où nous pourrons aller puiser sans gêne & sans monopole.

Second avantage: c'est d'y faire un commerce avan-

(9) Sur quel fondement donc prétendez-vous prédire les suites prochaines & éloignées de l'indépendance Américaine?

avantageux des productions du territoire & de l'industrie de notre pays, tels que les toiles, les draps & une multitude de marchandises qui descendent la Meuse, le Rhin & l'Eems.

Troisième avantage : les productions de notre Compagnie des Indes-Orientales trouveront, dans ce vaste continent, un débouché dont on ne peut assigner l'immensité, par les progrès qu'y fera nécessairement la population. Cette considération seule devrait nous engager à nous hâter de faire alliance avec l'Amérique, avant que ses liaisons de commerce prennent une autre direction, par un traité avec l'Angleterre.

Quatrième avantage : nos établissemens dans les Indes-Occidentales ne sont gueres que des entrepôts : quel surcroît de prospérité n'acquerront-ils pas par l'indépendance de l'Amérique ?

Cinquième avantage. Le transport que nous ferions en Amérique des marchandises de la Baltique, telles que les chanvres, les cordages, les toiles à voile & généralement toutes les denrées des autres Etats de l'Europe, au cabotage duquel notre position, notre industrie, notre expérience dans la navigation, nous donnera toujours une grande part.

Actuellement donc que la France a déclaré solennellement l'indépendance des Américains, que l'Espagne la protège ouvertement & que ces deux Puissances la soutiennent de tout leur crédit, que la Suede, le Danemarck & Hambourg jettent des regards avides vers ce commerce; pourquoi ne pas saisir une occasion unique, celle de la rupture avec l'Angleterre, dont la conduite à notre égard ne mérite aucun ménagement ? Pourquoi ne pas nous hâter de nous assurer un commerce qui peut rendre la vie à nos manufactures expirantes, étendre le cercle de notre navigation, multiplier les branches de notre commerce & ouvrir de nouveaux canaux aux revenus de l'Etat ?

Nous ne dirons rien des avantages qui résulteraient

d'une convention pour les reprises des vaisseaux des deux nations : ils ne l'ont que momentanés.

S'il est permis de lire dans l'avenir, c'est pour nous représenter les reproches que feront nos descendants, si nous laissons échapper une aussi belle occasion. Les entendez-vous qui disent ? Qu'elle était votre aveuglement, votre insensibilité ? A combien de titres les Américains ne devaient-ils pas attirer vos regards, votre estime, votre amitié ? Enfans de la liberté comme vous, l'ayant fondée sur les mêmes bases, réunis par la conformité de religion, par les mêmes principes de tolérance, comment n'avez-vous pas volé au devant d'eux ? Était-ce par ménagement pour une puissance voisine, pour une ancienne alliée ? Mais l'Angleterre n'avait-elle pas rompu la première ces liens sacrés, en violant toutes les obligations des traités, tous les devoirs des alliances, lorsqu'enfin, cette puissance impérieuse & insolente, insulta ouvertement à votre insensibilité ; vous déclara publiquement son ennemie ; pour trouver dans votre opulence faible & désarmée les ressources dont elle avait besoin contre des Ennemis plus entreprenans & plus heureux ? Pourquoi n'avez-vous pas prêté l'oreille aux invitations de ses Ennemis ? l'Amérique saisit cet instant pour vous tendre les bras, pour vous proposer le seul moyen de sortir de votre léthargie, de tirer une vengeance éclatante & de vous ouvrir des sources inépuisables de richesses. Quel démon funeste avait alors fasciné vos yeux, pétrifié vos sens ? Quelle influence traîtreuse, au dedans, tenait alors toute votre vigueur enchaînée ? Par quelle étrange contradiction montriez-vous, au dehors, dans toutes les occasions où vous pouviez vous mesurer avec l'Ennemi, toute la bravoure de vos ancêtres, toute la chaleur d'une nation indignée ; & ne saviez-vous pas, au dedans, réprimer l'influence d'une faction dévouée à votre Ennemi, combiner des mesures vigoureuses contre l'insolente Albion, vous concerter avec ses Ennemis, & vous hâter de faire des allian-

ces avec eux ? Citoyens qui cachez vos vûes perverses sous le voile de la prudence, dites si la patrie avait d'autres moyens de réparer ses malheurs, de jouer un rôle actif & de recouvrer l'influence qu'elle avait jadis parmi les autres Puissances de l'Univers ?

Nous Examinerons les ordinaires prochains plusieurs autres questions intéressantes, relatives aux liaisons que nous pourrions faire avec l'Amérique.

Suite du C H A P I T R E XXXIII.

Sur les Causes de la faiblesse de la République &c.

A l'instant où nous apprîmes que le Capitaine de Bruin était appelé devant un Conseil de guerre, nous suspendîmes les réflexions que nous avions commencées sur son affaire : le Tribunal devant être composé des personnes les plus instruites sur ces matières, il convenait d'attendre leur décision : puisque nous l'avons promise, nous croyons devoir l'insérer ici avec quelques réflexions sur différens Sujets. En voici la teneur.

„ SENTENCE, rendue par le HAUT-CONSEIL DE GUERRE-
 „ MARITIME, tenu à bord du *Zwallowe*, à l'Ancre dans
 „ le *Nieuwe-Diep*, le 1er. Nov. 1781.”

ATTENDU qu'*André de Bruin*, Capitaine au Service de Mer de ce Pays, ressortissant du Collège de L. N. P. de l'Amirauté de la *Meuse*, a, le matin 14 Septembre 1781, avant que le Vaisseau de l'Etat le *Prince-Guillaume*, conduit par le Pilote *Jean Kock*, se fût perdu sur le *Zuiderbaaks*, procédé d'une manière imprudente, inattentive & sans ordre, & qu'il a par-là négligé de remarquer les Signaux que les Officiers des Vaisseaux du Pays qui étaient à l'An-

l'Ancre devant le *Texel*, lui faisaient avec autant de prudence que de zèle, lesquels l'auraient mis en état, s'il les eût remarqués & suivis à tems, de prévenir le malheur arrivé au Vaisseau de l'Etat : Et, comme il a paru d'ailleurs que sa conduite, lorsque ledit Vaisseau eut mis à la voile, portait tous les symptômes de la confusion & de la négligence, & qu'il n'a pas employé les moyens de sauver son Vaisseau, ou qu'il ne les a pas employés à tems, ainsi qu'il y était tenu par son Emploi; & qu'ainsi lui *André de Bruin* n'a nullement à cet égard rempli le devoir d'un Officier intelligent, actif & vigilant; & qu'il importe extrêmement au Service de ce Pays, que de pareilles négligences ne soient pas tolérées, mais que, pour la conservation des Vaisseaux de l'Etat & pour le bon ordre & la discipline, elles soient corrigées pour servir d'exemple aux autres: „ A CES CAU-
 „ SES, le Haut Conseil de Guerre, ayant entendu, vu &
 „ examiné la Demande & la Conclusion formées & prises
 „ par & au nom de Mr. J. Reigersman, Avocat Fiscal &
 „ Secrétaire de la Flotte de la République, & Demandeur
 „ R. O. au Criminel contre le Comparant susmentionné,
 „ & remises audit Haut-Conseil de Guerre Maritime, avec
 „ les Pièces & Ecrits Justificatoires y joints; après avoir
 „ réfléchi & mûrement examiné tout ce qui touche ou peut
 „ toucher cette Matière: Faisant Droit au nom & de la
 „ part de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Pro-
 „ vinces Unies, ainsi que de S. A. S. Mgr. le Prince d'O-
 „ range & de Nassau, Stadhouder Héréditaire, Capitai-
 „ ne-Héréditaire, Amiral-Général des Provinces Unies,
 „ démet ledit *André de Bruin*, du Service Militaire de ce
 „ Pays: Déboute l'Avocat Fiscal de sa Demande ultérieure
 „ formée R. O. contre le Comparant, & le condamne à
 „ supporter les Fraix de ce Haut-Conseil de Guerre, ainsi
 „ qu'aux Dépens du Procès.”

*Fait à bord du ZWALUWE, Senau de Guerre de la
 République, à l'ancre dans le NIEUWE-DIAP, le
 1^{er}. Novembre 1781.*

(*Etait signé*)

Andries Hartfinck. S. Dedel. C. van Vlierden.

Daniel Pichot. W. van Braam. J. P. R. van Loo.

J. van Kruijne. J. E. van Raders. Jan Sels.

(*Plus*

(Plus bas était)

Par Ordonnance du Haut-Conseil
de Guerre Maritime.

(Signé)

P. Aardenburg, faisant les fonctions de Secrétaire.

(Suit la Disposition de Son Altesse sur la Sentence alléguée.)

S. A. ayant vu & examiné la Sentence ci-jointe, déclare l'approuver par la Présente

(Etait signé)

G. Prince d'Orange.

(Plus bas)

Par Ordonnance de Son Altesse.

(Contresigné)

T. J. de Larrey.

„ SENTENCE rendue par le HAUT-CONSEIL DE GUERRE
„ MARITIME, tenu à bord du *Zwaluwe*, à l'ancre
„ dans le *Nieuwe-Diep*, le 1er. Novembre 1781.

ATTENDU que *Jean Kock*, Pilote-Côtier, demeurant au *Texel*, actuellement aux Arrêts sur le Vaisseau de Guerre de la République la *Princesse-Royale-Frédérica-Sophia-Wilhelmina*, le 14 Septembre 1781, a, par une négligence inconcevable & une inattention impardonnable, sans pouvoir alléguer les moindres obstacles du Tems, des Vents ou d'autres Accidens, néanmoins fait échouer le Vaisseau de Guerre de la République, nommé le *Prince-Guillaume*, sur le *Zuiderbaaks*, & par-là causé au Pays un préjudice très-notable; & comme il importe infiniment que des Fautes aussi grossières ne restent pas impunies, mais soient rigoureusement châtiées pour l'exemple aux autres:

„ A CES CAUSES, le Haut-Conseil de Guerre ayant entendu vu & examiné la Demande & la Conclusion formées & prises par & au nom de Mr. J. Reigersman, Avocat-Fiscal, Secrétaire de la Flotte de la République, & Demandeur R. O. au Criminel contre le Détenu susmentionné, & remises audit Haut Conseil de Guerre Maritime, avec les Pièces & Ecrits Justificatoires y joints: après avoir réfléchi & mûrement examiné tout ce qui touche cette Matière: Faisant Droit au Nom & de la part de L. H. P. les Etats Généraux des *Provinces-Unies*, & de S. A. S. Mgr. le Prince d'Orange & de *Nassau*; *Stadhouder Héritaire*, Capitaine Héritaire & Amiral-Général des *Provinces Unies*; condamne le susmentionné
„ Pi.

„ Pilote-Côtier *Jean Kock* à subir trois fois l'Estrapade
 „ navale & ensuite à être rigoureusement fouetté de la
 „ Corde à la Discretion des Commissaires tirés de ce Haut-
 „ Conseil de Guerre maritime; Déboute l'Avocat-Fiscal de
 „ sa Demande ultérieure R. O. formée contre le Détenu;
 „ dépose cependant le Détenu de son Emploi de Pilote-
 „ Côtier, & le condamne à payer les Fraix de ce Haut-
 „ Conseil de Guerre, ainsi qu'aux Dépens du Procès.”

(*Etait signé*)

Andries Hartfinck. S. Dedel. C. van Vlierden.
 Daniel Pichot. W. van Braam. J. P. R. van Loo.
 J. van Kruijne. J. E. van Raders. Jan Sels.

(*Plus bas était*)

Par Ordonnance du Haut-Conseil
 de Guerre Maritime.

(*Signé*)

P. Aardenburg, faisant les fonc-
 tions de Secrétaire.

(Suit la Disposition de Son Altesse sur la Sentence
 alléguée.)

*S. A. ayant vu & examiné la Sentence ci-jointe, dé-
 clare l'approuver par la Présente.*

(*Etait signé*)

G. Prince d'Orange.

(*Plus bas*)

Par Ordonnance de Son Altesse.

(*Contresigné*)

T. J. de Larrey.

Dès que les accusations commencerent à se répandre con-
 tre les deux condamnés dans les sentences susmentionnées,
 on remarqua que les partisans du système Anglomane,
 furent aussitôt prêts à les défendre, à crier à la calomnie;
 & peut-être si son Altesse n'eût pas confirmé ces deux sen-
 tences, oseraient-ils en révoquer en doute la légitimité,
 tant ils sont empressés à prendre pour eux toutes les vilai-
 nes affaires: on dirait qu'il leur est impossible d'épouser une
 bonne cause, & qu'ils seraient peut-être capables de gâter
 la meilleure: n'ont-ils pas soutenu que le Duc de Brunswick
 avait, non-seulement eu raison de s'adresser aux Etats-Gé-
 néraux, mais encore que cette Auguste Assemblée politique
 des Députés de la confédération, était un Tribunal compé-
 tent pour juger son affaire? Le Duc vient lui-même de les
 confondre, de leur ôter ces armes, en s'adressant en per-
 sonne

sonne, au Président des Etats-Généraux; pour lui notifier formellement qu'il n'avait jamais eu intention de réclamer leur juridiction; qu'il s'était borné à invoquer leur protection; pour que son affaire fût discutée, suivant la constitution du Pays & portée devant les juges compétens.

Qu'il soit permis de citer d'autres exemples de la perversité & de la mauvaise-foi des Anglomans de ce pays.

Lorsque pendant cet été les Flottes Française & Espagnole tenaient en échec la grande Flotte Britannique & répandaient l'alarme dans la Grande Bretagne; que loin qu'il fût possible à cette dernière de nous causer de grands dommages, nous aurions eu la plus belle occasion, en rassemblant le petit nombre de nos forces navales, d'intercepter ou de détruire leurs flottes venant du Nord, les Anglomans publiaient, en propres termes, que les Français agissaient de la sorte pour ruiner la République en l'exposant à tout le poids de la guerre, quoique la République eût jusqu'alors éludé de combiner les opérations avec eux.

A la nouvelle de l'expédition de Johnstone au Cap, tous les vrais patriotes se féliciterent qu'il eût été prévenu par les Français & convinrent généralement que Mr. de Suffren avait sauvé cet important établissement. Des Anglomans de la Haye, qui osent se dire sous la protection de son Altesse, déclarerent alors en propres termes, que Mr. de Suffren n'avait été se réfugier dans la Baye *Fals*, que pour éviter les Anglais & leur donner occasion de s'emparer des vaisseaux de la Compagnie qui mouillaient dans la Baye de *Saldanha*. Tout l'univers sait cependant, & les dépêches de Johnstone prouvent assez qu'il ne dut sa proie qu'à une expédition nocturne, contre laquelle toute la prudence humaine ne pouvait rien; & que si quelqu'un eût été à blâmer, c'eussent été ceux qui n'avaient pas eu la prévoyance de tenir les navires pris dans la même Baye où étaient les Français.

La Reine de France est accouchée heureusement d'un Héritier de la Couronne. Tous les bons politiques ont regardé cette naissance comme un événement important, pour tous les Ennemis de l'Angleterre, (au nombre desquels nous sommes certainement) parce qu'elle donne une nouvelle base aux liaisons entre les Maisons de Bourbon & d'Autriche. Voilà comment parle de cet Evénement un Anglomane, qui traite la politique dans le stile de Tristram Shan.

Shandy, dont il se croit le disciple, & dont il n'est qu'un mauvais singe.

„ Les noces de Paris sont, dit-il, quelquefois des St. Barthelemi. Mon Barbier, qui est d'Anvers, me racontait ce matin la fameuse entreprise du Duc d'Alençon (du Duc d'Anjou veut-il dire; mais c'est un Barbier qui parle; il n'y faut pas regarder de si près). S'ils *doivent* combattre pour leurs amis, ils fuyent, on ne les voit jamais vis-à-vis de l'Ennemi. Peut-on en douter après les dernières nouvelles du Cap? Leurs flottes sont toujours obligées de rentrer à Brest à cause de la tyrannie des vents.... En conséquence buvons de larges rasades à la Santé du Roi & du Dauphin nouveau-né! Imprimons au fond de nos cœurs les trois fleurs de lys! Ornonos nos chapeaux, nos précieux chapeaux de la liberté, de cocardes blanches! Jetons-les en l'air aussi haut qu'il est possible! Crions à gorge déployée jusqu'à ce que l'air en retentisse & les nuages se déchirent: Que notre Patrie, que le Prince aillent au Diable: mais vive le Roi! vive la France!”

Je laisse à l'Univers impartial à juger si l'on peut porter plus loin, l'imposture, l'impudence, la perversité, la noirceur.

P. S. Ceci était imprimé, lorsqu'on m'apporte une nouvelle feuille du même Auteur, où il enchérit sur ces observations. Nous les copierons littéralement; & deux mots nous suffiront pour le terrasser & le dévoiler.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenscbot; à Haarlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à Gouda, chez Van der Kios; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst; à Dordrecht, chez Blusse; à Deventer, chez Leemborst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre, Estampe allégorique.*

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XLIII. LUNDI, ce 3 DECEMBRE, 1781.

CHAPITRE XXXVI.

*Sur les Traités que la République pourrait faire
dans les circonstances présentes.*

On disoit en général, qu'il existoit dans ce pays un parti dévoué aux Anglais. Mais, depuis la rupture, on n'osoit se déclarer en leur faveur qu'à mots couverts, d'une manière équivoque, & en se réservant des subterfuges pour échapper dans une attaque pressante. Un certain Auteur, après avoir défendu formellement leur cause dans les *Lettres sur les Circonstances du Temps présent*, semblait chanter la palinodie, dans le *Politiek Vertoog*, pour éviter le reproche de partialité. Ce n'est que peu-à-peu qu'on s'est essayé à reproduire les mêmes idées; nous en avons cité des exemples assez péremptoirs. Les Anglomane ne se contraignent plus. Tous leurs efforts tendent à relever la nation Anglaise & à semer des impressions défavorables sur la nation Française. Le folliculaire que nous avons promis de dévoiler & de confondre, s'est distingué le plus dans cette carrière. Incapable de traiter aucune matière politique, son seul objet est d'injurier ceux qui ne pen-

sent pas comme lui. Tout en faisant de longs commentaires sur la calomnie, il ne donne pas à ses adversaires de noms moins doux que ceux de traîtres, de conspirateurs, de monstres, de pestes, de Catilinas. Homme lâche & vil, sortez de ces accusations vagues & indéterminées. Articulez & prouvez un seul fait; ou consentez à être regardé comme le plus odieux des Calomniateurs. Sachez que l'Auteur de ces feuilles défie l'univers entier de citer un trait qui puisse jeter le moindre soupçon sur son honneur ou sa probité. Il vous opposera, tant que vous ne satisferez pas aux sommations de produire vos preuves, cette formule accablante : *mentiris impudentissime.*

Nous avons eu soin de ne rien avancer dans ces feuilles que sur des pièces authentiques ou des faits publics. Lorsque nous exposâmes nos sentimens au sujet de la retraite du Duc de Brunswick, demandée par la ville d'Amsterdam; nous crûmes qu'un membre intégrant de la Souveraineté, dont il n'est que l'officier, avait ce droit, & que cette retraite pourrait être utile à la Patrie; tout innocent, tout vertueux que peut être celui qui avait perdu la confiance publique. On faisait circuler une multitude de libelles contre cet illustre Prince; on ne l'accusait de rien moins que d'avoir vendu la Patrie à l'Ennemi; nous avons toujours regardé ces accusations fondées seulement sur des bruits, comme des calomnies méprisables. Et s'il faut dire ce que nous pensons, nous ne croyons, sous aucun rapport, les Princes d'Orange & de Brunswick capables de projeter des desseins pour l'esclavage & la ruine de la République. C'est même avec le plus grand plaisir que nous nous empressons d'avouer qu'il n'y a pas en Europe une maison à qui la société humaine en général ait d'aussi grandes obligations qu'à celles d'Orange & de Brunswick, Auteurs de la Révolution d'Angleterre, qui a garanti ce Royaume & l'Europe de l'esclavage. Mais nous avouerons, avec la même liberté, que nous sommes étonnés que, dans les cir-

circonstances de l'Indépendance Américaine, ces deux maisons ne se soient pas produites avec plus d'éclat. Il est fâcheux que cette dernière observation ralentisse la vénération qu'on a naturellement pour certaines maisons qui ont rendu de grands services à l'humanité. Si, d'un côté, elles peuvent faire de grands biens par leur crédit; elles peuvent aussi causer de grands maux par leurs liaisons de famille. Grande leçon, pour apprendre aux nations combien il est dangereux d'abandonner le soin de leur salut à des familles particulières.

J'aurais bien des choses encore à dire pour apprécier certaines démarches politiques; mais on m'accuserait de chanter la palinodie; cependant je ne fais qu'user de mon droit & remplir l'obligation que je me suis imposée de juger de tout avec impartialité, sans acception de rang ni de parti. Je me bornerai à dire qu'il y a certaines démarches d'éclat qu'on ne doit jamais entreprendre quand l'on n'est pas dans la résolution de les poursuivre avec vigueur, ou dans la persuasion que les circonstances les feront réussir.

Mais, pour revenir à l'Anglomane Hollandais, „ est il conforme aux regles de la prévoyance, dit-
 „ il, que, pour couvrir le Cap contre les Anglais, on
 „ l'ait fait mettre en sûreté par une Escadre Fran-
 „ çaise, & que, pour cet objet, elle y ait débarqué
 „ douze cens hommes? Quelques-uns de nos Gaze-
 „ tiers racontent cet événement comme une heureuse
 „ nouvelle. Qu'on nous dise cependant quel est actuel-
 „ lement le maître de cette pointe de l'Afrique?”

L'auteur de cette réflexion pouvait-il montrer d'une manière plus claire qu'il aurait mieux aimé que cet établissement tombât au pouvoir des Anglais. Ce qui serait, indubitablement, arrivé, s'ils n'avaient été prévenus par les Français. La République n'ayant pas alors des forces suffisantes à y envoyer, reste à savoir s'il vaut mieux que cet établissement soit gardé par les Français qui n'en ont suie-
 ment pas stipulé l'acquisition, ou par les Anglais qui

réclameraient en leur faveur le droit de la conquête ? Il n'y a qu'un homme vendu à l'Ennemi qui puisse dans cette occasion parler comme l'auteur que nous citons. Dieu nous préserve d'être *patriote de la vieille roche jusqu'à ce point.*

„ Autrefois, poursuit-il, ce n'était qu'à l'extré-
 „ mité qu'on cédait aux Anglais des places de su-
 „ reté pour gages de sommes prêtées. A pré-
 „ sent ne se révolterait-on pas à la seule idée de
 „ mettre garnison Française dans les villes de la
 „ Brille & de Vlissingue, pour les défendre contre
 „ les entreprises & les attaques menaçantes des An-
 „ glais ? Cela serait pourtant plus sûr que de con-
 „ fier une Colonie éloignée, mais très-importante,
 „ à une nation qui pourrait en tirer plus d'utilité
 „ que les Anglais, qui dans leurs voyages
 „ aux Indes-Orientales, trouvent des rafraî-
 „ chissemens, à l'Isle Ste Hélène ; les Fran-
 „ çais au contraire ne sauraient se passer du Cap,
 „ & sont obligés d'y venir prendre des provisions
 „ pour leurs propres Isles. Au moins est-il certain
 „ que les Français étant maîtres de cet établisse-
 „ ment, (regardé comme la clef de nos possessions
 „ dans les Indes-Orientales) sont en même tems les
 „ maîtres de nous forcer à continuer malgré nous
 „ la guerre contre l'Angleterre ; ou, si nous refu-
 „ sons, de rester dans cet établissement. N'est ce
 „ pas également une faute en politique ; ou un excès
 „ de faiblesse aux Américains, d'avoir introduit
 „ chez eux un si grand nombre de Troupes Fran-
 „ çaises, qu'il ne leur sera pas facile de chasser,
 „ lorsqu'avec des dispositions meilleures, ils vou-
 „ dront se réconcilier avec la Mere-patrie ? ”

Il est difficile d'avancer en moins de mots, un si grand nombre d'erreurs, d'absurdités, de vues fausses & perverses.

Les Français ont sûrement rendu d'aussi grands services en hommes & en argent à la République dans les premiers momens de son insurrection, que les

les Anglais. Ils n'ont cependant jamais eu des places de sûreté.

L'Auteur insinue que nous n'aurions rien eu à craindre des Anglais, qui ne mettaient pas grande importance à cette conquête, à cause de l'Isle Ste. Helene ; & qu'au pis-aller, on les aurait pu repousser en y envoyant quelques vaisseaux & en armant les paysans. Les papiers d'Angleterre montrent sa mauvaise foi, en prouvant que la Cour Britannique avait réellement projeté cette conquête. On aurait dû y envoyer des hommes & des vaisseaux ; mais les avait-on ? Si les Anglais s'étaient emparés de cet établissement, la paix eût-elle été plus prompte & plus avantageuse ? Quant aux réflexions faites sur les Américains, elles trahissent l'excès de l'ignorance ou de la mauvaise foi. Je me bornerai à dire qu'il n'entre pas dans la vraisemblance que dix à quinze mille hommes de Troupes Françaises viennent à bout de subjuguier plus de trois cents mille Américains portant les armes. Cette idée paraît si ridicule pour ceux qui connaissent ce pays. Voici la Réponse que faisait sur le même sujet un Américain à un Anglais. Lâches, disait l'Anglais, c'est donc pour être conquis par les Français, que vous n'avez pas voulu rentrer sous notre domination ? Doucement, répondit l'Américain : croyez-vous que des Français puissent réduire à l'esclavage des hommes que les Bretons n'ont pu soumettre ? L'Anglais, pris par le faible de la vanité nationale garda le silence : Depuis ce tems, la même objection n'a plus été répétée.

Pour voir quelle est l'opinion générale des Américains sur la guerre actuelle, & sur les services qu'ils tirent de leurs alliés, il faut lire la pièce suivante, que nous tirons de la Gazette de Pensylvanie.

„ Il y a, dit-elle, deux points sur lesquels les ennemis n'ont point cherché à exciter nos défiances. Ce sont d'abord les articles de notre Traité avec la France, & en second lieu l'assistance, les secours que nous avons reçus de cette nation. S'il y eût eu la moindre par-

tialité dans ce traité, ou quelque chose de faible ou d'inefficace dans ces secours, les Commissaires de l'Angleterre qui étaient les hommes du monde les plus fins n'auraient pas gardé le silence sur le Traité, ni leurs Ecrivains mercenaires tant sur le Traité, que sur les secours. Nous avons déjà hasardé quelques observations sur le Traité; jetons maintenant un coup d'œil sur les avantages que les secours nous ont valus. Il n'arrive pas toujours que dans le cours d'une guerre les Alliés continuent d'avoir en vue les objets & les points d'action qu'ils se sont d'abord proposés. Le changement d'intérêts a fréquemment occasionné de la langueur d'un côté & des plaintes de l'autre. Les Anglais ont plus d'une fois fait des reproches aux Hollandais à ce sujet. Mais la France & les Etats de l'Amérique ont cela de particulier, que les objets & les intérêts de chacune des deux Puissances sont les objets & les intérêts des deux à-la-fois, ce qui ne peut manquer d'entretenir un esprit d'harmonie & de concert extrêmement favorable pour la guerre. Un des grands objets de l'Amérique, a été de se procurer un Allié en état de résister à la Grande-Bretagne sur mer, & de l'attaquer par terre. Ce point, une fois obtenu, a déterminé les forces qu'ils nous faudrait opposer, ainsi que les efforts & les moyens que nous devrions mettre en action de notre part. Car la guerre est une affaire de calcul, quoique ses résultats paraissent souvent tromper toute spéculation. — J'avoue cependant que, dans le système de la France, relativement à cette guerre, j'ai toujours cru voir une faute qui fait infiniment honneur à sa générosité. Si c'est son but d'affaiblir son ennemi, & par-là de le forcer à une paix honorable avec ces Etats, peu importe que ce soit par des opérations dans l'Inde, aux Isles ou en Angleterre même. Comme c'est là le principal objet de la France, je ne puis m'empêcher d'observer que si la guerre eût été portée sur ces possessions de la Grande Bretagne ou sur son territoire, elle aurait été faite avec beaucoup plus d'efficacité, & aurait pré-

présenté beaucoup d'apparences de succès. Mais peut-être en nous assistant dans nos foyers, & sous nos yeux, comme elle l'a fait, la France a-t-elle prodigieusement augmenté ses dépenses, & peut-être a-t-elle perdu plusieurs occasions d'acquérir de la gloire avec de nouvelles possessions. Nous devons pourtant convenir que nous avons tiré de grands avantages des opérations de l'escadre envoyée sur cette côte aux ordres du Comte d'Estaing; & néanmoins il est très-probable que ces avantages auraient été beaucoup plus considérables s'il eût été directement aux Isles de l'Amérique. La Jamaïque n'était pas en état de résister à ses armes, & c'eût été une conquête aussi aisée que précieuse. Cette perte aurait été bien plus funeste à l'Angleterre, que la perte de l'escadre de Howe, & nous auroit d'ailleurs conduits à d'autres avantages plus immédiats & plus importants. Mais ces objets furent abandonnés pour plaire à un peuple encore dans l'enfance, & qui n'avait point d'expérience. Ainsi, je ne m'étendrai point en réflexions sur cette première opération, sur-tout parce qu'elle fut entreprise pour nos intérêts. Les deux plans étaient recommandables, chacun de leur côté. Quoique celui contre la Jamaïque présente plus de certitude, l'exécution de l'autre pouvait terminer bien des choses, & sans une circonstance, il auroit peut-être complètement réussi. Le Comte d'Estaing offrit à nos Pilotes une grosse somme d'argent pour le conduire au port de New-Yorck; mais leurs réponses, relativement à la possibilité, ne s'accommodèrent point avec les vœux ardents des Généraux des deux Nations. — Nous devons à cette expédition l'évacuation de Philadelphie, & tous les avantages qui ont résulté de cet événement. N'est-ce rien pour nous, que d'être rentrés en possession de la première ville de l'Amérique? Cette expédition a aussi dérangé les projets des ennemis, & au lieu d'une campagne offensive, que, selon toutes les apparences, ils avaient projetée en changeant de Général, elle les a obligés

de s'en tenir à la défensive. Elle les a mis dans la nécessité de hasarder , par le Jersey , une marche embarrassée d'un train de campagne considérable qu'ils n'osèrent pas confier à leurs vaisseaux. Elle les a forcés à une action à Montmouth, qui tourna favorablement pour nous. Elle a facilité la destruction d'un grand nombre de leurs frégates, particulièrement à Rhode-Island. Elle a donné une nouvelle vie à notre commerce par la prise de beaucoup de leurs corsaires , & par la crainte où furent les ennemis de laisser leurs vaisseaux renfermés dans un port ou rassemblés dans un même point.

— Si nous suivons cette escadre aux Isles, nous verrons qu'elle a obligé les ennemis de faire partir de ce Continent une partie de leur armée, sous le Général Grant, & d'envoyer, d'Europe, des troupes & des vaisseaux qui auraient été employés ici. Si nous envisageons les effets des armemens de la France en Europe, nous reconnaitrons qu'ils répondent aux grands principes de la guerre. Les préparatifs qu'elle a faits, tendans en apparence à attaquer l'Angleterre, ont imposé à l'ennemi la nécessité de retenir chez lui non-seulement toutes les troupes réglées qu'il pouvait avoir, mais encore ses frégates pour observer les mouvemens des Français, d'opposer une marine formidable aux grandes escadres de la France & de mettre en campagne de nombreuses milices qui lui coûtaient immensément. Au moindre mouvement des troupes Françaises sur les côtes de la mer, ou au plus petit embarquement, l'Angleterre s'est vue obligée d'enlever à la charrue ou à ses Manufactures un nombre infini d'hommes toujours très-précieux. Il était aisé à la France de répéter cette manœuvre aussi souvent qu'il lui plaisait, avec une armée de près de trois cents mille hommes. Cette seule opération a produit un grand bien à peu de frais. Elle ne fut point accompagnée de la destruction de l'espece humaine & valait beaucoup mieux qu'une victoire. Elle rallentissait l'industrie des Anglais, elle affaiblissait ses moyens de

con-

continuer la guerre & faisait succéder la langueur chez eux à l'activité. — Tandis que la France s'engageait dans ces opérations, quel profit cherchions-nous à en tirer ? Examinons notre conduite. Nous restâmes dans une profonde inaction ; dans l'espérance de voir notre ennemi rappelé de l'Amérique par un miracle, ou, ce qui était la même chose, par un ordre du Parlement Britannique. A cette époque, lorsque les gens sages parlaient sans raisonner, les plus énormes hérésies en politique étaient admises pour des vérités. Nous nous persuadions que New-York allait être évacué. Il n'y avoit nulle nécessité d'augmenter nos dépenses pour augmenter notre armée. La France devait faire tout ; ainsi par esprit d'économie nous ne devions rien faire. Cette fausse manière de raisonner prévalut par-tout. Nos opérations militaires furent ralenties ; nos Finances devinrent plus embrouillées ; notre indolence donna un nouveau degré de force à notre ennemi, & dès-lors il forma le projet de conquérir les Etats du Sud. — Sans les opérations de nos Alliés dans ces conjonctures, je ne fais pas trop ce que nous serions devenus. Le Comte d'Estaing, en retournant des Isles en Europe, aurait pu réduire Halifax ou détruire les établissemens Anglaises sur les bancs de Terre-neuve. Au lieu de cela, il se laissa persuader d'attaquer Savannah, à la prière des Etats du Sud. Cette entreprise, quoique malheureuse, occasionna la perte d'un certain nombre de vaisseaux ennemis, entr'autres de l'*Expériment*, commandé par le fameux Wallace. Il paraît aussi par une lettre publique du Général Clinton, que la crainte de l'armement de M. d'Estaing l'empêcha d'exécuter ses projets dans le Sud aussi promptement qu'il se l'était promis, & par conséquent nous donna le tems de mettre Charles-Town dans un meilleur état de défense, tandis que l'armée de Clinton était exposée à des tempêtes qui ruinerent la plus grande partie de sa Cavalerie. — Il est certain qu'après la prise de Charles-Town l'ennemi aurait poussé ses

armes dans cette partie avec toute la vigueur possible, si Clinton n'avait pas été forcé de retourner à New-York avec une partie considérable de son armée, par la nouvelle des préparatifs du Chevalier de Ternay & du Comte de Rochambeau contre la côte de New-York. Les opérations aux Isles obligèrent encore les ennemis de s'affaiblir & de détacher 1500 hommes de Charles-Town pour Saint-Augustin. Nous pouvons ajouter qu'ils ne purent faire leur détachement pour la Virginie, qu'après que Rodney fut arrivé des Isles. — Je crois inutile de citer ou de rapporter des exemples plus récents. Il n'y a personne qui ne connaisse les effets de l'arrivée soudaine de l'Escadre Française dans la Chésapeak, lorsque Cornwallis forçait sa marche pour joindre Arnold. Cette manœuvre sauva la Virginie, & peu s'en fallut que l'armée de Cornwallis ne fût ruinée. — Récapitulons tout ce que nous devons à ces circonstances. Grâce à elles, nous n'avons point ressenti les effets de notre indolence ou de notre indiscretion : la richesse de nos Marchands a augmenté considérablement : nos correspondances mercantiles se sont étendues prodigieusement : nos vaisseaux ont passé & repassé avec beaucoup plus de sûreté : nos Corsaires ont ruiné le commerce de l'ennemi & ont enrichi leurs Armateurs : le trésor de la Grande-Bretagne a été épuisé pour monter une marine, à laquelle on a ôté la faculté de nous faire beaucoup de mal : l'ennemi s'est vu obligé d'entretenir en Angleterre & en Irlande une grande quantité de troupes, qui, sans cela, auraient été employées contre nous. Enfin, grâce à ces circonstances, il a été restraint pendant plusieurs années à un système de défense. Ainsi, nul Allié n'aurait pu remplir plus fidelement les objets de la guerre. La France a même prévenu nos desseins. L'armement aux ordres du Comte de Rochambeau a été ordonné avant que le Congrès en fît la demande publiquement. On peut observer aussi, comme un exemple singulier de générosité,

que

que cet armement est soutenu aux dépens de la France, quoiqu'en même-tems il soit surbordonné au commandement du Général Washington. Lorsque la nation Française accorde une faveur, elle n'y met point de restriction. Il n'y a pas une de ces choses qui ne mérite toute notre attention. Nous avons fait l'admiration de l'univers; mais nous n'avons reçu de témoignages d'amitié que de la part de la France. — La guerre n'est pas l'ouvrage d'un jour. Il faut, pour la finir, de la patience, des efforts, de la persévérance. Ainsi nous aurions tort de dire : pourquoi n'est-elle pas terminée? La France a suivi constamment les objets de la guerre. Nous ne lui avons rien demandé qui ne nous ait été accordé; nous avons même reçu d'elle plus d'une fois sans avoir rien demandé. Sa politique & la nôtre sont les mêmes. Faisons tout ce que nous pouvons; reposons-nous, quant au reste, sur notre allié & sur la Providence qui a plus fait pour nous que nous n'avons fait nous-mêmes. *Ainsi parlent les Américains.*

Les dernières nouvelles arrivées de l'Amérique levent tous les doutes sur la vérité de ces observations. Qui peut défavouer le service rendu par l'arrivée de la Flotte Française devant la Baye de Chesapeak? La prise de Cornwallis avec six mille neuf cens hommes, quinze cens marelots & un nombre considérable de bâtimens, est sans doute un événement important, & peut-être décisif. C'est aux Français que les Américains doivent cet avantage. Les Français ne fuyent donc pas toujours devant les Ennemis, quand il s'agit de rendre service à leurs amis. Quant à nous, en supposant qu'ils ne nous rendraient aucun service, ce qui est faux, aurions nous droit de nous plaindre, puisque nous éludons constamment de traiter avec eux, même pour combiner ensemble les opérations, encore moins pour faire une alliance? Les Français ne savent donc pas seulement se battre à Ouessant, devant la Grenade, & la Martinique; mais encore devant la *Chesapeak*, &c.

Tous

Tous les ordres de l'Etat commencent enfin à demander au moins qu'on cede à l'invitation d'une puissance aussi redoutable, pour concerter avec elle les opérations de la guerre. Une province entiere, la Frise, en fait la proposition; elle est, dit-on, actuellement l'objet des délibérations de la Hollande. Cette démarche est de la derniere nécessité. Si nous tardons à la faire, comme nous avons tardé d'entrer dans la neutralité-armée, il sera peut-être de l'intérêt de la France de nous refuser à son tour. Les Anglais garderont nos établissemens pour s'indemniser des pertes irréparables, qu'ils font tous les jours: les Français & les Américains, outrés de notre indifférence, ne s'embarasseront aucunement de nos intérêts, qu'aucun traité d'ailleurs ne les obligera de prendre en considération.

Ici s'offre naturellement une grande question: Devons nous faire alliance avec la France ou l'Amérique? N'est il pas à craindre qu'une telle démarche, en nous enchaînant aux intérêts de ces deux puissances ne prolonge la guerre de notre côté? Pourrions-nous alors faire avec l'Angleterre une paix particuliere, qu'un changement de circonstances rendrait désirable & avantageuse? Pourrions-nous préférer aux suites de la médiation de la Russie, déjà acceptée par l'Angleterre?

Quant à cette derniere puissance, qu'il me soit permis de remarquer, d'après sa conduite constante & ses intérêts évidens, qu'elle ne peut desirer sincèrement, ainsi que les autres membres de la neutralité, la fin d'une guerre, qui leur offre un débouché si considérable de leurs productions & de si grands avantages de commerce. En second lieu, la médiation d'une puissance aussi éloignée & sujette à toutes les variations d'un gouvernement despotique, n'est guere propre à exciter notre confiance. Nous serions dépouillés & ruinés par l'Angleterre, sans qu'elle fût en état de nous rétablir dans nos pertes; avant qu'on se fût accordé sur le point le plus léger; & la né-

ces-

cessité des circonstances exige actuellement que nous soyons en état de nous défendre nous-mêmes & d'attaquer vigoureusement l'Ennemi. Ne semblerait-il pas, au contraire, que la Russie, pour nous punir de n'être pas entrés à sa première invitation, dans une ligue dont nous avons tracé le plan, chercherait à traverser toutes les mesures qui pourraient nous rendre notre ancien crédit & pouvoir ? Il y a mille raisons contre une, qui doivent nous engager à ne pas nous arrêter à cette prétendue médiation.

Quant à des traités avec la France & l'Amérique, on pourrait en former, sans nous enchaîner à ces deux puissances. Nous pourrions borner nos engagements avec la France à la combinaison des opérations pour chaque campagne; ce qui n'empêcherait pas que nous ne pussions faire une paix particulière. On pourrait se borner à faire avec les Américains un Traité de commerce; on fait de quelle importance il serait pour tracer à notre commerce une route avantageuse qui commence à prendre d'autres directions: ce Traité n'empêcherait jamais que nous ne fissions une paix particulière avec l'Angleterre.

Il est des personnes éclairées dans ce pays, qui soutiennent ouvertement que la France est notre alliée naturelle. Quoiqu'on ait dépeint l'Auteur de ces feuilles, comme vendu à la France & aux partisans de cette Couronne, il n'a cependant pas poussé si loin ses principes. Il a même soutenu que la France ne pouvait être notre alliée naturelle. Il est vrai qu'on doit la regarder actuellement sous ce point de vue; mais ce ne peut être que pour le tems de la guerre. Deux hommes attaqués par le même agresseur sont intéressés à se tenir étroitement unis pour tirer de cette union de nouvelles forces contre l'Ennemi commun; mais, le danger passé, l'alliance cesse; ils peuvent vivre près l'un de l'autre comme de bons voisins & de bons amis;

amis ; mais il serait ridicule de penser que leurs intérêts dussent être toujours communs , & que les circonstances ne pussent les changer au point d'inspirer à l'un des défiances envers l'autre. Nous avons eu des guerres avec la France ; donc nous pouvons l'avoir encore pour ennemie.

Une alliance éternelle avec la France serait un événement de la dernière conséquence. Il ne s'agirait de rien moins que de changer tout le système bâti avec tant de soin & de zèle par Guillaume III , & de renverser de fond en comble un édifice dont le cours de longues années semblait consolider la durée. Il s'agirait de nous enchaîner aux intérêts de la France comme nous l'avons été à ceux d'Angleterre. Est-il de la politique qu'un petit Etat prenne des liaisons aussi étroites avec un grand ? Il est vrai qu'il pourrait être trop faible pour se passer de protecteur ; & qu'il serait dans le cas des Républiques de Luques , ou de St. Marin ; mais à qui la faute , s'il se trouvait dans cet état d'humiliation ? N'a-t il pas actuellement , aussi bien qu'autrefois les moyens de jouer un rôle parmi les grands Etats ? Il faut toujours , autant qu'on peut , se garder de faire alliance avec un plus puissant que soi. Le plus fort , ou le lion , veut toujours tirer tous les avantages de ces sortes d'alliances ; nous ne l'avons que trop éprouvé de la part de l'Angleterre. Il est vrai qu'il y a une alliance étroite entre la France & la Suisse ; mais , outre que la Suisse n'est pas une proie aussi facile , ni aussi attrayante que la Hollande , elle n'a pas comme nous une influence nécessaire dans le système de l'Europe , auquel la singularité de notre position & l'étendue de notre commerce nous obligent de prendre part.

Il serait même à craindre que les Français & les Espagnols eussent intérêt à prolonger la guerre ; & dans ce cas il serait de la mauvaise politique de contracter des engagements qui nous ôtaient la liberté de veiller à nos propres intérêts.

Pour

Pour conserver nos mouvemens libres ; pour jouer un rôle particulier ; pour pouvoir influer à notre gré sur des événemens qui seraient avantageux à la patrie ; enfin , pour tirer les avantages qui s'offrent dans les circonstances présentes , il n'est , me semble , aucun moyen plus sûr que de se borner à une combinaison d'opération pour chaque Campagne avec les Ennemis de l'Angleterre & un Traité de commerce ou d'alliance avec l'Amérique. Sa position à notre égard ne peut jamais nous causer les mêmes alarmes qu'un Royaume puissant , dont l'aggrandissement est ordinairement l'objet , & dont la politique peut varier à chaque changement de Successeur ou de ministre.

La France est sans doute à présent la puissance dont nous avons le plus à espérer ; elle est notre meilleure amie ; elle ne cesse de nous en donner des marques ; nous avons avec elle des intérêts importants & étroits de politique & de commerce , qui peuvent entretenir une éternelle union entre les deux nations : & le moins que nous lui devons est sans doute de céder à ses invitations en nous joignant à elle pour attaquer l'Ennemi commun. Mais , s'il nous reste encore quelque espérance de sortir de notre faiblesse présente ; s'il est assez vraisemblable qu'en resserrant nos liens avec elle , & déployant notre puissance sur les mers , nous recouvrerons aussitôt notre ancienne puissance , ne devons-nous pas nous garder de prendre des engagements étroits avec aucune puissance voisine , trop inégale à nous , par sa supériorité , & dont le gouvernement est trop arbitraire , pour qu'on puisse lui supposer un système constant.

On peut réduire à trois les opinions exposées dans ce pays à l'égard de la France.

La première est celle qu'on trouve exposée dans les *Mémoires de De Witt* ; il prétend que nous n'avons aucun allié naturel , que nous n'en avons pas besoin ; que la Hollande même & la Zélande avec une partie

tie de la Province d'Utrecht , pourraient rompre avec les autres membres de la confédération & défer l'Univers entier : Il faut bien se garder de penser qu'un systême aussi absurde soit jamais sorti d'une tête aussi saine que celle de *De Witt*.

Le second sentiment est que la République ne peut effectivement compter sur aucun de ses voisins pour allié ; qu'elle doit toujours se ménager la liberté de former des engagemens analogues aux circonstances ; & que , bien loin d'avoir un territoire trop étendu , nous n'aurions pas mal fait de saisir l'occasion souvent offerte , de partager les Pays-bas Autrichiens avec la France. C'est le sentiment du *Politique Hollandais*.

La troisième opinion est que la France est notre Ennemie naturelle : nous croyons avoir prouvé suffisamment que cette opinion est non-seulement fautive ; mais qu'elle a attiré de grands malheurs à l'Etat.

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam , chez *J. A. Crajenscbot* ; à Haarlem , chez *Walree* ; à Leide , chez *Luzac & van Damme* , & Les Freres *Murray* ; à la Haye , chez *J. van Cleef* , *Detune* , *van Drecht & La Veuve Staatman* ; à Gouda , chez *Van der Klos* ; à Rotterdam , chez *Bennet & Hake* , & *J. Bronkborst* ; à Dordrecht , chez *Blussé* ; à Deventer , chez *Leemborst* ; à Groningue , chez *Huyzingh* ; à Nimegue , chez *Van Goor* ; à Arnheim , chez *Troost* ; à Bois-le Duc , chez *J. H. Pallier* , à Hambourg , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées* par *Henri quatre* , Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XLIV. LUNDI, ce 10 DECEMBRE, 1781.

C H A P I T R E X X X V I I .

Sur les affaires intérieures de la République.

Dans le tems où la République se forma, remarque un Historien de ce pays, elle était assez forte pour résister à son Ennemi ; parce qu'elle trouvait des alliés naturels dans les Etats qui l'environnaient. Mais le système de l'Europe ayant changé, & les voisins de la République étant devenus les puissances qu'elle doit le plus redouter, l'expérience prouve qu'elle n'est pas assez forte pour leur résister. Une République simple ne doit pas être trop étendue. Une République fédérative peut être plus grande, que la plus puissante Monarchie ne doit l'être. Dans les grands Etats régis par une seule autorité, la force motrice ne peut arriver que languissante du centre aux extrémités. Mais si la circonférence est composée de divers corps qui ont par eux-mêmes une force agissante, l'action & la résistance y auront leur activité naturelle.

Une petite République entourée d'Etats vastes & puissans, peut subsister longtems par la jalousie na-

turelle de ses voisins. Mais tout fondement qui ne pose que sur des convenances étrangères & sur des idées politiques, n'est que précaire ; un Etat qui se trouve dans cette position ne doit négliger aucune des ressources qui sont en son pouvoir, pour se donner une existence plus solide. La République fédérative des Provinces Unies devrait avoir toujours trois maximes politiques devant les yeux 1. de se montrer respectable sur mer ; 2. de faire alliance avec des Puissances qui par leur distance ne peuvent lui faire aucun mal, & qui par leur situation, peuvent lui rendre de grands services : 3. de faire dans son gouvernement les améliorations civiles, politiques & militaires capables de lui donner la vigueur & la force nécessaires pour résister aux premiers efforts d'un voisin ambitieux.

Il paraît en effet que c'est notre faiblesse sur mer, notre disette d'alliance & les défauts de notre gouvernement intérieur, qui nous attirent toutes les humiliations que nous sommes obligés de dévorer. Quel citoyen ne frémit, en jetant un coup d'œil sur la situation de sa patrie ? Après avoir reçu des Anglais des insultes dont la moindre aurait autrefois causé une levée générale de bouclier, nous avons été réduits à nous voir appeler par nos agresseurs sur le champ de bataille : encore cet insolent défi ne paraît pas nous avoir réveillés : nous nous laissons dépouiller avec la même insensibilité : on commence à craindre que l'année prochaine, nous ne soyons pas en état d'empêcher les Anglais, quoique affaiblis par de puissantes diversions, de bloquer nos ports & d'interrompre tout notre commerce. Quel creve-cœur pour les Citoyens éclairés qui se rapellent qu'en 1683, Guillaume I. voulant envoyer une flotte dans le Nord, y mit tant d'activité que, malgré l'opposition de plusieurs membres de la confédération, elle fut, en peu de mois, prête à partir ; & qu'en 1688, lorsque tout retentissait encore des plaintes de la ville d'Amsterdam

da n sur la décadence de la marine , en peu de tems , le même Scithouder , sans avoir eu besoin d'attendre le consentement des Provinces , se vit une flotte de cinquante grands vaisseaux de vingt cinq Fregates , d'autant de brûlots & de près de 400 navires de transport , pour aller détrôner son peau-pere. Nous n'avions cependant alors rien à craindre que sur terre ; les Troupes Françaises envahissaient le pays de Cologne & menaçaient le nôtre.

Quel est le patriote dont le cœur ne saigne pas en voyant que vous avons été obligés de recourir à des secours étrangers pour couvrir un de nos plus importans établissemens , le Cap de bonne Espérance ? Au moins , n'ajoutons pas à ce malheur la lâcheté d'injurier les Français à qui nous devons la conservation de cet établissement : ayons la générosité de n'accuser que nous : c'est un grand pas vers l'amendement que de reconnaître ses fautes.

Bien loin que nous ayons lieu d'inculper les Français dans cette occasion , il n'est que trop vrai , comme nous l'avions déjà remarqué (voyez ci devant) que ce n'est qu'à nous que nous devons attribuer nos malheurs. Il paraît par les dépêches de Mr. de Suffren (Gazette de Leide No. 97) que ce fut par son courage à attaquer Johnstone dans la Baye de St. Jago , qu'il retarda le départ de la Flotte Anglaise & lui fit manquer son expédition sur le Cap. Il se plaint beaucoup de l'entêtement des Capitaines des Vaisseaux de la Compagnie Hollandaise des Indes qui , malgré ses avis & ses représentations , voulurent à toute force aller mouiller dans la Baye de Saldanha , persuadés que le Commodore Johnstone ne pourrait les y découvrir : ils crurent même inutile de décharger leurs navires ; & Mr. de Suffren ajoute que , s'il avait eu d'autre droit que celui de simple représentation , certainement ils ne seraient pas tombés au pouvoir de l'Ennemi.

Ils s'en faut beaucoup que je regarde comme un

avantage pour la République d'avoir des barrières à quarante lieues de son territoire. Je pense que ce système a non-seulement causé des dépenses énormes à l'Etat sans aucun profit réel ; mais lui a suscité des guerres très-onéreuses. Je pense que leur démolition, en nous éloignant du territoire Français, fera disparaître la jalousie naturelle entre deux voisins, & qu'il n'y a pas d'événement plus propre à nous donner un allié puissant que cette démolition. Je pense que l'entretien de six à sept mille hommes de garnisons que nous aurons dans ces places, vient très-à propos pour être appliqué à l'augmentation de notre marine qui seule forme la véritable barrière de l'Etat. A considérer les choses sous le vrai point de vue, il faut avouer que toutes ces places fortes, dont sont hérissées les frontières, n'imposent à aucun des voisins ; qu'elles ne tiennent jamais contre les progrès faits dans l'art des attaques ; qu'elles ne font qu'augmenter l'effusion du sang humain ; que des villes ouvertes seraient mieux défendues que des villes fortifiées par l'impossibilité où se trouverait un conquérant ambitieux d'y subsister ; comme on en voit des exemples dans la guerre actuelle en Amérique, où les Anglais n'ont pu conserver ni Boston ni Philadelphie &c, & ne peuvent tenir que dans les places fortifiées ; qu'ainsi le système d'une milice nationale combinée avec un petit nombre seulement de Troupes réglées serait la meilleure défense, non-seulement pour une République maritime ; mais encore pour de grands Etats Monarchiques. Tels sont mes sentimens. Cependant je n'ai pu m'empêcher de frémir en lisant dans la Gazette d'Amsterdam (No. 95) l'article suivant.

D'Anvers le 23 Novembre. La Nouvelle de la Résolution de Sa Majesté l'Empereur à l'égard de ses Places fortes des *Pays-Bas*, se confirme, malgré les doutes que certains Nouvellistes partiels voulaient jeter sur cette démarche. La Note que la Régence des *Pays-Bas-Autrichiens* a délivrée à Mr. Hop, Ministre des Etats-Généraux des
Pro-

Provinces-Unies à Bruxelles, est conçue en ces termes :

SA MAJESTÉ IMPERIALE, qui a fait en Personne la visite de ses Provinces des *Pays-Bas*, a remarqué, entr'autres, que, pour diverses raisons, il ne lui était plus nécessaire d'y conserver toutes les Places fortes & qu'en conséquence Elle avait résolu la démolition avec ce qui s'ensuit, de la plus grande partie de celles qui ont subsisté jusqu'à présent.

En conséquence de cette détermination, S. M. Imp. a chargé le Gouvernement Général des *Pays-Bas*, d'en donner de sa part connaissance à L. H. P. les Etats-Généraux des *Provinces-Unies*, pour envoyer à cet égard les Ordres convenables aux Généraux & autres Officiers qui commandent leurs Troupes dans les Pays dont la Souveraineté appartient à Sa Majesté Impériale.

Fait à Bruxelles le 7 Novembre 1781.

On apprend que la Teneur de cette Note a pareillement été communiquée à L. H. P. par le Baron de Reischach, Envoyé-Extraordinaire de l'Empereur à la Haye, & qu'on lui a répondu provisionnellement, en substance, „ que L. „ H. P. ont envoyé la Note susmentionnée aux Provinces „ respectives, pour en être délibéré, & qu'en attendant „ Elles priaient S. M. Imp. de leur désigner les Places „ qu'Elle voulait faire démanteler.”

On ne fait pas si l'on attendra une Résolution ultérieure des Etats-Généraux; mais on dit qu'on a déjà donné des Ordres pour commencer la Démolition.

On apprend que L. H. P. ont, au sujet de cette Démolition, expliqué leurs sentimens dans une Lettre pour servir de Réponse à celle de Mr. Hop, & l'ont autorisé par un Mémoire à déclarer au Gouvernement des Pays Bas Autrichiens dans les termes les plus polis : Que L. H. P. sont trop pénétrées des sentimens les plus sinceres de vénération & d'estime pour S. M. Imp. pour n'être pas prêtes & inclinées dans tous les tems à satisfaire, autant qu'il est en leur pouvoir, aux desirs de S. M.; d'autant plus qu'Elles ont le bonheur de vivre depuis tant d'années dans une étroite Amitié avec l'Auguste Maison de S. M.; Amitié qui a pour Base & Fondement les Traités & les Alliances les plus solennels qui aient jamais subsisté entre les deux Puissances & qui n'ont jamais été révoqués : Que L. H. P. pénétrées de ces sentimens inaltérables, pour montrer en tout tems, toute la déférence possible pour S.

M. Imp., ayant vu le Mémoire remis à Mr. leur Ministre Hop de la part de la Secrétairerie de l'Etat & de la Guerre, L. H. P. se trouvent absolument hors d'état, quant aux ordres convenables à envoyer aux Généraux & autres Officiers qui commandent leurs Troupes dans les *Pais Bas Autrichiens*, de pouvoir donner une Réponse précise, attendu qu'Elles n'ont pu distinguer dans ce Mémoire, combien & quelles sont les Places des Barrières où L. H. P. ont Garnison, qu'on a en vue dans le susdit Mémoire; & qu'Elles n'entendent pas proprement ce qu'on veut dire par *Démolition & ce qui s'ensuit*, & de quelle manière l'on conçoit les Ordres convenables que l'on desire être donnés à l'égard des Troupes: Que L. H. P. se tiennent pour assurées, que la Régence de *Bruxelles* jugera que L. H. P., avant de se déterminer à une Réponse précise à l'égard des Points & Articles mentionnés, doivent demander les Explications nécessaires; & qu'en attendant S. M. Imp. aura la bonté de se persuader que rien ne saurait être plus agréable & causer plus de satisfaction à Leurs Hautes Puissances, que de pouvoir donner à Sa Majesté Impériale toutes les preuves possibles du prix inestimable qu'Elle mettent à la continuation de l'Amitié & de la Faveur de Sa Majesté Impériale.

Je n'ai pu m'empêcher de faire éclater plusieurs fois ma vénération pour les augustes qualités du chef qui gouverne l'Empire. Mais la conduite qu'il tient dans cette occasion avec les Etats Généraux, le langage que ses ministres ont employé, ne sont point analogues aux égards que l'on doit à un Etat qui, quoique faible & humilié, ne laisse pas de conserver encore son indépendance. Eh quoi? Les chefs de la République peuvent encore regarder la possession des Barrières comme une baze essentielle de leur système politique; ces barrières leur appartiennent par les traités les plus solennels & les plus sacrés; ils les ont achetées au prix de sommes immenses & de fleuves de sang, répandus pour le service même de la maison d'Autriche. Il convenait donc qu'une affaire de cette importance fût traitée avec plus de ménagement. Une pareille proposition, faite dans un tems différent, eût été réjetée avec in-

indignation ; elle aurait pu causer un embrasement général en Europe. Ma patrie ! à quel degré d'humiliation es-tu réduite ? Citoyens ardens & éclairés , quels efforts ne devez-vous pas faire pour la tirer de cette malheureuse situation ? Habitans de tous les partis , de toutes les conditions , à quel péril n'est pas exposée la tendre mere , qui vous nourrit , si vous ne faites des efforts extraordinaires pour prévenir votre perte avec la sienne ?

Le Pensionnaire De Witt disait que cette République devait avoir la paix avec l'Angleterre quand ce *Royaume serait gouverné par le Diable*. Mais son soin à prévenir la guerre avec une nation aussi dangereuse ne l'empêcha pas de voir la patrie engagée dans trois guerres avec elle , & ne le porta jamais à chercher la paix par des offres humiliantes & désavantageuses ; c'est en mettant sur mer des Flottes de cent navires égaux aux siens , c'est en faisant entrer , sous les auspices de son propre frere , les flottes Hollandaises jusqu'à Chatham ; c'est en triomphant des flottes combinées de France & d'Angleterre , qu'il cherchait à procurer la paix à sa patrie.

On dit actuellement que l'Angleterre est disposée à faire la paix avec la République. Je le demande au plus ardent Angloman si nous acceptons cette paix , sans obtenir aucune indemnisation , notre honneur national ne serait-il pas flétri pour toujours ? Nous aurions été attaqués & dépouillés de la maniere la plus injuste , la plus violente & la plus insolente , & nous serions réduits à bénir l'Ennemi de ce qu'il nous aurait encore laissé ! Et dans quel tems ? Dans un tems où cette puissance abattue , humiliée de tous les côtés , aurait pû être forcée par quelques efforts ordinaires de notre côté , à recevoir les loix de quatre Ennemis victorieux par leur réunion.

Lettre à l'Auteur du Politique Hollandais.

M O N S I E U R.

J'arrive actuellement de Curaçao ; depuis quatre ans j'ai été pris cinq fois par les Anglais sous le pavillon de l'Etat ; je n'ai échappé qu'avec peine à leur fureur à St. Eustache. En un mot, Monsieur, une fortune assez considérable que le travail de mes ancêtres m'avait laissée , qui s'était encore accrue par une honnête industrie & une activité infatigable depuis dix ans, tout a été la proie de ces voisins insolens , de ces ennemis perfides & barbares. Je suis revenu dans ma patrie, obligé de dire exactement comme Bias: *omnia mea mecum porto*. En arrivant dernièrement à la Haye, on voulut me persuader que j'avais été dans l'erreur d'avoir cru jusqu'alors que nous étions en guerre avec les Anglais, en paix & presque en alliance avec les Français. On me montra certaines feuilles, publiées à la Haye, par un Editeur qui se dit sous les auspices, la protection, & presque sous la dictée de la Cour, non de la *Cour de justice*. En effet, en les lisant, on ne douterait pas que nous n'ayons la guerre avec la France & toutes les raisons de conserver l'amitié de l'Angleterre. S'il ne restait à la postérité que ce seul ouvrage sur les affaires présentes, elle y serait trompée. Effectivement l'auteur se flatte beaucoup de servir d'instruction aux siècles à venir: c'est ce qu'il dit en propres termes, en se donnant les louanges analogues à cette idée présomptueuse, dans des Lettres qu'il s'écrit à lui-même. J'aurais été moi-même, dans l'erreur, si les Anglais ne m'avaient prouvé le contraire par des argumens trop palpables, & dont je sentirai la force jusqu'au dernier soupir. Puisqu'ils m'ont ôté jusqu'aux moyens de faire de nouvelles entreprises, je crois rendre service à mes concitoyens de les prévenir contre les partisans des Ennemis de leur Patrie. Et com-
me

me vous avez déjà commencé à les démasquer, j'ai cru que vous ne refuseriez pas d'insérer mes *Extraits* dans vos feuilles. Je dis *Extraits* ; car je n'aurai besoin pour exposer ces citoyens odieux à l'exécration publique, que de citer leurs paroles : j'en donnerai une idée suffisante, pour qu'il ne soit pas besoin de recourir aux originaux ; je les exposerai dans un point de vue où chacun pourra les commenter à son gré.

J'observe d'abord que je n'ai pas entendu sans indignation rapeler les prétendues cruautés des Français à Swammerdam & à Bodegrave. Vous savez que *Le Clerc* & *Wagenaar*, ont montré la fausseté des histoires répandues dans ces tems-là, non sans une bonne politique, afin d'animer le peuple contre un Ennemi, alors redoutable, qui menaçait les fondemens de l'édifice de la République dont il avait déjà enlevé plusieurs Colonnes. Pendant que le judicieux *Wagenaar* était absolument oublié dans un récit qui pouvait justifier les Français ; cet historien, ayant ensuite avancé qu'en 1688 la France avait fait un complot pour l'entière destruction de la religion protestante, on n'a pas manqué de le citer, quoiqu'il ne donne ce récit que comme incertain ; ajoutant à la fin cette formule ordinaire du doute : *Doch wat hier van zyn mogt.*

On sait d'ailleurs que cette époque n'est pas celle qui fait le plus d'honneur au discernement de *Wagenaar*, pour avoir eu trop de confiance dans le récit de *Burnet*, le plus suspect & le plus décrié des Historiens, même parmi les Anglais. On voit que cet événement n'a aucun rapport aux affaires présentes ; & la nécessité de rapeler ces anciens faits, montre suffisamment que les plus ardens Ennemis des Français parmi nous n'ont actuellement aucun grief fondé contre eux. Ce procédé m'en rappelle un autre du même Auteur. Dans ses premières feuilles, le *Courier du Bas-Rhin* était un dangereux *Gazettier* qu'il fallait condamner à la proscription la plus rigoureuse. Voy p. 139. Mais cet ingénieux Ecrivain ayant dans la suite inséré un paragraphe opposé aux

principes de la ville d'Amsterdam, on l'a aussitôt recommandé comme le plus aimable des hommes & le plus respectable des Auteurs.

Le Folliculaire commence par dire qu'il n'est pas de ceux qui se sont laissés entraîner par l'enthousiasme à l'occasion d'un *Te Deum* que les Négocians Français, tant protestans que Catholiques, établis à Amsterdam, ont fait chanter dans cette ville pour célébrer l'heureuse naissance d'un Dauphin. „ Leur „ esprit, dit-il, & celui des Personnes en place qui „ ont autorisé cette cérémonie ne se bornent pas à „ un cercle étroit. Quoique Monseigneur le Dau- „ phin & Madame sa Sœur ne les touchent qu'en „ qualité de membres de leur espèce, ils n'y prennent „ pas un moindre intérêt qu'à la prospérité du Prin- „ ce & de la Princesse d'Orange, à qui eux Hollan- „ dais adoptifs, ou Hollandais pour la moitié ou „ pour le quart, sont si étroitement liés.”

En conséquence, l'Auteur est allé, dit-il, sur les aîles de la philanthropie, à Constantinople, pour y célébrer, d'après le même motif, la naissance d'un enfant du Grand-Turc, le tout à la manière & dans le costume des musulmans. „ Chaque jour, pour- „ suit-il, dont le ciel en courroux nous fait présent, „ est un nouveau pas vers la servitude Française! „ Horreur! Exécration! notre patrie libre & bénie „ devient une Province de la France!... Mais mon „ parti est pris. Le Roi Louis n'est pas notre Roi; „ nous ne voulons pas l'avoir pour Roi. Nous dé- „ testons son joug. L'ambitieuse France ne com- „ mandera pas à nos ames libres; & Versailles pour- „ ra exercer librement la Tyrannie au loin, mais „ non sur nous.... Louis XIV. avait conçu le „ projet de faire massacrer tous les Protestans de ce „ pays. Il y en a qui soutiennent que Mr. de Ver- „ gennes a formé le même complot.”

Il est fâcheux que cet homme si savant & si prompt à faire des voyages en Turquie, ait oublié que nous avons à peu près autant de liaisons ac- tuellement avec la France que nous en avions en

1638, & que cette année là, à la naissance d'un Dauphin qui fut Louis XIV., on fit dans toute l'étendue des Provinces-Unies, des illuminations & des réjouissances générales. A ces exclamations contre la servitude Française, qui ne s'imagineraient, dans d'autres tems, voir Don Quichotte prendre des moulins à vent pour des châteaux? Mais dans un tems comme celui-ci, vouloir inspirer des défiances contre le plus généreux & le plus puissant des voisins, celui qui peut & veut le plus contribuer au salut de notre malheureuse patrie, n'est ce pas le fait du plus coupable & du plus odieux des Traîtres?

„ Moi qui suis né, dit-il, en 1704, le jour de la
 „ Bataille de Hochstet, au moment même où le Ma-
 „ réchal de Tallard rendait son épée au Duc de Marl-
 „ borough, j'ouvrirai, à l'occasion de cette naissance,
 „ mon Bal Turc avec Madame la Veuve Grys qui
 „ reçut la lumière en 1706, le jour de la bataille de
 „ Ramillies, au moment où le Duc de Villeroi tour-
 „ nait le dos &c.”

C'est dommage que l'Auteur ne parle pas du désir ardent que le Lord Cornwallis témoigna le 19 Octobre passé de rendre son épée à Mr. de Rochambeau, événement plus analogue au tems présent. Mais je me trompe; il en parle en ces termes.

„ Ô Hollandais! insensés que vous êtes! qui pous-
 „ sez des cris de joie & de Triomphe sur les fata-
 „ les nouvelles venues de l'Amérique Septentriona-
 „ le pour l'Angleterre: Amsterdammois & autres
 „ qui faites ou voudriez faire illuminer vos vais-
 „ seaux, ces vaisseaux à l'ancre & pourris; qui vous
 „ embrassez les uns les autres dans les rues & vous
 „ félicitez en répandant des larmes de joie: nous
 „ vous avertissons de ne pas vous laisser emporter
 „ par une aveugle passion, soyez sur vos gardes, &
 „ pensez qu'il vaut mieux se convertir à moitié que
 „ de se perdre tout à-fait. Vos Enfants pleureront, non
 „ pas tant sur cet événement sous lequel *la courageuse*

„ *An.*

„ Angleterre ne succombera pas, que des suites fatales. . . .

Lâche ! ces mots vous ont trahi. Si vous êtes né Hollandais, vous n'en êtes que plus coupable. Vous trouvez que c'est l'enfer qui produit les écrits de ceux qui pensent autrement que vous. Nous ne savons pas si le Diable & *ses chiens dévorans* produisent des ouvrages. Mais nous laissons au lecteur à juger si l'esprit de trahison & le dévouement pour l'Ennemi de la patrie pourraient s'expliquer autrement que vous ?

Ainsi l'on ne saurait plus douter qu'il n'y ait dans ce pays des hommes qui ôsent montrer plus de zèle pour l'Angleterre leur implacable ennemie, que pour leur propre patrie. Non : il est impossible de croire qu'un homme qui publie de pareils sentimens, soit sous les auspices & la protection de la Cour Stathouderienne. On ne peut cependant s'empêcher de reconnaître que, tant qu'un citoyen aussi pervers ne fera pas désavoué par ceux dont il semble se vanter d'être autorisé, la nation entretiendra les présomptions les plus fortes & les plus sinistres. Ainsi la preuve seule qu'un tel Ecrivain écrirait sous la dictée de personnes du premier rang, suffirait pour réaliser ce que le mémoire de la ville d'Amsterdam n'a encore donné que comme des soupçons & des bruits populaires.

Que veut dire cette affectation de rapeler tout ce que les vieilles histoires rapportent de vrai & de faux, pour décrier les Français dans un tems où nous avons besoin d'eux, où, loin de nous donner des motifs de mécontentement, ils nous rendent des services de la plus grande importance ? Ne sont-ils pas aussi bien en état de nous sauver actuellement qu'ils le furent autrefois de nous aider à secouer le joug de l'Espagne ?

Que veut dire cette affectation de préconiser sans cesse les Anglais, de les représenter d'abord comme des Enemis que nous devons ménager au moins par crainte, parce qu'ils seraient dangereux & invincibles : tandis qu'au moment où il paraît que les revers les plus humilians & les plus accablans peuvent

vent leur ôter le pouvoir de nous causer de dommages ; on insinue que la République doit pleurer sur les malheurs de l'Angleterre. L'iniquité s'est-elle jamais produite d'une manière plus évidente ?

Tous les Ecrivains qui se sont déclarés contre la ville d'Amsterdam & qui par leurs ineptes observations ont cherché à élever entre le Prince d'Orange & cette ville un mur de séparation qui, aux yeux des gens éclairés, n'existait qu'en fantôme, sont, à l'entendre, les premiers des hommes. L'auteur du *Politiek Vertoog* est le plus Respectable des Régents. Tous les Ecrivains opposés sont les plus méprisables des hommes. Si leurs écrits sont aussi méprisables qu'on le débite, pourquoi tacher lâchement d'armer l'autorité contre eux ? Pourquoi s'écrier sans cesse qu'ils sont dangereux au point de menacer l'Etat d'un bouleversement total ? Ce qui est méprisable peut-il être dangereux ?

Les Anglais nous dit-on, sont un peuple estimable, parce qu'ils sont une nation libre ; mais s'agit-il de les imiter dans cette liberté, & d'employer leurs traits vainqueurs pour percer les imposteurs, les méchans, & les fots, c'est alors une licence affreuse, que les Anglais eux-mêmes ont tort de tolérer : & cependant tous les gens éclairés conviennent que c'est à la liberté illimitée d'écrire que les Anglais doivent le rétablissement & le maintien de leur précieuse constitution.

Notre patrie est dans un état qui approche de la ruine. Citoyens judicieux & éclairés d'où peut venir notre salut ? Est-ce de l'Angleterre, acharnée dans tous les tems, & surtout depuis quelques années, de la manière la plus évidente, à notre ruine ? Croyez-vous que tant que nous serons aussi faibles, elle nous accordera la paix à des conditions même tolérables ? Ne serions-nous pas diffamés pour toujours, si nous consentions actuellement à recevoir les conditions humiliantes que notre faiblesse l'autorisera toujours à nous imposer ?

Est.

Est-ce des puissances qui composent la neutralité armée que nous pouvons attendre notre salut ? Les efforts que nous avons tentés à cette occasion nous prouvent le contraire. La manière injurieuse dont l'Empereur qui vient d'y accéder nous parle, montre que notre conduite pusillanime nous a fait perdre tout crédit de ce côté-là.

Nous n'avons donc plus d'espoir que de la part des puissances qui ont à combattre le même Ennemi que nous. Nous aurions donc lieu d'adopter l'idée des Auteurs du *Post der Neuer-Rbyn*, qui proposent de regarder & de traiter comme Ennemi de la patrie quiconque traverserait les mesures tendantes à former des engagements avec les Ennemis de l'Angleterre.

Il nous resterait cependant un quatrième parti, celui de nous joindre aux Anglais : je ne fais si cet exécrationnable projet qui ne tend à rien moins qu'à susciter contre nous les nombreux ennemis de l'Angleterre, à les attirer jusque dans le centre de l'Etat, & à nous faire perdre toutes nos possessions au-delà des mers, sort de la tête de quelques chefs de l'Etat : ce qui est certain, c'est qu'il y a des Ecrivains qui dirigent tous leurs efforts vers cet objet ; c'est qu'on fait insidieusement courir le bruit que le Roi d'Angleterre a écrit à notre Stathouder que si la République faisait cause commune avec ses autres Ennemis, il était résolu de faire une paix quelconque avec la France, l'Espagne & l'Amérique pour écraser la République en tombant sur elle avec toutes ses forces. Mais nous savons que notre Stathouder est trop judicieux pour ne pas voir, ainsi que les Etats de Frise, que le vrai moyen d'arrêter les funestes desseins de l'Angleterre, serait de faire avec tous ses Ennemis une alliance quadruple, offensive & défensive. pour tout le tems de la guerre, chacun des contractans s'engageant à ne faire aucun paix particulière.

Ce serait une question digne de l'examen d'un bon citoyen ou de quelque société patriotique, en raisonnant sur les feuilles dont nous avons cité des traits

&

& surtout sur les dernières, d'examiner s'il est de l'équité d'avoir prononcé la proscription la plus terrible contre un Auteur qui n'est coupable que d'avoir, peut être par un excès de sensibilité pour les maux présens de sa patrie, envisagé les principaux Chefs de la République sous une perspective trop noire ; pendant qu'on laisse une carrière illimitée à un homme qui prend ouvertement le parti de nos Ennemis.

En effet, il faudrait qu'il expliquât comment il peut nous inviter à pleurer sur le malheur arrivé aux Troupes Anglaises dans la *Virginie*, en même tems qu'il desire, dit-il, ardemment que nos armes soient heureuses contre ces mêmes *Anglais* ? Cette Logique & ce patriotisme ne sont pas faciles à comprendre. Mais peut-on s'accorder avec soi-même & la raison, avec une cause aussi perverse ?

Rien surtout ne m'a plus révolté que la manière lâche & impudente dont il a provoqué Messieurs de Capelle, ces illustres Patriotes, avoués de toute la nation : Ah ! ah ! disait il, ces Messieurs sont grandement loués dans le libelle proscriit : ils sont habiles dans l'art d'écrire & de protester : ne sont-ils pas obligés de protester aussi publiquement contre le libelle ? ... Et dans une des feuilles suivantes : ces Messieurs s'étant, par une honte déplacée, abstenus de faire attention à l'avis fidele que nous leur avons donné ; s'ils trouvent du plaisir dans le déshonneur ; nous autres nous avons fait notre devoir : on ne saurait disputer des goûts.

Mais, ô le plus impudent des délateurs, comme le plus lâche des Ecrivains, savez-vous si MM. de Capelle connaissent l'existence de votre feuille, ou celle de votre personne ? Avez-vous oublié qu'on ne veut pas vous avoir, même pour rien ? Ignorez-vous qu'un Libraire vient d'avertir publiquement les Beurriers d'aller prendre chez-lui les exemplaires dont il n'a jamais pu se défaire ? Savez vous que si MM. de Capelle ont l'esprit que vous ne pouvez leur refuser, ils n'auraient jamais eu l'audace de se donner de l'en-

l'encens dans un écrit dont ils seraient eux-mêmes les auteurs ? De ce qu'ils seraient loués dans un libelle proscrit , s'ensuivrait-il qu'ils ne fussent pas louables ? Temminck & Rendorp sont-ils moins estimables pour avoir , également été exaltés dans le même écrit ? La gloire du législateur des Chrétiens est-elle obscurcie , parce qu'il a été loué dans l'alcoran ? Enfin , de ce que le Prince d'Orange reçoit de tems en tems de l'encens dans le plus infâme des libelles , à tous égards , vos feuilles , au point que vous menacez lâchement vos ennemis de son courroux ; s'ensuivrait-il qu'il y eût part , qu'il protégât l'Auteur de son égide & qu'il fût , comme vous , l'ennemi de sa patrie & l'ami des Anglais ?

La suite au N^o. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement , tous les Lundis à Amsterdam , chez J. A. Crajensbot ; à Harlem , chez Walree ; à Leide , chez Luzac & van Damme , & Les Freres Murray ; à la Haye , chez J. van Cleef , Detune , van Drecht & La Veuve Staatman ; à Gouda , chez Van der Klos ; à Rotterdam , chez Bennet & Hake , & J. Bronkborst ; à Dordrecht , chez Blussé ; à Deventer , chez Leemborst ; à Groningue , chez Huyzingb ; à Nimegue , chez Van Goor ; à Arnhem , chez Troost ; à Bois-le Duc , chez J. H. Pallier , à Hambourg , chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme ; 6 sols & Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre , Estampe allégorique.*

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. XLV. LUNDI, ce 17 DECEMBRE, 1781.

Sur une quadruple Alliance entre la France, l'Espagne, les Provinces-Unies des Pays-bas & les Etats-Unis de l'Amérique, pour servir de suite au CHÂPITRE XXXVI.

Nous voyons avec satisfaction que le système dont nous avons exposé les principes se développe peu à peu même dans les délibérations politiques des Etats, sinon avec la rapidité que paraîtrait exiger la nécessité des circonstances, du moins avec cette solidité de raisonnement qui annonce une conviction qui ne peut manquer d'attirer insensiblement le corps entier des assemblées politiques de l'Etat. Nous avons déjà dit que la Frise était divisée en quatre Quartiers, l'Oostergo, le Westergo, le Zevenwolden & les Villes. Nous avons remarqué que les Résolutions des trois premiers Quartiers ont une influence d'autant plus grande, que le gouvernement y approchant beaucoup de la démocratie, la voix du peuple s'y fait beaucoup mieux entendre que dans les assemblées où l'aristocratie combinée avec le pouvoir d'un seul est trop accessible aux intérêts particuliers. La pièce suivante est une nouvelle preuve de ces réflexions.

PROPOSITION du Quartier d'Oostergoo, 4^{me}.
Point de l'Assemblée Provinciale remis.

„ Tout Patriote impartial s'est depuis longtems apperçu,
 „ que dans la direction des Affaires relatives à cette Guerre
 „ avec l'*Angleterre*, il s'était manifesté une nonchalance &
 „ une lenteur inconcevables; mais elles se montrent encore
 „ plus évidemment dans ce moment, par le peu de pen-
 „ chant qu'en général les Régences des Provinces *Belgi-*
 „ *ques* témoignent pour enramer un Traité de Commerce &
 „ d'Amitié avec la nouvelle République des *XIII Etats-*
 „ *Unis de l'Amérique-Septentrionale*; & pour contracter
 „ des Engagemens, du moins pendant la durée de cette
 „ Guerre commune, avec les Couronnes de *France* &
 „ d'*Espagne*. Cependant, la nécessité de ces mesures pa-
 „ rait clairement, puisque, suivant nous, rien n'est plus
 „ naturel, ni plus conforme à une saine Politique, fondée
 „ sur les Loix de la Nature les plus évidentes, que cette Ré-
 „ publique, immédiatement après la Déclaration de Guerre
 „ formelle par les *Anglais* (ne pouvant encore rien par des
 „ Exploits Militaires, n'étant pas dans un état de Défense
 „ assez respectable, pour oser, sur Mer, opposer une Flot-
 „ te ou une Escadre à son Ennemi perfide) eût commencé
 „ par reconnaître par une Déclaration publique l'*Indépen-*
 „ *dance de l'Amérique Septentrionale*. C'eût dès-lors été
 „ le plus grand pas à l'abaissement de l'*Angleterre* & à no-
 „ tre Rétablissement, &, par cette démarche, la Républi-
 „ que eût prouvé sa ferme Résolution d'agir avec vigueur.
 „ Chacun de nos Habitans, toute l'*Europe* qui a les yeux
 „ fixés sur nous, l'*Univers* entier, attendait, avec juste rai-
 „ son, cette Démarche de la République. Il est vrai, qu'a-
 „ vant la Déclaration de la Guerre formelle par l'*Angleter-*
 „ *re*, on eût, peut-être, pu alléguer quelques raisons ap-
 „ parentes, pour justifier en quelque manière la lenteur dans
 „ cette Affaire si grande & si intéressante. Mais, comme
 „ actuellement la *Grande-Bretagne* n'est plus notre Enne-
 „ mie secrète, mais déclarée; ce qui dissoud toutes les liai-
 „ sons entre les deux Nations; & qu'il est du devoir, non-
 „ seulement de tous les Régens, mais encore de tous les
 „ Citoyens de cette République, de réduire, par tous les
 „ Dommages imaginables, cet Ennemi si injuste à la Rai-
 „ son, & de le forcer, s'il est possible, à conclure une
 „ Paix

„ Paix honorable ; pourquoi hésiter davantage à porter ,
 „ par cette Démarche si raisonnable , le coup le plus sen-
 „ sible à l'Ennemi commun ? Ce délai ne nous fera-t-il
 „ pas soupçonner de préférer l'Intérêt de notre Ennemi à
 „ celui de la chère Patrie ? L'*Amérique-Septentrionale* ,
 „ si sensiblement offensée par le refus de son offre ; la *Fran-*
 „ *ce & l'Espagne* , au milieu d'une Guerre soutenue avec
 „ activité , ne doivent-elles pas nous regarder comme les
 „ Amis secrets , les Fauteurs de leur Ennemi commun & du
 „ nôtre ? N'ont ils pas raison d'en conclure que notre In-
 „ action doit moins être attribuée à notre faiblesse qu'à no-
 „ tre affection pour l'*Angleterre* ? Cette opinion ne fera-t-
 „ elle pas disparaître toute Confiance en notre Nation , ja-
 „ dis si renommée à cet égard ? Et nos Alliés , actuellement
 „ naturels , ne doivent-ils pas s'imaginer qu'il vaut mieux
 „ avoir en nous des Ennemis manifestes que des Amis si-
 „ mulés ; & ne serons-nous pas enveloppés dans une Guer-
 „ re ruineuse , que nous pourrions rendre avantageuse , si
 „ elle était bien dirigée ? Tandis que , d'autre part , il est
 „ évident , que par une nouvelle liaison avec les Etats de
 „ l'*Amérique-Septentrionale* , par des Engagemens , au
 „ moins durant cette Guerre , avec la *France & l'Espagne* ,
 „ nous obtiendrons non-seulement la confiance de ces Puis-
 „ sances formidables , au lieu de leur méfiance ; mais que
 „ par-là nous mettrons encore nos Colonies à l'abri de tou-
 „ te insulte ; que nous aurons une espérance fondée de
 „ nous flatter de recouvrer , avec l'aide des Puissances Al-
 „ liées , nos Possessions perdues , si les *Anglais* s'en empa-
 „ raient ; & que notre Commerce , actuellement négligé &
 „ si indignement endommagé , reprendrait une nouvelle
 „ vigueur ; vu qu'alors , ainsi qu'il est manifestement prou-
 „ vé par des raisons solides , cette République retirerait de
 „ ce Commerce les avantages les plus marqués . Or , puis-
 „ que notre Intérêt nous excite hautement à agir de concert
 „ avec les Ennemis de notre Ennemi , puisque les *XIII*
 „ *Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale* nous y sollici-
 „ tent depuis longtems ; puisque la *France* paraît inclinée à
 „ concerter ses Opérations Militaires avec les nôtres , quoi-
 „ que cette Puissance ait infiniment moins intérêt à s'allier
 „ avec nous , dont la faiblesse se manifeste d'une manière
 „ aussi palpable , que nous ne le sommes pour former une
 „ Alliance des plus respectables dans l'Univers ; il est in-
 „ dubitablement du devoir de chaque Régent d'y contri-

„ buer de toutes ses forces & avec toute la célérité ima-
 „ ginable. A cet effet, nous avons cru devoir l'exposer à
 „ V. N. P., dans la ferme persuasion que le zele de V.
 „ N. P. sera aussi vif que le nôtre pour concourir à l'ac-
 „ complissement de ce point, qui est pour nous de la plus
 „ grande importance; qu'en conséquence, V. N. P. ne
 „ différeront pas de coopérer avec nous, pour que, sur cet
 „ objet important, il soit fait à L. H. P. une Proposition
 „ si vigoureuse qu'elle ait un succès désiré; pour que cet-
 „ te Affaire, d'une importance au-delà de toute expres-
 „ sion pour la Patrie commune, soit résolue & décidée
 „ par des Suffrages unanimes & préférablement à tout In-
 „ térêt particulier.”

La solidité, l'énergie avec lesquelles cette Affaire est ici
 sollicitée, équivalent aux vœux sinceres que forme la Na-
 tion *Belgique* pour sa réussite; à l'exception de ceux qui
 préfèrent l'Intérêt de la *Grande Bretagne* à celui de leur
 Patrie. *Costergoo* se conforme à la Résolution projetée.
Westergoo: Ce Quartier est d'opinion, „ que le Système
 „ Politique trouverait de grandes difficultés à déclarer, au nom
 „ de cette République, l'*Indépendance des Etats-Unis* de
 „ l'*Amérique*. Ce Quartier est plutôt porté à ce que les
 „ Committés à la Généralité soient chargés de faire de leur
 „ mieux pour que, sans délai, on contracte une Alliance
 „ entre cet *Etat* & la Cour de *Versailles*; laquelle serait
 „ principalement dirigée pour causer le plus grand dommage
 „ à l'Ennemi commun, & pour pouvoir, le plutôt possi-
 „ ble, faire une Paix honorable avec le Roi de la *Grande*
 „ *Bretagne*.”

Ajoutons à cette résolution que l'emprunt de cinq mill-
 ons de Florins, proposé par la France. en faveur des *Ets-
 Unis*, vient de passer à l'unanimité; & que notre Stathou-
 der lui-même par son influence en général & par sa voix dans
 les *Ets* de *Zéelande*, vient d'y donner son propre consen-
 tement.

Qu'il me soit permis d'observer à cette occasion,
 qu'une alliance avec la France seule aurait de grands
 avantages, il est vrai, mais beaucoup d'inconvéniens
 qu'une alliance quadruple ferait disparaître. La Fran-
 ce aurait de la peine à faire aucun traité avec nous,
 sans exiger que les deux parties s'engageassent à n'é-
 couter aucune proposition particulière de paix. En
 traitant avec les deux autres nations, ennemies de
 l'An-

L'Angleterre, les intérêts s'épureraient par leur réunion, & tendraient plus directement au grand but, le rétablissement d'une paix solide sur la base de l'indépendance Américaine. Qui ne voit qu'une alliance quadruple nous rendra plus respectables & même moins odieux à l'Angleterre? Qui ne voit qu'obligés de développer nos forces à l'envi de nos alliés, de combiner avec eux les opérations navales, nous forcerons bientôt l'Ennemi commun à se rendre aux conditions d'une paix nécessaire?

Qui ne voit que cette circonstance nous fournira l'occasion d'entrer dans des liaisons plus étroites & plus importantes avec les Etats-Unis de l'Amérique? On a tout lieu d'espérer que les villes de manufactures, telles que Leide, Haarlem, Rotterdam & même Utrecht, s'empresseront de favoriser une alliance mercantile qui ne manquerait pas de rendre une nouvelle vie à leurs manufactures.

Une multitude de Sociétés patriotiques se sont formées dans les principales villes de la République. Il en est qui se sont proposées pour objet tout ce qui peut tendre à l'avantage de leurs concitoyens. Plusieurs ont eu même pour but de les affranchir des tributs qu'ils payaient à l'industrie Britannique. Elles ont trouvé jusqu'à présent des obstacles insurmontables dans la manie de nos concitoyens à porter leur argent dans les fonds étrangers, & surtout dans ceux de l'Angleterre. Maintenant que l'édifice du crédit Britannique chancelle de toutes parts, il est à présumer que les Capitalistes préféreraient de verser leur argent dans des établissemens qui rendraient des bénéfices considérables par le nouveau débouché qu'ils auraient en Amérique. Tout y gagnerait, le patriotisme, l'industrie & la population. Qui peut songer sans frémir que la chute des manufactures causée par les placemens dans les fonds étrangers, a fait perdre à la ville de Leide seule, plus de quarante mille Habitans. Qui ne voit que l'anéantissement de nos liaisons avec l'Angleterre contribuera beaucoup à ralentir cette manie?

Notre projet est-il donc de nous tenir lâchement attachés à un Etat qui nous rejette de son sein, qui veut absolument notre ruine ? Pourquoi tarderions-nous d'adopter la politique naturelle de nous joindre aux Ennemis de notre Ennemi ? L'Etat où nous sommes, où nous voulons rester, est aussi désespérant qu'il eût inconcevable. Sommes-nous une puissance belligérante, ou neutre, ou alliée ? Je n'examine pas si c'est notre faute, si nous sommes en guerre sans le faire paraître par des hostilités, si nous n'avons pu obtenir les avantages de la neutralité : ce que je fais, c'est qu'il ne dépend que de nous d'avoir des alliés.

La France est prête à nous recevoir dans une alliance dont les avantages seront évidemment plus considérables pour nous que pour elle. L'Amérique nous invite depuis longtems par les motifs les plus puissans. L'Espagne est intéressée à entrer dans la même alliance. Les Conquêtes qu'elle a faites dans la Floride, l'espérance de celles de Minorque & de Gibraltar auxquelles elle met bien plus d'importance encore ; tout doit l'engager à accéder à une confédération combinée pour dicter la loi à l'Angleterre. Puisque la paix la plus prompte & le recouvrement de nos possessions perdues sont les objets que nous devons avoir en vue, que l'on indique d'autres moyens plus efficaces pour les obtenir. Puisqu'il est généralement convenu que nous avons perdu tout crédit, toute considération en Europe ; quel autre moyen plus propre pour nous rendre le rang que nous occupions autrefois parmi les autres Puissances politiques ?

Il est aisé de voir que les Anglais ne pourraient faire face à cette confédération & seraient bientôt obligés de céder à la loi de la force & de la nécessité. Tenus en échec dans la Manche par les Français, dans la Méditerranée par les Espagnols, dans les Indes Occidentales par ces deux nations, dans les Indes Orientales par les Marattes secondés des Français & peut être aussi des Hollandais, réduits à la dé-

fen.

fenfive dans l'Amérique Septentrionale, il ne nous faudra pas des forces bien confidérables, pour leur fermer la navigation du Nord. Dès lors nous avons un paffage sûr & libre pour la navigation à nos établiflemens dans les deux Indes, dont l'interruption occafionne tant de plaintes & des dommages fi terribles.

CHAPITRE XXXVIII.

Sur la Solidité de l'Indépendance Américaine.

Après vous avoir entretenu de vos intérêts les plus preffans, je vais paffer aux queftions que j'ai promises relativement à l'Amérique. Ces queftions font tirées d'une Correfpondance Politique entre un Hollandais & un Américain, deftinés à occuper les premières charges, chacun, dans fa patrie. L'Américain prouva par les raifons que nous avons déduites dans la première partie de ces feuilles qu'il était moralement impoffible à l'Angleterre de ramener fes Compatriotes fous le joug. Le Hollandais lui demande : l'Amérique a-t-elle des reffources en elle-même pour parer aux calamités de la guerre & pour la continuer fix, huit ou dix ans & même fans les fecours d'aucun allié ?

Quoiqu'il foit bien difficile, dit l'Américain, de faire fentir à un Européen qui n'a pas traversé l'Atlantique, tous les progrès que fait l'Amérique malgré la guerre & même au moyen de la guerre ; il eft cependant des faits affez connus, & dont il n'eft befoin que d'indiquer les conféquences heureufes pour les Américains. On a d'abord remarqué que, dans les guerres précédentes, la population n'a pas reçu la moindre altération, & qu'elle a augmenté dans la proportion ordinaire. Dans la guerre de 1755, qui ne finit qu'en 1763, pendant laquelle les Américains firent d'auffi grands efforts & mirent

autant d'hommes sur pied qu'ils l'ont fait jusqu'à présent dans cette guerre, on a trouvé que la population avait été à peu près la même que dans les tems de paix. J'ai vu dans toutes les parties de l'Amérique le peuple formant de nouveaux établissemens dans les déserts, sur la frontière, défrichant les terres avec la même ardeur & la même rapidité qu'ils ont jamais fait en tems de paix. Les défrichemens dans les déserts sont des preuves décisives de l'augmentation de la population. Le nombre d'hommes que l'Amérique a perdu par le glaive de la guerre ou par la captivité, ne peut guere être porté à plus de quarante mille hommes. Mais qu'est ce que cette perte relativement à l'acquisition de huit cens mille hommes que l'augmentation dans la population leur a donnés, nombre qui ferait à peu près soixante mille combattans? C'est un fait que, chaque année, nous donne au moins vingt mille nouveaux combattans. Que la perspective est différente à l'égard de notre Ennemi ! Comme nous sommes maîtres du plat pays, les désertions sont faciles du côté des *Anglais*. On sent combien la facilité de trouver des établissemens, fait impression sur des mercenaires, dont la plupart, vils esclaves vendus par leurs Princes, n'ayant plus de patrie, sont charmés d'en rencontrer une où ils trouvent tous les avantages civils. Ce n'est pas trop avancer que de dire que la perte d'hommes que nous avons faite, est plus que réparée par ces désertions & surtout par celles des deux armées que nous avons faites prisonnières.

L'Amérique augmente également en force. La discipline des armées se perfectionne. Les officiers de terre & de mer font tous les jours des progrès dans les sciences propres à leur état. Nos manufactures militaires en poudre, salpêtre, armes à feu, canons, florissent de plus en plus ; ainsi que celles de fil & de laine pour les besoins de première nécessité. L'Amérique voit tous les jours augmenter les moyens de maintenir son indépendance, pendant que l'Angleterre voit diminuer les si-
ens

ens. Le Commerce de l'Amérique ne fait pas de moindres progrès ; témoin le nombre des vaisseaux qu'elle envoie dans les isles & jusques dans les possessions continentales des possessions Américaines de l'Espagne, de la France, de la Hollande & de la Suede. La bravoure, l'expérience & les succès de ses armateurs contribuent surtout à augmenter ses forces. Il n'est pas d'année où les armemens particuliers ne rapportent au pays un bénéfice capable de fournir la moitié des dépenses de la guerre.

On ne saurait donc plus douter que l'Amérique ne soit en état de continuer une guerre dont les avantages surpassent si fort les inconvéniens qu'elle en souffre. Qu'elle surcroît de perspective favorable, quand on pense qu'elle a pour elle la France & l'Espagne ? Ces deux puissances ne sont-elles pas intéressées à ne faire aucune paix particulière ? Tout le monde fait que le maintien de leurs Colonies dépend d'une séparation entière & permanente entre l'Angleterre & l'Amérique Septentrionale. En un mot, quiconque a la moindre notion des forces réelles de l'Angleterre d'un côté, & des ressources immenses de la France, de l'Espagne & de l'Amérique, de l'autre, ne saurait supposer qu'aucune de ces dernières puissances, soit jamais réduite à la nécessité de faire une paix particulière avec l'Angleterre.

Quant aux ressources que l'Amérique retire de son commerce avec l'Europe, la prise de St. Eustache montre suffisamment qu'elle a mille moyens d'en tirer les avantages les plus essentiels. Cette conquête qui, suivant le Ministère Anglais & les propres paroles des Lords Germaine & Stormont, devait ôter tous les alimens de la révolte, a-t-elle opéré la moindre atteinte dans leurs ressources ? N'est ce pas, au contraire, depuis ce tems-là, que l'abondance des especes leur a fait anéantir leur papier-monnoye & créer des banques ? Cette augmentation d'especes qui doit toujours aller en croissant, par le commerce à la Havanne & dans les autres

Isles Antilles, par les soldes des Troupes Françaises, Anglaises & surtout de la dernière armée faite prisonnière, ne donne-t-elle pas aux Américains l'espérance la mieux fondée d'avoir en abondance tout ce dont ils ont besoin ? N'est-ce pas le comble de l'ignorance & de l'absurdité, d'avancer que la prise d'une isle Hollandaise nous priverait de tout commerce avec l'Europe ? Quand toutes les puissances maritimes seraient liguées ensemble, seraient-elles en état de bloquer nos ports ? Tous les vaisseaux de guerre de l'Europe suffiraient-ils pour fermer une étendue de 700 lieues de côtes, semées, comme celles de l'Amérique, d'une si grande multitude de Ports, de Bayes, de Havres, de Criques, d'Isles, d'Islots, de Rivières & fujettes à si grand nombre de ces orages qui ne peuvent empêcher des vaisseaux marchands de sortir pendant que des vaisseaux de guerre ne sauraient croiser impunément. On ne doit pas oublier que l'Amérique a soutenu cette guerre trois années entières, pendant lesquelles les Anglais avaient le long des côtes cinquante vaisseaux de guerre, nombre qu'ils ne feront jamais plus en état d'y faire croiser : cependant leur jalousie & leur vigilance ne purent fermer aux Américains le commerce de l'Europe. Dans les tems les plus périlleux, de trois vaisseaux il y en avait toujours un qui se sauvait : actuellement, à peine en prennent-ils un dans dix. En pensant que les Français n'ont eu une marine à Rhode-Island que depuis l'année dernière, il suit que nous avons seuls & sans aucun secours, maintenu & même augmenté notre commerce avec l'Europe.

Je vous avouerai cependant qu'avant notre rupture formelle avec l'Angleterre, nous avons souvent considéré si cette cruelle marâtre pourrait nous tenir partout bloqués ? Quand même l'Angleterre, disaient nos fermiers, serait en état de bâtir un mur d'airain de mille pieds de haut, dans toute l'étendue de nos côtes, nous aurions encore assez de ressources pour subsister par nous-mêmes. L'Amérique a tout ce qu'il faut pour être le pays le plus

plus indépendant qu'il y ait sur le globe. Elle produit toutes les choses de première nécessité, beaucoup de celles de commodités, & même plusieurs qui ne sont que de luxe. Ainsi, quand il y aurait une éternelle séparation entre l'Amérique & l'Europe, non seulement nous pourrions vivre, mais encore multiplier ; & peut-être n'en serions nous que plus heureux de n'avoir aucune liaison avec les autres parties de l'Univers.

J'admets cependant qu'une guerre de huit à dix ans ne laisserait pas d'incommoder l'Amérique. Mais l'Angleterre n'en sentira-t-elle pas le fardeau ? Il y a près de quatre millions de peuple en Amérique. Il y a bien des Etats en Europe qui font une figure respectable sans avoir un plus grand nombre d'habitans, tels que la Suede, le Danemark & la République des Provinces-Unies. Ces puissances sont cependant en état d'avoir une armée considérable sur pied, même en tems de paix & d'entretenir une Cour & un Gouvernement, dépenses inconnues à l'Amérique. Ainsi nous aurions toutes les ressources suffisantes pour tenir sur pied une armée capable de défendre nos autels & nos foyers. Mes Compatriotes sont aussi actifs, aussi industrieux qu'aucun autre peuple qu'il y ait au monde. L'Amérique pourrait, avec la plus grande facilité, entretenir régulièrement une armée de trente mille hommes, nombre suffisant pour tenir tête à toutes les forces de terre que l'Angleterre peut y faire descendre. Au cas que les Anglais voulussent pénétrer plus avant dans le pays, les troupes régulières ne tarderaient pas à trouver dans les milices des renforts suffisans, pour anéantir toutes les forces Britanniques. Les désertions, les fatigues, les maladies, l'épée dans les diverses escarmouches, en feront périr la plus grande partie pour en exposer les misérables restes à subir le triste sort de Burgoine. Sans entrer dans les détails de toutes les campagnes de l'Amérique, je m'arrête à la dernière. Le Lord Cornwallis parti de Charles-town avec une armée
d'en-

d'environ douze mille hommes, n'en avait plus que sept mille cinquante effectifs, même avec les renforts qu'ils avait reçus de New-York, lors qu'après des victoires remportées, des maisons brûlées, des plantations ravagées, des provinces ruinées, des pays fertiles changés en déserts & jonchés de morts, il s'est vu, dans l'excès du triomphe & de la confiance, réduit à se rendre prisonnier avec toute sa troupe. On peut assurer que la Campagne de Cornwallis a fait perdre dix-huit mille hommes à l'Angleterre. Si quelque chose peut ouvrir les yeux à l'Univers, c'est ce dernier événement.

Mais nous avons vu, dit le Hollandais, dans la révolution des Pays-bas, une défection effrayante: plusieurs provinces sont rentrées sous l'obéissance du Souverain; & leur exemple a insensiblement fait perdre dix Provinces à la confédération Belgique. Le même événement n'est-il pas à craindre en Amérique?

Cette question dit l'Américain ne laisse pas d'être embarrassante. Pour y répondre il faut faire d'autres questions. Dans lequel des Etats aurait-on le plus à craindre de voir éclater une défection ou une soumission à l'Angleterre? Serait-ce dans les colonies les plus anciennes, comme celles de la Virginie ou de Massachusset? Serait-ce dans les plus puissantes ou les plus peuplées, comme la Virginie, le Massachusset ou la Pensylvanie? On connaît trop ces pays pour espérer qu'ils volent d'eux-mêmes au devant du joug. Le peu de partisans qu'y ont trouvé les Anglais dans leurs invasions, met cette remarque au-dessus de toute réplique. Serait-ce les Etats les plus faibles & les plus nouveaux qui seraient disposés à se rendre les premiers? Les faits seuls décideront cette question. Nous ne pouvons mieux savoir ce qui arrivera là-dessus qu'en jetant les yeux sur ce qui est déjà arrivé. Les Etats les plus faibles sont la Delaware, le Rhode-Island & la Georgie. Les Anglais ont évidemment adopté le plan de ramener sous
le

le joug ces trois Etats. Commençons par le Rhode-Island. Vers la fin de l'année 1776, le Général Howe envoya une armée de près de sept mille hommes sous une flotte formidable de vaisseaux de guerre, pour se rendre maître de New-port, la Capitale. Ni cette ville, ni l'Isle où elle est située, n'avaient de fortifications ni de garnisons, pour se défendre contre une flotte & une armée formidables. Les Anglais se rendirent maîtres de la place. Mais quel avantage en retirèrent-ils ? La Colonie de Rhode-Island, toute faible qu'elle est, se soumit-elle ? Non. Les Habitans n'en furent que plus ardens à maintenir leur indépendance. Ils assemblèrent une armée à la *Providence* qui tint les Anglais renfermés dans la place, jusqu'à ce que vers la fin de l'année 1779, les Ennemis étant obligés de l'évacuer, notre armée y entra en tromphe.

L'autre petit Etat que les Anglais ont tenté de réduire est la Delaware. Cette Colonie est composée de trois Comtés, situés sur la rivièrè de la Delaware au-dessous de Philadelphie ; il n'est pas d'Etat qui soit plus exposé aux entreprises navales des Anglais, puisqu'ils peuvent l'attaquer non-seulement par l'océan ; mais encore par le fleuve que l'on fait être partout navigable aux plus grands vaisseaux de guerre. Il n'y a gueres dans ce pays plus de trente mille habitans.

Les Anglais se sont emparés de Philadelphie, & sont ainsi les maîtres de la Navigation de la Delaware. Quelle occasion plus favorable pour engager cette partie de l'Amérique à se détacher de la confédération ? Il faut leur rendre justice : aussi ne négligerent-ils rien pour tirer parti de cette circonstance. Généraux, Amiraux, Commissaires, Torys, employèrent tous les artifices imaginables pour gagner cette petite Colonie. Mais tout cela fut inutile. Jamais ils n'eurent la consolation de pouvoir établir un gouvernement régulier sous l'autorité du Roi. Le peuple continua d'envoyer ses
Dé-

Députés au Congrès , d'élire ses Gouverneurs , son Sénat & ses Assemblées , d'après la nouvelle Constitution , de fournir sa quote-part pour l'entretien de l'armée Continentale , & sa part de milice , jusqu'à ce que les Anglais eussent évacué Philadelphie. Cependant cette Colonie est regardée comme une de celles où l'on trouve le plus grand nombre de Torys , ou partisans du Gouvernement Britannique.

Passons actuellement à la Géorgie. Elle est située à l'extrémité méridionale de toutes les autres. Elle se trouve à une si grande distance de celles qui passent pour les plus puissantes , la communication en est si difficile , qu'il est presque impossible aux autres de lui donner des secours. Les Anglais ont envahi cette faible Colonie ; ils se sont emparés de Savannah , la Capitale ; ils la conservent encore ; mais avec tous ces avantages peuvent-ils se flatter d'être maîtres de cette Colonie , qui plus qu'aucune autre pourrait être regardée comme un Enfant de l'Angleterre qui a fait tous les frais de son établissement ? Ce qu'on fait de plus authentique sur cette partie de l'Amérique , se réduit cependant à ces dernières nouvelles , bien désespérantes pour l'Angleterre.

Dernièrement les habitans se sont assemblés dans la ville d'Augusta , & le Gouvernement y ayant été rétabli dans une forme régulière , ils ont choisi l'honorable Natham Brownson pour leur Gouverneur , & quatre Délégués pour représenter cet Etat en Congrès. Ils persistaient dans la plus ferme résolution , de courir toutes sortes de dangers & de souffrir les plus grands malheurs , plutôt que de rentrer sous la domination des Anglais.

On ne saurait trop admirer le courage que les Georgiens ont montré dans un long cours d'infortunes. Ils ont abandonné leurs établissemens & leurs maisons , ont habité des montagnes , erré dans les bois & vécu de la chasse & de la pêche ; pressés d'un côté

té par les Anglais, de l'autre par les Sauvages, ils ont résisté à toutes ces difficultés & attendu des temps plus heureux, qui paraissent enfin arriver.

Le nouveau Gouverneur, peu après son élection, a publié la proclamation suivante.

Comme la crise présente exige les plus vigoureux efforts de la part de chaque individu, pour finir la glorieuse contestation dans laquelle nous sommes engagés, & que la justice requiert que le poids des difficultés à surmonter pour parvenir à cet heureux période soit également partagé; & comme la situation présente de la Georgie demande l'assistance de tous les Citoyens, en conséquence d'un résolvé de l'honorable Chambre d'assemblée de cet Etat, je publie cette proclamation, par laquelle il est ordonné à tous ceux qui se regardent comme Citoyens, d'y revenir dans les époques ci-après prescrites; savoir, s'ils sont dans la Caroline du Sud, dans l'espace de trente jours; dans la Caroline du Nord, soixante jours; dans la Virginie, quatre-vingt-dix jours; & s'ils sont plus au Nord, quatre mois. Nous assurons par ces présentes tous ceux qui négligeront ou refuseront de s'y conformer, qu'en conséquence du susdit résolvé, leurs propriétés foncières seront chargées d'une triple taxe, à commencer de l'échéance des termes fixés pour leur retour.

Signé de ma main, & scellé du grand sceau de l'Etat, à Augusta, le 24 Août 1781, la sixième année de l'indépendance de l'Amérique.

Le New-Jersey est un des Etats du milieu. Cette Colonie s'est trouvée entre deux armées britanniques, l'une à Philadelphie & l'autre à New-York; on peut assurer qu'il n'est pas de sortes de séductions ni de menaces qu'elles n'aient employées pour gagner le peuple: non-seulement tous leurs efforts ont été vains; mais les Habitans sont regardés comme les plus redoutables Ennemis de l'An-

l'Angleterre & les meilleurs guerriers du Continent. La maniere dont ils saluerent les Troupes Britanniques qui traversaient leur pays, est une preuve sans réplique de leurs dispositions.

La Nouvelle-York passait, avant la déclaration des hostilités, pour la Colonie la plus indifférente sur les attentats du Ministère Anglais; les armées Britanniques l'ont envahie par le Canada & par l'Océan. Ils sont encore en possession de l'Isle de New-York, de l'Isle Longue & de celle des Etats; cependant toute la partie Continentale de cette Colonie a non seulement résisté à toutes leurs attaques; on la regarde encore à présent comme une des plus fermes & des plus zélées sur l'article de l'indépendance & de la liberté! Aussi a-t-on raison de remarquer que les Anglais ne tiennent que dans les endroits occupés par leurs Troupes.

La suite au N°. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenschoot; à Harlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à Gouda, chez Van der Klos; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst; à Dordrecht, chez Blussé; à Deventer, chez Leemborst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Rois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Ameriquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs Elysées* par Henri quatre, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. XLVI. LUNDI, ce 24 DECEMBRE, 1781.

CHAPITRE XXXIX.

Le Patriote Hollandais à la Grande-Bretagne.

Jamais le Patriotisme n'a eu de plus grands motifs de s'exalter, de se produire au dehors par des efforts vigoureux. Jamais nous n'eûmes une occasion plus favorable d'employer les grandes ressources qui nous restent, pour réparer les pertes que nous avons faites. Cependant il est des Citoyens qui prennent ouvertement le parti de l'Ennemi. Dans un tems où la dégradation des sentimens au dedans contribue sans doute au discrédit où nous sommes tombés en Europe, rien n'est plus utile que le langage vigoureux des vrais patriotes, pour tirer leurs concitoyens d'une léthargie si lâche & si funeste. On ne peut s'empêcher de reconnaître dans l'auteur de la piece suivante cette heureuse qualité, avec cette énergie qui caractérise le vrai républicain, & cette chaleur de sentimens qui forme l'éloquence du cœur. On ne dira pas que ce n'est pas un Hollandais; on le reconnaîtra sans doute à certaines expressions particulieres que nous avons cru devoir conserver, soit, parcequ'il est rare qu'elles ne

II. TOME. V soient

soient pas en plus grand nombre dans un auteur qui n'écrit par sa langue maternelle; soit pour fermer la bouche à ceux qui traitent d'étrangers tous ceux qui n'adoptent pas leurs principes; comme si la vérité n'était pas indépendante des lieux & des personnages.

Le Patriote Hollandais à la Grande Bretagne.

Après avoir goûté durant plus de six lustres les douceurs d'une heureuse Paix, nous voilà soudainement en proie au fléau destructeur de la Guerre. Trop de sécurité, trop de confiance dans les paroles des Princes, le défaut d'union dans nos conseils, le desir d'épargner les trésors qu'exige la nécessité de paraître respectable, imprudente économie, si souvent fatale à notre République, voilà ce qui nous attire ce malheur. — Mais faut-il qu'il nous vienne de vous, ô Nation dont les vrais intérêts auraient toujours dû être inséparables des nôtres, qui faites profession de la même foi, dont une Alliance de plus d'un siècle sembloit nous garantir l'amitié, & pour laquelle nous avons toujours eu une déférence peu commune? Nous n'avons pas pris part, il est vrai, à toutes vos guerres, si souvent imprudentes; soit parce que nous n'y étions pas tenus, soit parce que le soin de notre propre salut le défendait, soit parce que vos atteintes réitérées à la foi des Traités nous ont dispensés de cette obligation. Telle a été notre situation dans les circonstances actuelles: & , parce que nous n'avons pas voulu risquer une ruine certaine pour seconder vos vues ambitieuses, vous rompez perfidement avec nous. A l'ancienne amitié, tant de fois ébranlée par vos iniquités, succède enfin la haine, la vengeance, la fureur; & il semble que l'inférieure satisfaction de nous nuire vous rende insensible aux maux réels qui seront infailliblement la suite d'une démarche aussi imprudente.

Que je vous hais, ô Grande-Bretagne, pour *votre Orgueil*. Lorsque vous érigeant en Souveraine ou plutôt en Tiran des Mers, vous osez prétendre exclusivement à ce qui ne saurait appartenir à personne, & contester sans pudeur aux autres Peuples, l'usage d'un droit qu'ils tiennent de la Nature; comme si un ancien & perpétuel abus de
vous

vosre Puissance pendant vos guerres étoit un titre suffisant de vosre orgueilleuse prétention. — Lors qu'au lieu de nous traiter en Nation Souveraine, vous exigez avec hauteur & par la violence ce que vous n'aviez aucun droit de demander, sinon qu'à titre de faveur & de grace, aliénant de cette manière des esprits qu'une conduite équitable vous auroit conciliés : — Lorsque d'abord prête d'entreprendre une guerre hasardeuse, plutôt que d'avoir le moindre égard aux circonstances, de céder un seul point de vosre droit, vous voulez nous contraindre d'abandonner nos droits les plus justement acquis, uniquement parce que vous le jugez conforme à vos intérêts & que vous avez la force en main.

Que je vous hais, ô Grande-Bretagne, pour vos *Injustices multipliées*, qui, semblables à un Torrent débordé, ont tant de fois fait gémir nos Provinces & porté la désolation dans notre Commerce. — Sans parler des tems où la Rébellion & le Fanatisme agitoient vos Peuples, ni des deux Guerres perfides que nous fit le premier de vos Monarques qui succéda à ce regne du désordre; sans rappeler l'époque à jamais honteuse où, cédant aux intrigues de l'Ennemi commun, vous abandonnâtes lâchement vos Alliés, en les sacrifiant à vosre avantage; mais avantage trompeur, par lequel on perdit pour toujours & le fruit qu'on étoit sur le point de recueillir d'une guerre longue & glorieuse, & l'occasion de borner l'ambition qui avoit plus d'une fois soulevé l'Europe, & celle de nous mettre mieux à couvert de ses dangereux effets; sans parler, dis-je, de ces tems anciens, fixons nos regards sur ceux qui sont plus près de nous. — Un Traité de Navigation aussi clair que solennel, qui fixoit les droits respectifs de la manière la plus précise; ce Traité, originairement dicté par vous-même, rédigé d'après vos desirs, & dont vous avez d'abord recueilli les avantages, a-t-il pu nous servir de barrière contre la mauvaise foi? Lorsque nous devions jouir de ces avantages, ne l'avez-vous pas constamment empêché? Et pendant trois de vos Guerres, dans l'une desquelles encore nous agissions contre un même Ennemi, que n'avons-nous pas eu à souffrir de vous, ô Nation à double Balance! qui n'observez les conventions que lorsque vosre avantage s'y trouve, tandis que vous exigez des autres plus qu'un accomplissement rigoureux, qui ne connoissez d'autre droit, que la force, d'autre loi ni d'autre regle que vosre intérêt?

par où commencer, par où finir la liste formidable de toutes vos injustices, si le tems ne me borneroit à une courte énumération? — Vos ports, remplis de nos vaisseaux, pris contre tout droit & malgré la réclamation d'un Traité solennel, voyaient les uns condamnés avec tout ce qu'ils contenoient, les autres à céder leurs riches cargaisons à la rapacité de leurs injustes capteurs, d'autres encore à se consumer en frais de procédures iniques, & le petit nombre de ceux qui finalement étoient relâchés payoient cher cette faveur prétendue. Parmi ces victimes de votre infâme cupidité, combien n'y en a-t-il pas eu sur lesquelles la plus ténébreuse chicanne épuisoit en vain ses prétextes; mais qui n'en ont pas été moins perdus pour nous? En un mot, que de pertes immenses n'avons-nous pas souffertes, que de richesses prodigieuses n'avons-nous pas perdues de la manière la plus criante, pour enrichir vos avides brigands? Si, durant vos hostilités récentes, nous avons vu très-peu inquiétée la branche de notre commerce qui souffrit le plus autrefois, le mal ne s'est-il pas aggravé à d'autres égards? Cette fois-ci comme alors, nos paisibles nautonniers, voyageant sous la garde de l'humanité & des loix, que n'ont-ils pas éprouvé d'injures, de violences, de voleries, d'indignes traitemens, de massacres même, de la part de vos Corsaires, race maudite, objet d'horreur & d'exécration pour tous les honnêtes gens, & que vous n'avez jamais réprimée, comme vous auriez pu & dû le faire, si une condamnable satisfaction de nous voir vexés ainsi n'avoit étouffé dans votre cœur la voix de la Justice. — Que dirai-je de ces violences ouvertes du territoire & des possessions de notre République, au mépris du Droit des Gens; de l'insulte indigne & préméditée faite à la Souveraineté de l'Etat, par l'attaque insolente d'une de ses Escadres, & cela dans le tems même que nous vous bandonnions une partie de nos droits? Action atroce, dont toute l'Europe a été indignée & qui aurait exigé ou une réparation éclatante de votre part, ou une déclaration de guerre de la nôtre, si vos injustices réitérées n'avaient en quelque sorte émoussé notre ressentiment, ou si trop de condescendance pour vos prétentions orgueilleuses ne vous avoit enhardis à les porter à ce degré capable de révolter toute autre patience que celle des Bataves. — Mais quelles couleurs assez noires pourront dépeindre cette Guerre sans motifs, souverainement injuste & perfide, laquelle

quelle met le comble à tous vos précédens excès ? Guerre dont les infâmes commencemens annoncent plutôt une société de Barbares , de Ravisseurs & de Brigands , qu'une Nation civilisée ; & dont les circonstances odieuses feront une tache ineffaçable à votre Gloire , si tant est que la Gloire puisse subsister là où l'injustice regne & donne seule la loi.

Que je vous hais , ô Grande Bretagne , pour votre *Ingratitude*. Depuis un siècle qu'a subsisté l'Alliance qui unissoit les deux Nations , dont les vrais intérêts étoient communs , nous avons toujours rempli les devoirs d'un fidèle Allié. Vous avez toujours trouvé dans nos Provinces de grandes ressources dans les pressans besoins , & pour le maintien de ce Crédit étendu , base de votre Puissance. Lorsqu'un droit clair ou des circonstances dangereuses ne nous ont pas permis de vous être en aide comme vous l'auriez désiré , du moins avons-nous fait ce qui étoit en notre pouvoir. Nous avons comme sacrifié une partie de nos droits , en ne protégeant pas , en abandonnant par cela même , une branche de Navigation & de Commerce qu'un Traité clair nous garantissoit. Nous avons souffert par cette cause & pour l'amour de vous plusieurs injustices de la part de ces Puissances dont les intérêts étoient opposés aux vôtres. Nos Peuples étoient assez généralement portés pour vous , se rejoignant de vos avantages , & voyant vos pertes avec déplaisir. Malgré les injustices , les rapines & les vexations sans nombre dont vous accablerez notre Commerce , durant la précédente guerre ; malgré celles dont récemment encore nous avons été les victimes ; malgré les violences ouvertes du territoire de la République ; malgré l'insulte odieuse faite à sa Souveraineté , à l'honneur de son Pavillon ; malgré tous ces attentats , nous ne pensions point à en tirer une vengeance , qu'à notre place vous n'auriez pas différée d'un moment , mais plutôt à entretenir une paix réciproquement utile. — Néanmoins ces services rendus , cette condescendance portée si loin , ces égards pour les prétentions injustes , cette patience égale à vos oppressions , tout cela n'a pu calmer votre fureur , n'a pu vous retenir de nous faire une guerre cruelle. ô Nation non moins ingrate qu'injuste ! Pourquoi nous rendre ainsi le mal pour le bien , & payer nos efforts , notre complaisance , l'affection générale de nos Peuples par un si indigne retour ?

Que je vous hais , ô Grande Bretagne , pour votre *Envie*

détestable de notre Prospérité. Continuellement jalouse des avantages que nous procure le commerce, cette basse passion a toujours été le principe dominant & le vrai motif de vos injustices. Tandis que le Commerce fixe son Trône dans vos Isles, tandis que cette grande source de Richesses & de Puissance coule pour vous comme un fleuve, tandis que vos vaisseaux, couvrant les Mers, vous portent les trésors des quatre parties du Monde, & le tribut des Régions les plus éloignées, Vous regardez avec un œil d'envie que nous jouissions, quoique dans un bien moindre degré, des mêmes avantages, comme si tout ce que les autres possèdent étoit une lésion de vos droits. Tel que ce Monstre odieux, ce Tiran de l'ancienne Rome, qui souhaitoit que tout le Peuple Romain n'eût qu'une tête, pour avoir le barbare plaisir de l'abattre; tel vous desiriez sans doute que tout notre commerce pût être réuni dans un seul vaisseau, afin de pouvoir l'abîmer ou le prendre, & anéantir pour jamais notre prospérité. Quelle preuve parlante encore de cette envie détestable, que tandis que vous prétextez les loix de la nécessité & de votre propre salut, pour nous contester des avantages confirmés par une convention solennelle, on vous voit accorder ces mêmes avantages à des Nations qui n'y avoient d'autre titre que ce Droit naturel que vous n'avez jamais respecté à notre égard? ——— Aveugle & déplorable Passion, qui travaillez contre l'intérêt de tes esclaves, faut-il que tu armes ainsi contre nous, ceux que tant de motifs devoient engager à voir dans nos Peuples des voisins & des amis, dont la ruine aurait pour eux les suites les plus funestes!

Que je vous hais, ô Grande Bretagne, pour *l'injuste Haine que vous nous portez.* La guerre que vous nous faites n'est pas ce qu'elle devoit être, cet état où l'on poursuit son droit par la force; mais un dessein formel de nous détruire, de nous ruiner entièrement & sans retour, si cela étoit possible. Quoique vous soyez hors d'état d'alléguer contre nous ni lésion de vos justes droits, ni déni de justice; quoique nous vous ayions montré tant d'égards, & souffert presque sans nous plaindre des injustices dont la moindre, si vous l'aviez éprouvée, vous auroit d'abord mis les armes à la main; Vous agissez contre nous avec un acharnement, avec une fureur, qui seroient mieux à leur place contre ceux qui vous ont injustement attaqués, en se mêlant de vos divisions intestines; envers qui néanmoins

moins vous observez les loix de la guerre, & pour qui vous avez des égards auxquels nous aurions bien plus de droit de nous attendre. Mais si l'envie & la haine n'avoient rempli vos iniques Conseils de leur souffle empesté, si ces passions funestes ne vous avoient de tout tems animée contre nous, & si le desir de voir notre abaiffement n'avoit étouffé la voix de votre propre intérêt, auriez vous eu l'imprudence, ou plutôt la fureur, de nous mettre au nombre de vos Ennemis?

Que je vous hais, ô Grande Bretagne, pour *votre Perfidie* ! Ce n'était pas assez de vouloir en quelque sorte nous traiter comme vos vassaux, de nous fouler par des rapines criantes, de nous faire des guerres sans raison, dictées par l'ingratitude, par l'envie & par la haine; il fallait encore nous accabler de vos forces au moment qu'on ne devait pas s'y attendre, & lorsque vous faissiez des protestations d'amitié. Telle a été autrefois votre conduite & telle elle est maintenant. Dans le tems que votre Ambassadeur prononçait des paroles de Paix & présentait un mémoire respirant le desir de continuer l'union réciproque; dans le tems que toute la République, occupée de vos plaintes, prenoit les mesures seules possibles pour vous satisfaire, vous brisez perfidement tous les liens d'une union consacrée par l'espace d'un siecle, vous enlevez tous nos vaisseaux, & vous donnez des ordres pour envahir nos possessions lointaines avant que l'on puisse avoir la pensée d'une semblable trahison. Politique efficace pour le succès, mais affreuse dans son principe, qui avilit & déshonore ceux qui ne rougissent pas de s'en servir. — O conseillers d'iniquité, de violence & de fureur! qui comptez pour une chose de néant la Justice, l'Equité, la Bonne-foi, qui vous jouez de la vie de vos semblables & de la misère générale, que n'aurez-vous point à répondre au Tribunal de l'Humanité! — N'était-ce pas assez de trois guerres contre autant de Nations puissantes, pour consumer vos forces, pour prodiguer vos trésors, pour écraser votre prospérité sous le poids énorme de la Dette Nationale? Faloit-il encore changer un ancien Allié en Ennemi! entreprendre sans aucune raison & par les vues les plus odieuses une quatrième guerre contre nous, contre un Peuple qui, malgré votre orgueil & vos vexations continuelles, respectoit encore en votre Nation un ancien Allié? — Hommes sanguinaires, avides de pillage, de rapine & de dévastation!

tion ignorez-vous que la guerre est un fléau trop terrible & trop fécond en calamités pour en faire un jeu; qu'il n'y a qu'une nécessité inévitable, le défaut de tout autre moyen, qui puisse la rendre légitime? — Craignez le juste ressentiment d'un Peuple outragé, foulé, poussé à bout par vos injustices accumulées; d'un Peuple qui agira avec d'autant plus de vigueur & de force contre ses injustes, ses barbares ennemis, qu'il a été plus longtems l'objet de leur envie, de leur mépris, & de leurs vexations criantes. Craignez la haine & la malédiction de toutes les Nations, révoltées par votre conduite insolente, & qui toutes ont éprouvé les effets de votre système soutenu d'oppression. — La voix du sang déjà répandu des deux côtés, & qui va se répandre encore dans cette nouvelle guerre, les cris d'une foule de misérables, mutilés ou privés de leurs membres, les larmes de tant de peres & de meres, de veuves & d'orphelins, les plaintes d'une multitude de citoyens ruinés par des pertes sensibles, & de familles plongées dans la misère; toutes ces calamités, fruits amers d'une agression aussi imprudente que perfide & mal fondée, s'élèveront en témoignage contre votre ambition inhumaine & votre fureur détestable, & se réuniront pour vous accuser, à la face du Ciel & de la Terre, comme les seuls Auteurs de tous les maux qui couleront de ces sources empoisonnées.

Que je vous hais, ô Grande Bretagne, pour votre *Impudence mensongere*, en osant entreprendre de justifier l'infamie de votre conduite par un Manifeste insidieux, par une trompeuse énumération de Grieffs, dont la fausseté ou l'exagération sont trop évidentes pour s'arrêter à une réfutation détaillée. Hommage indirect que l'iniquité rend encore à la Justice, dont elle tâche de revêtir les apparences, ces prétextes ne servent qu'à cacher aux yeux des simples les véritables motifs d'une attaque perfide, mais que leur turpitude empêche d'avouer. — Qu'il me seroit facile de faire voir que nous avons seulement usé de nos droits incontestables; que nous n'avons jamais refusé de rendre justice sur vos plaintes fondées, que nous avons eu pour vous autant & plus de condescendance qu'on n'en pouvoit desirer d'un peuple indépendant; que c'est vous qui avez toujours fait les premières brèches à l'union mutuelle. Néanmoins je veux être plus qu'équitable. Oui, vous avez de justes sujets de plainte contre nous. Mais je le demande, sont-ils de na-

ture à autoriser une extrémité aussi terrible, aussi affreuse que la guerre? Et ne doivent-ils pas disparaître devant les griefs & plus nombreux & plus légitimes que nous avons contre vous?

Qui ne te haïroit donc, ô Grande Bretagne, pour toutes ces choses? pour *ton Orgueil*, pour *tes Injustices multipliées*, pour *ton Ingratitude*, pour *ton Envie détestable de notre prospérité*, pour *l'injuste Haine que tu nous portes*, pour *ta Perfidie*, & pour *ton Impudence mensongère*? Aussi, à l'exception de quelques Bataves, maintenant indignes de ce nom, aucune Nation ne fait des vœux en ta faveur; il ne te reste plus d'Alliés, parce que personne ne t'aime; & ceux que leur intérêt propre empêche de se déclarer contre toi n'en detestent pas moins ta tyrannie, ton ambition excessive, tes infâmes procédés, malgré l'avantage qu'ils en retirent; & verront avec plaisir dans ton abaissement le signal de la liberté générale des Mers.

Ô Nation, maintenant célèbre par vos entreprises téméraires! Vous pensiez sans doute qu'éfrayés des pertes immenses dont votre agression soudaine & perfide nous menaçait, une soumission générale à vos volontés auroit été la suite du desir de garder une paix si nécessaire à notre Commerce. Vous regardiez dédaigneusement notre République comme une société de Marchands, uniquement sensibles à l'attrait du Gain, & qui sacrifieraient tout à cette Idole, laquelle ne reçoit pas moins vos hommages que les nôtres. Mais un Peuple qui a soutenu pendant deux siècles une liberté, acquise par quatre-vingts années de guerre contre la plus puissante Monarchie de l'Europe, un Peuple qui plus d'une fois a mesuré avec succès ses forces contre les vôtres, ce Peuple n'a pas encore dégénéré de ses valeureux Ancêtres au point de trembler à vos menaces, de vous sacrifier son Indépendance, & de tendre servilement les mains aux chaînes que votre insolent orgueil lui préparait. Si jusques ici votre injustice contre nous a eu des suites prosperes, ne l'attribuez qu'à notre imprudence d'être encore hors d'état de repousser vos insultes, malheureux fruit de notre désunion, fomentée par vous, comme par un autre de nos Puissans voisins. Mais bientôt viendra le tems où vous regretterez la fureur insensée d'avoir assailli un Allié aussi indignement que vous l'avez fait. Puissent mes vœux hâter ce moment favorable, ô Puissance ennemie de notre bonheur! Puisse la juste haine que je ressens enflammer le cœur de tous

mes compatriotes ! Puisse-t-elle sur-tout réveiller ceux qui, séduits par des préjugés absurdes ou par un vil intérêt particulier, osent entreprendre votre apologie & justifier vos plus palpables, vos plus odieuses injustices ; qui, lorsqu'il s'agit de nos torts, réels ou prétendus, ont des yeux de Linceux, qu'ils ferment sur le catalogue effrayant des vôtres ; qui ne joignent point leur voix au cri général de détestation qui s'élève contre nos oppresseurs ; qui cachent avec peine une criminelle joie en apprenant & leurs succès & nos pertes ; qui ne rougissent pas de renforcer, autant qu'il est en eux, le nerf de la guerre chez notre ennemi ; qui verroient avec une satisfaction aussi coupable qu'insensée, le centre de la prospérité de nos Provinces avili, abattu, terrassé par des pertes accablantes, pour expier une démarche, imprudente & blâmable sans doute, mais sur laquelle il n'est pas tems d'insister, lorsque la Patrie, attaquée par un Ennemi furieux, réclame nos efforts réunis pour sa défense. ——— Enfans ingrats de cette Patrie, à laquelle vous devez votre bien-être, Hommes aveuglés par l'erreur, citoyens dangereux, encore en si grand nombre parmi nous ! comprenez enfin que ce seroit l'absurdité même d'user encore de condescendance envers ceux qui, unis avec nous par une même foi, par leurs vrais intérêts, & par une alliance étroite, ont perfidement rompu ces liens respectables, pour envahir nos biens & nos possessions, & pour s'enrichir de nos dépouilles. Confidérez que le seul, l'unique parti qui nous reste à prendre, c'est de déployer toutes nos forces, non-seulement pour repousser leurs attaques injustes, mais pour les assaillir à notre tour & leur faire porter la peine de leur perfidie. Sans cela nous ne pourrions avoir qu'une fausse paix, qui laisseroit toujours la porte ouverte pour renouveler les mêmes prétextes d'oppression ; qu'une paix honteuse, dont nous devrions observer rigoureusement les clauses, tandis que nos adversaires ne le feroient qu'à leur plaisir. ——— La diminution considérable de notre commerce, cette ferme colonne de notre prospérité, l'avilissement de notre Gloire, une aveugle dépendance des volontés arbitraires du Ministère Britannique, une patience à toute épreuve pour ses futures vexations ; voilà le prix que nous devons payer pour obtenir une paix de ces arrogans Insulaires, si nous sommes assez lâches pour ne pas agir désormais offensivement contre eux, avec une vigueur capable de faire trem-
bler

bler leurs côtes Orientales. — La guerre de leur côté est dictée par les motifs les plus odieux : nous ne la faisons que par nécessité, pour nous défendre, pour parvenir à une paix honorable & solide Mais pourquoi parler davantage à ceux qui ne veulent pas entendre, & qui ferment les yeux pour ne pas appercevoir le tort de nos adversaires ? Hé bien , Bataves dégénérés, compatriotes indignes , baïsez les mains qui forgent nos chaînes ; rampez lâchement aux pieds de nos injustes Tyrans ; priez encore pour la réussite de leurs desseins perfides. Mais aussi malédiction sur une telle iniquité, qu'elle rende votre mémoire odieuse, qu'elle vous attire l'indignation, les reproches amers de vos contemporains, la détestation & l'horreur de la postérité !

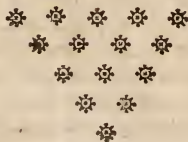
Mais faut-il qu'il se trouve aussi au milieu de nous tant de Personnes qu'une partialité aveugle , autant & plus peut-être qu'une juste indignation contre nos Ennemis, engage dans une extrémité non moins dangereuse ? Inventer des rapports de mensonge ; croire, sans preuves, les accusations les plus graves contre des personnes éminentes ; donner les interprétations les plus sinistres à leurs actions ; charger les couleurs déjà si sombres , en mêlant le faux avec le véritable ; insister avec trop de force sur des abus ; accompagnemens nécessaires ou accidentels d'une Constitution, tandis que l'on ne veut pas voir des abus aussi dangereux dans une Constitution différente ; n'est-ce pas aliser le feu avec le glaive, envenimer des dissensions, source de nos malheurs, & perdre en reproches inutiles des efforts que l'on devrait consacrer au salut de la Patrie ? Considérez que sa Constitution est trop solidement fixée pour y porter sans crime des mains téméraires ; & que des remèdes violens aux abus dont cette Constitution peut être la source seroient plus funestes que le mal même. Considérez encore que la perfidie de nos Ennemis ne sauroit justifier les erreurs passées, suites des intrigues étrangères ; ni légitimer votre partialité & votre zèle aveugle pour un système imprudent, alors contraire à ce bien public qu'on alléguoit, mais qui de tout tems a servi de masque à des intérêts propres & à des vues particulières. Si donc vous voulez être de vrais enfans de la Patrie, montrez le par un zèle éclairé pour son bien, par quelque entreprise digne de louange, & ne tournez plus dans ses flancs un fer meurtrier destiné contre ses oppresseurs.

Je m'adresse encore à Toi, ô Grande Bretagne, qui te montres toujours animée à notre perte, soit comme Allié perfide, soit comme implacable Ennemi. Pour tous les maux que tu nous as faits, marcherai-je sur tes odieuses traces, en faisant des vœux pour ta destruction, pour ton entière ruine ? — Souhaitterai-je que les Autans, déchânés, unis à l'orage terrible & au débordement des vagues irritées, renouvellent dans tes Isles du nouveau Monde, une désolation dont elle ressentent encore les suites affreuses ? Que la famine cruelle y promenant ses horreurs, te fasse regretter le pillage & la dévastation inhumaine de ce Magazin public, qui leur offroit en tout tems une ressource assurée ? Que tes Fortereses flottantes, qui portent au loin l'effroi des tonnerres & de l'injuste pouvoir Britannique, poursuivies par la tempête formidable, trouvent dans les abîmes des Mers, ou parmi les écueils, des adversaires plus redoutables que ceux que l'art des Hommes leur oppose ? Que toutes tes possessions lointaines tombant au pouvoir de tes ennemis, ou brisant sans retour le foible lien qui te les attache encore, fassent tarir les principales sources de vos Richesses ? Que ta Puissance formidable, minée par les moyens mêmes qui l'ont élevée, & qui servent encore à la soutenir, étonne le Monde entier par sa chute terrible ? Que des défaites réitérées, suite naturelle de tels désastres, te mettent dans la dure nécessité d'implorer la clémence de ceux à qui maintenant tu prétends faire la Loi ? Non, Isle orgueilleuse, la Religion nous interdit de porter notre juste ressentiment à une extrémité aussi fatale. Ce seroit anticiper témérairement sur les vues de la Providence, & oublier que Tu renfermes encore dans ton sein plusieurs Hommes justes, respectables par leurs sentimens comme par le rang qu'ils tiennent, qui ont hautement condamné les conseils violens & les procédés iniques. — Mais puisses-tu éprouver une mesure d'adversités nécessaire pour t'inspirer des pensées de paix, pour contenir ton ambition dans de justes bornes, pour réprimer ton orgueil & ton avidité insatiable, suite d'une longue prospérité dont tu n'as pas su faire un usage légitime ! — Puissent toutes les Nations se réunir pour arracher de tes mains ce Sceptre de fer sous le quel tu fais gémir le commerce des autres, pour rendre libre la

Mer

Mer sur laquelle tu as toujours exercé un Empire tyrannique, pour diminuer une Puissance qui tourne si visiblement à l'oppression commune, & pour te mettre hors d'état de chercher à l'avenir ton bonheur dans la misère & dans la destruction des autres ! — Puisses tu, ô Reine des Îles, rendue plus sage par l'adversité, reconnoître que la Justice est la première Vertu des Nations. le fondement le plus ferme de leur Gloire & de leur Prospérité ! — Puisses tu, adoptant cette sage maxime, travailler désormais au vrai Bonheur de tes Peuples, par tant de moyens légitimes, capables de procurer une si desirable fin, sans envier aux autres Nations, sans envier à notre République, la participation aux avantages que le Maître de l'Univers a dispensés pour le bien général de tous les Hommes !

Nous avouerons qu'il y a dans cette Diatribe quelques traits qui ne s'accordent pas avec nos idées & nos principes ; mais chacun a sa manière de voir ; & ce n'est pas tant la différence des sentimens que la manière de les soutenir qui fait naître les disputes, les haines & les partis.



L E T T R E

A U

P O L I T I Q U E H O L L A N D A I S .

Je vois avec l'enthousiasme d'un vrai patriote & la justice due à vos lumières & à votre zèle, que vos principes font tous les jours de nouveaux progrès. Vos Ennemis sont terrassés ; & sans doute leur confusion est une des récompenses qui doivent le plus vous flatter. Continuez sur le même plan, traitez certaines matières avec la décence & la circonspection qui ramènent les esprits au lieu de les aigrir ; & une récompense plus précieuse encore pour une âme comme la vôtre, sera le triomphe de votre cause. Je pense que l'emportement avec lequel on vous a attaqué, n'a pas peu contribué à votre victoire. Vos Ennemis vous ont fourni, malgré eux, l'occasion de développer l'évidence de vos principes avec plus de force & de vigueur.

Enfin, voyant l'indignation & le mépris tomber à grands flots sur leurs écrits & sur leurs personnes, au point qu'on les a exposés à la dérision sur la scène dramatique, ils se sont vus dans la honteuse alternative d'avouer que la politique n'étant pas de leur ressort, ils y renonçaient, parce que le seul objet qu'ils avaient eu en vue, l'appât du gain, n'avait pas eu le succès qu'ils espéraient. Cet aveu infâme, comparé avec leurs offres gratuites & leurs éternelles protestations, servira de monument éternel à l'infamie qui suit toujours une cause perverse. L'égide, dont ils prétendaient se couvrir & dont ils prostituaient le signe respectable pour obtenir le but exécrationnable de leurs complots particuliers, s'est changé pour eux en tête de Méduse qui les a pétrifiés.

Tous les bruits, Monsieur, semés imprudemment contre le caractère & les dispositions patriotiques du
Prince

Prince Stathouder, sont de méprisables impostures. Ils n'ont leur source que dans la témérité de ses prétendus partisans, qui, pour s'autoriser eux-mêmes, ôsaient lui attribuer leurs principes pervers. Je pourrais vous en citer un grand nombre de traits; mais je m'en tiens aux faits les plus récents. Dans le tems que son Altesse Sérénissime appuyait de tout son crédit & favorisait de toute son influence le prêt de cinq millions fait aux Américains au nom de la France, ces misérables ôsaient traiter ce brave peuple de rebelles, & soutenir que le pays avait des besoins trop grands pour pouvoir prodiguer son argent à l'étranger. Les traîtres insinuaient en même tems qu'il ne fallait pas abandonner la courageuse Angleterre dans la détresse où elle se trouvait. Dans le tems que dans plusieurs Provinces on parlait fortement de former des alliances avec la France; que celle de Frise & surtout celle de Zéelande (*) où le Prince a une si grande influence par ses suffrages dans les Etats, proposait formellement cette alliance, ces lâches Ecrivains se déchaînaient avec la noirceur & l'impudence la plus révoltante contre une Puissance qui nous comblait de bienfaits & qui seule pouvait nous sauver dans cette crise. Dans le tems que le Ministère Britannique, toujours perfide à notre égard, avait la lâcheté d'insinuer dans sa réponse impudente au Ministre de Russie, des soupçons sur la sincérité des dispositions de notre Stathouder; ce Prince patriote était à la tête des mesures pour former des alliances avec les Ennemis de notre Ennemi. Ne croyez pas, Monsieur, comme les Anglais s'efforcent d'en faire courir le bruit, que ni notre Stathouder, ni les têtes les plus accréditées de nos Corps politiques, soient disposées à faire

(*) La nouvelle insérée dans le Courier du Bas-Rhin, sur la proposition d'une alliance avec la France de la part de la Zéelande, est un fait sûr, comme la suite le fera voir.

faire avec l'Angleterre une alliance injurieuse à la Patrie. Ils sont trop éclairés pour ne pas voir que jamais l'occasion ne fut plus favorable pour laver nos longues injures. Ils sont disposés à seconder la France par de vigoureux efforts, sans lesquels on ne pourrait espérer d'amener l'Angleterre à la raison. L'obstination de cette Isle orgueilleuse à persister dans le système absurde de réduire les Américains, ne peut manquer d'ouvrir les yeux aux plus aveugles. Puisque ce Ministère insensé (c'est le nom qu'il mérite) veut marcher fidelement sur les traces de l'Espagne du tems des Philippes, il mérite bien les mêmes humiliations. Vous pouvez compter, Monsieur, que ces idées entrent de plus en plus dans le système de notre illustre Stathouder. J'espère vous en fournir de nouveaux traits dans la suite, si vous daignez insérer dans vos utiles feuilles la correspondance que je prends la liberté de vous offrir.

A la Haye ce 19 Décembre 1781.

* * * * *

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenscbot*; à *Haarlem*, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & LaVeuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkborst*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Amériquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, *Eslampe allégorique*.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. XLVII. LUNDI, ce 31 DECEMBRE, 1781.

Suite du CHAPITRE XXXVIII. sur la solidité de l'Indépendance Américaine.

Il y a, poursuit l'Américain, une différence essentielle entre la situation des Pays-bas au commencement des Troubles & la position actuelle de l'Amérique ? De ce que dix Provinces Beligiques ont été reconquises, on ne saurait donc inférer qu'aucune de nos Colonies puisse l'être. Une des causes d'ailleurs de la réduction de ces dix Provinces, connues actuellement sous le nom d'Autrichiennes, n'existe pas en Amérique. On sait que celles qui étaient Catholiques, irritées des résolutions violentes & arbitraires des Protestans contre ceux de l'ancienne religion, résolurent d'abandonner une confédération où l'on n'observait ni les loix du serment, ni les principes de la reconnaissance & de la saine politique.

On pourrait déduire une multitude d'autres causes qui montrent qu'il n'y a pas même de possibilité, qu'aucun des treize-Etats retourne volontairement sous l'ancienne domination.

Les efforts & la politique du Général Howe dans la nouvelle York, le Long-Island, Staten-Island, la

Nouvelle-Jersey, la Pensylvanie, la Delaware & le Maryland, pour obtenir des recrues, les sommes immenses qu'il prodigua, pour former de nouveaux Corps d'Officiers, même d'Officiers-Généraux, les peines qu'il prit pour enrôler des hommes, enfin tout ce qu'il pratiqua non-seulement parmi les habitans, mais encore parmi le grand nombre de prisonniers qu'il avait alors entre les mains, toutes ces mesures dans l'étendue de six Colonies, ne lui procurerent que trois mille six cens hommes, parmi lesquels il n'y avait qu'un petit nombre d'Américains. C'est un fait que ce Général atteste lui-même dans ses campagnes militaires où il fait l'apologie de sa conduite.

Le bruit court actuellement que l'objet des Anglais est de se porter sur Rhode-Island. Mais quand on pourrait supposer que, malgré les efforts de la flotte Française, ils viendraient à bout de conquérir cette Île une seconde fois, la réduction d'une Colonie de 50000 ames, entraînerait-elle la conquête de Massachusset, de Connecticut & de New-Hampshire ? On peut dire la même chose de chacune des Colonies. Elles sont assez éloignées l'une de l'autre, & le pays suffisamment fortifié par des rivières, des montagnes ou des forêts, pour être en état d'opposer chacune la plus vigoureuse résistance. On peut bien en traverser quelques-unes; mais traverser n'est pas conquérir. Le sort de Burgoine & de Cornwallis doit avoir suffisamment prouvé cette triste vérité pour les Anglais.

Mais, dit alors le Hollandais, n'est-il pas à craindre qu'il n'y ait, en Amérique, quelque personnage d'un pouvoir & d'un crédit assez grands, pour que sa mort ou sa corruptibilité entraîne des suites importantes contre l'indépendance de ses concitoyens ?

Il n'est, dit l'Américain, personne en Amérique qu'une pareille question ne fît sourire; mais comme il importe d'éclairer les Européens sur des objets éloignés de leur portée, je remarquerai d'abord qu'il n'y a en Amérique, ni Rois, ni Princes, ni Nobles, ni Prélats ecclésiasti-

fastiques. Ce sont ces fastueuses dignités, ces distinctions odieuses qui mettent les sociétés sous la dépendance d'un petit nombre d'individus qui leur donnent l'impulsion & le mouvement. Mais en Amérique, il n'y a ni offices, ni titres héréditaires, ni même de grandes terres qui doivent échoir en ligne directe aux aînés des familles. Tous les héritages appartiennent aux enfans par égales portions. Il n'est pas d'individus ni de familles qui puissent se flatter d'aucune influence particulière. Nous sommes tous égaux en Amérique, & même aussi égaux que sous une législation formée par Licurgue. Tous les emplois & charges publics sont conférés par le choix libre du peuple, qui les a donnés dans la circonstance actuelle à ceux qui se sont signalés le plus par leurs efforts patriotiques contre les desseins ambitieux de la Grande Bretagne. Si jamais il y eut une guerre qu'on puisse désigner sous le nom de guerre d'un peuple; c'est celle de l'Amérique contre la Grande-Bretagne. C'est le peuple qui a donné le branle à toute la machine; on peut dire que c'est son influence première qui dirige toutes les affaires. On ne saurait donc comparer cette guerre à celles de l'Europe, où l'ambition ou les vues particulières des Rois & des Ministres font naître toutes les guerres.

Quel homme en Amérique aurait jamais assez d'influence pour attirer le peuple sous les drapeaux de la Grande-Bretagne? Le Général Howe raconte qu'il a employé à cet objet Mr. Delancey, Mr. Cortland Skinner, Mr. Chalmers & Mr. Galloway, les personnages les plus accrédités qu'il put trouver; mais le peu de succès qu'il raconte lui-même en avoir retiré, suffit pour ôter tout espoir aux autres.

Seraient-ce des membres du Congrès qui, gagnés par la corruption, voudraient attirer le Congrès au parti des Anglais? C'est un fait avéré, que depuis le moment de la Déclaration d'Indépendance, 4 Juillet 1776, il n'y a pas eu dans le Congrès une seule pro-

position tendante à une réconciliation avec la Grande-Bretagne ; & il n'y a pas un homme en Amérique qui, par son autorité ou son crédit oserait travailler à ménager une paix avec la Grande-Bretagne, à des conditions dérogatoires à l'indépendance, sans perdre à l'instant & pour toujours son crédit & même son honneur. Si quelque Délégué d'un des treize Etats oserait ouvrir une semblable proposition ; ses constituans le rappelleraient avec indignation. Le Ministère Britannique s'efforce de persuader à l'Europe qu'un petit nombre de têtes factieuses gouvernent tout le Congrès & par lui toute la nation ; mais rien n'est plus faux. D'abord Mr. Randolph, le premier Président du Congrès, était l'ame de toute l'assemblée : Mr. Randolph mourut & le Congrès suivit ses opérations comme auparavant. Mr. Hancock était ensuite celui qui donnait le mouvement à tout le corps : Mr. Hancock laissa le Congrès ; il resta près de trois ans sans y paraître ; le Congrès ne laissa pas de se conduire avec autant de sagesse, d'honneur & de fermeté qu'auparavant. Mr. Dickinson fut aussi représenté comme un des Tribuns arbitraires de l'Amérique. Mr. Dickinson s'opposa ouvertement à la déclaration d'Indépendance. Que produisit cette démarche ? Au lieu de parvenir à son but, il fut rappelé du Congrès qui ne changea pas de système. Mr. Dickinson, étonné lui-même de la fermeté de l'ardeur & de l'unanimité de ses compatriotes sur le point de l'Indépendance, en est actuellement un des plus ardens Fauteurs. Le Docteur Franklin était aussi, disait-on, le grand mobile du Congrès : il a été envoyé en France sans que son absence ait porté le moindre préjudice à la cause commune. On a fait le même honneur à Mr. Samuel Adams ; il a cependant été longtems absent en qualité de Secrétaire d'Etat de la République de Massachusset. Mr. John Adams, actuellement Ministre Plenipotentiaire en Europe, & chargé de Pleins-Pouvoirs pour déployer le caractère d'Ambassadeur des Etats-Unis auprès des Etats-Généraux, a longtems été

re.

représenté comme la tête principale du Congrès. Il faut avouer qu'il a fait éclater une vigueur particulière sur l'article de l'Indépendance ; mais depuis quatre ans qu'il est parti pour la Cour de Versailles & qu'il n'a plus reparu dans le Congrès, les affaires ont-elles chancelé ? Les événemens prouvent le contraire.

En un mot, ces suppositions sont du dernier ridicule. La cause Américaine est appuyée sur le caractère fondamental, inaltérable de tout le corps du peuple, sur ses préventions, ses passions, ses habitudes & ses principes : ils les ont eus en héritage de leurs ancêtres ; ils les ont sucés avec le lait ; & tout ce qui respire la liberté s'est tellement incorporé avec sa façon de penser, qu'ayant trouvé, pour l'appuyer inébranlablement, la grande base de l'Indépendance il n'y a pas la moindre vraisemblance, que ses dispositions à cet égard puissent jamais changer.

Les mêmes réflexions sont applicables aux Gouverneurs, Officiers, Juges, Sénateurs & Représentans des Etats particuliers. Ils sont tous éligibles & élus chaque année par le corps du peuple ; ils perdraient leur réputation & leur crédit du moment qu'ils renonceraient, dans leur conduite publique, au système politique que le peuple est déterminé de soutenir.

Si l'on jette les yeux sur les Officiers de l'armée, la présomption est encore moins soutenable. Leur influence est absolument circonscrite à l'armée. Ils n'ont presque rien à dire dans le corps des citoyens. Mais si nous considérons la constitution des troupes ; nous verrons qu'il est impossible qu'aucun Officier puisse opérer une désunion même dans un petit corps. Ces officiers ne sont nommés ni par un Roi, ni par un Prince, ni par le Général Washington. A peine pourrait-on dire qu'ils sont élus par le Congrès. Il est vrai que leurs Commissions viennent toutes du Congrès : mais ils sont nommés, recommandés & généralement élus par le pouvoir

exécutif du gouvernement de l'Etat particulier auquel ils appartiennent. Le Congrès ne nomme que les Officiers-généraux. L'armée continentale est entretenue par les contingens que fournissent les treize Etats respectifs. Si, par exemple, un Officier de Massachusset passait chez l'Ennemi, peut-être emmenerait-il avec lui une demi-douzaine de Soldats, appartenans à cet Etat. Encore est-ce une question bien douteuse, s'il pourrait en gagner un aussi grand nombre.

Est-il nécessaire de supposer que le Général Washington eût jamais la bassesse de se laisser corrompre, comme les papiers Anglais l'ont annoncé bien des fois? Entret-il dans l'idée morale qu'un caractère aussi distingué se vende pour de l'or ou des dignités? Un homme si juste, si humain, si droit, si sincère & doué de tant de qualités qui concilient l'amour & l'estime, permettre que sa réputation fût souillée d'une tache aussi honteuse! En supposant même l'impossible, que le General Washington consentirait à passer sous les drapeaux de l'Anglais; entraînerait-il avec lui une partie des Officiers ou des Soldats? Non. Il deviendrait, encore plus qu'Arnold, l'objet du mépris & de l'exécration du Genre-humain: car il aurait trompé la confiance à un degré bien plus grand.

Non, la cause Américaine n'aura jamais aucun danger à craindre de la défection d'aucun individu. Il faudrait une totale altération dans les sentimens de tout le corps du peuple, pour qu'il arrivât des changemens essentiels dans le système ou la conduite des Etats-Unis. Je suis persuadé que la Grande-Bretagne n'a ni pouvoir ni artifices capables d'altérer à ce point les sentimens de trois à quatre millions de peuple, séparés par un intervalle de mille lieues, & soutenus par de puissans alliés.

Si pareil changement eût jamais pu arriver, c'eût été il y a huit ans, lorsque les offices, les emplois & la puissance étaient dans les mains du Roi de la Grande-Bretagne. Mais son autorité est actuelle-
ment

ment éteinte; toute l'autorité, civile & militaire, est au pouvoir de personnes disposées à résister à la Grande-Bretagne jusqu'à la dernière extrémité.

Mais, dit alors le Hollandais, la commune ou le gros du peuple, n'aurait il pas le désir ou le pouvoir de faire échouer par la force les bonnes intentions des grandes têtes?

Pour répondre à cette question, il suffit que la Commune n'ait pas besoin de recourir à la force pour traverser les mesures des bonnes têtes: il n'en est pas, dit l'Américain, de notre gouvernement comme de celui de la République Belgique, où les Elections dépendent en général des Corps Aristocratiques ou d'un Stathouder: dans un pareil gouvernement, il peut se former des séditions contre les mesures publiques, parce qu'elles n'émanent pas du peuple: mais en Amérique, c'est le peuple, c'est la commune qui choisit les Gouverneurs ou Stathouders & ses Magistrats; les élections se renouvellent même tous les ans: aussi le peuple a toujours le pouvoir de ne pas employer les têtes politiques, dont les principes, les opinions & les systèmes ne s'accorderaient pas avec les siens.

D'ailleurs en Amérique la différence des conditions n'est pas aussi disproportionnée que dans la plupart des autres pays. Il n'y a point de noblesse. Il n'est pas de pays au monde où le commun peuple, c'est à-dire les marchands, les agriculteurs & les ouvriers aient d'aussi grands avantages pour l'éducation: on peut assurer que les lumières & les connaissances sont aussi égales dans ce pays que la naissance, la fortune, les dignités & les titres.

De là on peut conclure que si jamais le peuple en Amérique se détermine pour faire la paix ou pour retourner sous le joug, tout alors sera dit. Heureusement ce malheur n'est pas du tout à craindre. Le peuple est aussi déterminé contre la Grande-Bretagne qu'il est possible de le désirer. C'est lui qui fait la guerre; c'est son ouvrage; & il n'est pas à douter qu'il ne le soutienne jusqu'à la fin.

C'est le peuple en Amérique qui s'est soulevé tant de fois contre les mesures du Gouvernement Britannique. Mais pareil événement n'est jamais arrivé sous les nouvelles Constitutions, excepté dans une occasion racontée par le Général Howe, dans ses campagnes militaires. Encore les causes de ce soulèvement servent à montrer la force de la cause Américaine dans ce pays. Vers l'an 1772, sous le gouvernement de Tryon, qui dans la suite a causé tant de mal en Amérique, il y eut de vives disputes dans la Caroline Septentrionale, relativement aux réglemens intérieurs de cette Province ; un petit nombre de gens des districts les plus avancés dans les terres, prirent les armes contre le gouvernement & se donnèrent le nom de *Régulateurs*. Le Gouverneur Tryon, marcha à la tête de quelques Troupes tirées de la Milice, livra bataille aux *Régulateurs*, les mit en déroute, fit pendre quelques-uns de leurs chefs & publier plusieurs proclamations contre un grand nombre d'autres. Tous ces gens furent traités comme rebelles ; & on ne leur offrit d'autre ressource que le pardon de la Couronne. Cet accident aigrit si fort les esprits de ces Régulateurs contre le reste de leurs Concitoyens, qu'en 1775, à l'éruption des troubles, ils ne voulurent pas les joindre. Le Roi saisit cette occasion pour promettre de pardonner leur première félonie, à condition qu'ils prendraient part contre leur patrie. En 1777, ils se joignirent à quelques Montagnards Ecossois ; le Gouverneur Caswell marcha contre eux, leur livra bataille & les défit. L'année dernière une nouvelle insurrection de leur part a eu le même succès. Mais ils forment un si petit nombre ; il paraît dans leur mécontentement tant de malice & de ressentiment particulier, au lieu de système & de principe que, pour peu qu'on connaisse le cœur humain, on avouera qu'au lieu d'affaiblir la cause des autres Américains, cet incident ne servira qu'à augmenter leur ardeur & leur opiniâtreté.

Rien n'est capable de montrer les dispositions du
peu-

peuple sous un point de vue plus frappant, que le peu de succès que les armées Britanniques ont rencontré à former des recrues, des défections & des troubles. Quoique la liberté de parler & d'écrire soit dans ce pays à un degré aussi étendu que dans aucun pays de la terre, il ne s'est jamais rien dit, ni dans les papiers nouvelles, ni dans des pamphlets, ni dans aucune assemblée publique, qui tendît à la soumission ou à quelque réconciliation.

Le Hollandais fit sur cette dernière réflexion, plusieurs remarques importantes. On ne saurait douter, dit-il, qu'il n'y ait encore en Amérique, des gens qui soupirent pour l'ancien gouvernement. Mais la crainte du peuple ou du plus grand nombre, enchaîne leurs langues & leurs plumes. On a observé que, dans tous les pays libres, quiconque heurtait trop ouvertement les dispositions populaires, s'exposait à une haine si violente de la part de ses Concitoyens, souvent même à des attaques si dangereuses, que le parti de la prudence a toujours été de se taire dans ces occasions. La manière dont les Américains emplumaient les créatures Britanniques & les pendaient en effigie au commencement de la révolution, épouvantera toujours ceux qui seraient disposés à parler en faveur des Anglais. Il n'est pas sûr d'attaquer de front les idées & les dispositions de tout un peuple. Notre République offre un exemple frappant de cette vérité. Quoiqu'en guerre avec l'Angleterre, elle renferme, comme l'Amérique, bien des Citoyens attachés dans le fond du cœur au gouvernement Anglais. Avant la rupture, les Anglomanes se produisaient ici avec une audace toute particulière. Depuis la rupture, ils ont voulu suivre le même système: mais ils ont trouvé des obstacles qu'ils ne prévoyaient pas. Sans le besoin d'aucune influence supérieure, souvent même malgré le secours de cette influence, la haine populaire est tombée sur ces imprudens déserteurs de la cause patriotique, avec un poids, une violence qui les ont épouvanés. Deux faits connus, arrivés,

Pun à Utrecht & l'autre à la Haye, sont des exemples frappans de cette observation. Cette réflexion est une nouvelle preuve que le peuple en Amérique, loin de traverser, favorise au contraire de toute son impétuosité, les mesures des Chefs & des Guides de la révolution

Mais actuellement, poursuit le Hollandais, que l'Angleterre, malgré ses revers multipliés, persiste dans le plan de réduire l'Amérique par la force, combien de temps, d'argent & de vaisseaux pensez vous qu'elle aurait besoin pour cet objet ?

Je vous assure, répondit l'Américain, que je suis aussi embarrassé pour vous répondre à ce sujet que pourrait l'être le Lord Germaine lui-même. Il est impossible d'assigner une quantité d'hommes, d'argent ou de vaisseaux qu'on pût juger suffire pour cet objet. Ce qui est certain, c'est que l'Angleterre n'aura jamais ces objets en quantité suffisante pour réussir dans son projet. S'il était au pouvoir des Anglais d'envoyer cent mille hommes en Amérique, malgré les dangers qu'ils ont à craindre des Français, des Espagnols & des Américains, peut-être pourraient-ils s'emparer de deux ou trois Colonies & y placer des garnisons capables d'empêcher le peuple d'exercer les fonctions du Gouvernement selon leurs nouvelles Constitutions; ils pourraient établir un fantôme de gouvernement royal. Mais je ne crois pas que cent mille hommes pussent acquérir & conserver à l'Angleterre le Gouvernement civil de trois des Etats Américains. Ces Etats sont à une si grande distance l'un de l'autre; il se rencontre tant de difficultés pour se rendre de l'un à l'autre par terre; il est nécessaire de garnir & conserver un si grand nombre de postes pour commander à une Colonie, qu'une armée de cent mille hommes se détruirait à vue d'œil pour vouloir prendre & conserver possession d'un ou de deux Etats. Il faudrait les armées de Darius ou de Sémiramis pour les gouverner & les conserver tous. Il n'y a pas, dit le Général Howe, un terrain de cent pas en Amé-

Amérique qu'on ne puisse disputer pied-à-pied, au moins dans la partie que j'ai vue. Voyez p. 3 de ses *Campagnes militaires*, ouvrage intéressant dont les événemens actuels prouvent de plus en plus les assertions.

Telle est la nature du pays, tel est le caractère du peuple, qu'avec toutes les troupes & tous les vaisseaux que les Anglais pourraient envoyer en Amérique, ils ne seraient jamais capables de la conquérir. La multitude s'enfuirait dans les montagnes & au-delà des montagnes; elle y soutiendrait une guerre éternelle avec les Anglais. En un mot, s'il était possible que les Anglais vinssent à conquérir l'Amérique on quelques-uns des treize Etats, il leur faudrait entretenir une armée de cent mille hommes pour conserver leur conquête: leur constitution politique se changerait nécessairement en gouvernement militaire. Quant au nombre des vaisseaux, il faudrait qu'il fût proportionné à celui des hommes; il faut qu'ils aient des navires suffisans pour transporter un si grand nombre de Troupes; des Vaisseaux de guerre pour les escorter, à travers un Océan couvert d'Ennemis. Quant à l'argent nécessaire pour une pareille entreprise, il n'est pas certain qu'un emprunt de deux cens millions de livres sterlings, outre les deux cens millions qu'ils doivent déjà, les mît en état de faire cette dépense.

Mais ce qui est plus certain que ces suppositions chimériques, c'est qu'il est impossible que l'Angleterre envoie jamais en Amérique plus d'hommes qu'elle en a envoyés: comment récupérer cette dernière armée faite prisonnière? Les hommes de guerre se trouvent-ils tout faits? La disette des marelots n'est-elle pas sensible? On peut donc assurer que plus l'Angleterre s'obstine à poursuivre le plan de réduire l'Amérique, moins elle est en état d'en venir à bout.

Ces Questions donnerent occasion de faire des recherches sur les forces que les Anglais avaient en Amérique. On remarqua que d'après les comptes
remis

remis au Parlement; l'armée, sous les Généraux Howe, Carleton & Burgoine, montait à cinquante cinq mille hommes, non compris les volontaires, les Réfugiés, les Torys, en un mot toutes les recrues formées dans le Canada & dans d'autres parties de l'Amérique, sous diverses dénominations. Le tout pouvait monter alors à soixante mille hommes. Encore ce calcul contient le nombre de toutes les têtes des Régimens qui, cependant, n'ont jamais été complets, à beaucoup près. Le Général Howe, en débarquant en 1776 dans le long-Island, avait sous lui vingt mille cent vingt & un hommes de troupes régulières, y compris mille six cents soixante & dix-sept malades. Le compte régulier de l'armée du Général Burgoine fait après sa reddition en 1777, montait, tant en Canadiens, Provinciaux, Bretons qu'Allemands, à plus de dix mille hommes. Nous n'évaluerons qu'à quatre mille hommes les troupes qu'il aura laissées pour les garnisons de Quebec, de Montreal & de plusieurs autres postes de ces quartiers. Depuis cette époque les Anglais n'ont plus envoyé en Amérique des forces considérables. Celles qu'ils y ont fait passer chaque année n'ont probablement, jamais suffi pour remplir les déficits causés par la captivité, la désertion, les maladies & les morts. Si de ce calcul on déduit les dix mille hommes de l'armée de Burgoine, mille Hessois pris à Trenton & à Prince-town, environ huit cents, pris en diverses occasions dans la Caroline, les huit mille hommes qui se sont rendus avec le Lord Cornwallis à Yorktown, & plus de douze mille envoyés dans les Isles Antilles depuis la rupture avec la France & l'Espagne : c'est beaucoup dire que de faire monter à douze mille hommes les Troupes que les Anglais peuvent encore avoir à New-York, dans la Caroline & la Georgie.

Cet examen donna lieu au développement d'une observation très-importante sur la consommation constante & rapide d'hommes qui se fait en Amérique. Une partie considérable périt dans le climat ;
grand

grand nombre désertent; il y a de fréquentes escarmouches où ils font des pertes considérables, témoin le dernier engagement avec le Général Green dans la Sud-Caroline: ils sont tombés en foule dans cette Colonie, ainsi que dans la Georgie; mais le climat extrêmement chaud & mal-sain n'y a pas détruit moins d'hommes que l'épée. On n'a qu'à jeter les yeux sur les efforts extraordinaires tentés par les Anglais depuis huit ans pour lever des soldats en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, en Allemagne & en Amérique; les Primes exorbitantes qu'ils offrirent de tous cotés pour cette sorte de marchandise, & le peu de succès qu'ils ont eu relativement à leurs besoins & à leurs demandes. D'après les pertes qu'ils font encore journellement, il est moralement impossible qu'ils puissent jamais remettre sur pied des forces aussi considérables que celles qu'ils ont déjà vainement employées pour réduire l'Amérique.

D'après cet Examen, le Hollandais tomba naturellement sur une autre question dépendante de la précédente. Il demanda *quelles étaient les forces de l'Amérique? Le nombre des Combattans? Leur Discipline? L'approvisionnement des munitions de guerre?*

Les forces de l'Amérique, dit alors l'Américain, sont composées d'une armée régulière & des milices. L'armée réglée n'a pas toujours été la même dans tous les tems. La première armée réglée, qui fut levée au mois d'Avril 1775, ne fut enrôlée que pour six mois; la seconde pour une année; la troisième pour trois ans; enfin, les inconvéniens résultant de ces enrôlemens aussi courts ont engagé les Américains à faire les enrôlemens pour tout le tems de la guerre. Dans les intervalles de ces périodes, les Anglais ont saisi l'occasion pour tenter des projets de conquête. Dans l'hiver de 1775 & 1776 ils se rendirent maîtres de Boston, & quoiqu'à l'expiration des six mois, la première armée Américaine fût réduite à un très-petit nombre, les Anglais n'osèrent cependant porter leurs efforts plus avant. Dans l'hiver de 1776 & 1777, les Anglais
 fai-

faisirent l'occasion d'un second intervalle pour faire une marche à travers les jerseys. Enfin, leur expédition à Charles-town fut concertée à l'expiration des trois années de l'avant-dernier enrôlement. Mais depuis que l'armée Américaine est établie pour tout le tems de la guerre, quelles expéditions importantes les Anglais peuvent-ils se flatter d'avoir faites ? Ils ont fait de longues marches, détruit des habitations, brûlé des villages & des villes ; mais sans s'arrêter à l'issue effrayante qui a couronné ces incursions de Tartares, quel avantage en ont-ils retiré ? L'armée Américaine peut monter actuellement à quarante mille hommes. Au moins est-il certain qu'elle s'est généralement trouvée supérieure à celle des Anglais. Nous ne serons jamais jaloux de la faire monter à un plus grand nombre, à moins que ce ne fût pour tenter un coup décisif pour terminer la guerre. C'est ce qui nous paraît encore impossible, avant que nous soyons secondés par une marine supérieure. Avec leurs forces navales, les Anglais seront toujours en état de se saisir d'un port de mer, de le fortifier de manière à le rendre inaccessible à notre armée. Si jamais, soit par les secours de la France, soit dans la suite par nos propres forces, nous avons une marine pour seconder les opérations de nos troupes, les Anglais ne tarderont pas à être chassés de toutes les Parties des Etats-Unis. La dernière Campagne de Mr. de Grassé met cette observation dans le jour le plus frappant.

Mais les Troupes réglées en Amérique sont peu de chose en comparaison des milices. Les milices ont formé une partie de la constitution de plusieurs Colonies, depuis leur premier établissement. Au commencement de la guerre toutes les autres imitèrent cet exemple & firent des loix pour enrôler tous les habitans en milices. Leur nombre peut être porté à cinq cens mille hommes. Mais ces milices sont dispersées sur un territoire de cinq cens lieues de long sur cinquante de large, tout le long des cô-
tes

tes de la mer. C'est ce qui donne aux Anglais l'avantage de porter avec aisance & rapidité leurs ravages d'une partie du Continent à l'autre, de Boston à New-York, de New-York à Rhode-Island, à la Delaware ou à la Baye de Chesapeake, à Savannah ou à Charles-town; pendant que les Américains sont sujets à l'inconvénient de ne pouvoir facilement se porter en troupes réglées ou en milices à des distances aussi éloignées. C'est cet incident qui a donné aux Anglais la facilité de s'emparer d'un si grand nombre de Ports de mer; mais c'est ce qui leur ôte en même tems le pouvoir de conduire des marches heureuses dans l'intérieur du pays, ni d'y faire des établissemens permanens.

Quant à la discipline militaire, il faut avouer qu'elle était bien imparfaite au commencement de la guerre. C'étaient, dit le philosophe Raynal, des Cultivateurs, des Marchands, des Jurisconsultes, uniquement exercés aux arts de la paix, conduits aux périls par des guides aussi peu versés que leurs subalternes, dans la science très-compiquée des combats. Dans cet état des choses, quel espoir de se mesurer avec avantage contre des hommes exercés dans la discipline, instruits dans la tactique & abondamment pourvus de tous les instrumens nécessaires à une attaque vive, à une résistance opiniâtre?

Ainsi parle un Auteur, généralement outré dans tout ce qu'il dit en faveur comme au préjudice des Américains & peut-être de toutes les nations. Supposons ce portrait un peu chargé. Il est certain que depuis six ans les choses se sont bien perfectionnées à cet égard. Les Officiers se sont attachés avec une ardeur infatigable à la lecture de tous les livres qui traitent de la guerre: l'application continuelle qu'ils étaient obligés d'en faire a accéléré leurs progrès dans cet art: l'exemple des Bretons a encore contribué à leur avantage: une multitude d'Officiers, Anglais, Allemands, Français,

çais, Prusses & Polonais, dans toutes les branches de la science militaire , sont accourus pour les instruire: on peut assurer qu'actuellement l'art de la guerre & la discipline militaire sont chez eux à un aussi haut degré de perfection qu'ils peuvent l'être en Europe.

La suite au N^o. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam , chez *J. A. Crajensbot* ; à Haarlem , chez *Walree* ; à Leide , chez *Luzac & van Damme* , & *Les Freres Murray* ; à la Haye , chez *J. van Cleef* , *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman* ; à Gouda , chez *Van der Klos* ; à Rotterdam , chez *Bennet & Hake* , & *J. Bronkborst* ; à Dordrecht , chez *Blussè* ; à Deventer , chez *Leemborst* ; à Groningue , chez *Huyzingh* ; à Nimegue , chez *Van Goor* ; à Arnheim , chez *Troost* ; à Bois-le Duc , chez *J. H. Pallier* , à Hambourg , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Amériquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre* , *Eslampe allégorique*.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. XLVIII. LUNDI, ce 7 JANVIER, 1782.

CHAPITRE XXX.

*Réflexions sur l'Etat actuel du Crédit public de
l'Angleterre &c.*

Tel est le titre d'une brochure qui vient de paraître. Rien n'était plus propre à deffiler les yeux aux Enthousiastes du crédit de l'Angleterre & à prévenir des négociations tendantes à renforcer l'Ennemi de la patrie. Nous avons jugé à propos d'en donner le précis, pour mieux conserver & inculquer des observations qui se pourraient perdre dans une feuille volante. C'est, dit l'Auteur, un spectacle bien étonnant que de voir l'Angleterre levant sur ses sujets près de treize millions de livres sterlings tous les ans par la voie de l'imposition, & 12 à 13 autres par la voie de l'emprunt; c'est à-dire faisant passer depuis quelques années au moins 25 millions de livres sterlings par an dans les coffres du fisc public; quoique tout l'argent monnoyé du Royaume ne s'élève pas à plus de 20 millions de livres sterlings. Encore cette Opération inconcevable n'opere-t-elle aucune rareté d'argent, même momentanée; chaque mois de l'année ressemble à cet égard au

II. TOME. Y mois

mois qui l'a précédé ; & les canaux de la circulation restent toujours pleins. Le trésor royal seul a cependant reçu & payé dans chacune de ces années, une somme plus considérable que le montant de tout l'or & l'argent existant dans l'Empire Britannique.

La Banque d'Angleterre fondée vers la fin du dernier siècle, au sein des orages formés par la révolution qui porta Guillaume III au trône, a été le grand & principal instrument de l'élévation du crédit public de l'Etat. Dès son origine cette banque a réuni en masse la majeure partie des sommes destinées à la circulation journalière de la Capitale & du commerce du Royaume ; elle les a employés à des objets qui pouvaient faire baisser l'intérêt de l'argent ; elle a voué à ces mêmes emplois des sommes bien plus considérables encore , à mesure que son crédit, s'augmentant avec son utilité, elle a pu augmenter la somme & le cercle des billets de banque qu'elle a sçu introduire progressivement dans la circulation.

On fait à quel point elle facilite aujourdhui les emprunts publics en faisant des avances aux souscripteurs. Mais ces services indirects, quelque grands qu'ils soient, ne sont pas les seuls qu'elle ait rendus. Elle a fait à diverses reprises des augmentations à son capital, dont elle a toujours prêté le montant au Gouvernement ; & toujours à un intérêt moindre que les précédents ; au point qu'ayant commencé par lui prêter 1200000 livres sterlings à 8 pour cent en 1694, elle a fini par avoir entre les mains du Gouvernement, près de onze millions sterlings à 3 pour cent depuis l'année 1758.

Qui ne voit avec étonnement les progrès du taux de l'intérêt, dont la diminution prouvait si bien la prospérité réelle de l'Angleterre ?

L'année 1700 l'Angleterre ne devait que 16 millions de livres sterlings. Les guerres de la Reine Anne porterent cette dette à 55 millions en 1715.

Une

Une paix de 25 ans l'avait réduite à 47 millions en 1750.

La guerre terminée par la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748, la porta à 78 millions.

La dernière guerre terminée en 1762, la fit monter à 148 millions.

Douze ans de paix ne l'avaient diminuée que de 12 millions, sans doute à cause des frais immenses que coûtait la conservation des nombreuses conquêtes acquises dans cette guerre; tant-il est vrai que de trop vastes domaines sont toujours, pour les Etats, plus onéreux que profitables.

La guerre actuelle a fait monter cette dette à plus de 175 millions, portant un intérêt annuel de près de sept millions.

Cette dette est indépendante des billets d'échiquier en circulation; de la dette énorme de la marine, dont les billets portant 4 pour cent d'intérêt, se négocient à 13 pour cent de perte; & des billets de l'artillerie dont le discrédit est plus grand encore. On ne compte pas non plus les anticipations ordinaires & annuelles de la Banque, sur le produit de la taxe sur les terres & sur celle de la dreche, ni les deux millions qu'elle a prêtés au gouvernement au mois de Juin dernier, pour la prolongation de sa charte.

En ajoutant à cette masse ce qui doit-être dû dans presque tous les départemens, les transports & les fournitures de tout genre, il paraîtra & raisonnable & nullement exagéré de supposer que l'Angleterre commencera cette année avec une dette de 200 millions de livres sterlings, portant plus de huit millions d'intérêt annuel qu'il faudra encore augmenter de 12 à 15 millions au printemps & de près d'un million d'intérêt & d'impôt.

Voyons à présent les valeurs comparatives des fonds Anglais.

En 1749 des fonds réduits à 13 pour cent, se vendaient encore à 107. Pendant la dernière guerre ils tombèrent jusqu'à 65. Quoiqu'ils soient re-

montés pendant la paix jusqu'à 97, ils sont actuellement réduits à 56. Le Ministère Anglais étant décidé à poursuivre cette malheureuse guerre & à chaque campagne la disproportion devenant plus grande entre les besoins de l'Etat & la facilité des prêteurs, quelle dépréciation ces fonds n'éprouveront-ils pas ?

Il faut cependant que les impôts & les emprunts aient un terme. L'Angleterre, par les moyens odieux d'imposition auxquels elle est obligée de recourir, & par la dépréciation des fonds, nous prouve que ce terme approche.

La Banque même, qui n'a que trop facilité les efforts ruineux de l'Angleterre, semble fléchir sous son propre poids ; depuis quelques années elle a porté le taux de son Escompte de 4 pour cent à 5, au grand détriment de toutes les Améliorations publiques & particulières ; elle semble avoir abandonné le Commerce d'Angleterre à ses propres forces, afin de se livrer en entier aux opérations du Gouvernement, & elle vient en dernier lieu de faire la fausse Opération d'ordonner un Appel de 8 pour cent sur son Capital, au même instant où elle augmentait son Dividende de $5\frac{1}{2}$ pour cent à 6, c'est-à-dire que, pour cacher un besoin réel, elle a fait montre d'une prospérité mensongère. Aussi le fruit de la réflexion sur cette Opération a-t-il été de réduire le prix des Actions de 119, où le premier effet de l'Augmentation du Dividende les avait portées, à $108\frac{1}{2}$, où elles sont à présent (3 Novembre 1781 :) Symptôme fâcheux pour le Crédit public de l'Angleterre, duquel la véritable force, tant en réalité qu'en opinion, réside dans la prospérité & la bonne Administration de la Banque.

Envain celle-ci s'agitait-elle en tous sens pour soutenir le prix des Effets Publics ? Leur masse est devenue au-dessus de ses forces, & ce qui prouve que cette masse affaisse le prix des Fonds Publics, encore plus que les circonstances de la Guerre, c'est qu'ils sont beaucoup plus bas à présent, qu'ils ne l'étaient

au

au mois de Juillet 1779, lorsque la Flotte combinée était à l'entrée de la Manche & que l'Angleterre était menacée de voir débarquer une Armée ennemie bien près de sa Capitale. Dans ce tems-là les 3 pour cent consolidés, qui font la grande masse de la dette publique, ont roulé entre 61 & 59 un quart, & aujourd'hui ils sont au-dessous de 56. D'où l'on voit combien la Guerre actuelle a miné le Crédit de l'Angleterre, sans même qu'on ait obtenu de très-grands succès contre elle. Que ferait-ce si dans la suite sa Marine recevait quelque échec majeur, ou si elle perdait quelque-une de ses grandes Possessions aux Isles, ou dans l'Inde!

La Hollande, qu'à force d'outrages & de mépris, elle a enfin jetée dans la Confédération contre elle, possède des armes bien dangereuses, dont tout l'invité à se servir. Cette République économe & sage est remplie de Capitalistes, dont les fortunes & les vœux ont été jusqu'ici pour l'Angleterre. Les Sommes énormes qu'ils lui ont prêtées, ont servi à remplir d'autant les vuides continuels, qu'ont fait dans le Numéraire de l'Angleterre, ses trois dernières Guerres sur le Continent. Cette ressource, dont ils ont trop méconnu l'importance, va leur manquer; les Hollandais ne voudront plus, sans doute, accumuler les Capitaux qu'ils ont placés en Angleterre, dont la valeur primitive leur a coûté près de 40 millions de livres sterlings & qui sont réduits par la dépréciation continuelle que ces Effets ont éprouvée, à ne valoir que 22 à 24 millions au plus. Les mêmes causes de dépréciation existant toujours, on en doit attendre les mêmes effets. Cette marche est nécessaire & certaine; son terme seul est incalculable.

Il est possible que les Capitalistes Hollandais fassent un pas de plus; car, pour quiconque a des économies annuelles à replacer, cesser de suivre un ancien placement, c'est être obligé d'en chercher un nouveau: dès-lors existe la nécessité de comparer les risques & les avantages de tous deux;

& les mêmes raisons qui ont arrêté le progrès de l'ancien placement, déterminent facilement à le diminuer, afin de partager plus également les risques.

Que deviendrait le prix des Fonds Anglais, si les Hollandais se déterminaient à en sortir? Et comment la Circulation intérieure de l'Angleterre se ferait-elle, privée de son Or, comme elle le serait, par les Remises immenses qu'il faudrait faire en Hollande, pour payer le montant des Capitaux que les Hollandais auraient vendus (a)?

L'ex-

(a) Les inconvéniens que l'Angleterre ressentirait par l'exportation de ses Especes, nécessaires pour opérer le Remboursement des Hollandais, seraient beaucoup plus fâcheux pour l'Angleterre que pour tout autre pays, dont on exporterait le Numéraire : la raison en est simple, c'est que l'Angleterre est le seul pays en Europe dont la Circulation intérieure & journalière soit infiniment plus grande en Papier qu'en Especes. Cependant tous ces Papiers ne maintiennent leur valeur que par la persuasion où sont leurs Propriétaires, qu'ils peuvent, quand ils le voudront, les convertir en argent effectif. Les besoins journaliers exigent même qu'il se fasse continuellement plus ou moins de ces conversions. L'expérience seule constate, & le montant du Papier nécessaire à la Circulation générale, & le montant des Especes nécessaires au maintien de la confiance dans ce Papier. Dès que cette proportion & cette harmonie sont troublées, l'inquiétude se montre & aggrave encore le mal : ainsi que les Anglais l'ont très-vivement éprouvé en 1745, moins vivement en 1770, & d'une manière assez sensible encore en 1778.

Si donc les Hollandais vendaient beaucoup de Fonds, non-seulement le prix baisserait par ces ventes forcées, mais le Change sur Amsterdam serait tellement affecté à Londres, par la nécessité de faire de très-fortes Remises en Hollande, que rien ne pourrait retenuir l'exportation violente & injustifiée de ses Especes d'or. Cette Exportation augmenterait encore l'inquiétude, & nuirait à la Circulation du Papier, par une suite de la même Opération qui aurait nui au Crédit public : celui-ci se trouverait entamé en même tems & par ses bases & par son sommet.

L'excès même du mal qui résulterait d'une pareille Opération faite en grand , mal que les Capitalistes étrangers partageraient nécessairement , tant par le bas prix des ventes , que par les difficultés des retours , est peut-être le meilleur préservatif contre son danger ; mais , quoiqu'il ne soit point à craindre qu'il y ait jamais une intelligence & un concert général pour opérer ce bouleversement , il n'en est pas moins certain que les particuliers isolés , doivent continuer à suivre la marche qu'ils ont probablement déjà ouverte , en retirant peu à peu leurs Capitaux d'Angleterre : les plus sages seront ceux qui auront le moins tardé.

Il faut convenir que la position actuelle du Capitaliste Hollandais , dont les fonds sont encore en Angleterre , est singulièrement critique. Comme bon patriote , il doit désirer l'humiliation de l'Angleterre : cependant tout ce qui nuit à ses Ennemis nuit aussi à ses Capitaux. Tant qu'il les laisse en Angleterre , il tire sur ses propres troupes. La guerre a établi une discorde invincible entre les intérêts de sa patrie & ceux de sa fortune. S'il peut rester encore un doute sur ce qu'il devrait faire pour concilier ces deux intérêts , ce doute ne peut être nourri que par l'espérance d'une hausse considérable dans le prix des fonds Anglais , lorsqu'enfin un traité de paix aura mis un terme à leurs continuels emprunts. Mais cet espoir est-il bien fondé ? Peut-on imaginer que l'Angleterre , après avoir perdu dans une guerre aussi malheureuse , ces possessions importantes qui lui offraient les moyens de soutenir & de libérer ses dettes antérieures , pourra réintégrer le capital énorme de deux cens millions sterling qui a déjà perdu neuf vingtièmes de sa valeur ?

Ceux qui ont vu de près la nature des Capitaux qui ont concouru à remplir les Emprunts d'Angleterre , ont reconnu que ces Capitaux proviennent en grande partie , de ceux qu'on a tirés des différentes branches de Commerce , auxquelles la Guerre actuelle a porté atteinte. Réduits à quitter des en-

treprises qui n'offraient plus les mêmes bénéfices, ou laissaient de plus grands risques, les propriétaires de ces Capitaux ont été tentés de les prêter au Gouvernement. Ce genre d'emploi leur offre la certitude d'un revenu présent, & la perspective d'un profit probable, lorsque la paix, en les rappelant à leurs premières occupations, redemanderait leurs anciens Capitaux. Cette classe assez nombreuse n'attend que le moment de la paix pour vendre ses Fonds publics. Combien d'autres voudront profiter de la première hausse pour convertir cette richesse mobile & précaire, en achats de Terres & de Domaines, qui, outre la solidité commune à ce genre de Possessions en tous Pays, offrent en Angleterre à leurs Possesseurs des prérogatives & une considération particulière?

N'est-il pas évident que cette foule de vendeurs nécessaires contrecarrera les espérances d'une très-grande hausse, & l'empêcherait d'être durable, si dans les momens de l'ivresse générale, elle pouvait avoir une existence momentanée, comme celle qu'elle obtint en 1762. En effet, si l'augmentation de la Dette publique de 78 Millions à 146 pendant la Guerre de 1756, a forcé les Fonds nationaux, après la Paix de 1763, à rester de 15 à 16 pour cent plus bas qu'ils ne l'étaient pendant la Paix de 1748, c'est-à-dire, de tomber de 104 à 88, n'est-il pas plus probable que cette Guerre-ci, qui a déjà porté les Dettes de 134 millions à 200, (& assurément tout n'est pas dit encore,) laissera les 3 pour cent de 20 à 25 pour cent plus bas que pendant la dernière Paix, c'est-à-dire que, de 88 où ils étaient avant la Guerre, ils rouleront après la Paix aux prix d'environ 63 à 68, au plus.

Nous nous sommes gardés de présumer jusqu'ici que, lorsque la Paix aura rendu à l'Angleterre la liberté de respirer, & qu'elle pourra contempler à loisir les inconvéniens de tous genres de la surcharge qu'elle s'est imposée, elle puisse être conduite ou forcée à des moyens violens de libération; cependant

dant le peu de soin que ses Ministres ont apporté aux conditions des Emprunts, annonce une indifférence sur la libération, également inquiétante pour la Nation & pour les Prêteurs; à moins qu'ils n'aient prévu que cette négligence même, fournirait un jour à leurs successeurs, un prétexte qui parût adoucir l'injustice d'une réduction forcée.

Comment peut-on expliquer autrement la forme qui a été donnée aux Emprunts depuis plusieurs années? Forme par laquelle la Nation a toujours été rendue Débitrice d'un Capital imaginaire qu'elle n'avait pas reçu. Cette différence entre les Sommes réellement prêtées, & celles que le Gouvernement a reconnu devoir, s'est continuellement augmentée dans la même proportion que les 3 pour cent ont baissé de prix; & cela au point que dans l'Emprunt de la présente année 1781, l'Etat s'est constitué Débiteur d'un Capital de 21 Millions pour 12, que les Souscripteurs ont réellement fourni. Et comme les 3 pour cent consolidés ont encore baissé d'environ 4 pour cent depuis ce dernier Emprunt, il est probable que le Capital fictif fera plus considérable encore, & qu'ils devront s'en croire quittes à bon marché, si 12 Millions ne leur coûtent que 22 dans le premier Emprunt qu'ils feront (a).

.II

(a) Pour subvenir aux Emprunts continuels occasionnés par la Guerre, il y avait deux partis à prendre; l'un, d'offrir aux Prêteurs un Intérêt plus modéré à la faveur d'un plus grand accroissement de Capital; l'autre, c'était de ne se constituer Débiteur que de ce qu'on empruntait réellement, en y attachant l'Intérêt quelconque que les circonstances rendaient indispensable au succès de l'Emprunt.

Les Anglais ont préféré la première de ces voyes à la seconde, au très-grand détriment de leurs Finances. Il y a déjà bien des années qu'ils suivent cette mauvaise méthode, dans la vue, sans doute, d'alléger un peu le poids de la charge annuelle des Emprunts; mais en la rejetant

Il n'est pas nécessaire de faire remarquer à quoi une pareille marche doit aboutir ; mais ce qu'il faut dire,

avec une telle surcharge sur la Postérité , qu'on ne peut guere espérer qu'elle s'y soumette. En effet , pour les 12 Millions qu'ils ont empruntés en 1781 , ils ont donné aux Souscripteurs ,

10. 12 Millions de 3 pour cent,	
faisant par an de Rente L.	540,000. ———
110. 3 Millions de 4 pour cent	120,000. ———
—————	—————
21 Millions.	L. 660,000. ———

C'est-à dire, qu'ils ont emprunté à $5\frac{1}{2}$ pour cent d'Intérêts & en donnant 75 pour cent d'augmentation de Capital , & cela dans un tems où l'argent placé dans les anciens Fonds nationaux , ne rapportait que 5 pour cent, les 3 pour cent étant alors à environ 60 & quand l'Escompte était encore assez facile à ce même prix de 5 pour cent.

N'est-il pas probable que dans cette position ils eussent pu trouver à emprunter à $5\frac{3}{4}$, ou 6 pour cent, sans créer cet immense Capital fictif de 9 Millions sur 12 , qui rend tout espoir de libération absolument chimérique ? Mais, eussent-ils été obligés de donner $6\frac{1}{2}$ pour cent, ou même 7, (& assurément nul autre placement en Europe n'offrait d'aussi grands avantages) cette marche aurait été bien préférable à celle qu'ils ont suivie, parce qu'enfin ils n'auraient payé l'argent cher que pendant la durée de la Guerre, & qu'à l'époque de la Paix la baisse de l'Intérêt de l'argent par la cessation des Emprunts, aurait obligé les Possesseurs des Fonds publics, à consentir à une réduction d'Intérêts au taux de 5 ou $5\frac{1}{2}$ pour cent.

Cette forme d'emprunter n'aurait pas été sans de grands attraites pour les Prêteurs ; d'abord par un Intérêt annuel plus considérable , & ensuite par la certitude de ne pas perdre sur leurs Capitaux , qui n'auraient pu tomber au-dessous du pair, attendu la nécessité qu'il aurait été le Gouvernement de leur en offrir le remboursement à la paix, afin d'obtenir la réduction des Intérêts.

Cette marche d'emprunt n'a point échappé à la sagacité
An-

dire, parce qu'assurément on ne l'imaginerait pas, c'est que les Anglais ont fait un abus si constant de leur Fonds d'Amortissement, en le détournant aux besoins courans de l'année, au lieu de l'employer à éteindre la Dette publique, qu'ils ont perdu jusqu'au dernier palliatif de leurs maux en Finance.

On ferait étonné que leur Crédit se soutienne encore, & qu'ils puissent trouver à remplir les Emprunts considérables qui se succèdent d'année en année, si l'on ne savait combien est puissant l'empire de l'habitude, & combien la multitude des hommes se guide plutôt par l'expérience de ce qu'ils ont déjà éprouvé, que par les raisonnemens les plus solides, sur les événemens que le tems & les circonstances doivent nécessairement amener.

Les Anglais ont toujours bien payé, disent-ils, *donc ils payeront toujours bien*; cette formule, aussi courte qu'attrayante, vaut mieux que ces mille & une idées abstraites, tirées de leur prétendue Constitution, qui a toujours été plus admirée par ceux qui l'ont le moins connue.

Dans le fait, le Systême des finances Anglaises tient essentiellement à des principes d'Administration mercantile : tout y prescrit l'exactitude & la rigueur; ils ont toujours payé ce qu'ils avaient promis, dans le jour, le lieu & la forme où ils l'avaient promis : & il faut convenir que l'utilité qu'ils ont tirée

Anglaise ; ils ont vu qu'elle ajoutait quelque chose aux charges actuelles ; c'est peut-être ce qui les a empêchés de la suivre ; peut-être aussi les Prêteurs leur ont-ils fait la loi, & cette position-là a bien ses désagrémens : peut-être encore la nécessité d'assouvir tous les affamés qui environnent le Trésor royal, en leur partageant ainsi les dépouilles, a-t-elle entraîné le Ministère. Au reste, quelle que soit la cause du mauvais parti qu'ils ont pris, qu'il ait été dicté par la négligence, ou la nécessité, ou la corruption, l'effet n'en sera pas moins fâcheux pour eux.

tirée de cette extrême exactitude, offre une belle leçon à ceux à qui il a souvent coûté cher pour s'en être écarté.

Le Crédit de l'Angleterre ressemble à celui d'un Banquier, dont les engagements sont communément préférés à ceux des grands Seigneurs les plus riches; parce qu'il paye avec une scrupuleuse exactitude, jusqu'au dernier moment où il cesse de payer tout-à-fait: & l'histoire des Finances Anglaises est précisément celle de ces grandes maisons de Commerce, que nous avons vu, quelquefois, s'élever en Europe, & dont la sagesse, l'économie & la bonne administration leur ont insensiblement procuré le Crédit le plus solide & le plus étendu, (comme il est arrivé à l'Angleterre jusqu'en 1756) qui ensuite se sont livrées à des Spéculations immenses, qui, en agrandissant leurs fortunes, ont éparpillé leurs Capitaux, (ainsi que l'Angleterre l'a éprouvé par la Guerre terminée en 1762) & dont les successeurs ont fini par se livrer à tous les genres de dépenses & de dissipations, (tableau de la conduite des Anglais, depuis leur querelle insensée avec l'Amérique) au point de ruiner leur Crédit & leurs Affaires, & de compromettre leur propre fortune, & celle de tous ceux qui leur avaient confié la leur. Ici la comparaison n'est pas complète, mais on conviendra sans peine qu'elle est en bon train de le devenir.

Pourquoi, en effet, cette Nation serait-elle à l'abri de ce que d'autres ont déjà éprouvé? Les mêmes causes ne produiront-elles pas partout les mêmes effets? Et l'abus du Crédit ne doit-il pas amener nécessairement sa décadence?

Telles sont les réflexions qu'inspirent la marche passée, l'état actuel & la destinée future probable, des Finances Anglaises.

C H A P I T R E X X X X I .

Cri d'un vrai Patriote Hollandais à ses Concitoyens.

Tous nos papiers publics s'étendent sur deux sujets importans ; le premier , c'est la médiation de la Russie pour une pacification particuliere avec l'Angleterre ; le second, c'est une alliance particuliere avec la France. Comment concilier deux idées aussi disparates ? Comment supposer qu'un médiateur placé à une distance de sept à huit cens lieues puisse accorder une multitude de petits intérêts, inséparables d'une négociation aussi épineuse ? On assure cependant que la proposition de cette affaire importante eût été acceptée à la pluralité & presque sans condition, sans la protestation vigoureuse des villes de Dort & de Harlem. Il faut avouer que tout ce qui peut traverser ou retarder une alliance avec les Ennemis de l'Angleterre, doit révolter tout homme qui s'intéresse sincèrement à la patrie. Après le mépris que l'Empereur vient de nous marquer dans l'affaire des barrières, quel citoyen n'a pas le cœur navré en voyant différer ce qui peut contribuer à réparer les maux de l'Etat ? Cette démarche despotisque où l'on nous défend jusqu'à la réclamation de nos droits les plus sacrés, l'établissement des Français au Cap de Bonne Espérance & dans les Molucques, notre faiblesse & surtout notre inaction, nos divisions éternelles, nos factions si ardentes à se déchirer l'une & l'autre, & si froides pour l'intérêt commun, tous ces objets ne font-ils pas verser des larmes de rage à tout bon patriote ? Peut-il s'empêcher de s'écrier :

Amis ! Freres ! Concitoyens ! avez-vous donc perdu jusqu'à la dernière étincelle de la raison, jusqu'à la dernière trace de la sensibilité ? Ne voyez-vous pas l'orage qui se forme sur vos têtes ? Les affronts les plus sanglans ne font-ils plus aucune impression sur vos esprits ? Que savez-vous si la France, dans le fond du cœur, ne desire pas que vous entriez en réconciliation & même en alliance avec l'Angleterre ? N'oseriez-vous soupçonner que
l'Em-

l'Empereur ne vous irrite que pour vous précipiter dans ce pas funeste, afin de se parer de vos dépouilles en se joignant à la France? Que veulent dire cette liberté de conscience, ces travaux économiques, & tous ces encouragemens pour attirer l'industrie étrangère dans ses Etats voisins? Ne voyez-vous pas que la France, déjà établie au Cap, peut avoir des vues plus étendues encore? Elle augmente tous les jours en forces; à mesure que l'Angleterre penche visiblement vers l'épuisement. Avec l'Espagne, les Etats-Unis & l'Empire, ne fera-t-elle pas en état de tenir tête à la Grande-Bretagne, même jointe à vous? Mais le Roi de Prusse! Mais le Grand Frédéric, vous écriez vous aussitôt.

Jusqu'à quand, chers Concitoyens, vous reposerez-vous toujours sur des secours étrangers? Quand chercherez-vous vos ressources en vous-mêmes? Le Roi de Prusse! hélas! ne pourrait-il pas avoir intérêt d'entrer lui-même dans le complot? Les Provinces de Frise, d'Overijssel & de Gueldre sont si fort à sa bienveillance! Rappelez-vous toujours le sort de ce Royaume du Nord qui invoquait, ainsi que vous, tous ses voisins! Rappelez-vous le secours qu'il en tira! Les Grands Monarques savent fort bien s'entendre actuellement; & leur jalousie mutuelle n'est plus une sauve-garde pour les Etats faibles & défunis. Que savez-vous si vos malheureuses factions ne sont pas fomentées aussi bien par vos prétendus amis que par vos Ennemis déclarés? Je vous l'ai dit, ô mes compatriotes, je ne pense jamais à la ligue de deux Etats l'un puissant & l'autre faible, sans penser à l'alliance des animaux de la fable.

Mais en vous avertissant que vous ne devez jamais faire d'engagement étroit avec un voisin trop puissant, je ne désavoue pas qu'il n'y ait des circonstances, où son secours est utile, s'il arrive qu'il ait le même ennemi. Prenez-y garde, Hollandais; n'attendez pas, pour recourir à cette démarche nécessaire, lorsqu'il fera trop tard. Ne traitez pas cette
af-

affaire comme vous avez traité l'invitation de la
 Russie ; vous ne vîtes la tempête , que lors qu'il
 ne fut plus tems de l'écarter. Au lieu de vous ré-
 pandre en reproches mutuels , quand il faut prendre
 de vigoureuses délibérations , au lieu de vous tra-
 verser réciproquement , quand il faut agir , renoncez
 un moment à vos animosités , & , sans vous accuser
 les uns les autres des malheurs publics , faites-vous
 des peintures fideles du danger réel qui menace la pa-
 trie ; persuadez - vous une bonne fois que plus vous
 différez de vous joindre aux trois Ennemis de l'Angle-
 terre ; plus vos affaires se précipitent vers la destruction ,
 suite inévitable de la faiblesse , de la corruption &
 des discordes. Je parle des trois Ennemis , car c'est
 le vrai moyen de n'être l'Esclave d'aucun & de
 mieux diriger les choses vers le grand & salutaire
 objet d'une pacification générale. On prétend que
 les personnages les plus éminens de l'Etat traver-
 sent cette importante démarche. J'ai peine à croire
 qu'ils méconnaissent leurs intérêts à ce point. Si
 quelqu'un vous disait que c'est la France qui traverse
 sous main cette alliance , vous ne le croiriez pas.
 Je n'oserais affirmer un fait aussi délicat ; mais si
 l'on juge des puissances par leurs intérêts , je ne
 vois pas ce que la France peut gagner par une al-
 liance avec nous. Au contraire , cette démarche lui
 ouvre aussitôt l'espoir des plus brillantes conquê-
 tes. Ce n'est pas elle qui devrait nous solliciter ;
 c'est nous qui aurions dû , depuis longtems , entrer
 dans son Systême. Rappelons - nous toujours
 que , dans toutes nos guerres avec les Anglais , nous
 n'avons jamais triomphé , que lorsque nous avons eu
 les Français pour nous. Si donc la France , dans
 un tems où elle n'avait presque pas de marine , pou-
 vait nous rendre un si grand service , à plus forte
 raison , pourrait-elle nous tirer d'embarras , actuel-
 lement qu'elle fait agir de si nombreuses forces de
 mer , & qu'elle a de son côté deux Etats très - puis-
 sants. En un mot , nous serons malheureux tant que
 cet-

cette guerre durera ; & l'on voit , par l'opiniâtreté actuelle des Anglais , qu'on ne pourra jamais la terminer qu'en leur portant des coups vigoureux & bien concertés.

Je vous le repete encore, Hollandais : vous êtes perdus , si vous négligez ces avis. Fasse le ciel que je ne sois pas obligé de vous rapeler ce sinistre présage , & qu'il n'arrive jamais le jour où les ardens défenseurs de la liberté de ce pays , croiraient devoir abandonner une terre soumise au joug , pour aller respirer l'air de la liberté dans ces Républiques nouvelles qui viennent de se fonder sur le grand & solide principe de l'égalité.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement , tous les Lundis à *Amsterdam* , chez *J. A. Crajenschot* ; à *Haarlem* , chez *Walree* ; à *Leide* , chez *Luzac & van Damme* , & *Les Freres Murray* ; à *la Haye* , chez *J. van Cleef* , *Detune* , *van Drecht & LaVeuve Staatman* ; à *Gouda* , chez *Van der Klos* ; à *Rotterdam* , chez *Bennet & Hake* , & *J. Bronkborst* ; à *Dordrecht* , chez *Blusse* ; à *Deventer* , chez *Leemborst* ; à *Groningue* , chez *Huyzingh* ; à *Nimegue* , chez *Van Goor* ; à *Arnhem* , chez *Troost* ; à *Bois-le Duc* , chez *J. H. Pallier* , à *Hambourg* , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Amériquiade* Poëme ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées* par *Henri quatre* , *Estampe allégorique*.

POLITIQUE

*HOLLANDAIS.*N^o. XLIX. LUNDI, ce 14 JANVIER, 1782.

CHAPITRE XLII.

Sur le Catholicisme.

Lettre au Politique Hollandais.

MONSIEUR!

Si jamais sujet a mérité d'attirer l'attention de notre siècle & les regards de la philosophie, c'est l'esprit de tolérance qui s'introduit dans les Etats où domine la religion de Rome. Ce sujet est d'autant plus intéressant que nous autres Protestans, qui devrions montrer l'exemple sur ce point, semblons retrograder, à l'égard des Catholiques, vers les siècles de la barbarie & de la persécution. Les procédés de l'Empereur à cet égard doivent surtout donner à réfléchir aux plus opiniâtres d'entre nous. De tous les Edits qu'il a donnés à ce sujet, aucun n'est plus intéressant que celui où il accorde la tolérance religieuse aux Communions Chrétiennes, établies dans ses Etats.

On a beaucoup déclamé contre la philosophie du siècle, & c'est à la postérité seule qu'il appartiendra peut-être de résoudre le grand problème qui consiste à savoir si cette philosophie a produit plus de bien que de mal : si nous en jugeons par le petit nombre de Princes qui partagent entre eux l'Empire de l'Europe, nous pourrions anticiper cette solution ; il semble depuis quelques années que l'unique objet de leur émulation est de se distinguer par leur humanité & leur bienfaisance ; les papiers publics abondent en détails de ces traits vraiment touchants, si rares dans l'histoire des siècles passés ; on fait combien est déjà précieux le recueil qu'en a fourni l'Empereur, il le grossit tous les jours.

E D I T

*De Sa Majesté Impériale & Royale Apostolique en
faveur de toutes les Communions Chrétiennes
déformais tolérées dans ses Etats.*

„ Convaincu des effets pernicieux de la contrainte des consciences, & des avantages essentiels qu'une vraie tolérance Chrétienne procure à la Religion & à l'Etat, Sa Majesté l'Empereur & Roi a trouvé bon d'établir à cet égard les Regles suivantes & d'enjoindre à ceux à qui il appartient, de s'y conformer invariablement & avec la plus grande exactitude.

„ I. L'exercice privé de la Religion sera permis dès à présent aux Protestans, soit de la confession *Helvétique*, soit de celle d'*Augsbourg*, dans tous les lieux où ils se trouveront en nombre suffisant & où leurs facultés le leur permettront, sans considérer si autrefois cela était ou n'était pas d'usage.

„ II. Par l'exercice privé de la Religion, on doit entendre que, quoiqu'il ne soit pas permis aux Protestans & Grecs non-Unis d'avoir dans leurs Maisons de Prières ou à leurs Eglises des Tours & des Cloches, ni de leur donner une Entrée qui annoncerait une Eglise, néanmoins il leur sera parfaitement libre de bâtir de pareils Edifices où ils voudront, & d'exercer leur culte, soit dans leur enceinte,
soit

soit au-dehors, & chez des malades, dans quelque lieu qu'ils se trouvent.

„ III. Dans les Lieux où il est déjà accordé aux Protestans & Grecs non-Unis une liberté plus étendue, en matière de Religion, les choses resteront sur l'ancien pied.

„ IV. Dans les Provinces & Villes où jusqu'à présent les Protestans & Grecs non-Unis n'étaient pas qualifiés à posséder des biens & à obtenir l'Incolat, ni à parvenir à la Bourgeoisie, au Droit de Maîtrise, aux Dignités Académiques & aux Emplois Civils, Sa Majesté se propose d'accorder, à l'avenir, constamment & sans difficulté, ces différentes prérogatives par voie de dispense.

„ V. On n'obligera, dans aucun cas, ceux qui ne professent pas la Religion Catholique à prêter serment d'après une formule qui ne serait pas conforme à leurs principes de Religion, ni à assister aux Processions & autres Exercices de la Religion dominante, quand ils ne le feraient pas de leur propre mouvement.

„ VI. Dans les Elections & la Collation des Emplois Civils, on n'aura aucun égard à la différence de Religion: mais on prendra uniquement en considération la probité, la capacité & la conduite Morale & Chrétienne des Aspirants, ainsi que cela se pratique, avec beaucoup de succès & sans le moindre inconvénient, dans le Militaire.

„ Cette souveraine Résolution a été notifiée aux divers Départemens de la Capitale & des Provinces, aux Officiers des Cercles, aux Universités, aux Propriétaires des Seigneuries & aux Magistrats Municipaux, avec ordre de s'y conformer exactement & de veiller à la ponctuelle exécution. Les mêmes ordres ont aussi été donnés aux Chancelleries de Hongrie & de Transilvanie, & au Conseil de Guerre, tant relativement à l'Etat Militaire en général, que par rapport aux Districts dont l'Administration lui est confiée, ainsi qu'aux Départemens des Pays-Bas & de l'Italie: le tout néanmoins sans préjudicier à des droits plus étendus dont, en matière de Religion, jouissent déjà, en Hongrie & en Transilvanie, les Protestans, en vertu de la Constitution du Pays, & les Grecs non-Unis par leurs Privilèges.

C'est ainsi qu'un des principaux Monarques de la Communion de Rome s'exprime dans un tems où le

pays le plus zélé pour le Protestantisme retentissait encore d'émeutes fanatiques contre le Catholicisme. Je ne fais sur quel fondement Voltaire & nombre d'autres philosophes ont représenté les Protestans & surtout les Anglais comme des modèles de tolérance & d'humanité. Il est, cependant, certain que si l'on fait attention aux opinions de nos Zélateurs & aux institutions politiques & civiles que nous avons établies dans les pays où nous sommes les maîtres, nous sommes bien loin de nous attribuer la gloire de tolérer les autres comme nous voudrions être tolérés par eux. Pour mieux sentir la vérité de cette assertion, jetons les yeux sur cette République & sur l'Angleterre.

Personne ne désavoue que, dans les commencemens de la réforme, les premiers enthousiastes de notre religion ont employé d'étranges moyens pour faire triompher leur cause. Les déclamations publiques contre le culte établi, la fureur avec laquelle ils se jetaient sur les statues, les images & tous les objets les plus sacrés de ce culte, n'étaient sûrement pas des moyens imaginés par la prudence. Il a fallu bien du tems avant que l'esprit de la vraie piété & de la vraie sagesse, renfermé dans les principes de la réforme, se purgeât de la lie & de la corruption de dispute qu'il portait avec soi. Cependant, jusqu'à ce que cela soit fait, la réforme n'est pas complète; & ceux qui se croient bons Protestans, pour nourrir de l'animosité contre les autres religions, sont bien loin d'être tels. Peut-être, dans les premiers tems, fallait-il un peu de Fanatisme pour abolir le Papisme. Quelles que soient les causes, on fit en général en Angleterre & en Hollande contre les Papistes des loix aussi cruelles que jamais Etats & Princes Papistes aient pu en former; & lorsque ces loix n'étaient pas sanguinaires, elles étaient pires encore. C'étaient des outrages lents & cruels à la nature; elles n'épargnaient la vie des hommes, que pour insulter dans leurs personnes, tous les droits & les sentimens de l'humanité.

Guil-

Guillaume I, cet immortel fondateur de notre République, fut toujours incliné pour les mesures de paix & de tolérance mutuelle. On a remarqué, non sans raison, que s'il eût pu faire adopter ces principes dans ces tems de délire & de fureur, jamais les Espagnols n'auraient recouvré une seule des dix-sept Provinces. Elles formeraient à présent une confédération redoutable, fondée sur les grands principes de la sûreté, de la liberté respective, & où la réforme serait devenue insensiblement la religion dominante. La plus grande partie des peuples chancelaient tous dans l'ancienne religion; elle devenait d'autant plus odieuse qu'elle était celle des Espagnols. Mais les démarches violentes des fanatiques de la réforme irritèrent des esprits que le grand rôle qu'ils jouaient alors, rendaient fiers & altiers. Ils s'opiniâtrèrent à rester Catholiques, parce qu'on voulait les forcer à devenir Protestans. C'est ainsi que les Provinces-Wallones qui avaient été le premier théâtre de la réformation, furent les premières à rappeler les Espagnols. Cette funeste défection n'ouvrit pas les yeux aux autres Provinces. On continua, dans toutes, à promulguer les Edits les plus rigoureux & les plus outrageans pour la religion Catholique.

Guillaume I, dit un de nos meilleurs Ecrivains modernes, favorisa la réforme, parce que ce culte s'accordait le mieux avec ses intérêts, avec ceux de la nation qui l'avait mis à sa tête, & dont il avait gagné le cœur, au point qu'on était prêt de sacrifier en sa faveur les préjugés que la conduite des derniers Souverains avait inspirés contre l'autorité d'un seul.

Suivant la pacification de Gand, la religion Romaine devait conserver tous ses privilèges; les cloîtres même devaient subsister; la première assemblée que les Etats de Hollande tinrent dans le tems des troubles, les conserva,

Cela n'est pas étonnant, continue le même Auteur; car les Catholiques furent les premiers à s'élever contre les procédés arbitraires & tyranniques de Philippe

lippe II: ce fut un Curé Catholique qui commença l'an 1572, à engager ses Auditeurs en pleine chaire, à chasser la garnison Espagnole. Les listes des nobles confédérés qui se liguerent contre le despotisme & l'inquisition, sont presque toutes composées de noms Catholiques. On ne peut désavouer que plusieurs Provinces & Villes où dominait la religion de Rome, n'aient été reçues dans l'Union d'Utrecht. Dans plusieurs des assemblées d'Etat on ne faisait même aucune difficulté de dire que toutes les mesures publiques tendaient au maintien de l'ancienne religion Catholique (*voyez Bondam Verzamel. I. p. 13. 72. 90. 105. 123. 174. 158. 172. 179. II. 139. 225. 257. 336. 337.*)

On ne saurait douter que les persécutions religieuses n'aient donné naissance aux premiers troubles en 1566, & n'aient préparé les esprits à la grande révolution; mais les partisans de la nouvelle doctrine ne furent pas les seuls à s'élever contre ces persécutions; l'opposition fut même plus nombreuse de la part des partisans de l'ancienne. L'inquisition, ce monstre sorti des enfers, excita la même indignation dans tous les habitans; chacun craignit que, sous le voile de la religion, on ne portât atteinte à la sûreté des personnes & des propriétés. Il est même singulier qu'en 1576 ceux d'Amsterdam attestèrent positivement, comme ils l'avaient toujours fait, n'avoir jamais pris les armes pour le fait de la religion, *Voyez Hoofst p. 490.* En 1582 le Magistrat de Leide déclara solennellement que les Provinces ne s'étaient pas confédérées pour favoriser aucune religion particulière. *Voyez Brandt II. 567.* Les Capitulations connues sous le nom de pacifications, sont formelles sur ce point. Harlem, Amsterdam, Schoonhoven, Utrecht, Goes & plusieurs autres ne se rendirent aux Insurgens qu'après avoir stipulé le maintien de la religion Catholique dans tous ses droits & privilèges. Il est vrai que ces capitulations furent violées presque à l'instant où elles furent jurées; mais l'infraction ne peut jamais passer en loi.

La rigueur exercée dans la suite contre les Catholiques des Pays-bas, fut si violente, qu'on demandait comme une grace de leur accorder les droits essentiels de la liberté civile. Le mémoire que le Président Jeannin présenta en leur faveur en 1609, dès la conclusion de la trêve, est un monument trop intéressant pour ne pas mériter la plus grande publicité. Il ne demandait pas l'exercice public, mais au moins la tolérance. „ Les Catholiques ont, disait-il, mérité cette faveur. Ils ont, pendant la guerre, sacrifié „ leurs biens & leurs vies pour la défense commune. „ La rigueur avec laquelle on les a traités, ne leur „ a pas arraché une plainte, un murmure : ils ont „ regardé cette rigueur comme un effet momentané „ de la politique & de la nécessité : ils ont attendu „ la paix avec une patience vraiment patriotique, „ dans l'espoir qu'ils en partageraient les avantages, „ comme ils avaient partagé les maux & les périls „ de la guerre. Ils se sont flattés qu'on leur accorderait le plus doux, le plus précieux des biens de „ la liberté, le pouvoir de rendre à l'Etre suprême „ le culte qu'ils croient devoir lui être le plus agréable. Est-il un joug plus révoltant que la contrainte & la rigueur sur cet article ? Quelles affreuses calamités l'intolérance n'a-t-elle pas causées „ dans le monde ? Le ciel ne veut-il pas nous apprendre par ces exemples frappans que la foi vient „ de la faveur de l'esprit saint, non de l'autorité & „ de la violence des hommes ? Qu'on jette les yeux „ sur la France ; le fanatisme en avait fait un théâtre d'horreurs & d'anarchie ; la tolérance a tout „ rétabli dans l'ordre & dans un état florissant. Cependant les Catholiques des Provinces-Unies ont „ plus de droit à tous les privilèges civils que les Protestans Français. Un Souverain peut défendre „ l'exercice de toute autre religion que de celle qu'il „ a trouvée dans l'Etat. Mais il est & contre la „ justice & contre la bonne politique d'attaquer une „ religion dont l'antiquité semble avoir consolidé les „ fondemens & consacré les droits. Les Catholiques „ ques

„ ques ont encore un autre titre en leur faveur,
 „ que celui de la possession primitive : ils ont aidé
 „ à procurer cette Liberté, cette Souveraineté qui
 „ donne le pouvoir de créer des loix : il est donc
 „ bien cruel que ce droit soit tourné contre eux,
 „ qu'on leur ôte la part d'un avantage si flatteur pour
 „ le cœur humain. Il est bien injuste que les uns
 „ s'arrogent le droit d'être maîtres & seigneurs, en
 „ réduisant les autres à l'abjecte & dure condition
 „ des esclaves, en les condamnant à ne pas toucher
 „ aux fruits du triomphe qu'ils ont procuré à la pa-
 „ trie commune. Un pareil refus n'expose-t-il pas
 „ les Protestans qui vivent dans les États où leur
 „ religion n'est pas la dominante ? Que peut-on
 „ craindre en dispensant les douceurs de la paix &
 „ de la liberté à ceux qui n'ont jamais trahi leur
 „ devoir dans les conjonctures délicates & critiques
 „ de la guerre ? Mais, en trompant leurs espéran-
 „ ces légitimes, ne doit-on pas craindre de les rédui-
 „ re au désespoir, & de s'en faire des ennemis ca-
 „ chés, tandis qu'on pourrait en faire des citoyens
 „ zélés ? En vain prétendrait-on que la Répu-
 „ blique est fondée sur la réforme. Les actes pu-
 „ blics & solennels qui ont accompagné la prise d'ar-
 „ mes & les premières confédérations subsistent en-
 „ core. On y voit que les Catholiques, quoique les
 „ plus forts furent également zélés pour repousser
 „ la tyrannie qui sappait les privilèges, estimant in-
 „ juste qu'on voulût ravir à chacun la liberté de ren-
 „ dre à Dieu le culte dicté par la conscience. L'ex-
 „ périence montre d'ailleurs, que la diversité des re-
 „ ligions n'est pas nuisible à un Etat. Au contraire,
 „ la violence ne peut que faire naître de nouveaux
 „ troubles, affermir les Catholiques dans leur reli-
 „ gion ou les précipiter dans l'incrédulité. Alors
 „ que peut-on attendre de gens qui n'ont ni foi,
 „ ni loi ? Tous les sages sont convenus que la su-
 „ perstition était moins dangereuse que l'impiété ;
 „ au moins le superstitieux a-t-il un frein qui l'ar-
 „ rête ; la crainte de tomber entre les mains d'un
 „ Dieu

„ Dieu vangeur : mais celui qui n'espere & ne craint
 „ rien après la mort, pense que tout lui est permis,
 „ & qu'il n'a qu'à se dérober à l'œil vigilant du Ma-
 „ gistrat. Les Catholiques sont-ils mécontents, ils
 „ ont, dit-on, toute liberté de se retirer. Mais,
 „ après avoir aidé à rendre ce Pays indépendant,
 „ ne ferait-il pas inique de les condamner à l'exil, sup-
 „ plice si douloureux pour de braves gens qui ché-
 „ rissent leur patrie ? Quelles suites funestes n'en-
 „ traînerait pas une émigration qui laisserait un si
 „ grand vuide dans la population de l'Etat ? Tou-
 „ tes ces raisons autoriseraient sans doute les Ca-
 „ tholiques à demander l'exercice libre & public de
 „ leur religion ; cependant on ne demande pour
 „ eux que la mince faveur de l'exercer dans leurs
 „ maisons sans être inquiétés ni molestés : cette to-
 „ lérance n'entraînerait aucun inconvénient dès que
 „ les Ecclesiastiques. Romains n'exerçant leur voca-
 „ tion que sous les auspices & la censure des Magi-
 „ strats, pourraient être réprimés, dès qu'ils four-
 „ niraient des preuves contre leur fidélité." Tel
 „ est le précis du mémoire livré par le Président Jean-
 „ nin aux Etats Généraux en 1609. Cependant il s'en
 „ fallut de beaucoup que la demande légère & légitime
 „ à laquelle il se bornait fût accordée : non-seulement
 „ on continua, dans plusieurs endroits, à défendre à
 „ ceux de cette religion, toute assemblée publique ;
 „ on traduisit même en crime d'état les conventicules
 „ secrets auxquels ou les forçait de recourir. Les prê-
 „ tres, les cathécistes, les maîtres d'école, ceux même
 „ qui assistaient à ces assemblées, devaient être condam-
 „ nés au bannissement, à des emprisonnemens, au
 „ pain & à l'eau, ou à la bierre, à perdre leurs man-
 „ teaux & communément à des amendes pécuniaires.
 „ Il n'est donc pas étonnant qu'en 1644, un Ambassa-
 „ deur de France, le Comte d'Avaux, ait cherché dans
 „ l'assemblée même des Etats à les engager à modé-
 „ rer la rigueur des loix pénales contre les Catholiques
 „ & à leur permettre d'exercer au moins leur religion
 „ dans les maisons particulières. Il s'étendit sur les

mêmes raisons que Jeannin avait déduites longtems auparavant ; mais ce qui montre l'état où était alors l'opinion sur cet article , c'est qu'on lui répondit qu'on ne pouvait tolérer des superstitions scandaleuses, contraires à la parole de Dieu & capables d'introduire la hiérarchie papale. On ajouta même à ce langage indécent à l'égard d'un Ambassadeur & d'un Monarque de la religion qu'ils qualifiaient d'une manière si injurieuse, la menace de faire exécuter les placards avec plus de rigueur que jamais.

Lors de la grande assemblée, l'an 1651, les Catholiques ne furent pas moins maltraités. On était si sévère à leur égard, qu'on ne voulut jamais permettre aux Régimens Français au service des Etats, d'avoir des Aumôniers de leur religion, quoique le Roi ne cessât de représenter que c'était une grande cruauté aux Etats de faire perdre le salut éternel à ses sujets qui sacrifiaient leur vie temporelle à leur service. C'est ainsi que s'exprime le compilateur Aitsema, Historien généralement impartial & véridique. Les Zéelandais soutenaient en même tems dans la grande assemblée qu'on ne devait pas tolérer un culte qui ne pouvait s'exercer qu'au préjudice de la véritable religion, au grand chagrin des vrais fideles, à la joie des faux-freres. Il est vrai, disaient-ils, qu'il est des Etats où cette diversité de religion n'altère aucunement la bonne harmonie de la société : mais des exemples n'étaient pas des preuves : chaque peuple avait un caractère particulier & une constitution différente : ils ajoutaient même qu'une pareille tolérance serait impraticable & funeste dans ce pays. Les ministres Protestans qu'on laissa comparaître dans cette assemblée firent un discours bien plus singulier encore. Il fallait, disaient-ils, abolir les idolâtries, les superstitions, les hiérarchies des Papistes : il fallait abattre leurs images, renverser leurs autels, comme des pratiques directement contraires à la parole de Dieu, à la pureté de l'état, au salut des ames. Les Papistes ayant voulu s'opposer à ceux qui voulaient anéantir leur culte abominable, il est donc à craindre qu'ils négocient

gent les Magistrats, attendu que les idolâtres sont toujours d'un naturel sanguinaire & regardent comme une œuvre méritoire de manquer de foi aux hérétiques & de tremper les mains dans leur sang... C'était, insinuaient-ils, cette affreuse tolérance qui avait attiré le courroux du ciel sur le pays; c'était la cause des fievres malignes, de la décadence du commerce, des inondations, de la cherté des vivres & de la mort des plus illustres personnages. Il fallait absolument fermer l'entrée du pays à tous les prêtres, abolir les cloîtres ou béguinages, priver les Papistes de tout emploi, déclarer leurs enfans bâtards, excepté ceux qui se rendraient réformés; détruire les écoles, les assemblées même dans les granges ou les barques, empêcher de fermer les boutiques les jours de fête, & les prêtres des Ministres étrangers de prêcher dans la langue du pays.

L'Historien, qui nous fournit ces détails révoltans, assure qu'il n'y avait rien dans cette proposition des Ministres qui n'eût été prescrit auparavant dans les placards publics. Sans doute, ajoute-t-il, que ces Edits n'étaient jamais observés; car il est impossible qu'une nation éclairée & naturellement douce exécute à la rigueur des Ordonnances si visiblement contraires aux lumières de la raison & aux sentimens de l'humanité.

Fanatiques de toutes les communions, ne voyez-vous pas qu'en donnant à la vérité le droit du glaive, vous le donnez à l'erreur? Que, pour l'exercer, il suffira d'avoir l'autorité en main, & que la persécution changera toujours d'étendards & de victimes au gré du plus fort?

Partout le fanatisme a cherché à élever des barrières entre deux religions qu'il fallait chercher à réunir. Croirait-on que, sans remonter plus haut qu'à l'année 1750 & 1755, les Etats-Généraux & les Etats de Hollande sont descendus jusqu'à dresser des Edits pour empêcher les mariages entre ceux de l'une & l'autre religion. C'est ainsi que le malheureux

reux esprit d'intolérance cherche à mettre des entraves même dans ce lien si doux que la nature semble avoir formé pour réparer les maux introduits par les institutions humaines, & réunir les hommes qu'elles cherchent continuellement à diviser. Nous le répétons encore : on ne cesse de déclamer contre la philosophie du siècle ; mais quelle est respectable quand elle s'élève contre des préjugés aussi odieux, aussi absurdes ! Et combien est estimable aux yeux de l'ami de l'humanité, celui qui dans un de ses vœux philosophiques désire de voir le Quaker, le Catholique, le Protestant, le Juif, le Musulman, se réunir ensemble par les nœuds de l'union conjugale !

On prétend répondre à ces observations : en disant que les Catholiques dans les Pays où ils sont dominans, n'ont pas traité les Réformés avec plus de douceur. On rappelle les Saints Barthelemi, les massacres d'Irlande & d'autres horreurs qui souillent l'histoire de l'espèce humaine.

On peut répondre à cette objection, que le mauvais exemple n'autorise personne & que les Catholiques tolérans des Pays-bas ne doivent pas porter la peine des Catholiques fanatiques de la France. Est-il d'ailleurs un seul Français de bon sens, qui ne déplore le fatal aveuglement de Louis XIV en révoquant l'Edit de Nantes ? C'est le crime d'un seul ; au lieu que l'Edit de Nantes était une loi d'Etat, un décret de la nation. Et cet Edit de Nantes n'est-il pas un reproche éternel aux réformés, qui dans les lieux où ils dominent & où la nation gouverne, n'ont jamais voulu accorder les mêmes privilèges aux Catholiques qui, sans doute, avaient plus de droit de les conserver, que les Protestans de France n'en avaient de les acquérir.

La vérité, l'équité font entendre leurs voix dans tous les Pays. La grande ame de l'Empereur s'élevant sur les principes étroits de ses prédécesseurs, il n'accorde pas seulement aux Protestans les prérogatives religieuses ; mais tous les emplois d'honneur

& de confiance dans le civil & le militaire. Un Protestant Anglais du mérite le plus respectable, exerce actuellement une des premières places dans les Pays-bas Autrichiens. L'opiniâtreté même du Luthéranisme de la Suede, s'adoucit enfin pour ouvrir la porte à une tolérance générale. Il est certain que les Protestans Français, quoique sous une tolérance seulement tacite, jouissent de la plus grande tranquillité. L'armée qui, dans ce Royaume, est tout, leur est ouverte; quelques-uns des honneurs & des décorations militaires que la loi leur refuse, sont suppléés par d'autres, afin d'exciter & d'honorer leurs talens. Un Protestant est resté longtems à la tête des Finances.

Cependant, dans un tems pareil; nous avons vu en Angleterre, dans cette Isle de sages & de philosophes, une multitude d'incendiaires menacer le Royaume d'une subversion totale, parce qu'on avait accordé non des privilèges, mais quelques soulagemens aux entraves où l'on tenait les Catholiques. Qui croirait qu'en 1699 on fit une loi qui condamnait à un emprisonnement perpétuel la célébration d'une messe, culte religieux qui approche beaucoup de la liturgie Anglicane & ne contient rien contre les loix ni contre les mœurs? La même punition était décernée contre les Catholiques qui ouvraient des écoles à la jeunesse, occupation utile & vertueuse. On invitait à la délation par des récompenses odieuses. Tout Catholique Romain était exposé à se voir enlever son bien par ses parens les plus proches, à moins que par la profession intérieure de ce qu'il ne croyait pas, il ne rachetât par son hypocrisie ce que la loi déferait à son parent pour n'avoir point de principes.

Guillaume III. régnait dans le tems de ces Edits; on sait qu'il était ennemi des persécutions. Il était venu délivrer les Anglais de l'esclavage & du Papisme avec une armée composée en grande partie de Papistes; car les soldats Hollandais sont en grande partie de cette religion. Ils n'hésiterent pas de l'aider à se placer sur le trône d'un Prince
Pa.

Papiste. Tel est l'effet de l'esprit de tolérance ; c'est ainsi que la liberté peut être soutenue par toutes sortes de personnes , dès qu'on est fermement attaché à ses principes. Quand elle est fidele à elle-même , elle s'affujettit toute chose ; ses propres adversaires sont des instrumens dans ses mains.

L'acte de l'an 1699 contre les Papistes fut l'effet d'une intrigue de faction. Certains esprits mécontents entreprirent de mettre le Roi dans l'alternative ou de violer ses principes de tolérance, ou de s'exposer à la haine de protéger les Papistes. Ils proposerent un bill pour cet objet ; & le firent bien méchant & bien absurde afin qu'il fût rejeté. Le parti de la Cour , ayant découvert ce jeu, rejeta la balle sur ceux qui l'avaient lancée ; ils renvoyerent le bill en y ajoutant des absurdités encore plus grandes , afin que sa chute retombât sur les premiers Auteurs. C'est ainsi que passa cet acte , chargé de la double iniquité des deux partis , dont aucun n'avait intention d'accepter ce qu'il voulait faire rejeter à l'autre. Ainsi les fortunes & les libertés d'un nombre respectable de bons citoyens , devinrent le jouet de factions insolentes & corrompues. C'est ainsi que l'Evêque Burant raconte ce mystere d'iniquité.

La suite ci-après.

P O S C R I P T U M.

Comme plusieurs matieres que nous entreprenons de traiter au long , pourraient nous faire perdre de vue les affaires de cette République , qui devraient être le principal objet de ces feuilles ; nous y destinerons toujours , au moins quelques-unes des dernieres pages. Ce sera comme un thermometre qu'on pourra consulter pour connaître les variations de l'atmosphere politique , les vents divers qui l'agitent , & suivre la direction que prennent les affaires.

ETAT

ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE.

Tous les yeux sont actuellement fixés sur les délibérations des assemblées politiques de l'Etat. La nation paraît généralement prévenue contre la médiation de la Russie. On dit même qu'elle n'a été acceptée que sous condition, 1^o. que nous serions conservés dans le maintien de tous les traités faits avec l'Angleterre & de tous les droits stipulés dans la neutralité-armée ; 2^o. que ces négociations ne porteraient aucun préjudice aux liaisons qu'on pourrait former avec la France. Ces demandes annoncent assez la tournure que doit prendre une proposition que les Anglais n'ont visiblement amenée que pour endormir nos courages & enchaîner nos forces.

Cependant, s'il faut en croire les Anglomanes, le tems est arrivé où nos liaisons les plus étroites avec ce Royaume vont se renouveler. A les entendre, la chose est de la dernière facilité : la France même, suivant eux, désirerait de nous voir rentrer dans la neutralité. Le débouché que nous lui procurions d'une multitude de ses denrées & surtout de ses vins est arrêté : elle sent vivement la disette des articles importans, essentiels, que notre neutralité nous mettait à portée de lui fournir ; d'ailleurs, nous sommes perdus en nous liant formellement avec la France ; nous épousons surtout la cause de l'Amérique. Nous sommes dès lors enchaînés à une guerre dont personne ne peut prévoir la durée & qui menace d'être longue, à n'en juger que par l'obstination des Anglais, qui, au milieu même de leurs plus grands revers, n'ont pas encore paru montrer la moindre inclination vers la paix. D'ailleurs, la fortune de la guerre est changeante : les plus puissans seront toujours le plus à portée de tirer leur épingle du jeu ; & tous les frais de la guerre tomberont sur nous. Nous sentons déjà vivement le dommage que cette
pre-

premiere année de guerre a causé au commerce : que sera-ce si elle dure encore quelques années, comme il est probable. Il est vrai que l'Angleterre est encore bien loin de réduire les Américains par la force ; mais qui pourra forcer les Anglais de reconnaître l'indépendance de l'Amérique ?

Ces objections , répondent ceux du parti contraire, montreraient tout au plus qu'il y a des inconvéniens dans quelque parti que nous puissions prendre. Les meilleures affaires dans le cours de la vie n'ont elles pas toujours un côté qu'on peut représenter sous un jour défavorable ? Il ne s'agit pas de savoir si une alliance avec les Ennemis de l'Angleterre a des inconvéniens ou non ; mais si ces inconvéniens sont plus petits ou plus grands que la guerre passive que nous faisons, ou une réconciliation avec l'Angleterre

C'est ce que nous examinerons dans le numero prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenscbot* ; à *Haarlem*, chez *Walree* ; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray* ; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman* ; à *Gouda*, chez *Van der Kios* ; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkhorst* ; à *Dordrecht*, chez *Blusse* ; à *Deventer*, chez *Leemhorst* ; à *Groningue*, chez *Huyzingh* ; à *Nimegue*, chez *Van Goor* ; à *Arnhem*, chez *Troost* ; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Amériquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées* par *Henri quatre*, Estampe allégorique.

L E

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. L. LUNDI, ce 21 JANVIER, 1782.

Suite du

CHAPITRE XLII.

Sur le Catholicisme.

Les suites de l'acte si rigoureux, publié contre les Catholiques-Romains, ont été aussi fatales, que son origine avait été burlesque & déshonorante. Depuis cette époque, tous les Anglais de cette communion se sont vus obligés de se dérober à la face du jour. Le Clergé, caché dans les greniers de maisons particulières, ou réduit à chercher un abri sous les privilèges de quelques Ministres étrangers, était dans la nécessité de répudier sa patrie, dans le sein de sa patrie même. Le corps entier des Catholiques, dévoué au malheur & à l'ignorance, dans son pays natal, s'est vu obligé de chercher les premiers éléments d'une éducation libérale, dans la charité des ennemis de l'Angleterre, au risque d'y puiser la haine de sa propre patrie. Est-il à croire que la France aurait des Régimens entiers d'Irlandais, qu'avec leur secours elle eût conquis la Grenade & St Eustache, si ces funestes loix pénales n'eussent con-

traint ces belliqueux Insulaires d'aller chercher du service chez les ennemis naturels de leur pays?

On objectera peut-être que ces statuts ne sont pas mis à exécution, & qu'en France les Protestans ne sont pas soumis à des loix moins rigoureuses.

On fera, sans doute, étonné de ce que j'avance; mais, en qualité de témoin oculaire & d'après de longues observations, je crois pouvoir assurer qu'en France, il y a actuellement moins de prévention parmi les Catholiques du peuple contre les Protestans, qu'il n'y en a dans la populace Anglaise contre les Catholiques; soit qu'en France les anciens préjugés aient perdu de leur force, soit que le caractère sociable de la nation Française influe sur sa conduite à cet égard. Au mois de Juin de l'an 1780; dans un tems où le premier Ministre des Finances en France était Protestant, l'esprit de fanatisme faillit à ensevelir toute la puissance & la gloire de la Grande-Bretagne dans les flammes de Londres: la métropole de la religion Protestante se vit sur le point d'être réduite en cendres; & si l'on pouvait hésiter à attribuer ces horreurs à l'intolérance du Protestantisme, une multitude de libelles inflammatoires prouveraient le contraire. La conduite des Catholiques dans ce moment de fureur & de brutalité, forme le contraste le plus frappant. Ils habitaient les lieux qui étaient le principal théâtre de ces horreurs. Endurcis en général dans les travaux les plus pénibles, forts, robustes, plus accoutumés à sentir qu'à raisonner, on aurait pu craindre une résistance sanglante de leur part. Mais, quoique provoqués par tout ce qui peut allumer le sang, quoiqu'à l'incendie de leurs maisons & de leurs chapelles on ajoutât des profanations criantes sur les objets les plus sacrés à leurs yeux, pas un ne chercha à se vanger, ni même à se défendre.

Quant à l'exécution des loix penales en Angleterre, voici plusieurs faits. Il n'y a guere que sept ans qu'un prêtre nommé Malony, respectable par ses mœurs, n'étant ni coupable ni même soupçonné d'aucune action préjudiciable à l'Etat,

l'Etat, fut condamné à une prison perpétuelle pour avoir exercé les fonctions de sa religion. Il fut étroitement gardé deux ou trois ans ; & le gouvernement ne lui rendit la liberté qu'en le condamnant à un bannissement perpétuel. On a vu un Frere du Comte de Shrewsbury, un Talbot nom fameux dans les Annales d'Angleterre, confondu à la Barre du vieux Bailey parmi le commun des malfaiteurs. On croit qu'il ne dut sa délivrance qu'à certaines erreurs qui s'étaient glissées dans le procès. En un mot, la persécution ne se serait jamais ralentie un moment, si les juges, se mettant au-dessus des loix séveres de leur devoir artificiel, pour obéir aux mouvemens plus pressans de la conscience, n'imaginaient mille ressources pour faire échouer les rapports des délateurs. Encore le pouvoir des évocations légales contre une iniquité légale, est-il quelquefois si peu efficace, qu'une Dame de condition s'est vue sur le point d'être dépouillée de toute sa fortune par une de ses parentes à qui elle avait rendu de grands services : elle aurait été totalement ruinée, si le corps législatif, le Parlement lui-même, n'eût intervenu dans cette odieuse affaire.

C'est ainsi que les mauvaises loix sont les plus cruels des Tyrans. Dans cette situation, les hommes ne tremblent pas seulement à l'approche d'un Magistrat au regard sévere ; ils sont même obligés de se dérober aux yeux de leurs concitoyens. Les semences de destruction sont ainsi répandues dans le commerce civil, dans la douceur des sociétés. Le pur sang des familles est ainsi infecté. Les tables, les lits, sont environnés de pieges. Tous les moyens établis, par la Providence, pour rendre la vie saine & agréable sont transformés en instrumens de terreur & de supplice. Cette sorte de condescendance universelle qui rend le serviteur même qui attend vos ordres, l'arbitre de votre vie & de votre fortune, tend si fort à dégrader & avilir le cœur humain & à le priver de cette sécurité & de cette liberté qui font l'homme ce qu'il est, qu'il vaudrait

presque mieux tuer un homme d'un seul coup pour des opinions odieuses , que de le tenir dans ces tristes perpétuelles qui rétrécissent l'esprit & dégradent les sentimens.

Lorsque l'Espagne se déclara contre l'Angleterre, elle donna des ordres rigoureux contre les Catholiques Irlandais, établis dans son sein. N'est-il pas révoltant que les Irlandais attachés à leur patrie soient persécutés en Espagne pour leur patriotisme, tandis qu'on les persécute encore en Angleterre sous prétexte qu'ils sont ennemis des Anglais. La méchanceté même pourrait-elle imaginer une contradiction plus ridicule & plus atroce ?

Ces idées, exposées avec l'éloquence d'un Saville & d'un Burke, ont sans doute occasionné les dernières démarches du Parlement Britannique en faveur des adhérens à la communion Romaine. Mais les émeutes populaires, survenues à cette occasion, montrent assez que le peuple Anglais est encore bien loin d'avoir des idées saines sur la tolérance Religieuse. Ces faveurs même sont encore bien loin d'équivaloir à une entière tolérance. Aussi voit-on actuellement de nouveaux plans proposés pour aggrandir le cercle étroit de cette tolérance.

Et pourquoi refuserait-on aux Catholiques les mêmes privilèges qu'aux autres citoyens ? Le préjugé qui les dépeint comme amis du pouvoir absolu & de l'esclavage, est-il bien réel ? Peut-être sont-ils actuellement portés vers le gouvernement monarchique ; parce qu'ils y trouvent un azile contre les loix arbitraires & tyranniques. La force du pouvoir exécutif est effectivement l'azile naturel de ceux à qui les loix ont déclaré la guerre : se plaindre que des hommes soient inclinés à favoriser ce qui leur procure la sûreté, est si absurde, que le ridicule en fait oublier l'injustice.

Ce n'est pas que je fasse aux Catholiques-Romains l'injustice de croire qu'ils soient moins portés que ceux des autres religions vers les principes des gouvernemens libres. Les annales des différens peuples de

de l'Europe seraient des preuves incontestables du contraire. La plupart des Républiques de l'Europe se sont formées dans le tems où la religion de Rome était le plus remplie d'absurdités & de superstitions. En Suisse, c'est dans les cantons où domine la même religion, que la liberté approche le plus de la démocratie, c'est-à-dire de sa perfection. Ce n'est même que depuis que l'esprit de philosophie a donné plus d'extension aux principes étroits de la réforme de Calvin, que depuis que le caractère même de Calvin est devenu odieux aux partisans éclairés de la réforme, que les Genevois s'agitent pour augmenter la partie démocratique de leurs constitutions. Les peuples des Pays-bas, les bourgeois des villes, les francs-tenanciers des campagnes, dans quel tems ont-ils défendu leurs privilèges contre l'ambition de leurs petits Souverains ? N'est-ce pas dans les tems où la religion de Rome était la dominante & la seule ?

Quant à moi, j'ai pour système fondamental, système qui ne me quittera, j'espère, qu'au dernier soupir : que l'esprit de liberté est inséparable de l'honnêteté & de la justice. Je ne crois pas qu'il y ait de constitutions libres où l'on puisse juger nécessaire à la sûreté publique de condamner une partie du peuple à un esclavage continuel. Cette sorte de constitution libre, s'il en est de telles, n'est en effet, sous un nom déguisé, que la tyrannie de la faction la plus forte ; & les factions dans les Républiques ont été & sont aussi capables que des Monarques, de se porter à l'oppression & à l'injustice la plus cruelle. Il n'est que trop vrai que l'amour, que l'idée même de la vraie liberté est extrêmement rare. Il n'est que trop vrai qu'il en est un grand nombre dont tout le système de liberté n'est composé que d'orgueil, d'insolence & de perversité. Ils se croient dans un état d'esclavage, ils s'imaginent que leurs Ames sont emprisonnées, s'ils n'ont des gens qui sont à leur discrétion. Cette soif de dominer

& d'avoir des serviteurs, passe quelquefois à ceux de la dernière classe du peuple.

Toutes ces entraves, honorées du nom de raison d'Etat & de politique nécessaire pour le maintien des constitutions & des Républiques. ne sont, au fond, que de misérables effets d'une lâche ambition qui voudrait retenir le dépôt sacré du pouvoir sans aucune des vertus ni des qualités qui y donnent un titre; cette politique est un détestable composé de malice, de poltronerie & de lâcheté. Ils voudraient gouverner les hommes contre la volonté; mais, afin de se dispenser d'exercer leur vigilance, la prévoyance & le courage, & pour pouvoir dormir en sûreté, ils font en sorte que quelque partie de la société devienne l'esclave de l'autre. Je citerai à cette occasion deux traits, propres à montrer sous quel point de vue cet esclavage est envisagé par les plus éclairés des Protestans. Deux Membres de la Régence d'Utrecht se promenaient sur la place Ste Marie de cette ville. L'un d'eux fit remarquer à son ami que l'Eglise de ce nom située sur cette place, tombait en ruine & qu'on devait regarder comme un point d'honneur d'y faire les réparations nécessaires.

„ Eh bien, nous n'avons qu'à la donner aux Catholiques; mais après avoir stipulé qu'ils n'engageront rien pour en faire un monument propre à embellir la ville.

„ Comment! voulez-vous permettre à ces Papistes idolâtres l'exercice public de leur perverse religion?

„ Point du tout: ce n'est qu'une spéculation que je propose, & elle me paraît sûre. Quand les Catholiques auront réparé cette Eglise, nous la reprendrons.

„ Comment! la reprendre! Quelle iniquité! Ne sentez-vous pas tout l'odieux de cette infâme mauvaise foi?

„ Je le sens aussi bien que vous; mais dites-moi: avec quelle équité & quelle bonne foi avons-

„ nous

„ nous pu leur enlever ces églises après les conventions les plus formelles & les plus sacrées ? ”

L'autre anecdote est, je pense, tirée des écrits du Chevalier Temple. Un Ambassadeur Anglais demandait à un membre distingué du gouvernement, pourquoi l'on tolérait un si grand nombre de Catholiques dans les Provinces-Unies ? Tant mieux pour les Protestans, lui dit-on ; ils ont moins de concurrens pour parvenir aux emplois. Cette réponse est excellente ; mais si jamais les Catholiques sentaient leurs forces ou raisonnaient comme les Protestans, au commencement de la révolution, cet arrangement durerait-il longtems ?

On nous dit que les restrictions & les entraves ne sont pas des persecutions religieuses : on vante à cette occasion l'esprit tolérant de la réforme ; soit. Ce n'est pas persécution, c'est tyrannie. La forme ne fait rien à la chose : je veux convenir que c'est une loi de l'Etat, & non une loi de l'Eglise, que les Catholiques soient plus malheureux que les autres citoyens.

Je ne vois, parmi les pays de la Chrétienté, guère que les Etats-Unis de l'Amérique où la liberté religieuse soit passée en loi d'Etat. Il y a quelques pays en Europe où les deux religions, la Catholique & la Protestante jouissent des mêmes privilèges ; mais toutes les autres sont exclues par les loix nationales, à moins que des Souverains impériaux & despotiques, tel que le Roi de Prusse, ne franchissent le cercle étroit que l'esprit exclusif de religion cherche continuellement à former. Mais cet usage, n'étant que l'effet de l'opinion particulière d'un Monarque auquel peut succéder un Prince intolérant, on ne saurait dire que la liberté religieuse soit dans la constitution de l'Etat, pas plus qu'on ne saurait dire qu'elle est établie en France, parce qu'il a plu au Monarque actuel d'appeler à l'administration de ses finances, une personne de cette religion & de ne permettre aucune violence sur cet article. Mais c'est dans les Etats-Unis de l'Amérique que la

liberté religieuse est établie en propres termes en principe fondamental.

„Tous les hommes,” dit la Constitution de „Pensylvanie,” ont le droit naturel & inaliénable d'adorer le Dieu Tout puissant, de la manière qui leur est dictée par leur conscience & leurs lumières. Aucun homme ne doit ni ne peut-être légitimement contraint à embrasser une forme particulière de culte religieux, à établir ou entretenir un lieu particulier de culte, ni à soudoyer des Ministres de religion contre son gré, ou sans son propre & libre consentement: *aucun homme qui reconnaît l'existence d'un Dieu ne peut être justement privé d'aucun droit civil comme citoyen*, ni attaqué en aucune manière, à raison de ses sentimens, en matière de religion, ou de la forme particulière de son culte: aucune puissance dans l'Etat ne peut ni ne doit s'arroger l'exercice d'une autorité qui puisse, dans aucun cas, lui permettre de troubler ou de gêner le droit de la conscience dans le libre exercice du culte religieux.”

„Toutes personnes,” dit la Constitution de la Delaware, „professant la religion chrétienne, jouiront à jamais & également des mêmes droits & des mêmes privilèges dans cet Etat, à moins que, sous prétexte de religion, quelqu'un ne troublât la paix, le bonheur ou la sûreté de la société.”

Les Constitutions de Massachusset, de Maryland & de la Virginie sont les mêmes sur cet article.

C'est ainsi que ces nouvelles Républiques bâtissent sur le grand principe de la liberté civile & religieuse: chose étonnante! c'est le nouveau monde qui donne aujourd'hui l'impulsion générale à l'ancien: l'Empereur entre dans la route que l'Amérique a tracée: les Anglais même commencent à ouvrir les yeux, & ce peuple qui sous Jacques I, Charles I, Charles II & Guillaume III, trouvait la tolérance des Hollandais excessive, s'agit actuellement pour dispenser tous les privilèges civils, aux hommes de toutes les dénominations.

Quel

Quel citoyen zélé des Pays-bas-Unis, peut rester indifférent sur ces établissemens dont une très-légère partie faisait autrefois la gloire & le bonheur de ce pays? Peut-il s'aveugler au point de douter que tous les pays circonvoisins ne cherchent à s'enrichir de nos dépouilles? Les Catholiques & les Protestans sont également intéressés à préférer les pays d'industrie, où ils n'ont pas seulement la tolérance religieuse, mais encore la liberté civile & politique. Peut-être les émigrations ne se feront pas avec autant d'éclat que dans les tems de guerre intestine & de persécution. Mais les moyens que l'on prend pour attirer l'industrie ne peuvent manquer de faire leur effet, sinon subitement, du moins peu-à-peu; & les autres pays auront, au-dessus de nous, l'avantage d'un territoire plus fertile & de ports plus commodes.

Croirait-on que, dans un tems où rien n'est plus nécessaire que d'affaiblir les préjugés occasionnés par les différences de religion, des fanatiques de notre pays aient cherché à nous prévenir contre les Catholiques Romains. Dévoués à l'Angleterre au préjudice de leur propre patrie, ils n'oublient rien pour nous prévenir contre une alliance avec la France, parce que c'est un Etat Catholique; comme si nous n'avions pas eu des alliances étroites avec ce Royaume & même contre des pays Protestans, dans les tems où les haines religieuses étaient bien plus violentes qu'elles ne le sont à présent.

C'est faire trop d'honneur à ces ennemis de la patrie & de l'humanité, & même de la religion, que de les réfuter sérieusement; il est au contraire à espérer que les exemples de tolérance que nous donnent les autres Etats, nous engageront à dispenser de plus grandes prérogatives aux religions qui ne sont que tolérées & à dissiper les préventions étroites & viles contre des alliances avec des Puissances d'une autre religion que la nôtre.

Affaires de la République ; particularités sur le caractère de Mr John Adams , Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique.

Ceux qui s'élèvent contre le projet d'entrer en liaisons politiques avec les ennemis de l'Angleterre, posent toujours en fait qu'elles nous empêcheraient de profiter d'une occasion pour faire une paix particulière avec l'Angleterre. Dans ce cas, nous devrions au moins nous unir à la France, quand ce ne serait que pour concerter les opérations de chaque campagne. Mais s'imagine-t-on que la paix sera plus facile à faire si nous ne contractons aucune alliance ? Nous n'avons qu'à jeter les yeux sur les événemens de cette première année de guerre, pour voir ce que le défaut d'alliance nous a fait perdre. Nous aurions pu recouvrer une partie du butin fait à St. Eustache & l'Isle même, si nous avions contracté des engagemens avec la France. Actuellement même, sous quel point de vue croirions-nous que nous pourrions faire une paix avec l'Angleterre. Sans doute, elle serait facile, si nous voulions la recevoir à tout prix. Mais dans l'état singulier & critique où nous sommes, où nous voulons rester, au point de dédaigner l'assistance qu'on nous offre, est-il croyable que les Anglais nous accorderont les conditions d'une paix honnête ? Il y a plus encore : les Anglais feraient-ils en état de nous rendre celles de nos possessions qui sont actuellement entre les mains des Français ? Nous serions donc alors obligés de nous joindre aux Anglais, de commencer encore la guerre pour l'éviter. Ainsi notre unique ressource est de faire une alliance offensive & défensive avec les ennemis de l'Angleterre.

J'ai soupçonné que la France était peu disposée à cette alliance ; je le répète encore : a-t-elle plus à craindre de notre agression que de notre neutralité ou de notre inaction ? Si les raisons qui ont enchaîné nos forces & empêché des armemens respectables, sont telles qu'on les a représentées, elles ne
sub-

subsisteront pas moins avec une guerre contre la France qu'avec une guerre contre l'Angleterre. Et même si les dispositions générales du peuple ne sont pas indifférentes sur ce sujet, peut-on espérer qu'il aime à seconder des mesures de jonction avec un voisin dont les outrages sont encore gravés en traits de sang dans tous les cœurs ?

D'où peut venir le bruit sinistre que les Puissances circonvoisines se sont partagé les débris de notre territoire ? Peu de personnes sont initiées dans le secret des cabinets. Mais je le répète encore : quand l'on considère la conduite de l'Empereur à l'égard des barrières, l'indifférence de la Prusse & le peu d'intérêt que les autres Puissances prennent à notre sort, quand l'on considère nos divisions & notre faiblesse, qu'on dise si nous ne sommes pas dans le même Etat où s'est trouvé un Royaume du Nord, dont il ne reste plus que la carcasse. Il faut donc des remèdes extraordinaires pour nous tirer de l'Etat désespérant où nous sommes réduits, de l'aveu même de tous les partis. Nous ne saurions donc trop hâter la formation d'alliances militaires & politiques avec les ennemis de notre ennemi. Il est donc plus que tems que nous prêtions l'oreille aux invitations des Américains. Leur Ministre Plénipotentiaire vient encore de faire à cet égard une démarche qui ne peut être indifférente à tout citoyen qui s'intéresse à sa patrie. Le récit que la Gazette de Leide en fait est conçu en ces termes.

Mercredi dernier, 9 de ce mois, Mr. *Adams*, Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis, fut en Conférence avec le Président de leurs Hautes-Puissances, & lui fit la Requisition suivante. Il donna connaissance ensuite de cette démarche aux principaux Ministres de l'Etat & aux Députés des Villes de *Hollande*.

„ Le 4 de Mai dernier, j'eus l'honneur d'une Conférence avec M. le Président de Leurs-Hautes-Puissances, dans laquelle je l'informai d'une Commission que j'avais reçue des Etats-Unis d'Amérique,

avec

avec Pleins-pouvoirs & Instructions, pour proposer & conclure un Traité d'Amitié & de Commerce entre les Etats-Unis d'Amérique & les Provinces Unies des Pays-Bas. — Dans la même Conférence j'eus l'honneur de demander une Audience à Leurs-Hautes-Puissances, afin de pouvoir leur présenter mes Lettres de créance & mes Pleins-pouvoirs. M. le Président m'assura, qu'il ferait rapport à L. H. „ P. de tout ce que je lui avois dit, afin que la „ chose pût être transmise aux divers Membres de „ la Souveraineté de ces Pays, pour être soumise „ à leurs Délibérations & à leur Décision.” Je n'ai pas encore été honoré d'une Réponse; & j'ai, par cette raison, l'honneur de m'adresser à vous, Monsieur, pour vous demander, comme je demande, une Réponse catégorique, laquelle je puisse transmettre à mon Souverain.”

Une telle démarche, qui, à considérer l'attachement bien connu de Mr. Adams pour une alliance avec la France, n'aura pas été faite sans sa participation, doit flatter tout homme qui prend à cœur l'honneur de la Patrie. Ainsi, malgré les soupçons & les bruits contraires, il est encore des Etats qui mettent quelque prix à notre amitié. Quant à l'Amérique, la question n'est pas de savoir si elle peut forcer ou non l'Angleterre à la reconnaître indépendante. L'Espagne, dans un faiblisse pire que l'état où se trouve l'Angleterre, ne nous accorda cette faveur qu'après une guerre de quatre-vingts ans. Mais cette obstination empêcha-t-elle les autres Puissances de traiter avec nous sur le pied de l'égalité, de faire des alliances & de nous envoyer des Ambassadeurs? Les Américains sont libres par le fait. Il ne s'agit que de savoir s'ils seront conquis ou non par l'Angleterre. Ils se mettent au nombre des Etats libres & indépendans. Toutes les propositions & supplications tendantes à réconcilier les deux Pays, ne sont plus de saison. Les recherches métaphysiques sur la manière de concilier la liberté des Colonies avec l'autorité du Parlement Britannique, toutes ces choses & le argon qui les accompagne, ne sont plus que de vains mots,

mots. Il ne s'agit plus que d'un point clair & net : si l'Amérique sera conquise, ou si elle restera libre & indépendante? Il est certain que les apparences ne sont pas en faveur de la Grande-Bretagne. Les efforts inutiles qu'elle a faits, prouvent suffisamment qu'elle se brise elle-même contre le roc qu'elle veut ensevelir dans les flots. En supposant cependant qu'elle pourra réussir dans son projet, à quoi se réduiraient dans ce cas les Traités que nous aurions faits avec les Américains-Unis? Ces Traités deviendraient ce que sont devenus ceux que nous avons faits avec la Lorraine, avec l'Ecosse, avec l'Oostfrise, avant que ces pays eussent perdu leur indépendance politique par la réunion à de plus grands Etats. Notre honneur national n'est-il pas compromis d'une manière plus injurieuse, par les outrages qu'on nous fait dévorer actuellement? Il est vrai qu'il n'y a pas de vraisemblance que les Américains puissent forcer l'Angleterre à les reconnaître indépendans; mais les Anglais sont-ils en état de faire une guerre éternelle? Leur crédit qui est la seule base de leurs efforts actuels, ne chancelle-t-il pas de plus en plus? Quand ils seront épuisés, & le terme n'est pas éloigné, ne se prêteront-ils pas d'eux-mêmes à une démarche devenue nécessaire? Ils se hâteront d'autant plus, qu'ils ne peuvent se dissimuler que l'Amérique devient tous les jours plus formidable. Les adversaires les plus ardens sont obligés d'avouer, (voyez *A view of the Evidence relative to the conduct of the American war* p. 96.) que ces nouvelles Républiques seront d'autant plus formidables à l'Europe, qu'elles pourront faire la loi aux Etats maritimes qui ont des possessions Américaines. Abandonnées à elles-mêmes, elles ne tarderont pas à se voir une flotte égale à celle d'aucune puissance Européenne. En effet, elles pourraient s'enrichir facilement du partage de toutes les nations de l'Europe, sans qu'aucune de ces nations soit jamais en état de leur causer aucun dommage, encore moins d'en obtenir satisfaction. Dès qu'une fois cette idée commencera à gagner dans les têtes

des

des Anglais, n'est-il pas à présumer qu'ils s'y porteront avec toute l'impétuosité nationale, pour se procurer des avantages & faciliter les moyens de renouveler leurs anciennes liaisons de commerce, si naturelles dans un pays, dont l'origine, les mœurs & le langage sont les mêmes? Ne courrons-nous pas risque de nous voir supplantés; pendant qu'une détermination plus prompte en faveur de l'Amérique, nous fournirait les moyens d'y établir nos correspondances de commerce sur un pied que rien ne pourrait ébranler? Outre ces considérations d'intérêt & de politique, quel citoyen ne sent pas une secrète inclination à rendre à ces nouvelles Républiques les services qu'on nous a rendus dans une situation exactement semblable?

Il n'est pas d'artifices que les Anglomanes de ce pays n'aient tentés pour prévenir la nation contre ces liaisons salutaires. Ils ont publié des *Considérations contre le Mémoire* de Mr. Adams; &, quoique nous les ayons refutées complètement, ils affectent de saisir cette occasion pour les annoncer avec une nouvelle emphase. La mauvaise-foi, compagne ordinaire d'une cause perverse, ne les a pas abandonnés dans cette occasion. Ils ont annoncé en même tems les interrogatoires de Joseph Gallo-way, ce fameux réfugié, aux gages du Ministère Britannique, comme contenant des particularités contre le caractère de Mr. Adams. Quoique les rapports d'un homme pareil doivent naturellement paraître suspects à tout esprit sage, on ne laissera pas d'apprendre avec indignation que tout ce qui se trouve dans ces interrogatoires traduits en Hollandais, à la charge d'un Mr. Adams, ne regardent aucunement la personne de ce nom qui est autorisée de la part de ses constituans à déployer auprès des Etats Généraux le caractère respectable d'Ambassadeur. Les Anglomanes ont cherché à confondre Mr. Samuel Adams avec Mr. John Adams.

Ce n'est pas que Mr. John Adams ait jamais chancelé ou molli dans tout ce qui pouvait tendre à ren-
ver.

verser les mesures des Anglais & à consolider l'Indépendance Américaine. Nous aurons dans la suite tout le loisir de raconter la manière dont il s'est signalé dans cette mémorable révolution. Mais auparavant nous croyons qu'il ne sera pas inutile de faire ici mention de l'opinion que les Bretons éclairés ont de ses talens. Thomas Hollis, Ecuyer, mort depuis peu à Londres, vient de laisser des Mémoires intéressans qui ont été publiés en deux volumes in 4to.

Dans l'année 1765, dit-il, „ il parut dans le *London Chronicle*, une dissertation sur le droit canon „ & féodal, à la suite de la fermentation occasion- „ née par l'acte du Timbre. Cet excellent ouvrage passa longtems pour une production de Jérémy Grydley, Ecuyer. Procureur Général de la „ Province de Massachusset. Mais je fus ensuite informé que l'on était redevable de cet ouvrage à Mr John Adams, Ecuyer, Jeune Juris- „ consulte, qui depuis peu avait quitté la campagne „ pour venir s'établir à Boston. Sa pratique est „ très-nombreuse; & l'on ne doute pas qu'il ne devienne l'oracle de ceux de sa profession.

„ Nous pensons, jusqu'à ce que nous soyons „ mieux informés, que c'est le même personnage „ célèbre qui a joué un rôle si brillant & si important dans le Congrès des Etats-Unis de l'Amérique. Quoi qu'il en soit, quiconque lit cette dissertation avec l'attention requise & quelque con- „ naissance du sujet, n'hésitera pas à reconnaître „ que l'Auteur était très-capable de seconder efficacement la formation de nouvelles Républiques, „ sur le principe établi par les Colons.”

Voyez volume I. p. 291.

„ L'Auteur de cet ouvrage est donc Mr John „ Adams, dont les efforts en opposition aux mesures „ vengeresses & précipitées de la Grande-Bretagne „ ont

„ ont contribué beaucoup à délivrer l'Amérique
 „ de l'influence de la politique du Torysme & de
 „ sauver ainsi ce pays du pillage & de l'oppression
 „ d'une bande de misérables Conseillers, & de leurs
 „ instrumens qu'à l'étonnement de l'univers, le peuple
 „ d'Angleterre souffre encore à la tête du conseil, avec
 „ une patience dont l'on chercherait envain la pareil.
 „ le parmi leurs ancêtres.”

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les
 Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenscbot*; à *Haar-*
lem, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*,
 & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*,
Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à *Gouda*,
 chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *J.*
Bronkborst; à *Dordrecht*, chez *Blusse*; à *Deventer*, chez
Leemborst; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*,
 chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*,
 chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux*
 & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On
 trouve chez l'Éditeur de ces feuilles. *L'Amériquiade*
Poëme; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées*
par Henri quatre; *Estampe allégorique.*

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LI. LUNDI, ce 28 JANVIER, 1782.

Suite du

CHAPITRE XLII.

*Sur le caractère de Mr. Adams & l'Indépendance
Américaine.*

„ Vous avez, continue Mr. Hollis, parmi vous
 „ des hommes d'Etat dont le long & glorieux
 „ regne d'Elizabeth se ferait honoré; & dans ce rang
 „ l'on peut mettre Mr. Adams, Ecuyer, jeune
 „ encore, plein d'activité & de génie. Les tems
 „ actuels annoncent de grands événemens; & ce ne
 „ sont pas des assemblées nombreuses, ce sont de
 „ simples individus qui fondent ou détruisent les
 „ Empires ”

Mr. John Adams est né à Braintrec, dans la Baye
 de Massachusset, à douze milles environ de Boston,
 d'une de ces premières familles qui fonderent cette
 Colonie en 1630. On ne voit, dit Mr. Smith (*Liv.*
IV. Chap. VII. de son ouvrage sur la Richesse des na-
tions) aucune noblesse héréditaire dans les Colonies
 de l'Amérique Anglaise. Mais les descendants d'une
 ancienne famille de la Colonie, à mérite & fortune

égaux, y sont plus respectés qu'un nouveau venu; comme c'est la coutume dans tous les pays. Les Ancêtres de Mr. Adams, quoiqu'ils fussent des principaux Colons de l'endroit, n'ont jamais figuré dans les emplois publics de la Province; mais ils ont laissé un souvenir plus précieux celui d'une intégrité à l'épreuve & d'une extrême bienfaisance. Ils vivaient à la campagne. Les ames fortes & vigoureuses ne se forment point dans la mollesse & le luxe des villes; la plupart des personnes de rang & de naissance en Europe même, persuadées de cette observation, font élever leurs enfans dans les campagnes; & c'est de là que sont sortis ces grands hommes qui, par leur génie & leur courage, ont eu le plus d'influence dans les révolutions.

Mr. Adams eut à peine passé les grades de la science du droit, que ses talens supérieurs attirèrent tous les regards. Sa pratique devint si nombreuse qu'il fut obligé de se fixer à Boston; il y fut regardé comme le premier de sa profession. Les principes qu'il avait adoptés sur les affaires politiques, n'attirèrent pas moins l'attention publique sur sa personne.

Il se déclara vivement contre les desseins d'ambition & de tyrannie que le Gouvernement Anglais avait projetés dans les Colonies. Le Gouverneur Bernard sentant l'importance d'un tel personnage pour le parti de la Cour, eut recours à tous les artifices pour le gagner. Il commença par des insinuations secrètes; il crut ensuite l'attirer en le flattant par l'ambition, appât si capable de séduire les personnes qui, dans une sphere brillante, déploient des talens supérieurs. Mr. Adams avait des principes; il dédaigna de les immoler à l'ambition; il rejeta la place importante, lucrative & honorable d'Avocat Général de l'Amirauté. Le Gouverneur ne fut pas découragé par le mauvais succès de ses premiers essais. Il fit dire à M. Adams qu'il ne demandait point le sacrifice de ses principes & que n'ayant en vue que l'avantage de la Colonie il croyait la servir en conférant un emploi de cette im-

importance à un homme d'un mérite aussi distingué. Trouverait-on, dans nos gouvernemens Européens, beaucoup d'hommes qu'une offre présentée d'une manière aussi séduisante & sous des paroles aussi flatteuses, n'eût séduites ? Mr. Adams, bien loin de chercher à s'aveugler sur le motif de son acceptation, saisit cette occasion pour ôter toute espérance à ceux qui pourraient le tenter encore sur cet article. Il déclara qu'il était trop attaché à ses principes pour rien faire qui pût enchaîner en aucune façon sa liberté de les montrer dans l'occasion. Il est à propos de remarquer que cet événement arriva en 1768, bien avant que la rupture eût éclaté, dans un tems où les charges étaient remplies de créatures du gouvernement Anglais. Depuis ce tems, le parti Britannique eut recours aux injures publiques, aux menaces clandestines ; mais l'on sent bien que celui que la faveur n'avait pu séduire, n'était pas homme à se laisser intimider par la crainte. Des âmes, inaccessibles à tous ces vils intérêts qui dégradent les âmes communes, se roidissent toujours dans les contradictions : rien n'ébranle leur fermeté : Mr. Adams, satisfait d'avoir rempli son devoir & sûr de la faveur du peuple dont il défendait les droits, vit d'un œil intrépide l'atmosphère se couvrir de nuages : bien loin de craindre la tempête, il osa la braver. Après avoir paru dans l'assemblée des Représentant & été choisi deux fois pour membre de la Chambre du Conseil, sans pouvoir y entrer par l'honorable négative du Gouverneur ; ses Concitoyens le nommerent pour assister au premier Congrès qui s'ouvrit le 5 Septembre 1774. Il eut part à toutes les résolutions importantes qui s'y prirent. Il fut un des principaux moteurs de la fameuse Résolution du 4 Juilliet 1776, où l'Amérique osa déclarer qu'elle était un Etat libre & indépendant & que tous ses liens politiques avec la Grande-Bretagne étaient rompus.

Les Anglais ne sentirent pas d'abord toutes les conséquences de cette démarche décisive. Le Lord Howe, qui se trouvait alors dans l'Isle-Lon-

gue , demanda une entrevue avec quelques membres du Congrès. Cette proposition fut longtems débattue : Mr. Adams opinait à la refuser ; elle passa cependant à la pluralité des voix ; & Mr. Adams lui-même fut nommé dans cette députation avec MM. Franklin & Rutledge. Le choix de pareils personnages montrait assez qu'on ne voulait rien céder du point essentiel de l'Indépendance.

Le Lord Howe fit partir aussitôt un de ses principaux officiers pour servir d'otage ; mais les trois Députés eurent la grandeur d'ame de le conduire avec eux : le Lord, venu pour les recevoir au débarquement , ne pût s'empêcher de déclarer combien il était ravi de cette extrême confiance ; & d'avouer qu'on ne lui avait jamais rendu honneur qui l'eût tant flatté. Les trois Députés passèrent au milieu d'une armée de vingt mille hommes rangés sous les armes : on observa que cet appareil menaçant & peut-être affecté pour donner une idée plus imposante des forces Anglaises , n'excita pas la moindre altération parmi ces trois illustres personnages : ils traversèrent l'armée , comme s'ils en eussent été les chefs. Le Lord Howe se piqua de les recevoir avec éclat. Après plusieurs politesses insinuanes , il ouvrit la conversation en disant qu'il ne pouvait les regarder comme Commissaires du Congrès ; mais que ses pouvoirs l'autorisant à conférer avec tout particulier de quelque influence dans les Colonies , sur les moyens de rétablir la paix il était ravi d'avoir trouvé cette occasion. Les Députés répondirent que n'étant envoyés que pour entendre , il pouvait les considérer sous le point de vue qui lui plairait ; mais que , quant à eux , ils ne pouvaient se considérer sous d'autres titres que ceux que le Congrès leur avait conférés. Mr. Adams ajouta qu'il pouvait les envisager sous le titre qu'il jugerait à propos excepté sous celui de sujet Britannique. Le Lord Howe se mit alors à perorer ; mais son refrain ordinaire était toujours que les Colonies retournassent sous la domination de la Grande-

Grande-Bretagne. Il insista beaucoup sur l'assurance que le Roi & ses Ministres se trouvaient dans les meilleures dispositions de rendre le gouvernement agréable , insinuant que, si l'on se soumettait, on ferait en sorte que les Actes parlementaires dont on se plaignait, seraient revus, & les instructions aux Gouverneurs reexaminées & toutes les causes de plaintes dans les actes ou les erreurs du gouvernement qui se seraient glissées dans les instructions, corrigées ou supprimées. Les Députés répondirent que le retour à la domination Britannique était une démarche qu'on ne pouvait plus attendre. Ils rapelèrent le mépris qu'on avait fait d'une multitude de leurs requêtes les plus respectueuses, & qu'on n'y avait répondu que par de nouveaux outrages. Ils étalèrent la patience qu'ils avaient marquée sous ce gouvernement tyrannique; & que ce n'avait été qu'à la suite d'un acte du Parlement qui leur dénonçait la guerre & les privait de la protection de la Couronne, qu'ils avaient fait la déclaration d'Indépendance. Ils observèrent à ce sujet que cette démarche avait été apelée à grands cris par le peuple des Colonies; que chacune l'ayant ensuite approuvée, se considérait comme Etat indépendant & s'occupait à régler son gouvernement en conséquence; de sorte qu'il n'était plus au pouvoir du Congrès de convenir pour chacun de ces Etats qu'ils retournassent sous l'ancienne domination. Ils avouèrent effectivement leur inclination pour la paix & leur disposition à traiter avec la Grande-Bretagne d'une manière qui fût avantageuse à l'un & l'autre pays; mais ils ajouterent qu'il serait encore plus facile d'obtenir de la Grande-Bretagne de traiter les Etats comme indépendans, qu'il ne le serait au Congrès d'abandonner cette Indépendance.

C'est par ces dernières paroles que ces illustres Députés répondirent à l'insinuation du Lord Howe, qui, pour mieux les gagner, les assura que la Grande-Bretagne ne serait pas ingrate, & qu'il ne tenait qu'à eux de défaire ce qu'ils avaient fait. J'ai, poursuivit ce Seigneur, une affection particulière

pour l'Amérique ; je n'oublierai jamais l'honneur que la Colonie de Massachusset en particulier a fait à mon frere (ce frere étant péri dans la dernière guerre avec la France, la Province de Massachusset lui fit ériger à Westminster un mausolée superbe, avec une inscription pour perpétuer son nom, sa valeur & ses services). Quand je considere l'opiniâtreté des Américains, quand j'envisage les malheurs qui vont fondre sur eux, je ne puis défendre mon cœur d'un mouvement de sensibilité & de douleur. A ces mots, le Docteur Franklin assura sa seigneurie qu'on ferait tout son possible pour lui épargner la douleur de gémir sur les calamités de l'Amérique. Ainsi cette entrevue ne changea rien de part & d'autre. Qu'on se rapelle que cette conférence eut lieu après la défaite ou plutôt le massacre sanglant à Long-Island d'où les Américains venaient d'être chassés avec perte de plus de cinq mille hommes tués & de onze cens faits prisonniers. malheur suivi de la perte importante de New-York, dans un tems enfin où le Lord Howe paraissait n'avoir qu'à se présenter pour tout soumettre à ses armes. De tous côtés les armées des Américains étaient défaites, & leurs plus importantes places envahies ou menacées par des troupes supérieures en nombre & en discipline. Aux funestes affaires de Long-Island, de Hells-gate & de New-York, succéderent rapidement le malheureux combat des White-plains & la prise des forts Indépendance, Lée & Washington. L'armée du Général Washington se débandait de tous les côtés. Le Congrès lui-même ne se croyait pas en sûreté à Philadelphie ; & si l'on peut en croire le témoignage de Galloway, cette assemblée avouait n'être plus en état de protéger les partisans : plusieurs membres même, suivant lui, perdirent alors tout courage, déclarerent qu'ils étaient perdus, & dans le comble du désespoir, pleurerent sur leur folie. Quand l'on pense que ce fut, dans une pareille circonstance, que les trois Députés répondirent si fierement au Général-Howe, on sent

sent une vénération singulière pour les chefs d'une si mémorable révolution : on ne peut s'empêcher de conclure que si, dans une époque si critique, les principaux chefs ont conservé toute leur fierté, & le peuple toute sa confiance dans leurs personnes, il n'y a pas apparence que, dans un tems où les choses ont pris une consistance aussi solide, les dispositions pour l'Indépendance éprouvent jamais aucune altération. Le Congrès saisit même cette occasion pour faire répandre une proclamation, datée du 10 Décembre 1776, dont voici quelques traits.

Amis & Freres !

„ Il est reconnu que le Congrès n'a déclaré les
 „ Colonies-Unies libres & indépendantes que d'après
 „ le vœu général des peuples & avec la plus sincère
 „ approbation de chaque Etat & que cette déclara-
 „ tion était non-seulement juste, mais d'une néces-
 „ sité absolue. Il nous aurait été impossible de ré-
 „ sister aux forces formidables, destinées contre nous,
 „ tandis que nous nous serions toujours avoués su-
 „ jets de l'Etat contre lequel nous prenons les ar-
 „ mes ; en outre, nous avons éprouvé plusieurs fois
 „ qu'on ne pourrait obtenir d'autres termes d'ac-
 „ comodement, qu'une grace sous condition d'une
 „ soumission absolue, ce que chaque Habitant de
 „ l'Amérique a rejeté avec dédain.

„ La résistance est maintenant accompagnée de
 „ ce courage & de cette résolution, qui convien-
 „ nent à un peuple libre & jusqu'ici suivie d'un suc-
 „ cès qu'on pouvait à peine espérer. . .

„ Il s'agit maintenant d'entretenir non-seulement le
 „ courage & l'unanimité entre tous les Etats, mais en-
 „ core d'exciter les Habitans de Pensylvanie, de New-
 „ York de Jersey & des contrées circonvoisines à un
 „ prompt & vigoureux effort pour s'opposer à l'ar-
 „ mée qui menace actuellement de s'emparer de la
 „ ville principale. Le parti qu'elle prend de s'avan-

„ cer dans les terres n'est dû ni à aucune défaite
 „ *considérable*, ni au manque de valeur de l'armée
 „ qui lui était opposée; mais à la diminution sou-
 „ daine du nombre de nos Troupes venue de l'ex-
 „ piration des enrôlemens trop courts que nous
 „ avions d'abord admis pour la facilité des peuples.
 „ Beaucoup de personnes ont déjà joint l'armée
 „ pour suppléer à ce vuide; & nous sommons de
 „ la manière la plus pressante tous les amis de la
 „ liberté de s'y rendre sans délai dans cette critique
 „ occurrence. *Partout ailleurs*, nos armes ont été
 „ heureuses, & à tous autres égards notre cause sa-
 „ crée est dans la meilleure situation.

„ Il est inutile de multiplier les argumens dans une
 „ semblable situation. Il s'agit de tout ce qui peut
 „ intéresser des hommes & des hommes libres: on
 „ ne doit pas même demander quelles seraient les
 „ suites de notre *chûte*. Ces Commissaires orgueil-
 „ leux n'offrent pour donner la paix à l'Amérique
 „ que le terme injurieux de pardon pour prix d'une
 „ soumission indéfinie. ”

Cette proclamation montre assez la mauvaise foi
 du réfugié Galloway. On voit que le Congrès, quoi-
 qu'il affaiblisse l'idée de sa situation, ne se dissimule
 pas les malheurs qu'il a éprouvés. De quoi ne sont
 pas capables des hommes qui, dans de pareilles si-
 tuations, savent s'élever au-dessus des revers de la
 fortune, & par leur génie éviter la honte qui eût
 été la suite inévitable d'une entière défaite?

Bientôt les affaires prirent un aspect plus riant;
 la défaite & la prise de Burgoine amenerent le Trai-
 té avec la France que Mr. Adams avait seul fait ré-
 digé & écrit de sa main dans les Régistres du Con-
 grès, deux ans auparavant, à peu près tel qu'il fut
 ratifié. Mr. Adams après avoir été quinze mois par-
 mi les Commissaires ou Ministres du Bureau ou Dé-
 partement de la guerre fut envoyé à la Cour de Fran-
 ce; avec le titre de Ministre Plénipotentiaire, &
 reçu en cette qualité; au bout de quinze mois il re-
 tour-

tourna en Amérique, d'où il fut renvoyé en Europe avec des Pleins-pouvoirs pour assister aux conférences qui pourraient s'ouvrir pour la paix.

Ceux qui ont été à portée de connaître Mr. Adams, trouvent que sa physionomie porte les marques les moins équivoques de la candeur & de la probité. Il joint à la gravité convenable au caractère dont il est revêtu, une affabilité qui prévient en sa faveur. Quoique taciturne, comme Guillaume I & la plupart des hommes fortement occupés de grands projets, il a cependant une éloquence naturelle pour discuter les sujets qui sont l'objet de sa destination & persuader les principes dont il est convaincu. Sa conduite est austère, comme celle d'un vrai Républicain : peut-être même la conscience intime de la vertu lui donne-t-elle un degré de roideur qui a peine à se plier aux manèges que la politique Européenne a introduits dans les négociations. Mr. Adams passe encore pour être l'Auteur de la constitution de Massachusset qui est sans contredit le plus beau système de législation & de gouvernement qui ait jamais paru.

CHAPITRE XLIII.

Considérations Patriotiques sur les intérêts actuels des Provinces-Unies.

Porté par état & par caractère à méditer beaucoup, principalement sur les intérêts de cette République, à laquelle mes principes, l'amour de la liberté & de la douceur du gouvernement m'attachent irrévocablement, & pour la gloire & la prospérité de laquelle je n'ai cessé de faire des vœux, j'ai pensé ne pouvoir mieux faire que de m'occuper de ces grands objets dans mes momens de loisir. Comme Citoyen d'Amsterdam, c'est sur la Hollande surtout, & sur son commerce que j'ai cru devoir fixer mon attention. Dans les circonstances actuelles, les relations politiques & mercantiles de ce pays

avec la France m'ayant le plus frappé, elles ont été le principal but de mes recherches, & je vais en extraire les objets les plus essentiels, en protestant le plus grand désintéressement & la plus parfaite impartialité. L'amour de la patrie a seul été mon guide.

Les liaisons politiques ont été plus étroites qu'elles ne le sont à présent entre la Hollande & la France. Les secours que fournit Henri IV à la République des Provinces-Unies, pour établir & cimenter son indépendance, furent les premiers liens d'une alliance pour les deux nations. Les Hollandais, il est vrai, furent les premiers qui en affaiblirent les nœuds en traitant séparément avec les Espagnols à *Munster*. Quoi qu'en disent plusieurs Historiens, plus entraînés par l'esprit de parti que par l'amour de la vérité, il est de la plus grande probabilité que les Hollandais, toujours sages, toujours prudents dans leurs délibérations, pensèrent que le partage brillant des Pays-bas Espagnols avec la France ne pouvait avoir que des suites funestes pour l'État, (1) & que, pour sa sûreté il lui convenait mieux de rester possesseur paisible de son territoire, que de chercher à l'étendre, & se mettre par là dans la nécessité de diviser ses forces pour conserver de nouveaux domaines. Les Princes d'Orange-étaient alors aussi portés pour la France qu'ils le sont actuellement pour l'Angleterre ; mais la République avait dans son sein de vrais patriotes, qui, connoissant parfaitement ses véritables intérêts, prirent des mesures pour faire échouer les projets de la Maison d'Orange. Ce

(1) Ceux qui se rapellent, que nous avons soutenu en diverses occasions qu'il eut été de la bonne politique de faire ce partage, verront bien que cette piece n'est pas de l'Auteur du *Politique Hollandais*; mais quoi que je diffère sur ce point avec l'Auteur qui se donne le titre si bien mérité d'*Ami de l'humanité*, ses autres observations sont si analogues à mes principes & présentées d'une manière si séduisante, que nous espérons que nos lecteurs ne les verront pas sans intérêt, & ce qui est encore plus, sans conviction.

Ce fut le même système & presque les mêmes causes qui décidèrent les Hollandais à former en 1668 la triple alliance pour arrêter les conquêtes de Louis XIV. On fait quelles furent les suites de la guerre de 1672 pour la République : mais les évènements qui placèrent Guillaume III sur le trône d'Angleterre ne contribuerent pas peu à cimenter les principes de ce système, qui porta la République à prendre part à toutes les guerres contre la France & surtout à celle de la *Succession*. L'Histoire prouve que, dans ce tems-là, ce país mit un poids considérable dans la balance de l'Europe, & contribua beaucoup aux revers dont les derniers jours de Louis XIV furent semés. Quelque différentes que soient les circonstances, on ne peut se dissimuler que cette République ne puisse encore jouer un grand rôle dans les affaires politiques; le desir qu'a la France de former une alliance avec nous, le fait assez connaître.

Comme Puissance maritime, la Hollande peut beaucoup; & si sa marine n'est pas encore redoutable, elle peut le devenir plus promptement que dans aucun autre pays. On prétend que des liens de consanguinité avec le Roi de la Grande-Bretagne ont quelque influence sur notre Prince; mais le zèle infatigable de la ville d'Amsterdam n'ayant pour but que le rétablissement de la marine, la gloire & le bonheur de la nation, il faut espérer que ses vœux seront remplis & que les respectables Magistrats qui la gouvernent, pour fruit de la précieuse intimité qui les réunit, vaincront dans l'esprit du Prince les principes de délicatesse qui le retiennent, & triompheront de la politique insidieuse de la Grande-Bretagne, qui, depuis Guillaume III, a toujours eu dans ces Provinces un parti opposé à celui de la France.

La rivalité & la jalousie de commerce ont peu à peu diminué le nombre des partisans de l'Angleterre, & la manière violente & despotique dont elle s'est prévalu de sa supériorité, en révoltant notre nation

on contre elle, a tourné à l'avantage du parti contraire. Ce parti qui s'était opposé vainement à la part que prirent les Etats-Généraux dans la guerre de 1740, est devenu depuis assez fort pour allarmer le Stadhouder lui-même. Le gros de la nation déteste les Anglais, & il n'y a guere qu'un certain nombre de rentiers & de négocians que l'intérêt particulier attache encore à l'Angleterre. La conduite impérieuse & peu politique des Anglais, leurs vexations & leurs brigandages n'ont pas peu contribué à changer les dispositions du peuple & à le faire triompher des préjugés de la religion.

Il ne tient actuellement qu'à la Hollande de profiter de ces dispositions en attachant irrévocablement la France à ses intérêts. J'ai remarqué que, dans ces tems orageux, le peuple n'avait pas vu d'un œil indifférent les démarches du Roi de France pour protéger le commerce & la navigation de ces Provinces. Dans l'état où sont les choses, il serait facile à la République de tirer avantage des bonnes dispositions de ce Monarque, & l'on en obtiendrait sans peine des privilèges; mais l'on doit prendre garde de l'irriter par des refus obstinés. Un autre moyen pour rendre à ces Provinces leur ancien éclat, seroit de faire un traité d'alliance & de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique. Qu'il me soit permis, à ce sujet, de faire quelques réflexions.

Il est difficile de ne pas considérer les Américains comme un Peuple libre, comme un peuple digne de figurer parmi les Puissances les plus respectables. Leur courage à braver les tyrans qui les veulent opprimer, leur constance à surmonter les difficultés qui retardent leur indépendance absolue, la conviction intime qu'ils ont de la bonté & de la justice de leur cause; les victoires qu'ils remportent successivement, l'intérêt que met la France à les soutenir de tout son pouvoir, sont autant de présages d'un heureux avenir. D'un autre côté, il est évident que l'Angleterre sera forcée de reconnoître l'indépendance de l'Amérique. Elle n'est pas à se repentir d'avoir

voir entrepris si légèrement une guerre ruineuse, qu'elle ne continue que par fierté & pour n'avoir pas la honte de revenir sur ses pas ; mais, quelque blessé que soit son orgueil, ses désastres & ses pertes s'accroissent tellement, qu'elle tombera tôt ou tard dans le plus grand avilissement, & sera réduite à la dure nécessité de demander la paix.

Ne devons-nous pas craindre qu'en différant plus longtems à faire alliance avec les Américains, nous n'excitons le ressentiment de cette République naissante, & plus encore celui de la France ? Ne devons-nous pas craindre que les avantages considérables d'un commerce réciproque ne soient entièrement perdus pour nous, & d'être ainsi privés d'un moyen efficace pour réparer les pertes que nous avons déjà essuyées ? Ne devons-nous pas craindre que, par des circonstances que toute la prudence humaine ne sauroit prévoir, les Anglois ne soient forcés à faire la paix sans notre intervention, & que par un principe de rivalité, qu'ils ont manifesté en toute occasion, ils ne nous enlèvent tout espoir de jamais traiter avantageusement avec les Américains. N'a-t-on pas vu notre République se liguer avec l'Espagne dont elle avoit secoué le joug, & faire cause commune avec elle contre ceux qui, auparavant, étoient nos amis & nos alliés ? Pourquoi refuserions-nous donc de faire, sans plus différer, une alliance avec la France ? Ne devons-nous pas appréhender que cette puissance, lassée de nos irrésolutions, nous soupçonne de tergiversation ? que, piquée de l'inutilité de ses offres pour nous attirer dans son parti, elle ne garde le Cap de *Bonne-Esperance* (1) dont elle s'est faite la gardienne ; & que poussant son res-

(1) A Dieu ne plaise que je veuille jeter des soupçons sur la conduite de la France : le caractère généreux & la noblesse des procédés qu'elle a constamment déployés pendant cette guerre, prouvent assez qu'elle est incapable d'abuser de notre confiance ; mais....

sentiment plus loin, elle ne porte un coup mortel à notre commerce dans l'Inde. Je fais des vœux pour être trompé dans mes craintes; mais elles me paroissent bien fondées. Au reste, si nous balançons les avantages d'une telle alliance avec le danger de la rejeter, il est impossible, quelles que soient les considérations qui peuvent encore nous attacher au parti Anglois, que nous différions davantage à y renoncer.

Ajoutons encore que l'alliance avec la France, nous procureroit celle de l'Espagne. Les avantages qui pourroient résulter pour nous de cette dernière, seroient probablement moins grands que ceux qu'on doit se promettre de l'alliance avec les deux autres Puissances; mais, dans l'état où sont les liaisons politiques entre la France, l'Espagne & l'Amérique, on auroit tout lieu d'espérer, en formant une quadruple alliance, de forcer plus promptement les Anglois à demander la paix. Nous contribuons ainsi à éteindre le flambeau d'une guerre funeste dans les quatre parties du monde; & la tranquillité rétablie dans tant de régions désolées seroit en partie notre ouvrage.

Tels sont les moyens qui nous restent pour faire repentir les Anglois de nous avoir si injustement provoqués, & leur montrer qu'on n'avilit point une nation sans de fâcheuses conséquences. De ce que notre honneur a paru s'endormir quelque tems à l'ombre de la patience, on n'auroit pas dû conclure qu'on pourroit toujours nous outrager impunément. L'Angleterre a déjà vu combien notre réveil est terrible. Cette nation fière devoit savoir que si de toutes les injures l'humiliation est la plus offensante, elle est aussi la plus vivement sentie & la plus cruellement vengée. Disons encore que rien n'est plus facile que de priver nos ennemis des avantages qu'ils retirent en nous vendant les produits de leurs manufactures: le Gouvernement n'a qu'à défendre l'entrée des marchandises de la Grande-Bretagne. La France peut amplement nous en dédommager; & dans les circonstances présentes, nous avons tout lieu de croire que

que cette Puissance nous tiendrait bon compte de la préférence que nous lui donnerions. L'acte de navigation donné par Cromwel en 1651, devroit être suffisant pour nous déterminer à prendre ce parti. On n'a pu oublier, sans doute, que cet acte nous ôta sans ressource tous les avantages de commerce que nous pouvions nous promettre en Angleterre.

L'échec que nous a causé le despotisme de la Grande-Bretagne sur notre commerce du Nord, de l'Espagne, de l'Amérique & des Indes, est inappréciable & évident. Faisons un traité d'alliance & de commerce avec la France & l'Amérique, & nous reprendrons sur notre orgeuillueuse rivale la prépondérance qui fut toujours le partage de la République, tant que sa marine fut sur un pied respectable; employons à propos nos ressources; nous en avons encore de fort grandes; & l'on nous verra encore une fois soutenir avec dignité & avec succès le nom glorieux de peuple libre & indépendant.

En un mot, si nous persistons à vouloir rester en guerre sans amis ni alliés, ce qui me paroît très-difficile pour ne pas dire impossible, nous perdons l'occasion de réparer nos pertes & de rentrer en possession des pays conquis par nos ennemis. D'une autre part, si nous accédons à la médiation de la Russie dont le système paroît favoriser secrètement l'Angleterre, nous nous exposons à des désagrémens sans nombre, à de très-grands dangers & à des pertes plus grandes encore. Nous devons aussi observer que nous avons des ménagemens à garder avec les Puissances du Nord, & cela n'ajoute pas peu à l'embarras de notre situation, j'en conviens; mais à quoi l'attribuer, si ce n'est à la lenteur de nos opérations & de nos armemens & à notre indifférence pour garantir nos possessions éloignées contre les attaques perfides de nos ennemis?

La guerre, de quelque manière qu'on l'envisage, est un fléau pour l'humanité, fléau inévitable même pour les nations les plus sages & les plus modérées;

rées ; aussi ne s'y déterminent-elles que pour leur défense ou leur conservation : mais en la faisant avec vigueur , elles sont sûres d'acquérir une gloire justement méritée.

La conduite ferme & courageuse qu'ont montré les Magistrats de la ville d'Amsterdam , dans toutes les circonstances où il s'agissoit du bonheur des citoyens , de la gloire & du salut de la République , prouve assez qu'ils ont calculé & balancé les avantages & les pertes qui peuvent résulter du parti que choisirent les Etats-Généraux.

Puisse une concorde parfaite dans les chefs de la République ne tendre qu'au bien du commerce , au rétablissement de la marine ! Puissent-ils être les heureux médiateurs d'une paix durable entre les Puissances belligérantes ! Puissent-ils devenir les généreux défenseurs des droits & de la liberté d'un peuple courageux qui vient retracer à l'univers le spectacle intéressant de la révolution qui brisa nos fers ! Quelle gloire pour la Hollande , que de coopérer au bonheur de tant d'hommes qui lui tendent les bras pour réclamer son appui , & les aider à triompher , comme firent autrefois nos peres , des fureurs de l'oppression !

Heureux si ces réflexions dictées par mon zèle , mon attachement pour la République , & mon amour pour l'humanité , peuvent influer sur le bonheur public , en justifiant la sincérité de mes sentimens & de mon respect pour les Peres de la Patrie.

Par l'Auteur de l'Ami de l'Humanité.

Aux Adresses ordinaires.

L E

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LII. LUNDI, ce 4 FEVRIER, 1782.

Suite du

CHAPITRE XLIII.

*Des Considérations Patriotiques sur les intérêts
actuels des Provinces-Unies.*

A l'Auteur du Politique Hollandais.

MONSIEUR.

J'ai été autant surpris que flaté de trouver dans votre dernier numero, *mes réflexions Patriotiques sur les intérêts actuels de ces Provinces*: je dis, surpris; parceque n'ayant point l'honneur de vous connaître, j'ignore comment vous avez pu vous les procurer avant leur publicité; & flaté, non-seulement de ce qu'elles acquerront par ce moyen un relief & une dissémination qu'elles n'auraient jamais eues autrement, mais encore des éloges dont vous daignez en faire. Mes sentimens sont ceux d'un bon patriote, & d'un ami de la paix; je voudrais, de tout mon cœur, qu'ils fussent généralement adoptés; les conclusions à prendre seraient plus promptes, & les succès plus heureux qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent.

II. TOME. *Et* Com-

Comme il est nécessaire pour la gloire & le bonheur de la République d'attirer le plus grand nombre dans le bon parti, il est du devoir de tout bon citoyen de s'occuper des moyens utiles & propres à faire pencher la balance en faveur de la bonne cause. En desirant si ardemment que ma patrie fasse une prompte alliance avec la France & les États-Unis de l'Amérique, je n'ai d'autres motifs que l'intérêt national. Si, suivant mes faibles lumières, je pouvois concilier les intérêts de la Hollande avec ceux de l'Angleterre, j'insisterais aussi fortement en faveur de cette dernière que pour les deux autres Puissances; mais cette idée est repoussante dans les circonstances actuelles. Convenons d'une vérité; c'est que si, dans ses guerres, la France n'a jamais déployé autant de sagesse & de prudence dans ses combinaisons, si jamais elle n'a eu autant de succès éclatans; jamais aussi, elle n'a fait la guerre avec plus de noblesse, plus de magnanimité & plus de générosité qu'actuellement; par cette conduite elle humilie autant ses ennemis, qu'elle les affaiblit par ses victoires; les Anglais raisonnables en conviennent même dans le Parlement, & ne peuvent s'empêcher d'admirer une nation qu'ils imiteraient; s'ils n'étaient retenus par leur orgueil & leur jalousie.

Comme il paraît que c'est au commerce que l'on veut faire la guerre, le commerce doit être en conséquence l'objet principal de nos soins & de nos délibérations; tous ses différens rapports doivent être balancés & sérieusement examinés de préférence absolue sur toute autre considération politique.

Si la France n'avait pas eu sincèrement l'intention de nous ménager & de nous donner des preuves de sa bonne amitié, (quoi qu'en disent quelques politiques inquiets) je le demande, se ferait-elle prêtée aussi promptement à condescendre aux intentions des Directeurs de *notre Compagnie des Indes Orientales*, & à accéder à leurs propositions? N'aurait-elle pas au contraire, si elle eût eu des principes moins délicats, profité de l'état de faiblesse où se trou-
vaient

vaient nos possessions éloignées , & sous des prétextes spécieux dont les Anglais , nos ennemis , nous ont déjà montré le perfide usage en nous berçant par leur politique insidieuse , de chimériques avantages ; la France , dis-je , n'aurait-elle pas cru pouvoir , sans injustice même , provoquer une puissance qui n'aurait pu lui résister , & dont la dépouille était plus que séduisante ? mais , bien loin de là , non contente de nous prêter des secours importans , la France , dans ses sollicitations continuelles à nous attirer dans son parti , déploie une patience & une candeur dont on voit bien peu d'exemples , quand on a comme elle la force en main. La reprise , aussi hardie que glorieuse , de St. Eustache , est encore pour nous une raison de plus de nous montrer sensibles à ses procédés. A peine les Français sont-ils maîtres de cette isle , qu'ils y arborent le pavillon de la République ; non - contens de ces égards si honorables pour nous , ils ont la noblesse encore de rendre à nos malheureux compatriotes des sommes considérables , dont la rapacité Anglaise voulait les priver , & qui appartenaient alors aux vainqueurs , suivant toutes les loix de la guerre. Je le répète : à moins que nos chefs ne trouvent des moyens extraordinaires & prompts qui puissent nous mériter le suffrage des nations , & dans ce conflit belligérant nous conserver à l'abri des insultes & des provocations de l'Angleterre ainsi que du ressentiment de la France ; à moins , dis-je , de trouver un tempérament si difficile dans les conjonctures actuelles , nous ne pouvons que courir les plus grands dangers. Considérons que la France a maintenant dans ses mains les deux clefs de notre commerce dans les deux Indes ; pesons-en bien toutes les conséquences , & justifions notre conduite.

Pardon , Monsieur , si je me suis laissé entraîner par mon zèle patriotique : je ne cours point , comme vous , la carrière épineuse & brillante de la politique ; mes devoirs d'état s'opposeraient à ce desir séduisant , quand même je posséderais les talens né-

cessaires pour entrer en concurrence avec vous : cependant , permettez - moi , Monsieur , de vous observer que le correctif que vous avez mis à ma note , page 308 , ne me paraît pas suffisant pour m'entraîner à votre avis , touchant la vraie cause qui nécessita le refus des Hollandais à entrer dans le projet de la France lors qu'elle voulait partager avec eux les Pays-bas Espagnols. Il se peut que , moins instruit que vous , je me trompe ; mais voici les assertions sur lesquelles j'établis mes preuves.

Les Hollandais , toujours inséparablement attachés à leurs objets de commerce , pensèrent qu'en acceptant ce partage , les villes limitrophes leur feraient infailliblement dévolues , & que devenant un nouveau domaine pour la nation , ils ne pourraient empêcher les émigrations si naturelles en pareil cas à tous ceux qui , par combinaison ou par desir de se trouver mieux , quittent sans peine un domicile qui dès lors perd tout son mérite à leurs yeux , & que ces émigrans n'emportassent avec eux leur industrie & ne la fissent servir au détriment du commerce national : je vais m'expliquer plus clairement encore.

Anvers , ville jadis si florissante par son industrielle activité , & que deux siècles de prospérité n'avaient pu garantir de sa chute , était pour nous un exemple frappant des dangers que nous pourrions courir en cherchant à lui rendre une partie de ses anciennes ressources ; cette révolution ne pouvait manquer d'arriver , si nous eussions été dans la nécessité de communiquer avec ses habitans . & de les instruire sur cet esprit d'intelligence & de combinaison qui nous est propre & qu'on ne peut nous contester dans tout ce qui tient aux opérations de commerce. C'est ainsi qu'en nous laissant séduire par l'appas dangereux d'augmenter nos possessions , nous eussions travaillé nous-mêmes à élever notre ancienne maîtresse & rivale sur nos propres ruines : c'est ainsi que nous aurions détourné ces sources fécondes & lucratives qui venaient refluer de toutes les

par.

parties du monde dans les ports de la République; c'est ainsi que nous aurions sacrifié pour une espérance frivole un avantage certain. Ne fait-on pas que des motifs de jalousie & de rivalité, des raisons de politique rarement développées dans leur origine, un rien enfin, pouvait nous enlever ces nouvelles possessions, & nous montrer alors, mais trop tard, le danger de vouloir être trop puissans.

Qu'on ne dise pas que l'esprit de religion, l'intolérance auraient été suffisans pour sapper les fondemens d'un édifice sur lequel, par des principes tout contraires, nous aurions établi notre nouvelle prospérité: il était possible que les habitans des Pays-bas-Espagnols eussent fait alors par jalousie & par intérêt ce que nous voyons faire aujourd'hui à leurs descendans par soumission aux volontés d'un Souverain autant juste qu'éclairé sur le bonheur de ses peuples: ils auraient pu sentir alors que si le tolérantisme fut la cause de notre prospérité, il pouvait leur procurer aussi les mêmes avantages.

Si à ces raisons vous ajoutez celles de mon précédent mémoire que vous ne combattez pas, j'espère que vous trouverez ces motifs suffisans pour autoriser & justifier la diversion que firent alors les Hollandais. Au reste, plus jaloux de m'éclairer & de m'instruire que de disputer, je vous aurai une obligation de plus, si vous parvenez à détruire ce que je viens d'avancer.

J'ai l'honneur d'être &c.

Amsterdam ce 28 Janvier 1782.

R É P O N S E.

Je regrette sincèrement que la multiplicité des matieres dont je suis accablé, m'ôte le loisir de traiter à fond la question sur laquelle nous différons, vous & moi. En attendant, permettez-moi de vous renvoyer au sixieme volume du *Tableau de l'Histoire des Provinces-Unies* page 62. Vous y trouverez,

je crois, des raisons qui me paraissent détruire entièrement celles qui vous servent de fondement. Dans les tems où la République se forma, dit le Politique Hollandais (voyez ci devant Chap. XXXVII. p. 277.) elle était assez forte pour résister à son ennemi, parce qu'elle trouvait des alliés naturels dans les Etats qui l'environnaient ; mais le système de l'Europe ayant changé, & les voisins de la République étant devenus trop puissans & trop redoutables, l'expérience prouve qu'elle n'est pas assez forte pour leur résister. Une République simple ne doit pas être trop étendue ; une République fédérative peut être plus grande que la plus puissante Monarchie ne doit l'être. Dans les grands Etats, régis par une seule autorité, la force motrice ne peut arriver que languissante du centre aux extrémités. Mais si la circonférence est composée de divers corps qui ont par eux-mêmes une force agissante, l'action & la résistance y auront leur activité naturelle". Ce qui vient de se passer sous nos yeux, relativement aux Barrières vient fort à propos à l'appui de cette observation : nous aurons occasion, dans peu, de montrer la situation périlleuse de la République, non-seulement à la suite de ses divisions ; mais encore à cause de la petitesse de son territoire. Cependant ne croyez pas que la différence qui se trouve entre mes sentimens & les vôtres, altere en rien l'estime que je fais de votre manière de penser : j'abandonne volontiers une question oisive ; puisqu'il ne paraît pas que l'occasion de s'étendre dans les Pays-bas s'offre jamais plus à la République ; je vous remercie sincèrement des observations que vous m'avez fournies sur les autres sujets ; & je souhaite que la nécessité d'adopter à ces idées, soit si bien inculquée, qu'un tems ne vienne pas où l'on se repente de les avoir négligées, comme on doit, selon moi, se repentir d'avoir négligé le partage des Pays-bas.

*Résumé du Système & des principes répandus dans
cette feuille, avec de nouvelles observations.*

Il n'est aucune tentative qu'on n'ait essayé, pour décourager l'Auteur ou plutôt le principal Auteur de ces feuilles. Ses adversaires, voyant qu'il avait le courage de les braver ou l'adresse de les ridiculiser, ont poussé la lâcheté du ressentiment jusqu'à chercher à lui fermer tous les chemins que ses talens pouvaient lui frayer à la fortune. Ils n'ont pas senti que le Politique était assez clairvoyant pour avoir prévu dès les commencemens de sa carrière, les désagréemens qu'il y rencontrerait ; mais qu'il avait trop de patriotisme & de courage, pour immoler la noblesse de ses principes à de vils motifs d'ambition & de fortune. Il ne voudrait jamais acheter ces deux avantages à un prix dont la plus austère vertu pût rougir. Il a été accusé, par les mêmes personnes, d'être un banni de la France, & un émissaire salarié de cette couronne ; & quoi qu'on ne puisse concevoir que la France salarie ceux qu'elle bannit, il est descendu jusqu'à sommer ces accusateurs d'articuler des faits ; l'honnête homme qui compare leur silence sur cette sommation avec leur impudence à vomir des injures, ne sera pas embarrassé sur le cas qu'il doit en faire. L'Auteur de cette feuille saisit encore cette occasion pour déclarer, contre une multitude de bruits insidieusement répandus, qu'il n'est pas dans son caractère & qu'il n'est jamais entré dans ses projets, de recevoir à titre de gratification aucune récompense de ceux dont il embrasse quelquefois la défense ou les opinions. Il ne consulte, pour écrire, que les principes & les sentimens qui sont dans son cœur. Une fois pour toutes, le politique Hollandais est trop jaloux de sa liberté pour rien faire qui pût l'enchaîner à telle puissance, ou tel individu que ce soit.

Les Anglomanes, quelque tems assez tranquilles, prennent actuellement un ton de fierté, qui ne peut manquer d'étonner. Ils répandent une

multitude de brochures ; ils trouvent même des gens qui publient qu'elles font de vives sensations sur les esprits, quoique la plupart ne soient connues que par le titre ou par les citations de ceux qui les prônent. Nous n'avons ni le goût ni le tems de faire des *infolio* ; nous ne croyons pas même que la discussion d'une vérité politique exige de gros volumes : la vérité n'a besoin que d'être présentée dans sa simplicité naturelle, pour opérer la conviction.

Les principaux points que nous avons traités & sur lesquels nous différons avec nos adversaires sont 1^o le Traité préparatoire avec l'Amérique.

2^o Une Alliance avec l'Amérique.

3^o Une Alliance avec la France.

4^o Si la France est l'alliée naturelle de la République.

5^o L'augmentation des forces de terre.

6^o La démarche de la ville d'Amsterdam à l'égard du Duc de Brunswyk.

Quant au traité préparatoire avec l'Amérique, voici des particularités que nous tenons d'une voie sûre. Un Négociant d'Amsterdam se trouve à Aix-la-Chapelle dans la même auberge, avec le fameux Mr. Lée, Américain. Le hasard seul les avait rassemblés. La conversation tomba naturellement sur le traité d'alliance & de commerce que la France venait de faire avec l'Amérique. Peu-à-peu on discuta, s'il ne serait pas possible d'en préparer un semblable entre les Pays bas-Unis & l'Amérique Unie. Mr de Neuville promit à son retour à Amsterdam, de fonder le terrain sur ce sujet. La prise de Burgoine, le désespoir des Anglais, la déclaration de la France, tout en un mot semblait présager une paix rapide, terminée par la reconnaissance de l'indépendance Américaine. Le projet de tracer d'avance un traité qui préviendrait les Américains en faveur de la République & servirait de canevas, lorsque les Anglais auraient reconnu cette indépendance, parut, tel qu'il était, une démarche innocente qui ne compromettait ni la constitution de la République, ni les intérêts de l'Angleterre ; puisque le

traité

traité ne devait avoir lieu que du consentement des Etats-Généraux, lorsque l'Angleterre aurait renoncé à ses prétentions. Ceux de la Régence auxquels cette idée fut communiquée, autorisèrent en conséquence Mr. de Neuville à signer de leur part, ce plan préparatoire, afin que les dispositions d'un membre aussi distingué de la confédération à entrer en traité avec les Américains, donnassent à ceux-ci plus de confiance. D'après cet arrangement, MM. de Neuville & Lée se rendirent à Aix-la-Chapelle & signèrent cette esquisse, le premier, autorisé verbalement d'un Officier de la Régence, le second, sans autre autorisation que la certitude d'être avoué par ses concitoyens, dans une transaction qui devait les intéresser. Cette affaire ne saurait être regardée que comme une spéculation entre deux particuliers de deux nations; & c'est sous ce point de vue que les Sénateurs les plus éclairés du Parlement Britannique n'ont pu s'empêcher de la représenter. Ce qu'a dit Mr. Burke à ce sujet en Angleterre renverse les lâches assertions des Anglomanes de ce pays. Il ne faut qu'une portion ordinaire de jugement ou de bonne-foi, pour convenir que cette spéculation diplomatique n'était pas une cause de rupture; puisque l'Angleterre ne pouvait rien exiger après le désaveu des Etats-Généraux, & qu'elle aurait dû déclarer la guerre du moment que ce désaveu ne la satisfaisait pas; mais elle était trop éclairée pour juger qu'une démarche ou deux ou trois particuliers avaient seuls part, dans laquelle un membre du gouvernement ne pouvait être regardé que comme simple particulier, puisqu'un traité relatif à toute la République en général, exigeait une sanction de tous les confédérés, ne passerait jamais pour un motif plausible de rupture; il y avait même dans l'idée de produire ces deux ou trois particuliers comme l'unique cause d'une guerre ruineuse pour leur pays, & de les déferer à leurs compatriotes comme les seuls Auteurs du fléau le plus terrible qui pouvait leur arriver, quelque chose de si atroce

& de si absurde , que l'idée n'en pouvait sortir d'un Ministère qui devait garder au moins les apparences de la prudence & de la générosité. Aussi ce grief n'a-t-il été entassé dans le manifeste que pour servir de prétexte ainsi que bien d'autres , au défaut de raisons solides & concluantes. Voilà le point de vue sous lequel nous avons examiné cette question.

Elle nous a conduit à celle d'une alliance intime avec l'Amérique. *Laissez-là Mr. Adams & son Mémoire*, s'écrie un faiseur de phrases, qu'on nous peint comme l'oracle du tems présent. Eh mon ami, quelles sont vos raisons pour parler un langage aussi ridicule? Quelle est votre mission? L'Ambassadeur d'un Etat, indépendant par le fait, un personnage que le sublime Auteur de l'*Histoire Philosophique & politique* regarde comme un des plus grands hommes d'Etat de ce siècle, qui a tant contribué à la plus mémorable révolution qui pouvait arriver sur notre globe, parlant au nom d'une nation qui va former un des plus puissans empires de l'univers, nous propose une alliance contre un ennemi commun & de grands avantages de commerce pour l'avenir; & vous, faiseur de phrases, vous qui, à n'en juger que d'après le peu de mots que votre bienévolé prôneur nous a cités, n'avez pas encore développé le germe d'une seule idée, vous venez nous dire *laissez-là Mr. Adams & son Mémoire*. Monsieur de la correspondance soit-disante politique, je veux bien vous supposer Hollandais. Dites dans le tems où nous combattions contre les Espagnols: si la France, l'Angleterre & l'Allemagne nous eussent plantés là avec nos Mémoires & nos Requêtes, que serions-nous devenus? Lisez ce qu'un des fanatiques de votre parti dit dans ses *Reiniers Vryaarts Brieven*, sur les services que la France nous rendit dans ce tems-là; & vous verrez combien il est indécent à un Hollandais de déclamer contre un peuple qui marche si exactement sur nos traces. Ajoutez que les Anglais ont moins d'espoir de recouvrer l'Amérique, que les Espagnols n'en avaient de nous

reconquérir, & que l'Empire qui se forme dans le Nouveau Monde promet de devenir bien plus puissant, que jamais nous ne l'avons été & ne pourrons jamais l'être.

Les Etats-Unis de l'Amérique viennent de publier une ordonnance pour interdire l'importation de tous les effets & marchandises du produit ou des fabriques d'Angleterre, avec des précautions rigoureuses pour l'empêcher. Qui ne voit que cette conduite dénote une ferme résolution de pousser la guerre avec vigueur & de soutenir inébranlablement le glorieux point de l'indépendance? Qui ne voit que jamais occasion ne fut plus favorable pour examiner avec attention le mémoire de Mr. Adams, & profiter des avantages de commerce que l'alliance avec l'Amérique nous offre? Nous aurons occasion de nous étendre encore plus sur la nécessité d'adopter ces mesures.

Telle est encore la force du préjugé de quelques personnes contre la France, qu'on a cru nous rendre odieux, en nous accusant de chercher à engager ce pays dans une alliance avec ce Royaume & à prouver qu'il était notre allié naturel. Si quelqu'un s'imagine que le développement d'un pareil système serait utile à sa patrie, on doit lui savoir gré de le publier. Quand je l'aurais adopté je n'aurais fait que suivre les traces de plusieurs respectables Ecrivains de ce pays. Les esprits sont partagés sur ce sujet, ainsi que sur celui de l'alliance naturelle avec l'Angleterre. De cela seul qu'on n'est pas d'accord sur cet article, il me semble suivre évidemment qu'aucun de ces deux Royaumes n'est l'allié naturel de la République. C'est ce que nous avons soutenu, mais en avouant en même tems, qu'il est des circonstances où la France peut lui servir d'alliée contre l'Angleterre, & d'autres où l'Angleterre peut lui servir d'alliée contre la France : on n'a pas besoin de s'épuiser en raisonnemens pour prouver cela ; on n'a qu'à se rapeler les événemens de l'Histoire. Ainsi l'on ne peut s'empêcher d'être consterné en la voyant

actuellement attaquée par l'Angleterre , sans chercher des alliances , & surtout celle de la France , qui combat le même ennemi.

Nous ne répéterons rien sur la neutralité-armée ; car elle est également suspecte aux deux partis qui divisent la République ; aux Anglomanes , parce qu'elle serait un obstacle au rétablissement d'une alliance étroite avec l'Angleterre ; au parti contraire , parce qu'il est d'opinion de continuer la guerre avec vigueur.

Il en est qui soutiennent encore que les obstacles opposés à l'augmentation des troupes de terres , sont les seules causes de l'état de faiblesse où nous sommes. On peut leur répondre que les obstacles mis à l'augmentation des troupes de mer , ont causé le même effet déplorable. Il paraît du moins que ce sont les divisions des membres divers de la confédération sur cet article important , qui ont arrêté tout ce qu'on pouvait entreprendre à ce sujet. Puisque , depuis quelques années , nous ne sommes menacés , insultés , attaqués , dépouillés que sur mer ; il était donc du devoir ainsi que de la politique de ceux qui insistaient pour les troupes de terre , de renoncer , du moins un moment , à leur opinion , pour empêcher la ruine de l'Etat. On insinue que si l'on eût déferé à la double augmentation , l'Empereur n'eût jamais osé se porter à la démolition des barrières , bases essentielles de notre système politique. S' imagine-t-on qu'une augmentation de quinze à vingt mille hommes de plus aurait imposé à ce Monarque , dans les circonstances où nous sommes ? N'est-il pas plus probable qu'il ne se fût jamais porté à cette démarche , si nous eussions contracté une alliance avec la France & si nous eussions joué un rôle respectable sur mer ?

Nous croyons avoir toujours regardé la démarche d'Amsterdam relativement au Seigneur Duc de Brunswick sous le vrai point de vue. Il ne faut pas changer l'état de la question. Il ne faut pas nous imputer

ter ce que nous n'avons jamais dit. Les partisans de Monseigneur le Duc viennent de le comparer à Phocion & ses deux accusateurs à deux bouteux d'Athènes qui voulaient faire périr ce grand homme. Voyez le No. 7. du *Courier du Bas-Rhin* de cette année. Nous avons comparé le même Seigneur à Aristide, à De Witt & à d'autres illustres personnages qui valaient certainement Phocion. Il est vrai que nous sommes bien éloignés de faire une comparaison qui compromette le caractère & la conduite de MM. Temminck & Rendorp. Il ne s'agit pas de savoir si Mgr. le Duc de Brunswyk est coupable ou non ; nous avons déclaré de la manière la plus forte, qu'il n'était nullement probable, qu'un Seigneur d'une naissance & d'un rang aussi distingué ait jamais pu rien penser qui ternît son honneur. Il ne s'agit que de savoir si ce Seigneur, étant devenu, par son attachement, connu, & peut-être légitime, pour la maison d'Angleterre à laquelle il est allié de si près, suspect & odieux dans les circonstances présentes, il n'eût pas été prudent qu'il fût éloigné des Conseils du Chef Eminent de la République ? C'est ainsi que la ville d'Amsterdam me paraît avoir envisagé cette affaire. On l'accuse, il est vrai, de s'être permis dans son Mémoire des expressions piquantes pour une ame délicate. En ce cas Amsterdam ne serait coupable que d'avoir manqué dans l'art oratoire, & de n'avoir pas employé des termes convenables. Est-il donné à tout le monde & surtout dans un tems de trouble & de mécontentement, de choisir toujours les meilleurs termes ? Ainsi cette affaire, qui fait encore tant de bruit, se réduirait en dernier ressort, à une pauvre petite dispute de grammaire.

Que de mauvais plaisans s'égayent à leur gré sur ces mots *Membre intégrant de la Souveraineté*. Qu'Amsterdam soit un membre intégrant ou non intégrant de la Souveraineté ; il est certain qu'on ne peut lui contester au moins le droit de proposer à son Altesse des mesures relatives à une personne qui, quoique distinguée par sa naissance & son rang, ne peut être considérée que comme un Officier au service

vice d'une Souveraineté dont elle est membre.

C'est surtout, relativement à nos opinions sur la liberté de la presse qu'on a jugé à propos d'accumuler des injures non-seulement sur cette feuille, mais encore sur la personne que l'on présumait en être l'Auteur. Sur ce sujet, quel homme impartial & vrai hésitera à se décider entre ceux qui veulent que tout paraisse à la lumière du grand jour & ceux qui prétendent que les personnes élevées en dignité sont trop sacrées, pour qu'il soit permis à un simple particulier de porter un oeil examinateur sur leur conduite publique. Un Empereur, un Roi, un Prince, un Stathouder, un Régent, s'avilirait, nous a-t-on écrit, s'il était obligé de descendre sur l'arène à la voix du dernier des Ecrivains. Il me semble au contraire que la censure de la presse fait à ces personnes élevées en dignité qu'elle attaque, un honneur qui les distingue de la foule. Les actions d'un particulier qui n'a jamais assez de puissance pour que son influence cause un tort ou un avantage considérable à la société, sont-elles un objet assez important pour mériter l'attention d'un Ecrivain public ?

Mais on ne cesse de répéter qu'on abuse de cette liberté, & qu'il convient d'y mettre des bornes.

Borne & liberté étant des mots incompatibles, il faut faire disparaître l'un ou l'autre. Comment ! l'abus qu'on aurait fait d'un privilege serait-il une raison pour en exiger l'abolition ? En ce cas on devrait enlever tous les privileges d'une nation libre ; car il n'en est aucun dont on n'ait abusé. Heureusement il n'est pas moins contraire à la raison qu'à la justice, qu'un abus particulier autorise une proscription générale. La société devrait-elle donc être privée de la protection des loix, parce qu'il y a des voleurs & des assassins ? La société doit-elle porter la peine des fautes des individus ?

Qui croirait que le Politique Hollandais a été traité d'infâme, pour avoir soutenu que la presse devait être libre, dans un état libre ? (*Voyez p. 25 du Pleidooy voor de Heeren E. de Vry Temminck, J. Rendorp*

dorp &c. met de aanmerkingen van Pbileutberus Batavus). Ames honnêtes, qui préférez les lumieres éternelles & invariables de la raison aux statuts arbitraires & capricieux des hommes, vous ne soupçonneriez jamais comment on a prouvé cette infamie ? On a cité une vingtaine de placards contraires à cette liberté, comme si c'était l'existence & non la validité de ces Edits qu'on eût attaquée. Tous les placards nouveaux, ajoutés aux anciens, ne feront jamais croire à un homme de bon sens qu'un citoyen de la Province d'Utrecht n'ait, aussi bien qu'un citoyen d'Amsterdam ou de Londres, le droit de raisonner sur les affaires & les personnes publiques. On peut le proscrire dans des Edits, le dévouer à la vindicte des mauvaises loix ; mais cela ne changera jamais sa maniere d'envisager les choses.

Ainsi, tout vrai partisan de la patrie & de la liberté ne pourra s'empêcher de dire, avec l'Auteur de la Gazette de Sud-Hollande, au sujet d'un paragraphe de la Gazette Hollandaise d'Amsterdam „ L'amour de la patrie est inséparable de „ l'esprit de liberté, dans ceux qui vivent dans un „ Etat libre. Le patriotisme doit leur inspirer „ des sentimens de vénération & d'obéissance pour „ ceux qui gouvernent bien ; & l'amour de la li- „ berté engage naturellement tous ceux qui n'ont „ pas un ame vile, à parler librement & à commu- „ niquer à leurs concitoyens les idées que l'état où „ se trouve leur patrie peut leur inspirer. Voilà les „ principes que nous avons suivis & que nous sommes inébranlablement résolus de suivre ; sans nous „ embarrasser de ceux qui, pour favoriser les enne- „ mis publics de la patrie, ou pour d'autres considérations, peuvent penser autrement.”

Au reste, nous sommes résolus de ne plus faire attention aux vains croassemens des oiseaux mal-faisans, qui voudraient nous épouvanter. Laissons-les dans l'obscurité dont l'opinion publique ne les tire de tems en tems que pour les livrer à la dérision & à l'indignation générale. Nous dirons toujours

jours la verité sans redouter ni ménager aucun parti. Nous pensons trop bien de nos compatriotes, pour craindre qu'une noble hardiesse puisse leur inspirer des préjugés contre un Auteur qui n'a jamais eu & n'aura jamais d'autre vue que l'avantage du pays où il vit.

Fin du Tome second.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajensbot*; à *Haarlem*, chez *Waltree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & LaVeuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake, & J. Bronkborst*; à *Dordrecht*, chez *Blusse*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles. *L'Amériquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, *Estampe allégorique.*

T A B L E

D E S

M A T I E R E S

Contenues dans ce Volume, du *Politique*
Hollandais.

CHAP. XXVII. Sur le Systême Politique de la ville d'Amsterdam, divisé en leures, à l'Auteur du <i>Politiek Vertoog.</i>	
<i>Lettre Iere</i> Sur les traits qu'offre la conduite générale d'Amsterdam dans les tems anciens, relativement à son systême politique envers les Stat-houders.	pag. 1
<i>Suite</i> du Chap. XXVII. Sur le systême politique de la ville d'Amsterdam, divisé en lettres, à l'Auteur du <i>Politiek Vertoog.</i>	
<i>Suite</i> de la lettre Iere, &c.	17
CHAP. XXVIII. Sur la bataille navale livrée entre une Escadre Anglaise & Hollandaise le Dimanche 5 Août 1781, dans la mer du Nord à la hauteur & à dix-huit-milles de Kykduin.	27
<i>Suite</i> du Chap. XXVIII. Sur le Systême politique de la ville d'Amsterdam &c.	
<i>Suite</i> & fin de la lettre Iere, sur les traits qu'offre la conduite générale d'Amsterdam &c.	33
CHAP. XXIX. <i>Lettre</i> à l'Auteur du <i>Politique Hollan- dais.</i> Sur la situation civile & politique d'Utrecht, pour l'apologie de cette ville contre ses ignorans Détracteurs.	45
<i>Suite</i> du Chap. XXVIII. Sur la bataille navale du 5 Août 1781, dans la mer du Nord.	53
Rapport du Contre-Amiral Zoutman à S. A. S. Mgr. le Prince d'Orange.	54
Dépêche du Vice-Amiral Parker.	57
Etat des forces réelles de part & d'autre.	60
CHAP. XXX. <i>Lettre</i> à l'Auteur de la feuille Hebdomadaire, intitulée le <i>Politique Hollandais</i> , par un vrai Hollandais &c.	69
TOME II.	Ré-
D d	

TABLE DES MATIERES.

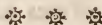
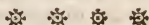
Réponse à la lettre précédente.	pag. 73
CHAP. XXXI. Sur les intérêts actuels de la République des Provinces-Unies des Pays-bas.	85
Lettre de M. van Lynden.	97
Proposition du Quartier de Westergo.	99
CHAP. XXXII. Sur les véritables dispositions des habi- tans d'Utrecht, sur la liberté de la presse & sur le dernier Edit prohibitif pour prouver que cet Edit n'ayant pas encore la sanction nécessaire pour être mis à exécution, le <i>Politique Hollandais</i> ne peut y passer pour livre défendu.	101
Requête de la Corporation des Libraires, Impri- meurs & Relieurs de la ville d'Utrecht aux No- bles & Puissans Seigneurs, les Etats du Pays d'Utrecht.	105
Suite du Chap. XXXII. Pour la liberté de la presse, & pour prouver que le <i>Politique Hollandais</i> n'est pas un livre prohibé, même à Utrecht.	117
Lettre à Monseigneur le Duc de Brunswick, tradui- te du Hollandais.	127
Suite du Chap. XXXII. & de la lettre à Monsei- gneur le Duc de Brunswick.	133
CHAP. XXXIII. Lettre à l'Auteur du <i>Politique Hollan- dais</i> avec la Réponse, pour l'apologie des prin- cipes répandus dans cette feuille, & la défense du caractère moral de l'Auteur.	136
CHAP. XXXIV. Lettre au <i>Politique Hollandais</i> sur les causes qui occasionnerent la foiblesse de l'escadre qui se battit au Dogger-banc.	146
Suite du Chap. XXXII. Sur les causes de la foiblesse de notre marine.	152
Missive de M. N. Koelberg, premier Lieutenant sur le vaisseau de M. de Bruin, à M. le Baron de Lynden ci devant Envoyé extraordinaire de L. H. P. à la Cour de Stockholm & par son ex- cellence communiquée au College d'Amirauté de la Meuse, en y joignant une lettre &c.	149
Extrait des Notules de L. N. P. les Etats de Zé- lande.	160
Traduction d'une lettre Anglaise dont le brouillon a été trouvé sur le chemin de la Haye.	162
Suite du Chap. XXXII. Sur les causes de la fai- blesse de notre marine.	165

TABLE DES MATIERES.

A qui l'on doit attribuer la faiblesse où se trouve la République.	pag. 169
Lettre à l'Auteur du <i>Politique Hollandais</i> .	179
Moyens de sauver l'Etat de la crise dangereuse où il se trouve.	181
CHAP. XXXV. Réponse à la lettre insérée dans le No. précédent sur les placards contre la brochure adressée au peuple des Pays-bas.	189
Suite du Chap. XXXV. Sur les Placards contre la Brochure adressée au peuple des Pays-bas.	197
Lettre écrite d'Arnhem, le 22 Octobre.	208
Suite du Chap. XXXV. Sur les Placards contre la Brochure adressée au peuple des Pays-bas.	213
Suite du Chap. XXXIV. Sur les moyens de tirer la République de la crise dangereuse où elle se trouve : & particulièrement sur les avantages d'une alliance avec les Etats-Unis de l'Amérique.	220
Suite du Chap. XXXV. Lettre à l'Auteur du <i>Politique Hollandais</i> sur la liberté de la presse.	229
Suite du Chap. XXXIV. Sur les avantages d'une alliance avec les Etats-Unis de l'Amérique.	233
Suite du Chap. XXXIV. Sur les avantages d'une alliance avec l'Amérique.	245
Suite du Chap. XXXIII. Sur les causes de la faiblesse de la République.	255
CHAP. XXXVI. Sur les Traités que la République pourrait faire dans les circonstances présentes.	261
CHAP. XXXVII. Sur les affaires intérieures de la République.	277
Lettre à l'Auteur du <i>Politique Hollandais</i> .	284
Sur une quadruple Alliance entre la France, l'Espagne, les Provinces-Unies des Pays-bas & les Etats-Unis de l'Amérique, pour servir de suite au Chap. XXXVI.	293
Proposition du Quartier d'Oostergoo, 4 ^{ie} . point de l'Assemblée provinciale remis.	294
CHAP. XXXVIII. Sur la solidité de l'Indépendance Américaine.	299
CHAP. XXXIX. Le Patriote Hollandais à la Grande-Bretagne.	309
Lettre au <i>Politique Hollandais</i> .	322
Suite du Chap. XXXVIII. Sur la solidité de l'Indépendance Américaine.	325
D d 2	CHAP.

TABLE DES MATIERES.

CHAP. XL. Réflexions sur l'état actuel du Crédit public de l'Angleterre &c.	pag. 341
CHAP. XLI. Sur le Catholicisme. Lettre au <i>Politique Hollandais</i> .	357
Edit de S. M. Impériale & Royale Apostolique en faveur de toutes les Communions chrétiennes, désormais tolérées dans ses Etats.	358
Etat de la République.	371
CHAP. XLII. Sur le Catholicisme.	373
Affaires de la République; particularités sur le caractère de M. John Adams, Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique.	382
<i>Suite</i> du Chap. XLII. Sur le caractère de Mr. Adams & l'Indépendance Américaine.	389
CHAP. XLIII. Considérations patriotiques sur les intérêts actuels des Provinces-Unies.	397
<i>Suite</i> du Chap. XLIII. Des considérations Patriotiques &c.	
A l'Auteur du <i>Politique Hollandais</i> .	405
Réponse.	409
Résumé du Système & des principes répandus dans ces feuilles, avec de nouvelles observations.	412



E R R A T A

Du IIe. Volume du *Politique Hollandais.*

<i>Pag.</i>	<i>Ligne</i>		<i>Lisez :</i>
10	19	l'avaient,	l'avaient.
11	20	l'eût,	l'eussent.
14	24	le capacité,	la capacité.
17	17	a,	a eu.
23	17 & 18	En un mot que tous,	En un mot tous.
24	29	orgueilleuse,	orgueilleuse.
27	14	constituton,	constitution.
30	30	le bataille,	La bataille.
31	28	le Anglois,	les Anglois.
37	25	gravé,	gravée.
45	4	auxquels,	auquel.
49	41	modérés,	modéré.
50	25	fait,	faite.
51	4	d'autant rigoureuse,	d'autant plus rigoureuse.
ibid	36	d'Utechr,	d'Utrecht.
67	32	destructice,	destructive.
74	1	laquelle,	la querelle.
84	11	n'e-stil,	n'est-il.
86	19	régne,	régné.
130	3	tombé,	tombée.
142	1	préuves,	épreuves.
145	17	l'y,	le.
157	1	fans ni que,	fans que ni.
165	8	importante,	importante.
166	7	maniere plus précise,	maniere la plus précise.
170	10	subordonnés,	subordonnées.
185	7	desirer,	desiré.
190	42	ne le,	ne la.
194	43	écris,	écri-
197	30	qu'elle,	qu'il.
202	19	troublés,	troubles.
203	24	aux rangs,	au rang.
205	14	auroient montrer dû,	auroient dû montrer.
210	41	exigeâlt,	exigeât.
212	37	indignement,	indignement.
215	40	les,	le.
217	18	rrouver,	trouver.
223	35	leurs,	leur.

E R R A T A.

<i>Pag.</i>	<i>Ligne</i>		<i>Lisez :</i>
244	2	cele,	cela.
245	5	de la note. sbsistera,	subsistera.
254	5	qu'elle,	quel.
279	39	Ils,	Il.
287	9 & 10	puissans,	puissant.
296	31	en fateur,	en faveur.
301	15	Qu'elle surcroît,	Quel surcroît.
314	27	travaillez,	travailes.
335	14	on,	ou.
343	16 & 17	echiquer,	échiquier.
378		la,	leur.
384		argon,	jargon.









